

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME LXXXV

ANNÉE 1994

BU LETTRES

S.U. DE BORDEAUX



OBXN0024308

Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux
avec le concours de la Municipalité de Bordeaux, du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine



Revue archéologique de Bordeaux

***Tome LXXXV
Année 1994***

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux,
du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*

*Société Archéologique de Bordeaux
1, place Bardineau
33000 Bordeaux*

*Société fondée en 1873,
reconnue d'utilité publique
par décret du 11 mars 1915*



BIBLIOTHÈQUE MUSEUM D'ART ET D'HISTOIRE

1773-1774
1775-1776

Photographie de couverture :

*Coupe,
faïence bordelaise
de la fin du XVIII^e siècle.*

Cliché Marc Bernard.

Conformément à la tradition, la Société Archéologique de Bordeaux ne prend sous sa responsabilité ni les opinions émises ni les analyses développées par les auteurs.

Elle interdit toute reproduction totale ou partielle de documents sans son autorisation écrite.

Documents *1994*
d'archéologie
de Gironde

Les *Documents d'Archéologie de Gironde* sont publiés par accord entre la Société Archéologique de Bordeaux et le Service régional de l'Archéologie.

Ils rassemblent les comptes-rendus succincts rédigés par les responsables des différentes opérations archéologiques de l'année pour le *Bilan Scientifique*. En ce sens, ils prennent, sous une autre forme, la succession de la *Chronique d'Archéologie bordelaise*, en l'élargissant à l'ensemble du département. Par ailleurs, sont aussi édités dans ce cadre des articles issus de rapports sur des opérations d'années antérieures.

Les *Documents d'Archéologie de Gironde* sont diffusés sous deux formes : comme une partie de la *Revue archéologique de Bordeaux* et comme un tiré à part annuel autonome.

Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine

Cent soixante seize opérations ont été réalisées en Aquitaine en 1994.

Le désormais traditionnel déséquilibre régional entre les activités archéologiques des départements du Nord (Dordogne, Gironde, Lot-et-Garonne) et du Sud (Landes et Pyrénées-Atlantiques) accuse des changements notoires qui sont les premières manifestations d'une politique volontariste engagée depuis maintenant deux ans par le Service régional de l'Archéologie et à laquelle bien des acteurs extraterritoriaux, régionaux et locaux (essentiellement les régions limitrophes espagnoles) ont bien voulu s'associer. Ce développement est sensible dans des domaines aussi variés que la recherche archéologique de terrain proprement dite, les activités de diffusion scientifique et l'animation culturelle régionale au sens large.

Depuis maintenant près de deux ans la recherche en Préhistoire sur les Pyrénées-Atlantiques a pris une dimension nouvelle qui tient à l'investissement accru de chercheurs sur cette partie de la chaîne, à une volonté de mieux contrôler la conservation de ce patrimoine et à l'instauration de relations plus soutenues avec les chercheurs du sud.

A Iholdy, dans le karst d'Unikoté, les recherches se sont développées vers l'extérieur de la cavité afin d'accéder à une vision plus dynamique du remplissage, assurément complexe, de ce site. Des nouveaux

restes humains ont été mis en évidence au sein des précédents ensembles paléontologiques identifiés par P. Michel dès 1993. Les récentes datations par le radiocarbone réalisées à Gif-sur-Yvette par accélérateur indiquent sans doute possible un âge néolithique. L'insertion de ces vestiges anthropologiques néolithiques au sein d'ensembles sédimentaires et/ou paléontologiques d'âge würmien plus ancien va désormais constituer l'axe de recherche prioritaire de ce gisement. L'ensemble des moyens scientifiques et matériels mis en oeuvre depuis deux années devrait y contribuer largement.

Des études préalables à des travaux routiers ou autoroutiers en Pays Basque et en Béarn ont été l'occasion, en 1994, d'une mise à plat de données existantes par le recensement des informations anciennes, la poursuite de l'étude des collections de matériel lithique et, surtout, la localisation précise des sites.

Des prospections sur les tracés de l'A.63 (côte basque et sud des Landes), sur l'emprise de la future autoroute Pau-Oloron, ont contribué à cet inventaire indispensable pour une protection efficace et une étude ultérieure concertée.

L'aspect le plus novateur de ces bilans concerne la reconnaissance d'un niveau du Paléolithique moyen dans les collines dominant Oloron Sainte-Marie. Ceux-ci avaient été mis en évidence par des prospec-

tions anciennes et lors de la fouille du tumulus de Peyrecor 2. Une intervention archéologique limitée, réalisée par le Service régional de l'Archéologie a permis de mieux caractériser ces niveaux et devrait faciliter la reconnaissance de ce faciès lors des sondages-diagnostic sur le futur tracé de l'autoroute dans ces secteurs.

Le réseau triple du massif de l'Arberoue à Isturitz/Saint-Martin d'Arberoue a fait l'objet, en 1994, d'une extension de la protection au titre des Monuments historiques qui témoigne de son intérêt exceptionnel mais aussi de la volonté de la communauté scientifique d'assurer la meilleure protection à cet ensemble qui devrait faire l'objet, dans les années à venir, d'un véritable bilan sanitaire, scientifique et patrimonial associant des équipes spécialisées originaires des deux versants de la chaîne pyrénéenne.

Le développement de contacts et la programmation, dès l'horizon de 1995, d'opérations conjointes de diffusions scientifiques qui prendront certainement la forme de journées scientifiques thématiques entre les chercheurs de cette région frontalière franco-espagnole avec les archéologues responsables des universités de Vittoria et de Saragosse et d'organismes de recherche du Pays basque espagnol contribue aussi à ce regain d'activités. Au plan universitaire, la reprise d'un enseignement de Préhistoire dans le cadre de la formation des étudiants d'histoire de l'art à l'Université de Pau est susceptible, à son tour, de contribuer au développement de l'archéologie dans les Pyrénées-Atlantiques.

Dans le département des Landes, l'année écoulée a été marquée par le centenaire de la découverte de la "Dame de Brassempouy". Une série de manifestations scientifiques, muséales et culturelles diverses ont servi, les 22-23 juillet 1994, de cadre à un colloque scientifique international.

En Lot-et-Garonne, les opérations de fouilles préhistoriques qui concernent surtout le nord-est du département se sont poursuivies selon les programmations prévues, aussi bien sur le site de Las Pélénos à Monsempron-Libos (où une occupation aurignacienne a été mise en évidence) que dans les niveaux de Périgordien à burins de Noailles du Callan à Blanquefort-sur-Briolance ou encore sur le site du Roc Allan à Sauveterre-la-Lémance. En ce lieu, outre la campagne de fouilles qui a notamment permis d'ap-

porter des précisions sur la mise en place des occupations sauveterriennes et la découverte d'une structure de combustion dans le Magdalénien, deux manifestations importantes se sont déroulées : l'inauguration en mai d'une salle d'exposition permanente consacrée au Mésolithique et, en décembre dernier, une table-ronde internationale sur le Sauveterrien. Une trentaine de spécialistes français et étrangers ont participé à ces travaux et contribué à une synthèse sur cette culture mésolithique. Les gisements éponymes du Martinet et du Roc Allan furent l'objet d'excursions et de visites commentées. Les actes de cette réunion, qui devraient voir le jour fin 1995 ou en 1996, devraient donner lieu à un ouvrage rassemblant les données les plus récentes sur le Sauveterrien.

En Gironde, les recherches pluridisciplinaires sur le littoral médocain à Grayan-et-l'Hôpital (La Lède du Gulp) qui font l'objet d'une expertise approfondie auraient permis d'identifier les vestiges d'une habitation de terre crue dont l'âge et la nature seront précisées à l'issue des rapports terminaux dans le courant de l'année 1995. Par ailleurs, dans le même secteur, lors des grandes marées hivernales, des restes de proboscidiens du Pléistocène supérieur ont été dégagés par P. Michel de l'Université de Bordeaux I, au niveau des formations argileuses qui servent de substratum à la séquence stratigraphique de La Lède du Gulp.

A l'abri Houleau, au cours d'une nouvelle campagne d'évaluation, entreprise à l'initiative de M. Lenoir (U.M.R. 99.33), des restes humains en position stratigraphique isolée ont été découverts dans une anfractuosité de la paroi rocheuse. Une datation au radiocarbone est en cours ; elle permettra l'adoption d'une problématique spécifique à l'âge de ces vestiges. Par ailleurs, le potentiel archéologique de ce gisement paraît avoir été surestimé jusqu'alors.

En Dordogne, des travaux d'aménagement ont permis de réaliser des observations scientifiques nouvelles ou de préciser des connaissances anciennes.

Les travaux d'élargissement du C.D.47, au droit de la falaise de Laugerie-Haute (Les Eyzies-de-Tayac), ont donné lieu à une opération de sauvetage qui a permis de préciser l'extension des occupations du Paléolithique supérieur dans ce secteur privilégié où les premiers travaux d'aménagement routiers datent de la seconde moitié du XIX^e siècle.

A Creysse, sur le site de pied de versant de Villazetta, les travaux coordonnés dans le cadre de l'étude des gisements de Barbas ont confirmé l'existence d'une séquence du Paléolithique supérieur (Gravettien, Magdalénien ?) qui s'avère complémentaire et postérieure à celle de Barbas III qui s'achève avec l'Aurignacien. Un programme spécifique permettra d'automatiser les recherches dans ce gisement de plein air où, rappelons-le, la faune est exceptionnellement conservée.

Dans la grotte de Combe Saunière où s'achève l'étude des occupations du Solutréen, l'extension de la fouille des niveaux archéologiques inférieurs a permis de mettre en évidence de nouveaux horizons culturels intercalés entre les séquences aurignaciennes et moustériennes. Le nouvel ensemble sédimentaire, stratigraphiquement bien individualisé et reconnu sur plusieurs mètres carrés, contient des vestiges attribuables au Châtelperronien. L'industrie lithique y est caractérisée par des pointes à dos retouché, courbe, réalisées sur des produits laminaires courts ; les restes de faune et l'industrie, abondants, sont associés à une aire de combustion très nette. De nouveaux ensembles archéologiques moustériens distincts ont eux aussi été explorés vers la base du remplissage.

A La Micoque, les recherches relatives au réexamen stratigraphique de ce site de référence pour la connaissance des industries paléolithique inférieur et moyen régional et de leur environnement arrivent à leur terme. En 1994, la fouille a essentiellement concerné le niveau E dans des zones qui s'étendaient à l'avant du pied de falaise.

A Lascaux, N. Aujoulat a entrepris, en liaison avec le Laboratoire de Recherche des Musées de France, un programme d'étude des pigments des peintures de la Salle des Taureaux qui devrait conduire à une meilleure connaissance de la composition de l'œuvre pariétale qui orne cette cavité. Le programme de grande ampleur s'organise autour de deux séances annuelles de prélèvements coordonné par la conservation de la grotte de Lascaux, le Service régional de l'Archéologie et le Laboratoire de Recherche des Monuments historiques.

La grotte de Lascaux a, par ailleurs, fait l'objet d'un bilan interdisciplinaire qui vient d'être remis à la Direction du Patrimoine.

Il s'agissait de présenter un bilan actualisé de la gestion du contrôle scientifique de ce monument historique majeur, fermé au public depuis 1963. Ce document a pour première utilité de servir de base à la réflexion de l'Architecte en chef des Monuments historiques chargé du réaménagement des installations scientifiques et techniques de la cavité. Ont concouru à son élaboration pendant deux ans, sous l'égide de l'Architecte en chef des Monuments historiques et du Conservateur du monument, tous les services du Ministère de la Culture et de la Francophonie, les organismes et personnels concernés. Quatre agents du Service régional de l'Archéologie, dont un agent vacataire à temps plein affecté au Service régional de l'Archéologie au sein de la Direction régionale des Affaires culturelles, ont pu mener à son terme une synthèse sur une cavité ornée d'intérêt international qui accueille, chaque année, plusieurs centaines de chercheurs et de personnes, visites à titre toujours exceptionnel qui ne sauraient se dérouler sans une surveillance attentive et indéfectible qui occasionne une charge d'activité spécialisée et permanente.

Enfin, un projet général de valorisation et de diffusion des connaissances géologiques et archéologiques relatives aux différentes ressources naturelles en matières premières a été élaboré en liaison entre le Service régional de l'Archéologie et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières. Ce projet s'inscrit dans la suite logique d'un projet collectif de recherche entrepris dès 1992 sous la coordination de A. Turq qui réunissait déjà une quinzaine de collaborateurs sur le thème des matières premières siliceuses du Bassin aquitain. Les ressources naturelles prises en compte ici vont des silex utilisés au Paléolithique, aux argiles à potiers, en passant par les carrières de pierre à bâtir ou les mines aurifères.

La signature d'une convention de partenariat entre le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, la Sous-Direction de l'Archéologie et le Service régional de l'Archéologie d'Aquitaine devrait se concrétiser, dès 1995-1996, par la publication d'un atlas des ressources naturelles à intérêt archéologique pour la région Aquitaine. Cette réalisation, d'une conception scientifique originale, s'inscrit dans la perspective d'un transfert de connaissance interdisciplinaire (ressources géologiques, carte archéologique) à destination d'un public d'utilisateurs potentiels au premier rang desquels figurent de nombreux organismes de service public.

Pour la période néolithique, il faut noter le redémarrage de l'opération de Douchapt (Dordogne) où des sondages ont été réalisés visant à mieux cerner le site dans son cadre géomorphologique et environnemental pour une publication en 1995. A quelques kilomètres de là, un sondage de diagnostic, réalisé en travers du rempart du site du Gros Bost (Dordogne), a permis de mettre en évidence un important mobilier arténacien sous cette construction. Les recherches devraient s'étendre, en 1995, dans le cadre d'une opération programmée et permettre aussi, nous l'espérons, un redémarrage de l'activité archéologique sur ces périodes où, depuis déjà quelques années, seul le site de La Lède du Gup (Gironde) faisait l'objet d'une fouille.

Mais la découverte majeure de l'année 1994 restera probablement celle réalisée sur le plateau de l'Ermitage à Agen (Lot-et-Garonne). Cette fouille programmée, qui arrivait en fin de programmation, a porté notamment sur l'achèvement de l'exploration d'un puits. Un premier dépôt avait déjà été mis au jour en 1993 (cf. couverture du bilan scientifique 1993). Un mètre plus bas, l'équipe de fouille a de nouveau dégagé un important matériel archéologique du Ier siècle avant J.-C., déposé dans un grand caisson de bois. Outre de la céramique indigène, un nouveau casque identique aux deux précédents, une situle en bronze, une nouvelle oenechoë et deux seaux en bois décorés de bronze ont été extraits du fond de ce puits. La qualité de conservation du matériel, l'ampleur des renseignements archéologiques acquis, notamment grâce aux très nombreux prélèvements réalisés, feront de la publication de cette fouille une référence bibliographique incontournable sur le monde celtique.

Dans le domaine minier, il convient de signaler l'achèvement des fouilles sur l'aurière de Jumilhac-le-Grand (Dordogne) où, une fois de plus, ont été dégagés tous les boisements des mines protohistoriques. Il est toutefois à noter que, pour la première fois, grâce aux datations dendrochronologiques il a pu être mis en évidence une réoccupation des lieux au Haut-Moyen-Age.

L'année 1994 aura aussi été marquée par un redémarrage des travaux en milieu urbain. Ainsi, plusieurs opérations ont porté à Périgueux, Cité de Campniac, sur un quartier antique ; à Oloron-Sainte-Marie (cathédrale) sur les restes d'un habitat gallo-romain et les aménagements postérieurs liés à l'implantation de la

cathédrale ; à Bordeaux (Cité judiciaire), sur deux mille mètres carrés, sur une rue à galerie et des quartiers artisanaux du Haut-Empire ; à Bayonne, où une surveillance ponctuelle d'aménagement de voirie a permis de compléter nos informations sur l'enceinte de la ville et, enfin, à Mont-de-Marsan où une fouille localisée contre le rempart du bourg castral a permis de dégager, pour la première fois, des niveaux antiques et de suivre l'évolution de ce quartier jusqu'au XVIIIe siècle.

Le monde rural antique a, lui, fait l'objet de recherches plus ponctuelles : à Castelculier (Lot-et-Garonne) et Saint-Méard-de-Dronne (Dordogne) où des travaux d'élargissement de voirie ont permis de compléter le plan de ces deux grandes *villae* et de découvrir, à Castelculier, une superbe tête en marbre, probablement de Caraccala.

Enfin, la réalisation d'un diagnostic archéologique sur un autre secteur du *vicus* antique de Vayres (Gironde) a permis de dégager les restes d'ateliers de potier des Ier et IIe siècles après J.-C. Outre la production de ces fours, il a été dégagé plusieurs éléments de comptes de potier qui nous renseignent sur les noms des vases, des potiers et les quantités produites. Ce document épigraphique éclaire plus précisément le fonctionnement de ce grand centre potier que semble être « *Varatedo* » avant et après la conquête romaine.

Comme chaque année, 1994 a été l'occasion de réaliser un certain nombre de sauvetages préalables à des travaux d'assainissement ou de terrassement autour d'édifices religieux, notamment à Ajat, Sainte-Orse, Capdrot (en Dordogne) et Saint-Christoly-de-Blaye (en Gironde). Ce dernier site a livré quelques sépultures habillées mérovingiennes avec la découverte d'une plaque boucle de type aquitanique et d'une fibule. Un gros effort reste toutefois à faire pour adapter ces méthodes de collaboration avec les Services départementaux d'Architecture dans les Pyrénées-Atlantiques et le Lot-et-Garonne.

La poursuite du suivi des travaux sur des agglomérations de petite ou moyenne taille ont, cette année, porté, une nouvelle fois, sur la bastide de Monpazier (Dordogne) avec une série de sondages réalisés sur le tracé de l'enceinte et sur la commune de La Réole (Gironde) où une étude a été réalisée dans le cadre d'un D.E.A. sur une maison de la fin du XIIe siècle, quasiment intacte, découverte en 1993.

Trois nouveaux bourgs médiévaux ont fait l'objet de recherches : Fumel (Lot-et-Garonne), Issigeac (Dordogne) et Belvès (Dordogne). A Fumel, une étude globale d'architecture et d'archéologie a été réalisée, à l'occasion d'un projet de démolition par l'Office des H.L.M., de deux maisons qui se sont révélées être, après analyse détaillée du bâti, du XIIIe siècle.

A Issigeac, petite commune d'un millier d'habitants, une surveillance de l'assainissement a permis de modifier considérablement nos connaissances sur ce bourg ecclésial de plan radio-concentrique dont l'origine était fixée au XIe siècle lors de la création d'un prieuré bénédictin. En fait, il est maintenant prouvé que ce prieuré s'est installé sur les ruines d'un édifice plus ancien dont la nécropole mérovingienne à sarcophages monolithes découverte à l'occasion des travaux atteste la présence. De plus, ce cimetière s'est lui-même implanté sur les vestiges d'une grande *villae* tardive du IVe siècle. Systèmes thermaux, murs et mosaïques de cet édifice ont été dégagés. Si l'on ajoute à ces trouvailles la localisation des deux enceintes médiévales du bourg, on prend toute la mesure de l'importance de ces résultats pour la connaissance de l'occupation du sol en Bergeracois et du phénomène plus général de développement des agglomérations secondaires (cf. aussi la préface de ce bilan).

Le monde rural médiéval a, lui aussi, fait l'objet de quelques investigations en 1994, à l'occasion de décapages sur des grands tracés linéaires ou de carrières. Ainsi, à La Croix Blanche (Lot-et-Garonne), Sus (Pyrénées-Atlantiques) et Les Eglisottes (Gironde), les restes d'habitats en matériaux périssables du Xe ou XIe siècle ont été dégagés, fournissant malheureusement des plans très incomplets alors qu'à Belvès (Dordogne), les fouilles faites dans le bourg, aux limites du *castrum*, ont livré un plan plus détaillé d'une maison à ossature de bois du XIe ou XIIe siècle.

Les époques modernes et contemporaines ne seront représentées dans ce bilan que par deux opérations un peu particulières, réalisées à Larceveau (Pyrénées-Atlantiques) sur une maison basque et, à Bordeaux, rue Camille-Sauvageau, sur les restes d'une raffinerie de sucre des XVIIIe et XIXe siècles.

Dans le premier cas, il s'est agi de procéder à une étude d'archéologie du bâti d'une maison basque classique, passant pour être d'origine médiévale. Son démontage systématique et la fouille de son sol ont permis de montrer qu'elle était construite dans le premier tiers du XVIIIe siècle sur un emplacement vierge de toute construction.

A Bordeaux, c'est toute une raffinerie de sucre avec ses fours, ses moules à pain de sucre, ses pots à melle, cheminées et hangars de stockage qui ont été analysés, fournissant une connaissance très détaillée de cette industrie jusqu'alors identifiée aux Antilles et à Nantes.

Dany Barraud, Jean-Michel Geneste

Liste des programmes de recherche nationaux

Préhistoire

- P1 : Séries sédimentaires et paléontologiques du Pléistocène ancien.
- P2 : Premières aires d'activité humaine, recherche et identification des premières industries.
- P3 : Installations en grotte du Riss et du Würm ancien.
- P4 : Sites de plein air du Riss et du Würm ancien.
- P5 : Le Paléolithique supérieur ancien, séquences chronostratigraphiques et culturelles.
- P6 : Structures d'habitat du Paléolithique supérieur.
- P7 : Le Magdalénien et les groupes contemporains, les Aziliens et autres Epipaléolithiques.
- P8 : Grottes ornées paléolithiques
- P9 : L'art postglaciaire.
- P10 : Mésolithique et processus de néolithisation.
- P11 : Occupation des grottes et des abris au Néolithique.
- P12 : Villages et camps néolithiques.
- P13 : Cultures du Chalcolithique et du Bronze ancien.
- P14 : Mines et ateliers néolithiques et des débuts de la métallurgie.
- P15 : Cultures du Bronze moyen et du Bronze final.
- P16 : Sépultures du Néolithique et de l'âge du Cuivre.
- P17 : Les sépultures de l'âge du Bronze.

Histoire

- H1 : La ville.
- H2 : Sépultures et nécropoles.
- H3 : Mines et métallurgie.
- H4 : Carrières et matériaux de construction.
- H5 : L'eau comme matière première et source d'énergie.
- H6 : Le réseau des communications.
- H7 : Organisation du commerce, notamment maritime.
- H8 : Archéologie navale.
- H9 : Territoire et peuplements protohistoriques.
- H10 : Formes et fonctions des habitats groupés protohistoriques.
- H11 : Terroirs, productions et établissements ruraux gallo-romains.
- H12 : Fonction et typologie des agglomérations secondaires gallo-romaines.
- H13 : Les ateliers antiques : organisation et diffusion.
- H14 : L'architecture civile et les ouvrages militaires gallo-romains.
- H15 : Sanctuaires et lieux de pèlerinage protohistoriques et gallo-romains.
- H16 : Edifices et établissements religieux depuis la fin de l'Antiquité : origine, évolution, fonctions.
- H17 : Naissance, évolution et fonctions du château médiéval.
- H18 : Villages et terroirs médiévaux et post-médiévaux.
- H19 : Les ateliers médiévaux et modernes, l'archéologie industrielle : organisation et diffusion.

Liste des abréviations

Chronologie

- BAS : Bas Empire

BMA : Bas Moyen Age

BRA : Age du Bronze ancien

BRF : Age du Bronze final

BRM : Age du Bronze moyen

BRO : Age du Bronze

CHA : Chalcolithique

CON : Contemporain

ÉPI : Épipaléolithique

FER : Age du Fer

FE1 : Premier Age du Fer

FE2 : Deuxième Age du Fer
- GAL : Epoque Gallo-romaine

HAU : Haut Empire

HMA : Haut Moyen Age

IND : indéterminé

MA : Moyen Age

MÉD : Médiéval

MÉS : Mésolithique

MOD : Moderne

NÉO : Néolithique

PAA : Paléolithique ancien

PAL : Paléolithique

PAM : Paléolithique moyen

PAS : Paléolithique supérieur

PRO : Protohistoire

Organisme de rattachement des responsables de fouille

- AFA : AFAN
- AUT : autre
- BEN : bénévole
- CNR : C.N.R.S.
- COL : collectivité territoriale
- EN : éducation nationale
- MCT : Musée de collectivité territoriale
- MET : Musée d'état
- SDA : Sous-direction de l'archéologie
- SUP : enseignement supérieur

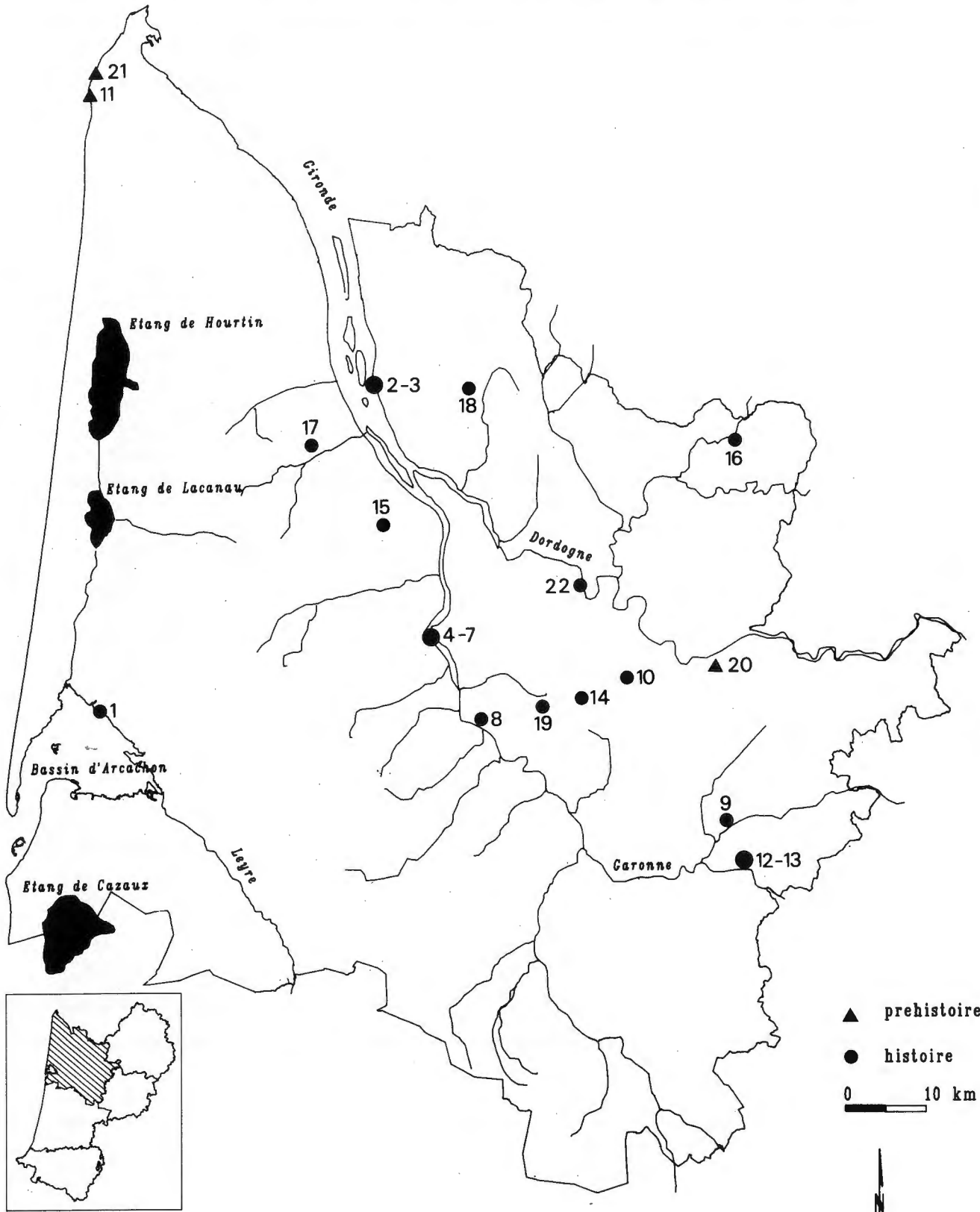
Nature de l'opération

- FP : fouille programmée
- MH : fouille avant travaux M.H.
- PA : prospection aérienne
- PC : projet collectif de recherche
- PI : prospection inventaire
- PP : prospection programmée
- PR : prospection
- RA : relevé architectural
- RE : relevé d'art rupestre
- SD : sondage
- SP : sauvetage programmé
- SU : sauvetage urgent

N. B. : Un — désigne les opérations non communiquées.

	DORDOGNE	GIRONDE	LANDES	LOT-ET-GARONNE	PYRENEES ATLANTIQUES	AQUITAINE	TOTAL
Sondages	13	13	2	7	17		52
Sauvetages (SP, SU, MH)	18	11	5	4	9		47
Fouilles programmées	7	1	2	3	2		15
Relevés (RE)	6	1	0	0	5		12
Analyses	2	0	1	0	3		6
Prospections programmées	0	0	1	0	1		2
Prospection inventaire (PI, PA, PR)	8	6	5	9	9		37
Projets collectifs (PC)						5	5
Total	54	32	16	23	46	5	176

Travaux et recherches archéologiques de terrain



						Prog	Epoque	Ref. carte
33/005/001/AH	ANDERNOS	Basilique paléo-chrétienne	Raymond MONTURET	CNR	RE		GAL/HMA	1
33/058/004/AH	BLAYE	Citadelle	Marc RIME	AFA	SD		PRO...MED	2
33/058/004/AH	BLAYE	Rempart Ouest	Anne METOIS	AFA	SD		MED/MOD	3
33/063/016/AH	BORDEAUX	Cité judiciaire	Christophe SIREIX	CDI	SU		GAL	4
33/063/113/AH	BORDEAUX	Lycée Montaigne	Dominique BONNISSENT	AFA	SU		GAL/MED	5
33/063/111/AH	BORDEAUX	88, rue Camille Sauvageau	P. REGALDO-SAINT BLANCARD	SDA	SU		MED/MOD	6
33/063/111/AH	BORDEAUX	14, rue Vital Carles	Dominique BONNISSENT	AFA	SU		GAL	7
33/084/003/AH	CAMBES	La Corderie	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS	SDA	SU		GAL	8
33/087/001/AH	CAMIRAN	Le Bourg	Pascal VAN WAEYENBERGH	AFA	SU		MED	9
33/094/001/AH	CAPLONG	Aux Arts	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS	SDA	SD			—
33/147/002/AH	DAIGNAC	Larmevaille	Jean-Luc PIAT	AUT	SD		GAL	10
33/193/001/AP	GRAYAN-L'HOPITAL	Lède du Gurp	Julia ROUSSOT-LARROQUE	SUP	SU		NEO	11
33/352/007/AH	LA REOLE	7, rue Moussillac	Eric GASSIES	AFA	SD		MED	12
33/352/008/AH	LA REOLE	Halle	Anne METOIS	AFA	SD		MED/MOD	13
33/505/002/AH	LA SAUVE	Abbaye de la Sauve Majeure	Anne METOIS	AFA	SD		MED/MOD	14
33/322/001/AH	LE PIAN MEDOC	Eglise	Eric GASSIES	AFA	SU		MED	15
33/154/001/AH	LES EGLISOTTES	Chevet-ouest	Marc RIME	AFA	SD		PRO/GAL	16
33/290/001/AH	MONTAGNE	Eglise Saint Georges	Anne METOIS	AFA	SD		MED	—
33/297/009/AH	MOULIS	Eglise Saint-Saturnin	Anne METOIS	AFA	SD		MED	17
33/382/002/AH	SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE	Eglise	J.-B. BERTRAND-DESBRUNAIS	SDA	SU		MED	18
33/408/001/AH	SAINT-GENÈS DE LOMBAUD	Eglise	Philippe Vergain	SRA	SU		GAL	19
33/401/001/AP	SAINTE-FLORENCE	Abri Houleau	Michel LENOIR	CNR	SD		PAL	20
33/514/008/AP	SOULAC-SUR-MER	La Balise	Patrick MICHEL	SUP	SD			21
33/539/001/AH	VAYRES	Château de Vayres	Christophe SIREIX	AFA	SU		GAL	22

ANDERNOS-LES-BAINS

Cimetière Saint-Eloi

Des vestiges antiques ont été signalés à Andernos dès le milieu du XIX^e siècle. Le long du rivage étaient apparus des murs appareillés en pierre blanche et des fûts de colonne en marbre rouge. Un terrassement effectué près de l'église, à la suite de la désaffectation du cimetière, permit d'en repérer de nouvelles parties. Ce fut le début d'une longue campagne de fouilles étalée entre février 1903 et l'été 1904, et financée partie par la Société Archéologique de Bordeaux, partie par la municipalité, partie par le fouilleur Aurélien de Sarrau. Ce dernier ne publia que deux courtes notes, l'une sur une inscription mentionnant un évêque, l'autre sur deux fragments de poteries.

L'analyse des vestiges, entourés par une grille de protection, est rendue difficile par les travaux de restauration qui ont modifié plusieurs structures dès 1903. Au cours du relevé effectué par l'IRAA à la demande de la municipalité dans le cadre du groupe de travail dirigé par B. Eyméri, les observations faites sur place, confrontées aux photographies du fouilleur et à différentes notes (notamment les croquis d'Auguste Brutails) ont permis de préciser certains points.

Les ruines s'articulent autour d'une vaste salle (12/14) en partie emportée par la mer que prolonge, à l'est, une abside (15/16) de même largeur (10,92 m), à l'ouverture encadrée de deux piliers. Le mur de l'abside est contrebouté par cinq contreforts. Autour d'elle se développe une galerie annulaire, large de 4,12 m, elle-même bordée par un mur flanqué de saillants qui, en 1903, ne montaient pas au-dessus du niveau de fondation. Les murs qui se raccordent à cet ensemble et lui sont liés, s'étendent sur une grande longueur, au nord jusque sous l'église Saint-Eloi, au sud en direction du rivage. La seule ouverture repérable est dans le mur oriental de la pièce 7/8. A une date inconnue a été placé, dans la galerie annulaire, un massif de maçonnerie avec remplois, aujourd'hui disparu. Les tombes trouvées dans le secteur 7, plus hautes que le sol antique, correspondent au cimetière médiéval implanté près de l'église Saint-Eloi. Le portique à piliers 22, au sud de la salle centrale, est un ajout des restaurateurs de 1904.

L'extension des ruines ne permet pas de distinguer un édifice isolé, formé de l'espace central et de quelques pièces voisines. En l'absence d'aménagement liturgique, rien ne prouve une utilisation religieuse de la partie fouillée. La céramique estampée à motifs chrétiens se trouve également sur des sites profanes. L'inscription, incomplète, a été retrouvée parmi des déblais. L'interprétation du passage annulaire 17 comme déambulatoire se heurte à son manque de communication avec l'espace central. L'absence d'élévation de ses saillies montre qu'il ne s'agit pas de contreforts identiques à ceux qui flanquent l'espace 12/16 mais de la fondation d'éléments plaqués contre son mur extérieur.

De l'autre côté, à l'ouest, la disparition de la partie occidentale dans la mer nous prive d'informations dans ce secteur. Toutefois, le plan général, la rigueur de la composition, l'ouverture en façade de la vaste salle centrale, la présence d'une galerie à l'est incitent à rechercher des parallèles dans l'architecture des *villae* de l'Aquitaine, notamment à Plassac et Saint-Emilion.

Jean-Pascal Fourtin,
Raymond Monturet

BLAYE

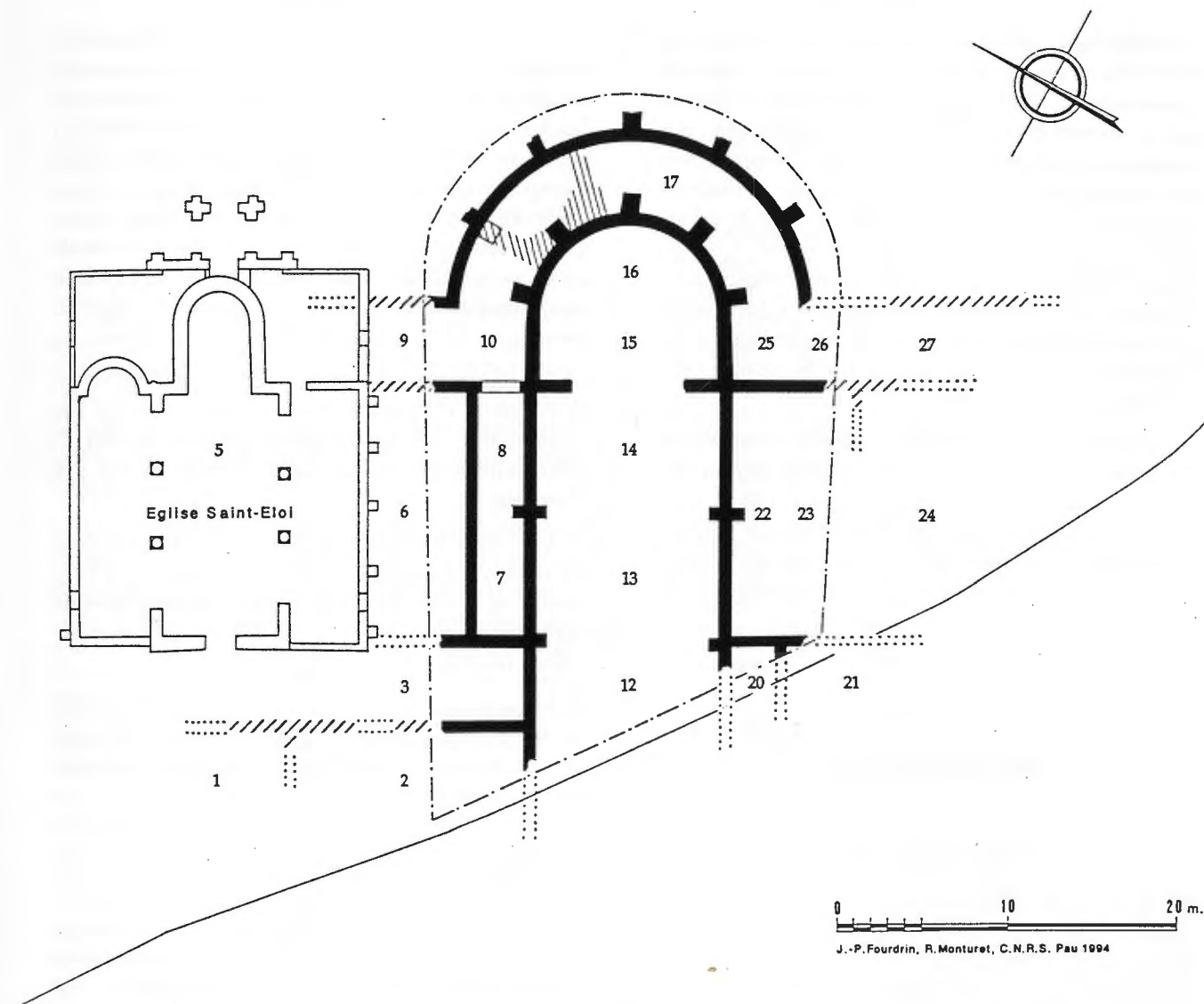
La Citadelle

A l'occasion de la réalisation de tranchées d'assainissement à l'intérieur de la citadelle de Blaye par l'entreprise S.C.R. Sanz, une surveillance archéologique a été engagée.

Les résultats de cette opération sont instructifs. En effet, malgré l'importance des perturbations liées à la construction de la citadelle par Vauban entre 1685 et 1689, les fondations de 14 murs de l'ancienne «ville haute» médiévale de Blaye ont pu être observées et situées.

Les épais remblais montrent le brassage des couches archéologiques et attestent, par le matériel recolté, la continuité de l'occupation du site (céramique du second Age du Fer au XVI^e siècle).

Pour la plupart, les tranchées ont été exécutées sur les tronçons de la voirie actuelle, ce qui explique l'importance du réseau de canalisation en place qui a beau-



Andernos-les-Bains.
Vestiges antiques de l'ancien cimetière Saint-Eloi

coup perturbé et même fait disparaître par endroits les couches archéologiques. Mais, certaines parties de la citadelle sont encore vierges de travaux de ce type. Si jamais les niveaux archéologiques de ces zones devaient être touchés, il ne faudra pas manquer de déclencher de nouvelles surveillances.

Marc Rimé

BLAYE

Rempart ouest

Des travaux de consolidation du rempart ouest étant engagés, une surveillance archéologique a été effectuée parallèlement aux travaux. Seule une portion du rempart était concernée (80 m).

Cette surveillance a permis d'étudier la structure du rempart. D'une épaisseur de 90 cm, son élévation actuelle fait 2,10 m ; il est constitué de pierres calcaires de moyen et petit module liées au mortier ; son parement intérieur a été lissé. Lors de cette opération, un sondage profond a permis de repérer la base des fondations situées à 3,40 m sous le niveau du sol actuel. Elles débordent de 50 cm l'élévation. Lors du décapage, la tranchée de fondation du rempart a été dégagée ; elle a vraisemblablement perforé des niveaux d'occupations plus anciens comme en témoignent des fragments de céramique médiévaux et antiques découverts dans son comblement.

Les niveaux archéologiques antérieurs au XVII^e siècle ont été détruits aux abords du rempart, sur une surface de 2 m de large, par le creusement de sa tranchée de fondation. La présence de mobilier céramique de périodes antérieures permet toutefois de supposer que des niveaux en place correspondant à ces périodes sont encore présents à proximité.

Anne Métois

BORDEAUX

Cité judiciaire

Le projet de construction d'un parking souterrain sous l'emplacement de la future Ecole Nationale de Magistrature de Bordeaux a rendu nécessaire la réalisation d'une opération d'évaluation archéologique (diagnostic lourd effectué en 1992 à la demande du Ministère de la Justice). Cette intervention et les résultats obtenus ont permis de déterminer l'ensemble des moyens techniques à mettre en œuvre et de privilégier certains axes de recherche prioritaires.

L'emprise rectangulaire du futur parking souterrain concerne un espace de 3 000 m². La fouille de sauvetage est prévue pour une durée de huit mois à compter du 17 octobre 1994. Les deux tiers de la surface totale vont être observés, le reste est irrémédiablement détruit par des caves, principalement au sud du chantier.

Ce vaste espace s'étend sur une zone de contact entre le versant d'une plate-forme calcaire au sud et au sud-est, et la vallée du Peugue, affluent de la Devèze puis de la Garonne, au nord.

Le sondage diagnostic effectué en 1992 a révélé l'existence d'un petit ruisseau situé dans la zone de contact entre le bas du versant et la vallée du Peugue. Le chenal de ce petit cours d'eau se met en place au début du I^{er} siècle de notre ère puis disparaît, après quelques aménagements, à l'extrême fin de ce même siècle. Le diagnostic a également permis de constater une occupation continue entre le début du I^{er} siècle de notre ère et la fin du III^e avec une occupation sporadique dans la vallée du Peugue au I^{er} Age du Fer.

Les résultats obtenus depuis le début de l'opération permettent de proposer un premier aperçu sur l'organisation et la vocation de ce quartier durant l'antiquité ainsi que quelques précisions sur son abandon.

Une rue est implantée dès la première moitié du I^{er} siècle ; il s'agit d'un *decumanus* qui traverse l'ensemble de la zone de fouille. Cette rue fait l'objet de multiples aménagements, au fil des trois premiers siècles de notre ère.

Un quartier artisanal de sidérurgistes se développe de chaque côté de cette rue. Ce quartier s'étend sur le versant sud de la plate-forme ; il est limité, au nord, par le chenal du petit ruisseau observé en 1992. Ce quartier artisanal est composé de structures liées à la métallurgie et associées à des constructions de bois et de terre (habitats et/ou ateliers).

À l'extrême fin du I^{er} siècle de notre ère ou tout au début du second, le quartier artisanal disparaît et laisse place à une importante phase d'urbanisation. C'est durant cette période que la rue est dotée de caniveaux qui remplacent les anciens fossés ou certains caniveaux de bois. Une galerie est aménagée sur le côté ouest de la rue ainsi qu'une série de structures d'habitat associées à des cours. L'organisation générale des différentes pièces appartenant à cet habitat privé laisse supposer l'existence d'une *domus* qui pourrait se trouver ainsi voisine et contemporaine de celle repérée en 1985 (D. Barraud, 1984 et 1985), tout près de l'angle nord-ouest du chantier, à l'intersection du cours d'Albret et de la rue des Frères-Bonie. Une partie de cet ensemble architectural prend appui, au-dessus de la galerie qui borde la rue, sur une série de gros piliers calcaires. Ces gros piliers étaient destinés à recevoir des colonnes de brique ou de pierre qui supportaient la façade de certaines pièces de la *domus*.

Aucune grande modification n'est, pour l'instant, perceptible jusqu'à la fin du III^e siècle. Ce moment est marqué par l'abandon et la destruction totale du quartier. Les habitations et la galerie sont arasées jusqu'à la première assise d'élévation, les matériaux (moellons et tuiles), sont récupérés car les couches de démolition sont inexistantes. Durant la première moitié du IV^e siècle, les eaux de ruissellement n'étant plus captées par les caniveaux qui sont, eux aussi, démontés ou complètement engorgés, déposent des couches de sable sur les niveaux d'abandon. La rue est toujours utilisée ; elle devient plus large et outrepassé les anciennes limites imposées par la galerie. Cette rue permet, entre autre, d'acheminer les pierres de démolition pour la construction du nouveau centre urbain, à l'intérieur du *Castrum*.

Un bâtiment rectangulaire, doté d'une abside semi-circulaire sur son côté ouest, est construit au sommet du versant, à l'extrémité sud de la fouille. Sa mise en place est datée de la fin du IV^e siècle. Peut-être s'agit-il d'une pièce à abside appartenant à un ensemble thermal du Bas-Empire ou bien, vu sa position à proximité de la rue au sommet du versant qui domine la vallée du Peugue et son orientation est-ouest, d'une chapelle paléochrétienne péri-urbaine ?

La vallée du Peugue se recouvre progressivement d'un important dépôt composé de matières organiques dues à la formation d'un marécage. Lors de l'édification du *Castrum* du Bas-Empire, le Peugue est dévié dans le fossé sud au pied du rempart du *Castrum* et s'écoule difficilement vers la Garonne. Les formations marécageuses servent, à partir du X^e siècle, de protection naturelle au château du Hâ et ne disparaissent pas avant le XVIII^e siècle.

Christophe Sireix

BORDEAUX

Lycée Montaigne

Dans le cadre d'une extension du Lycée Montaigne, situé dans le centre ville de Bordeaux, la construction d'un nouveau bâtiment nécessitait le décaissement des terrains. Il était nécessaire de surveiller ce décaissement et d'évaluer le potentiel archéologique qui, s'il s'était révélé important, aurait

donné lieu à une campagne de fouille de plus grande envergure. L'emprise du chantier porte sur les bâtiments situés aux n^{os} 224 à 230 de la rue Sainte Catherine. A cet emplacement fut construit à la fin du XVII^e siècle l'Hôtel Citran, transformé plus tard en cinéma, le «Gallia».

L'occupation la plus ancienne du site remonte à l'Antiquité, autour du I^{er} siècle, et correspond à l'exploitation des ressources du sous-sol. Il s'agit d'une zone d'extraction de sable, grave et argile, matérialisée sur le terrain par de grandes fosses. Certaines informations archéologiques indiquent que les matériaux devaient être en partie traités sur place : vestiges d'un bassin à chaux, remblais constitués par les déchets d'une structure de combustion.

La deuxième occupation correspond à une zone d'inhumation, trois sépultures ont été fouillées. Les tombes, constituées par des coffres en bois, sont orientées selon l'axe est/ouest. Un petit vase en verre, recueilli dans la tombe d'un sujet féminin, permet de dater cette sépulture du Ve ou VI^e siècle. Le groupement de ces tombes et leurs similitudes autorisent à les associer et donc à dater cet ensemble de la fin de l'antiquité tardive ou du début du haut Moyen Age. Quelques fragments humains, sans connexion, indiquent la présence d'autres tombes, détruites anciennement.

Durant la période gallo-romaine, les nécropoles étaient établies systématiquement à la sortie des villes, le long des voies. Ainsi, à Bordeaux, le cours Pasteur correspond à l'un de ces axes majeurs où une nécropole antique est attestée. Les sépultures découvertes sur le site du lycée Montaigne, proche de ces lieux, remontent au début de la christianisation ; en l'absence de lieu de culte chrétien reconnu dans ce secteur de Bordeaux, elles pourraient être rattachées à un secteur périphérique et tardif, non encore signalé, de la nécropole antique.

Les observations, relevées lors de la surveillance archéologique, confirment que ce secteur de Bordeaux était un site de périphérie, extérieur à la ville, que ce soit au I^{er} siècle ou vers les Ve-VI^e. Les deux types d'occupation observés, traitement et exploitation de matériaux, puis nécropole, sont systématiquement implantés hors des villes. Ces nouvelles données complètent et confirment la carte des occupations périurbaines de Bordeaux durant l'Antiquité.

Dominique Bonnissent

BORDEAUX

88 rue Camille Sauvageau

Une opération de l'OPHLM de la Gironde, dans le quartier Sainte-Croix de Bordeaux, a été l'occasion de découvrir les vestiges d'une raffinerie de sucre de la fin du XVIII^e siècle, abandonnée vers 1870 : cette industrie était alors florissante dans les ports qui importaient en tonneaux le sucre de canne. Ce n'est pas la première fois que les travaux bordelais en détruisent des vestiges (c'était en particulier le cas sous le centre André Malraux) ; mais c'est la première fois que l'opportunité est offerte de documenter archéologiquement ce dossier.

Les sondages exploratoires avaient montré l'existence d'une structure de cuisson, bâtie en briques, comblée de tessons de céramique de raffinage du sucre (moules à pains de sucre et pots à mélasse).

Les fouilles ont permis de dégager trois phases successives d'aménagements destinés à l'industrie sucrière. Les deux dernières utilisaient la vapeur comme force motrice et comme moyen de chauffage de l'étuve, et le charbon de terre comme combustible. Les sondages avaient mis au jour les vestiges des structures des chaudières.

Quelques pièces conservées aux Archives départementales montrent que le dernier état sucrier est celui de la raffinerie LAMEYNARDIE, laquelle obtint en janvier 1857 l'autorisation de faire usage de deux machines à vapeur. Les fouilles ont reconnu les logements parallèles et symétriques des deux chaudières, flanqués à une extrémité de deux foyers, composés d'une grille et d'un cendrier, desservis par une salle souterraine, et, à l'autre extrémité, de deux cheminées. Les briques portaient les marques A. POCHET FRERES / BORDEAUX, entreprise connue à Bacalan pour avoir installé différentes machines à vapeur. Ces chaudières étaient entourées de différentes pièces en rez-de-chaussée, qui reprenaient sensiblement l'organisation des deux états antérieurs, et possédaient certainement au moins un étage.

Vers 1870, l'ensemble du bâtiment fut consciencieusement et méthodiquement vidé de tout ce qui était récupérable (machines, tuyaux, etc), le reste du

matériel, essentiellement céramique, étant précipité dans les chaudières et le foyer. Puis il fut détruit, étage par étage. Lui fut substituée une succession d'entrepôts et d'atelier.

Les chaudières de LAMEYNARDIE avaient été installées dans celles d'une raffinerie antérieure ; différentes traces en subsistaient dans les parois. Elle appartenait au sieur LEBÉFANDE et C^{ie} qui avaient obtenu l'autorisation d'utiliser des machines à vapeur en juin 1844. Une seule chaudière au lieu de deux, une machine de 6 chevaux au lieu de 15, l'installation était moins performante mais s'organisait de manière tout à fait analogue.

Un premier état sucrier préexistait aux établissements LEBÉFANDE. Il ne comportait pas de structure aussi importante que les chaudières de 1844 et de 1857 et se bornait à une succession de pièces spécialisées dans les différentes opérations de raffinage, réparties sur deux niveaux. De cette installation, les états postérieurs, outre l'installation des chaudières à vapeur, ne modifient que les structures de cuisson du sucre. En revanche cette installation s'est surimposée à un habitat privé des XVII^e et XVIII^e siècles, composé de trois maisons indépendantes dont subsistent quelques murs. Surtout la première raffinerie a condamné, sans les détruire, les caves en y construisant des murs de soutènement qui montrent assez bien la répartition des pièces ; sans doute le rez-de-chaussée et l'étage ont été entièrement reconstruits.

Une des maisons du XVII^e siècle a été elle-même construite sur un bâtiment du XVI^e. En subsiste essentiellement l'escalier d'accès depuis la rue Camille Sauvageau, avec les pieds-droits de l'entrée et l'amorce d'un arc. Cette maison était enterrée de près d'un mètre par rapport au niveau contemporain de la rue, lui-même plus bas de 1,25 m que la rue actuelle. Ce décaissement et le remblaiement de la rue aidant, le sol de cet habitat est devenu celui des caves du XVII^e. L'organisation ainsi dégagée correspond au pendage des niveaux géologiques sous-jacents, avec en particulier des affleurements de mauvais calcaire couverts par des strates sableuses.

Les premières traces de l'occupation de ce secteur sont quelques fosses creusées puis comblées dans ces niveaux sableux. L'une, antérieure aux murs de la maison la plus ancienne, avait été formée autour d'un grand panier cylindrique et contenait un matériel

céramique homogène du début du XV^e siècle : marmites de différentes tailles et pichets. Elle témoignait sans doute d'un premier niveau d'habitat que le XVI^e a occulté. Trois autres fosses étaient d'époque antique mais ne se reliaient à aucune structure construite sur le terrain lui-même ; sans doute témoignent-elles de la proximité d'une maison suburbaine dont d'autres traces ont été repérées par d'autres fouilles menées dans ce quartier.

Cette opération archéologique montre donc en particulier comment des raffineries de sucre se sont insérées dans la trame d'un habitat médiéval puis moderne et fait probablement saisir une des premières applications industrielles de la vapeur dans l'industrie sucrière bordelaise déjà déclinante. Des recherches complémentaires aux Archives municipales permettront sans doute de documenter le site ; l'étude du matériel céramique (presque exclusivement sadiracais) est en cours.

Pierre Régaldo-Saint Blancard

BORDEAUX

14-16 rue Vital Carles

La réhabilitation d'immeubles du XIX^e siècle, dans le centre ville de Bordeaux, prévoyait le décaissement des caves. Ces immeubles sont situés dans une zone à très hauts risques archéologiques : de nombreux vestiges antiques ont été découverts dans les environs immédiats. De ce fait, une opération de surveillance archéologique a été mise en place, et c'est à cette occasion qu'ont été découverts de nouveaux vestiges gallo-romains : une canalisation et le soubassement d'un grand bâtiment.

La première phase d'occupation correspond à l'implantation de la canalisation. Large de 40 cm et profonde de 1,50 m, elle est formée de deux murs parallèles, les parements internes sont constitués de moellons appareillés selon des assises régulières, le fond est tapissé de *tegulae* liées au mortier. La canalisation suit un axe nord-sud, elle a été repérée sur environ six mètres.

Cette canalisation a été condamnée et en partie détruite lors de la construction du grand bâtiment. Le soubassement de cet édifice a été repéré par son angle sud-ouest, les murs se prolongent vers le nord sur trois mètres et vers l'est sur une douzaine de mètres. L'angle est renforcé par une pile de fortes dimensions. Son parement, de belle qualité, est constitué de moellons appareillés en assises régulières ; les chaînages d'angle sont marqués par de grandes dalles de pierre calcaire. On peut observer sur la face ouest de la pile les traces de l'accrochage d'une structure qui pourrait correspondre au départ d'un mur, d'un arc, ou d'un élément architectural adossé. Les murs du bâtiment, quant à eux, sont construits en *opus incertum* et ont une largeur de 1,70 m. Les dimensions imposantes et la qualité de construction de cet édifice indiquent qu'il s'agit d'un bâtiment public. Aucun indice archéologique ne permet de définir sa fonction : édifice religieux ou civil. Par ailleurs, ce bâtiment, bien qu'aligné sur le maillage de la ville du Haut-Empire, serait en retrait de quelques mètres. Ni les accès, ni la façade principale ne sont aujourd'hui reconnus.

Ces vestiges sont situés dans un espace géographique où se superposent la ville augustéenne, celle du Haut-Empire et enfin celle du Bas-Empire entourée de son *castrum*. La canalisation remonterait à l'époque augustéenne alors que le bâtiment, de par ses dimensions et son mode de construction, est à rattacher au Haut-Empire.

Dominique Bonnissent

CAMBES

La Corderie

C'est lors du creusement des fondations d'un bâtiment au lieu-dit La Corderie que Monsieur Vitasse, propriétaire des lieux, s'est aperçu que des murs et des éléments lapidaires (bases de colonne) étaient mis au jour par les travaux. Cette découverte, signalée au Service régional de l'Archéologie, a été l'occasion d'une fouille de sauvetage.

Cette opération, commencée au cours du mois d'août 1994, a permis la reconnaissance partielle des structures sur une surface de 500 m².

La partie découverte lors du chantier de construction correspond à une structure d'hypocauste. Cette salle chaude en forme d'abside, d'un rayon d'environ 7 m, avait été entièrement comblée par de la terre argileuse et des pierres, pour constituer un niveau de sol qui devait correspondre à l'ancien niveau intérieur (*suspensura*) ; sur cette couche de remblais, des bases de colonnes ont été disposées pour soutenir les poteaux d'une charpente. La réoccupation de cette pièce, scellée par une couche de bois calcinée et de nombreux clous, ne contenait qu'un seul tesson facilement datable : un morceau d'assiette en dérivé de sigillée paléochrétienne (D.S.P.) des Ve-VIe siècles.

Au sud de cette pièce, un mur d'au moins une dizaine de mètres de long se dirige vers la Garonne. À l'ouest, des sondages ont mis au jour un mur est-ouest dont une partie est soutenue par un arc de 80 cm de haut.

Cette opération n'a pu être menée que grâce à la participation de nombreux fouilleurs de la Société Archéologique et Historique de Lignan et du canton de Créon et des Amis du Vieux Lormont ainsi qu'à la bienveillance et au soutien technique de Monsieur Vitasse.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

CAMIRAN

Le Bourg

Le drainage extérieur du bas-côté nord ainsi que la réfection d'une partie du dallage intérieur de l'église Saint-Pierre à Camiran ont motivé un sauvetage archéologique mené en janvier 1994.

La pauvreté du mobilier archéologique datable et le manque de relations stratigraphiques bien établies ont justifié l'intervention de M. Gaborit (Bordeaux III) qui a effectué une étude approfondie de l'édifice dans son état actuel.

Cette approche combinée a permis de rapporter les structures les plus anciennes mises au jour au XIe siècle, époque à laquelle l'église présentait un plan à une nef et une abside axiale. Dans le courant du XIIe siècle, l'édifice subit un remaniement complet, matérialisé par sa reconstruction quasi globale en grand appareil (peut-être suite à un incendie) ainsi que par l'adjonction d'un portail à la façade occidentale. Ces modifications mènent à un plan simplifié à une nef et une abside de même largeur, organisées selon une symétrie axiale stricte.

Au XIIIe siècle, correspond peut-être une tentative d'élargissement vers le nord qui semble ne jamais avoir été menée à son terme. Les XIVe et XVe siècles n'ont laissé, pour témoins, que quelques portions de murs reconstruits en petit appareil irrégulier ainsi que deux fenêtres à arc en ogive percées dans le mur sud et probablement la partie haute du clocher à double baie. Les XVIe et XVIIe siècles sont ceux qui ont le plus profondément modifié l'aspect et l'organisation spatiale de l'église. À cette époque correspondent en effet les deux chapelles latérales formant bras de transept ainsi que le percement de la porte seigneuriale (au linteau décoré d'armoiries malheureusement inidentifiables) dans le mur sud et de deux larges baies à arc surbaissé dans le mur d'abside. Au XVIIIe siècle est effectivement construit un bas-côté qui remplace la chapelle nord.

Les derniers remaniements importants peuvent être rapportés à la campagne de restauration du début du XIXe siècle. De cette période datent la réfection des voûtes, le remplacement des fenêtres de l'abside par des oculi, le rehaussement général de la toiture ainsi que l'adjonction d'un porche avant de la façade occidentale.

Les fouilles menées à Camiran, complétées par une étude approfondie du bâti, ont donc permis de retracer les grandes étapes de l'histoire de cet édifice chrétien de l'Entre-deux-Mers depuis le XIe siècle jusqu'à notre époque ; son évolution étant marquée par une frénésie de constructions et d'agrandissements liés probablement à l'importance qu'a jouée la famille des Comtes de Camiran dans la région au cours du Moyen Âge et de l'époque moderne.

Pascal Van Waeyenbergh

DAIGNAC

Villa gallo-romaine de Larmevaille

La villa gallo-romaine de Larmevaille, commune de Daignac, a été découverte à la faveur d'un labour agricole profond effectué en juin 1993 pour la plantation d'une vigne. Ce site, implanté sur la crête du plateau calcaire, qui n'avait jamais été signalé ni étudié, venait de subir de graves dommages. Des prospections au sol et une photographie aérienne réalisées au cours de l'été 1993 permirent d'évaluer l'intérêt et l'étendue des vestiges que la charrue avait mis au jour sur plus de 2 500 m². La prospection au sol amena aussi à reconnaître des prolongements de la villa dans des parcelles de vignes voisines, sur un peu moins d'un hectare.

La prévision de nouveaux travaux agricoles sur la parcelle de terre défoncée, conduisit à envisager une investigation plus approfondie de cet établissement. Une série de petits sondages put être ainsi réalisée dans le courant du mois de mars 1994. Elle avait pour but de déterminer s'il restait des niveaux archéologiques en place et d'appréhender plus précisément le plan de la villa. En même temps, des ramassages exhaustifs du mobilier archéologique furent opérés de manière à fournir des éléments de datation sur les phases d'occupation de cet habitat antique.

Les sondages ont montré qu'il ne subsistait aucun niveau de sol. Les labours profonds de 60 à 70 cm ne les avaient pas épargnés. Des substructions des murs en petit appareil, il restait à peine le lit de fondation. La restitution hypothétique du plan d'une partie de la *pars urbana* de la villa, visible sur la photographie aérienne, a pu être confirmée en certains points par les sondages.

Trois corps de bâtiments ont ainsi été distingués. Ils s'ordonnaient autour d'aires de circulation et de cours. Un premier bâtiment, allongé d'est en ouest, fermait au nord une première cour. Il se raccordait au nord-ouest par un angle de deux murs de pierres sèches à un deuxième édifice rectangulaire plus important, d'axe nord-sud. Celui-ci était divisé sur sa partie nord en plusieurs pièces, agencées selon trois travées, tandis que la partie sud comprenait une cour encadrée par deux ailes de bâtiments. Les murs étaient en pierres liées au mortier. Sur cet édifice, des fragments

d'enduits peints de couleur rouge, des morceaux de sols de tuileau et des blocs de torchis rubéfiés furent remarqués. À l'est de ce bâtiment et au sud du premier, une troisième construction put être identifiée, sans que l'on puisse préciser assurément la disposition de ses murs. Elle renfermait, outre des plaques de marbre, un radier de pierre qui devait sans doute servir de soubassement à un sol de mortier.

Le mobilier archéologique récolté en surface, qui n'a pas été étudié dans le détail, comprenait plusieurs objets métalliques, dont des lames de couteaux, un fer de lance et de nombreux clous. Les objets de verre, peu représentés, consistaient en des fragments de flacons et en quelques tessons de verre à vitre. La faune était abondante : coquilles d'huîtres et de moules, ossements d'animaux domestiques. Enfin, la variété des céramiques observées (à enduit rouge pompéien, sigillée claire africaine, «à l'éponge», etc.) a permis de proposer une fourchette chronologique d'occupation entre le Ier et le IVe siècles de notre ère.

Jean-Luc Piat

GRAYAN-ET-L'HOPITAL

La Lède du Gurp

Le sauvetage urgent effectué à La Lède du Gurp en 1994 visait deux objectifs prioritaires : l'étude archéologique des niveaux du Mésolithique et du Néolithique ancien et la contribution, en étroite collaboration avec le spécialiste chargé de l'étude géologique, à l'établissement d'un cadre stratigraphique global. En accord avec le Service régional de l'Archéologie, la stratégie adoptée fut d'implanter, le long de la coupe frontale des secteurs de fouille limités, d'environ 15 m² au total, afin d'une part de disposer de petites coupes stratigraphiques est-ouest, indispensables à l'étude géologique et, d'autre part, de fouiller jusqu'au substrat le Néolithique ancien et le Mésolithique.

Les travaux ont eu lieu du 31 juillet au 22 septembre inclus. Quatre secteurs de fouille ont été implantés le long du front de mer, sur une trentaine de mètres. Les niveaux du Mésolithique ancien et du Mésolithique ont été fouillés et le substrat atteint sur environ 100 m². Parallèlement, la régularisation et le re-

levé de la coupe littorale étaient effectués avec Th. Gé, chargé de l'étude géologique, et N. Rouzeau du Service régional de l'Archéologie.

Malgré le caractère limité de l'opération, les résultats sont importants. Sur 70 cm de long a été établi un transect complet de la dépression centrale, d'un bord à l'autre, avec une stratigraphie très lisible des dépôts archéologiques et du substrat géologique.

La fouille a reconnu six à huit niveaux mésolithiques, alternativement sableux et tourbeux, ceux-ci véritables sols d'occupation marqués de traces d'animaux. Bois et macrorestes végétaux sont conservés. L'industrie lithique s'apparente au Sauveterrien mais en diffère quant à l'équilibre des armatures et l'importance des pointes à base concave. En outre, si les dates ¹⁴C la situent à la fin du Préboréal et du Boréal, forts discrets sont ici les traits distinctifs du Montclusien, stade récent du Sauveterrien du Midi. Ces divergences tiennent-elles à un échantillon trop faible ou s'agit-il d'un faciès latéral du Sauveterrien aux marges atlantiques de son domaine ?

Pour le Néolithique ancien, l'acquis majeur est la dizaine de structures reconnues sur près de 50 cm de long qui témoignent d'une intense et sans doute assez longue occupation. C'est d'abord une série de neuf structures en creux, certaines se recoupant : un segment de fossé, à la limite nord du site, plusieurs fosses de fonction indéterminée ; enfin, au sud, des fosses d'extraction de sables argileux verts. D'un matériau identique, sans doute issu d'une de ces fosses, les Cardiaux atlantiques ont édifié une construction en briques crues dont les restes incendiés, visibles sur une vingtaine de mètres de long dans la coupe, ont



Maison forte de La Réole - Partie supérieure d'une fenêtre (cliché M. Olive)

fait l'objet d'une exploration limitée. Ils reposent sur un "tapis de sol" formé d'éléments végétaux carbonisés. C'est la première fois qu'une architecture de terre aussi ancienne est mise en évidence en Europe occidentale.

Julia Roussot-Larroque

LA REOLE

7 rue Moussillac

Dans le cadre d'une étude sur la commune de La Réole en vue de réaliser le Plan d'Occupation des Sols Historique et Archéologique (P.O.S.H.A.), une grande fenêtre médiévale portant un décor sculpté, a été dégagée des maçonneries d'un habitat privé. Les sondages dans les maçonneries ont permis la découverte, au mois de septembre 1993, d'un ensemble de quatre colonnes engagées, dont les bases et les chapiteaux sont conservés, surmontées d'une archivolte de grande ampleur. Cette dernière, d'une largeur maximale d'un peu plus de 3 mètres, est constituée de deux voussures en retrait, décorées d'un motif en «dos de livre». Un petit cordon à baguette encadre la voussure supérieure. Les figures anthropomorphes et zoomorphes qui ornent les chapiteaux se rattachent aux grandes productions des ateliers du Bordelais de la fin du XIIe siècle et du début du XIIIe.

Cette fenêtre a pu être identifiée comme étant l'un des éléments remarquables de l'architecture d'une maison noble de la ville, dite maison Seguin, visitée et décrite en 1861 par l'archéologue Léo Drouyn et que l'on croyait entièrement détruite depuis la fin du siècle dernier. L'une des portes de cet édifice, surmontée d'un arc polylobé reposant sur des colonnettes aux chapiteaux ornés de gloutons et dont les lobes abritent de belles têtes, est conservée au Stewart Gardner Museum de Boston.

Durant l'été 1994, un sondage a été réalisé dans la cave de la maison de manière à préciser sa chronologie mais aucun niveau médiéval en place n'a pu être retrouvé du fait d'importantes transformations du bâtiment effectuées au XVIIe siècle. La fouille a toutefois révélé la présence de niveaux archéologiques des Ier et IIe siècles. L'étude globale de l'édifice se poursuit actuellement.

Eric Gassies

LA REOLE

La Halle

Des travaux d'aménagement des abords de l'ancien Hôtel de Ville étant envisagés par l'architecte en chef des Monuments Historiques, un diagnostic préalable a été effectué devant la façade de celui-ci afin d'évaluer le potentiel archéologique du secteur.

Creusés de part et d'autre de la façade du bâtiment sur l'emplacement de la rue, les deux sondages révèlent, sous 0,50 m de remblais récents datés par la céramique du XIXe et du XXe siècles, la présence d'un négatif de mur comblé de matériaux divers, tuiles, mortier, pierres calcaires. Cette structure fonctionne avec deux niveaux de circulation datés par le mobilier céramique du XIVe siècle.

La présence d'une structure bâtie, à l'emplacement de ce qui est aujourd'hui un lieu de passage, laisse supposer qu'au XIVe siècle le tracé de la rue était légèrement plus étroit.

Anne Métois

LA SAUVE MAJEURE

Abbaye

Dans les années 1970, des travaux «archéologiques» ont été effectués à l'intérieur du cloître de l'abbaye. Nous ne disposons d'aucun élément permettant de connaître les résultats de ces recherches ; seuls deux cercles concentriques matérialisés par des bandes d'argile restent apparents en surface. Afin de les protéger, un «parapluie» en tôle a été installé. Cette construction dénaturant le site, l'architecte des Bâtiments de France envisage le démontage de la structure métallique et le nivellement du terrain. Afin de connaître l'incidence de cette opération sur les vestiges enfouis, un diagnostic archéologique a été effectué.

Une tranchée creusée entre la périphérie et le centre de la structure dans sa partie nord-est a permis de mettre en évidence deux occupations distinctes du secteur.

La plus récente concerne un fossé circulaire tapissé d'argile que le mobilier céramique permet de dater du XIXe siècle. Son utilisation demeure hypothétique. D'importants travaux de restauration et de consolidation des murs de l'abbaye ont été entrepris au XIXe siècle. A cette époque on utilisait fréquemment sur les chantiers un manège à roues destiné à mélanger le mortier ; par sa forme et ses dimensions, le fossé découvert dans le cloître pourrait correspondre aux vestiges d'une installation de ce type.

En dehors du fossé ont été découverts des niveaux plus anciens, datés par le mobilier du XIIIe siècle. Il s'agit de niveaux de remblais riches en charbon de bois et en argile rubéfiée provenant vraisemblablement d'une structure de chauffe détruite. Ces niveaux sont contemporains de l'occupation du cloître.

Anne Métois

LE PIAN-MEDOC

Eglise Saint-Seurin

Au début du mois de juillet 1994, des travaux de drainage autour de l'église Saint-Seurin du Pian-Médoc et dans la parcelle mitoyenne, correspondant à l'ancien espace cimétériel, ont entraîné une surveillance archéologique du gros œuvre qui a duré une semaine.

L'édifice du Pian-Médoc se présente, à l'extérieur, comme une église à nef unique et à abside en hémicycle avec un clocher à la «croisée» sans qu'il existe, à l'intérieur, de communication directe entre l'abside d'axe et la travée où est placé l'autel qui correspond à la partie basse du clocher.

L'opération de surveillance archéologique a permis de confirmer le constat déjà fait lors d'un sondage réalisé en 1977 par F. Delahaye. La quasi totalité des niveaux archéologiques de l'ancien cimetière a été bouleversée à la fin du siècle dernier, lors du transfert des sépultures vers l'actuel cimetière. Seuls deux sarcophages en place ont été observés en avant de l'abside et les seules sépultures retrouvées intactes sont toutes des tombes en pleine terre situées aux abords immédiats de l'édifice, quand elle ne sont pas disposées contre les parois même de l'église. Confortant les

indications du cadastre ancien, la fouille a montré que le cimetière couvrait bien tout le pourtour de l'église Saint-Seurin. Elle a également permis de constater que la nécropole médiévale s'étendait vraisemblablement au sud-ouest sous la sacristie et avec certitude à l'est, sous l'abside, dont les fondations s'appuient sur des sépultures médiévales (et peut-être modernes) qu'elles ont partiellement détruites.

Le dégagement de la base des maçonneries a autorisé l'étude des relations chronologiques entre les différentes structures architecturales. Le soubassement en petit appareil, probablement récupéré sur un édifice antique, des murs sud et nord de la nef, peut être considéré comme une réalisation du XI^e siècle. Le clocher, que la sculpture de la partie basse permet de situer dans le premier quart du XIII^e siècle, est postérieur à la nef actuelle mais il est cependant antérieur à l'abside, nettement moins fondée, qui lui est adossée.

Les observations archéologiques permettent d'envisager un édifice qui, au XI^e siècle, était constitué d'une nef unique en petit appareil et d'une abside. Celle-ci a été reconstruite avec un chevet plat au début du XIII^e siècle. Cette configuration de l'église exclut, *a priori*, la présence d'un clocher dès l'origine. De fait, la différence d'appareil dans la partie haute de ce dernier et la présence d'éléments d'architecture modernes (tour d'escalier notamment), jettent le doute sur une datation haute.

Eric Gassies

LES EGLISOTTES

Le Chevet

A l'occasion de la demande d'exploitation d'une gravière appartenant à la COGEMA par l'entreprise REDLAND-GRANULAT, une série de sondages a été effectuée par le Service régional de l'Archéologie.

Ces sondages ont révélé la présence de matériel céramique et lithique, attestant une occupation de ce site pendant une longue période. Pour cette raison, un décapage archéologique a été décidé. Il avait pour objet de rendre visible les témoins de l'occupation du sol (structures bâties, matériel céramique et lithique).

Les conditions de découverte ont rendu l'opération complexe. En effet, les travaux effectués dans un sol très meuble, extrêmement humide, ont rendu presque impossible l'exécution d'un décapage à plat. De plus, l'omniprésence de la nappe phréatique sur la grave n'a fait qu'augmenter les problèmes de lecture et de compréhension du site. Enfin, il fut nécessaire de créer des merlons ce qui a empêché un décapage total de la surface.

Malgré ces difficiles conditions, les résultats de cette opération sont très positifs. En effet, le matériel récolté prouve une forte occupation du site pendant une période très étendue : silex d'époque moustérienne, silex néolithique, céramique gallo-romaine, céramique médiévale.

Les travaux ont aussi mis au jour quelques structures :

- de nombreux fossés, certainement de l'époque médiévale, et qui semblent avoir eu une fonction drainante ou assainissante ;
- une série de trous de poteaux appartenant certainement à un seul et même bâtiment en matériau léger. Cet ensemble semble dater d'une période située entre le XII^e et le XIV^e siècles ;
- un épandage de tegulae posées à plat qui pourrait former un niveau de circulation ;
- un four de forme quasi-circulaire et mesurant environ 1 m de diamètre extérieur. Les parois du laboratoire ne sont pas conservées. Le reste des vestiges observables semblent entièrement bâti en argile. Au centre de la chambre de chauffe se remarque un mur de refend relativement large. Perpendiculairement à ce mur viennent, apparemment, se placer des rayons dont les départs prendraient appui sur les parois de la chambre de chauffe. Aucun matériel céramique susceptible de dater cette structure n'a été trouvé. Mais, au regard de sa typologie, il semblerait que ce four pourrait dater d'une période comprise entre le second Age du Fer et le début de l'époque gallo-romaine.

Bien que la plupart du matériel récolté, surtout en ce qui concerne le lithique, ne semble pas en place, l'homogénéité des vestiges dans certains secteurs laisse supposer une densité d'occupation relativement importante et notamment à l'époque médiévale. Des occupations antiques et protohistoriques sont aussi envisageables.

Il paraît donc nécessaire de déclencher la fouille du four et de la zone d'habitat médiévale et de poursuivre le décapage de la totalité des zones menacées par la mise en exploitation de la gravière.

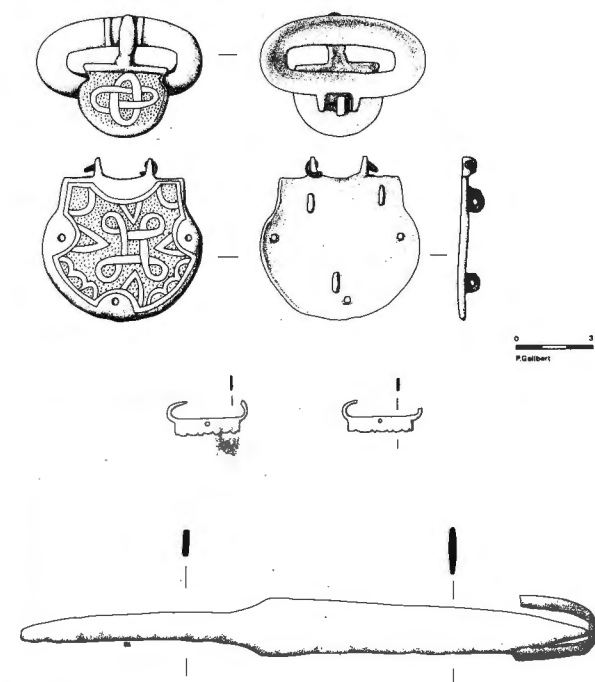
Marc Rimé

MOULIS

Eglise Saint-Saturnin

Après une première opération archéologique effectuée en 1993 autour du chevet de l'église, une étude des fondations de la partie occidentale de l'édifice a été effectuée sous surveillance archéologique.

Quatre sondages ont été réalisés le long des bas-côtés sud et nord de l'église. Sous un niveau de remblai — dont l'épaisseur varie entre 30 cm au sud et 90 cm au nord — se trouve un niveau de sépultures en sarcophage. Il s'agit de sarcophages monolithes en pierre calcaire de forme trapézoïdale. Seuls trois d'entre eux ont été mis au jour entiers et fermés par un



Saint-Christoly de Blaye, plaque-boucle et agrafe.

couvercle en bâtière ; les autres ont été découverts à l'état fragmentaire, parfois englobés dans la fondation de l'édifice. Le substratum calcaire a été repéré au sud de l'église à 1,50 m du niveau actuel ; au nord, la densité des sépultures ne nous a pas permis de le localiser.

Les niveaux antiques mis au jour en 1993 sont absents des sondages effectués dans la partie occidentale de l'édifice. Il faut souligner, par contre, une densité plus importante des inhumations dans ce secteur. L'absence de sépultures plus récentes ainsi que le bouleversement des niveaux archéologiques sont sans doute en partie dus au déplacement du cimetière réalisé en 1901.

Anne Métois

SAINT-CHISTOLY-DE-BLAYE

L'église

Suite à l'opération archéologique partielle réalisée en 1993, une fouille de sauvetage sur l'ensemble du site a eu lieu en 1994.

L'aménagement de la place, limitée au nord par le mur sud du chevet de l'église et à l'est par l'Hôtel de Ville, nécessitait un décaissement d'une vingtaine de centimètres.

Ces décaissements ont mis au jour cinq sarcophages monolithes ; l'un ne comportait plus de couvercle, la cuve était pratiquement intacte. Les quatre autres tombes étaient pratiquement détruites jusqu'au niveau du fond de la cuve. Les cinq cuves étaient de forme trapézoïdale avec des parois de 6 à 9 cm d'épaisseur. Ce type de sarcophage est daté dans la région de l'époque mérovingienne.

L'un de ces sarcophages présentait sur le fond de la cuve, à l'emplacement de la tête, un "coussin" de pierre ; cet aménagement taillé en demi-cercle avait une épaisseur de 8 cm. Le mobilier découvert dans ces sarcophages est chronologiquement homogène. Dans le sarcophage 2, un petit couteau avec une partie de son étui ; dans le sarcophage 4, une plaque-boucle de type "aquitain" ainsi qu'une agrafe à double crochet et dans le sarcophage 5 une boucle d'oreille en bronze.

La présence de ces tombes mérovingiennes à proximité de l'église, en relation avec des témoignages plus ou moins précis de découvertes anciennes de sépultures de ce type sur la place de l'église, permettent de penser que nous sommes ici en présence d'une nécropole relativement importante et qu'il y a des chances qu'un bâtiment cultuel chrétien ait existé antérieurement à la construction de l'église actuelle.

Jean-Baptiste Bertrand-Desbrunais

SAINT-EMILION

Place Bouqueyre

A l'occasion du projet de création d'un centre commercial furent menés des sondages exploratoires à la pelle mécanique.

Ce secteur de Saint-Emilion, au creux du fer-à-cheval rocheux sur lequel est implantée la ville, est d'une part le plus faible de la défense naturelle du site, d'autre part constitue l'accès normal à la Dordogne et aux routes de Libourne, Branne et Bordeaux. Il était défendu par une barbacane dont subsiste une échauguette ; le mur est lui-même invisible hors de cet endroit précis et l'existence probable d'un fossé n'est démontrée par aucun argument topographique.

Les deux sondages qui ont été menés ont retrouvé le fossé qui entourait la barbacane : profond de plus de 3,50 m, il a été comblé en une seule opération ; aucun indice de datation n'a été reconnu.

Surtout, l'observation du bâti existant a montré que le mur de fond du garage, qui a un rôle de soutènement des terres de la place, est dans sa plus grande partie le mur d'enceinte de la barbacane sur lequel est placée, un peu plus loin, l'échauguette. Bien qu'il soit abondamment revêtu de ciment, on distingue sa construction en moellons de formes irrégulières ; il a un léger fruit qui correspond bien au soubassement d'un rempart. On a pu le suivre sous la maison voisine de l'autre côté de l'échauguette.

Pierre Régaldo-Saint Blancard

SAINT-GENES-DE-LOMBAUD

Eglise

En mai 1993, lors de travaux de terrassement pour l'aménagement d'une aire d'évolution à proximité immédiate de l'église romane de Saint-Genès-de-Lomnaud, dans le canton de Créon, des ouvriers ont mis au jour les éléments en place d'une mosaïque et des vestiges de substructions (éléments de canaux) ; ce qui pourrait être un petit habitat rural ou le balnéaire d'un édifice de plus grande dimension.

Une occupation antique, soupçonnée depuis le XIXe siècle par la présence dans l'église d'un pilier d'autel anépigraphique (Esp 1241) et de fragments de mosaïque qui y sont aujourd'hui conservés, n'avait jamais été confirmée : les sondages réalisés par P. Régaldo-Saint Blancard en 1982 avaient livré du matériel de cette période mais pas de vestiges conservés en place.

La mosaïque qui a été découverte présentait un décor comparable aux mosaïques des *villae* rurales tardives de l'Aquitaine étudiées par C. Balmelle et en particulier à celle de Saint-Germain-du-Puch (fouille 1980, J.-C. Huguet). Pour éviter toute dégradation, elle a été recouverte dans l'attente d'une étude archéologique globale de l'ensemble du site. Les seules structures associées consistaient en une canalisation repérée plus à l'ouest, associant blocs de calcaire et *tegulae*.

En l'absence de financement pour la prise en charge de l'étude archéologique du site, il fut convenu qu'un sondage devrait permettre de mesurer l'emprise des vestiges, reconnaître le profil de la pente où étaient installés l'édifice religieux et le(s) bâtiment(s) antique(s) et déterminer ainsi la zone à préserver de toute construction pour assurer la conservation des vestiges.

Fut ainsi reconnue sur une vingtaine de mètres la position du substrat calcaire, sans que des niveaux antiques ne soient atteints, à l'exception de murs rencontrés en milieu de sondages. Après une descente rapide dans les trois premiers mètres, le niveau de la roche en place se stabilise à une altitude de -2,50 m, correspondant aux cotes mesurées sous l'église lors des travaux liés aux drainages.

De part et d'autre du sondage, deux murs de facture antique (petit appareil de moellons liés au mortier d'une épaisseur de 0,60 m) ont été dégagés. D'orientation est-ouest, ils sont parallèles à ceux de l'édifice religieux. Le mieux conservé a été reconnu sur une dizaine de mètres, avec des retours à ses extrémités, et l'autre seulement sur 3 mètres.

Sans matériel associé ni niveau de sol permettant de les dater avec plus de précision, ils paraissent déterminer deux parties distinctes d'un bâti antique dont on ne connaît au nord que le pavage de mosaïques et au sud ce qui correspond peut-être à des éléments d'un système de chauffage.

La présence d'une source entre cet édifice et l'église peut laisser envisager l'existence à cet endroit du balnéaire d'un bâtiment rural antique que la tradition locale ne permet pas de situer précisément. Il ne paraît pas s'agir d'un habitat antique plus important à moins que les niveaux n'aient été complètement arasés au moment de l'édification de l'église et qu'il se soit étendu à l'origine sur l'ensemble du léger rebord de coteau.

Une étude plus détaillée de l'élévation de l'édifice religieux et du secteur où se localise la source pourrait laisser espérer mieux comprendre l'emprise et la nature de cette structure rurale antique de l'Entre-deux-Mers.

Philippe Vergain

SAINTE-FLORENCE

Abri Houleau

Ce gisement est situé en rive droite de la Gamage, près de son débouché sur la plaine alluviale de la Dordogne. Monsieur Sireix le découvrit en 1953 et y effectua des fouilles de 1957 à 1961 qui y ont révélé la présence d'une séquence de Magdalénien à raclettes (Badegoulien) et de Magdalénien moyen. Les couches archéologiques reposent sur le substratum argilo-

molassique stampien et sont coiffées par une « dalle » de calcaire à astéries. Sur cette dalle repose une couche sablo-calcaire stérile et des limons renfermant des tessons de céramique, sous un chaos de gros blocs effondrés. Plusieurs ensembles stratigraphiques ont été distingués par l'inventeur. Ils montrent l'interstratification de niveaux stériles et de niveaux archéologiques riches en industrie lithique, industrie osseuse, faune, témoins de combustion. Une étude sédimentologique effectuée dans le cadre d'une thèse de troisième cycle nous a permis de proposer, en 1970, une interprétation paléoclimatique pour l'ensemble de la séquence.

Des travaux de nettoyage et d'aménagement du site, accompagnés de sondages et de ravivages de coupes stratigraphiques effectués au cours des mois d'été de 1994 ont permis une évaluation du volume des dépôts archéologiques qui subsistent et une réinterprétation de la topographie des lieux. La « dalle » coiffant les couches archéologiques constitue le sommet d'une terrasse rocheuse qui limite l'extension de ces dépôts en direction de la falaise. Cette terrasse est recouverte de dépôts plus récents. L'ensemble est recouvert par de gros blocs de calcaire à astéries détachés du plafond d'un abri sous roche qui ne semble pas avoir été occupé au Paléolithique ou qui a été vidé à une époque récente (présence d'une habitation troglodyte de carrières de pierre et d'un bas-relief). Les niveaux paléolithiques fouillés par M. Sireix se rattachent à des occupations en pied de falaise. Ils ne subsistent plus qu'à l'état de témoins.

Des restes humains fragmentaires et sans connexions anatomiques, mêlés à des restes de faune indéterminables, de menus fragments de pierres et d'esquilles d'os brûlés ont été découverts dans une niche naturelle creusée dans la paroi rocheuse à une vingtaine de mètres à l'ouest du gisement. Ces vestiges sont pris dans une couche de « calcin » riche en coquilles de *Cepea nemoralis* et *Cyclostoma elegans*. Des travaux de dégagement limités ont révélé la richesse de ce dépôt dont l'étude exhaustive nécessitera une petite campagne de fouilles et des mesures de datation radiométrique.

Michel Lenoir

SOULAC-SUR-MER

La Balise, Plage de l'Amélie

L'opération de Soulac-sur-Mer s'est déroulée du 15 au 30 avril 1994. Il s'agissait de récupérer les restes d'un Proboscidiien menacé de destruction par la mer. Par ailleurs, deux autres pièces, trouvées vraisemblablement dans le même contexte, nous ont été confiées pour détermination.

Le Proboscidiien de Soulac

Les nombreux restes du squelette du Proboscidiien de Soulac, récoltés dans les argiles dites argiles du Gurp, sont, à ce jour, en cours d'étude. Il faut préciser que toutes ces pièces étaient en fort mauvais état de conservation et que leur dégagement, préparation et consolidation demandent un travail fort long et minutieux. Parmi le matériel aujourd'hui préparé, signalons un tibia complet, un péroné, une vertèbre atlas ainsi que de nombreuses autres vertèbres, des côtes, etc. Il semble cependant probable que ces restes se rapportent à *Elaphas antiquus* (Falconer et Cautley, 1847). L'Eléphant antique (ou Eléphant de forêt) est un animal de taille très élevée : il peut dépasser 4 m au garrot. Caractéristique de périodes chaudes, il apparaît en France au Pléistocène moyen ancien, perdure dans l'interglaciaire Riss-Würm, pour disparaître au début de la glaciation würmienne. La confirmation de cette attribution encore provisoire donnerait à l'Eléphant de Soulac un âge absolu d'au moins 115 000 ans ; il aurait fort bien pu fréquenter ce qui est aujourd'hui la plage de l'Amélie lors de l'interglaciaire Riss-Würm (Eémien).

Le Rhinocéros de Soulac

Il s'agit d'un fragment de mandibule gauche (branche horizontale) portant DP₁, P₂, P₃, P₄ et M₁ malheureusement toutes brisées au niveau du collet. Ces dents jugales semblent se caractériser par un lobe antérieur du métalophide assez dirigé vers l'arrière et par un hypolophide formant un angle presque droit. Il s'agirait de caractères du Rhinocéros de Merck (*Dicerorhinus mercki* ; Kaup, 1841), le plus grand des Rhinocéros pléistocènes (2 m à 2,50 m au garrot), connu en France jusqu'au Würm ancien. Souvent

associé à l'Eléphant antique, il indiquerait un biotope à dominante forestière. Il se maintient en France jusqu'au Würm ancien.

Le Bovinae de Soulac

Le fragment de mandibule droite ne porte que les trois molaires (M₁, M₂ et M₃). Cette pièce qui provient d'argiles plus récentes que celles ayant livré le Proboscidiien se rapporte à un petit boeuf postglaciaire, *Bos brachyceros* (Rütimeyer, 1861) (= *Bos taurus brachyceros*).

Il convient de surveiller, de façon attentive, cette plage de l'Amélie, surtout lors des grandes marées, car elle doit encore receler des témoins de ces grandes faunes qui ne pourront que permettre de préciser la position stratigraphique des argiles du Gurp.

Patrick Michel, Karine Debue,
René Merle, Eric Pubert

VAYRES

Le Château

Le site gallo-romain du Château de Vayres est aujourd'hui reconnu comme étant un important centre de production de céramique gallo-romaine, établi au sein d'une agglomération secondaire du sud-ouest de la Gaule : VARATEDO.

Les prospections électro-magnétiques effectuées depuis trois ans ont permis de localiser, avec une très grande précision, la position d'une vingtaine de fours, principalement situés au bord de la Dordogne. Trois fours de potiers ainsi qu'une zone d'«habitat-atelier» ont été étudiés durant l'été 1994.

Grâce à ces dernières découvertes, il est dorénavant certain que ce centre de production a fonctionné au moins pendant les trois premiers siècles de notre ère. Les fours utilisés ont progressivement subi des transformations techniques qui découlent de la diversification de la production. Sa diffusion s'inscrit dans le cadre régional et concerne non seulement les grands centres urbains comme BURDIGALA mais aussi de très nombreux établissements ruraux.

Parmi les vases rencontrés au sein des rebuts de cuisson d'un four de la fin du I^{er} siècle de notre ère, on note la présence de nombreuses assiettes à engobe interne «rouge pompéien» et de certains types de parois-fines. Un four dont le fonctionnement se situe dans le courant de la première moitié du III^e siècle de notre ère, a produit des imitations de céramique dites «à l'éponge».

Enfin, une vaste tessonnrière, formant le remplissage de la fosse d'accès à un troisième four, a non seulement fourni un échantillonnage considérable de céramique datée du milieu du II^e siècle de notre ère (dont des productions à engobe micacée) mais a également livré un bordereau d'enfournement inscrit sur la surface externe d'une assiette. Sur ce bordereau figurent les noms gaulois de cinq potiers ainsi que la liste des vases qu'ils ont apportés au maître-fourrier. Cette découverte exceptionnelle nous renseigne également sur la quantité de vases pouvant être contenus dans un four (901) ainsi que sur l'éventuelle spécialisation de certains potiers.

Christophe Sireix

Opérations communales et intercommunales

					Epoque	Prog
	Blayais	Didier COQUILLAS	AUT	PI		
	Canton de Labrède	Michel LENOIR	CNR	PI		
	Canton de Soulac-sur-Mer	Jacques MOREAU	AUT	PI		
	Sud-Brannais	Jean-Pierre PETIT	AUT	PI		
	Entre-deux-Mers	Jean-Luc PIAT	AUT	PI		
	Nord-Médoc	J. ROUSSOT-LARROQUE	CNR	PI		
33/289	MONSÉGUR	La ville	Eric GASSIES	AFA	SD	MED/MOD

Canton de Bourg-sur-Gironde

Pour la troisième année consécutive, une série de prospections a été menée sur l'arrondissement de Blaye. La campagne 1994 a été réalisée d'août à novembre sur la partie méridionale du canton de Bourg. Huit communes étaient concernées : Bourg, Lansac, Mombrier (complément de 1993), Prignac-et-Marcamps, Pugnac-Lafosse, Saint-Seurin-de-Bourg (complément de 1993, Tauriac et Teuillac.

Selon l'objectif fixé dès 1992, le but était de confirmer les découvertes anciennes. Pour cela, plusieurs moyens ont été mis en œuvre : localisation exacte des sites, évaluation des superficies, attribution culturelle, précision chronologique, prélèvement d'indices archéologiques pour étude. Le second aspect était d'enrichir la carte archéologique dressée en 1990 par l'apport de sites inédits. Nos prospections au sol s'accompagnaient d'une enquête orale auprès de l'habitant. Il faut souligner cette année l'investissement tout particulier de maires ou de conseils municipaux. Ce fut le cas pour les communes de Pugnac-Lafosse et Saint-Seurin-de-Bourg. Ils ont grandement facilité notre tâche.

Dans la continuité du grand plateau argilo-calcaire étudié l'année dernière, le terrain est généralement couvert de vignobles. D'aspect assez uniforme

entre Blaye et Bourg, ce plateau se modifie dans la partie méridionale. Des zones de fracture occupées par des marécages ponctuent le paysage : palus du Moron, marais de La Lustre ou de Prignac-et-Marcamps. Elles correspondent à des prairies humides ou à des sols inutilisés. Leurs conditions d'approche sont difficiles.

A l'opposé, vers le nord, le plateau calcaire s'estompe à la limite des cantons de Bourg et Saint-Savin-de-Blaye. Il fait place à des argiles sableuses puis à des sables noirs à mesure que l'on s'éloigne des rivages de l'estuaire. Des bois de pins commencent à apparaître et rappellent la proximité de la bande saintongeaise. Les secteurs boisés sont également difficiles à prospecter. Ils sont d'ailleurs assez pauvres en découvertes archéologiques.

Nous avons 73 sites à vérifier ; 67 correspondaient à des découvertes antérieures à 1945 ; 59 remontaient au siècle dernier (travaux Daleau). Seulement 6 sites nouveaux avaient été signalés depuis 1945. A ces chiffres, il faut ajouter 13 sites inédits ce qui porte l'ensemble à 86. Au total, avec les résultats de 1993, 139 sites ont été inventoriés sur le canton de Bourg (146 sur le canton de Saint-Ciers-sur-Gironde en 1992).

Près de la moitié des découvertes (48 %) correspond à du matériel préhistorique. Il s'agit souvent d'objets isolés. La hache polie en est le meilleur exemple. Deux sites ont pourtant retenu notre attention

tant par le matériel livré que par leur localisation. Ce sont des ensembles de haches polies (dépôts ?) découverts près d'une source (Pugnac et Tauriac). Aucun autre matériel n'a été signalé à l'exception d'un poignard en silex du Grand-Pressigny sur le site de Pugnac. Les habitats néolithiques sont mal connus pour ce secteur. Il n'ont pas fait l'objet de travaux sérieux. Le seul qui mérite d'être mentionné est un habitat de hauteur à Saint-Seurin-de-Bourg. L'essentiel du matériel appartient au Néolithique final. Mais quelques pièces sont antérieures. Elles dateraient du Néolithique ancien et peut-être même du Mésolithique. Ce serait une première pour l'arrondissement de Blaye. Des traces attribuées à de telles époques étaient jusque là inconnues.

Les découvertes des Age du Bronze et du Fer sont anciennes (2,5 % des sites). Elles ont été publiées à maintes reprises. Une est restée cependant inconnue. François Daleau indique à l'est de Bourg un immense tumulus. Le tertre artificiel apparaît assez bien sur le cadastre de 1825. Ce relief a été rasé lors de transformations du parcellaire entre 1930 et 1960. L'incertitude demeure quant à savoir s'il s'agit d'un véritable tumulus de l'Age du Fer ou d'une motte médiévale. Aucun matériel n'a été signalé.

Les sites gallo-romains occupent encore une bonne place (39 %). Toutes les exploitations agricoles dotées d'infrastructures imposantes et luxueuses se concentrent à proximité du fleuve : villa des Gogues à Bourg, bourg (?) de Tauriac, Cazelle à Prignac. L'arrière-pays est le lieu de prédilection des petites et moyennes exploitations. Certaines ont encore des structures en dur et correspondent souvent à une aile de bâtiment de quatre à cinq pièces (Pugnac, Tauriac et Teuillac). Il reste des constructions en matériaux périssables. A Mombrier, des labours récents ont dégagé l'une d'elles. Les murs en torchis apparaissent nettement. Aucun moellon ni aucune tuile n'ont été remarqués. On y trouve des fragments de céramique commune et quelques objets métalliques. L'ensemble couvre à peine 50 m².

Cas particulier : le site de Bourg. La richesse des découvertes depuis le siècle dernier sur toute la surface de la ville (travaux Daleau entre 1876 et 1921) prouve que la villa des Gogues n'est pas le seul monument antique important de la commune. Les structu-

res mises au jour dans le centre même de Bourg sont impressionnantes tant par leur superficie que par la nature des vestiges. Une nécropole est signalée en périphérie de cette zone d'occupation. Elle viendrait conforter l'idée que ce site est bien plus qu'une simple villa. L'interprétation du texte de Sidoine Apollinaire (Ve siècle après J.-C.) serait alors à reprendre. A noter également la découverte d'un fond de sarcophage en marbre. Cette sépulture du Bas-Empire ou d'époque mérovingienne est peut-être à rapprocher du sarcophage présenté au Musée de Périgueux et qui provient de Bourg. Dans l'ensemble, les découvertes du Haut Moyen-Age sont rares (7 %) et déjà anciennes. Il s'agit presque exclusivement de sépultures mérovingiennes (Bourg, Prignac-et-Marcamps, Pugnac-Lafosse et Teuillac).

Les sites du Moyen-Age récent sont peu nombreux (3,5 %). Ce sont souvent des édifices religieux ruinés ou disparus. L'un d'eux est exceptionnel. L'abbaye Saint-Vincent de Bourg est surtout connue pour s'être écroulée dans la Gironde le 1er février 1595. Ses ruines furent rasées au XVIIIe siècle pour aménager le jardin occidental du château. C'est par hasard que nous avons retrouvé et dégagé quelques structures sur le flanc de la falaise. Ces fondations, accompagnées d'une latrine, pourraient appartenir à la maison du prieur. Un matériel homogène a été retiré du fond de la latrine. On y remarque une abondante série de céramiques bien conservées. Elles sont, pour l'essentiel, de type sadiracais et appartiennent toutes à la seconde moitié du XIVe siècle (information aimablement communiquée par S. Fabre-Dupont Maleret). Des monnaies, dont une en argent, proviennent du même endroit.

L'étude du canton de Bourg s'est achevée sur des résultats relativement positifs. La prochaine campagne s'attachera aux cantons de Blaye et Saint-Savin-de-Blaye.

Didier Coquillas

Daleau, F. 1876. Carte préhistorique du département de la Gironde, 5e congrès de l'A.F.A.S., Clermont-Ferrand, p. 607-618.

Maufras, E. 1904. Histoire de la ville de Bourg-sur-Gironde, Bordeaux.

Coquillas, D. 1990. Etude sur l'occupation du sol en Blayais-Bourgeais, T.E.R. de Maîtrise, Bordeaux III, 3 t., 4 vol.

LA SAUVE-MAJEURE

Grâce à l'étude des archives laissées par le monastère bénédictin de La Sauve-Majeure, fondé en 1079 au centre du plateau de l'Entre-deux-Mers, le peuplement et l'occupation du sol de ce territoire appelé à cette époque *Silva Mayor*, commence à être relativement bien connu pour le Moyen Age. Cependant, antérieurement à la fin du XIe siècle, les textes font défaut : seule l'archéologie a permis de révéler quelques indices d'une occupation antérieure, notamment gallo-romaine sur la commune de La Sauve-Majeure. On peut signaler ainsi le petit appareil gallo-romain réemployé dans les murs de l'église paroissiale Saint-Pierre et dans l'église abbatiale Notre-Dame.

En outre, on sait par des textes de la fin du XIe siècle et du début du XIIe qu'il existait, sur le territoire où s'installe l'abbaye et la paroisse de La Sauve-Majeure, trois anciennes paroisses avec leurs sanctuaires. Il s'agissait des églises de Saint-Sulpice de Corbelhac, de Saint-Brice de Sermignan et de Saint-Sidoine. Ces églises furent progressivement abandonnées et disparurent au profit des deux nouvelles églises paroissiales fondées dans le bourg abbatial. Cependant, par des documents d'archives, il a été possible de les situer approximativement.

Par conséquent, c'est autour de ces trois sanctuaires paroissiaux, fondés certainement au cours du haut Moyen Age que la prospection archéologique a été orientée. Elle visait à déterminer précisément la localisation de ces trois églises et à repérer, dans leur voisinage, les éventuelles traces d'un peuplement antique ou du haut Moyen Age.

La prospection au sol a concerné 41 hectares de terrain pratiquement tous plantés en vignes. Le ramassage de tout le mobilier archéologique visible au sol a été effectué par une équipe de bénévoles, tant issus du milieu scolaire et universitaire que du milieu associatif. Cette opération a permis de révéler autour du sanctuaire de Corbelhac, le seul qui a pu être situé précisément, de nombreux indices d'une occupation gallo-romaine avec, au moins, deux sites d'habitat. De même, dans les environs du sanctuaire de Sermignan, ont été reconnues plusieurs traces d'une occupation antique avec aussi un habitat gallo-romain.

Ce site présente d'ailleurs l'intérêt de se situer sur une zone qui était en cours de défrichement aux XIe et XIIe siècles.

Cette remarque soulève l'une des principales interrogations de la recherche menée ici, à savoir les modalités de l'occupation du sol et du peuplement avant la venue des moines bénédictins. Le peuplement des temps mérovingiens et carolingiens n'a pas été révélé par la prospection. Or, cette absence de vestiges du haut Moyen Age suggère plusieurs hypothèses dont, notamment, celle qui verrait une contraction des cultures au profit de la forêt suite à un amoindrissement du peuplement antique. C'est ce qui pourrait expliquer cet effort de remise en culture par les moines de cette grande forêt, la *Silva Mayor*, que les textes du XIIe siècle évoquent.

Hervé Guiet, Jean-Luc Piat

MONSEGUR

Au mois de février 1994, des travaux d'adduction de gaz naturel sur la ville de Monségur ont été entrepris. En accord avec les différentes instances concernées, le Service régional de l'Archéologie a mis en place une surveillance archéologique pendant toute la durée des travaux qui se sont achevés à la fin du mois de mai 1994.

Cette intervention était motivée par l'absence d'informations précises d'ordre archéologique sur le site mais également par la situation topographique particulière de Monségur, bâtie sur un promontoire rocheux dont la configuration s'apparente très étroitement aux sites dits d'éperon. Dans ce contexte, l'objet de la surveillance était en premier lieu de vérifier l'existence de niveaux archéologiques anciens, en tous cas antérieurs à la date de fondation de la cité : cette bastide est considérée comme une fondation *ex nihilo* du XIIIe siècle. D'autre part, les tranchées réalisées le long des rues offraient la possibilité de retrouver les niveaux de circulation médiévaux.

L'absence totale de niveaux archéologiques antérieurs au XIIIe siècle confirme les données de l'historiographie. Par ailleurs, et bien que les travaux de

décapage et de remaniement des rues effectués depuis le XIXe siècle à Monségur aient largement contribué à la disparition des niveaux anciens, trois rues avaient partiellement conservé des niveaux archéologiques contemporains de la fondation de la ville. Ces niveaux de circulation reposaient directement sur le substrat rocheux, sans que l'on puisse soupçonner la présence d'aménagements spécifiques des rues à l'époque médiévale, leur pavement n'intervenant pas, semble-t-il, avant le XVe ou le XVIe siècle. Enfin, la découverte de sépultures médiévales et modernes a précisé l'extension de l'ancien cimetière de la ville.

Eric Gassies

SOULAC-SUR-MER

Plage de l'Amélie

La campagne 1993 de prospection archéologique des sites côtiers du nord Médoc s'est poursuivie pendant l'hiver 1993-1994, saison la plus favorable pour les observations et les découvertes.

La plage de l'Amélie à Soulac-sur-Mer a continué à concentrer l'attention de notre équipe de recherche, Jeannine et Jacqueline Dubarry et Jean-Paul Cathelot.

A la fin novembre, on totalisait la mise au jour de quarante-sept haches de bronze. Les découvertes se sont poursuivies jusqu'en janvier 1994 ; c'est ainsi que le nombre de haches de bronze a été porté à soixante douze dont dix nouvelles grandes haches médocaines contenues dans un vase.

Par ailleurs, les plages livrent toujours des monnaies antiques, souvent roulées par la mer et parfois difficilement identifiables. C'est ainsi que soixante dix monnaies ont été trouvées en 1994 dont quarante-six ont pu être reconnues. Elles s'échelonnent du Ier siècle avant J.-C. (monnaies gauloises et de la République romaine) jusqu'au IVe siècle après J.-C. (Constantin et ses successeurs) avec une nette prédominance des monnaies impériales des Ier et IIe siècles de notre ère.

Jacques Moreau

SUD-BRANNAIS

L'orientation donnée à la prospection-inventaire pour 1994 a pour but initial de continuer, en rapport avec les opérations réalisées par J.-L. Piat dans l'ensemble du Brannais, une prospection systématique et conjointe (sol et aérienne) des communes limitrophes de ce canton et aussi de continuer, à travers les publications de l'ASPECT, l'inventaire des communes du canton de Targon : cette année, Courpiac.

L'étude historique de cette commune m'a amené à prospecter l'ensemble de son territoire. Trois secteurs se sont révélés positifs. Tout d'abord, entre l'église et la mairie, une vaste zone d'occupation romaine confirmée par la présence de matériel : tesselles noires et blanches, tegulae et divers tessons de céramique commune. L'abbé Labrie avait découvert au début du siècle, près de la mairie, un buste de Diane en marbre. Puis un ancien hameau près du lieu-dit Le Régent avec l'emplacement de trois zones d'occupation près d'une butte de terre arasée vers 1950 d'après les renseignements fournis par le propriétaire actuel de la parcelle et, au nord de la commune, les restes d'une ancienne motte féodale dite de Courpiac sur les bords de l'Engranne. Celle-ci avait été aménagée sur un relief naturel, un acte de 1261 entre Pey de Laubesc et sa femme en fait mention.

Jean-Pierre Petit

Terrasses alluviales garonnaises du Pléistocène

(Gironde et Lot-et-Garonne)

Des prospections thématiques menées sur les terrasses alluviales de rive gauche garonnaise, attribuées au Pléistocène supérieur, moyen et inférieur récent entre Caudecoste (Lot-et-Garonne) et Illats (Gironde) couplées avec l'inventaire du matériel lithique du Musée de Sainte-Bazille (Lot-et-Garonne) ont permis de reconnaître 15 stations de plein air du Paléolithique inférieur et moyen établies sur des affleurements de roches siliceuses.

En Gironde, dans les Graves sud, le site de «La Hourcade» à Illats livre toujours (D. et F. Millet, 1992, 1993) du matériel roulé provenant du corps supé-

rieur (nucléus, choppers, éclats corticaux, éclat modifié) et inférieur (choppers) de la formation attribuée au Pléistocène moyen (J. Dubreuilh, 1976). Dans le Sauternais (Toulonne, Fargues), la Moyenne terrasse porte des éléments roulés ou éolisés. La basse terrasse rissienne (Preignac) contient du matériel en stratigraphie (bord externe de la formation) exploitant le silex aquitainien. Il comporte des nucléus discoïdes (dont un sur plaquette), des galets testés, des éclats à talon épais témoignant de phases de décorticage et de plein débitage.

En Lot-et-Garonne le matériel a été recueilli (B. Abaz, D. et Fr. Millet) en position secondaire (affleurement de la terrasse ou importation des terrasses sous-jacentes). Certaines pièces proviennent de la base des limons bruns qui couvrent les terrasses. Le bassin du Lavison regroupe de nombreuses stations. Les assemblages lithiques qui en proviennent exploitent le silex meulier local, souvent de mauvaise qualité, caverneux, dont la diffusion semble se limiter à une aire d'environ 10 kilomètres le long de l'axe garonnais.

Les ateliers ont concentré les matières taillables :

- Sur le rebord interne de la haute terrasse, intrusion de galets de la Garonne pour y être débités (nucléus, éclats) ou façonnés (bifaces, hachereaux...) - Acheuléen garonnais *s.l.*

- Dans les vallons, exploitation des affleurements de silex aquitainien et production de supports mobiles (petits nucléus discoïdes sur plaquettes, éclats de seconde génération, petits bifaces, outils sur éclat...) avec réemploi d'artéfacts anciens comme percuteurs ou rarement de galets pour le débitage. - *MTA ?* -

Une station (Saint-Pierre-de-Buzet-Fxb1) comporte un assemblage de galets rubéfiés en quartzite caractéristique de l'Acheuléen garonnais (n : 124). Les produits nucléiformes (pics, bifaces, unifaces, hachereaux, choppers, nucléus) dominent (78%), le débitage (18%) est cortical, le petit outillage sur éclat est rare (3%) formé de racloirs sur face plane.

Les composantes suivantes peuvent être proposées comme hypothèses, compte tenu de l'absence de stratigraphie :

- un Acheuléen *s.l.* garonnais exploitant les galets importés des terrasses sous-jacentes, rarement le silex local ;

- une importante composante de type Paléolithique moyen (*MTA s.l.*) à débitage discoïde dominant et petits bifaces sur éclat exploitant le silex local ou employant occasionnellement les galets bruts ou taillés ;

- un Paléolithique supérieur discret et indéterminé associant le silex local et importé.

Dominique et Françoise Millet

Archéologie générale

Le gisement magdalénien de Saint Germain-la-Rivière (Gironde) : données anciennes et acquis récents

par M. Lenoir *, F. Marmier, G. Trécolle

Le gisement de Saint-Germain-la-Rivière est situé en rive droite de la Dordogne au lieu-dit «Pille-Bourse», à quelques kilomètres de la confluence avec l'Isle. C'est un vaste abri sous-roche (19 m x 14 m) en majeure partie effondré qui s'ouvre au sud-sud-est dans une haute falaise de calcaire à Astéries. La terrasse de cet abri dont le sol est constitué par de l'argile stampienne se prolonge par un talus à pente vive, irrégulière qui rejoint la plaine alluviale de la Dordogne, plusieurs dizaines de mètres en contrebas. Immédiatement à l'est s'ouvre dans la falaise une cavité plus modeste dont le plancher rocheux forme un replat plus élevé que la terrasse du grand abri. L'ensemble occupe la moitié ouest d'un redans naturel dominant la vallée et le gisement pourrait se prolonger vers l'est sous des blocs effondrés.

Ce gisement a été découvert le 5 Juin 1929 par H. Mirande qui prévint aussitôt R. Lépront alors secrétaire de la Société Préhistorique de Libourne ¹ et en-

treprit avec lui des recherches. Ils découvrirent en 1930 un premier squelette humain, en pied de falaise, sur le replat rocheux formant le sol du petit abri latéral. Ce squelette gisant à fleur de terre, écrasé par des éboulis, tomba en poussière au cours de son dégagement et il n'est plus représenté que par quelques fragments crâniens étudiés par H. V. Vallois ².

En 1933, R. Blanchard prit la direction des fouilles et leur donna une impulsion nouvelle. Le 15 Décembre 1934 fut découverte une sépulture qui a livré un squelette complet placé à une dizaine de mètres à l'ouest du précédent et qui reposait sur le plancher rocheux de l'abri supérieur dans un sédiment brun rougeâtre très ocré. Le cadavre avait été couché sur le côté gauche, les bras repliés en avant de la tête, les membres inférieurs repliés en avant du corps, en position accroupie exagérée ³. Il reposait sous deux dalles horizontales soutenues par des pierres moins volumineuses placées de chant. La dalle la plus petite recouvrait les jambes tandis que la plus grosse (125 kg.) protégeait le reste du corps et portait une perforation biconique. A proximité du squelette furent recueillis une cheville osseuse de Grand-Bovidé et un grand bois de Cerf ainsi que deux bois de Renne taillés et appointés et de nombreuses canines de cervidés gravées (70 au total) à racine à perforation unique et qui constituaient probablement les éléments d'un collier. Il y avait également une plaque de coquillages juxta-

* Institut du Quaternaire, Université Bordeaux I, UMR 9933 du C.N.R.S.

1. M.J.-A. Garde 1929, 1969 ; R. Lépront, 1928-1929 ; R. Lépront et H. Mirande, 1933.

2. Dans R. Blanchard, D. Peyrony et H.V. Vallois, 1972.

3. R. Blanchard, 1937 ; H.V. Vallois *op. cit.*

posés (*Trinia europea*) associés à une cyprée fossile et le coffrage protégeant la sépulture portait des traces de feu. Par la suite furent recueillis sur la terrasse du grand-abri, au pied d'un gros bloc d'effondrement, divers restes humains fragmentaires.

H. Mirande avait creusé une tranchée en direction de la falaise dans le talus prolongeant le grand abri et avec R. Lépront, il entreprit des fouilles en pied de falaise. Par la suite R. Blanchard ouvrit deux tranchées de 2 m. de large perpendiculaires à la falaise de part et d'autre du gros bloc effondré encore visible sur le site, puis les recherches furent étendues vers l'est au devant de l'abri latéral où fut découverte la sépulture. Deux terrasses séparées par un magma d'ossements furent distinguées lors de ces fouilles anciennes. La terrasse inférieure forme le sol du grand abri et se prolonge par le talus où fut amorcée la tranchée Mirande reprise par G. Trécolle dans les années 60, la terrasse supérieure sur laquelle reposaient les deux squelettes, est celle du petit abri oriental.

Stratigraphie relevée lors des fouilles anciennes

La stratigraphie des dépôts fouillés sur les deux terrasses a été sommairement décrite par R. Blanchard⁴.

Terrasse inférieure (grand abri) sur le sol rocheux :

A- Couche archéologique noir-rougeâtre avec en avant de l'aplomb de l'auvent rocheux, une sorte de mur haut de 50 cm. constitué de blocs calcaires juxtaposés. Cet appareillage devait d'après R. Blanchard, caler des perches appuyées à la paroi pour fermer l'abri. La partie ainsi abritée couvrait une surface de 20 m. de long sur 12 à 15 m. de large.

-Mince couche d'interoccupation (ép. : 5cm.) renfermant de très menus éléments calcaires gris clair détachés de la voûte.

B- Couche archéologique supérieure grisâtre (ép. non précisée).

-Niveau d'éboulis scellant le tout et masquant une frise gravée encore visible sur la paroi de l'auvent rocheux⁵.

Terrasse supérieure

Les anciens fouilleurs n'ont signalé qu'une seule couche sur cette terrasse, c'est celle qui a livré la sépulture.

Un amas osseux dont semble subsister un témoin fut découvert en pied de falaise, à la limite des deux terrasses. Il comportait des os longs en connexion anatomique de chevaux, grands bovidés, cervidés et Antilope saïga associés à de nombreuses mâchoires, quelques dents et des phalanges mais était dépourvu d'os du tronc et d'industrie.

Le matériel des fouilles anciennes

Fouilles Blanchard

La majeure partie des vestiges recueillis par R. Blanchard et les notes prises en cours de fouille ont irrémédiablement disparu lors d'un incendie. Une faible partie du matériel est cependant conservée au Musée national de Préhistoire des Eyzies ainsi que le squelette de la sépulture. Les séries recueillies ont cependant été décrites par D. Peyrony dans une monographie consacrée au gisement⁶.

Les industries de la «terrasse inférieure»

Couche inférieure (A)

L'industrie lithique y est peu élégante et les outils y sont en général sur lames courtes, larges et relativement épaisses et pour certains sur éclat. Il y a des

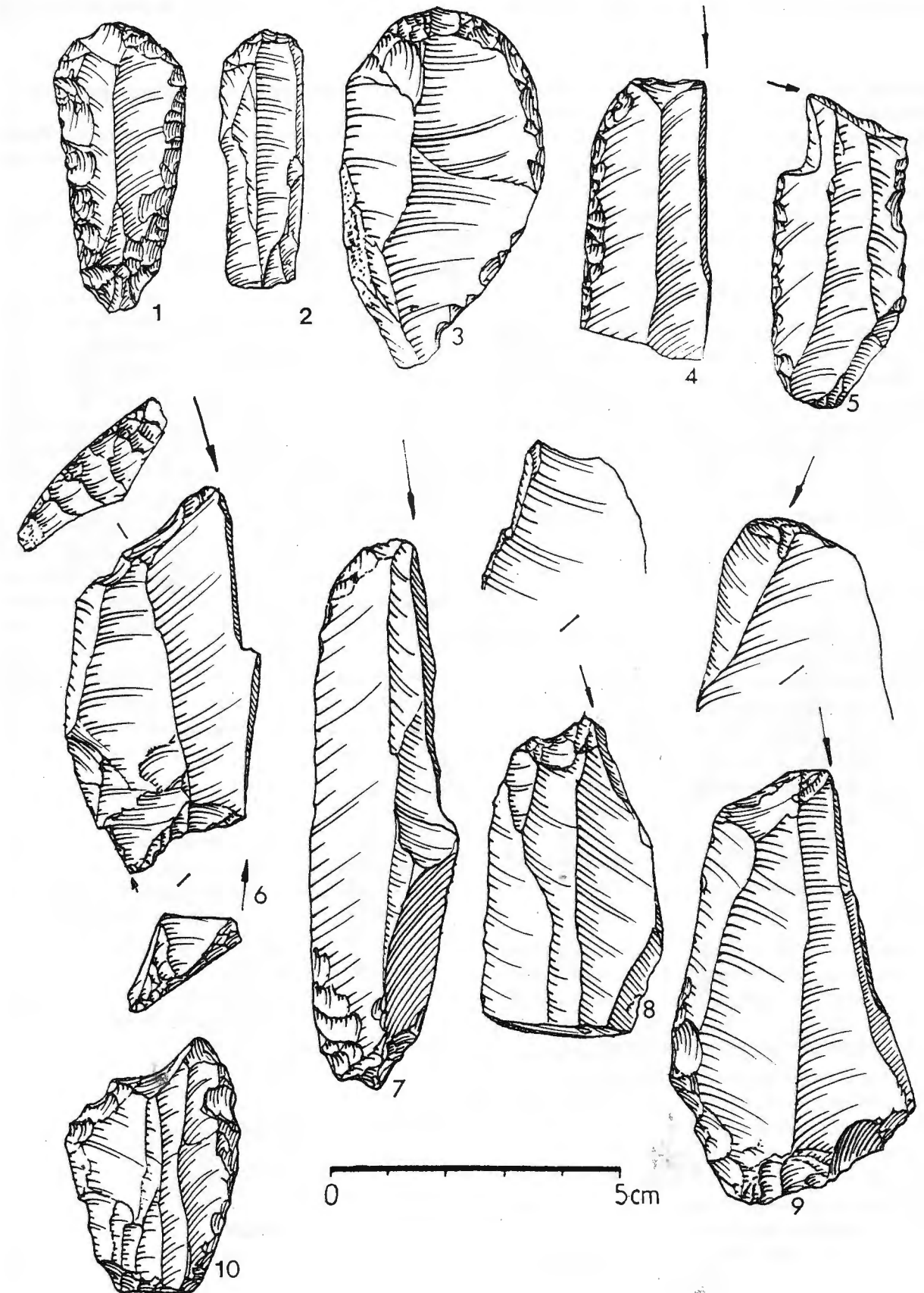


Fig. 1. — Industrie lithique de la couche C.

4. Dans Blanchard, Peyrony, Vallois, *op. cit.*

5. A. Courty, 1957 ; J.-M. Bouvier et G. Trécolle, 1966.

6. Peyrony in : Blanchard, Peyrony, Vallois, *op. cit.*

grattoirs en bout de lame, parfois doubles, des burins dièdres, des burins sur troncature retouchée, des outils composites (grattoirs-burins), des perçoirs, des lames à dos. Il y a aussi des pièces à cran atypiques dont certaines d'après les figures ⁷ évoquent davantage des lamelles à dos inachevées. Il s'y ajoute des lamelles à dos épais rectiligne, des lamelles à dos épais denticulé, des lamelles scalènes dont certaines sont denticulées et peut-être quelques véritables triangles scalènes.

L'industrie osseuse comporte des sagaies bipointes de section circulaire ou ovale, des sagaies à biseau simple ou double à extrémité pointue ou aplatie, une baguette ornée de traits transversaux parallèles, une portion de côte rainurée, un fragment d'os portant des traits gravés sans orientation préférentielle.

L'industrie de cette couche fut attribuée au Magdalénien II ⁸ compte-tenu de la présence de triangles scalènes.

Couche supérieure (B)

D'après D. Peyrony, l'industrie appartenant à cette couche présente un mode de débitage identique à celui de la précédente et les outils y sont pour la plupart sur lames courtes. Cette industrie pauvre en outils sur éclats possède des burins plus variés que dans la couche A, burins dièdres d'axe, burins d'angle, burins sur troncature retouchée, l'ensemble accompagné d'outils composites (grattoirs-burins), de lames retouchées, de perçoirs et de «tarauds». Les microlithes y sont abondants bien qu'ils n'aient sans doute pas tous été recueillis, ce sont surtout des lamelles à dos, parfois tronquées.

L'industrie osseuse est beaucoup plus riche que dans la couche A, avec des objets à rainure et à incisions profondes, des poinçons, des aiguilles à chas, des ciseaux, des sagaies à biseau simple ou double, trois objets perforés interprétés comme des poignées, deux bâtons percés fragmentaires dont un porte une figuration de bouquetin stylisée. Certains outils portent des traits gravés obliques, parfois croisés, formant parfois des lignes brisées, d'autres portent des motifs ovalaires ou triangulaires. Un bois de renne montre une figuration schématisée interprétée par D. Peyrony comme une tête de bison stylisée. Une pièce cassée, sculptée en ronde bosse peut représenter un phallus.

L'industrie de la terrasse supérieure

L'industrie recueillie dans l'unique couche distinguée sur la terrasse supérieure a donné lieu à une description rapide ⁹.

Elle se caractérise par un débitage plus élégant que dans le grand abri, avec de grandes et belles lames brutes ou transformées en outils. Elle comporte des grattoirs, certains à front ogival, parfois doubles. Les burins, très nombreux, sont représentés par des burins dièdres et des burins sur troncature retouchée. Il y a des perçoirs, des outils composites (surtout des grattoirs-burins) et plusieurs serpettes de type Loubressac. Le tout est accompagné de nombreuses lamelles à dos rectiligne épais, de quelques lamelles à dos tronquées et de très rares triangles (lamelles) scalènes. L'industrie osseuse est peu abondante. Il y a des poinçons, de fines aiguilles à chas, un bâton percé sculpté orné de motifs en relief, une grande sagaie décorée de couronnes en relief associées à une ove flanquée de deux cupules, un fragment de sagaie à base à double biseau avec deux traits larges et profonds, un fragment mésial de sagaie portant trois motifs gravés en forme de V, une sagaie biconique complète à profonde rainure longitudinale, un fragment d'outil à double rang de barbelures mal dégagées interprété comme un «proto-harpon».

A la sépulture étaient associés deux grands «poinçards» en bois de renne dont un portant des traits fins formant un quadrillage irrégulier qui rappelle certains motifs décrits sur des incisives de cheval recueillies dans des niveaux de Magdalénien moyen de la Vienne ¹⁰. Il y avait aussi une portion de côte fendue et de nombreuses dents à racine percée, pour la plupart des canines de cerf et de renne, uniperforées, ornées de motifs variés : barres, traits croisés, traits en étoile ou associations de traits rappelant des chiffres romains ¹¹.

7. Blanchard, Peyrony, Vallois, *op. cit.*

8. D. Peyrony, *op. cit.*

9. D. Peyrony, *op. cit.*

10. L. Péricart et S. Lwoff, 1940.

11. R. Blanchard, 1935 et 1937.

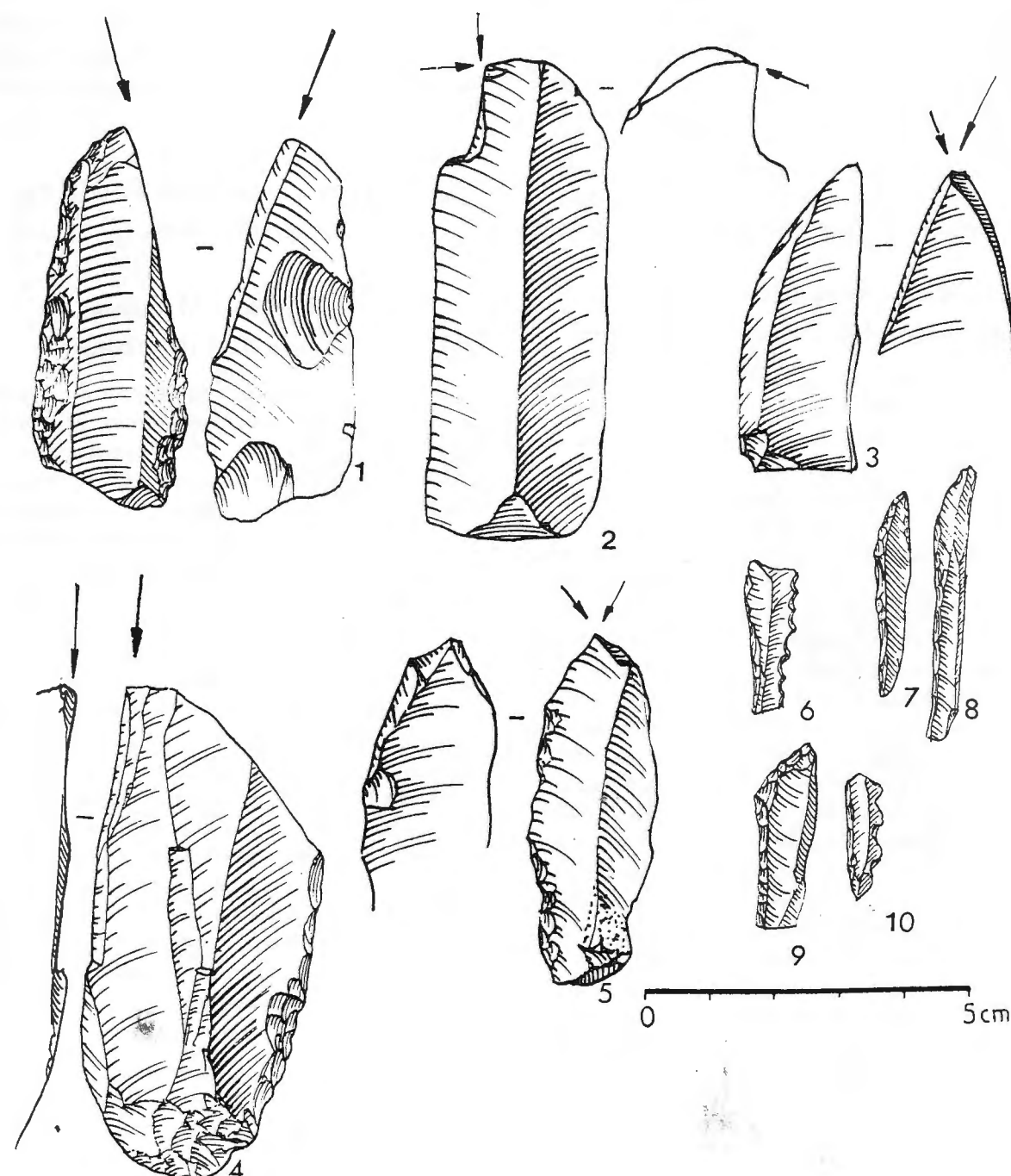


Fig. 2. — Industrie lithique de la couche C.

Cette industrie et celle de la couche B de la terrasse inférieure ont été attribuées au Magdalénien III par D. Peyrony ¹².

D'après les anciens fouilleurs, la faune associée aux industries de la terrasse inférieure se caractérise par l'extrême abondance de restes d'Antilope saïga, tandis que sur la terrasse supérieure dominaient les restes d'équidés. Le magma osseux séparant les deux terrasses renfermait surtout des os des membres non brisés, souvent en connexion anatomique. Cet amas dépourvu de côtes et de vertèbres, associait restes d'équidés, de bovidés et de cervidés à ceux d'Antilope saïga.

Collection Blanchard

(Musée national de Préhistoire des Eyzies)

L'industrie lithique des fouilles Blanchard a fait l'objet d'un décompte statistique ¹³. Il s'agit d'une petite série de la terrasse supérieure (285 outils) et d'une série plus importante de la couche B de la terrasse inférieure (440 outils). Les diagrammes obenus pour ces deux séries montrent une étroite similitude. Ce sont des industries plus riches en burins qu'en grattoirs avec surtout des burins dièdres et un grand nombre de lamelles à dos, parfois tronquées, un triangle (lamelle ?) scalène dans chaque série, une lamelle à dos denticulée dans l'industrie de la couche B mieux pourvue en lamelles à dos et plus pauvre en grattoirs-burins. L'industrie osseuse comporte des poinçons, des baguettes, des sagaies à rainure simple profonde ou à rainure sur chaque face. Certaines sont à base en biseau simple en languette ou à biseau double arrondi ou taillé carrément. La série de la couche inférieure de la terrasse (A) n'a pu être étudiée statistiquement. L'outillage lithique y est varié avec des lamelles à dos, des lamelles à dos denticulées, des lamelles à dos tronquées, des triangles (lamelles) scalènes allongés et d'après D. de Sonnevill-Bordes ¹⁴ il rappelle le Magdalénien II de Laugerie-Haute.

Un examen rapide du matériel nous a permis d'y noter la présence de quelques éléments intéressants parmi les pièces attribuées au Magdalénien II et qui proviennent probablement de la couche A de la terrasse inférieure : une pointe à cran atypique, une grande pièce à dos courbe fragmentaire, plusieurs lamelles scalènes et une serpette de type Loubressac ¹⁵. D. Peyrony a figuré un outil de ce type découvert sur la terrasse supérieure d'où proviennent également deux

pièces à cran et un fragment de pièce à dos courbe de la collection des Musée des Eyzies. Deux grandes pièces à dos gibbeux sans origine précise méritent également d'être signalées.

Quelques vestiges sans provenance précise, dont un godet en calcaire, ont été conservés par R. Chauveau qui fouilla le gisement sous la direction de R. Blanchard.

Autres séries des fouilles anciennes

Collection Mirande (Musée de Libourne)

Une partie de la collection Mirande est conservée au Musée de Libourne ainsi qu'un lot de faune déposé par R. Blanchard. Cette série sans indications de couches a fait l'objet d'un rapide inventaire ¹⁶. L'outillage lithique comporte de grands outils sur lames (grattoirs simples, grattoirs doubles, grattoirs sur lame retouchée, parfois à retouche d'allure aurignacienne, grattoirs en éventail allongé, outils composites surtout des grattoirs-burins, beaux burins dièdres le plus souvent d'axe, rares serpettes de Loubressac. Les microlithes peu abondants comprennent des lamelles à dos tronquées, souvent scalènes, des lamelles à dos denticulées, un grand triangle. L'industrie osseuse est constituée d'aiguilles en os, de nombreux fragments de sagaies dont beaucoup à rainure médiane et base à biseau simple ou double, un ciseau en bois de Renne. Une sagaie entière de grande dimension porte une large et profonde rainure, deux autres sont ornées de cupules associées à des traits gravés, certains en champlévé. Un bâton en bois de Renne porte une gravure stylisée ininterprétable, un os poli est orné de traits en chevrons.

12. D. Peyrony *op. cit.*

13. D. de Sonnevill-Bordes, 1960.

14. D. de Sonnevill-Bordes *op. cit.*

15. S. Lwoff, 1962 ; D. Peyrony *op. cit.*

16. J.-A. Garde, 1947.

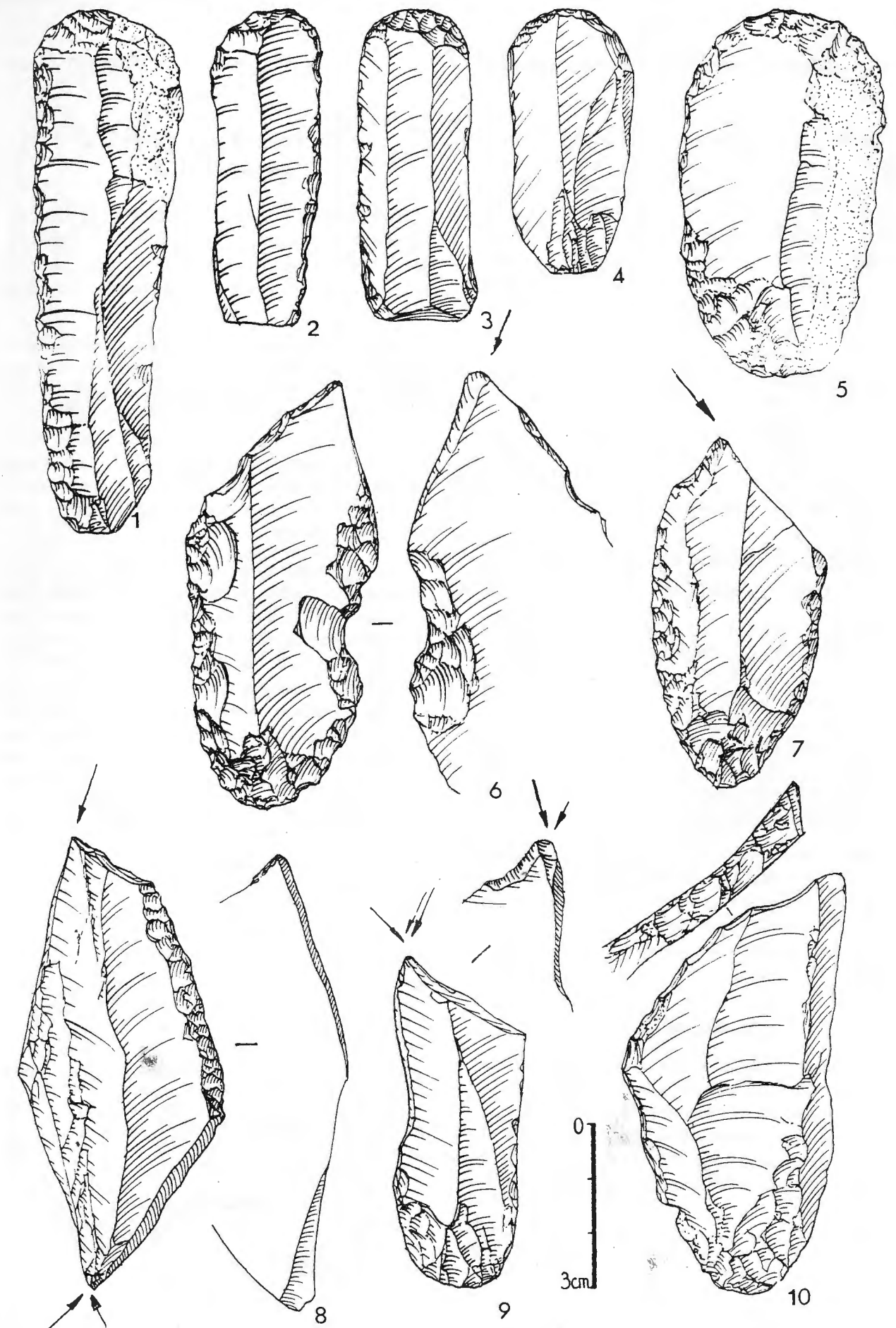


Fig. 3. — Industrie lithique de la couche C1.

Plusieurs objets de parure signalés par J.-A. Garde¹⁷ appartiennent à cette collection et proviennent du talus, secteur bien distinct de celui qui a livré la sépulture. Ce sont 22 canines de cervidés percées de deux trous à l'exception d'un exemplaire à perforation unique, et ornées de traits gravés superposés tandis que les canines percées associées à la sépulture ne portent qu'une seule perforation. Ces canines constituaient sans doute les éléments d'un collier et elles étaient accompagnées d'incisives de petits herbivores, à simple perforation (55 exemplaires) et de quelques coquillages percés.

Outre une lampe, le Musée de Libourne possède également trois grands godets en calcaire décrits par J.-A. Garde¹⁸ et interprétés à tort comme des lampes¹⁹ et récemment réexaminés²⁰.

Série de l'Institut du Quaternaire, Université de Bordeaux I

Cette série provient du tri d'une masse abondante de vestiges lithiques abandonnés par les anciens fouilleurs sur le site. J.-M. Bouvier a pu réunir deux séries d'outils sans provenance stratigraphique précise²¹ mais qui pourraient provenir du remplissage du grand abri. La première (752 pièces) groupe des objets portant des traces de sédiment ocré, l'autre moins abondante (267 outils), a conservé des traces de sédiment plus clair, peu induré.

Deux outils interprétés comme des pointes aziliennes²² appartiennent à ces séries. L'un se rattache incontestablement à ce type, mais l'autre semble plus douteux d'après la figure qui en a été publiée et il évoque davantage une lamelle recoupant un bord de nucléus.

Autres séries

Quelques vestiges sans indications de couches sont conservés au Musée d'Aquitaine²³ mais ils n'apportent que peu d'informations pour la connaissance du site et il en est de même pour les quelques restes de faune conservés au Musée de Saint-Emilion. La série des fouilles Lépront demeure pour l'instant inédite.

Œuvres d'art pariétal et mobilier

Des gravures sont encore visibles sur la paroi rocheuse de la partie ouest du grand-abri²⁴. Dégagées par R. Blanchard, elles étaient masquées à l'origine par des éboulis ce qui témoigne d'une relative ancienneté.

Cette composition n'apparaît pas assez cohérente pour être qualifiée de frise²⁵. On y discerne un animal acéphale interprété comme une figuration d'équidé associée à une signe en forme de diabolos formé par deux triangles équilatéraux opposés. Plus à droite apparaît un "anthropomorphe" d'allure grotesque. Divers traits complètent l'ensemble vers la droite et forment peut-être l'arrière train d'un autre animal (bovidé ?).

Une figuration assez réaliste de bouquetin orne un fragment de bâton percé recueilli dans la couche B de la terrasse inférieure²⁶ et il en est de même d'une représentation stylisée de cervidé sur un bâton découvert par G. Trécolle dans la couche C1 du talus²⁷. La figuration de bouquetin mérite particulièrement d'être signalée puisque les restes de cet animal demeurent pour l'instant non représentés dans les faune du Pléistocène de la Gironde bien qu'il ait été figuré à plusieurs reprises sur les parois de la grotte de Pair-non-

17. J.-A. Garde, 1947 et 1969.

18. J.-A. Garde, 1947.

19. A.-H. Bastin, 1945.

20. S. de Beaune-Romera et A. Roussot, 1982.

21. J.-M. Bouvier, 1967.

22. J.-M. Bouvier, 1967.

23. Coll. Marquassuzaa.

24. A. Courty, 1957 ; H. Breuil in Blanchard, Peyrony, Vallois, 1972 ; J.-M. Bouvier et G. Trécolle, 1966.

25. J.-M. Bouvier et G. Trécolle, *op. cit.*

26. D. Peyrony, *op. cit.*

27. F. Marmier et G. Trécolle, 1973.

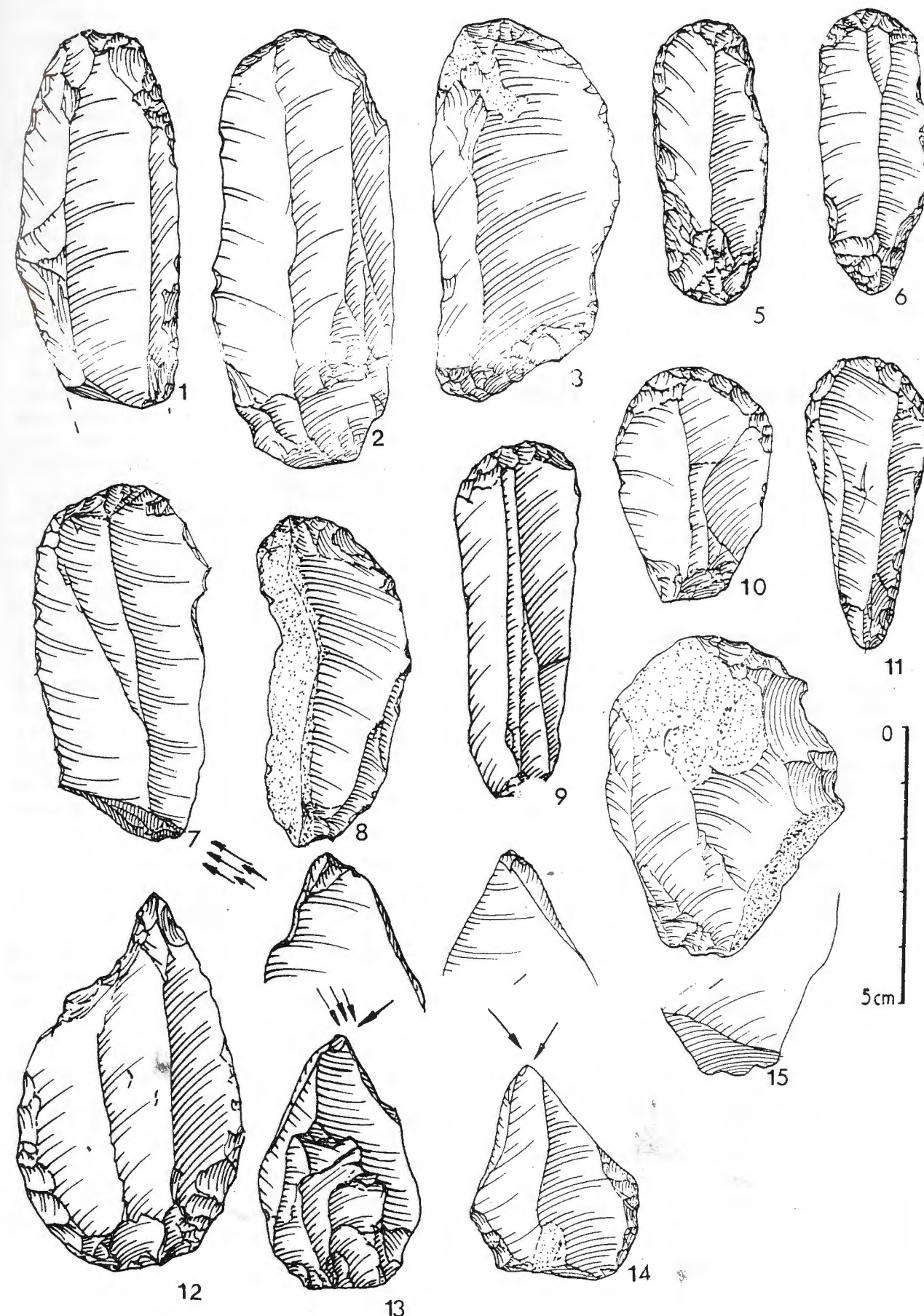


Fig. 4. — Industrie lithique de la couche C1.

Pair. Une petite tête de cheval gravée à l'extrémité distale d'un tibia droit de cheval et une figuration sexuelle sur première phalange de cheval d'origine stratigraphique inconnue ont été décrites par G. Malvesin-Fabre et F. Prat²⁸. Un bloc gravé d'une représentation animale recueilli dans le site, figure sur une carte postale ancienne éditée lors des fouilles Blanchard, mais le cliché peu net, ne permet pas une bonne lecture de ce document aujourd'hui disparu.

Les résultats des fouilles récentes

C'est en 1959 que G. Trécolle a repris des fouilles dans le talus placé en contrebas du grand-abri, à partir des parois effondrées de la tranchée Mirande sur quelques m².

Stratigraphie

Sous un revêtement sablo calcaire appartenant à d'anciens déblais de carrière (chape) a été observée la stratigraphie suivante :

C- Sable argileux brun gris, concrétionné, pauvre en éboulis et en granules (ép. : 15-20 cm).

C1- Sable limoneux brun gris foncé à passées charbonneuses et éboulis de faibles dimensions relativement émoussés. Cette couche plus riche en granules calcaires que la précédente, renferme des concrétions dans sa partie supérieure et apparaît plus thermoclastique vers sa base. Trois lignes cendreuseuses noirâtres lenticulaires y ont été individualisées (F2, F3, F4), (ép. totale : 87 cm).

C2- Sable limoneux brun gris à éboulis altérés et granules calcaires friables, (ép. : 13 cm).

C3- Sable limoneux brun foncé, à éboulis relativement altérés et granules friables, reposant par endroits sur l'argile stampienne du substratum et qui renferme trois lignes cendreuseuses (F5, F6, F7).

C4- Cette couche cryoclastique localement représentée entre C3 et le substratum renferme des éboulis peu volumineux relativement émoussés associés à des granules calcaires dans une matrice sablo-limoneuse brun gris.

L'étude sédimentologique de cette séquence²⁹ a permis de reconstituer l'évolution paléoclimatique qui a présidé à la mise en place des dépôts. Cette étude ponctuelle, très préliminaire mériterait d'être complétée par des analyses étendues à d'autres secteurs du gisement. Nous en rappellerons cependant les résultats essentiels avec les réserves qui s'imposent.

Enrichie en argile au contact du substratum stampien, la couche 4 cryoclastique, témoigne de conditions froides et légèrement humides se dégradant ensuite lors du dépôt de la base de C3. Un épisode plus tempéré et plus humide se manifeste au sommet de cette dernière entraînant une illuviation des carbonates dans les niveaux sous-jacents localement concrétionnés. La couche 2 témoigne de conditions plus rigoureuses responsables d'une reprise des phénomènes de gélivation. Ces conditions semblent persister au début du dépôt de C1, suivies d'une amélioration climatique et d'un accroissement du taux d'humidité tandis que la cryoclastie régresse. Elles précèdent une nouvelle détérioration climatique avec apparition d'un épisode plus rigoureux entraînant l'apparition de plaquettes de gel. Pauvre en éboulis et très concrétionnée, la couche C reflète des conditions plus douces devenant progressivement plus humides. Cette amélioration climatique annonce probablement le Bölling, tandis que le Pré-Bölling pourrait se placer au sommet de C1. Nous disposons de trois résultats de datations C14 qui indiquent que la séquence se place dans le Dryas ancien :

Couche C GIF 6037 : 14100 +/-160 BP
Couche C2 GIF 5478 : 15300 +/-410 BP
Couche C4 GIF 5479 : 16200 +/-600 BP

Les résultats d'une étude palynologique effectuée par M. -M. Paquereau³⁰ vont dans le sens de cette hypothèse de datation. Dans C4 et C3 base la flore arbustive est peu importante, dominée par la Pin sylvestre et le Saule accompagnés de quelques pourcentages de Noisetier et sporadiquement de l'Aulne et du

28. G. Malvesin-Fabre et F. Prat, 1956.

29. M. Lenoir, 1970.

30. M. Lenoir et M.-M. Paquereau, 1986.

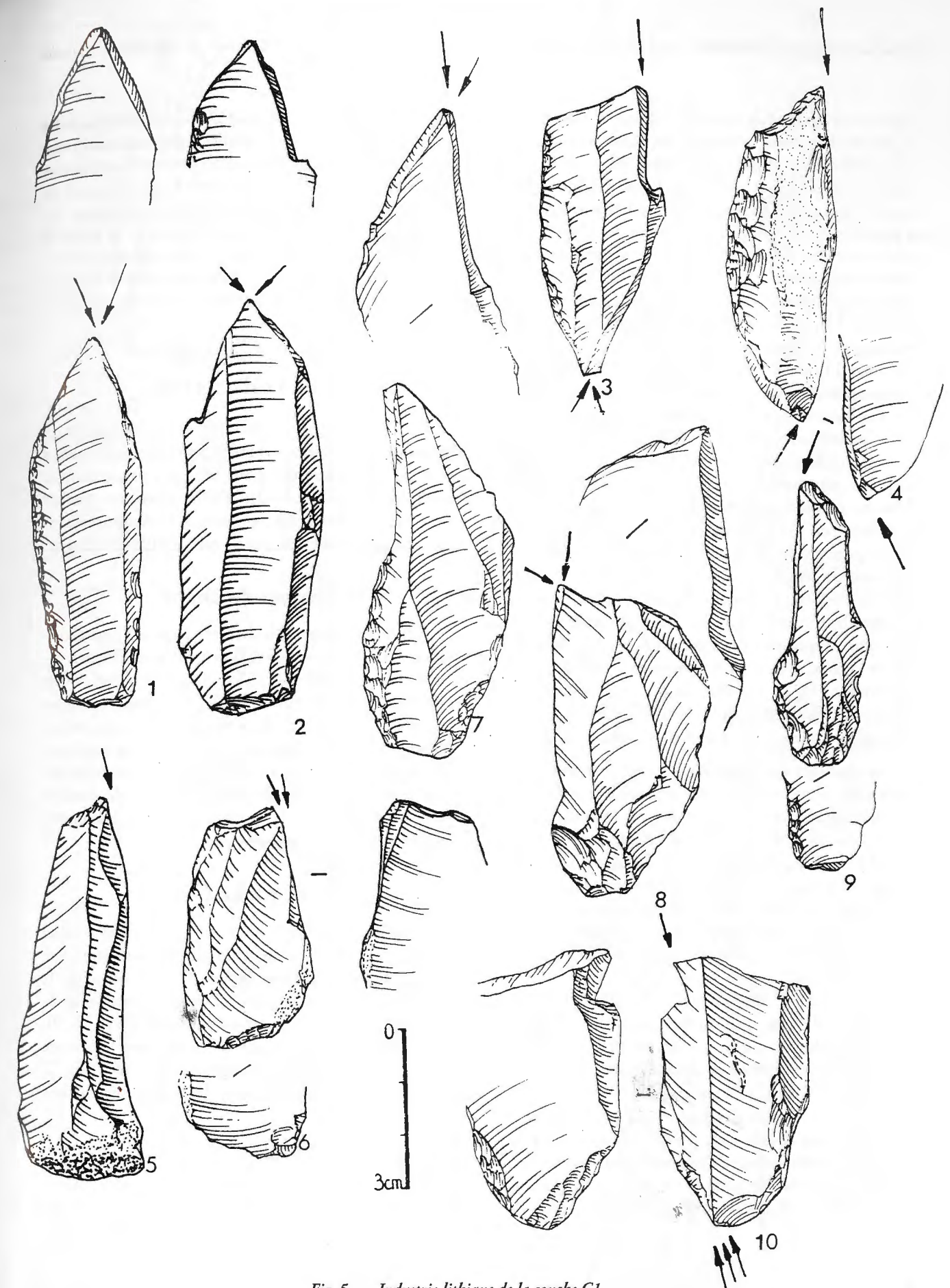


Fig. 5. — Industrie lithique de la couche C1.

Chêne avec des taux de boisement compris entre 16 % et 20 %. La strate herbacée est dominée par les Graminées et l'ensemble de Composées, outre la présence d'autres Héliophiles (Crucifères, Chénopodiacées, Polygonacées, Urticacées). Dans C4, surtout dans sa partie inférieure, sont représentées des Cypéracées tandis que des éléments steppiques apparaissent en faible pourcentage à la base de C3 (*Helianthemum*, *Gallium*, *Armeria*). Dans C3, C2 et la partie inférieure de C1, les flores polliniques sont très pauvres en éléments forestiers avec des taux de boisement compris entre 11 % et 12 % seulement. Le Pin sylvestre et quelques rares bouleaux sont les seuls éléments arbus-tifs. Les Herbacées très nombreuses comprennent essentiellement un ensemble d'Héliophiles caractérisées par le grand développement des Composées cichoriées outre de nombreux éléments steppiques (*Helianthemum*, *Galium*, *Armeria*, *Ephedra*). Dans la partie supérieure de C1 et dans la couche C les spectres polliniques révèlent un certain changement dans la composition des flores. Dans C1 et la base de C, la strate herbacée est fortement dominée par les *Artemisia* qui remplacent les Cichoriées. Les autres Héliophiles et les types steppiques demeurent nombreux. Au sommet de la couche C, le taux de boisement se relève très légèrement (14-15 %) avec de plus nombreux pins sylvestres, bouleaux et saules tandis que les herbacées steppiques régressent un peu et que disparaît *Ephedra*.

Les résultats de l'étude de la faune ³¹ témoignent clairement de conditions très rigoureuses et steppi-ques qui régnerent sur l'Aquitaine au cours du Dryas ancien, avec peut-être un léger accroissement de l'hu-midité en C2 se traduisant par le développement du Renne. Le groupe de milieu ouvert non arctique do-mine largement tout au long de la séquence suivi par le groupe de milieu ouvert arctique tandis que les formes de forêt sont presque inexistantes. L'Antilope saïga constitue l'essentiel de la faune et l'étude biométrique de ses restes suggère l'existence à Saint-Germain-la-Rivière, d'un animal un peu plus grand dans l'ensemble que celui du Roc de Marcamps. Les restes de Renne semblent pour la plupart appartenir à un Renne de Toundra de petite taille tandis que ceux de grands bovidés paraissent presque exclusivement attribuables au Bison. Le matériel se rapportant au Cheval a permis de reconnaître une sous-espèce très proche de la forme de Solutré *Equus caballus gallicus*. Les couches C3, C2, C1 ont livré quelques restes de

Cerf et l'on note la présence d'*Equus hydruntinus* dans C3 et C1. Chevreuil et Sanglier sont totalement absents. Les associations fauniques sont très semblables d'un niveau à l'autre et suggèrent l'appartenance de cet ensemble stratigraphique à une même phase cli-matique. Toujours d'après les données de la faune ³² la couche C3 semble se rapporter à un habitat perma-nent tandis que C2 et C1 témoignant d'une occupa-tion étalée de la fin de l'automne à la fin du prin-temps.

Les industries

L'industrie lithique des différents niveaux est en presque totalité faite sur du silex noir sénonien à cortex plus ou moins usé qui pour majeure partie semble avoir été recueilli dans des dépôts alluviaux, parfois peut-être proches d'affleurements. Ces silex pourraient provenir des basses terrasses du système Isle-Dordogne.

Niveau de chape

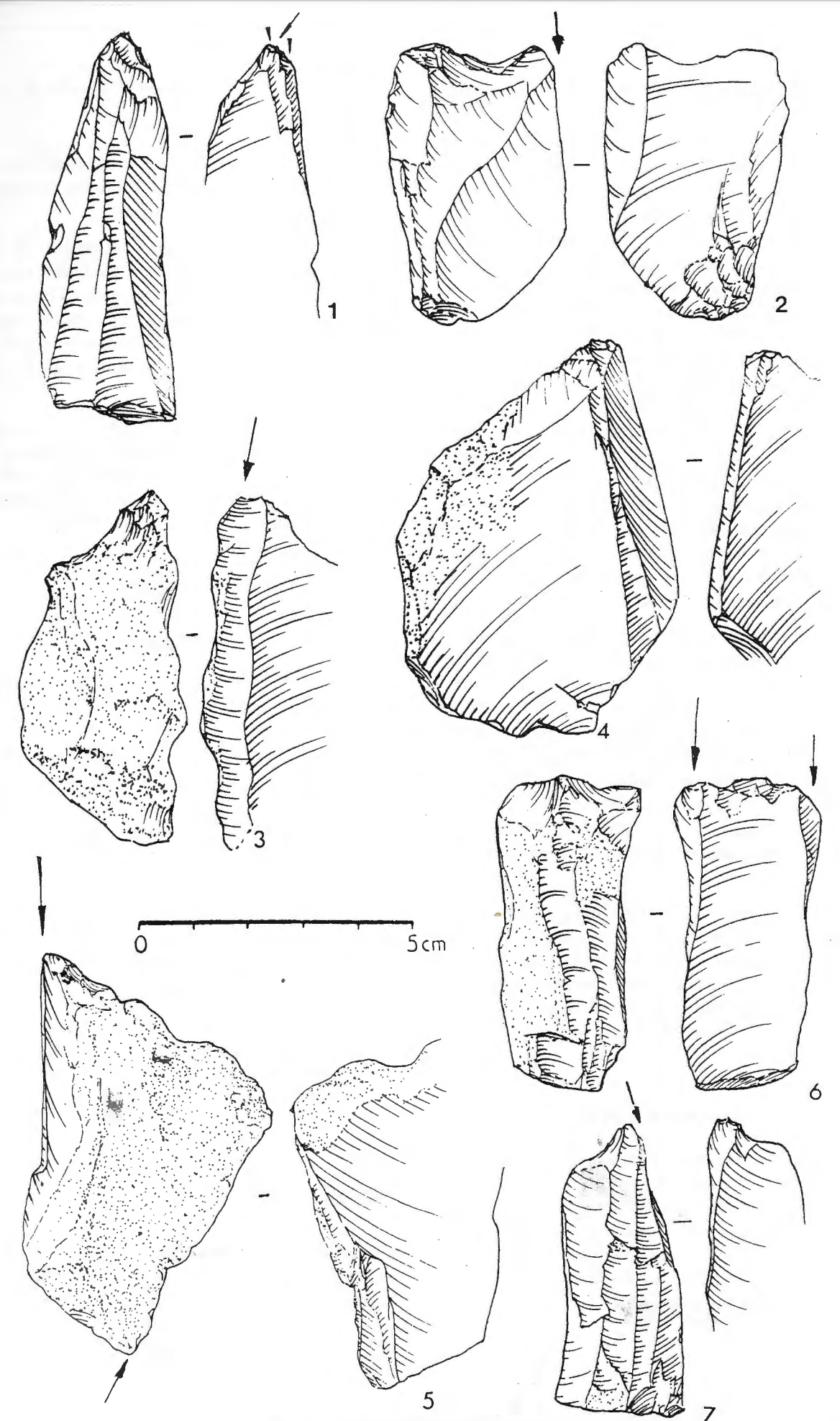
L'industrie recueillie dans le chape est peu abon-dante (20 outils seulement) et provient d'autres ni-veaux par remaniement. L'outillage est constitué de grattoirs sur lame pour la plupart fragmentaires, d'un burin dièdre sur éclat, d'un fragment de lame retou-chée sur un bord, d'une lame à coche et de quelques microlithes dont une lamelle scalène. L'ensemble est associé à des produits de débitage et des déchets de taille : lames et lamelles pour la plupart fragmentai-res, éclats bruts, chutes de burins.

Couche C

L'outillage lithique plus abondant (508 outils) comporte des grattoirs pour la plupart sur lame, par-fois retouchée et à front ogival (IG : 8, 66 ; fig. 1, n° 1-3). Un exemplaire double est en éventail (fig. 1, n° 1). Il s'y ajoute des grattoirs-burins (fig. 1, n° 7, 9), des burins (IB : 4, 13) sur pièce support laminaire trapue. Ce sont des burins dièdres (fig. 1, n° 5 ; fig. 2, n° 2, 3, 5), parfois multiples, des burins sur cassure

31. L. Ouzrit, 1986.

32. L. Ouzrit, *op. cit.*



(fig. 2, n° 4), des burins d'angle sur troncature (fig. 1, n° 4 ; fig. 2, n° 1). Cette série comporte deux perçoirs et deux becs, dont un sur lame tronquée (IP : 0, 78). Les lames retouchées sont bien représentées (IL ret. : 5, 11) et portent une retouche bien nette, parfois écailleuse, elles sont accompagnées de quelques lames tronquées et de lames à retouche irrégulière discontinue ou partielle. Les outils divers (IOD : 3, 54) comportent des pièces à encoche sur éclat ou sur lame, des denticulés sur éclat et trois raclettes atypiques. Les microlithes sont abondants (IM : 68, 70 ; fig. 2, n° 6-10 ; fig. 16, n° 1-7) avec surtout des lamelles à dos épais (fig. 16, n° 2-7), pour la plupart fragmentaires, des lamelles à dos tronquées dont un exemplaire denticulé et de nombreuses lamelles scalènes (fig. 2, n° 7, 8, 9, des lamelles à dos denticulées (fig. 2, n° 6, 10 ; fig. 16, n° 1)) et des lamelles denticulées, outre quelques lamelles à coche, des lamelles tronquées et des lamelles à fine retouche directe.

Cette industrie est laminaire et lamellaire. Le débitage laminaire est de bonne facture avec présence de nucléus prismatiques à un ou deux plans de frappe, des nucléus globuleux ou informes. Parmi les lames on note la présence de lames à crête accompagnées de lamelles à crête et de tablettes de ravivage. Les éclats corticaux sont abondants de même que les petits éclats de retouche, outre l'existence de quelques chutes de burins. Les roches autres que le silex ont été peu exploitées et sont surtout représentées sous forme de débris.

L'industrie osseuse comporte des aiguilles (deux exemplaires dont un douteux), des sagaies pour la plupart fragmentaires dont une portion mésiale de sagaie à rainure, des baguettes, quelques os portant des traces de façonnage (os rainuré, os poli) et en ce qui concerne la parure, il y a une incisive de renne percée à la racine.

Interface C/C1

Les objets recueillis à l'interface de ces deux couches et ne pouvant recevoir une attribution stratigraphique précise ont fait l'objet d'un inventaire donné en annexe. L'outillage comporte des grattoirs et des burins sur lame au sein desquels dominent les burins dièdres. Les lamelles à dos abondent avec surtout des lamelles à dos épais parfois denticulées, des

lamelles scalènes avec quelques exemplaires denticulés, des lamelles ronquées et des lamelles denticulées, quelques lamelles à fine retouche.

Les produits de débitage et les déchets de taille traduisent un mode de débitage laminaire et lamellaire avec présence de lames et lamelles à crête, d'entames et d'éclats corticaux, de tablettes de ravivage, de flancs de nucléus. Les nucléus sont globuleux, informes, primatiques dont plusieurs prismatiques à lamelles faits sur éclats.

L'industrie osseuse comporte des fragments d'aiguilles, une sagaie à double biseau et plusieurs fragments, des baguette en bois de renne, une portion de bois de renne incisé, des fragments d'os portant des traces de façonnage, de poli ou des stries.

Les éléments de parure sont constitués de trois incisives de renne percées à la racine.

Couche 1

Cette couche a livré un outillage lithique abondant (711 outils) et de nombreux produits de débitage et déchets.

Les grattoirs dominent les burins (IG : 9, 14 ; IB : 6, 18) avec surtout des grattoirs sur lame (fig. 3, n° 2-4 ; fig. 4, n° 1, 2, 3, 8-10) souvent retouchée (fig. 3, n° 1, 5 ; fig. 4, n° 1, 5, 11) dont quelques exemplaires à front ogival, des grattoirs doubles (fig. 4, n° 6), des grattoirs sur éclat (fig. 4, n° 15).

Les outils composites sont surtout représentés par des grattoirs burins (fig. 3, n° 6, 7 ; fig. 4, n° 7), outre un grattoir-bec (fig. 4, n° 12) et un burin sur lame tronquée.

Parmi les burins, les burins dièdres parfois multiples (fig. 3, n° 9 ; fig. 4, n° 13, 14 ; fig. 5, n° 1, 2, 7, 8) sont presque à égalité avec les burins sur troncature retouchée (fig. 5, n° 5, 6, 9 ; fig. 6, n° 1, 2, 3, 6, 7) parfois multiples (fig. 6, n° 6) outre la présence de burins multiples mixtes (fig. 3, n° 8, fig. 5, n° 4, 10 ; fig. 6, n° 5) et de quelques burins transversaux sur pan naturel ou sur retouche.

Perçoirs et becs sont peu abondants (IP : 0, 84). Outre plusieurs lames à retouche partielle ou discontinue, ce niveau a livré plusieurs lames retouchées (IL ret : 5, 48) à retouche bien marquée parfois écailleuse

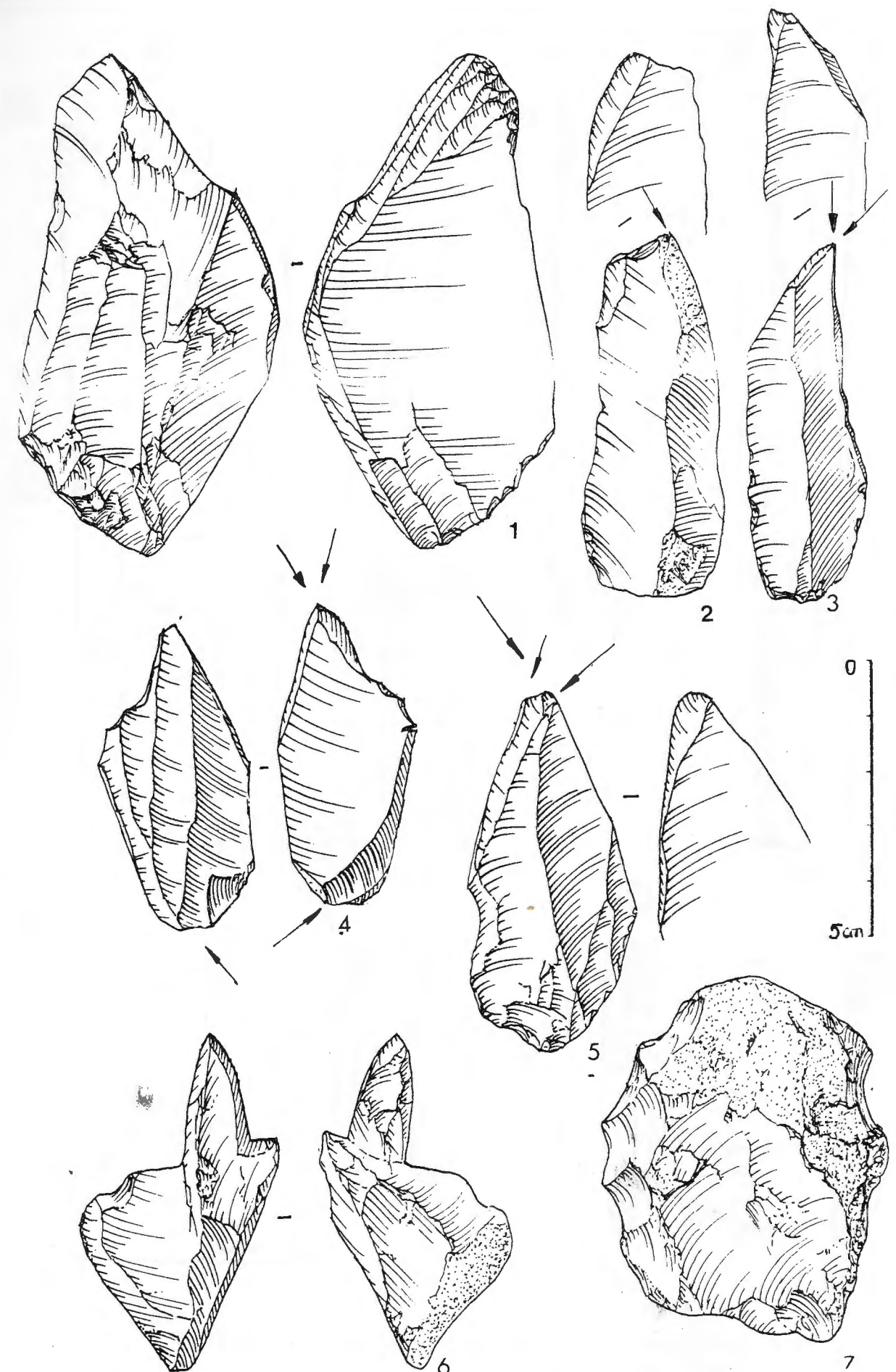


Fig. 7. — Industrie lithique de la couche C1.

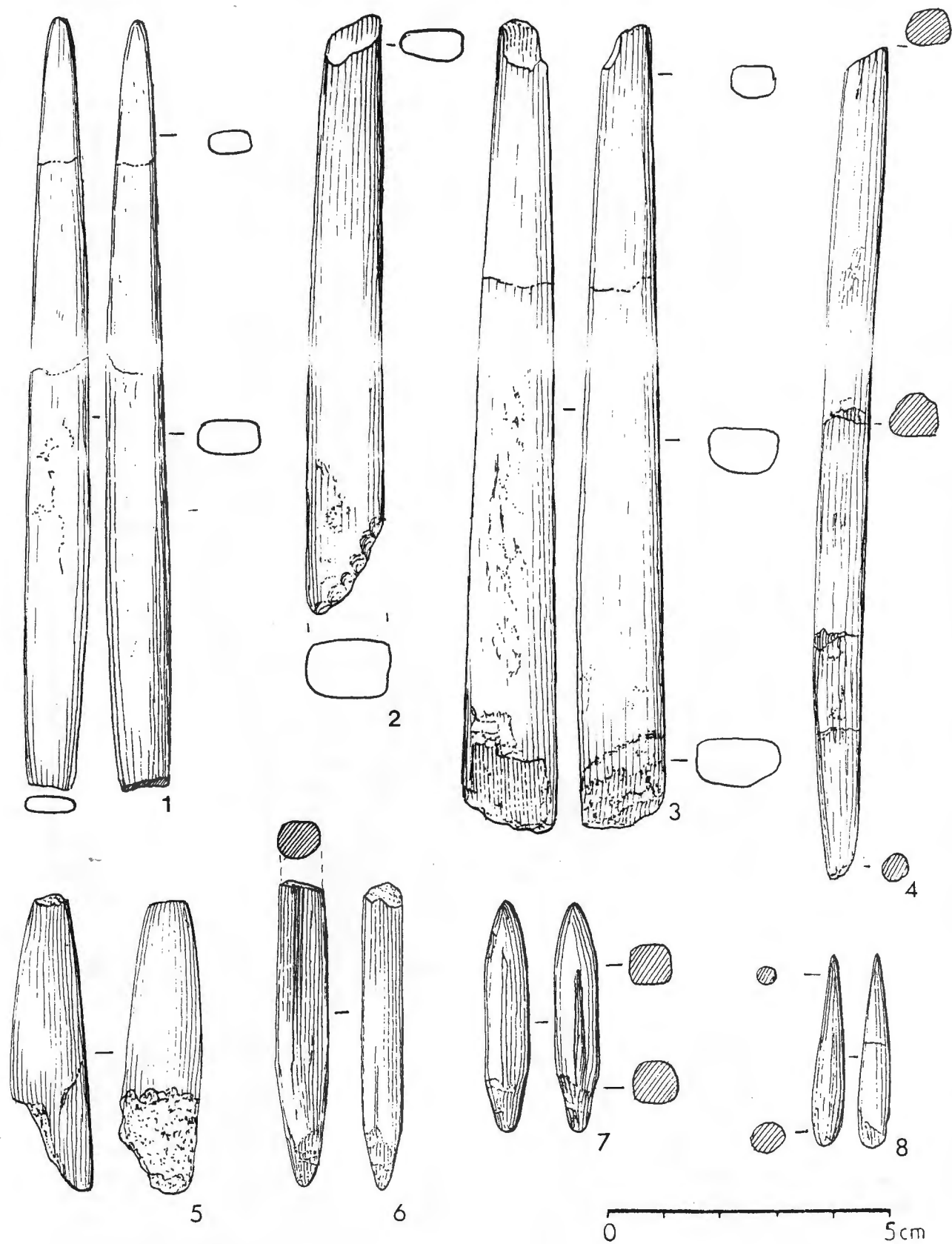


Fig. 8. — Industrie osseuse : n° 1, n° 2 C1/C2, 3, 5. : couche C1 ; n° 4, 8 : couche C2 ; n° 6, 7 : couche C3.

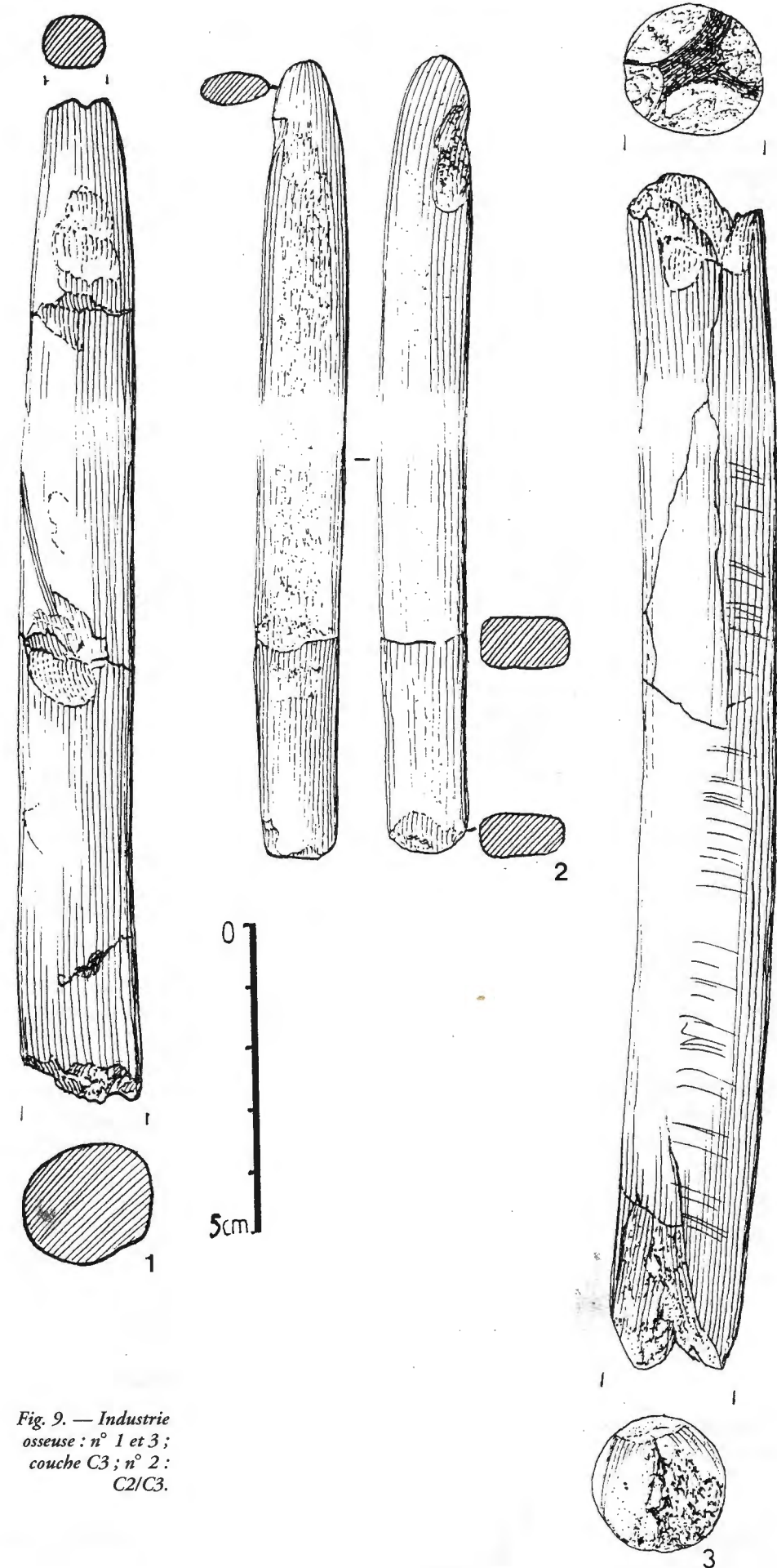


Fig. 9. — Industrie osseuse : n° 1 et 3 ;
couche C3 ; n° 2 :
C2/C3.

et parmi lesquelles dominent les lames à retouche unilatérale. Les lames à dos sont rares (6 exemplaires) et les outils divers comportent surtout des pièces à encoche et des denticulés.

Les lamelles à dos sont bien représentées, pour la plupart à dos épais et fragmentaires (IM : 66, 80) avec de nombreuses lamelles scalènes (55 exemplaires, fig. 16, n° 10, 11) parfois denticulées (deux exemplaires), des lamelles à dos tronquées (14 exemplaires dont deux denticulés), quelques lamelles à fine retouche directe, une lamelle denticulée, une lamelle à retouche inverse, trois lamelles à coche.

Les caractéristiques du débitage de cette couche sont identiques à celles de la précédente. Les produits de débitage et les déchets de taille abondant et traduisent parfaitement un mode de débitage laminaire et lamellaire avec présence de lames et de lamelles à crête, de tablettes de ravivage de plans de frappe. Les lames sont en majorité fragmentaires et les exemplaires entiers sont de dimensions modestes. Parmi les nucléus, plusieurs sont prismatiques et associés à des nucléus globuleux, informes ou inclassables. Les chutes de burins sont nombreuses (137 exemplaires) avec plusieurs recoupes.

Comme dans la couche C, les roches autres que le silex ont peu été exploitées et sont représentées par des galets entiers ou fragmentaires.

L'industrie osseuse (fig. 8, n° 1, 3, 5) comporte des aiguilles à chas, des sagaies pour la plupart fragmentaires et à section ovale dont un fragment de sagaie à rainure, des baguettes, quelques os polis ou portant des traits ou des traces de façonnage.

La parure est constituée par une incisive de renne percée et une petite perle en stéatite. Un petit oursin percé outre des fragments de pecten et un fossile indéterminable.

Interface C1/C2

De même que pour le passage C/C1, plusieurs objets ont été recueillis à l'interface C1/C2 et ne peuvent recevoir une attribution stratigraphique précise et ils font donc l'objet d'un inventaire donné en annexe.

L'outillage comporte des grattoirs pour la plupart simples avec des exemplaires à front ogival, outre deux

grattoirs carénés atypiques et un grattoir à museau. Les burins sont surtout dièdres ou sur cassure, plus rarement sur retouche. Les microlithes sont abondants avec surtout des lamelles à dos épais, quelques lamelles scalènes, quelques lamelles à dos denticulées.

Les produits de débitage et les déchets traduisant un mode de débitage laminaire et lamellaire obtenu à partir de nucléus prismatiques à un ou 2 plans de frappe.

L'industrie osseuse (fig. 8, n° 2) comporte des aiguilles et des sagaies pour la plupart fragmentaires outre quelques fragments d'os polis. Une extrémité de métapode de saïga porte des incisions profondes probablement en relation avec l'extraction d'aiguilles.

La parure est constituée de deux petites perles en os percées. La plus allongée est cassée au niveau de la perforation.

Couche 2

L'industrie de cette couche présente des caractères intermédiaires entre ceux de l'ensemble supérieur (C, C1) et de l'ensemble profond (C3, C4). Cette particularité ne traduit pas un niveau de transition entre deux ensembles bien différenciés mais peut-être un certain degré d'hétérogénéité vraisemblablement imputable à l'absence de niveaux stériles aux interfaces C1/C2 et C2/C3 et à la possibilité de mélanges de vestiges appartenant à différentes occupations.

Cette couche relativement pauvre en vestiges a livré 138 outils. Les grattoirs sont peu nombreux (IG : 5, 07) et pour la plupart sur lame à l'exception d'un grattoir sur éclat et d'un grattoir caréné atypique. Les burins, un peu plus nombreux (IB : 10, 14) sont pour la plupart dièdres ou sur cassure avec également deux pièces nucléiformes où les enlèvements ont été effectués à partir d'un pan naturel. Il y a un bec, quelques pièces tronquées, deux lames à dos, deux racloirs, des pièces à encoche et des denticulés. Des lamelles à dos épais et des microlamelles à dos minces identiques à celles que nous décrirons dans les niveaux inférieurs (IM : 63, 04). Les produits de débitage comportent des lames et des lamelles, mais les éclats épais et corticaux sont mieux représentés que dans les niveaux sus-jacents et les nucléus sont informes, globuleux ou inclassables tandis que les nucléus prismatiques manquent.

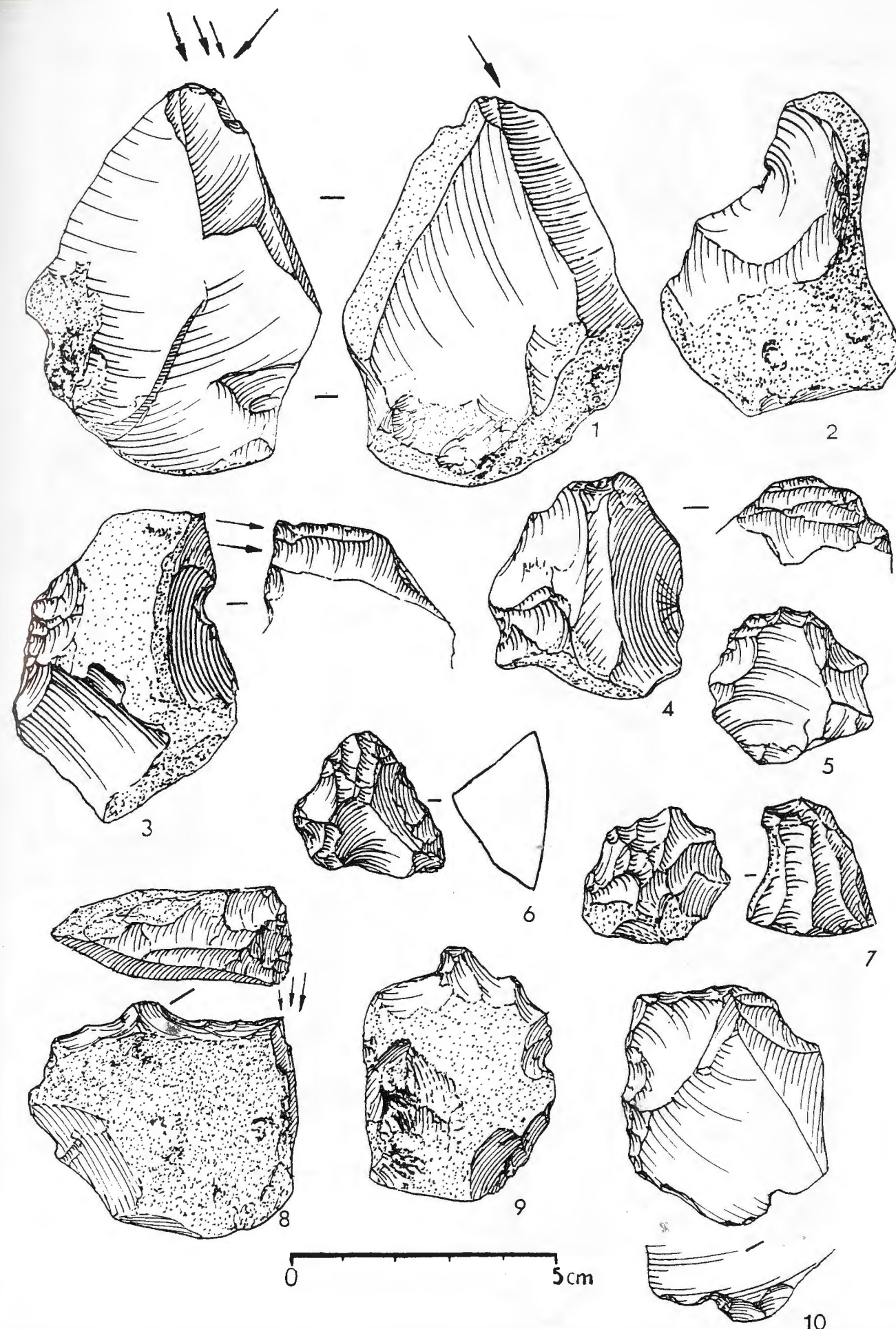


Fig. 10. — Industrie lithique de la couche C3.

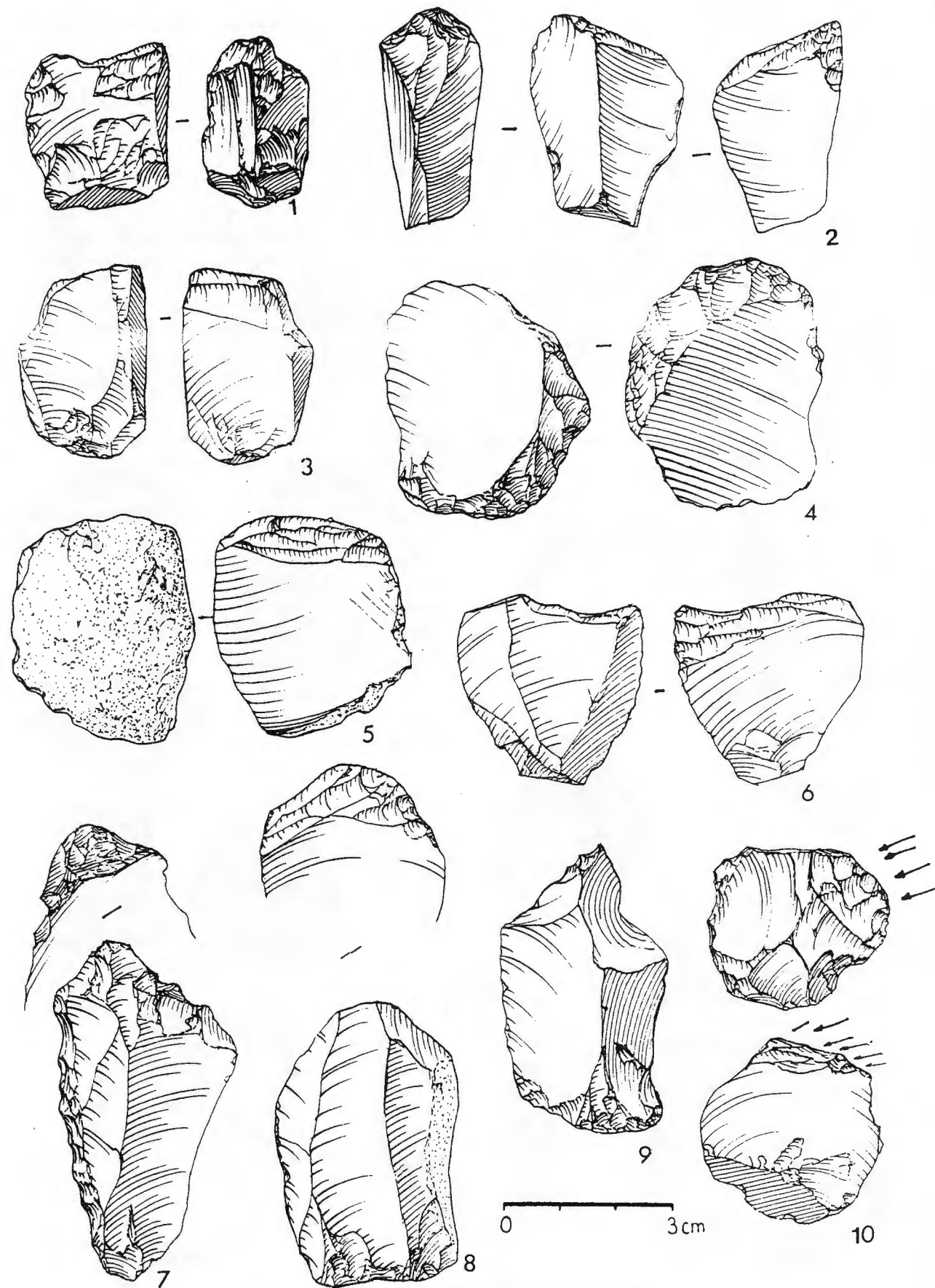


Fig. 11. — Industrie lithique de la couche C3.

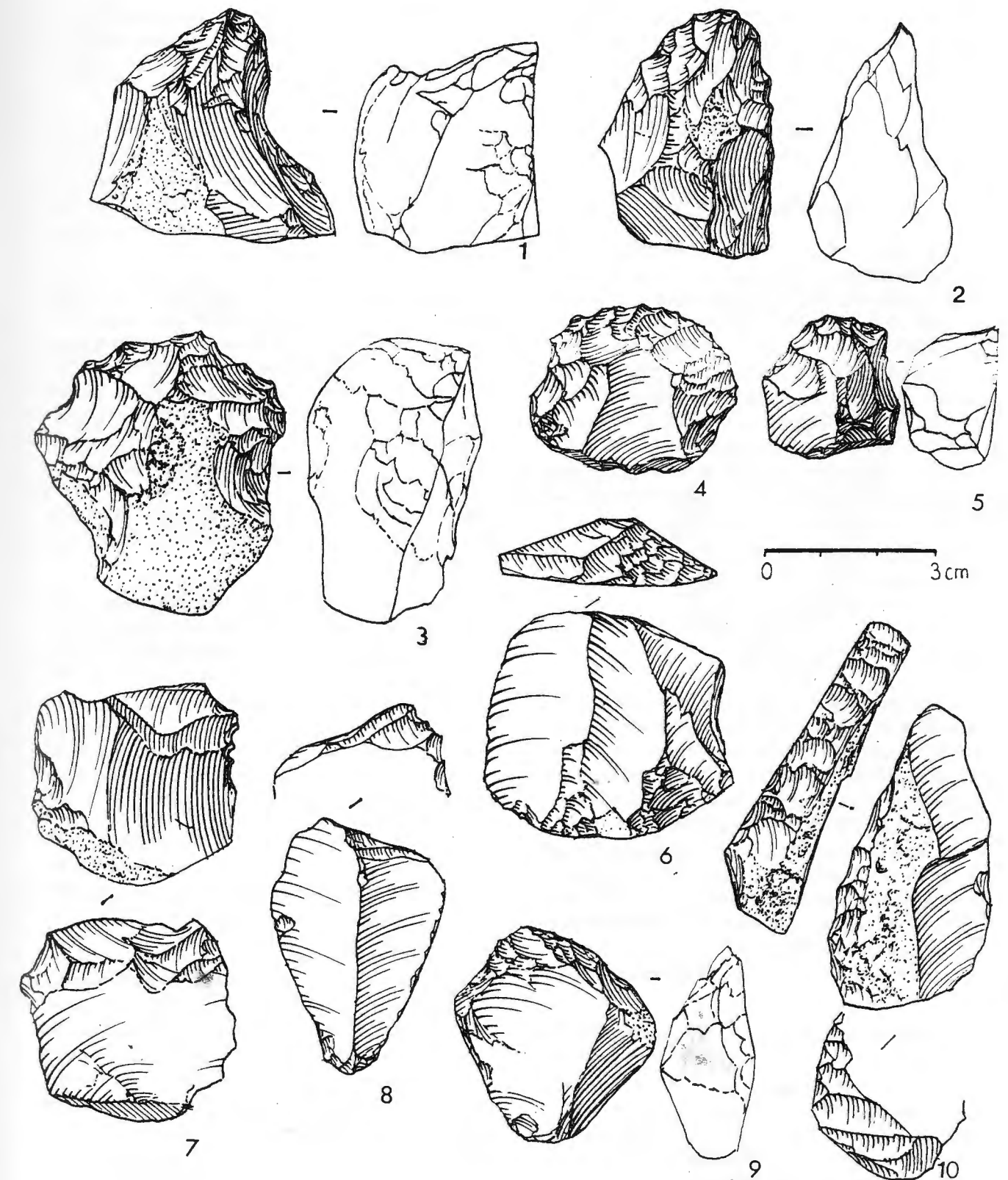


Fig. 12. — Industrie lithique de la couche C3.

L'industrie osseuse (fig. 8, n° 4, 8) comporte des aiguilles, des fragments de sagaies, des poinçons et divers fragments de bois de renne ou d'os façonnés.

La parure est constituée d'une coquille de *Pecten* percée et d'une petite perle en stéatite à double perforation qui imite une incisive de renne.

Interface C2/C3

Pour des raisons évidentes, l'industrie de ce niveau arbitraire montre des caractéristiques intermédiaires entre celles des deux ensembles. Ces caractéristiques concernent l'association de lamelles à dos épais identiques à celles de l'ensemble supérieur (C, C1) et de microlamelles à dos minces typiques de l'ensemble inférieur (C3, C4) outre la coexistence d'outils sur lames et d'outils grossiers sur éclat et la présence parmi les nucléus, de nucléus sur éclat de facture similaire à celle des nucléus des couches profondes. L'industrie osseuse (fig. 9, n° 2) ne se démarque pas de celle de la couche 2.

On note en ce qui concerne la parure la présence d'une incisive de renne sciée à la racine et d'un fragment de *Pecten* paraissant perforé.

Couche 3

Cette couche très riche en vestiges et notamment en industrie lithique (1414 outils), montre de grandes différences avec celles de l'ensemble supérieur (C, C1) dont elle diffère notamment par le mode de débitage riche en éclats épais transformés en nucléus à lamelles, la nature des pièces supports de outils (éclats épais), la structure de l'outillage commun et la facture des microlithes (petites lamelle à dos mince dominantes). Son industrie est identique à celle de la couche C4 sous-jacente et ces deux couches appartiennent à un ensemble bien différent de celui des couches supérieures du talus (C, C1 et dans une moindre mesure C2).

L'industrie de C3 comporte des grattoirs (IG : 7, 14) légèrement moins bien représentés que les burins (IB : 9, 90). Parmi ces grattoirs, rares sont les exemplaires sur lames (4 ex.) tandis que les grattoirs épais sur éclat abondent (fig. 10, n° 5) avec des pièces à front inverse (fig. 12, n° 6) ou alterne (fig. 11, n° 4), plusieurs grattoirs carénés épais (12 ex., fig. 10, n° 6 ; fig. 11, n° 2, fig. 12, n° 1 à 5 ; fig. 12, n° 9) des

grattoirs à museau dont certains passent au bec (fig. 13, n° 3) et de nombreuses pièces nucléiformes avec tous les intermédiaires entre des grattoirs épais et des nucléus à lamelles sur éclat.

Les outils composites sont peu nombreux : 2 grattoirs-burins, un grattoir-troncature, un burin-troncature, perçoirs et becs sont mal représentés, avec surtout des becs, parfois sur nucléus. Un objet associant une troncature à une encoche clactonienne dégage un bec grossier (fig. 11, n° 9).

Les burins sur pour la plupart sur éclat. Ils sont épais, nucléiformes, souvent difficile à séparer des nucléus à lamelles sur éclat ou de grattoirs à front étroit. Il y a des burins d'axe ou d'angle (fig. 13, n° 5), des burins sur cassure ou sur pan naturel, parfois multiples (fig. 13, n° 1), des burins d'angle sur troncature (fig. 13, n° 4), des burins transversaux parfois multiples sur retouche latérale ou sur encoche (fig. 10, n° 3 ; fig. 13, n° 2), outre des pièces nucléiformes que nous rangerions plus volontiers parmi les nucléus à lamelles sur éclat (fig. 11, n° 1, 3, 5, 6, 8, 10 ; fig. 12, n° 1, 7, 8).

Le reste de l'outillage comporte des pièces à dos, où le dos se prolonge parfois par une troncature retouchée (fig. 11, n° 7), des couteaux à dos (fig. 12, n° 10), des éclats et lames tronquées, des fragments de lames retouchées, de nombreux éclats à encoche (fig. 10, n° 2) tandis que les lames à encoche sont rares, des denticulés (fig. 10, n° 9 ; fig. 12, n° 3), quelques racloirs et quelques pièces esquillées, outre de nombreux éclats retouchés ou utilisés.

Les microlithes sont nombreux (IM : 54, 87) surtout représentés par des lamelles à dos de faibles dimensions, le plus souvent à tranchant convexe, à fine retouche marginale directe (fig. 16 n° 12-22).

Les produits de débitage et les déchets de taille sont très abondants. Les lames sont rares par rapport aux lamelles et aux éclats, le plus souvent corticaux et épais souvent transformés en nucléus à lamelles elles même retouchées en petites lamelles à dos minces caractéristiques de cette industrie. Les nucléus sur éclat sont nombreux, avec des nucléus prismatiques, de rares nucléus pyramidaux, des nucléus sur éclat à enlèvement lamellaires transversaux obtenus à partir d'un pan naturel (fig. 11, n° 2, 3, 5, 6, 8, 10 ; fig. 12, n° 7, 8), des nucléus carénés outre quelques nucléus globu-

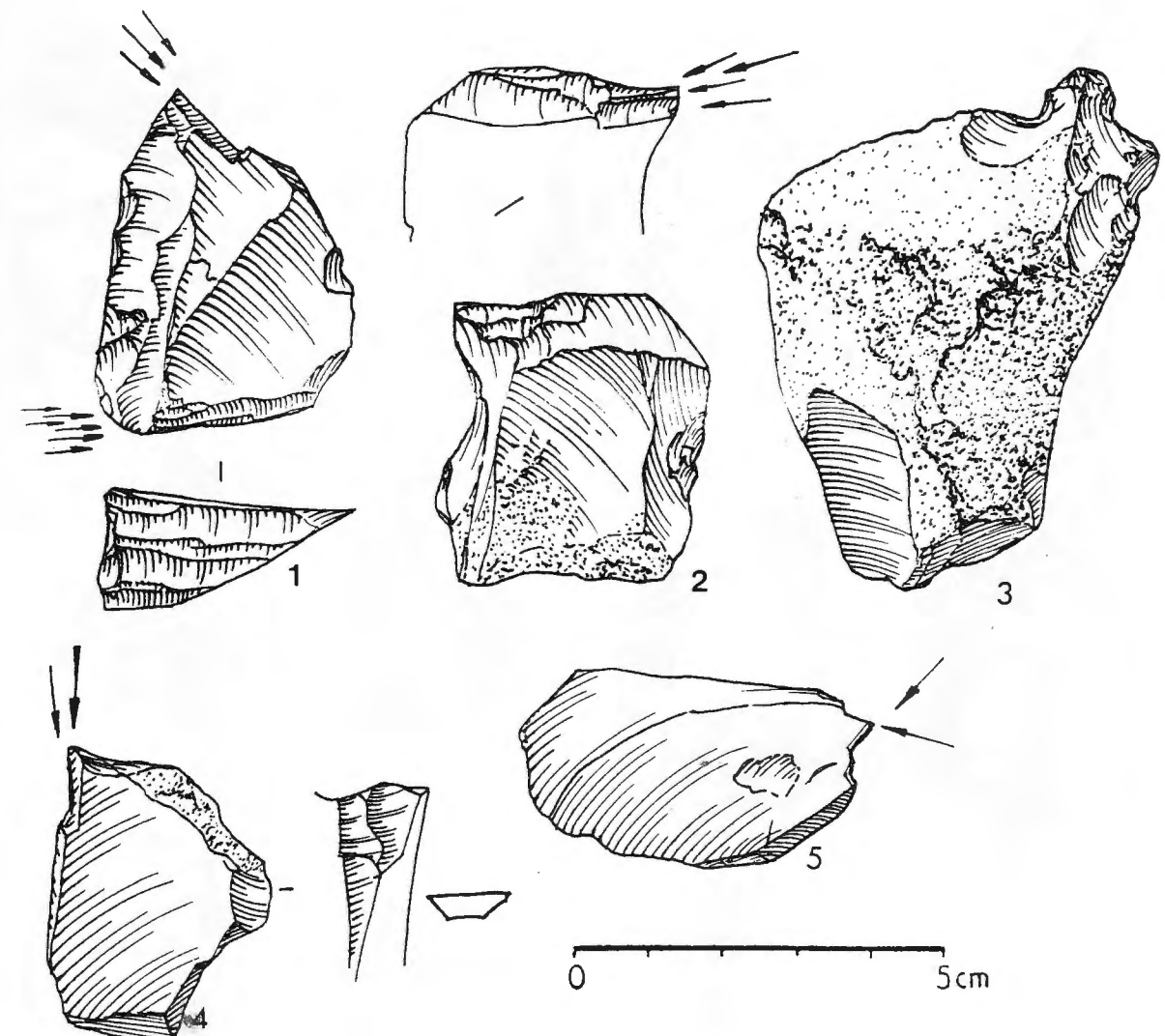


Fig. 13. — Industrie lithique de la couche C3.

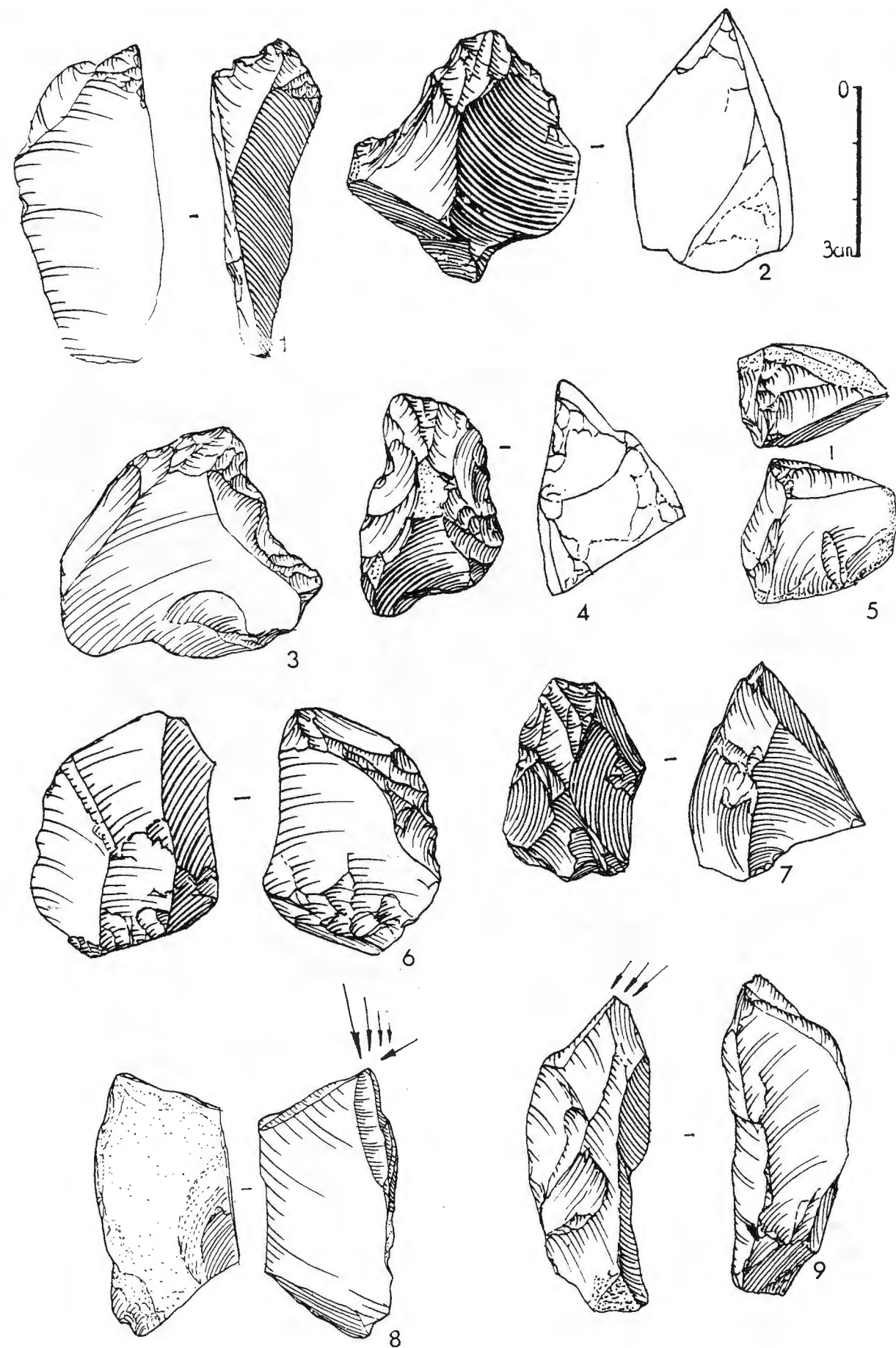


Fig. 14. — Industrie lithique de la couche C4.

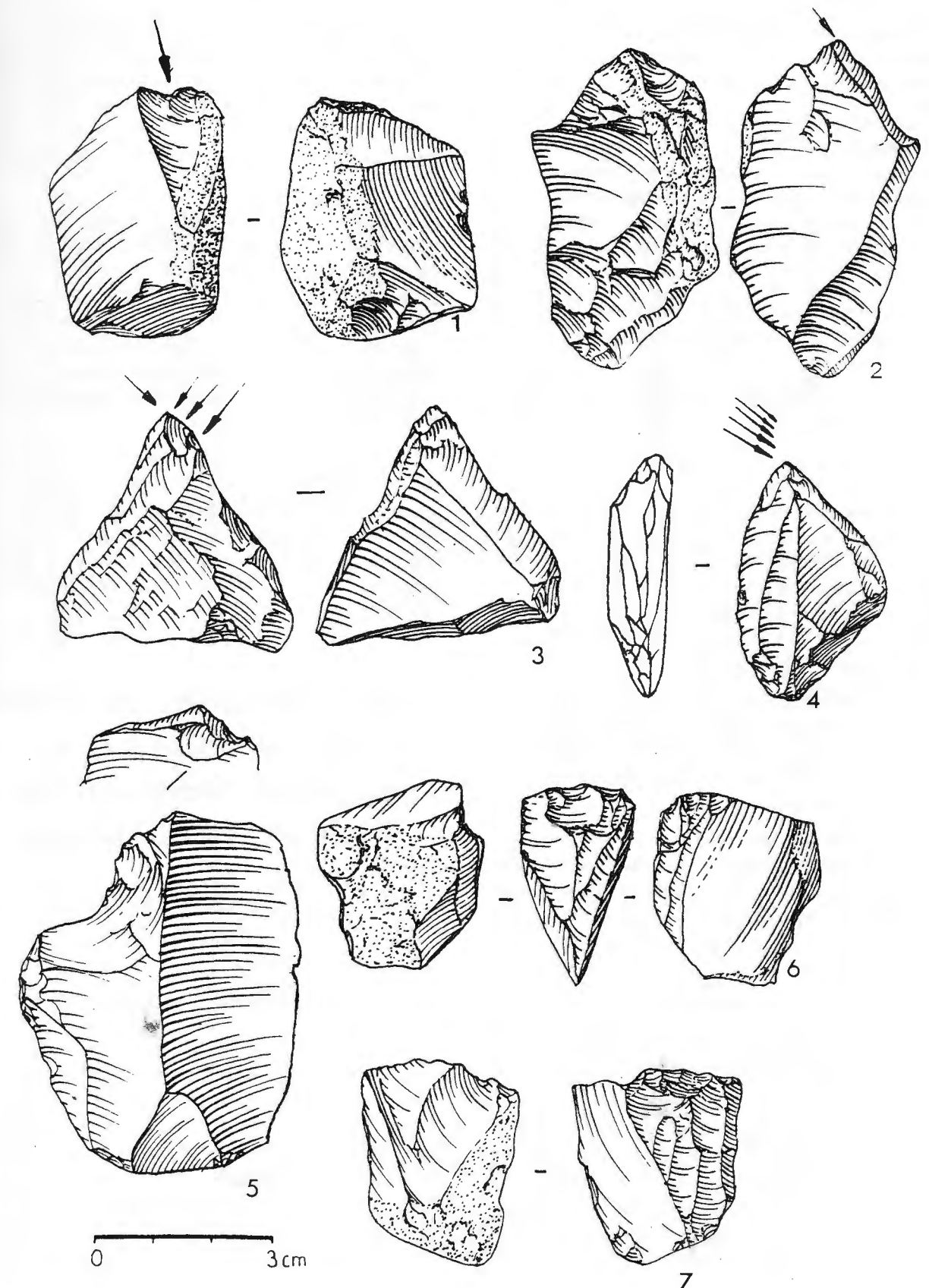


Fig. 15. — Industrie lithique de la couche C4.

leux, informes ou inclassables. Cette industrie compte également de nombreuses chutes de burins parmi lesquelles dominent les chutes de ravinage.

L'industrie osseuse (fig. 8, n° 6, 7 ; fig. 9, n° 1-3) comporte des aiguilles dont un fragment à chas, une sagaie courte à rainure, des portions mésiales ou distales de sagaies dont une à rainure, un fragment de bâton percé, quelques fragments d'os polis ou portant des traits gravés, une baguette portant une vague rainure, deux portions de bois de renne sciés.

La parure est constituée d'un petit oursin perforé et de deux petits métapodes vestigiels de renne percés.

Interface C3/C4

Le matériel recueilli à l'interface C3/C4 est abondant et montre les caractéristiques communes aux industries des couches C3 et C4 avec présence de grattoirs épais de style aurignacien, souvent nucléiformes et difficiles à séparer de nucléus à lamelles, de rares outils composites, des burins épais pour la plupart sur éclat, sur cassure ou transversaux sur pan naturel ou sur retouche, quelques éclats et lames tronquées, de nombreuses pièces à encoche et des denticulés épais de rares racloirs et pièces esquillées.

Les produits de débitage comportent de nombreux éclats corticaux épais à talon lisse qui dominent les lames tandis que les micro-lamelles sont bien représentées. Les nucléus sont informes ou prismatiques pour la plupart sur éclat.

L'industrie osseuse comporte des fragments de sagaies et quelques fragments d'os portant des traits ou des polis outre deux éléments de parure (canine de renard commun percée à la racine et petit métapode vestigiel de renne portant un essai de perforation).

Couche 4

Moins abondante que celle de C3, l'industrie de cette couche présente les mêmes caractéristiques d'ensemble.

Les grattoirs sont moins abondants que les burins (IG : 13, 3 ; IB : 20, 45) avec surtout des grattoirs épais d'allure aurignacienne, souvent nucléiformes (fig. 14, n° 1, 2, 7, 4), des grattoirs à museau (fig. 14, n° 3). Les perçoirs et les becs sont peu nombreux (il y a un bec burinant alterne). Parmi les burins, on compte

un burin dièdre d'axe (fig. 15, n° 3) plusieurs burins dièdres d'angle (fig. 15, n° 8), des burins dièdres multiples (fig. 15, n° 2), des burins sur pan naturel (fig. 15, n° 9 ; fig. 15, n° 1 et 4) ou sur encoche, des burins transversaux sur retouche (fig. 15, n° 5) outre plusieurs burins nucléiformes sur pan naturel ou sur retouche.

Le reste de l'outillage comporte des éclats tronqués ou retouchés, un éclat esquillé, deux lames à dos, plusieurs pièces à encoche et des denticulés sur éclat, plus rarement sur lame, une pièce rappelant les pièces de la Bertonne (fig. 14, n° 6) mais qui pourrait être un nucléus à lamelles, de nombreux microlithes (IM : 52, 18) qui sont surtout des lamelles à dos d'un style identique à celles de la couche précédente, à dos mince à retouche marginale convexe.

Les produits de débitage et les déchets traduisant un débitage d'éclats épais souvent transformés en nucléus à lamelles (fig. 14, n° 5 ; fig. 15, n° 6 et 7) tandis que le débitage laminaire est peu développé avec des lames courtes et de facture médiocre. Parmi les chutes de burins on note l'abondance de chutes à dos préparé.

Considérations générales sur les industries de Saint-Germain-la-Rivière et conclusion

Deux grands ensembles s'individualisent donc nettement au sein de cette séquence :

L'ensemble inférieur

Les couches C4 et C3 correspondent à une industrie très peu laminaire (les lames entières et fragmentaires constituent respectivement 1,90 % et 1,80 % de la totalité de l'industrie lithique de C4 et de celle de C3) tandis que les éclats sont nettement plus nombreux (11,31 % et 8,57 %), pour la plupart corticaux avec un grand nombre d'entames. Les lamelles sont relativement bien représentées (11,74 % et 8,89 %) ainsi que les nucléus (2,43 % et 3,63 %). Cette indus-

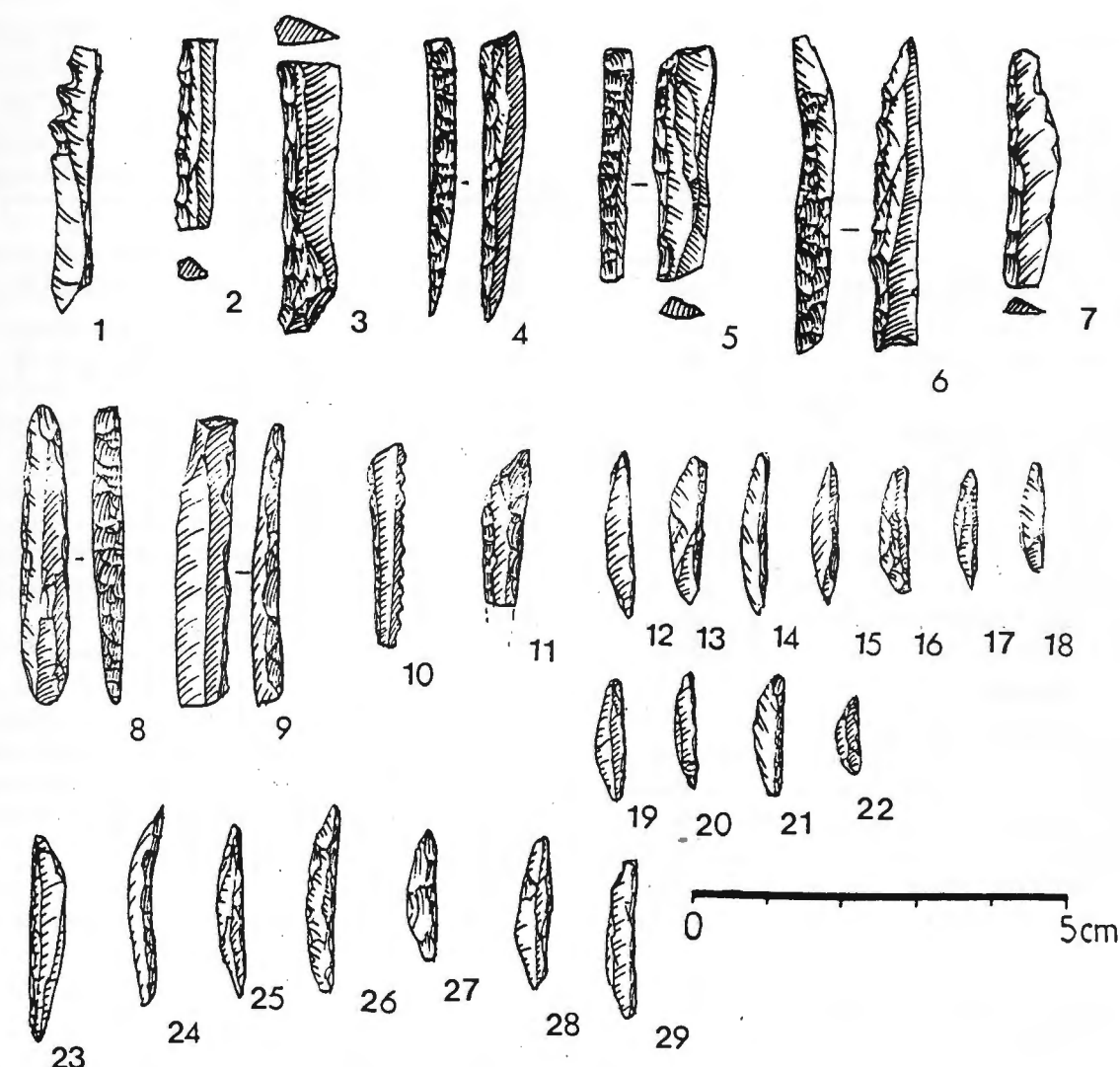


Fig. 16. — Microlithes : n° 1-7 : couche C ; n° 8-11 : couche C1 ; n° 12-22 : couche C3 ; n° 23-29 : couche C4.

	C	C/C1	C1	C1/C2	C2	C2/C3	C3	C3/C4	C4
PRODUITS DIVERS ET DECHETS									
entames		1	2	1		1	4	17	1
tablettes de ravinage	11	15	22			3	7	7	
flancs	2	7	20	3		1	6		
éclats ordinaires	487	598	955	665	480	568	794	1085	378
éclats laminaires	7	33	40	38	13	10	3	14	15
éclats en tranche		18	1	1		1	1		1
éclats à dos cortical						16	9	5	
éclats corticaux	134	189	715	194	220	180	511	439	126
petits éclats corticaux	186	318	728	347	619	145	536	447	22
petits éclats	1156	1372	1949	1203	307	818	2340	2111	461
esquilles	3263	4006	9680	4680	2951	2587	7168	4014	2242
fragments	136	231	494	170	109	42	155	124	28
éclats à crête		3	12	4					
éclats, débris de roches diverses	19	3	19	3				2	
micro-burins	1		1	1			1		
LAMES ET LAMELLES									
lames entières	29	221	604	193	73	58	105	82	22
fragments proximaux de lames	148	344	802	249	56	31	84	53	22
fragments mésiaux de lames	199	304	510	138	67	16	33	36	2
fragments distaux de lames	199	364	639	202	128	24	55	52	21
lames à crête	8	14	13	6		1	6		3
lames à crête à un versant	7	13	49	7					
lamelles entières	328	502	924	340	160	162	1014	815	279
fragments proximaux de lamelles	303	2420	640	229	86	79	263	221	115
fragments mésiaux de lamelles	306	373	696	197	79	56	113	228	20
fragments distaux de lamelles	381	439	677	227	108	51	243	18	108
lamelles à crête	6	3		2			8	1	3
lamelles à crête à un versant	14	10							
CHUTES DE BURINS									
chutes premières	19	2	37	13	2	5	22		13
recoupés	13	12	64	12	12	4	37		4
chutes à bord préparé	9		27	10	6	2	10		34
chutes mixtes	1		4	1			1		
chutes de burins transversaux		1	5		1	1	1		
chutes fragmentaires	2		1						6
NUCLEUS									
nucléus informes	8	2	13	11	21	22	92	40	13
nucléus globuleux	4	9	13		4				
nucléus sur éclats		16		3	3	7	138	24	37
nucléus prismatiques	12	9	38	10	6	15	50	33	10
nucléus pyramidaux				1		5			1
nucléus discoïdes				2		1		1	1
ébauches		1	2	1	6		1		1
débris	11		42	22	16	4	44	6	5
nucléus divers et inclassables		1	8	2	6		39	17	9
VARIA									
oxydes divers	61	33	96	25	5		77	7	17
galets et fragments de galets	7	12	37	1			2		
plaquette de schiste	1								

	C	C/C1	C1	C1/C2	C2	C2/C3	C3	C3/C4	C4
aiguilles	2	3	6	2	4	1	3		2
ébauches de sagaies	1		3	2	2	1	1		1
sagaies complètes		1		1	1	1	2		1
sagaies fragmentaires	10	11	32	12	29	8	50	8	24
baguettes	2		9	2			2		
bâton percé						1	1		
bois de renne scié, incisé ou appointé	1	1	2	1	3	1	2	1	1
compresseur	1								
os travaillés	3	4	8	10	13		4	9	9
os avec traits gravés	1		3		1		2		
lissoir							1		
poinçon			1		3		1		
éléments de parure	1	3	3	2	3	2	3	2	0

trie comporte des éclats à talon lisse épais, de section triangulaire et portant de larges plages de cortex, détachés au percuteur de pierre selon un mode de débitage peu structuré consistant à changer de plan de frappe après chaque enlèvement sans régulariser le bord du nucléus. Ce mode de débitage à première vue peu économique, fournit des éclats épais dont certains sont restés bruts tandis que d'autres ont été retouchés en outils ou ont été transformés en nucléus à lamelle. Les lamelles sont détachées transversalement ou latéralement par rapport à l'axe d'allongement de l'éclat à partir d'un plan de frappe formé par un pan naturel (négatif dorsal ou méplat latéral) ou d'un plan de frappe constitué par une troncature épaisse. Elles sont généralement courtes, larges et irrégulières, à talon lisse et de profil légèrement incurvé, parfois faiblement torse mais cependant sans commune mesure avec des lamelles Dufour. Certaines peuvent être issues du façonnage de grattoirs carénés épais passant pour la plupart à des nucléus. Les plus fines sont transformées en lamelles à dos de type spécial, à dos plus ou moins rectiligne à fine retouche marginale opposée à un bord non retouché convexe.

Cette industrie peu laminaire mais lamellaire, riche en lamelles à dos différant de celles du Magdalénien moyen ou supérieur classiques présente un aspect archaïque résultant de la morphologie des pièces supports. L'outillage y est peu diversifié, riche en pièces à encoche et en denticulés sur éclats associés à des grattoirs épais d'allure aurignacienne. Cette industrie difficile à étudier sur la base des listes typologiques

usuelles par suite de la présence de nombreux outils aux caractères intermédiaires entre ceux de grattoirs, burins épais ou nucléus sur éclats, diffère de celle des couches sus-jacentes du talus (C, C1) ainsi que de celles recueillis lors des fouilles anciennes dans les abris supérieurs. Elle diffère également des industries du Magdalénien ancien à raclettes et des autres faciès du «Badegoulien» par l'absence de perçoirs multiples en étoile, de raclettes et de pièces de la Bertonne typiques, la rareté des burins transversaux et des pièces esquillées. Malgré son aspect frustré qui rappelle un peu celui de l'Aurignacien V et du Magdalénien O de Laugerie-Haute ³³, elle se différencie de ces industries, par l'importance du débitage lamellaire, l'abondance de lamelles à dos d'une type inhabituel dans le Magdalénien, la rareté des burins transversaux et la composition générale de l'outillage. L'industrie de la couche C2 proche par plusieurs caractères de celle des couches sous-jacentes, semble constituer un terme de transition entre les deux ensembles uniquement du à des mélanges imputables à ses limites imprécises.

L'ensemble supérieur

Les couches C et C1 comportent une industrie bien différente de la précédente bien que façonnée dans les mêmes matières premières. Le débitage laminaire est désormais nettement plus développé (23, 55 % de lames dans C et 40 % dans C1) tandis que les lamelles bien représentées ne le sont pas plus que dans l'ensemble inférieur (48, 22 % dans C et 42, 69 % dans C1). Les éclats en moindres pourcentages que précédemment (26, 36 % et 15, 28 %) portent pour un tiers seulement de larges plages de cortex et les entames sont rares tandis qu'apparaissent des lames

33. F. Bordes, 1958 ; D. de Sonneville-Bordes, 1960.

	C	C/C1	C1	C1/C2	C2	C2/C3	C3	C3/C4	C4
grattoir-simple	24	24	32	17	2	2	4		5
grattoir ogival	1	3	6	2				1	
grattoir/ lame ret.	11	12	13		2	1	1		
grattoir ogival/ lame ret	4	2	4						
grattoir sur éclat	2		4		1	2	26	1	4
grattoir nucléiforme				1			34	8	25
grattoir caréné				2	1	3	17	7	11
grattoir à museau ou à épaulement			1			4	27	10	13
grattoir double	2		6	1					
front de grattoir				5	1				
grattoir-burin	3	3	1	3			2	1	
grattoir-bec			1						
grattoir-troncature		2					1		
burin-troncature	1	1							
bec-troncature	1								
burin-bec									1
burin dièdre d'axe	5	2	11	12	1		35	2	1
burin dièdre d'angle		4		5	2	2	5	5	11
burin dièdre multiple	2	2	5	1	2	1	3		1
burin/ cassure ou / pan naturel	5	9		15	3	10	36	5	18
burin multiple / pan naturel							1	1	
burin d'axe / troncature retouchée		3	2	5	1		1		8
burin d'angle/ troncature retouchée	8	5	13	7	1	5	27	1	6
burin transversal/ pan naturel		2	2	4		4	15	1	9
burin transversal/ retouche			3	1		4	1	1	
burin multiple / troncature	2		1				2		7
burin multiple		1	6	1		1	2		
burin nucléiforme					2	3	10	1	26
lame retouchée/ un bord	12	24	24				17		
lame retouchée / deux bords	14	10	15						
lame tronquée	14	13	2	7	6	8	19	5	4
éclat ou lame à ret. partielle	31	19	31	27	2	5	119	11	43
éclat et lame à dos abattu	5		6	3	2		4		3
lame appointée	2	1	2						
pièce à encoche	12	11	16	28	7	6	123	15	22
denticulé	3	6	13	15	9	5	79	21	27
raclette	3		1						
pièce esquillée		2	1	6	1	1	8	2	1
racloir				1	2	2	9	2	1
fragment d'outil indéterminable	4	3					8		1
petite lamelle à dos mince				22	10	3	91	10	64
micro lamelle à dos mince entière					28	16	180	29	60
micro lamelle à dos mince, frag prox				6			414	3	4
micro lamelle à dos mince, frag més.				12			30	1	21
micro lamelle à dos mince, frag distal				30			52	15	74
lamelle à dos épais entière	46	33	90	64		4	1	3	
frag. prox de lamelle à dos épais	23	24	32	22		1		2	
frag. mésial de lamelle à dos épais	156	88	150	85		8			4
frag. distal de lamelle à dos épais	105	61	115	142		26	4		
lamelle à dos denticulée	11	6		2					1
lamelle scalène	42	39	55	12			1		
lamelle scalène denticulée	1	3	2	1					
lamelle à dos tronquée	26	7	12	2			1		
lamelle à dos tronquée et denticulée	1		2						
lamelle tronquée	3	6	2	1					
lamelle à encoche	5		3	1			2		
lamelle denticulée	5	10							
lamelle à retouche inverse		1							
lamelle à retouche partielle		2				1			
lamelle appointée	1								
lamelle à dos pointue									1

et des lamelles à crête, des tablettes de ravivage et des flancs de nucléus à lames ou lamelles. Les nucléus moins nombreux que dans les couches profondes (1,85 % et 2,02 %) comportent des exemplaires prismatiques à un plan de frappe ou à deux plans opposés outre des nucléus informes issus de l'exhaustion de nucléus à lames transformés en nucléus à éclat. Les lames brutes sont généralement courtes et de médiocre facture comparées à celles sélectionnées comme supports d'outils. Les lamelles plus régulières et mieux standardisées que dans l'industrie précédente, montrent des bords et des nervures dorsales parallèles. Bon nombre sont retouchées en lamelles à dos abrupt épais direct.

Par opposition aux couches profondes ou grattoirs et burins sont pour la plupart sur éclats épais avec de nombreux termes de passage entre ces deux groupes d'outils et des nucléus, dans les couches supérieures, les grattoirs qui dominent légèrement les burins, sont portés par de robustes lames à section trapézoïdale plus ou moins épaisse souvent à retouche latérale parfois écailleuse. Leur front est plus ou moins régulier, convexe ou fréquemment ogival. Les burins sont pour la plupart sur lames épaisses de module identique à celles des grattoirs, à retouche généralement marginale, plus rarement nettement écailleuse.

L'industrie osseuse est similaire d'un ensemble à l'autre et elle comporte des outils pour la plupart fragmentaires : aiguilles à chas, sagaies de section ovale ou quadrangulaire parfois à rainure, baguettes et os façonnés).

34. M. Lenoir, 1983.

35. D. Peyrony *op. cit.*

Bien que comparable par ses caractéristiques techno-typologiques aux industries du Magdalénien moyen déjà décrites dans d'autres gisements girondins ³⁴ l'industrie de l'ensemble supérieur s'en écarte cependant par la présence d'un pourcentage notable de lamelles scalènes et de lamelles à dos denticulés. Elle rappelle celle décrite par D. Peyrony ³⁵ dans la couche inférieure du grand abri tandis que la couche fouillée sur la terrasse supérieure paraît avoir livré un matériel nettement différent qui se rattache probablement à un Magdalénien plus récent (présence d'un proto-harpon), mais ces séries plus ou moins mélangées et artificiellement appauvries demeurent peu exploitables.

Les séries recueillies par L. Trécolle dans le talus constituent un matériel d'étude plus fiable malgré quelques imprécisions sur l'appartenance stratigraphique des vestiges situés à l'interface des diverses couches. Les deux ensembles reconnus au sein de cette séquence pourraient traduire la succession dans le gisement de Saint-Germain-la-Rivière au cours du Dryas ancien, de groupes humains de traditions techniques bien différentes. Cependant le particularisme techno-typologique de l'ensemble inférieur pourrait être seulement de nature adaptative, en relation avec des activités spécialisées qui restent à caractériser. Si l'ensemble supérieur malgré quelques traits inhabituels, rappelle assez bien d'autres industries du Magdalénien moyen en Aquitaine, l'ensemble inférieur se singularise à un degré tel que l'on peut douter de son appartenance au Magdalénien à moins qu'il n'en constitue un faciès spécial dont les particularités dérivent plus de facteurs adaptatifs et fonctionnels que de tradition culturelle.

Bibliographie

- Bastin 1945 : Bastin A.-H., «Les lampes paléolithiques de Saint-Germain-la-Rivière (Gironde)», *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, t. 42, p. 34-48, 1 fig.
- Beaune 1987 : Beaune S. A. de, «Lampes et godets au Paléolithique», XXIII^e supplément à *Gallia-Préhistoire*, éd. C.N.R.S., 278 p., 93 fig., 16 pl., 81 tabl.
- Beaune-Romera et Roussot 1982, Beaune-Romera S. de et Roussot A., «Les «lampes» de Saint-Germain-la-Rivière (Gironde)», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais et de la vallée de la Dordogne*, t. L, n° 185, p. 101-109, 4 fig.
- Blanchard 1935, Blanchard R., «Découverte d'un squelette humain à Saint-Germain-la-Rivière», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais*, n° 9, p. 11-18.
- Blanchard 1937, Blanchard R., «Notice sur le fossile humain de Saint-Germain-la-Rivière (Gironde)», Leymarie imp., Montignac, 13 p., 1 photo, 4 pl.
- Blanchard, Peyrony et Vallois 1972, Blanchard R., Peyrony D. et Vallois H.-V., «Le gisement et le squelette de Saint-Germain-la-Rivière», *Archives de l'I.P.H.*, mém. 34, Masson, Paris, 115 p., 37 fig., 13 tabl., 6 pl.
- Bouvier 1967, Bouvier J.-M., «Deux pointes aziliennes de Saint-Germain-la-Rivière (Gironde)», *Rev. Hist. et Archéol. du Libournais*, t. 35, n° 123, p. 9-10, 1 fig.
- Bouvier 1970, Bouvier J.-M., «Bibliographie du gisement de «Pille-Bourse» à Saint-Germain-la-Rivière», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais*, t. 38, p. 56-64.
- Bouvier et Trecolle 1966, Bouvier J.-M. et Trecolle G., «La frise gravée de Saint-Germain-la-Rivière», *L'Anthropologie*, t. 70, n° 5-6, p. 535-540, 1 fig.
- Courty 1957, Courty A., «Gravures sur rocher à Saint-Germain-la-Rivière», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais*, t. 30, n° 83, p. 30.
- Couste 1959 a., Couste R., «Le Paléolithique dans la basse vallée de la Dordogne», *Congrès annuel Ass. des Amis et Nat. de la vallée de la Vézère*, Le Bugue, 12 p.
- Couste 1959 b., Couste R., «Les subdivisions du Magdalénien de la Gironde», *Actes 32^e Congrès des Soc. Savantes*, Bordeaux 1957, p. 27-33.
- Ferrier 1938, Ferrier J., «La Préhistoire en Gironde», *Monnoyer*, Le Mans, 336 p. 31 fig., 85 pl.
- Gambier (1992), Gambier D., «Les Magdaléniens de France», *Actes du Colloque international, Le Peuplement magdalénien*, Chancelade, octobre 1988. Editions du Comité des travaux Historiques et scientifiques, p. 40-51, 2 fig., 1 tabl.
- Gambier, Lenoir (1991), Gambier D. et Lenoir M., «Les vestiges humains du paléolithique supérieur en Gironde», *Bull. Soc. Anthropol. S.O.*, T. XXVI n° 1, 31 p., 7 tabl., 1 carte.
- Garde 1929, Garde J.-A., «La découverte de Saint-Germain-la-Rivière», dans *La Liberté du Sud-Ouest*, 24 Juillet 1929.
- Garde 1934, Garde J.-A., «Inventaire des découvertes préhistoriques faites dans le Libournais (région de Sainte-Foy-la-Grande exceptée)», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais*, n° 6, p. 55-64, 2 fig.
- Garde 1946-1947, Garde J.-A., «La Préhistoire régionale au Musée de la Société Historique et Archéologique de Libourne», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais*, t. 14, 47, 1946, p. 16-20, 4 fig ; t. 14, 48, 1946, p. 47-53, 3 fig. ; t. 14, 49, 1946, p. 71-83, 7 fig. ; t. 15, 50, 1947, p. 7-11, 3 fig. ; t. 15, 51, 1947, p. 34-36.
- Garde 1959, Garde J.-A., «Le Magdalénien dans la basse vallée de la Dordogne», dans *Fédération historique du Sud-Ouest Actes du XI^e Congrès d'Etudes régionales*, Bière imp. Bordeaux, p. 111-122, 2 fig.
- Garde 1969, Garde J.-A., «La découverte du gisement de Saint-Germain-la-Rivière», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais*, t. 37, 132, p. 49-51.
- Genet-Varcin 1979, Genet-Varcin E., «Les Hommes fossiles», *Boubée*, Paris, 408 p., 50 fig., 5 pl.

- Guth, Boeuf, Andrieux, Beden, Flechier, Lejeune et Vedrennes, 1973, Guth C., Boeuf O., Andrieux G., Beden M., Flechier J.-P., Lejeune J. et Vedrennes S., «Le squelette magdalénien de Saint-Germain-la-Rivière», *Annales Scientifiques de l'Université de Besançon, Géologie*, 3^e série, fasc. 18, p. 267-274, 1 fig., 8 photos.
- Lenoir 1970, Lenoir M., «Recherches sédimentologiques concernant quelques gisements magdaléniens de Guyenne occidentale», Thèse 3^e cycle, Bordeaux, 129 p., 144 pl.
- Lenoir 1979, Lenoir M., «Les industries du Paléolithique supérieur terminal des basses vallées de la Dordogne et de la Garonne», dans *La fin des temps glaciaires en Europe*, Colloques int. du C.N.R.S., ed. C.N.R.S., p. 401-423, 12 fig., 1 tabl.
- Lenoir 1982, Lenoir M., «Le Magdalénien de la basse vallée de la Dordogne. Données anciennes et acquises récentes», *Actes XXXIV^e Congrès de la Fédération Hist. du Sud-Ouest, Rev. Hist et Archéol. du Libournais et de la Vallée de la Dordogne*, t. 50, n° 186, p. 121-131, 1 carte.
- Lenoir 1983, Lenoir M., «Le Paléolithique des basses vallées de la Dordogne et de la Garonne», Thèse de Doctorat es Sciences, Université de Bordeaux I, 702 p., 445 fig., 44 tabl., 13 cartes.
- Lenoir 1989, Lenoir M., «Le Magdalénien en Gironde», dans *Le Magdalénien en Europe, Actes colloque U.I.S.P.P.*, Mayence 1987, E.R.A.U.L. 38, p. 253-266, 3 fig.
- Lenoir et Paquereau 1984, Lenoir M. et Paquereau M.-M., «Le Magdalénien et son environnement en Gironde», *10^e Réunion annuelle des Sciences de la Terre*. Bordeaux, Avril 1984, p. 357.
- Lenoir et Paquereau 1986, Lenoir M. et Paquereau M.-M., «Milieux et cultures de la fin du Würm en Gironde», *Arqueologia*, Porto, n° 13, p. 31-65, 10 fig.
- Lenoir et Paquereau 1987, Lenoir M. et Paquereau M.-M., «Aperçu sur le Magdalénien des basses vallées de la Dordogne et de la Garonne», *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, t. 84, 2, Correspondances scientifiques, p. 43-45.
- Le Mort 1981, Le Mort F.E., «Dégradation artificielle sur des os humains du Paléolithique», Thèse 3^e cycle, Université Pierre et Marie Curie, Paris, 207 p.
- Lepront 1929, Lepront R., «Le Libournais préhistorique», dans *La chronique du Libournais*, 21 Juin 1929.
- Lepront et Mirande 1933, Lepront R. et Mirande H., «Le gisement de Saint-Germain-la-Rivière (sa découverte)», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais*, 1, p. 15-18.
- Malvesin-Fabre et Prat 1956, Malvesin-Fabre G. et Prat F., «Sur quelques os ouvrés et ornés de gravures de Saint-Germain-la-Rivière (Gironde)», C.P.F., Poitiers Angoulême 1956, p. 718-722, 3 pl.
- Marmier et Trecolle 1973, Marmier F. et Trecolle G., «Réutilisations successives d'un bâton percé dans le Magdalénien supérieur de Saint-Germain-la-Rivière (Gironde)», *L'Anthropologie*, t. 77, 7-8, p. 767-770, 2 fig.
- May 1986, May F., «Les sépultures préhistoriques. Etude critique», Ed. du C.N.R.S., Paris, 1986, 264 p., 47 pl., 3 cartes, 5 tabl.
- Nicolai 1935, Nicolai A., «La Préhistoire en Gironde en 1934», *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, t. 32, p. 444-448.
- Ouzrit 1986, Ouzrit L., «Recherches sur les faunes du Dryas ancien en Gironde. Le gisement de Saint-Germain-la-Rivière», Thèse de Doctorat en Géologie du Quaternaire, Université de Bordeaux I, 147 p., 44 pl. 158 tabl.
- Prat, 1958, Prat F., «Présence d'Equus (*Asinus*) *hydruntinus* *Regalia* dans les horizons magdaléniens girondins», *Bull. Soc. Préhist. Fr.*, t. 55, p. 322-325.
- Prat, 1968, Prat F., «Recherches sur les équidés pléistocènes en France», Thèse Doctorat es Sciences, Bordeaux, 662 p., 26 p. biblio, 149 fig., 126 tabl.
- Riquet 1959, Riquet R., «La femme magdalénienne de Saint-Germain-la-Rivière», *Revue Hist. et Archéol. du Libournais*, t. 27, p. 65-68, 4 p., 1 fig.
- Sonneville-Bordes 1960, Sonneville-Bordes D. de, «Le Paléolithique supérieur en Périgord», *Delmas*, Bordeaux, 558 p., 295 fig., 64 tabl., 10 cartes.
- Vallois 1971, Vallois H.V., «Le squelette paléolithique de Saint-Germain-la-Rivière et les Gro-magnoïdes magdaléniens», *C. R. Acad. Sc.*, Paris n° 272, p. 2677-2680.

Vallois et Movius 1952, Vallois H.V. et Movius H.L., «Catalogue des hommes fossiles», *XIXe Congrès Géologique International*, Section V, Alger, p. 63-378.

Vaufrey 1935, Vaufrey R., «L'homme magdalénien de Saint-Germain-la-Rivière», *L'Anthropologie*, t. 45, p. 203-204, 1 fig.

La villa gallo-romaine de Larnevaille, à Daignac (Entre-deux-Mers)

par Jean-Luc Piat

L'invention de vestiges gallo-romains sur la commune de Daignac en Entre-deux-Mers (fig. 1) était restée inédite jusqu'en 1993, année où furent mises au jour des substructions antiques près du hameau de Larnevaille. Si cette découverte venait assez tardivement pour une commune qui a été souvent prospectée par de nombreux archéologues depuis plus d'un siècle et demi, c'est sans doute parce que le site dont il est question ici, se trouve assez éloigné du ruisseau de la Canaudonne, petite vallée encaissée qui a attiré depuis les temps préhistoriques jusqu'à aujourd'hui, les principaux sites de peuplement de ce secteur. On peut évoquer parmi les témoignages archéologiques remarquables de cette longue occupation, plusieurs abris sous roche paléolithiques, un monument mégalithique¹, un souterrain refuge médiéval, l'église paroissiale d'origine romane et les deux châteaux de

Curton et de Pressac fortifiés au XIVe siècle. Tous ces sites installés le long de la vallée ont focalisé l'attention des chercheurs et les ont détournés, pour ainsi dire, des localités de la commune situées plus en retrait sur le plateau.

C'est pourtant sur l'un des points hauts du plateau calcaire que s'est installé vers la fin du Ier siècle avant notre ère, un établissement gallo-romain de taille moyenne. L'invention de ces vestiges, effectuée à la faveur d'un profond labour préalable à la plantation d'une nouvelle vigne, n'est pas en soi un fait surprenant. En effet, la densité du peuplement antique révélée sur les communes voisines présageait la probable existence de vestiges gallo-romains sur les 572 hectares que rassemble la commune de Daignac.

Un indice toponymique aurait pu révéler plus tôt la présence de ruines sur les hauteurs du plateau. Il s'agit du lieu dit Larnevaille qui donne son nom au site. Ce toponyme n'apparaît dans les textes qu'à partir du début du XVIe siècle. Il désignait et désigne encore aujourd'hui le hameau situé à une centaine de mètres de l'établissement gallo-romain, dans lequel se trouvait une ferme anoblée au milieu du XVIe siècle².

En fait, le toponyme Larnevaille semble être une déformation du mot gascon «*las murailhas*», terme fort répandu entre les XVe et XVIe siècles pour

1. Un toponyme «Peyrefus» mentionné dans le courant du Moyen Age et encore attesté aujourd'hui sur le plateau avoisinant le site de Larnevaille pourrait signaler l'existence d'un autre mégalithe.

2. Le hameau de Larnevaille regroupe des maisons des XVIe et XVIIe siècles construites en moellons calcaires. Peut-être une partie de ces matériaux proviennent des décombres de l'édifice gallo-romain, mais nous n'avons pu le vérifier précisément. Sur l'histoire de la maison noble de Larnevaille, lire Drouyn (Léo), Un coin de l'Entre-deux-Mers ou étude de mœurs au XVIIe siècle en pays Bordelais, *Revue Catholique de Bordeaux*, 1888.

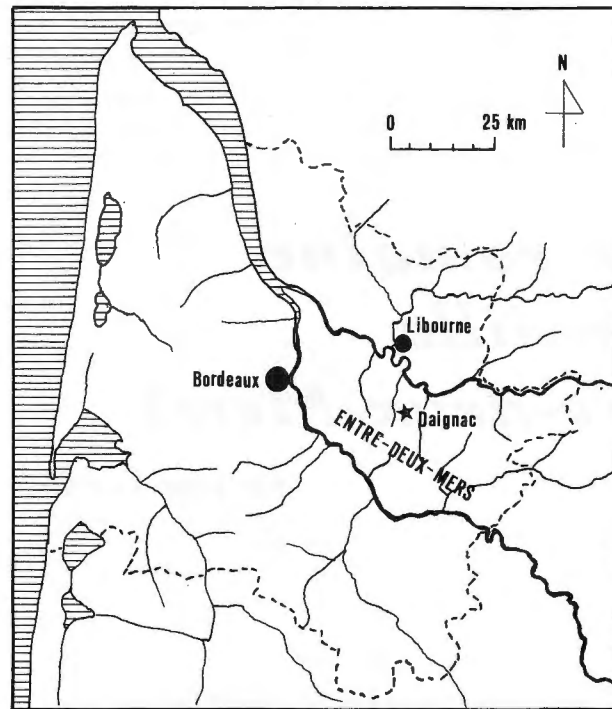


Fig. 1. — Carte de situation.



Fig. 2. — Photographie aérienne oblique des vestiges révélés par le labour (cliché communiqué par G. Levassor).

désigner les ruines de bâtiments ou les vestiges de murs. On peut supposer qu'il s'appliquait sans doute aux substructions gallo-romaines que les paysans du XVI^e siècle ne manquèrent pas de remarquer lorsqu'ils voulurent remettre en cultures ces terres retournées en friches, suite à la désertion très importante que connut cette région au cours de la guerre de Cent Ans.

Cependant, la perspicacité des archéologues et des historiens n'a pas permis de soupçonner l'existence du site avant que les récents labours ne soient effectués. A ce moment, la masse de décombres remontée par la charrue, augurait de la quasi destruction du site. Avant que de nouveaux travaux de terrain n'occultent définitivement les vestiges de cet établissement, il fut décidé, en accord avec le propriétaire du terrain et les autorités culturelles, de pratiquer une intervention archéologique. Cette opération visait à déterminer les phases d'occupation du site, à évaluer les vestiges enfouis épargnés par la charrue et à cerner l'organisation spatiale des substructions.

L'investigation archéologique s'est déroulée en deux temps. D'abord dans le courant des mois de juin et juillet 1993, des repérages ont été réalisés sur et aux environs du site, notamment des prospections au sol et un survol aérien. Ensuite, une fouille archéologique limitée à une dizaine de sondages fut menée en mars 1994 avant que les travaux de plantation ne reprennent.

Modalités de l'intervention archéologique

L'établissement antique est assis sur l'amorce d'une ligne de crête du plateau calcaire qui s'élève à 75 mètres d'altitude à cet endroit. Cette position offre un panorama très ouvert sur l'ensemble des pentes du plateau dont les sols d'argiles de décalcifications s'étalent entre les vallées de la Canaudonne à l'ouest et de l'Engranne à l'est.

Les substructions révélées par la charrue en juin 1993 couvrent environ 2500 m². Cependant, ces débris ne représentent qu'une partie du site antique dont on a pu déceler des prolongements par prospection au sol sur environ un hectare, dans les parcelles de vignes voisines, en direction du sud et de l'est.

Ces repérages ont facilité la compréhension du site et permis de distinguer trois corps de bâtiments sur la parcelle de terre labourée. Mais, ils n'ont cependant pas garanti une reconnaissance satisfaisante du plan de l'établissement. Celui-ci n'a été révélé sommairement qu'à la faveur d'une photographie aérienne oblique prise au cours de l'été 1993 (fig. 2). Ensuite, les sondages archéologiques ont contribué à vérifier les structures enfouies encore en place et à établir un plan hypothétique de la villa (fig. 3)

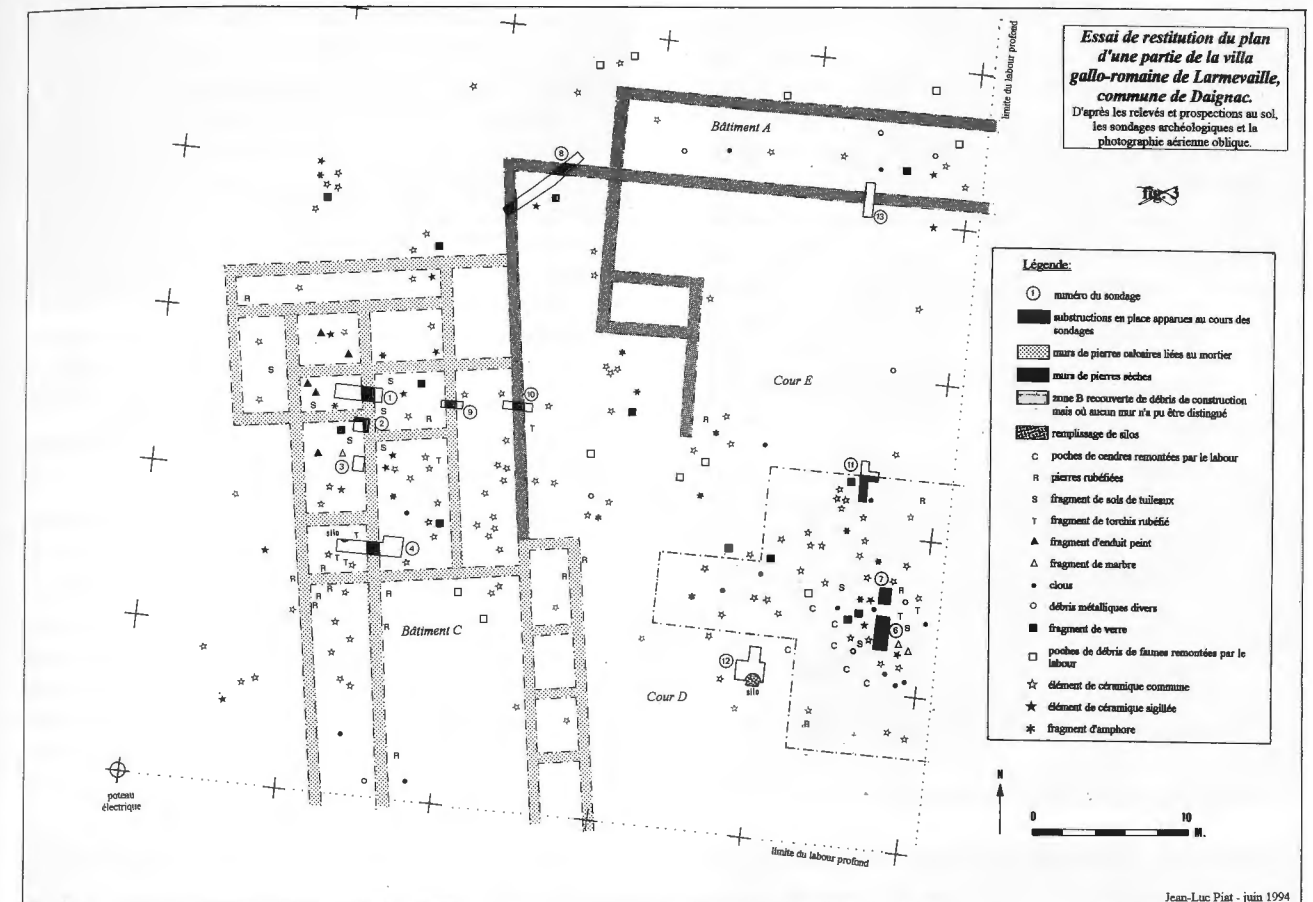


Fig. 3. — Essai de restitution du plan d'une partie de la villa de Larmevaille.

Par ailleurs, les prospections de surfaces aux abords du site, dans les parcelles de vignes voisines, ont permis de localiser les emplacements de plusieurs autres édifices aujourd'hui détruits. Ainsi, nous pouvons signaler les substructions (moellons calcaires, tuiles canal, céramiques des XVI^e-XVIII^e siècles) d'un moulin à vent attesté par la carte de Belleyme au XVIII^e siècle ; d'habitations des XV^e et XVI^e siècles dans les vignes venant longer au nord le hameau de Larmevaille ; et d'une petite construction gallo-romaine (moellons calcaires, fragments de *tegulae*) limitée à une surface de 15 m² et éloignée de 300 mètres de la villa, vers le sud, entre le hameau de Larmevaille et de Pognau. Ces découvertes n'ont pas donné lieu à des fouilles archéologiques. Les sondages qui furent menés n'ont en fait concerné que les substructions contenues dans la parcelle labourée.

L'ouverture des sondages a permis de constater rapidement que tous les niveaux archéologiques avaient été détruits par le labour profond de 60 cm. Aucune stratigraphie ne put être mise en évidence. En outre, les substructions qui ont été retrouvées en place, avaient été considérablement entamées par le socle de la charrue. Il ne restait souvent que le soubassement des fondations lorsque celles-ci n'avaient pas complètement disparu. Le sondage n° 13 par exemple ne put retrouver aucun vestige en place.

En conséquence, le levé de terrain que nous présentons ici, n'est là que pour donner une idée d'ensemble de l'agencement spatial des substructions. Il ne peut être considéré comme une restitution fidèle et assurée de ce que fût le plan des fondations de l'établissement car il aurait fallu mener une fouille plus étendue qui ne se prêtait guère à l'urgence de la situation.

La répartition des vestiges, redéfinie dans ses grandes lignes, se divise en trois secteurs distincts où se concentraient des éléments de mobilier domestique et les ruines des constructions arrachées par la charrue. Moellons calcaires en petit appareil, grosses pierres calcaires non taillés, fragments de *regulae* et d'*imbrices*, morceaux de torchis rubéfiés, débris de maçonneries de mortiers et de sols de béton de tuileau figuraient l'essentiel des décombres. Si aucune tesselle de mosaïque n'a été retrouvée, par contre, quelques plaques de marbre gris bleu et des fragments d'enduits peints en rouge devaient composer l'essentiel des parements décoratifs.

Entre ces trois zones qui semblaient correspondre à trois corps de bâtiments, des aires de circulation que nous avons dénommé «cours», contenaient par endroits des déchets domestiques. L'étendue, la concentration et la diversité des vestiges semblaient correspondre à la *pars urbana* d'une villa gallo-romaine.

Dispositions architecturales

Des trois corps d'édifices, seul le bâtiment C, axé nord-sud, est apparu le plus net tant sur la photographie aérienne qu'au niveau du sol. De forme allongée, il présentait au moins deux parties distinctes : au sud, d'une part, une cour rectangulaire entourée peut-être d'un péristyle ; au nord, d'autre part, un logis divisé en pièces par trois travées d'axe nord-sud puis par plusieurs murs de refend d'axe est-ouest. Une pièce rectangulaire prolongeait l'angle nord-ouest de ce bâtiment, tandis que le coin nord-est se raccrochait, par un mur à angle aigu, au bâtiment A.

C'est sur ce bâtiment C que fut récoltée la plus forte concentration de mobilier domestique dispersé parmi les fragments de tuiles et le petit appareil calcaire. Des blocs de mortiers furent remarqués, ainsi que quelques rares morceaux d'enduits peints en rouge, un élément de parement de marbre pris dans une gangue de mortier et remployé comme bourrage dans un mur, des fragments de sols de tuileau et des blocs épais de torchis rubéfiés (retrouvés principalement dans le sondage n° 4) qui devaient établir une cloison à l'intérieur du bâtiment. Les murs en pierres composant cet édifice avaient une largeur constante de 70 centimètres, avec deux types de maçonnerie : un appareillage en pierres sèches pour le mur de façade don-

nant sur la cour D et formant le raccord avec le bâtiment A (fig. 4), et un appareillage de moellons liés au mortier pour le reste des autres soubassements (fig. 5). La céramique récoltée sur cette partie a donné des indices d'occupation pouvant aller de la fin du Ier siècle avant J.-C. au IVe siècles après J.-C.

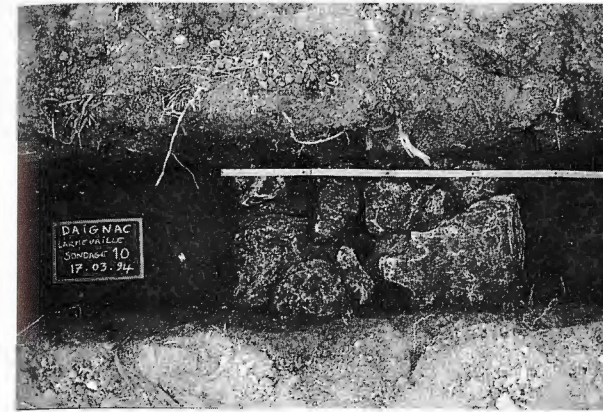
Le bâtiment A, de forme allongée sur un vingtaine de mètres et d'une largeur de 4 à 5 mètres environ, orienté est-ouest, ferme du côté sud la cour E où ont été retrouvés un peson, plusieurs fragments d'amphores et des tessons de céramiques. Ce mobilier attribuable à la fin du Ier siècle avant J.-C. était mélangé à quelques tessons de poteries plus tardifs des IIIe et IVe siècles.

Le bâtiment A, dont on peut supposer le prolongement vers l'est, dans les parcelles de vignes voisines, se caractérise par une grande quantité de pierres en petit appareil et de gros blocs de calcaire, souvent encore pris dans une gangue de mortier jaunâtre. Sur un point précis de cet édifice, des pierres en calcaire tendre ont été sciées de manière à leur donner des faces droites, régulières et allongées, mais de plusieurs épaisseurs. Une dizaine de ces pierres a été remarquée sur ce seul endroit du site, suggérant peut-être une utilisation spécifique à cet emplacement dont on ignore le sens.

Il n'a été observé sur ce bâtiment qu'une très faible quantité de *regulae* et d'*imbrices* et quelques fragments de céramiques attribuables au IIIe siècle après J.-C. Le sondage n° 13 réalisé en travers du bâtiment a montré que les murs jusqu'aux fondations avaient été arrachés par le labour.

A noter enfin la présence à la périphérie de cet édifice, du côté nord, de poches de déchets de consommation, remontées par la charrue, contenant un grand nombre de coquilles d'huîtres, de moules, de coques et d'ossements d'animaux. Ce secteur, à l'extérieur de la villa, devait sans doute correspondre à une zone de dépotoir.

Le bâtiment B, beaucoup moins marqué en surface et sur la photographie aérienne, a pu être cerné approximativement par les sondages. Il présentait une orientation générale est-ouest, de même axe apparemment que le bâtiment A. Il en était isolé cependant par la cour E, et séparé du bâtiment C par la cour D. Ses décombres contenaient du moellons en petit ap-



4 | 5
6 | 7

Fig. 4. — Sondage n° 10 : fondation d'un mur en pierres sèches (cliché J.-L. Piat).

Fig. 5. — Sondage n° 1 : fondation d'un mur lié au mortier (cliché J.-L. Piat).

Fig. 6. — Sondage n° 11 : limite nord du bâtiment B (cliché J.-L. Piat).

Fig. 7. — Sondage n° 12 : fond de fosse creusée en pleine terre (cliché J.-L. Piat).



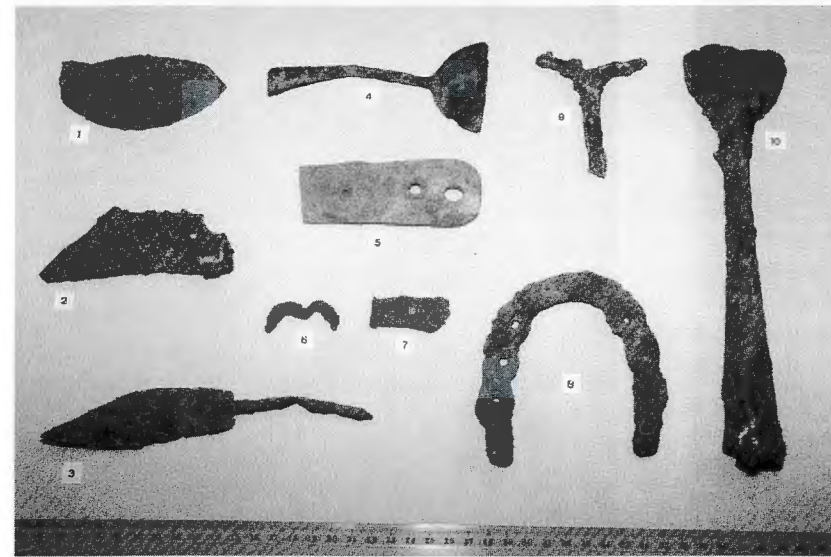


Fig. 8. — Mobilier métallique (cliché J.-L. Piat).

pareil régulier, de gros blocs et des dalles calcaires non taillés ainsi que du mortier pulvérisé. Une forte concentration de *tegulae* et d'*imbrices* et de nombreux clous de charpente ont été aussi remarqués. Cette zone était nettement cendreuse, avec quelques pierres rubéfiées ainsi que de rares fragments de torchis.

Cependant, aucun mur n'a pu être identifié précisément. Seul le sondage n° 11 a révélé la bordure nord du bâtiment de direction est-ouest, marquée par l'interruption assez nette d'un radier de pierres et de fragments de tuiles (fig. 6). Ce niveau empierré devait servir à supporter un sol de mortier dont on a pu retrouver un lambeau dans le sondage n° 7. Enfin, le sondage n° 12, implanté à la périphérie extérieure de ce bâtiment, a permis de découvrir le fond d'une fosse circulaire (fig. 7).

La céramique abondante et hétérogène qui a été recueillie sur le bâtiment B, témoigne d'une occupation pouvant aller de la fin du I^{er} au milieu du III^e siècle après J.-C. En outre, la présence de verre à vitre et de fragments de plaques de marbre gris bleu pyrénéen, suggèrent une fonction résidentielle.

Le mobilier domestique de la villa

A côté du plan architectural des substructions, la villa de Larneville a livré en surface un abondant mobilier domestique. La variété de ce mobilier témoigne d'une certaine richesse de l'établissement, mais apporte aussi de nombreux éléments de datation dans

l'occupation du site. Récolté cependant hors stratigraphie, en milieu perturbé, ce matériel archéologique ne permet pas de déterminer précisément les phases d'occupation et d'abandon qui ont pu se succéder sur le site.

Par ailleurs, nous ne proposons ici qu'un inventaire sommaire de l'ensemble de ce mobilier archéologique, dont l'étude complète reste à faire.

La faune, assez bien conservée, rassemble de nombreuses coquilles d'huîtres, de moules et de coques retrouvées par paquets dans la cour intérieure du bâtiment C, dans la cour E et au nord du bâtiment A. Plusieurs ossements d'animaux étaient associés à ces coquillages. Ces déchets localisés en dehors des pièces d'habitations, semblent témoigner de restes de repas rejetés à l'extérieur des bâtiments.

Le matériel métallique, bien représenté, a été recueilli en majorité dans les cours E et D (fig. 8). Il comprend un petit fer à cheval à six perforations, une demi boucle incurvée, une boucle de ceinture rectangulaire en bronze munie d'un rivet et de deux perforations, un genre d'éperon ayant conservé deux rivets de fixation, une lame de couteau entière avec sa tige d'emmanchement, une sorte de spatule avec son manche de métal, plusieurs autres fragments de lames de couteau, une lame de tranchoir, un fer de lance dont il manque la pointe, un morceau indéterminé en forme de pied de chandelier et de nombreux clous à section carrée dont le plus grand nombre a été retrouvé sur le

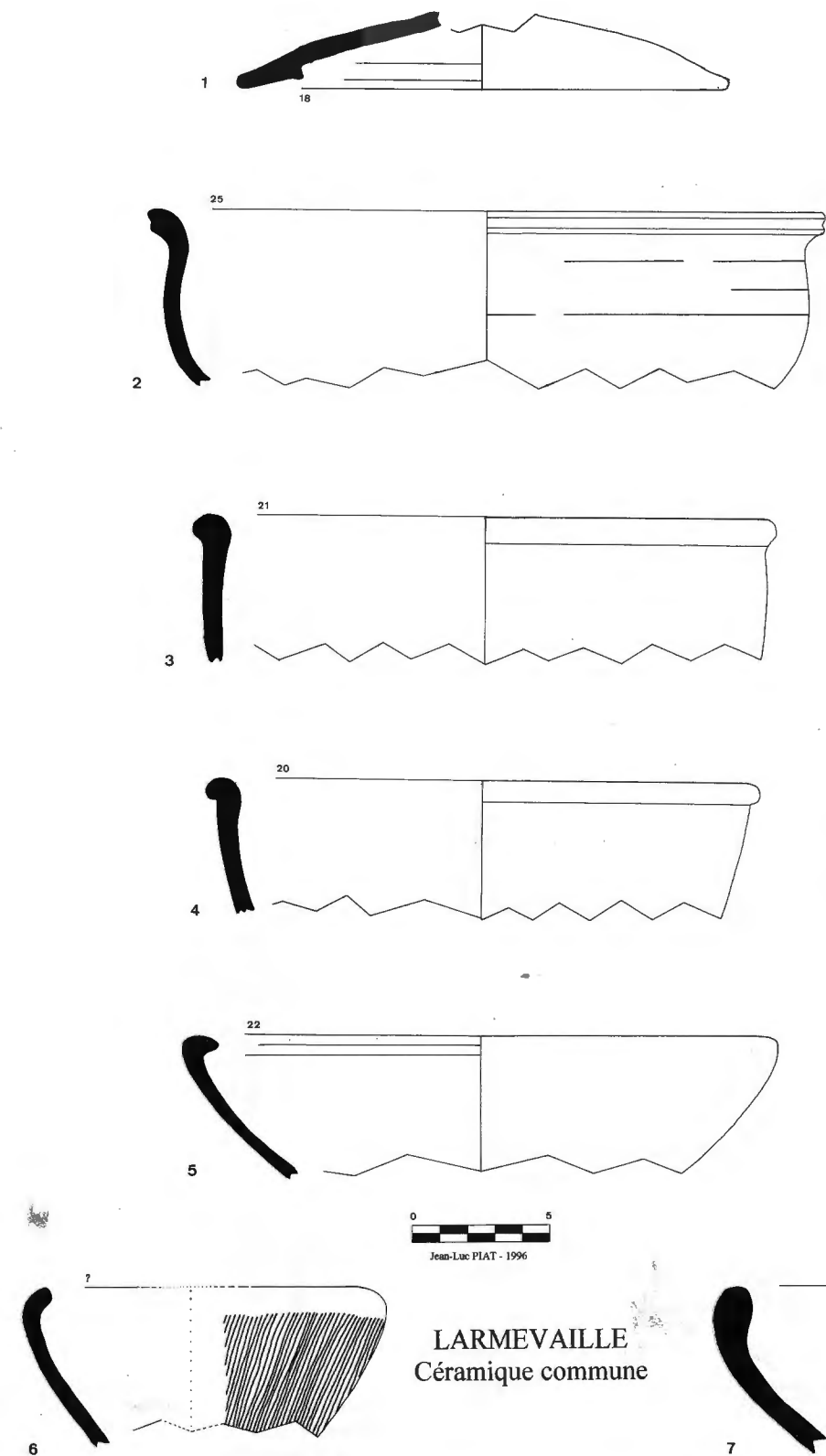


Fig. 9. — Larneville, céramique commune.

bâtiment B. Enfin, on note aussi quelques scories et une petite pièce de monnaie en bronze trop dégradée pour pouvoir être identifiée précisément.

Les rares éléments d'objets en verre retrouvés se sont partagés entre les trois bâtiments. On note ainsi quelques fragments bleutés de flacons, autant de morceaux de fioles en verre blanc fin translucide, un tessou de verre blanc décoré de lignes ondulées, un tessou de verre bleuté décoré de cannelures et plusieurs fragments de verre à vitre, particulièrement sur le bâtiment B.

On peut signaler enfin deux fragments de meules, l'un en grès, l'autre en roche basaltique et un peson en terre cuite.

Le mobilier céramique récolté au cours des prospections de surface a été retrouvé passablement dégradé par les labours. En effet, l'ensemble du lot est très fragmenté sans aucun vase archéologiquement entier. Cependant, un examen d'ensemble de ces poteries, effectué par Christophe Sireix, a fourni quelques repères chronologiques dans l'occupation du site antique³.

En dehors d'un tessou de l'Âge du Bronze muni d'une anse cannelée et de quelques tessous médiévaux des XIV^e et XV^e siècles, le gros du matériel céramique est d'époque antique. On y trouve principalement des poteries communes et quelques céramiques fines, notamment des fragments de vases sigillées de la fin du premier et second siècle (Drag. 27, 34 et 46) et un fragment de panse à décor moulé (Drag. 37 ?). On note aussi des tessous de sigillée claire africaine C dont la production va de la fin du III^e siècle au milieu du IV^e siècle de notre ère, quelques tessous de céramique «à l'éponge», un fragment de céramique sigillée (Dech. 72) et un tessou à décor végétal à la barbotine de la fin du III^e siècle. En outre, quelques céramiques à parois fines à engobe rouge-orangée sont datables de la fin du premier siècle au début du second siècle. Enfin, il a été retrouvé le pied d'une petite statuette de déesse en céramique de l'Allier attribuable au III^e ou IV^e siècle.

La céramique commune est en proportion plus importante avec une assez grande diversité des formes et des pâtes⁴ (fig. 9 à 11).

Pour l'époque augustéenne, on observe des fragments de vases fermés sans anses à panse ovoïde en pâte grise, sans doute de production locale (atelier de Vayres ?) déjà étudiés sur le site voisin de Moulon⁵ (dessins n° 21 à 23, formes M8 et M 13 du site de Moulon). Des coupes à bord rentrant ou épaissi (dessins n° 5 et 7, formes M 9 du site de Moulon et Santrot 115), un fragment de vase ballustre (dessin n° 14) et des fragments d'amphore Pascual I se rattachent à cette période. Un hiatus dans l'occupation semble transparaître à travers l'absence de céramique commune du milieu du I^{er} siècle de notre ère. En fait, à part quelques éléments de la fin du I^{er} siècle ou du début du second siècle (dessin n° 24), la majorité du matériel est postérieure à la fin du II^e siècle.

Les III^e et IV^e siècles sont marqués notamment par des coupes à collerette (dessins n° 8 à 11, proche des formes Santrot 164 a et b), des couvercles, des coupes-tripodes, des cruches, des pichets (dessins n° 1 à 4, 26, 25) et une grande abondance de tessous de céramique noire peignée, à pâte grossière et fortement dégraissée de grains de quartz. Il s'agit de pots à cuire difficilement datables, mais que l'on peut attribuer sans doute ici au Bas-Empire (dessins n° 6, 15 et 17 à 20 ; Santrot 103, Santrot 228, Santrot 237 et Santrot 238).

Au terme de l'étude du mobilier domestique, qui nécessiterait pourtant une plus grande précision, on peut malgré tout envisager une chronologie d'occupation du site. Si la Protohistoire n'est signalée que par un tessou de l'Âge du Bronze et peut-être quelques silex taillés, le peuplement gallo-romain semble débuter à la fin du I^{er} siècle avant J.-C., puis après une brève interruption, reprendre vers la fin du I^{er} siècle ou le début du second siècle de notre ère, épo-

3. Nous remercions Christophe Sireix pour sa contribution dans l'étude de ce mobilier céramique dont une analyse typologique plus approfondie reste à faire.

4. Pour les références, se reporter à Santrot (Jacques et Marie-Hélène), *Céramiques communes gallo-romaines d'Aquitaine*, Editions du CNRS, 1979.

5. Sireix (Christophe), Repérages archéologiques en prospection de surface, étude du mobilier céramique, *Mémoire des Pays de Branne*, Troisième livraison, 1989, p. 133.
Sireix (Christophe), Varatedo, *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome 84, 1993, p. 47.

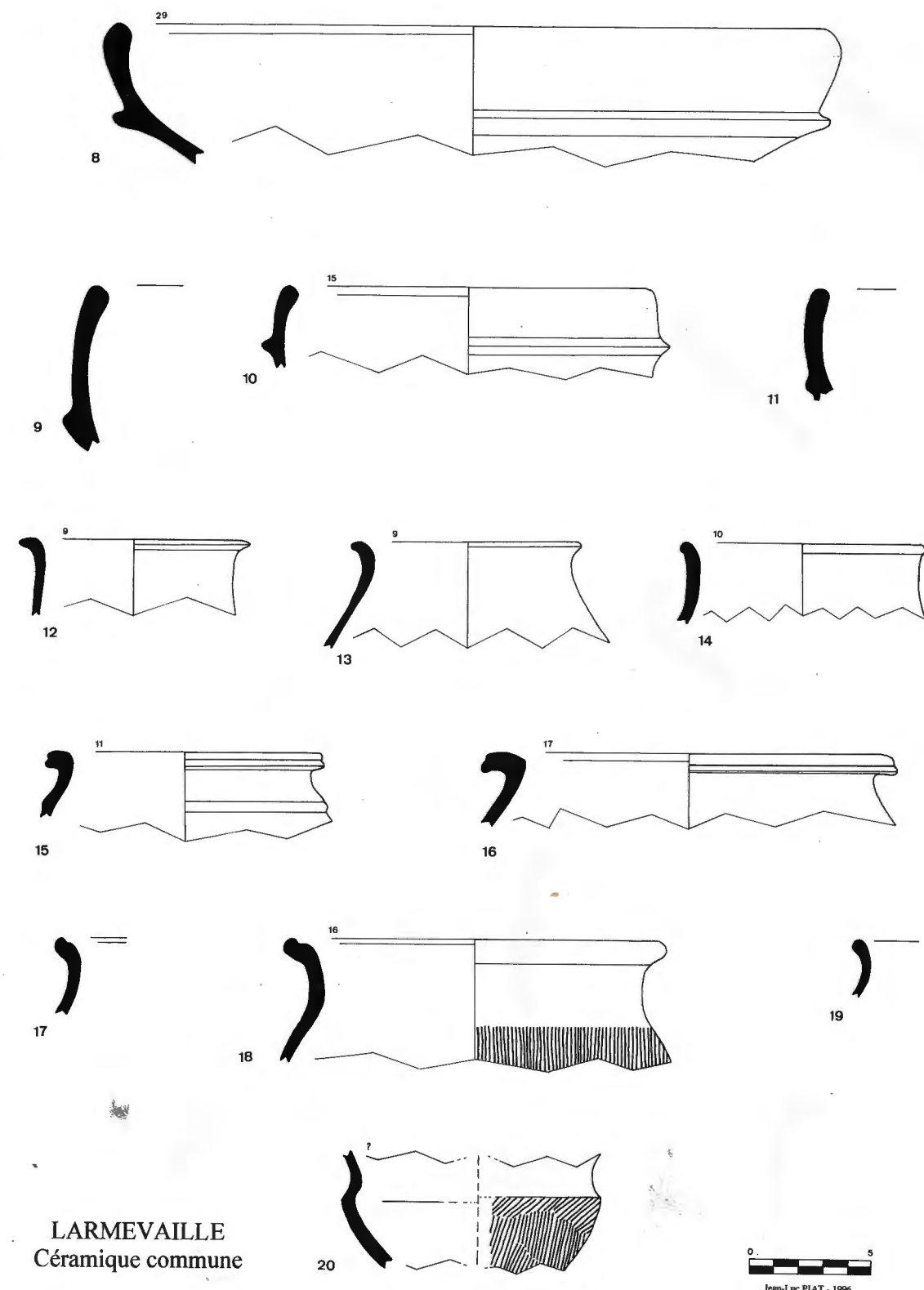


Fig. 10. — Larneville, céramique commune.

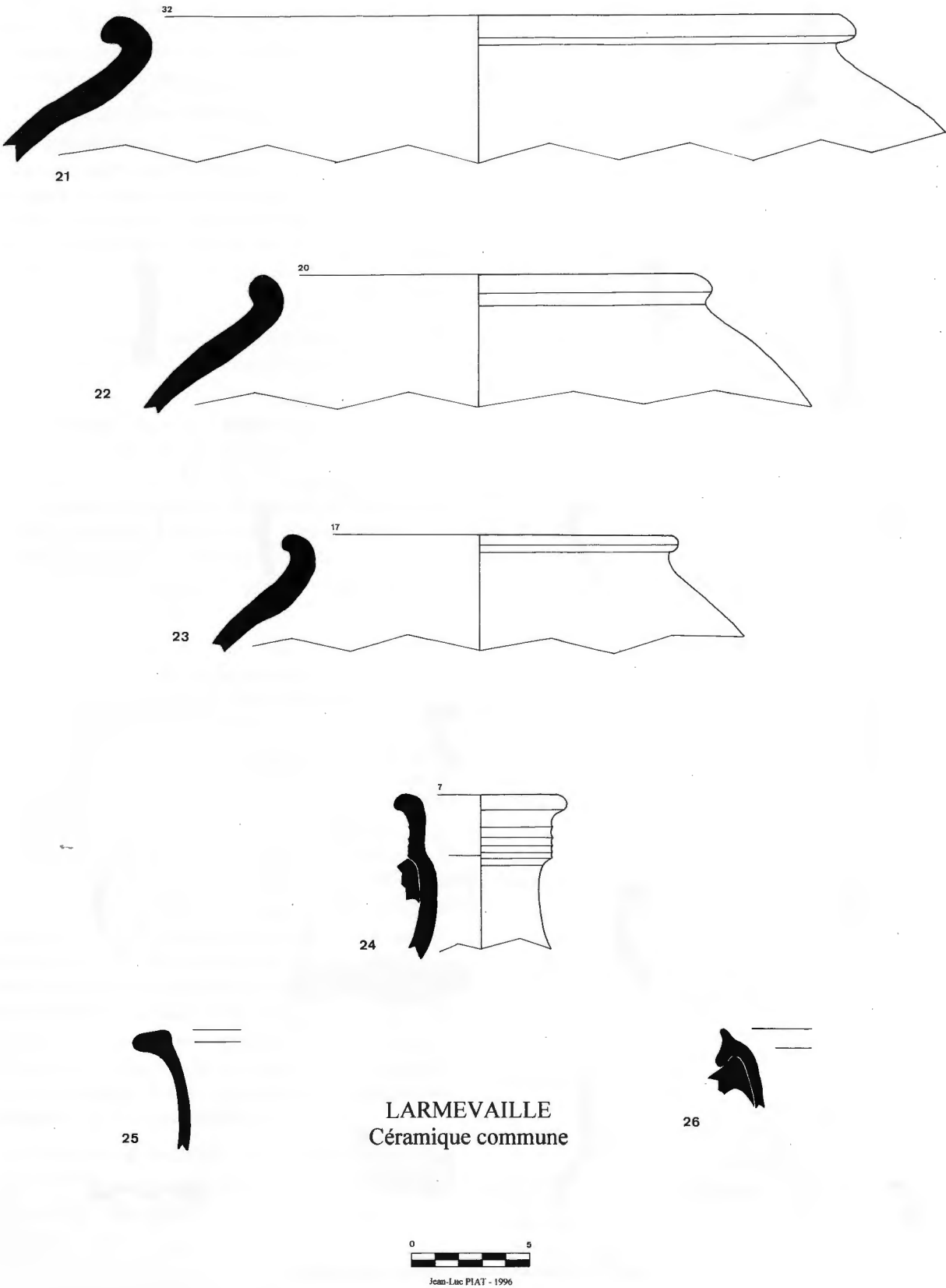


Fig. 11. — Larmevaille, céramique commune.

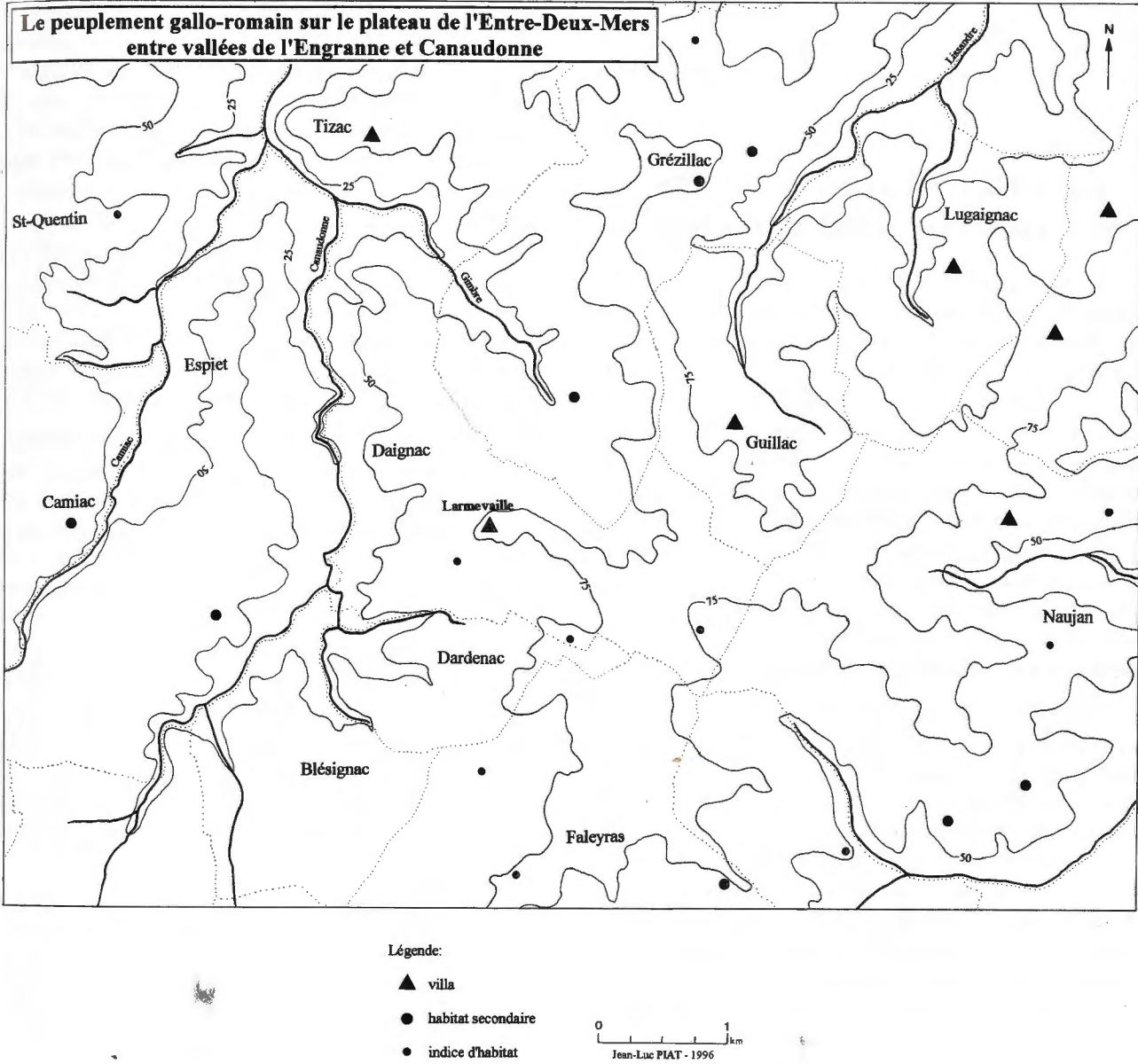


Fig. 12. — Le peuplement gallo-romain sur le plateau de l'Entre-deux-Mers.

que à laquelle doivent se rattacher les premiers bâtiments en pierres, pour se poursuivre aux III^e et IV^e siècles. Sur ce point, il convient de rester prudent cependant : d'abord parce que les données chronologiques que l'on a pu tirer de l'étude du mobilier céramique restent très lacunaires ; ensuite, parce que l'absence de contexte stratigraphique ne permet pas d'établir assurément les phases d'abandons éventuels que put connaître le site au cours de cette longue période d'occupation.

La villa de Larmevaille dans son contexte local et régional

L'implantation de l'établissement antique de Larmevaille dès l'époque augustéenne sur une hauteur du plateau calcaire de l'Entre-deux-Mers, répond à un schéma d'occupation déjà mis en évidence sur d'autres sites de la région⁶. L'origine du peuplement gallo-romain est ici précoce mais ne succède pas apparemment à un habitat protohistorique. La villa semble en effet s'être établie sur un secteur jusqu'alors inoccupé sinon très ponctuellement. Sa position topographique, au cœur de la table calcaire, en retrait d'une ligne de crête, la démarque par ailleurs du lot des autres villae des environs plus rapprochées des rebords de plateaux qui dominent les vallons encaissés de la Canaudonne et de l'Engranne (fig. 12).

Cette localisation à l'écart des cours d'eau, sur un secteur du plateau quelque peu esulé par l'habitat antique et encore aujourd'hui par le peuplement actuel, témoigne d'une fondation en zone pionnière. Pour diriger la conquête du plateau et la mise en valeur du terroir alentour, la fondation d'un grand domaine agricole sur le modèle des villae romaines a donc été adopté. Dans le cas de la villa de Larmevaille, nous ne connaissons en fait que la *pars urbana*, soit la partie résidentielle de l'exploitation. Encore, le plan de cette maison de maître n'a été révélé que partiellement par les labours et l'on peut supposer que des extensions soient enfouies dans les parcelles de terres voisines.

Certes, cette résidence domaniale, aux dimensions et richesses assez modestes cependant, devait régir un espace foncier plutôt vaste sur cette hauteur du plateau, les plus proches villae se situant à deux voire

trois kilomètres. Mais cette étendue de terre n'était sans doute pas mise en valeur seulement depuis cette habitation. D'autres unités d'exploitations dépendantes du domaine de la villa pouvaient avoir été déléguées sur des localités attenantes. C'est l'hypothèse que l'on pourrait ainsi retenir pour expliquer la présence d'autres substructions dans les environs immédiats de la villa de Larmevaille, près des hameaux de Pougnaud, de Grossombre et de Guibon. Il s'agit des vestiges de petits édifices, caractérisés par des tuiles à rebords et du moellons calcaires retrouvés au cours de prospections au sol sur des surfaces de quelques mètres carrés et en très faibles quantités. La pauvreté des substructions tendrait à dénoncer des constructions, peut-être à usage résidentiel, plus certainement à vocation agricole vu l'absence de mobilier domestique. En tous les cas, leur existence à proximité de la villa suppose des relations privilégiées dans l'organisation de l'espace rural, liaisons probablement appuyées par des chemins de dessertes à travers le terroir cultivé.

D'ailleurs, si l'implantation de la villa de Larmevaille a d'abord été commandée par une volonté de mettre en valeur l'intérieur du plateau, le choix du site a peut-être été retenu aussi à cause de la présence d'une voie de circulation à proximité. En effet, il ne fait pas de doute que la villa de Larmevaille fut ouverte aux influences extérieures au regard des vestiges mobiliers importés retrouvés sur le site. S'il fallait citer quelques exemples, on retiendrait parmi les objets d'origines lointaines, les amphores Pascual 1 d'importations hispaniques, la céramique sigillée claire produite en Afrique du nord, une statuette originaire de l'Allier, des plaques de marbres issues de carrières pyrénéennes et parmi les productions locales, des vases conçus probablement sur les ateliers de Vayres.

6. A titre d'exemple, voir l'étude de Faravel (Sylvie) et Sireix (Christophe), La villa gallo-romaine du Moulin-à-Vent à Saint-Aubin-de-Branne (Gironde), *Mémoire des Pays de Branne*, Quatrième livraison, 1992, p. 47-58.

Pour une vision plus régionale : Faravel (Sylvie), *Occupation du sol et peuplement de l'Entre-deux-Mers bazadais du néolithique à 1550*, Thèse de doctorat de l'Université de Bordeaux III, 1991, tome 2, p. 70 ; et Piat (Jean-Luc), *Occupation du sol et peuplement des bassins de la Souloire et de la Canaudonne en Entre-deux-Mers Bordelais de la Préhistoire à la fin du Moyen Age*, Mémoire de maîtrise de l'Université de Bordeaux III, 1995, tome 1, p. 35.

Bien sûr, ces produits proviennent des grands courants commerciaux antiques transitant par les vallées de la Dordogne et de la Garonne vers Bordeaux et les autres cités de la province. Ces flux de marchandises sont venus irriguer par des routes et des voies secondaires, les campagnes de l'Entre-deux-Mers et fournir ainsi aux riches propriétaires fonciers des villae le moyen d'embellir leur résidence et de satisfaire leur consommation. Sur cet aspect, la villa de Larmevaille ne fut pas en reste comme d'autres établissements voisins, telle la villa de Tizac où nous avons pu découvrir quelques vestiges céramiques identiques à ceux recueillis sur le site de Daignac.

Cependant, peu d'indices permettent de trouver trace aujourd'hui d'anciennes voies de circulation antiques à travers l'Entre-deux-Mers et surtout, dans le cas qui nous intéresse, à proximité de la villa de Larmevaille. Les voies les plus anciennes que l'on connaisse dans les environs de la commune de Daignac ne sont pas attestées avant le XII^e siècle. Cependant, on peut supposer, sans trop extrapoler, que ces routes médiévales trouvent leurs origines dans des axes de circulation du haut Moyen Age sinon d'époque antique. Les sites que ces itinéraires relient, leurs tracés rectilignes et les informations fournies par les textes du Moyen Age à leur sujet, tendent d'ailleurs à renforcer cette opinion.

Parmi les axes routiers qui laissent supposer des traits d'anciennetés, on retient deux voies passant non loin de la villa de Larmevaille. La première, appelée au XII^e siècle «voie de Brunehilde», avait une direction est-ouest et reliait Bordeaux à Rauzan ou Saint-Jean de Blaignac. Elle passait au nord de la villa de Larmevaille, près des sites antiques de Boisset et Guillac. Des dépôts de haches en bronze protohistoriques ont été retrouvés aux abords de cette voie. Une seconde route d'axe nord-sud, coupait transversalement le plateau de l'Entre-deux-Mers pour relier les deux fleuves. Elle arrivait de Branne, passait à Guillac, Guibon et Faleyra pour redescendre vers Cadillac.

7. Boutouille (Frédéric), Le rôle des moines de La Sauve-Majeure dans la mise en valeur et le peuplement d'un secteur de l'Entre-deux-Mers : Daignac, Guillac et Faleyra (fin XI^e-début XII^e siècle), *Mémoire des Pays de Branne*, Cinquième livraison, 1995, p. 7.

Dans l'hypothèse où ces routes du XII^e siècle existaient dès l'époque augustéenne, la villa de Larmevaille, au moment de sa fondation, aurait donc bénéficié de voies d'accès sur l'intérieur du plateau.

Quoiqu'il en fût, cet établissement antique pénétré par les produits commerciaux en circulation en Entre-deux-Mers, fonda sa richesse et sa prospérité sur ce terroir qu'il mettait en valeur, mais dont la taille et la nature du domaine nous échappent complètement. Sans doute les céréales y étaient cultivées comme en témoignent les fragments de meules, les silos et certains types de vases de stockage retrouvés sur le site. Mais on ne peut en apprécier la part, ni celle de la culture de la vigne sans doute elle aussi pratiquée.

Après l'abandon du site à la fin du IV^e siècle, ce terroir dut retourner à la friche et à la forêt jusqu'à ce que de nouvelles communautés villageoises établissent la paroisse Saint-Christophe de Daignac aux environs du IX^e siècle et la paroisse Sainte-Quitterie de Guibon au tournant de l'An Mil. Mais, contrairement à d'autres sites gallo-romains des alentours, la villa de Larmevaille ne fut pas réoccupée par l'un des sanctuaires de ces deux paroisses, lesquelles s'étaient partagées pourtant les portions de l'ancien domaine agricole de l'établissement antique.

Cette «délocalisation» du peuplement pourrait témoigner non seulement que le site gallo-romain avait déjà été oublié au moment de la création des paroisses, mais qu'en plus le territoire où il avait été implanté n'offrait plus les mêmes avantages qu'auparavant. Ce raisonnement expliquerait ainsi que, pendant le haut Moyen Age, ces terrains, trop isolés au centre du plateau calcaire, furent abandonnés à la forêt.

La reconquête de cet espace ne se fit que tardivement, vers l'An Mil. Ce point est d'ailleurs confirmé par les textes des XI^e et XII^e siècles. En effet, ils montrent que lorsque l'abbaye bénédictine de La Sauve-Majeure reçut en don des terres autour des sanctuaires de Guibon et de Daignac, elle s'empressa d'y établir des prieurés chargés notamment de poursuivre des défrichements déjà amorcés et de contrôler la nouvelle mise en valeur des sols du secteur⁷. Ces efforts furent anéantis aux XIV^e et XV^e siècles avec le conflit de la guerre de Cent Ans qui ravagea la

contrée⁸. La paroisse de Guibon fut complètement désertée par ses habitants et le territoire paroissial fut gagné par la forêt. C'est en tout cas ainsi que des témoins interrogés en 1479 décrivent la situation quelques dizaines d'années après la fin du conflit, lorsqu'il se fut agi alors de remettre en valeur ces anciens terroirs cultivés⁹. Sans doute est-ce à cette époque que le hameau de Larmevaille prit forme et que les paysans qui l'habitèrent, inventèrent au cours des défrichements qu'ils effectuaient alors, les ruines de l'établissement antique, depuis longtemps oublié et redécouvert aujourd'hui.

8. Boutoulle (Frédéric), Le dépeuplement de l'Entre-deux-Mers pendant la guerre de Cent Ans à travers le fonds de La Sauve, *Actes du premier colloque tenu en Pays de Branne, L'Entre-deux-Mers à la recherche de son identité*, 1988, p. 59.

9. Boutoulle (Frédéric), Une paroisse désertée de la région de Branne pendant la guerre de Cent Ans, *Mémoire des Pays de Branne*, Deuxième livraison, 1987, p. 27.

L'église de Saint-Vivien de Boissan : inscriptions découvertes sur la charpente

par Marie-Claude Jean

En 1991, au cours des travaux entrepris à l'église Saint Vivien de Monségur, la toiture du monument fut l'objet d'une restauration générale. A cette occasion, il fut mis à jour sept noms et une date gravés sur les six entrants de fermes de la nef. Cette découverte décida la municipalité de Saint Vivien de Monségur à faire le choix de conserver et de restaurer la charpente dont l'état d'altération demandait une intervention urgente.

Toutes ces inscriptions sont tournées vers l'Ouest et rehaussées d'une teinte rouge comme si l'on avait souhaité qu'elles soient visibles de toute personne pénétrant dans l'église par la façade occidentale. La première poutre, à l'Ouest, est en bois de chêne et porte la date du 1753 précédée du nom de PIERRE GAVBERT. Les quatre entrants suivants sont en peuplier où figurent successivement les noms de PIERRE : PEINEAV, NICOLAS : PETITEAV, MOLINE : E : MARTAV (deux noms sur la même poutre) et JEAN : RENATEAV. Enfin, le dernier entrant sur lequel est gravé le nom F : DESPAR est semble-t-il en bois d'ormeau. Les poutres ont une longueur de 7,20 mètres pour une section de 30 cm² en moyenne.

A la demande de Monsieur J.-B. Faivre, Architecte des Bâtiments de France, nous avons entrepris des recherches relatives à cette découverte.

Deux questions se posent à la lecture de ces inscriptions :

- Qui sont les personnages gravés sur ces poutres ? Des ouvriers ayant exécuté l'ouvrage ou des donateurs qui en échange de leur bonne action, ont fait graver leurs noms pour la postérité ? Quels métiers exercent-ils, quel lien ont-ils avec l'église ?

- Quel événement a motivé un remplacement complet de la charpente de la nef. Ces travaux sont-ils dus à un sinistre ou à une usure de la charpente en place dont la grande portée et le manque d'entretien, ont amené à un vieillissement prématuré de l'œuvre ?

Pour ce qui est des travaux, nous aurions peut-être pu en trouver quelques échos dans les comptes rendus des visites épiscopales de l'évêque de Bazas dont dépendait l'église Saint Vivien de Boissan. Malheureusement les archives du diocèse de Bazas relatives à cette époque ont brûlé. Aux archives départementales de la Gironde, la série C des fonds de l'intendance n'a

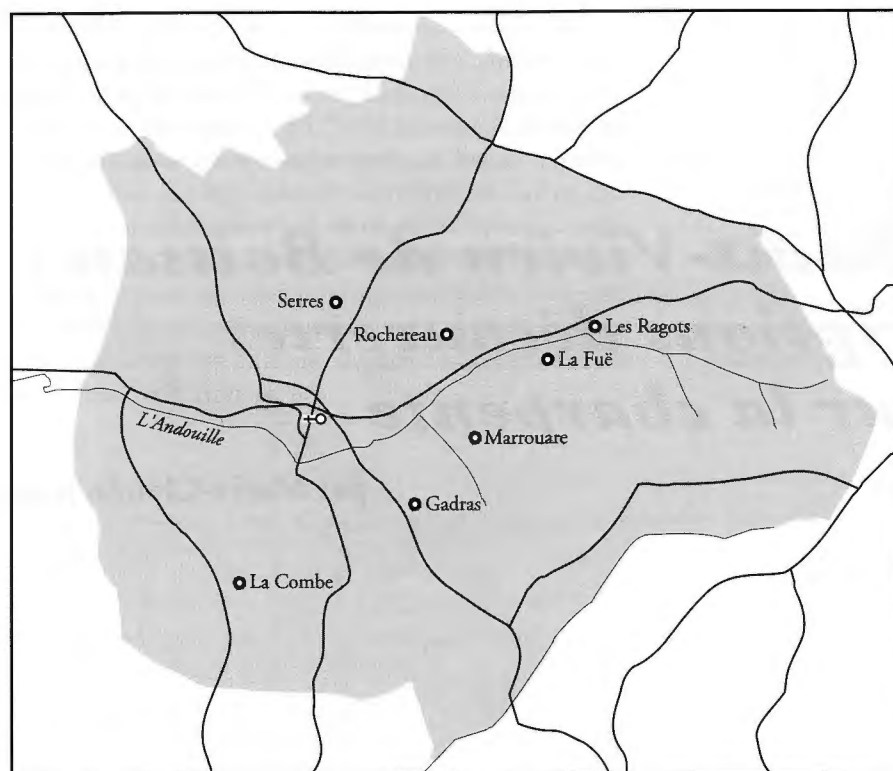


Fig. 1. —
Saint-Vivien de Monségur.
Dessin Concept 99 d'après IGN.

fourni aucun renseignement, pas plus que la série 5E des fonds des paroisses. Quant à la série G, il n'y a rien sur Saint Vivien. Nous avons donc dépouillé une partie des fonds notariaux et des registres paroissiaux de Saint Vivien et de Monségur¹.

Faute de documents, nous ignorons les raisons pour lesquelles les travaux ont été entrepris en 1753. Mais cette date est manifestement celle de la pose des poutres.

En effet, une quittance du 4 février 1753 fait état de réparations et de l'intervention de tailleurs de pierre en ces termes.

«J. Bouilhou, tailleur de pierre, habitant de la ville de Sainte Bazeille adjudicataire des réparations à faire à l'église de Saint Vivien

Pierre Bonnefous aussi tailleur de pierre habitant de la paroisse de Saint Eyrard, juridiction de Duras, de sa caution et participant aux dites réparations

lesquels conjointement et solidairement...ont reçu comptant ces présentes de sieur Jean Rambaud, maître arpenteur habitant de la paroisse de Saint Vivien en cette juridiction icy présent et acceptant en qualité de syndic de l'église dudit lieu

c'est à savoir la somme de 365 livres qu'ils ont prie compte et retirée à la vue de nous notaire et des témoins en écus de 6 livres pièce et monnaie en cours...et en donne quittance au sieur Rambaud est ce pour le premier pacte du montant desdites réparations dont l'adjudication leur a été faite en cette subdélégation pour la somme de 1095 livres sans préjudice à eux des autres pactes que ledit sieur Rambaud n'entend cependant s'engager à payer qu'à mesure qu'il en recevra l'argent des receveurs de cette ville...

1. A.D.Gir. Série C, fonds de l'intendance, C 1262, 1865, 3078, 3079, 417 à 4720. Série 5E : 5E139 Saint Vivien. Série 2C3054, 2C3055, contrôle des actes des notaires, bureau de Monségur. Série 2E : fonds des familles : 2E284, Bignon, 2E1317, Gaubert, 2E2258, Petiteau, 2E2266, Peynaud.



témoins : Jean Salvy, Guillaume Dupeyron, clerics habitant Monségur².

Il ressort de ce document que la maîtrise d'ouvrage des réparations fut confiée à Jean Rambaud, arpenteur de Saint Vivien qui devait payer les intervenants. Pour ce qui est de la maîtrise d'œuvre, la responsabilité des travaux échut à un tailleur de pierre de la paroisse voisine, Pierre Bonnefous de Sainte Bazeille.

Les réparations étaient loin d'être négligeables si l'on en croit le montant de la quittance ; encore celle-ci ne fait-elle état que des travaux de maçonnerie, peut-être relatifs à la porte nord. En effet, cette porte romane qui donnait sur le cimetière et devant laquelle le conseil de fabrique se réunissait a été en partie murée au XVIII^e siècle

L'ensemble des travaux dura au moins onze ans. Le 29 juillet 1764, à l'issue des vêpres, les paroissiens se réunirent devant l'entrée principale de l'église pour désigner un remplaçant à Jean Rambaud à qui un

délai de deux mois était accordé «tant pour continuer l'ouvrage comancé à ladite église pour son lambrissage que pour rendre son compte». Le conseil de fabrique décida alors que Jean Rambaud serait remplacé par Jean Sourisseau, fils de Pierre Sourisseau dit Pépinot. Etaient présents : Nicolas Petiteau, François Grenier, Pierre Gaubert, Pierre Renateau, Pierre Nèble, Jean Petiteau, Nicolas Phelipot, Jean Frouin et le prêtre Jean Bignon, docteur en théologie ; Jean Phelipot laboureur dit chevitiér et Pierre Martau, forgeron ont signé l'acte comme témoins³ Nous aurons l'occasion de revenir sur la plupart de ces paroissiens dont les patronymes rappellent souvent les noms inscrits sur les poutres.

Les travaux commencés en 1753, d'autres réparations furent jugées nécessaires puisque le 15 février 1761 les membres du conseil de fabrique se réunirent comme de coutume devant l'église et délibérèrent ainsi.

«Le 15 février 1761, en présence des témoins bas nommés et au-devant de la porte et principale entrée de l'église paroissiale, Pierre et autre Pierre Sourisseau, Pierre Mouline, Jean Phelipot, Dominique Moreau, Pierre Peynaud, Mathieu Ragot, Jean Peirolle, Jean Boudin, Guillaume Despart, Izacq Peynaud, Nicolas

2. A.D.Gir. 3E17201 folio 26. Jean Rouillet notaire Monségur.

3. A.D.Gir. 3E17212, folio 359.

Lembert, Jean Rambaud syndic fabriciens dicelle et tous les principaux notables paroissiens auxquels le dit Rambaud a représenté que la dite église ayant besoin de réparations indispensables comme ils n'en ignorent point et que la fabrique étant sans revenus il conviendrait de mettre en tailhe l'hourmeau qui est enrasiné dans le cimetière où nous sommes pour l'argent en provenant être employé aux dites réparations d'autant mieux qu'il déperit pour vétusté.

Présents Léonard Petiteau laboureur et Bernard Pubereau habitant de Lévignac en Agenais témoins et ont signé les dits Despart, Sourisseau, Ragot, Peynaud signé avec le dit Rambaud non les autres sus nommés ni les témoins⁴.

A la même époque, le 28 juin 1761, les habitants de Saint Géraud se réunissaient eux aussi et remettaient une requête à l'intendant d'où il ressort que :

«L'église a besoin d'un grand nombre de réparations urgentes indispensables... La fabrique n'a aucune source de revenus... Les habitants sont réduits à la plus grande pauvreté par les accidents de la grêle qu'ils ont essuyée depuis plusieurs années... et à cause de la mauvaise qualité des fonds qui composent la paroisse et les fortes impositions qui absorbent pour ainsi dire tout... Les habitants ne veulent pas emprunter, aussi le Sieur syndic présente requête devant Monseigneur l'intendant... que les collecteurs des deniers royaux remettent entre les mains du syndic toutes les sommes qu'ils ont en main provenant de la reddition des comptes de l'année 1758⁵».

En somme le problème des réparations à faire aux églises est un problème crucial pour la communauté paroissiale. Dans les deux cas envisagés, à Saint Vivien et à Saint Géraud, il y a urgence mais les paroissiens n'ont pas les moyens de faire face aux frais. A Saint Vivien, le conseil de fabrique a été dans l'obligation de prévoir une somme relativement importante et, de plus, il a sans doute fait appel à la générosité des habitants pour qu'ils fassent don d'arbres de haute futaie nécessaires à la charpente.

En effet, les noms figurant sur les poutres ne sont pas ceux des ouvriers, voire du maître d'œuvre Jean Bonnefous. Il ne s'agit pas davantage des membres du conseil de fabrique, Jean Rambaud, président de ce conseil ne figurant même pas sur les poutres. Certains noms sont ceux de paroissiens qui se sont réunis à différentes reprises devant l'église pour délibérer sur

les réparations, mais il faut tenir également compte d'autres personnes qui, tels François Despart dont le nom figure sur les poutres, ne se sont pas réunis avec le conseil de fabrique.

Les noms qui figurent sur les poutres sont donc ceux des donateurs, propriétaires locaux, faisant partie ou non du conseil de fabrique, assez aisés pour posséder des arbres de haut jet que l'on pouvait trouver dans les lambeaux de forêts subsistant sur les collines ou le long des cours d'eau, notamment dans la vallée de l'Andouille.

Grâce au dépouillement des registres paroissiaux, nous avons établi l'identité de ces donateurs.

«PIERRE GAUBERT»

Pierre Gaubert du village de Gadras

«L'an mille sept cents vingt et un et le deux du mois de février, dans le vilage de Sorbié est né Pierre Gaubert fils naturel et légitime de Louis Gaubert et de Catherine Loné, et a été baptisé par moy curé soussigné, parrain Pierre Gaubert maraine Simone Ossard en présence des témoins Jean Roulié sonneur de cloche et Pierre Marteau forgeron qui n'ont signé pour ne savoir⁶».

Comment pouvons-nous affirmer que cet acte de baptême de la paroisse de Montignac est bien celui de P. Gaubert dont le nom figure sur une des poutres de l'église Saint Vivien de Boissan ?

Dans le registre paroissial de Saint Vivien, deux actes attestent qu'il s'agit bien de la même personne. L'un fait état du mariage de Pierre Gaubert, natif de Montignac, fils de Louis Gaubert et de Catherine Launay dont l'orthographe du nom a été modifiée. (On connaît bien dans la région la bute de Launay, près de Soussac, point culminant de l'Entre-Deux-Mers). L'autre acte concerne le décès de Pierre Gaubert, en 1793, qui est dit âgé alors de septante ans. Il n'avait pas septante ans mais 72 ans. En effet, exactement soixante dix ans avant 1793, le 7 juillet

4. A.D.Gir. Fonds Petiteau 3E 16804.

5. A.D.Gir. 3E16804.

6. A.C.Monségur. GG11, registre de la paroisse de Montignac.

Pierre Gaubert du village de Gadras

(Etablis à Montignac)

Louis Gaubert - Catherine Launay

Nicolas Despax - Marguerite Girard

né le 2-2-1721 décédé le 4-2-1793

Pierre Gaubert
marchand-laboureur

Marie Despax ou Despart
30-1-1744

- 06-04-1746 : Marguerite. Parrain, Louis Gaubert. Marraine, Marguerite Girard.
- 02-09-1747 : Louis. Parrain, Louis Gaubert. Marraine, Marie Despax.
- 28-08-1749 : Marie. Parrain, Jean Monteau, procureur d'office de St. Avit. Marraine, Marie Gaubert.
- 25-01-1751 : Jeanne. Parrain, Guillaume Montaut. Marraine, Jeanne Gaubert.
- 29-05-1753 : Françoise. Parrain, Pierre Girard. Marraine, Françoise Gaubert.
- 05-05-1755 : Marguerite. Parrain, Jean Nadau, laboureur à Neujons. Marraine, Marguerite Girard.
- 12-11-1756 : Marguerite. Parrain, Guillaume Despar. Marraine, Marguerite Montaut.
- 08-02-1758 : Jacques. Parrain, Jacques Girard. Marraine, Magdelaine Moreau.
- 07-03-1760 : Jean. Parrain, Jean Lignières. Marraine, Jeanne Gaubert.
- 04-12-1762 : Jeanne.
- 15-09-1764 : Françoise. Parrain, le valet de la famille.
- 18-05-1767 : Vivien
- 01-06-1769 : Jean

Pierre Gaubert et Marie Despax ont eu 13 enfants en 23 ans.

Parmi les amis du couple, on trouve Nicolas Petiteau, témoin à leur mariage et au baptême de Jeanne le 25 janvier 1751.

Pierre Gaubert savait signer avec aisance et figurait parmi les principaux habitants taillables et corvéables de la paroisse de Saint-Vivien, le 20-9-1761.

Le couple avait un valet à son service.

Pierre Gaubert est décédé à l'âge de 73 ans, au village de Gadras comme l'atteste la déclaration de décès de son gendre Quaisy.



1723, naissait Marie Gaubert, une sœur de Pierre tandis qu'un autre frère avait été baptisé le 6 décembre 1718. Pierre Gaubert quant à lui était né le 2 février 1721 ; au moment de son décès il avait donc 72 ans : l'officier public Bacot a dû se tromper de deux ans⁷.

Pierre Gaubert appartient à une famille de marchands et laboureurs établis depuis fort longtemps à Montignac. Il s'est marié dans la paroisse de son épouse, à Saint Vivien et le couple s'est fixé au village de Gadras. «*Le 30 janvier 1744, Pierre Gaubert marchand, fils de Louis Gaubert et de feu Catherine Lounay, habitant de la paroisse de Montignac épouse Marie Despax, fille de feu Sieur Nicolas Despax et de Marguerite Girard*»⁸.

Pierre Gaubert savait signer avec aisance. Le couple avait à son service un valet qui fut parrain de Françoise, l'une de leurs 13 enfants née le 18 septembre 1764. Le 20 septembre 1761 Pierre Gaubert figure parmi les «principaux habitants et taillables» de la paroisse qui désignent les consuls de Saint Vivien de même qu'il est présent lors de la réunion du 29 juillet 1764⁹.

Tous ces éléments montrent que Pierre Gaubert est parmi les notables de Saint Vivien et a bien pu fournir un arbre pour restaurer la charpente de l'église.

Signalons que les Gaubert ont eu 13 enfants dont les parrains ont tous su signer sauf leur valet déjà mentionné.

- 6 avril 1746 a été baptisée Marguerite Gaubert. Parrain : Jean Gaubert. Marraine Marguerite Girard.

- 2 septembre 1747. Louis Gaubert a eu pour parrain Louis Gaubert qui a signé et pour marraine Marie Despax. Il s'agit vraisemblablement des grands parents

- 28 août 1749. Marie Gaubert a eu pour parrain Jean Montaut, procureur d'office de Saint Avit et pour marraine Marie Gaubert.

- 25 janvier 1751. Jeanne Gaubert a eu pour parrain Guillaume Montaut et pour marraine Jeanne Gaubert. Parmi les signatures on retrouve celle d'un Petiteau, déjà présent au mariage. Si l'on considère les signatures, il s'agit vraisemblablement de Nicolas Petiteau, lui-même parrain d'un des autres donateurs, Nicolas Petiteau.

- 29 mai 1753. Françoise Gaubert a pour parrain Pierre Girard et pour marraine Françoise Gaubert.

- 5 mai 1755. Marguerite Gaubert a pour parrain Jean Nadau de Neujons et pour marraine Marguerite Girard. (Les Nadau sont des laboureurs aisés de Neujons).

- 12 novembre 1756. Marguerite Gaubert a été baptisée.

- 8 février 1758. Jacques Gaubert a eu pour parrain Jacques Girard et pour marraine Magdelaine Moreau.

- 7 mars 1760 ; Jean Gaubert a eu pour parrain Jean Lignières et pour marraine Jeanne Gaubert.

- 4 décembre 1762. Jeanne Gaubert a été baptisée

- 18 septembre 1764. Françoise Gaubert a eu pour parrain le valet.

- 18 mai 1767. Vivien Gaubert a été baptisé.

- 1 juin 1769. Jean Gaubert a été baptisé 23 ans après sa sœur aînée, Marguerite.

Pierre Gaubert est décédé le 4 février 1793 à son domicile du village de Gadras. Dans la déclaration faite par son gendre Jean Quaysy, cultivateur âgé de 39 ans, demeurant également au village de Gadras, il est précisé que Pierre Gaubert était âgé de septante ans et qu'il était l'époux de Marie Despart. (Ici, il y a eu confusion entre Despax et Despart)

«PIERRE PEINAV»

Pierre Peyneaud ou Peynaud ou Peynaud, du village de Maroire¹⁰

La difficulté pour identifier Pierre Peyneaud a été accrue par la banalité du prénom Pierre qui multiplie les homonymes. Pierre Peinau qui signe Peyneaud,

7. A.C.Monségur. GG11, registre de la paroisse de Montignac. A.C.Saint Vivien. GG1. Acte de décès du 4 février 1793. A.D.Gir. 3E17212 et 3E16804.

8. A.C.Saint Vivien. GG1 n°280. Acte de décès du 4 février 1793.

9. A.D.Gir. Archives notariales Petiteau 3E16804.

10. A.C. Saint Vivien. Acte du 16 messidor 2.

Pierre Peinau, ou Peynaud, ou Peynaud, ou Peyneaud du village de Maroire

Pierre Peinau - Marie Ragot

20-3-1719 4-9-1792

1741 ou 1742

1715 ?

23-10-1760

Saint Martin de Lerm

Marguerite Meilhon

Pierre Peinau

29-04-1743 : Pierre. Parrain, Pierre Peynaud. Marraine, Marie Jolles.

01-06-1745 : Nicolas. Parrain, Nicolas Meilhon. Marraine, Jeanne Ragot. Nicolas Peinau fut élu le 25 mai 1790 électeur du canton de Monségur pour siéger à l'Assemblée du département.

11-05-1747 : Pierre. Parrain, Pierre Meilhon. Marraine, Jeanne Peynaud.

26-11-1750 : Catherine. Parrain, Raymond Chevillard. Marraine, Catherine Pouvereau.

10-10-1752 : Michel et Marie. Parrains, Michel Ragot et Pierre Peynaud. Marraines, Marie et autre Marie Ragot.

Pierre Peinau savait signer, faisait partie des habitants taillables de Saint Vivien, des syndics et fabriciens qui décidèrent de couper l'ormeau devant l'église le 15 février 1761.

Le patronyme de sa mère «Ragot» est aussi le nom d'un village, tout près de Maroire.

Nicolas, un de ses fils fut élu député à l'Assemblée départementale pendant la Révolution. Il habitait à La Fue où se trouve un très beau pigeonnier Renaissance qui témoigne de l'importance et de l'ancienneté de l'exploitation agricole.

Pierre Peinau est décédé à l'âge de 73 ans.



La fue (Tour).

fait partie des principaux habitants taillables réunis le 20 septembre 1761 pour désigner leurs consuls. Le 15 février de la même année, il était présent à l'assemblée des syndic fabriciens et autres notables qui avaient décidé de couper un ormeau du cimetière pour faire face aux réparations de l'église ¹¹. Dans le registre paroissial, il n'est pas aisé de reconnaître de quel Pierre Peyneaud il s'agit : l'époux de Marguerite Meilhon celui de Anne Forestier ou celui de Marie Rambaut ? Nous nous sommes basés sur une logique des dates, sur la signature de Pierre Peyneaud, sur la notoriété de l'un d'eux qui aurait été plus importante.

Le donateur de la poutre est très vraisemblablement Pierre Peyneaud né le 20, mais baptisé le 26 mars 1719. Fils de Pierre Peynaud et de Marie Ragot, il eut pour parrain Pierre Cousseau de Saint Sulpice et pour marraine Françoise Peynaud.

Aussi loin que nous avons pu rechercher dans le registre paroissial de Saint Vivien, nous avons constaté que Pierre Peynaud, et Marie Ragot, les parents du donateur, avaient déjà eu d'autres enfants, notamment Anne née le 6 novembre 1708, Jean né le 13 septembre 1713, Jeanne née le 18 février 1716 ; autrement dit, Pierre Peynaud et Marie Ragot se sont mariés avant 1708, ont eu au moins 4 enfants dont le donateur de la poutre fut le dernier ¹².

Pierre Peyneaud épousa sans doute vers 1741 ou 1742 et à Saint Martin de Lerm, Marguerite Meilhon. En effet, le premier enfant naquit en 1743 et leur second fils, Nicolas, eut pour parrain Nicolas Meilhon de Saint Martin de Lerm ¹³.

Pierre Peyneaud et Marguerite Meilhon ont eu 6 enfants.

- 29 avril 1743, Pierre a eu pour parrain Pierre Peynaud et pour marraine Marie Jolles.

- 1er juin 1745, Nicolas a eu pour parrain Nicolas Meilhon, sans doute son oncle ou son grand père, et pour marraine Jeanne Ragot. Ce Nicolas Peynaud fils du donateur fut élu le 25 mai 1790 comme 4ème. électeur du canton de Monségur pour siéger à l'assemblée du département ¹⁴. Il était qualifié de laboureur et habitait à Saint Vivien, au lieu dit La Fue. Le 7 février 1762, il s'était marié avec une veuve, Jeanne Boudin. Le 2 avril 1793, leur fils Pierre, âgé de 27 ans épousait Philipe Ferchaud de Dieulivol.

- 11 mai 1747, Pierre a eu pour parrain Pierre Meihon et pour marraine Jeanne Peynaud qui n'ont signé pour ne savoir.

- 26 novembre 1750, Catherine a eu pour parrain Raymond Chevillard (qui a signé) et pour marraine Catherine Pouvereau.

- 10 octobre 1752, Michel et Marie, jumeaux, ont eu pour parrains Michel Ragot (qui a signé) et Pierre Peynaud et pour marraines, Marie et autre Marie Ragot.

Le 12 mai de cette même année, Pierre Peyneaud a signé pour le mariage de Michel Ragot, meunier et de Thérèse Cassin.

Si l'on s'en tient au registre paroissial de Saint Vivien, il est rare de trouver Pierre Peyneaud comme parrain ou témoin de mariage, alors que la signature de Jean Peynaud, sonneur de cloches figure plus souvent dans le registre.

Marguerite Meilhon, l'épouse de Pierre Peyneaud est décédée âgée de 45 ans environ, le 23 octobre 1760. Pierre Peyneaud lui a survécu 32 ans, jusqu'au 4 septembre 1792. Il fut enseveli dans le cimetière comme l'étaient tous ses concitoyens à cette époque là.

«NICOLAS PETITEAV» Nicolas Petiteau dit Cordelier du village de Gadras

Les Petiteau sont nombreux à Saint Vivien au XVIIIe siècle. En 1716 par exemple ont été baptisés : Marguerite, fille de Joseph, Marie, fille de Mathieu, Marie fille de Jean et Nicolas fils de Barthélémy.

La difficulté est de bien cerner de quel Nicolas Petiteau il s'agit. Heureusement, le prénom Nicolas est moins courant que Pierre et la comparaison entre

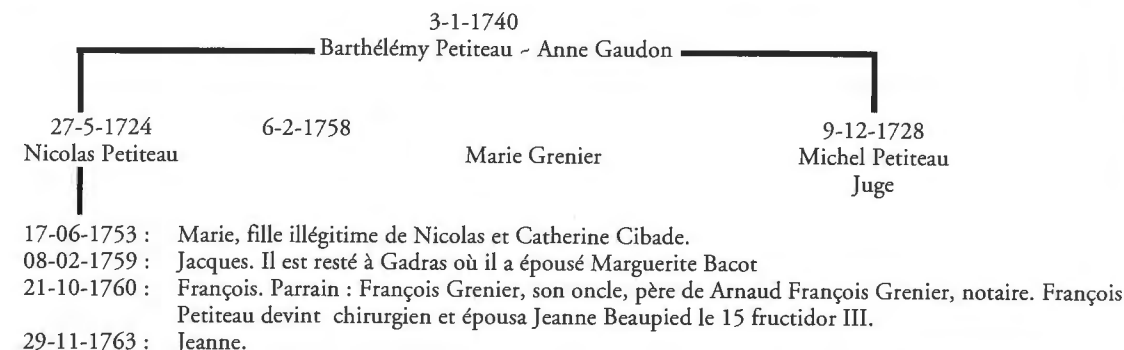
11. A.D.Gir. Archives notariales Petiteau 3E16804.

12. Le registre paroissial de Saint Vivien a été commencé en 1708.

13. A.C. Saint Vivien. Le 31 janvier 1741, Nicolas Meilhon de Saint Martin de Lerm est témoin du mariage de Michel Ferrand, brassier et de Jeanne Gargon.

14. A.C.Monségur.

Nicolas Petiteau dit Cordelier du village de Gadras



Nicolas Petiteau savait signer dès l'âge de sept ans, pour le baptême de sa sœur Louise. A 38 ans, il eut une première fille illégitime qu'il reconnut, puis se maria et eut 3 autres enfants dont le dernier à 48 ans. Il avait des liens étroits avec Pierre Gaubert et Jean Renateau, eux aussi donateurs d'une poutre. (Pierre Gaubert et Jean Renateau ont signé le 23 février 1754, au mariage de Pierre Girard et Anne Petiteau, sœur de Nicolas). Son frère Michel Petiteau et son neveu Arnaud François Grenier du village de Serres, furent l'un juge et l'autre notaire à Saint Vivien. Nicolas Petiteau fut enseveli dans l'église de Saint Vivien à l'âge de 58 ans, le 8 avril 1773.



les dates et les signatures permet d'affiner la recherche. Notre choix s'est finalement porté sur Nicolas Petiteau, fils de Barthélémy et de Anne Gaudon.

15. Nous avons envisagé l'hypothèse selon laquelle Nicolas Petiteau, le parrain, aurait été le donateur, mais il mourut le 8 janvier 1754 à l'âge de 72 ans. En 1753, au moment des travaux, il avait donc 71 ans et il était beaucoup plus âgé que les autres donateurs.

16. A.C. Saint Vivien. Le 4 septembre 1725, Barthélémy Petiteau a signé pour le mariage de Raymond Guignard (page 127). Le 22 décembre 1754, Anne Gaudon signait sur le registre pour le baptême de son petit fils Jacques Girard fils de Pierre et d'Anne Petiteau, la sœur de Nicolas. (page 402).

17. A.C. Saint Vivien. Page 156, Michel Petiteau épousa Jeanne Mielle.

18. Acte de naissance de Jacques Petiteau, 14 messidor an 7.

Né le 27 mai 1724, baptisé le 28, il a eu pour parrain Nicolas Petiteau qui a signé et pour marraine Jeanne Gaudon ¹⁵. Le père et la mère de Nicolas Petiteau savent signer, ce qui confirme l'appartenance à une catégorie de la population la plus instruite ¹⁶. Le 9 décembre 1728, naissait Michel Petiteau, un des frères de Nicolas qui allait devenir notaire royal de Saint Vivien de 1755 à 1794 ¹⁷. Leur père Barthélémy Petiteau mourut âgé de 55 ans au château de la Gajante, à Saint Ferme, le 3 janvier 1740 d'où il fut transporté à Saint Vivien pour être enseveli dans l'église de cette paroisse. Ce n'est pas pour autant que les Petiteau habitaient le château de la Gajante. Ils vivaient à Saint Vivien au village de Gadras ¹⁸.

Dès l'âge de sept ans, parrain de sa sœur Louise qui meurt au moment de sa naissance, Nicolas Petiteau signe très lisiblement «nicollas petiteau»¹⁹.

Le 17 juin 1753 est baptisée une «Marie Petiteau, fille illégitime de Nicolas Petiteau et de Catherine Cibade». Il est certain qu'à cette époque là Nicolas Petiteau n'était pas encore marié ; il a donc bien pu être le père d'un enfant illégitime qu'il a d'ailleurs reconnu.

En effet Nicolas Petiteau ne s'est marié qu'à l'âge de 34 ans, le 6 février 1758. Il épousa Marie Grenier tandis que François Grenier, frère de l'épouse se mariait le même jour avec Marie Bignon, fille de Sieur Labarthe Bignon²⁰. Du mariage de François Grenier naquit le 5 février 1762 Arnaud dit Arnaud François Grenier qui devint notaire royal et maire de Saint Vivien pendant la Révolution²¹. Nicolas Petiteau et son épouse avaient ainsi un frère et un neveu notaires. Ils entretenaient des relations aussi bien avec François Grenier qu'avec Michel Petiteau et Pierre Girard. On les retrouve également, pour le mariage de Anne Petiteau aux côtés de Pierre Gaubert et de Jean Renateau, autres donateurs des poutres²².

Nicolas Petiteau et Marie Grenier n'ont eu apparemment que trois enfants.

- Jacques, baptisé le 8 février 1759. Dans l'acte de baptême, il est précisé que Nicolas Petiteau est dit Cordelier. Jacques Petiteau a épousé Marguerite Bacot. Le 30 pluviôse III, naissait Marie Petiteau à Gadras et le 14 messidor an 7 naissait également dans leur maison de Gadras, un fils Jacques Petiteau.

- François, baptisé le 21 octobre 1760. Il devint chirurgien et il épousa, le 15 fructidor an III, Jeanne Beaupié.

- Jeanne, baptisée le 29 novembre 1763.

Le 8 avril 1773 Nicolas Petiteau âgé de 58 ans était enseveli dans l'église de la paroisse Saint Vivien de Boissan. Ce notable qui avait fourni une poutre eut ainsi le privilège de pouvoir la contempler pour l'éternité.

«MOLINE : E. MARTAV»

Pierre Mouline du village de Serres

«Moline» doit se lire «Mouline» si l'on tient compte du fait que selon la graphie occitane, «o» se prononce «ou». Dans le registre paroissial de Saint Vivien figure

la signature «Moulline», mais il s'agit de Laurent Mouline, décédé le 20 octobre 1789 à l'âge de 88 ans.

Moline, le donateur est certainement Pierre Mouline qui fut baptisé le 9 février 1712. Il était le fils de Mathurin Mouline et de Marguerite Martau²³. Nous comprenons mieux dès lors, pourquoi les deux noms Moline et E. Martau figurent sur la même poutre. Deux membres d'une même famille avaient sans doute en co-propriété l'arbre de haute futaie nécessaire à la charpente de l'église. D'ailleurs le parrain de Pierre Mouline, le forgeron Pierre Martau était un membre de la famille Martau de Montignac ; il fut aussi témoin de la réunion du conseil paroissial le 29 juillet 1764. Mais le patronyme de la marraine Elisabeth Cailleton n'apparaît qu'à cette occasion dans le registre de Saint Vivien. Elle n'était ni de Saint Vivien, ni de Monségur.

Pierre Mouline a épousé Jeanne Sourisseau, sans doute dans une paroisse autre que celle de Saint Vivien. D'après nos recherches, le couple eut 5 enfants.

- 6 mai 1741, Pierre a eu pour parrain Pierre Sourisseau qui a signé et pour marraine Marguerite Martau, sa grand mère²⁴. Il épousa Jeanne Sauvestre et le couple a habité le village de Serres où Jeanne Sauvestre est décédée le 8 Floréal 2, 27 avril 1794.

- 24 juin 1745, Laurens a eu pour parrain Laurens Mouline qui signe Moulline et pour marraine Jeanne Sourisseau.

- 17 novembre 1747, Marguerite née le 5 novembre a eu pour parrain Mathieu Grand qui a lui aussi signé et pour marraine Marguerite Martau.

19. A.C. Saint Vivien 10 avril 1731 page 174.

20. A.C. Saint Vivien page 430.

21. A.C. Saint Vivien. Page 856, mariage de François Petiteau, officier de santé, fils de Nicolas, qui épousait Jeanne Beaupied.

22. La sœur de Nicolas Petiteau, Anne Petiteau épousa le 23 février 1754, Pierre Girard, marchand. Trois Petiteau ont alors signé de même que Gaubert et Renateau. Le 21 octobre 1760, François Grenier était parrain de François Petiteau, fils de Nicolas. Le 9 décembre 1764, Nicolas Petiteau était parrain de Marguerite Grenier, fille de François. Le 13 avril 1769, Marie Grenier était marraine de François Grenier.

23. Mathurin Moline décéda le 3 août 1736. Il avait alors 70 ans.

24. Pierre Sourisseau est vraisemblablement le père de Jean Sourisseau qui succéda à Jean Rambaud à la tête du conseil de fabrique en 1764.

Pierre Moline ou Mouline, du village de Serres

1666 3-8-1736
Mathurin Moline - Marguerite Martau

9-2-1712 17-5-1786
Pierre Moline

11-12-1778
Jeanne Sourisseau

06-05-1741 : Pierre. Parrain, Pierre Sourisseau. Marraine, Marguerite Martau, sa grand mère.
24-06-1745 : Laurens. Parrain, Laurens Mouline. Marraine, Jeanne Sourisseau.
05-11-1747 : Marguerite. Parrain, Mathieu Grand. Marraine, Marguerite Martau.
01-04-1750 : Dominique. Parrain, Dominique Martau, charpentier de haute fûtée. Marraine, Elisabeth Mouline.
12-02-1753 : Barthélémy. Parrain, Barthélémy Martau, Marraine, Marguerite Birolet.

Pierre Mouline ne savait pas signer.

Il habitait vraisemblablement au village de Serres, tout comme son beau frère Pierre Sourisseau qui prit la tête du conseil de fabrique en 1764. Le notaire Arnaud François Grenier, neveu de Nicolas Petiteau habita lui aussi ce village et devint maire de Saint Vivien pendant la Révolution.

Pierre Mouline décéda à l'âge de 66 ans.

Etienne Martau ou Marteau à Montignac

Montignac
Etienne Marteau
Forgeron

2-11-1755
Sainte Gemme

1722 28-10-1790
née à Savignac de Duras
Guillemete Vidau

22-06-1759 : Jean. Parrain, Jean Cousseau. Marraine, Marie Videau
04-05-1761 : Jeanne. Parrain Jacques Marteau, charpentier. Marraine, Jeanne Videau.
10-10-1762 : Catherine. Parrain, Jean Marteau. Marraine, Catherine Ardoin.
22-06-1764 : Jean. Parrain, Jean Martau. Marraine, Jeanne Castever.
12-05-1769 : Pierre. Parrain, Pierre Faurie. Marraine, Catherine Vergès.

Après s'être marié à Sainte Gemme, Etienne Martau revint s'établir comme forgeron à Montignac où il était né. Il savait signer.

Pierre Mouline et Etienne Marteau, étaient apparentés, sans doute cousins. Ceci explique que leurs deux noms figurent sur la même poutre qu'ils ont offerte en commun.



- 1er avril 1750, Dominique a pour parrain Dominique Martau, charpentier de haute futaie qui décéda le 11 mai 1790 à l'âge de 72 ans. La marraine fut Elisabeth Mouline. Aucun des deux n'a signé.

- 14 février 1753, Barthélémy, né le 12 a eu pour parrain Barthélémy Martau et pour marraine Marguerite Birolet. Aucun des deux n'a signé.

Le 11 décembre 1778, Jeanne Sourisseau mourait à l'âge de 60 ans. Douze ans plus tard, le 17 mai 1786, c'était le tour de Pierre Mouline qui avait vécu jusqu'à l'âge de 75 ans.

Pierre Mouline ne savait apparemment pas signer.

Etienne Marteau du bourg de Montignac

Le donateur est cette fois-ci étranger à la paroisse. Etienne Marteau, vraisemblablement cousin de Pierre Mouline était forgeron au bourg de Montignac.

«Le 2 novembre 1755, Etienne Marteau, forgeron habitant de la paroisse de Sainte Gemme, natif de la présente (Montignac), épousait Guillemete Vidau, habitante de Savignac, diocèse d'Agen en présence de Jean Vidau père de l'épouse, Jean Videau cousin, François Bedet. Ont signé : J. Marteau. J. Videau. Bette (écrit Bedet dans l'acte). Lignières. Marteau (l'époux)»²⁵. Etienne Marteau est donc né à Montignac, comme Marguerite Martau, l'épouse de Pierre Mouline. Il a ensuite exercé sa profession de forgeron à Sainte Gemme avant de se marier et de revenir dans sa paroisse natale où le couple s'est établi dans le bourg comme en témoignent les actes de baptême des enfants.

- 22 juin 1759, Jean Marteau, né dans la bourg, fils d'Etienne Martau forgeron et de Guillemette Videau. Parrain Jean Cousseau, marraine Marie Videau.

- 4 avril 1761, Jeanne baptisée le 5 a eu pour parrain Jacques Martau (charpentier de haute futaie), et pour marraine Jeanne Videau.

- 10 octobre 1762, Catherine, fille légitime d'Etienne forgeron et de Marguerite Rouillet (?). Parrain Jean Martau, marraine Catherine Ardoin. Il semble qu'il y ait eu une erreur dans la transcription du nom de la mère ; en effet, Etienne Marteau toujours

qualifié de forgeron, eut d'autres enfants, mais la mère est alors appelée Marguerite et non Guillemette Bidau ou Videau.

- 22 juin 1764, Jean, fils d'Etienne Marteau forgeron et de Marguerite Bidau. Parrain Jean Martau, marraine Jeanne Castever.

- 12 mai 1769 Pierre a eu pour parrain Pierre Faurie et pour marraine Catherine Vergès.

Puis le 12 juin 1769, Etienne Marteau a été parrain de Etienne Marteau, fils de Jacques, maître charpentier de haute futaye et de Catherine Verger. Il est très vraisemblable qu'Etienne Marteau, forgeron, était le frère de Jacques Marteau, charpentier.

En 1782, le 17 février, Etienne est témoin du décès de Jacques Grenouilleau et signe sur le registre.

Le 28 octobre 1790 fut enterrée dans le cimetière de Montignac Marguerite Videau, épouse d'Etienne Marteau, forgeron, âgée d'environ 68 ans. Qu'elle ait été appelée Guillemete Vidau, Videau, Bidau, Marguerite ou encore Marguerite Rouillet, il s'agit bien de la même personne, mais son nom a été rapporté de différentes façons. Etienne Marteau mourut après son épouse, sinon, l'acte porterait la mention «veuve» ; malheureusement ni à Monséjour, ni à Saint Vivien, nous n'avons pu retrouver l'acte de décès d'Etienne Martau²⁶.

«JEAN RENATEAV» Jean Renateau du village de Rochereau

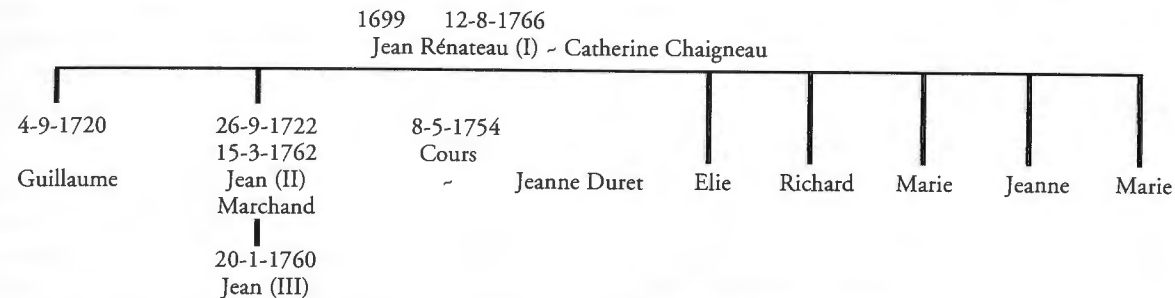
Lequel des deux, du père ou du fils tous deux nommés Jean Renateau, a fourni une poutre de l'église Saint Vivien de Boissan ?

Une chose est certaine : les Renateau sont domiciliés au village de Rochereau. C'est là que se rendit le 13 août 1766, Antoine Albert, notaire royal, à l'issue de la mort de Jean Renateau pour exécuter le testament du 6 juillet 1766. Jean Renateau que nous ap-

25. A.C.M. GG12. La paroisse natale de Guillemette Vidau est Savignac de Duras.

26. Tous les actes mentionnés figurent dans les registres GG11 et GG12 des archives communales de Monséjour.

Jean Renateau du village de Rochereau



Nous ignorons à priori, qui du père Jean Renateau (I) ou du fils Jean Renateau (II) fit don de la poutre. Nous savons seulement que Jean Renateau (I) mourut 4 ans après son fils et qu'il légua ses biens à ses filles et à son petit fils Jean (III). Guillaume, le fils aîné était décédé en bas âge, ainsi que le troisième des sept enfants de Jean Renateau et Catherine Chaigneau. Ainsi, il se peut que Jean (II) n'ayant jamais disposé des biens familiaux, ce soit Jean (I) le donateur, d'autant qu'il fut enseveli dans l'église de Saint Vivien. Quoiqu'il en soit, Jean Renateau (I) était marchand et petit propriétaire. Il accorda 800 livres de dot à sa fille Marie lorsqu'elle épousa Pierre Foucaud, charpentier de moulin. L'autre Marie épousa Jacques Charrier, marchand de Cours.

Jean Renateau (I) est-il également le père d'un enfant illégitime né le 15 juillet 1727, «fils de Jean Renateau et de Marie Jamin, femme à Pierre Grand» ?

Le testament de Jean Renateau (I) dressé devant le notaire Antoine Albert donne les détails des biens que pouvait posséder une famille type de ces marchands-laboureurs du canton de Monséjour. Ce testament montre également le souci de transmission des biens de cette couche de la société certes modeste sur un plan national, mais assez bien pourvue sur un plan local.



pellerons Jean Renateau I y exprimait sa volonté d'être enseveli dans l'église et de faire dire 30 messes pour le repos de son âme. Il avait épousé Catherine Chaigneau dont il eut sept enfants. Serait-il en outre le père d'un fils illégitime de Marie Tamin, femme à Pierre Grand, né le 15 juillet 1757 et reconnu par un Jean Renateau ?

Des sept enfants, l'aîné Guillaume, né le 4 septembre 1720 et le troisième étant décédés en très bas âge, l'héritage fut partagé entre Richard, Marie, Jeanne, autre Marie et le petit fils Jean, lui-même fils de Jean décédé²⁷. Jean Renateau I mourut à l'âge de 67 ans et fut enseveli dans l'église de Saint Vivien.

Son fils Jean Renateau II, qualifié de marchand, né le 26 septembre 1722, avait épousé le 8 mai 1754 dans l'église Saint Martin de Cours, Jeanne Duret. Un premier fils, Jean né en avril 1755 était mort dès le mois de septembre de la même année. L'héritier du grand père fut un autre fils de Jean et de Jeanne Duret, Jean Renateau III, baptisé le 20 janvier 1760. Deux ans plus tard, Jean II mourut le 15 mars 1762. Il fut enseveli dans l'église de Saint Vivien ce qui laisserait supposer que c'était lui le donateur d'une poutre²⁸. Mais son père disposa des biens de la famille au-delà de 1762, comme l'indique le testament de 1766. Alors, qui fut le donateur ?

Pour le mariage de Marie Renateau, sœur de Jean Renateau II, avec le charpentier de moulin Pierre Foucaud, Jean Renateau I, marchand, avait constitué une somme de 700 livres tandis que Marie Chaigneau, la mère de l'épouse constituait de son côté une somme de 100 livres²⁹.

L'autre Marie quant à elle épousa le 29 janvier 1768 Jean Charrier, marchand de Saint Martin de Cours de Monséguir³⁰. Les Renateau, marchands et petits propriétaires avaient des relations essentiellement avec des marchands ou des artisans. Le 19 février 1752, Jean Renateau I et Marie Grenier épouse de Nicolas Petiteau sont ensemble parrain et marraine de Jean Boudin. Une fois encore on constate qu'il existait des liens entre les donateurs, ce qui n'a rien de surprenant dans une petite paroisse.

«F. DESPAR»

François Despart, dit Lacombe,

De tous les donateurs, François Despart est le plus âgé. Si l'on en croit son acte de décès selon lequel en

1758, il avait 55 ans, il serait né vers 1703, date que nous n'avons pas pu vérifier puisque le registre paroissial de Saint Vivien commence en 1708. Cette année là, le 5 avril, fut baptisé François Despar, fils de Charles et de Marie Sourisseau. Son frère autre François fut son parrain et il eut pour marraine sa sœur Françoise.

François Despar qui était marchand voiturier épousa le 4 mars 1726, Louise Philipot. Si les époux n'ont pas signé pour ne savoir, de nombreuses signatures accompagnent l'acte de mariage, celles de Despar et non Despar, Sourisseau, Boudin, Renateau, autre donateur³¹.

Les Despart eurent 7 enfants :

- 20 janvier 1728, Jeanne eut pour parrain Jean Philipot sacristain et pour marraine Jeanne Sourisseau qui n'ont pas signé. Le 20 septembre 1746, Jeanne Despar épousa Jean Lespinnasse laboureur de Sainte Gemme.

- 20 juin 1729, Guillaume eut pour parrain Guillaume Despar et pour marraine Pétronille Gay qui n'ont pas signé. Il se maria avec Béatrix Ragot et décéda le 12 septembre 1788. Deux de ses enfants François né le 7 janvier 1772 et un anonyme né le 23 mai 1774 moururent à leur naissance. Un autre François né le 2 avril 1770 mourut 3 ans après, le 22 septembre 1773. Jean, baptisé le 22 février 1775 eut pour parrain Jean Ragot alors séminariste. Enfin Jean François baptisé le 12 avril 1777 eut pour parrain François Grenier qui n'a signé pour ne savoir. Il ne s'agit donc pas de François Grenier notaire.

27. A.D.Gir. 3E16808.

28. A.C.Saint Vivien. Selon l'acte de décès Jean Renateau avait 35 ans environ, mais dans le testament établi en 1766 il est écrit que Jean Renateau était décédé depuis environ 4 ans.

29. A.D.Gir. 3E16804.

30. A.C.Saint Vivien.

31. Nicolas Despar était le père de Marie Despar qui épousa en 1744 Pierre Gaubert. Il était décédé quand sa fille se maria mais il a signé aussi pour le mariage de Vivien Renateau, le 29 octobre 1726 et pour le baptême de Marie Petiteau, sœur de Nicolas, le 8 avril 1726. Quant à Renateau, le 12 avril 1725, sur l'acte de baptême de Françoise Grégoire, Jean Renateau I alors parrain signe de la même façon.

François Despar ou Despart, dit Lacombe, lieu-dit La Combe

1703 18-3-1758
François Despar
Marchand voiturier

4-3-1726

1706 12-9-1779
Louise Philipot

20-01-1728 : Jeanne. Parrain Jean Philipot, sacristain. marraine Jeanne Sourisseau.

20-06-1729 : Guillaume. Parrain, Guillaume Despar. Marraine, Pétronille Gay.

15-11-1733 : François. Parrain, Jacques Girard apparenté aussi aux Gaubert. Marraine, Françoise Despar ensevelie le 14 février 1771 dans l'église.

11-08-1735 : Marguerite. Parrain, Arnaud Dupons. Marraine, Marguerite Marnès

13-12-1739 : Jean. Parrain, Jean Deynaut. Marraine Françoise Despar.

11-11-1741 : Nicolas. Parrain, Nicolas Petiteau, autre donateur, Marraine. Françoise Despar.

08-03-1756 : François. Parrain, son frère Guillaume. Marraine, sa sœur Marguerite.

15 ans séparent les deux dernières naissances. Le père avait alors 53 ans et la mère 50 ans.

De tous les donateurs, François Despar est le plus âgé. Il ne savait apparemment pas signer. Son fils Guillaume a assisté à la réunion du 15-2-1761 pour la réparation de l'église. François Despar fut lui aussi enseveli dans l'église Saint Vivien de Boissan.



- 15 novembre 1733, Françoise Despar eut pour parrain Jacques Girard qui a signé et pour marraine Françoise Despar ensevelie le 14 février 1771 dans l'église.

- 11 août 1735, Marguerite Despar eut pour parrain Arnaud Dupons qui a signé et pour marraine Marguerite Marnès. Le 23 février 1770 Marguerite Despar épousa Jean Bouffard.

- 13 décembre 1739, Jean Despar eut pour parrain Jean Deynaut et pour marraine Françoise Despar qui n'ont signé.

- 11 novembre 1741, Nicolas Despar avait pour parrain Nicolas Petiteau, autre donateur, et pour marraine Françoise Despar.

- 8 mars 1756, François Despar eut pour parrain son frère Guillaume qui signe très lisiblement Despart et pour marraine sa sœur Marguerite. Nous avons

bien vérifié, 15 ans séparent les deux dernières naissances. Le père, François Despar, avait alors 53 ans et la mère, Louise Philipot, en avait 50.

Les Despart semblent avoir bénéficié d'une petite notoriété. Ils ont des relations avec les Petiteau et ils se font ensevelir dans l'église paroissiale. Guillaume Despart a assisté à la réunion du 15 février 1761 pour les réparations à faire à l'église. Il savait signer, de même que son frère le plus jeune, François, qui s'établit à Sainte Colombe de Duras³².

François Despar dit Lacombe mourut le 18 mars 1758 à l'âge de 55 ans. Lui aussi fut enseveli dans l'église paroissiale de Saint Vivien. Sa veuve, Louise Philipot, lui survécut 21 ans ; elle est décédée âgée de 72 ans, le 12 septembre 1779.

En conclusion de ces recherches, nous pouvons dire que les donateurs étaient des propriétaires, mais qu'aucun n'appartenait à la noblesse. Pourtant, parmi la noblesse locale, les de Menou avaient de nombreuses métairies à Saint Vivien, les Auger, de Saint Sulpice de Guilleragues, seigneurs de la juridiction de Monségur et par conséquent de Saint Vivien, avaient une fortune non négligeable et des arbres de haut jet comme dans la garenne dont les arbres furent coupés pour rendre le Drot navigable en 1794³³. Dans quelle mesure cette noblesse se sentait-elle concernée par la vie de la paroisse ? Ni elle ne participe aux réunions du conseil de fabrique, ni elle n'aide les paroissiens à restaurer leur église.

Pour en revenir aux donateurs, une étude plus approfondie, entre autres celle des actes des notaires, serait nécessaire pour mieux connaître leur degré de richesse.

Toutefois, nous avons pu établir qu'ils savent presque tous écrire et qu'ils font partie des notables de la paroisse.

S'ils sont propriétaires, ils ne sont pas tous pour autant exclusivement cultivateurs et encore moins rentiers. Les Gaubert, les Renateau, sont marchands, Etienne Marteau est artisan, François Despart est voiturier autrement dit marchand ambulant. Ils sont le reflet de la classe moyenne de la juridiction.

Propriétaires fonciers plus ou moins importants ils pratiquaient une autre activité rémunératrice tout comme de nombreux habitants de Monségur.

Ils habitent dans le même secteur de Saint Vivien, de part et d'autre de la vallée de l'Andouille. Les familles Petiteau et les Gaubert, résident toutes deux dans le même village, celui de Gadras.

Jusqu'à ce qu'une ordonnance royale l'interdise, tous les donateurs ont été ensevelis dans l'église. C'était là un privilège dont bénéficiaient en d'autres lieux la noblesse et ici la bourgeoisie locale.

Au moment des réparations, tous les donateurs ont plus de 30 ans, sont bien établis, mariés, à l'exception de Nicolas Petiteau.

De cette «micro» étude démographique, il ressort que l'endogamie est la règle générale, on se marie dans un rayon ne dépassant pas une dizaine de kilomètres, le mariage ayant lieu dans la paroisse de l'épouse.

Les couples ont plus de cinq enfants, la moyenne s'établissant autour de six, avec le maximum de 13 chez les Gaubert. Nous avons relevé un fait exceptionnel, la maternité très tardive de Louise Philipot épouse de François Despart. D'autre part, deux des donateurs, Nicolas Petiteau et Jean Renateau ont reconnu chacun un enfant illégitime.

Toutes les familles sont restées à Saint Vivien au moins jusqu'à la Révolution. Ces familles se connaissent se fréquentaient, mais il n'y a là rien de bien surprenant dans une paroisse de 661 habitants qui était cependant une des plus peuplées de la juridiction de Monségur³⁴. Tous les noms des «villages» de Saint Vivien où habitaient les donateurs existent encore et malgré les modifications apportées au cours des années, on identifie facilement les maisons où ils ont vécu. A Maloire, le portail de la grange porte la date 1787, sans doute l'année où un des fils de Pierre Peinau fit faire des réparations à la maison familiale.

Quant à l'église elle-même, si l'édifice de base est incontestablement roman comme en témoignent le chœur et les modillons du portail nord, de nombreuses transformations en ont au cours des siècles modi-

35. A.C. Saint Vivien. En parcourant le registre paroissial, nous avons relevé les notes suivantes.

«Sera pour mémoire que l'hourmeau le plus gros dans le cimetière qui est du côté du levant du bourg ou il a été fait un mur en rond fut épilé par Guillaume Boudin boucher n'étant plus gros qu'une haussine en l'année 1740».

«Le 20 mai 1757, est décédé Jean Frouin, 58 ans, mort pour avoir été mordu par un loup enragé au visage quoi qu'il n'eut été à la mor. Le 4 juin 1757, est décédé Pierre Gerbaut, 9 ans, comme enragé pour avoir été mordu d'un loup enragé au visage depuis 40 jours de la morsure».

«Depuis le 24 décembre 1765, il a gelé si fort avec de la neige en divers temps que les rivières ont glacé et qu'on y passa dessus à pied et à cheval pendant plus d'un mois et qu'il y eut bien des arbres gelés surtout des figuiers et même des vignes».

fié l'aspect. Les travaux du XVIIIe siècle ont été de première importance même si les aménagements alors réalisés n'ont pas bouleversé l'aspect général. Les paroissiens n'ont pas hésité à prendre en charge les réparations qui s'imposaient : murer en partie la porte nord, refaire la toiture et le lambris.

Le soin pris en 1991 pour la conservation des poutres a donc permis, d'une part de personnaliser l'église et d'honorer les donateurs, d'autre part d'appréhender un passé vieux de deux cents ans qui nous avait échappé. Les recherches sur les milieux ruraux modestes ont parfois été négligées. La restauration de l'église de Saint Vivien a donné l'occasion de soulever un pan de l'histoire locale³⁵.

32. A.C. Saint Vivien. Acte de mariage d'un fils de Guillaume, 1er Thermidor 4.

33. Véronique Bourgadeu La noblesse dans la juridiction de Monségur. Marie-Claude Jean Monségur : un canton rural pendant la Révolution.

34. A.D. Gir. C 1300. Dénombrement de 1757 à 1761. La paroisse de Monségur-Neujons comptait alors 1136 habitants auxquels il faudrait rajouter les 213 habitants de Montignac et les 126 d'Andraut. Taillecatav 862, vient ensuite Saint Vivien.

Une coupe en faïence bordelaise avec un décor exceptionnel

par Marc Bernard

L'histoire de cette coupe est simple : elle a été signalée pour la première fois à ma connaissance, par l'un de nos érudits bordelais bien connu Vital-Mareille, qui a publié sa photographie à la dernière page de son ouvrage «Les Anciennes Faïences d'Aquitaine» paru en 1936.

Acquise à l'occasion d'une vente publique à Bordeaux, j'avais été frappé non seulement par la qualité exceptionnelle de son décor, mais aussi par la nouveauté de la scène reproduite dont le modèle ne semblait pas avoir été vu auparavant, ni dans la littérature spécialisée, ni dans les nombreux musées de céramique que j'ai eu l'occasion de visiter. D'ailleurs, à l'époque de cet achat, j'ignorais l'ouvrage de Vital-Mareille dont je n'ai eu connaissance que longtemps après, grâce à l'amabilité de sa fille Madame Duchesne, à qui j'adresse mes remerciements

La morphologie de cette coupe est tout à fait classique. Ce modèle était produit identiquement, dans des tailles différentes, par la plupart de nos faïenciers à la fin du XVIII^e siècle : ornée à l'extérieur de godrons en relief partant du talon de la base, ils se terminent par des lobes proportionnés à leur taille en formant la bordure de cette pièce. L'ensemble est recouvert d'émail stannifère blanc, sauf la tranche du talon qui laisse apparaître une terre couleur chamois pour éviter le collage de l'émail sur son support pendant la

cuisson. Signalons enfin que ce talon est percé de deux trous destinés à suspendre la coupe qui sont émaillés de l'intérieur, prouvant ainsi qu'il s'agissait d'une pièce décorative et non d'usage. On retrouve cette morphologie dans la plupart des coupes décoratives de la même époque qui sont légion, et destinées à reproduire le plus souvent des scènes populaires sur des thèmes connus, tels que «L'Arbre d'amour» et bien d'autres à la mode d'alors et qui se vendaient bien sur les marchés. Les décors étaient en général, comme ceux des assiettes de la même époque, traités d'une manière naïve et plutôt gauche.

Or ce n'est pas du tout le cas de notre coupe : le graphisme est excellent, le trait a la précision et la spontanéité que seul un artiste peut donner, pratiquement tous les acteurs de la scène sont en mouvement : on voit l'effort du danseur pour faire tourner sa cavalière qui renverse son buste dans un mouvement giratoire, entraînant sa jupe gonflée tournoyant dans le vent. Le chinois, chasseur à l'arc, s'affaire de son côté avec son chien pour tirer une flèche sur un jeune cerf (plus petit pour paraître éloigné) seule cible immobile de cette étonnante composition. La terrasse elle-même qui supporte ce sujet et qui est en général très statique, participe à l'agitation générale avec ses nuages arrondis qui semblent tourner comme les danseurs par l'effet produit par des tâches orangées, agrémentées d'une tâche bleue volontairement excentrée !

L'examen du dessin montre qu'il n'y a pratiquement pas eu de chatirionage préparatoire, qui consiste comme on le sait, à cerner le contour des personnages et des objets figurés, pour que les ouvriers (qui n'étaient pas des peintres) puissent les garnir de couleurs. Bien au contraire, ce sont les couleurs elles-mêmes que le peintre a utilisé pour délimiter son dessin, avec beaucoup de sûreté. Il est très inhabituel, d'autre part, que les visages, les personnages et leurs vêtements soient aussi soigneusement dessinés sur les faïences de cette époque. Les ombres enfin, sont placées très judicieusement pour faire ressortir les reliefs. C'est d'autant plus habile qu'on ne peut peindre une faïence de grand feu comme un artiste peint une toile. La peinture à l'huile permet des retouches. La technique du grand feu exclue totalement tout repentir et ne tolère aucune erreur : en effet, les couleurs doivent être posées sur l'émail stannifère non cuit, et plus ou moins pulvérulent, sur lequel le moindre trait devient aussitôt indélébile, en attendant qu'une seule cuisson à haute température fixe définitivement, à la fois, l'émail et son décor. On voit donc la difficulté d'établir dans ces conditions un décor à main levée, dans le fond d'une coupe profonde de 7,5 cm...

Attribution et discussion

On conçoit parfaitement que, de prime abord, cette faïence pose quelques interrogations pour l'attribuer spontanément à Bordeaux, tellement on est peu accoutumé à voir des pièces bordelaises de cette qualité.

Voyons un peu les arguments qui militent en sa faveur :

— Les couleurs sont celles fondamentales de Bordeaux :

- Le fameux jaune-orangé, couleur bordelaise caractéristique est dominante.
- Le bleu est le même que celui qu'on retrouve dans d'autres décors, par exemple les jacinthes de Bordeaux.
- L'utilisation du manganèse, si habituelle dans le Bordelais, figure dans les dessins des visages, du chapeau de la danseuse, de la culotte du danseur, de l'arc du chinois et dans tout le graphisme de la terrasse. etc.
- Les verts un peu glauques et jamais lumineux sont bien bordelais...

— «Les roues à rayons» jaune-orangé, placées à l'extrémité de la terrasse, sont une des caractéristiques de la production de Charles-Antoine Boyer qui établit sa propre manufacture en 1765 à Saint-Seurin, après l'expiration du privilège royal d'Hustin (1762) chez lequel il était employé. Le style de Boyer fut analysé et distingué de Hustin par Xavier Védère, mon maître, ancien conservateur du musée des Arts Décoratifs de Bordeaux.

• L'assiette n° 42, page 50 de «Faïences du Sud-Ouest», *Arts Décoratifs* 1982, représente un cerf, placé dans la même attitude que celui de notre coupe.

• Dans «Faïences de Bordeaux», 1980, *Musée des Arts Décoratifs*, on retrouve dans deux assiettes les similitudes suivantes :

N° 157 : Un chinois tireur à l'arc, avec le même chapeau à grands bords relevés devant et derrière, avec une tunique aux manches très larges aux poignets, dont la base se termine par des godrons lobés. Son pantalon bouffant est tout à fait typique des chinois bordelais (voir coupe).

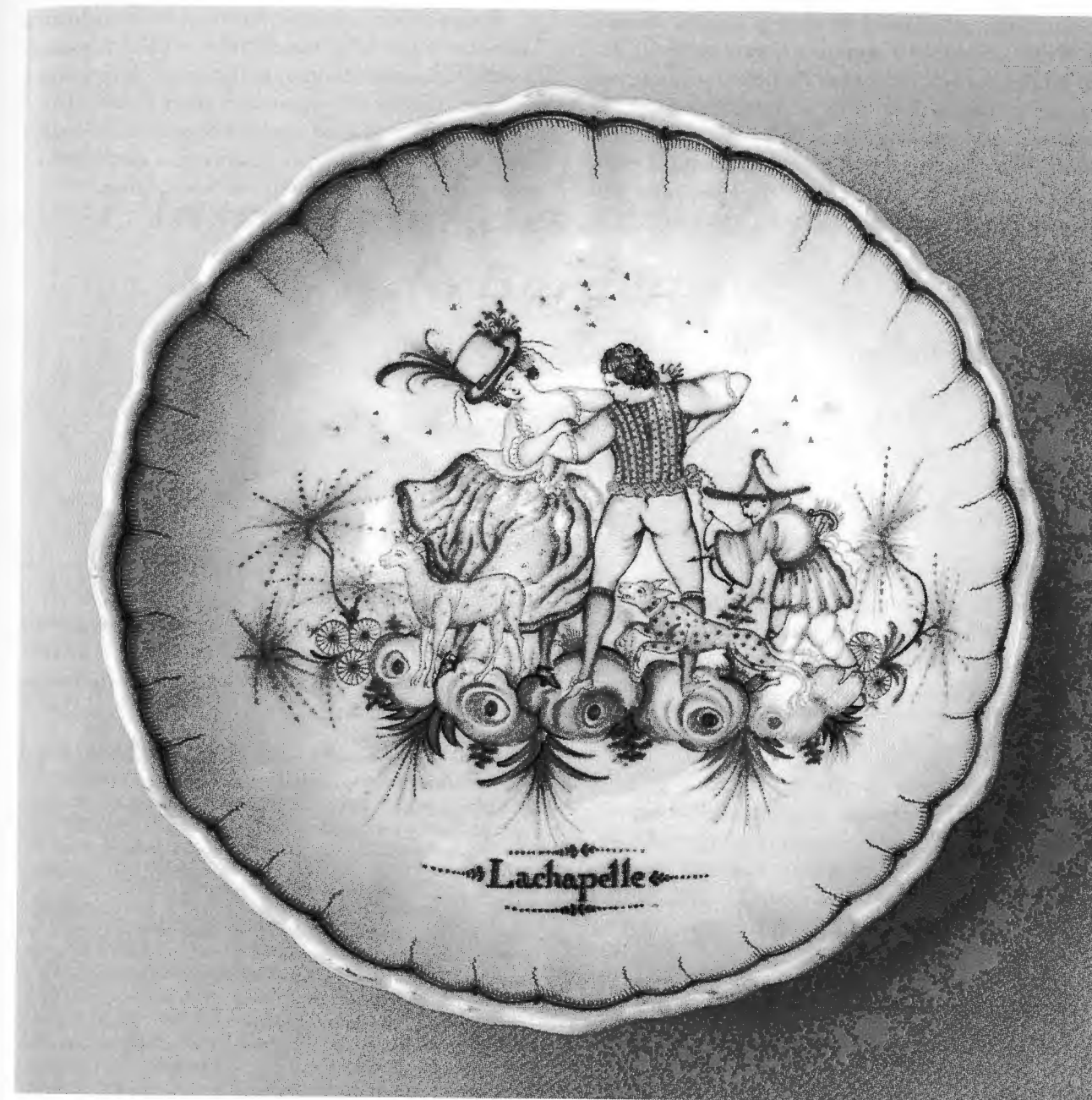
N° 157-158 : Sur les terrasses de ces deux assiettes sont figurées des «roues à rayons», des feuillages et des petits arbres verts à branches raides rayonnantes garnies de petites boules vertes (voir coupe).

Les recherches, en céramique, sont essentiellement comparatives. L'analyse des décors passe par des détails qui paraissent infimes aux non spécialistes mais qui seuls permettent de faire des rapprochements et des attributions fondés, tant qu'on n'a pas découvert les tessonniers des anciens ateliers de céramique, pour nous mener plus loin...

On peut donc estimer que cette coupe est sortie vraisemblablement des ateliers de Charles-Antoine Boyer ou de son fils Jean-Baptiste, associé à Jean Latomberie (1786).

«Lachapelle» (voir coupe)

On sait qu'en général, les noms inscrits sur les pièces de faïence de cette époque, étaient ceux des destinataires de l'objet : ceux qui avaient passé commande, et



Dimensions : diamètre 27 cm, hauteur 7 cm.

non ceux des décorateurs. C'était l'usage. On peut aussi envisager que le peintre ait signé son œuvre... nous n'avons rien trouvé dans l'histoire de faïences Bordelaises qui puisse justifier cette hypothèse. Or, un peintre possédant ce talent et implanté dans notre région ne serait certainement pas passé inaperçu, ni ses œuvres non plus...

Tout ceci ne dit évidemment pas qui a décoré cette coupe. On sait qu'il n'était pas dans les habitudes des faïenciers du XVIII^e siècle de signer leurs pièces. Celles qui le sont ont toujours été rarissimes. — C'est l'inconnu devant lequel on est le plus souvent placé —

En conséquence, une hypothèse peut être avancée : un artiste peintre a été commandé par l'acheteur, ou par le faïencier avec l'accord de l'acheteur sur la nature du sujet et la façon de le traiter. Cet artiste s'est installé pour exécuter cette commande (et peut-être d'autres) dans l'atelier des Boyer et il a été convenu qu'il ferait apparaître dans sa composition, quelques unes des singularités rappelant le style de la manufacture d'origine...

Il semble que, sauf fait nouveau, on ne peut rien avancer d'autre dans l'état actuel de nos connaissances concernant cette céramique bordelaise qui, jusqu'à présent, semble unique en son genre et son décor. Nous avons pensé aussi, que tous ceux qui s'intéressent aux arts de notre ville, et les amateurs de faïence en particulier, seraient heureux de la connaître.

*L'Institution des sourdes-muettes de Bordeaux*¹

par Myriam Vialatte

Relégués au rang d'anormaux dès la plus haute antiquité, les sourds-muets furent longtemps proscrits de la société. Si l'établissement du christianisme détermina une sympathie relative à leur endroit, il

fallut attendre le Moyen Age puis le XVI^e siècle pour trouver la trace de tentatives sérieuses d'amélioration de leur sort. Les premières expériences en matière d'instruction furent réalisées à cette époque; elles entraînèrent la publication d'ouvrages spécialisés qui furent largement diffusés aux siècles suivants.

En France, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, ces êtres marginaux suscitèrent l'intérêt de philanthropes qui encouragèrent la création d'écoles spécialisées, donnant ainsi à ces «infortunés» le droit à l'instruction. A l'instar de Paris et d'Angers, Bordeaux se dota d'un tel établissement le 20 février 1786.

La fondation de l'école des sourds-muets de Bordeaux

Fondée sous les auspices de Monseigneur Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, régie jusqu'en 1790 par l'abbé Sicard², l'école de Bordeaux ne dut pourtant sa pérennité qu'au dévouement de l'instituteur Jean de Saint-Sernin³, directeur de l'Institution de 1790 à 1816, date de sa mort.

Initialement logé dans une maison sise au n° 39 de la rue Capdeville, le petit groupe des vingt-deux élèves se trouva bientôt à l'étroit dans ses locaux vétustes, impropres et insalubres, et déménagea en janvier

1. Cette étude est extraite d'un travail de recherche intitulé *L'architecte Joseph Adolphe Thiac et l'Institution impériale des sourdes-muettes de Bordeaux (1862-1870)*, mené dans le cadre d'une Maîtrise d'histoire de l'art, sous la direction de Monsieur Marc Saboya, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, CERCAM, 1992, exemplaire dactylographié.

2. Roch Ambroise Sicard (1742-1822) fit ses études au séminaire des Doctrinaires à Toulouse. Vicaire général à Condom puis chanoine à Bordeaux, il alla à Paris en 1785 pour s'initier aux procédés d'enseignement de l'abbé de l'Epée. Il revint à Bordeaux en 1786 où il fut nommé directeur de l'Institution des sourds-muets. En avril 1790, il fut nommé directeur de l'Institution de Paris en remplacement de l'abbé de l'Epée, décédé en 1789. Défendant la cause des prêtres non assermentés, il échappa de peu à la déportation. Les dernières années de sa vie furent marquées par des ennuis dus à sa négligence dans la gestion de l'Institution. Son état de santé déclina, mais malgré de pressantes demandes, il refusa d'abandonner ses fonctions de directeur. Il fut élu à l'Académie française en 1803 et décoré de la Légion d'honneur en 1815.

3. Jean de Saint-Sernin (1741-1816), professeur de géographie, vint à Bordeaux en 1761. Il travailla dans une étude de notaire tout en donnant des leçons d'écriture, puis dirigea une école élémentaire. En 1786, il collabora à l'ouverture de l'Institution de Bordeaux dont il prit la direction dès 1790. Homme bon et généreux, il soutint l'Institution sur ses propres deniers et lutta constamment pour le maintien de cette école.

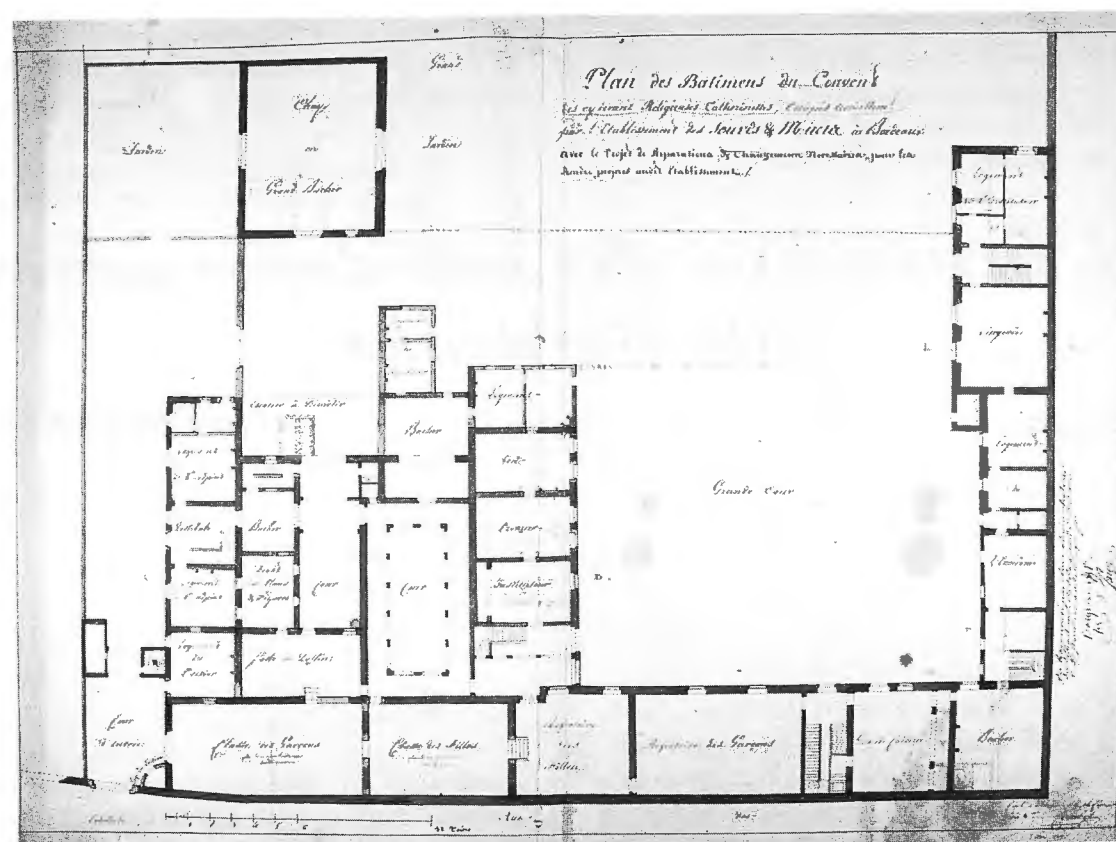


Fig. 1. — Institution des sourds-muets de Bordeaux, rue des Religieuses, plan du rez-de-chaussée, 1810, Bibliothèque municipale de Bordeaux, Fonds Delpit.

1792 dans une aile du couvent des Minimes⁴. Ce relogement de fortune ne dura que peu de temps. En effet, un décret de la Convention nationale instaurant la création de soixante places gratuites dans les établissements nationaux de Bordeaux et de Paris, fut promulgué le 5 janvier 1795⁵. Le local des Minimes, trop petit pour accueillir autant d'élèves, fut alors abandonné en janvier 1797, au profit de la maison nationale des Catherinettes⁶.

La maison nationale des Catherinettes

Cet ancien couvent, situé dans le quartier Saint-Seurin, avait été édifié rue des Religieuses⁷. Une imposante façade, masquant la chapelle et une série de vastes pièces, se développait parallèlement à cette rue. Au-delà de ce corps principal se trouvait une cour, bordée à l'ouest par une aile en retour adossée au mur

d'enceinte, et fermée à l'est par un ensemble de constructions disposées autour d'un cloître. Un passage, ménagé à l'extrémité orientale de la façade, donnait accès à l'établissement (fig. 1).

Ce bâtiment, occupé de 1664 à 1791 par les religieuses de Sainte-Catherine, était, en 1797, dans le plus mauvais état. Dès cette époque et jusqu'en 1834, d'importantes campagnes de travaux se succédèrent. Elles s'attachèrent d'une part, à consolider et à maintenir en état les bâtiments existants, et d'autre part à rendre cohérent et fonctionnel l'ensemble des constructions.

4. A.D.Gir. 4 L 123, lettre adressée par les administrateurs du Directoire du département de la Gironde au District de Bordeaux le 20 août 1791.

5. A.D.Gir. XB.

6. A.N. F 15 2593, lettre adressée par Saint-Sernin au ministre de l'Intérieur le 12 janvier 1797.

7. Actuelle rue Thiac.

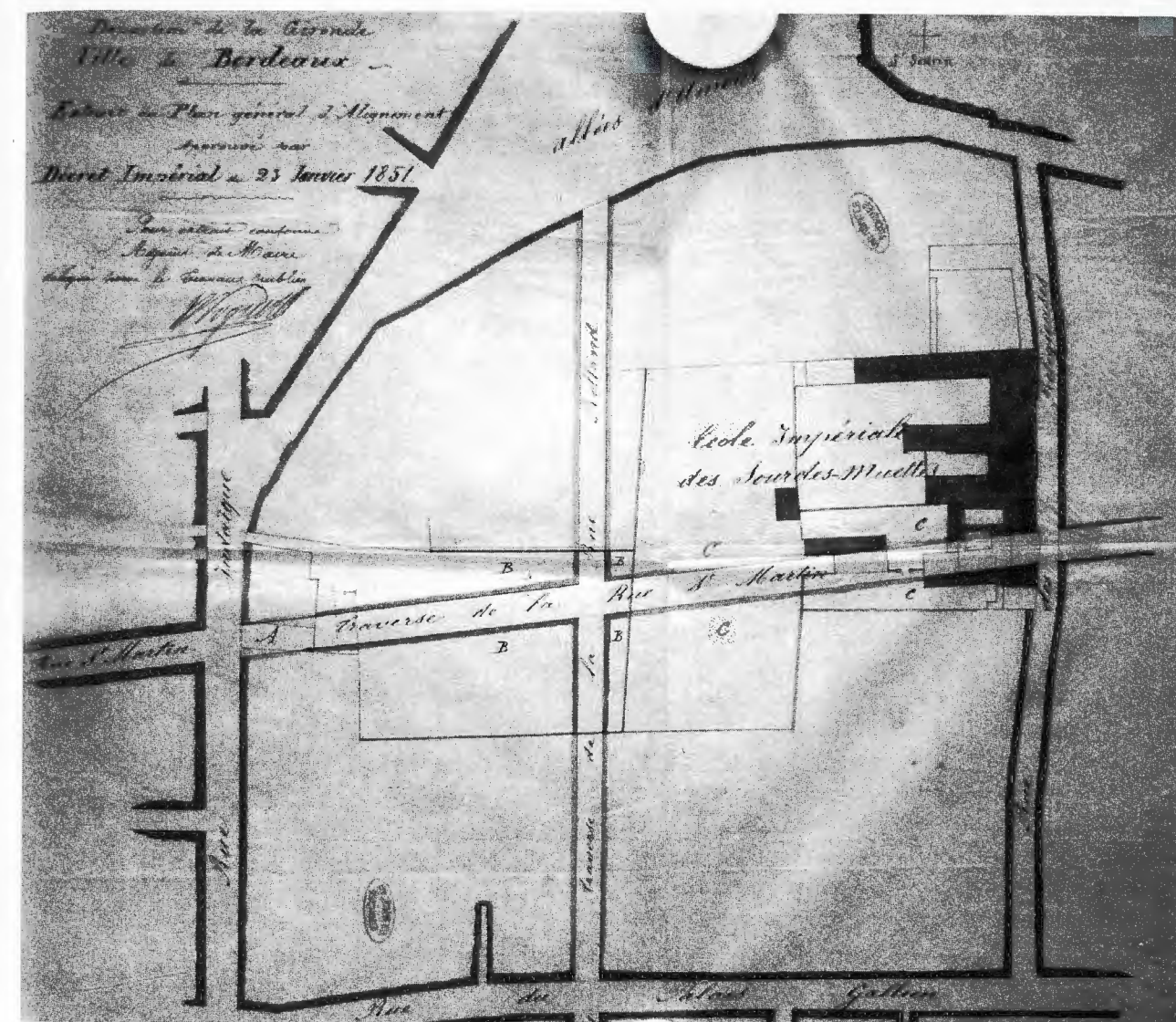


Fig. 2. — Extrait du plan général d'alignement approuvé par le décret impérial du 23 janvier 1851, A.N. F 21 868.

Mais, dès 1825, ces travaux se trouvèrent ralentis par un projet municipal⁸ visant à prolonger la rue saint-Martin⁹. Une telle réalisation devait entraîner la destruction de la chapelle et la démolition d'une importante partie des bâtiments (fig. 2).

L'obstacle représenté par ce projet, joint aux problèmes d'insalubrité, d'exiguïté et de mauvaise distri-

bution des locaux, encouragèrent les administrateurs de l'Institution à envisager le transfert de l'établissement.

Des projets pour une nouvelle institution

De 1834 à 1860, quatre projets de construction furent successivement mis à l'étude. Mais les difficultés financières de l'époque, la mauvaise distribution des bâtiments ou encore les événements engendrés

8. A.D.Gir. X A, extrait des registres des arrêtés du maire de la ville de Bordeaux du 16 août 1828.

9. Actuelle rue Saint-Sernin.

par la Révolution de 1848, empêchèrent leur réalisation. Il faudra attendre 1860 pour voir enfin un projet couronné et réalisé.

Les quatre projets, élaborés par l'architecte départemental Joseph Adolphe Thiac, présentaient un certain nombre de caractères communs : utilisation du rectangle en tant que module de référence (sa juxtaposition permettant d'obtenir un édifice homogène et rationnel) ; recherche de symétrie par l'introduction d'une articulation centrale ; souci de fonctionnalisme ; vocabulaire architectural et décoratif antiquisant. Autant de composants hérités de ses années de formation.

En effet, cet architecte bordelais, né en 1800, avait suivi l'enseignement de son père, architecte de la ville, jusqu'au décès de ce dernier. Il acheva ensuite sa formation dans l'atelier de Corcelles. S'étant ainsi familiarisé avec le courant architectural des Lumières prônant rationalisme et style antiquisant, il partit affronter la capitale. Reçu à l'école des Beaux-Arts de Paris, il y parfait ses connaissances architecturales de 1819 à 1824, puis entreprend le voyage d'Italie qui le conduira jusqu'en Sicile. De retour à Bordeaux en 1828, il fut nommé deux ans plus tard, architecte du département de la Gironde¹⁰.

Dès 1834, on confia donc à Joseph Adolphe Thiac le soin de composer, conformément au programme rédigé par la Commission administrative de l'Institution¹¹, un premier projet de construction.

Thiac conçut une vaste construction oblongue à deux niveaux, formée de trois quartiers distincts s'organisant autour de trois cours rectangulaires. Les quartiers des filles et des garçons se développaient autour d'une cour à portique, tandis qu'un troisième quartier, séparant les deux précédents, réunissait autour d'une cour les services administratifs. En façade, trois avant-corps abritaient la chapelle (au centre) et deux logements. A l'arrière, les dépendances se développaient sur un plan semi-circulaire. Elles étaient séparées par les jardins des filles et des garçons (fig. 3).

Les avant-corps latéraux étaient éclairés par deux niveaux d'ouvertures rectangulaires tandis que des baies en plein-cintre animaient la façade en retrait. L'originalité de la façade principale venait de l'élévation de l'avant-corps central donnant accès à la chapelle par une immense porte rectangulaire. Celle-ci, encadrée de colonnes soutenant un entablement

sommé d'un fronton triangulaire, se détachait sur le nu du mur. L'ensemble était couronné d'un attique reposant sur une corniche saillante ; une croix, placée au sommet du fronton, rappelait la destination du bâtiment (fig. 4).

Le ministre des Travaux Publics suspendit ce projet dès le mois de mars 1834, assurant que le temps n'était pas propice aux constructions¹².

Thiac élaborait un second projet en mai 1839. Cette fois-ci, le bâtiment s'inscrivait dans une enceinte de plan rectangulaire dont les murs des petits côtés s'incurvaient pour former une saillie à la manière des exèdres des basiliques romaines. Le nouvel édifice se développait maintenant sur trois niveaux et s'organisait autour de deux vastes cours rectangulaires respectivement destinées aux filles et aux garçons. Ces deux quartiers étaient séparés par un couloir, véritable axe de symétrie de la construction, menant à la chapelle et aux dépendances. La façade antérieure était précédée de deux ailes, perpendiculaires au corps de logis principal, abritant les logements du personnel. Aux angles de cet édifice étaient placés quatre escaliers menant aux étages ainsi que quatre pavillons hors-œuvre abritant les latrines (fig. 5).

L'élévation principale reprenait le parti classique du précédent projet : les ailes saillantes s'élevaient sur un haut soubassement portant un rez-de-chaussée à bossages à chanfrein percé de petites baies carrées, souvenir du rez-de-chaussée du palais Strozzi à Florence ; un attique couronnait le tout. La façade en retrait se développait sur le même schéma, mais l'homogénéité en était interrompue au niveau des trois travées centrales dont l'élévation différente tendait à

10. Thiac occupa ce poste jusqu'en 1855, date de sa démission. A ce titre, il réalisa le palais de justice de Bordeaux (Marc Saboya, «Le palais de justice de Bordeaux au XIXe siècle», dans *La justice en ses temples*, Paris-Poitiers, 1992, pp. 159-183.), d'autres tribunaux girondins (Myriam Vialatte, *Les palais de justice de Blaye, Bazas et Lesparre*, D.E.A. d'Histoire, Université Michel de Montaigne-Bordeaux III, 1993, exempl. dactylographié.) et quantité de bâtiments officiels. Il est aussi l'architecte de nombreuses maisons dans le quartier des Chartrons et de quelques châteaux en Gironde.

11. A.N. F21 1666.

12. Archives de l'Institution des Jeunes Sourds de Gradignan (A.J.S.), VII : lettre adressée par le ministre des Travaux publics au préfet le 17 mars 1834.

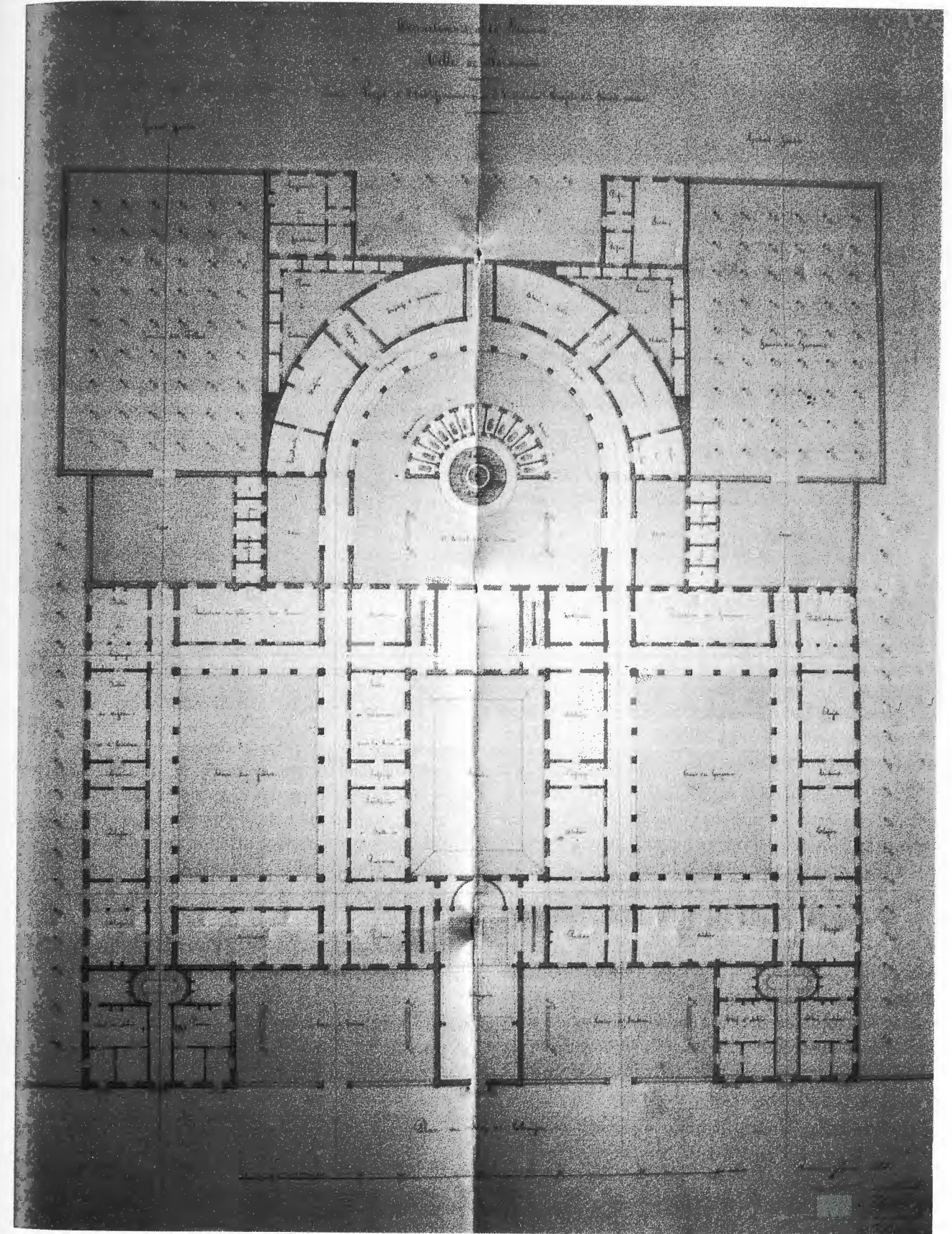


Fig. 3. — A. J. Thiac, projet d'établissement pour l'Institution royale des sourds-muets, plan du rez-de-chaussée, 1834, A.N. F 21 1666.



Fig. 4. — A. J. Thiac, projet d'établissement pour l'Institution royale des sourds-muets, élévation principale, 1834, A.N. F 21 1666.

désigner l'entrée principale de l'édifice mais aussi l'axe de symétrie autour duquel s'organisaient les bâtiments. Ainsi, un degré droit conduisait à la porte d'entrée encadrée par deux baies carrées. Aux niveaux supérieurs, un motif inspiré des arcs de triomphe romains contribuait également à la mise en valeur de cet axe, et signalait l'emplacement occupé par la chapelle. Au-dessus d'un attique couronnant l'ensemble, se dressait un édicule surmonté d'une croix.

Ces plans, adressés au ministre de l'Intérieur en juillet 1839, furent renvoyés en juin 1841, accompagnés d'un avis réservé du Conseil des bâtiments civils. Ils furent définitivement rejetés l'année suivante.

Le 25 mars 1845, le ministre des Travaux Publics adressa à Thiac un programme de construction¹³, semblable en bien des points à celui de 1839, et le chargea de rédiger un projet dans l'esprit des précédents, pour un bâtiment à édifier sur l'emplacement de l'Institution existante.

Le terrain disponible était limité au nord par la rue des Religieuses et au sud par la rue Rolland¹⁴, toutes deux parallèles. À l'est, les nouveaux bâtiments devaient s'aligner sur la rue saint-Martin¹⁵ dont le percement devait être réalisé à l'occasion de cette construction. Cette parcelle, au tracé quadrangulaire, contraignit l'architecte à concevoir un plan original.

Les plans de ce troisième projet n'ont pu être retrouvés. Mais une esquisse de 1845, présentant en élévation la façade de l'Institution, la lecture du programme et du compte-rendu de la Commission de l'Institution, permettent de se faire une idée quant à l'organisation intérieure de l'édifice (fig. 6).

Thiac avait encore conçu un plan en deux quartiers (filles et garçons), séparés, comme dans les projets antérieurs, par un bâtiment abritant l'administration et les services généraux. Ce corps de bâtiment, annoncé par une façade en retrait, s'organisait autour de deux cours de service.

Ce projet fut vraisemblablement adopté à la fin de l'année 1847. La Révolution de 1848 allait à nouveau en empêcher la réalisation.

Dès cette époque, Thiac paraît avoir trouvé les dispositions définitives de l'Institution : deux quartiers distincts séparés par des bâtiments administratifs. Au regard de ce projet et des plans dressés antérieurement, il convient de constater l'intérêt porté par l'architecte au fonctionnalisme de l'édifice. Cela se traduit par le soin accordé à l'organisation de la circulation dans les locaux : dans chaque quartier, on note la présence de couloirs, de galeries et d'escaliers facilitant le déplacement, évitant les encombrements et permettant de surveiller les élèves. Ces axes de circulation servent également à séparer les différents services et les pensionnaires. Un tel souci de cloisonnement, de séparation se retrouvera en élévation dans le projet définitif, où chaque niveau recevra une destination précise : le rez-de-chaussée sera consacré aux loisirs et aux travaux manuels, le premier étage aux études et le dernier niveau au repos. Une telle distribution traduit la volonté de créer un édifice adapté aux besoins du service et réunissant des conditions d'hygiène parfaites.

Malgré la Révolution et les quatre années sombres qui suivirent, le directeur et l'architecte de l'Institution ne désespéraient pas de voir se réaliser le projet de construction attendu depuis bientôt vingt ans. Le 12 janvier 1852, le directeur adressait une lettre au ministre de l'Intérieur lui rappelant le projet de construction de l'Institution et l'invitant à prendre des mesures afin qu'il soit réalisé.

13. A.N. F 21 1666.

14. Actuelle rue Castéja.

15. Actuelle rue Abbé de l'Épée.

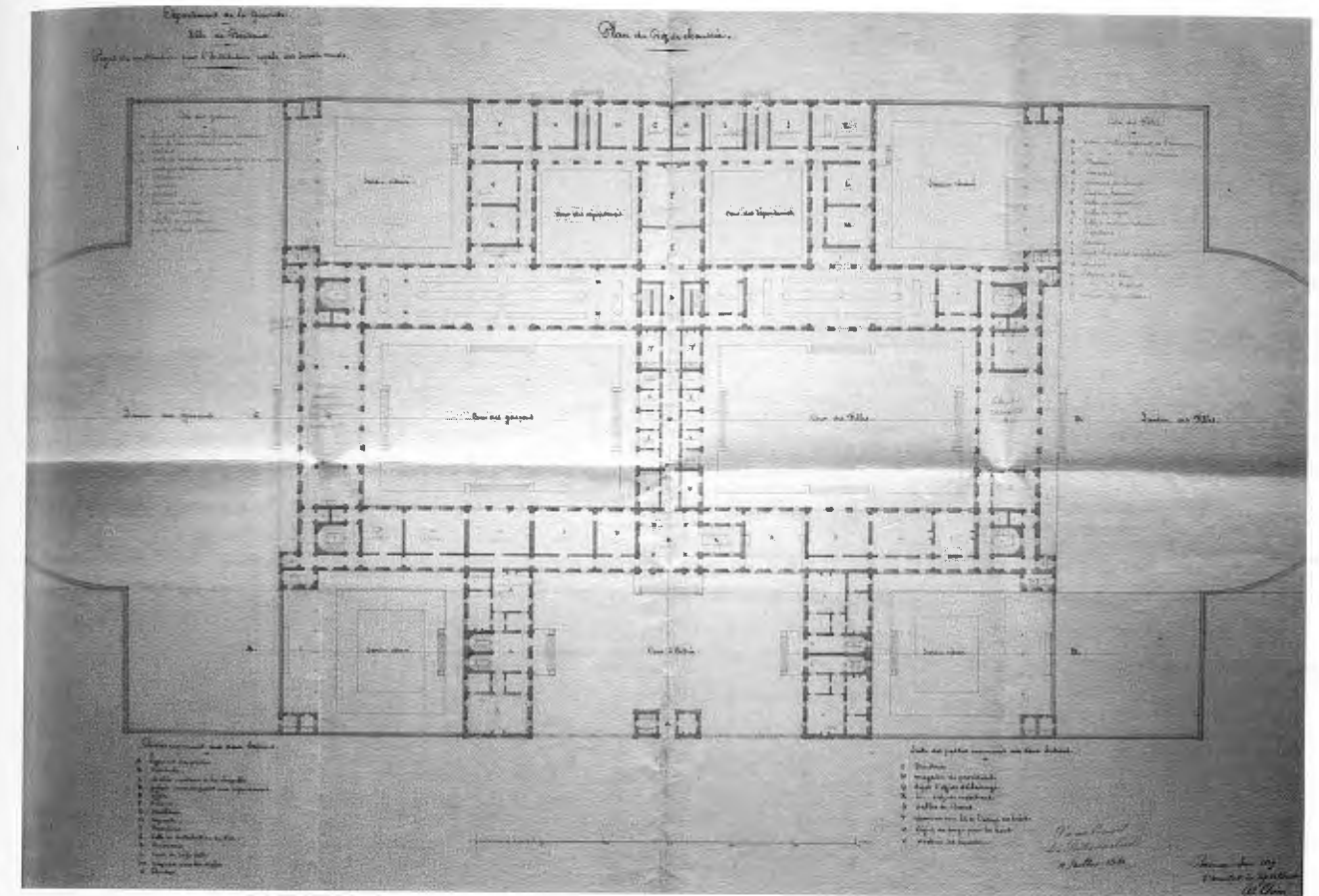


Fig. 5. — A. J. Thiac, projet de construction pour l'Institution royale des sourds-muets, plan du rez-de-chaussée, 1839, A.N. F 21 1666.

Le projet adopté en 1847 fut alors réexaminé. Les modifications à y apporter entraînèrent la réalisation de nouveaux plans qui furent expédiés à Paris en novembre 1852 ; mais la correspondance parisienne s'interrompit encore une fois jusqu'en 1859. Cette année-là, répondant aux souhaits du ministre, Thiac

envoya un plan du terrain comportant les constructions anciennes et futures, ainsi qu'un calendrier des travaux¹⁶. La réponse du ministère laissait espérer le début des constructions pour 1860. Des changements demandés par le directeur de l'Institution, furent apportés au plan ainsi que d'autres, rendus nécessaires par le décret du 11 septembre 1859, attribuant les locaux de l'Institution de Bordeaux aux seules filles sourdes-muettes¹⁷.

Les plans ainsi modifiés furent finalement approuvés en 1860 ; le 19 mars 1861, une somme de 200 000 francs fut mise à disposition pour commencer les travaux. Ils occupèrent les années 1861 à 1870¹⁸, et se déroulèrent en deux grandes campagnes. La première s'attacha à l'édification du quartier A (au sud), du bâtiment central et d'une aile du quartier B (au nord). La seconde vit l'achèvement du quartier B. Le choix

16. A.N. F 21868 : lettre de Thiac datée du 23 août 1859.

17. A.D.Gir. X B, décret du 11 septembre 1859 : « Napoléon, sur le rapport et la proposition de notre ministre secrétaire d'état au département de l'Intérieur, (...), avons décrété et décrétons ce qui suit : Article 1er : L'Institution impériale des sourds-muets de Paris est exclusivement affectée aux élèves du sexe masculin, et celle de Bordeaux aux jeunes filles atteintes de surdi-mutité ».

18. Officiellement, la construction de la nouvelle Institution prit fin en 1870. Mais en réalité, des travaux d'aménagement, réalisés à titre de travaux d'entretien, se poursuivirent jusqu'en 1915.

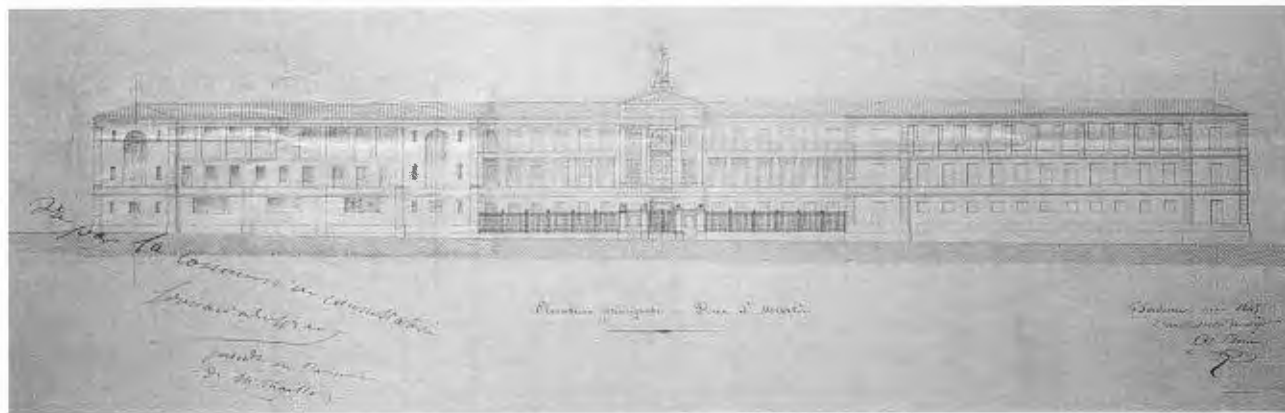


Fig. 6. — A. J. Thiac, première esquisse pour une Institution des sourds-muets, 1845, A.N. F 21 1666.

d'une telle organisation avait été motivé par des impératifs d'ordre financier d'une part, l'étalement des travaux permettant la répartition des crédits en plusieurs annuités (Thiac prévoyait de réaliser les travaux en cinq ans), d'ordre pratique d'autre part, le maintien de l'occupation des anciens locaux évitant la fermeture de l'établissement.

La nouvelle Institution des sourdes-muettes : architecture et décoration

En 1870, à son achèvement, l'Institution des sourdes-muettes se présente comme suit. Une vaste cour d'honneur, aux façades rythmées de baies cintrées ou rectangulaires, conduit à l'entrée principale signalée par un porche hors-œuvre. Ce dernier, auquel mène un degré droit, est percé d'un imposant arc en plein-cintre, et rappelle par son traitement la façade de l'église Sant'Andréa de Mantoue. Deux énormes piles encadrent ce premier niveau et soutiennent un ordre colossal de pilastres jumelés à cannelures. Le niveau supérieur est éclairé par deux baies jumelées en plein-cintre. Ce second niveau, précède un fronton triangulaire surélevé masquant un étage de combles. Ce fronton était autrefois orné d'une horloge et d'une table saillante portant l'inscription «Institution des sourdes-muettes» (fig. 7 et 8).

Le porche franchi, on pénètre dans le vestibule d'entrée de plan barlong, limité par quatre colonnes

et huit piles cruciformes supportant un plafond à caissons ornés de rosaces. Cet espace de transition était occupé sur la droite, par la sacristie et sur la gauche, par un escalier desservant les étages. Ces derniers, dans la partie orientale, regroupaient les bureaux de l'administration, la salle du Conseil, la bibliothèque, la salle de la communauté et le logement de la Supérieure.

Dans l'axe du vestibule se trouvait la chapelle. De plan rectangulaire, elle comprenait une nef de trois travées couverte d'une voûte en plein-cintre, une galerie tenant lieu de bas-côté et supportant une tribune, et un chœur en hémicycle couvert d'une voûte en cul-de-four.

Deux petites cours de service flanquent cette chapelle. Elles sont animées sur trois de leurs côtés par des baies en plein-cintre. La dernière façade, donnant sur la chapelle, est percée au rez-de-chaussée de baies en plein-cintre tandis que deux vastes ouvertures cintrées éclairent les niveaux supérieurs.

Au-delà de la chapelle, la partie occidentale du bâtiment central s'élève sur un étage de soubassement, qui abritait la cuisine, la buanderie et différentes pièces de services. Au rez-de-chaussée, se trouvaient les réfectoires et la salle des bains. Ces pièces étaient couvertes au premier étage par des classes de même plan, et au dernier niveau par l'infirmerie, la pharmacie et la salle des convalescentes. Un escalier tournant à trois volées droites, ménagé autour d'un jour central couvert par une verrière, s'élève du soubassement jusqu'à

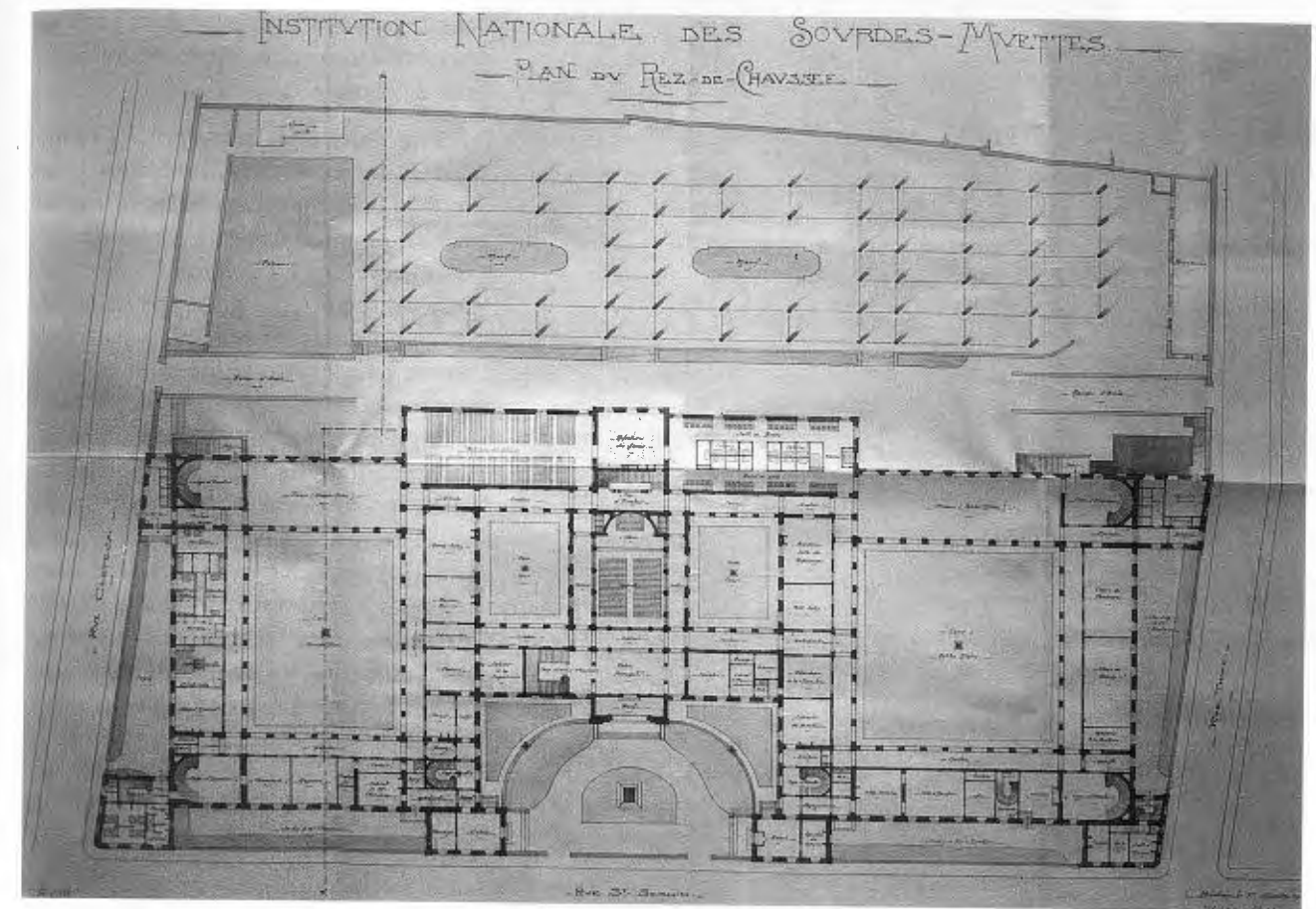


Fig. 7. — V. Mialhe, Institution nationale des sourdes-muettes, plan du rez-de-chaussée, 1908, A.N. F 21 6052.

l'étage des combles pour desservir ces différents niveaux. La façade occidentale de ce bâtiment central, développée sur quatre niveaux et treize travées, est rythmée par une succession de baies rectangulaires. Les trois travées centrales, formant un léger décrochement, sont sommées d'un fronton triangulaire percé d'un oculus.

Deux couloirs transversaux mènent du bâtiment central aux quartiers A et B. Ces derniers s'organisent autour d'une cour, fermée à l'ouest par des baies en plein-cintre, tandis que des portiques occupent les trois autres ailes. Des galeries de circulation identiques se retrouvaient au premier étage.

L'aile ouest du rez-de-chaussée était occupée par une vaste salle de récréation, couverte d'un plafond à solives apparentes et conduisait au jardin par un escalier droit. Un ouvrôir était placé dans les ailes lon-

geant les rues des Religieuses et Rolland, et précédait la salle de repassage placée à l'est. La dernière aile, commune au corps central, abritait parloirs et bureaux. Au-dessus des pièces du rez-de-chaussée, se trouvaient, respectivement, les cellules des soeurs, les classes de dessin et d'écriture, le logement de l'agent comptable dans le quartier A, et celui du directeur dans le quartier B, puis les classes supplémentaires. Le second étage regroupait dans chaque quartier les dortoirs des élèves, la lingerie et les vestiaires. Aux angles du bâtiment se trouvaient quatre escaliers tournants desservant les étages.

Les façades des quartiers A et B développées sur trois niveaux et donnant sur les rues saint-Martin, Rolland et des Religieuses ont reçu la même élévation. Le rez-de-chaussée est éclairé par des baies en plein-cintre se détachant sur un mur à bossages con-



Fig. 8. — Porche d'entrée dans la cour d'honneur.

tinus en table, à l'image des palais de la Renaissance italienne. Un large bandeau sépare ce premier niveau du suivant, percé de baies en plein-cintre. A l'étage supérieur alternent des baies quadrangulaires et des tables fouillées rythmées par des pilastres cannelés. Au-dessus, l'entablement décoré de modillons soutient une corniche.

Côté jardin, les élévations se développent sur quatre niveaux. Le soubassement est percé de baies rectangulaires séparées par des piliers engagés et précède deux étages de baies en plein-cintre moulurées. Dans les parties hautes, le traitement est identique à celui des élévations latérales.

Ainsi achevée, la nouvelle Institution apparut austère et d'une régularité monotone. Ce furent d'ailleurs les termes employés par Thiac lui-même lorsqu'il évoqua l'élévation de cet édifice¹⁹. Les lignes verticales et horizontales se déployant sur ces longues façades confirment le bien fondé de son jugement. Toutefois,

l'architecte tenta de racheter la rigueur de ce parti en adoptant un parti stylistique classique et en animant les élévations par des ornements sculptés.

En effet, un soin particulier fut apporté au traitement des façades : les ouvertures, les linteaux, les chambranles, les bandeaux, les frises et les corniches furent ainsi pourvus de moulurations, de motifs décoratifs donnant vie et relief au bâtiment. Les élévations de la cour d'honneur témoignent de ce même souci d'agrément ; on peut véritablement parler de richesse décorative. Là, des motifs de patères et de boucliers ornent écoinçons de baies et frises d'entablement, ici, un alphabet dactylogique, sculpté sur des tables saillantes, anime les murs et rappelle aux passants la destination de l'édifice. Une telle profusion décorative se retrouve dans le porche où des médaillons à têtes d'anges, des rosaces, des palmettes, des pilastres cannelés à chapiteaux à feuillages, une frise décorée de têtes de jeunes filles, un fronton rythmé de pilastres cannelés, des tables de marbre gravées et ornées de médaillons et une statue de l'abbé de l'Épée animent la pierre. L'ensemble de ces sculptures et de ces ornements, réalisés dès 1863, fut exécuté par Louis André de Coëffard (1818-1887) (fig. 9 à 12).

A l'intérieur, l'extrême fonctionnalité du bâtiment s'accompagnait d'un dépouillement relatif. Une fois encore, un soin particulier fut apporté à la décoration intérieure du bâtiment central. Dans le vestibule, des colonnes supportaient un plafond orné de caissons à rosaces, et des tables de marbre noir indiquant les noms des bienfaiteurs de l'Institution, étaient apposées sur les murs.

La chapelle, enfin, avec sa fresque et ses vitraux, constituait le meilleur morceau de cet ensemble décoratif²⁰. En 1865, l'abside et le cul-de-four de cette chapelle reçurent une peinture à la cire représentant «la sainte Vierge assise, entourée d'anges et accompagnée des patriarches et des prophètes»²¹. Cette fres-

19. A.N. F 21868 : lettre adressée par Thiac au ministre de l'Intérieur, le 15 mars 1860.

20. La chapelle, disparue lors des travaux d'installation de la police, n'est plus connue aujourd'hui que par une photographie appartenant à l'Institut des Jeunes Sourds de Gradignan.

21. A.N. F 21868, devis du 12 avril 1865.



Fig. 9. — Cour d'honneur et façade sur la rue Abbé de l'Épée.



Fig. 10. — Cour de service du bâtiment central, élévation sur la chapelle.



Fig. 11. — Etat actuel de l'ancienne cour de récréation du quartier A.



Fig. 12. — Alphabet dactylogique apposé sur les façades de la cour d'honneur.

que, réalisée par Joseph Villiet ou par son atelier, se développait au-dessus d'un décor à motifs de feuillages dont on ne sait s'il s'agissait d'une peinture, d'une tapisserie ou d'une tenture. La liaison entre ce précédent décor et la fresque se faisait par le biais d'une frise imitant un drapé sur lequel étaient figurés des anges et l'inscription «IHS». La fresque proprement dite se développait au-delà de cette frise jusqu'au cul-de-four et s'organisait en deux registres. Le premier, illustrant la terre et l'Ancien Testament, représentait deux groupes de prophètes et de patriarches, le visage levé vers deux anges posés sur un nuage et tenant un philactère. Le registre supérieur, auquel conduisaient les deux anges, illustrait le royaume céleste avec sa voûte étoilée et les nuées soutenant des anges, mais également le Nouveau Testament par l'intermédiaire de la Vierge assise sur un trône et portant l'Enfant. La figure de la Vierge au milieu des anges, la gravité des visages mais aussi le traitement du drapé (grands plis), le naturalisme et la simplicité des personnages évoquaient l'art de la peinture italienne. Cette source d'inspiration caractérisait aussi les vitraux historiés placés dans les parties hautes de la chapelle ; ils étaient également l'œuvre de Villiet.

Ces vitraux, disposés deux par deux dans six fenêtres, représentaient «des saintes Vierges martyres, des saintes Vierges et religieuses, et des saintes femmes, au nombre de vingt-trois»²². Au-dessus, étaient dis-

posés six oculi, décorés d'anges portant des couronnes. Les techniques de la grisaille et des émaux furent employées pour réaliser ces verrières dont les tons pastels étaient à dominante bleu, pourpre et marron. Nous avons retrouvé chez un peintre-verrier de Bordeaux un de ces vitraux représentant sainte Elisabeth et sainte Catherine de Sienne. Les deux vierges debout et tournées de trois-quart se détachent sur un fond bleu. Elles sont placées sous une architecture dont la partie cintrée, occupée par des feuillages très naturalistes, abrite un ange tenant un philactère portant l'inscription «charitas». Sainte Elisabeth, fille du roi de Hongrie, est vêtue d'une robe marron et d'un manteau de pourpre. Elle est couronnée, symbole de sa royauté, et nimbée. De sa main gauche, elle tend un morceau de pain, tandis que sa main droite relève un pan de son manteau d'où s'échappent des roses blanches, évocation de sa vertu. A gauche se tient sainte Catherine de Sienne, vêtue d'une simple robe de bure, d'un voile et d'un manteau gris-bleu. Elle est coiffée de la couronne d'épines et nimbée. De son bras gauche, elle tient un lys contre son corps, symbole de sa virginité et de sa pureté, tandis que sa main droite est posée sur son cœur.

22. A.N. F 21868, devis du 15 novembre 1864.

Le devenir de l'Institution des sourdes-muettes

L'Institution des sourdes-muettes de Bordeaux fut donc achevée en 1870, mais la quiétude dans laquelle vivaient enfin les jeunes pensionnaires, allait être à nouveau troublée par les aléas de l'histoire.

Ainsi, lors de la guerre de 1870, les locaux abritèrent une «ambulance importante» avant de servir de refuge aux personnels et aux élèves des Institutions de sourds-muets et de jeunes aveugles de Paris jusqu'au début de l'année 1871. Le calme se réinstallait peu à peu lorsqu'en cette même année, la municipalité envisagea d'installer le Lycée de Bordeaux dans les locaux de l'Institution. Mais la réalisation de ce transfert imposait à la ville de reloger l'Ecole dans des bâtiments réunissant des conditions identiques d'hygiène et de salubrité. Fort heureusement, aucune suite ne fut donnée à ce projet²³.

Au cours de la Grande Guerre, cent-vingt lits furent réquisitionnés et consacrés à l'installation d'un hôpital militaire²⁴. Quant à l'occupation allemande, lors de la seconde guerre mondiale, elle provoqua la réquisition totale de l'immeuble et le transfert de ses occupants à Talence.

23. Archives Municipales de Bordeaux (A.M.B.), 6790 M 1 et 713 Q 1, et A.J.S., VII.

24. AMB 712 Q8.

25. A.J.S., I et VIII.

En juillet 1945, l'Institution finissait de réintégrer ses locaux lorsque le Secrétaire Général pour la police fit part au directeur de l'école d'un projet de réquisition des bâtiments afin d'installer ses services. Malgré les réticences et les oppositions du ministre de la Santé et du directeur de l'Institution, le projet fut rendu officiel par le décret du 4 janvier 1949. Dès novembre 1950, les services de la police investirent leurs nouveaux locaux²⁵ et une cohabitation de fortune se prolongea jusqu'en 1958, date à laquelle les sourdes-muettes prirent possession de leur nouvelle Institution à Gradignan, au Château Laburthe.

Lors de leur installation, les services de police imposèrent aux bâtiments originels de profonds changements. L'installation de cloisons et de faux-plafonds transforma les vastes salles des quartiers A et B en une succession de bureaux minuscules. La chapelle fut détruite et un gymnase lui fut substitué. De même, les cours de service et de récréation au nord furent dénaturées par l'édification de constructions préfabriquées. La galerie de la grande cour nord fut à son tour vitrée tandis qu'on obturait la façade ouest de la cour du quartier A. Les jardins, à l'ouest, disparurent sous le bitume du parking, le béton du garage au sud et celui du mess, au nord.

Seul l'aspect extérieur de l'édifice paraît avoir été épargné et tel qu'il subsiste, noirci et rongé par le temps, il mériterait qu'on lui accorde un peu d'intérêt car il reste le témoin de tentatives provinciales pour produire une architecture de qualité affranchie des traditions régionales et dont la finalité, le style et le rationalisme sont proches des expériences parisiennes contemporaines.

*Saint-Amand de Caudéran (1852-1855) par Henri Duphot : une église du renouveau catholique*¹

par Karine Texier

Aujourd'hui simple quartier de Bordeaux, Caudéran était autrefois une commune indépendante. Elle avait vu le jour en 1789 grâce à un décret royal instaurant *une municipalité en chaque ville, bourg, paroisse, communauté de campagne*². Dès cet instant, les habitants cherchèrent à structurer le bourg en lui donnant la configuration d'un village ancien. Cependant, si ce village jouissait d'une totale autonomie d'un point de vue administratif, il dépendait encore au spirituel du chapitre de Saint-Seurin.

Ce n'est qu'en avril 1822 que le Conseil municipal affirma sa volonté d'indépendance religieuse. L'église n'apparut plus alors comme un simple édifice faisant parti du paysage urbain mais comme un élé-

ment nécessaire à la vie locale. On nomma une commission chargée de la perception des souscriptions, de la vente d'une terre communale et de l'établissement d'une taxe sur les contributions. En 1823, un terrain situé *au centre de la population entre une place et trois chemins*³ sembla tout désigné pour construire l'église, son cimetière et ses dépendances. Cependant, une divergence de points de vue fut à l'origine de l'arrêt des transactions mais le Conseil municipal déclara ne pas renoncer à l'édification [...] *reconnue nécessaire à la commune par le plus grand nombre*⁴.

C'est au mois d'août de l'année 1838 qu'un membre du Conseil municipal de Caudéran déclara que *sans temple, point de culte ; et sans culte, point de religion et sans religion point de morale publique et de bonheur dans la famille*⁵. Cette idée d'une « morale publique » inspirée par la foi était bien dans l'esprit du temps. Au début des années 1830, Lamennais, Lacordaire, Montalembert ainsi que bon nombre d'autres catholiques libéraux proclamaient la nécessité d'un retour au catholicisme, seul moyen de salut pour l'homme. Dans le diocèse de Bordeaux, Mgr Donnet, nouvellement monté sur le siège épiscopal⁶, agissait en ce sens ; il encourageait les communes à se doter d'un lieu de culte en leur adressant des lettres pastorales. S'engageant dans cette voie, le Conseil municipal de Caudéran décida d'ériger une église au centre de sa commune. Les moyens pour la bâtir seraient l'utilisa-

1. Ce travail est extrait d'une maîtrise d'Histoire de l'art contemporain intitulée *L'architecte Henri Duphot (1810-1889) et l'église Saint-Amand de Caudéran (1852-1855)* et présentée par Karine Texier à l'université Michel de Montaigne Bordeaux III sous la direction de M. Marc Saboya.

2. H. Ciran, *Histoire de Caudéran et de ses quartiers annexés par la ville de Bordeaux (Naujac, Terre-Nègre, Croix-Blanche, Vincennes)*, Bordeaux [Féret et fils], 1989, 2e édition), p. 71.

3. A.D.Gir. O7 Caudéran, église.

4. *Idem*.

5. A.D.Gir. O7 Caudéran, église.

6. Le 19 mai 1837.

tion des ressources communales, l'appel à des souscriptions volontaires et la demande d'un secours au gouvernement. Au-delà de ce projet, les représentants de la commune désiraient également établir une maison curiale et un cimetière. Restait à trouver un terrain.

La difficile question du choix d'un emplacement propice à ces diverses constructions divisait l'opinion publique. Successivement huit propriétés furent mises aux voix entre 1840 et 1842. Enfin, le 13 février 1842, le Conseil municipal en retint trois, toutes situées au centre de Caudéran. Cependant, le maire proposa le 18 septembre 1842 de visiter le domaine de Belle-Cour, propriété de 1,75 hectares composé d'une maison de maître, de vignes et de différents espaces verts. Après s'être rendu sur place, le Conseil délibéra à l'unanimité [...] *qu'il était dans l'intérêt de la commune d'acquiescer le bien de M. Laffitte pour une somme de 20.000 francs*. Pour la première fois peut-être, on se séparait [...] *sous l'impression de la plus vive satisfaction d'avoir été tous du même avis dans cette importante décision*⁷. Le projet lui-même fut étendu : non seulement une église, un presbytère et un cimetière devaient être établis, mais aussi une école communale, une mairie et une maison d'arrêt !

Entre temps, la commune avait obtenu le titre de succursale nécessaire à la construction de l'édifice cultuel et l'abbé Lavau (ancien vicaire de Saint-Seurin) avait pris ses fonctions le 1er novembre 1842. Il exécuta son ministère dans la chapelle provisoire établie dans l'une des ailes de la maison de maître. L'inauguration de cette chapelle eut lieu le 3 décembre 1842. Le premier pasteur de Caudéran termina son homélie en déclarant que Mgr l'Archevêque avait choisi comme patron de la paroisse [...] *saint Amand, successeur de saint Seurin au trône épiscopal de Bordeaux*⁸. Par cette décision, Mgr Donnet rappelait les origines chrétiennes de la cité bordelaise et rattachait la commune à son ancienne paroisse de Saint-Seurin. C'est à cette même époque que l'on décida que la future église serait édifiée dans le jardin.

Le temps passait, et la nécessité d'une église était de plus en plus grande. La chapelle provisoire, trop exigüe, ne pouvait suffire à une population dont les pratiques religieuses allaient croissant. Aussi le maire proposa-t-il le 25 mai 1845 de bâtir une église avec son clocher pour une somme de 70 000 francs. On envisagea de se lancer dans la construction dès l'année

suivante, mais de profiter cependant du séjour de la famille royale dans la ville de Bordeaux pour faire poser la première pierre de l'église par un des princes⁹.

La cérémonie eut lieu le samedi 9 août en présence du duc et de la duchesse de Nemours. La commune avait fait l'acquisition de 503 pierres de Bourg pour être mises sur l'emplacement du futur temple et symboliser sa prochaine édification. Le procès-verbal, rédigé en français et en latin et signé par le duc, la duchesse, le préfet de la Gironde, le maire de Bordeaux et les membres du Conseil municipal de Caudéran, fut placé solennellement sous une pierre par le fils du roi des Français¹⁰. Pourtant, aucun plan n'était encore établi et l'architecte n'était toujours pas choisi. Monsieur le maire proposa alors de consulter trois ou quatre hommes de l'art.

A cette même époque, une commission fut formée dans le but de rendre visite au maire de Saint-Vincent-de-Paule. Elle devait lui demander des informations sur l'église néo-médiévale bâtie peu de temps auparavant dans cette commune par l'architecte Auguste Bordes. Le Conseil semblait donc décidé pour le style à adopter.

En redevenant maire de Caudéran au mois de septembre 1846, Jean Bahr envisagea de baisser le budget de 70 000 francs à 50 000 francs afin de parer au plus pressé. Les architectes qui avaient fourni des plans et devis dès 1845¹¹ les retirèrent, car le maire estimait qu'il n'y avait pas eu de réel programme. Il décida de reprendre le projet en suivant les règles établies par les lois. Il allait être aidé dans sa politique par celle non moins efficace du nouveau curé, le Père Clermontet. De son côté, l'Archevêque de Bordeaux s'impatien- tait. Il rédigea une lettre pastorale le 5 avril 1849, rappelant aux habitants le vœu et la promesse qu'ils avaient faits de bâtir une église qui permettrait de fournir pendant un temps du travail, et qui serait un point d'appui pour la foi de tous.

7. A.M.Bx 2 D 2 Caudéran.

8. A.M.Bx 2 D 2 Caudéran.

9. A.D.Gir. O7 Caudéran, église.

10. Il se trouverait dans le fondement d'un des piliers placé à proximité de l'autel.

11. Leurs noms ne nous sont pas connus.

C'est peu de temps après que l'abbé Clermontet écrivit à son homologue de Saint-Julien pour lui demander des informations sur l'église de ce bourg. Le curé lui donna les dimensions de l'édifice de style ogival construit par l'architecte Auguste Bordes¹².

Le 20 mai 1849, le Conseil municipal reprit ses idées à son compte et reconnut *qu'il y avait nécessité de construire une église dans la commune de Caudéran [...] ; qu'il en résultait des grands avantages [...] tant au moral qu'au matériel ; [...] que cette église devait pouvoir contenir 1200 personnes ; [...] que le style le plus convenable pour cette construction était le style ogival*¹³. La définition de telles données n'était que l'aboutissement d'idées pressenties dès 1845 lorsque l'architecte Bordes avait été consulté. Elles devenaient ici radicales. Une semaine plus tard, la commission donna lecture du «Rapport sur la construction de l'église projetée»¹⁴, adressé au maire et à son conseil, et établi sous forme de questions :

• Une église neuve était-elle nécessaire dans la paroisse de Caudéran ?

La vraie question était de savoir si le local provisoire pouvait suffire, et s'il répondait à *la grandeur de Dieu et à la majesté de son culte*¹⁵. Il fut reconnu l'urgence de bâtir une église, projet retardé jusque là à cause du mauvais état des finances et d'un concours de circonstances inattendues.

• Quels seraient les avantages résultant de la construction d'une église dans la commune ?

Face à la baisse des valeurs morales et à l'affaiblissement des fondements sociaux, le seul moyen de salut paraissait être la religion. Seule elle semblait pouvoir sauver le peuple des terribles effets du communisme et du socialisme [...] *car seules les vérités fondamentales sont enseignées dans les églises*. En plus de ce

12. A.D.Gir. O7 Caudéran, église.

13. A.M.Bx 2 D 2 Caudéran.

14. Archives de la paroisse de Caudéran.

15. *Idem*.

16. *Idem*.

17. *Idem*.

progrès moral, la commission mit l'accent sur les progrès matériels, le clocher devenant [...] *toujours le centre du principal mouvement dans une paroisse*¹⁶. Beaucoup de gens viendraient de Bordeaux et des autres communes pour prier à Caudéran. En outre, l'église augmenterait la valeur foncière des propriétés environnantes.

• Quelle devait être la capacité de l'église ?

La commission jugea qu'en s'en tenant aux chiffres réels de la population (3700 à 4000 habitants selon la saison), il conviendrait d'exécuter un édifice pour 1500 personnes.

• Quel devait être le style de l'église ?

La commission estima que le fidèle entrant dans une église avait besoin de [...] *quelque chose de grand et de mystérieux qui ranime sa ferveur, et élève son âme vers celui qu'il vient y adorer [...]*. Son choix ne pouvait tomber que sur deux [styles], le style grec ou le style ogival. La commission vota à l'unanimité pour le second, estimant que le style grec n'avait aucun caractère religieux propre. Il lui apparaissait même comme un style profane, contrairement au médiéval qui n'était convenable qu'à un édifice religieux : *nul autre que le style ogival ne peut-être reconnu comme national, et par conséquent, nul autre ne doit nous être plus cher, surtout quand il y a supériorité de mérite*. Le reproduire, l'imiter et même le surpasser, tel était le vœu des membres de la commission. Ces derniers pensaient également que *si en toute rigueur la France n'a pas inventé ce magnifique genre, elle l'a tellement perfectionné qu'à bon droit elle peut se l'approprier*¹⁷.

Ces différents points de vue en matière d'art avaient tiré parti des exemples de Saint-Vincent-de-Paul et de Saint-Julien-en-Médoc. La présence de quelques érudits parmi les membres de la commission n'est pas impossible. Le rapport n'apparaît-il pas comme un document contemporain des idées nationalistes qui sous-tendent le style néo-médiéval ? En rejetant le style grec, présenté comme impropre au caractère religieux, la commission affirmait la supériorité du gothique, dont les premiers exemples d'une renaissance avaient été fournis en Gironde par l'architecte A. Bordes. Celui-ci, contacté par le maire J. Bahr, proposa d'édifier l'église pour 75 000 francs. Sa proposition resta sans suite.

C'est alors que le curé Clermontet donna connaissance au Conseil de pourparlers qu'il avait eus avec Henri Duphot, architecte bordelais qui avait travaillé à Langon, Barsac et Verdélais. À l'unanimité, le Conseil vota la nomination (anticipée !) de Duphot qui devint ainsi l'architecte de la commune, chargé de réaliser tout son centre administratif, éducatif et religieux.

Peu de temps après l'accord passé avec la commune, Duphot reçut une lettre de l'abbé Clermontet qui lui fournissait les dimensions du sanctuaire de Saint-Julien-en-Médoc. En envoyant de telles indications, le curé donnait à l'architecte les proportions qu'il aurait aimé pour sa future église.

Le 7 mai 1850, Duphot remit au Conseil municipal un plan et un devis se montant à 107 996,11 francs. Ce projet, adopté à la quasi unanimité, satisfaisait aux prescriptions du rapport de la commission : l'adoption du style gothique appliqué à un édifice conçu pour 1200 personnes. Le cahier des charges fut adopté le 30 juin 1850. Ayant toutes les pièces nécessaires, le maire envoya le dossier à l'administration supérieure. Lors de sa séance du 24 octobre 1850, la Commission des Arts et Edifices religieux rendit son jugement. Le rapporteur, Prosper Mérimée, déplora que l'architecte, ayant à bâtir une église pour un bourg, semble s'être laissé dominer par la pensée irréfléchie d'en faire une cathédrale sur un plan réduit. Quant aux détails du projet, soit comme construction, soit comme décoration, ils [...] paraissent également dénoter une étude peu sérieuse. Enfin, l'insuffisance du devis dont il cite quelques chiffres évidemment inférieurs à la valeur des ouvrages évalués [...], fait considérer comme indispensable d'exiger une étude complètement nouvelle du projet¹⁸. Un mois plus tard, la commune était informée de ce verdict : le projet était refusé. Le rapport stipulait qu'il était impossible [...] de ne pas remarquer, au premier coup d'œil, avec quelle légèreté ce projet a été conçu [...]. L'architecte, au lieu de chercher à construire solidement, s'est attaché à copier les dispositions grandioses d'une cathédrale au Moyen Âge¹⁹. L'ornement était jugé trop riche et inadapté aux ressources communales ; le style de la façade et de la nef était bien celui du XIII^e siècle mais il présentait des contrastes. La Commission critiquait également la position du clocher en avant de l'édifice. Quant aux voûtes, leur système constructif était considéré comme mauvais : des briques enduites de plâtre ne pourraient résister longtemps à l'action

de l'air et de l'humidité. L'architecte avait disposé au premier étage une série de fausses fenêtres à meneaux, rejetées par la Commission qui déclara [...] impossible de rien imaginer de moins nécessaire : il serait à désirer au contraire que l'église fut mieux éclairée et des fenêtres ornées deviennent une erreur complète, quand l'édifice ne reçoit pas déjà tout le jour qu'il devrait avoir. Enfin, le prix des sculptures fut jugé trop bas et donc contestable.

Le 11 décembre, Duphot répondit à ses détracteurs en justifiant ses choix et ses orientations. Architecte depuis quinze ans, il n'avait jamais connu de mécomptes dans sa carrière. De plus, il considérait les architectes parisiens inaptes [...] à juger de l'exécution d'un devis fait à Bordeaux, eux qui ne connaissent ni les matériaux que nous employons, ni les prix que nous les payons. À la critique concernant la reprise de dispositions grandioses d'une cathédrale du XIII^e siècle, il répondit que la commune lui avait commandé un édifice gothique pouvant contenir 1200 personnes, et que pour cela, il avait [...] cru pouvoir [se] servir dans cette composition d'exemples pris dans quelques églises du Moyen Âge du nord de l'Italie et leur emprunter leur système d'ornementation extérieure. Mais face au reproche de manque d'harmonie et d'unité, il accepta de s'incliner [...] pour cette question d'art devant le jugement d'artistes aussi éminents. En revanche, il ne pouvait admettre l'observation faite à propos des voûtes en briques et plâtre. Il avait choisi ces matériaux pour leur légèreté et leur faible coût, connaissant l'existence dans le Midi d'un grand nombre d'églises anciennes et modernes voûtées de la sorte et dont l'état de conservation était bon. Pour appuyer son argument, il fournit l'exemple de l'église de Saint-Julien-en-Médoc, voûtée de briques enduites de plâtre comme l'avait autorisé le Conseil des bâtiments civils. Or, elle ne présentait aucune fissure malgré des conditions de solidité moins grandes que celles de l'église projetée à Caudéran. Le rapport critiquait également les fenêtres du premier étage de la grande nef. Pour sa défense, Duphot expliqua qu'il avait pris [...] exemple sur la chapelle placée à l'extrémité du nord de [...] l'église cathédrale Saint-André où les croisées

18. Archives Nationales F 19 4544/104e.

19. A.D.Gir. O7 Caudéran, église.

latérales sont à meneaux dont les intervalles sont remplis. [...] La partie intérieure n'est éclairée par aucune ouverture ce qui la rend trop sombre, tandis qu'à l'église projetée de Caudéran les fenêtres des bas-côtés sembleraient devoir éclairer bien suffisamment le rez-de-chaussée²⁰. Au sujet des supputations erronées, l'architecte déclara qu'il avait apporté le même soin à la rédaction du devis qu'à ceux de ses autres réalisations.

À travers ce rapport se dessine le projet de l'architecte. Il voulait réaliser une église du XIII^e siècle, mais sans prendre exemple sur un seul et même édifice. Puisant dans ses souvenirs et tirant profit de ses expériences passées, il mettait en œuvre différents motifs et procédés : l'ornement des églises gothiques de l'Italie du nord qu'il avait pu observer lors de son voyage en 1833 dans ce pays, l'utilisation de meneaux tels ceux d'une des chapelles de la cathédrale de Bordeaux (qui faisait parti d'un paysage urbain familier), les dimensions de l'église de Saint-Julien-en-Médoc qu'avait élevée quelques années plus tôt Bordes et qui annonçait la transition entre les styles néo-classique et néo-gothique.

Prosper Mérimée, lors de la séance de la Commission des Arts et Edifices religieux (le 23 janvier 1851), répondit vertement à l'architecte bordelais, déclarant que tout était mauvais dans son projet. Il termina son rapport de façon acerbe : Pour le style général de l'édifice, l'architecte qui ne prétend pas faire de l'architecture de tel ou tel siècle, montre très clairement qu'il ne sait pas ce qu'il fait. Il s' imagine qu'on peut impunément prendre au 13^eme, au 15^eme, à l'architecture lombarde, et que de ce mélange résultera quelque chose comme un monument. Il est pénible en vérité d'avoir à combattre de pareilles idées. [...] On peut lui représenter que probablement il ne se soucierait pas de sortir dans la rue avec une chlamyde grecque, un chaperon du Moyen Âge et un pantalon vénitien. L'effet de cette bizarrerie de costume lui représentera peut-être le dégoût qu'un monument composé de pierres hétérogènes inspirerait à toute personne qui aime les arts [...] ²¹. La décision de la Commission était ainsi maintenue.

20. Archives de la paroisse de Caudéran.

21. Archives Nationales F 19 4819.

22. *Idem*.

L'architecte reçut donc une nouvelle commande au mois d'avril 1851. Monsieur le Curé lui demanda de s'en tenir aux prescriptions de la Commission tout en gardant présent à l'esprit la nécessité d'élever une église pour 1200 personnes, qui posséderait également deux sacristies.

Le 14 juillet 1851, Duphot présenta à la commune ses seconds plans modifiés. Cette fois, il avait adopté des formes extérieures plus simples tout en conservant les proportions et dispositions initiales. La Commission ayant critiqué la position du clocher en façade, il l'avait placé non loin de la sacristie, situation qu'il jugeait [...] plus commode pour le service et plus heureux pour la construction en ce que la masse du clocher d'un poids vertical beaucoup plus considérable que le corps de l'église en est complètement séparé²². Cette solution avait pour avantage de permettre une plus grande sécurité en cas de difficultés de construction ainsi qu'une réalisation plus tardive. Quant aux voûtes, elles seraient en pierres, créant ainsi un effet plus monumental. Cette modification l'avait amené à ajouter des arcs doubleaux et à renforcer les contreforts. Pour répondre aux critiques concernant l'usage de meneaux, il dessina des ouvertures dans le genre le plus simple employé au XIII^e siècle, plus grandes dans la nef que dans les bas-côtés. En suivant toutes les prescriptions de la Commission mais en gardant toujours présent à l'esprit les désirs de l'abbé Clermontet et du Conseil municipal, Duphot avait réalisé un projet partiellement nouveau ou plutôt une modification importante de l'ancien plan. Ces changements entraînaient une augmentation du devis. Néanmoins le Conseil l'approuva.

Mérimée déclara le projet admissible sous réserve de nouvelles modifications. Au mois de novembre, l'architecte remania une seconde fois ses plans : il donna à tous ses contreforts la même saillie et dut ajouter des arcs boutants. Le décor devant être simplifié et le style unifié, il exécuta des changements dans ce sens à la façade, au clocher, sa balustrade, sa flèche et ses clochetons. Les portes furent conçues comme celles du XII^e siècle : carrées, avec un linteau et une ogive de décharge (fig. 1). Les fenêtres des bas-côtés prirent les mêmes dimensions que celles de la nef principale. Tous ces changements amenèrent une augmentation de 3043,14 francs. Pour pallier le déficit de plus en plus important, Duphot proposa de ne pas exécuter le clocher dans toute sa hauteur et d'at-

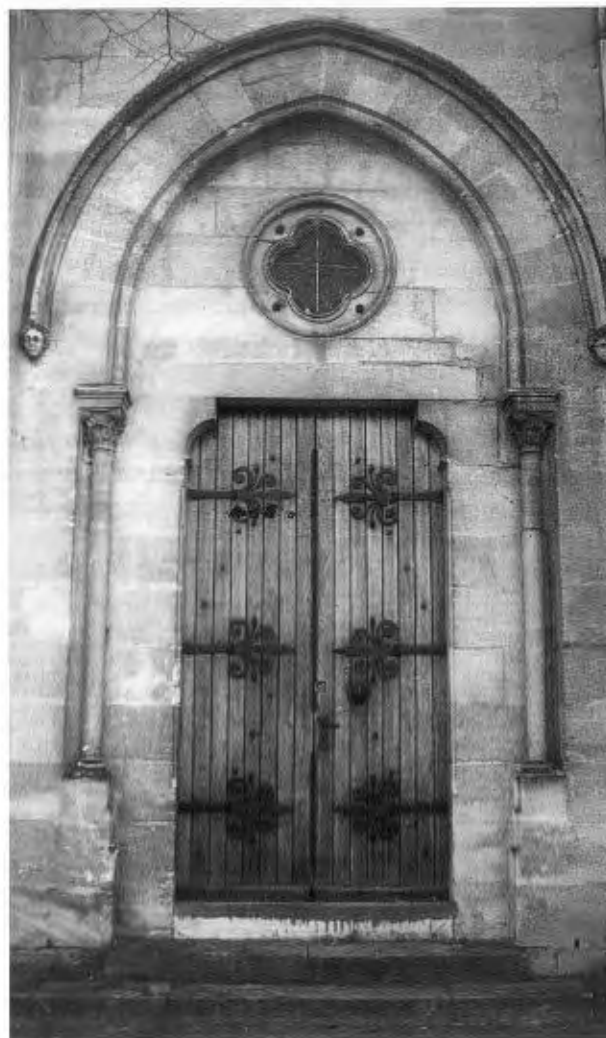


Fig. 1. — Porte carrée avec un linteau et une ogive de décharge (bas-côté gauche de l'église).

tendre de nouveaux fonds²³. Les plans ainsi mis au point furent à nouveau adoptés par le Conseil municipal le 8 novembre 1851. Le devis se montait alors à 114 740,77 francs. L'approbation de l'administration supérieure se fit attendre jusqu'au mois de janvier 1852. Cependant, l'architecte devait placer le clocher de façon plus symétrique. Il le disposa donc sur le côté est de l'édifice, à l'arrière du transept et à la hauteur de la sacristie, avec laquelle il était mis en communication par un passage couvert. Au mois de mai 1852, la commune était enfin autorisée à bâtir l'église.

Le 5 août 1852 avait lieu l'adjudication des travaux. Le premier coup de pioche était donné le 27 septembre 1852²⁴ et les fondations achevées à la fin de l'automne. En 1855, l'église (sans son clocher) était enfin terminée. Elle fut inaugurée le 18 février par Mgr Donnet et par de nombreuses autres personnalités. Deux jours après, *La Guienne* rendit compte de la cérémonie dans sa chronique locale. Elle déclara que l'église était [...] *un véritable modèle d'architecture gothique*. A cette date prit fin l'occupation de la chapelle provisoire. Les proportions de la nouvelle église durent paraître immenses face à l'exiguïté de l'ancien lieu de culte : la nef mesurait 40 mètres de long (de la porte d'entrée au chevet) pour une largeur de 8 mètres. Le transept avait une longueur de 24 mètres et une largeur de 8 mètres. L'ensemble s'élevait à 14 mètres sous clef de voûte. Les bas-côtés étaient de 4 mètres de large et de 7 mètres de haut²⁵.

Cette construction qui aurait dû coûter environ 88 000 francs était revenue à 125 000 francs. Des complications dans la réalisation des fondations, une augmentation générale des prix et l'adjonction de deux tourelles en façade (éléments à la fois décoratifs et permettant de dissimuler des escaliers qui donnaient accès aux tribunes et aux combles) étaient la cause de ce dépassement.

Cela faisait quelques années déjà que la nouvelle église de Caudéran était bâtie et le clocher manquait encore. La cloche paroissiale occupait toujours le petit campanile provisoire situé à côté de l'ancienne chapelle. C'est au mois de juin 1860 que le maire écrivit au préfet de la Gironde, lui expliquant qu'une église [...] *aussi belle eu égard à une commune rurale, ne doit être privée que le moins longtemps possible du clocher qui est son accessoire obligé*²⁶. Le 29 octobre 1860, Mgr Donnet adressa à son tour une lettre pastorale *aux habitants de Caudéran pour les exhorter à doter leur église d'un clocher convenable, [...] en rap-*

23. A.D.Gir. O7 Caudéran, église.

24. *Bulletin paroissial de Saint-Amand de Caudéran*. Bordeaux, 1921, n° 10, p. 75.

25. *Bulletin paroissial...op.cit.*, 1921, n° 10, pp. 75-76.

26. A.M.Bx 2 D 3 Caudéran.

27. Archives de la paroisse de Caudéran.

*port avec le remarquable édifice qu'il doit surmonter*²⁷. On demanda à Duphot de réviser le dessin établi quelques années plus tôt.

Le nouveau clocher serait donc le même que celui de 1852, avec quelques modifications importantes : la flèche aurait 2,80 mètres de plus de hauteur pour lui donner plus de grâce et de légèreté²⁸ (fig. 2). La pierre se substituerait aux moellons. Un pavage remplacerait le carrelage du porche ; une voûte serait établie au-dessus du rez-de-chaussée pour prévenir tout incendie ; les angles intérieurs du clocher seraient munis de dosserets destinés à supporter le beffroi ; enfin, un escalier en bois permettrait d'accéder plus facilement aux cloches.

Le 4 mars, le maire informa par voie d'affichage de la prochaine adjudication des travaux. Ils étaient terminés au début de l'année 1865, la flèche ayant encore été surélevée de 1,60 mètres. L'ensemble fut complété d'une horloge et de deux cloches.

L'aspect que présente actuellement l'intérieur de l'église Saint-Amand est loin d'être aussi riche qu'il le fut au XIXe siècle. C'est la fabrique qui fit exécuter (le plus souvent sous la direction de Duphot) les autels, la chaire, les vitraux, les stalles, le décor polychrome et bien d'autres objets mobiliers. Elle était désireuse de rendre le lieu de culte le plus beau possible tout en restant cependant dans les limites que lui imposaient ses revenus ordinaires et les offrandes des paroissiens. Malheureusement, peu d'éléments de ce décor original subsistent. Afin de répondre à la réforme liturgique des années 1960, les autorités religieuses estimèrent qu'il était nécessaire de simplifier le décor de l'église. La chaire et les autels latéraux furent ôtés, l'autel majeur démonté et les peintures murales badigeonnées. Il est aujourd'hui possible de voir quelques parties de la chaire dont la cuve sert d'ambon et le culot de cuve baptismale. Quant aux peintures murales, le visiteur attentif pourra s'en faire une idée en observant les deux chapelles de l'entrée et en examinant minutieusement les parois de l'église (fig. 3). Il se rendra alors compte que l'église Saint-Amand n'avait rien de l'aspect triste et morose qui est le sien actuellement. Mais revenons un peu plus en détail sur l'histoire de ces peintures.

28. A.M.Bx 2 D 3 Caudéran.



Fig. 2. — Clocher de Saint-Amand de Caudéran. Cliché X. Roborel de Climens.



Fig. 3. — Ancien décor peint.

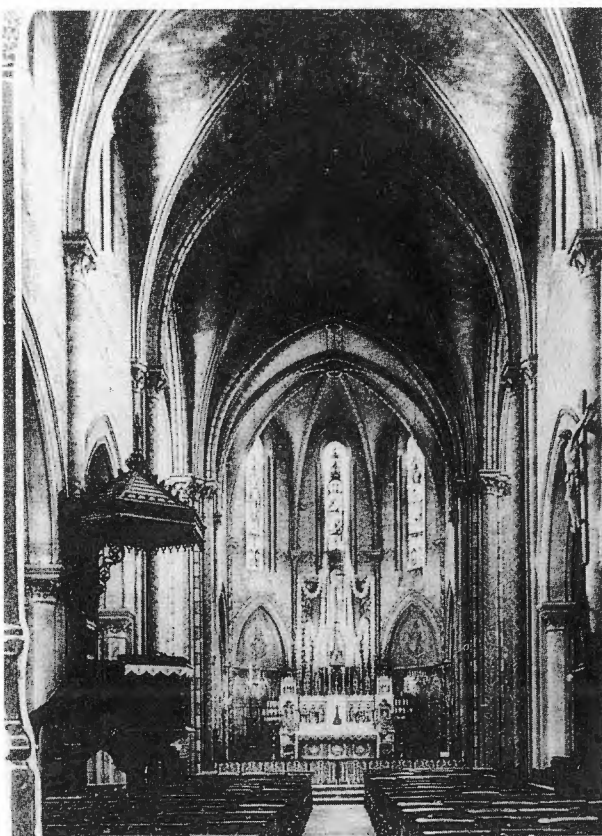


Fig. 4. — Photographie ancienne présentant l'église et son décor polychrome dans son état d'origine.

Depuis 1873, Duphot était de nouveau en contact avec la municipalité caudéranaise qui lui avait demandé de fournir le plan d'une mairie et d'une école. C'est certainement à lui que le Conseil de fabrique demanda la réalisation d'un décor polychrome pour l'église, ornement devenu assez courant à cette époque (fig. 4). Les peintures furent appliquées sur les murs et les voûtes des deux chapelles d'entrée (les fonts baptismaux et la chapelle du Sacré-Cœur), ainsi qu'au transept et à l'abside. L'ornement se présentait sous trois genres différents : l'architecture feinte, le décor végétal et la figuration. Sa mise en place eut lieu en même temps que celle des stalles situées dans l'abside dont il venait compléter l'effet. Mais au mois de mai 1966 la Commission d'art sacré envisagea un nettoyage des murs et de la voûte qui devait permettre la restitution progressive du décor naturel de la pierre de taille. Cette proposition venait après un examen des peintures des sanctuaires. Depuis 1955, date où elles



Fig. 5. — Chœur de l'église (état actuel).

avaient été restaurées, des signes de salpêtres étaient apparus. Il sembla impossible d'effectuer un décapage des murs étant donné la mauvaise qualité du matériau et les frais considérables que cela pourrait entraîner : on décida de les peindre. On installa un nouvel autel dans le courant de l'année 1965, époque à laquelle on avait déjà commencé à ôter les peintures de l'abside et à en masquer le fond par un rideau. On entreprit de poursuivre ces travaux par un badigeonnage et par la suppression de toutes les stalles (fig. 5). Tout était terminé en 1968²⁹.

Caudéran, en se dotant d'une église néo-gothique, a voulu donner d'elle l'image d'une commune ancienne. Mais ce phénomène ne lui est pas propre : nombre d'autres agglomérations présentent aujourd'hui

29. Ces informations ont été fournies par M. Elie Bemat, ancien curé de Saint-Amand.

d'hui un centre groupé autour d'une église néo-médiévale. Cet urbanisme a été le plus souvent mis en place dans le courant du XIXe siècle pour répondre à une population en pleine expansion et souhaitant son indépendance. De plus, l'engouement pour l'époque médiévale s'inscrit dans un courant bien plus général de recherches architecturales et d'identité nationale.

C'est en effet vers 1850 que les Français ont commencé à réellement apprécier l'architecture médiévale. Cet engouement n'était pas dépourvu d'intentions nationalistes, morales et religieuses. Sur le plan local, l'attrait pour le Moyen Âge se manifesta relativement tôt : dès le début du XIXe siècle, on commença à porter une attention particulière aux édifices d'une époque jugée jusque là barbare³⁰. Les érudits et hautes personnalités jouèrent un rôle capital, chacun apportant sa contribution à la redécouverte d'un art oublié. C'est ainsi que fut créée en 1839 la Commission des Monuments historiques de la Gironde. Le préfet baron Sers en nomma les premiers membres le 26 mars. Les artistes et personnalités les plus reconnus du moment prirent part à ses activités. Au-delà de la sauvegarde et de la restauration d'un grand nombre d'édifices, cette commission donna à de jeunes architectes l'occasion de se familiariser avec l'architecture civile, religieuse ou militaire de l'époque médiévale. L'étude archéologique de ces monuments permit également de définir les différents caractères stylistiques d'une époque donnée³¹.

Si les études archéologiques ont contribué à la redécouverte du Moyen Âge, l'application de son architecture aux églises neuves correspond en Gironde

30. R. Coustet, «Le néo-médiéval en milieu classique : le cas de Bordeaux», dans *Il neogotico nel XIXe e XXe secolo*, Milano, Mazotta, 1989 (repris sans les illustrations dans *Revue archéologique de Bordeaux*, tome XXX, année 1989).

31. On citera pour exemple l'ouvrage de Léonce de Lamoignon, *Choix des types les plus remarquables de l'architecture au Moyen Âge dans le département de la Gironde*.

32. Paul Abadie, architecte, 1812-1884 : entre archéologie et modernité, catalogue d'exposition, Angoulême, 1984, p. 104.

33. A. Bordes, *Notice sur les édifices dont la construction et la restauration ont été confiées à M. Auguste Bordes, architecte*, Bordeaux, 1847, p. 3, cité dans R. Coustet, *Art et artistes en Aquitaine*, dossier de candidature à l'habilitation à diriger des recherches, Université de Bordeaux III, 1991, vol 1, page 23.

34. C. Mignot, *L'architecture au XIXe siècle*, Fribourg, 1983, p. 50.

à l'arrivée de Mgr Donnet sur le siège épiscopal. Il est l'une des figures majeures de cette renaissance médiévale. Il entreprit une réorganisation des pratiques religieuses et une moralisation de la société. C'est sous son impulsion que fut lancé [...] le plus formidable mouvement de restauration et de reconstruction d'édifices que la Gironde ait connu [...] ³². Le goût du cardinal pour le style gothique devait prévaloir. Il fit multiplier dans les campagnes les clochers pointus. En rendant effectif le renouveau de la foi catholique et en proclamant la nécessité de bâtir de nouveaux lieux de culte, Mgr Donnet donna à de jeunes artistes locaux l'occasion de travailler. Auguste Bordes apparaît ainsi comme l'un des premiers architectes à avoir bâti des églises néo-gothiques. Dans le même temps se manifeste le rôle important joué par les conseillers municipaux, les maires et les curés. C'est ainsi que le desservant de la paroisse de Caudéran demanda en avril 1849 à son homologue de Saint-Julien des précisions sur l'église de cette commune, élevée quelques années plus tôt. La construction d'églises néo-gothiques a été également le fait de la volonté des maires, soutenus par leurs conseillers municipaux ; beaucoup ont reconnu bien avant l'heure officielle (c'est-à-dire avant la mise en place d'administrations telles que la Commission des Monuments historiques...) que le sentiment religieux s'attache de préférence à tout ce qui paraît ancien : chez l'homme et dans les monuments, on vénère naturellement les formes qui portent l'empreinte de l'âge ³³.

Comme nous l'avons vu, l'instigateur du retour de l'architecture médiévale a été dans la région bordelaise l'architecte Bordes. Il a construit dans le courant des années 1840 les églises de Saint-Vincent-de-Paul et de Saint-Julien. Mais la vision qu'il avait de l'architecture médiévale était celle d'un explorateur à la découverte de l'inconnu : ses réalisations sont dans la lignée de ce que l'on considère comme la première période du style néo-gothique en France. Elles recherchent un caractère national, pittoresque et religieux par référence à la royauté capétienne. Pour que ce gothique pittoresque et romantique se transforme en une réelle renaissance néogothique, il a donc fallu [...] que l'archéologie médiévale offre des instruments de travail aussi élaborés que l'archéologie antique ³⁴.

Ainsi fut créée la Commission des monuments historiques en 1837. Puis les premières revues spécialisées sont apparues, telles les *Annales archéologiques*



Fig. 6. — Façade de l'église.



Fig. 7. — Décor sculpté du portail principal : détail.

(1844). Duphot connaissait tout cela avant d'établir son premier projet pour Caudéran en 1850. Certes, il avait exécuté des réfections d'édifices datant de l'époque médiévale pour le compte de la Commission des

monuments historiques. Mais jamais encore il n'avait eu la charge d'un programme complet. Aussi, lorsqu'il proposa ses premiers plans, ceux-ci étaient-ils fortement influencés par différents monuments anciens, mais également contemporains. Il possédait les acquis nécessaires pour imaginer une église de style néo-gothique mais il n'était pas en mesure de les agencer selon les nouveaux critères et les objectifs que s'était imposée la Commission des Arts et Edifices religieux : bâtir une église d'un style néo-gothique aussi rigoureux et rationnel que possible.

En composant son second projet, il conserva les proportions de son église primitive (puisque celles-ci satisfaisaient aux exigences de la municipalité caudéranaise), mais il s'engagea dans la voie nouvelle de la logique constructive et de l'uniformité stylistique. Il utilisa le vocabulaire du XIII^e siècle, grande époque du règne de saint Louis et proposée comme siècle de référence dans les *Annales archéologiques*. Ainsi peut-on observer (fig. 6) quelques éléments architecturaux issus d'édifices tels que la Sainte-Chapelle de Paris (le dessin général de la façade), la cathédrale de Chartres (les arcades, les portes), le réfectoire de Saint-Martin-des-Champs (les chapiteaux à crochets), le donjon de Coucy (les culots figurés) (fig. 7)... La Commission des Arts et Edifices religieux accepta ce projet sous réserve (principalement) d'une simplification de l'ornementation et d'une modification du dessin des portes (pour que celles-ci soient plus conformes à celles du XIII^e siècle).

Ainsi l'église Saint-Amand a été conçue dans un souci permanent d'unité stylistique, en conservant toutefois une certaine réserve dans la décoration. Ceci explique son aspect sobre, ses lignes simples, parfois même naïves. Mais cette naïveté ne doit pas être perçue comme une ombre dans le panorama des églises de Bordeaux ou de sa banlieue. Elle est le reflet de l'un des premiers pas vers une architecture néo-gothique plus juste, plus rationnelle et fonctionnelle. Bâtie en 1852 d'après des plans de 1851, l'église de Caudéran précède celles de Mérignac (1867-1876), de la paroisse de Saint-Augustin à Bordeaux (1874-1894) ou de Saint-Louis-des-Chartrons (1875-1880). Elle semble bien être la première du genre dans la cité classique.

La bibliothèque municipale de Bordeaux (1886-1891)

par Elizabeth Leger

Origine de la bibliothèque municipale

Grâce au legs de l'académicien Jean Jacques Bel (1693-1738)¹, l'Académie royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux ouvrit au public, en mai 1740, une bibliothèque exceptionnelle par la diversité et la qualité de ses ouvrages². A titre de comparaison, la bibliothèque du roi ne fut accessible au public qu'à partir de 1743, et cela d'une manière très limitée.

Située initialement dans les locaux de la bibliothèque personnelle de J.J. Bel, elle bénéficia en 1769 d'une nouvelle salle de lecture en façade sur la rue Saint-Dominique (actuellement rue J.J. Bel). Cette salle disposait d'une capacité d'accueil d'une quarantaine de lecteurs. D'après André Masson, elle serait la plus ancienne salle de lecture construite à cet usage en France³.

Lorsque le 8 août 1793, la Convention nationale décréta la suppression de toutes «les Académies et Sociétés littéraires patentées et dotées par la nation»⁴, la bibliothèque de l'Académie fut la seule à ne pas être transférée⁵ et en décembre 1793, elle fut réouverte au public. Elle se composait alors de tous les bons livres des dépôts du département, soit plus de 150 000 volumes⁶.

Dès la transformation de la bibliothèque de l'Académie en bibliothèque publique, le conservateur Monbalon (1755-1837) considérait les locaux de l'hôtel J.J. Bel trop étroits et incommodes. La municipalité ne prit conscience de cet état de fait qu'à partir de 1842. Et il fallut attendre 1886 pour que soit voté le transfert de la bibliothèque dans l'ancienne Manutention des vivres (ancien couvent des Jacobins). Cette longue phase d'hésitation est due aux difficultés économiques que rencontra la Ville durant cette période mais aussi à l'incertitude du bon emplacement.

1. A.D.Gir. D.55.

2. Pajot Marie-Joseph, «Aux origines de la bibliothèque publique de l'Académie royale des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux au XVIII^e siècle», dans *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, tome XXI, année 1985, pp. 29-43.

3. Masson André, La bibliothèque de Bordeaux, sa formation et son histoire avant 1789, dans *Archives et Bibliothèques*, 1936, p. 195.

4. Archives de la bibliothèque municipale, carton 1, dossier V, pièce 9.

5. Pajot Marie-Joseph, Les bibliothèques publiques et dépôts littéraires du département de la Gironde sous le Consulat, dans *Bulletin et mémoires de la Société Archéologique de Bordeaux*, tome LXXVIII, année 1987, pp. 87-96.

6. Barnet Graham Keith, *Histoire des bibliothèques publiques en France de la Révolution à 1939*, Nantes, 1987.

30 ans de projet

Bordeaux était une ville très fière de son patrimoine bibliographique constitué grâce à la volonté philanthropique de ses habitants. Ces richesses reconnues unanimement d'utilité publique se devaient d'être abritées dans un édifice représentatif de leurs valeurs et pouvant être utilisées par le plus grand nombre de personnes. Un des lieux les plus propices à cette réalisation semblait être l'esplanade de Quinconces. Cette situation privilégiée — vaste espace au centre de la ville dominant la Garonne — allait susciter de nombreux projets. Le premier maire à proposer cet emplacement fut Antoine Gautier. Dans un rapport daté du 30 décembre 1853, il suggérait d'inclure dans l'emprunt de 5 millions «un musée sur l'un des bas-côtés des Quinconces et une bibliothèque, monument parallèle dans le bas-côté correspondant» arguant du fait qu'au milieu de la foule oisive nos richesses bibliographiques et artistiques seront visitées et appréciées». Mais l'impossibilité de la municipalité à engager des frais supérieurs à 500 000 francs par bâtiment, empêchèrent leur réalisation.

Ce choix avait peut-être été favorisé par la présentation en juin 1858 d'un projet de bibliothèque et de musée dans les jardins de l'Hôtel de ville⁷ — le long des rues Monbazou et Rohan — dressé par l'architecte de la ville, Charles Burguet. Il proposait deux galeries perpendiculaires à la façade sur jardin du palais Rohan. Longues d'une centaine de mètres, elles se composaient respectivement de vingt travées sur deux niveaux, les travées extrêmes étant couronnées par un fronton simulant un pavillon. Sur le cours d'Albret, elles étaient reliées par une grille. ce projet fut refusé par le Conseil général des bâtiments civils. Les trois principaux griefs qui motivèrent cette décision furent : premièrement, l'importance donnée à la hauteur des galeries qui aurait étouffé le palais Rohan, lui faisant ainsi perdre son aspect monumental ; deuxièmement : ces constructions risquaient d'empêcher la transformation du jardin en promenade publique, facteur d'embellissement du quartier ; et troisièmement : les conditions hygrométriques préjudiciables à la conservation des livres et des tableaux en raison de la présence des ruisseaux du Peugue et le la Devèze.

Dès 1864, différents emplacements autour de la place Pey-Berland furent proposés. L'un figurait un édifice de configuration rectangulaire aéré par deux

imposantes cours intérieures, destiné à accueillir un musée et une bibliothèque. Il se situait entre les rues Saint-Paul (l'actuelle rue de Ruat) et Vital Carles et les rues Montméjean (aujourd'hui rue Poquelin Molière) et des Trois Conils. On peut penser que cette esquisse servit à étayer la proposition de l'emplacement de la place Pey-Berland, lors de la séance du 6 juin 1864 durant laquelle fut refusé le projet des Quinconces. Mais ce n'est qu'à partir de 1866 que cette hypothèse fut sérieusement envisagée.

Suite au rapport du maire daté du 16 avril 1866, qui envisageait la possibilité de construire une bibliothèque et un musée «en regard et au nord de la Cathédrale» afin de restructurer le plan d'urbanisme de ce quartier, deux conseillers municipaux soumièrent des propositions d'emplacements, le conseiller municipal Oré⁸ suggérait de placer le musée et la bibliothèque sur l'emplacement de la caserne municipale. Il reçut un accueil favorable et, en 1867, il fut demandé au Directeur des travaux de la Ville de dresser un plan indicatif d'une distribution des services⁹. Ce projet s'inscrivait dans une volonté municipale de développer un complexe éducatif en centre ville regroupant dans un même lieu le maximum d'institutions culturelles ; l'objectif était de favoriser l'accès de ces services à un vaste public pour développer sa curiosité intellectuelle et élargir ses connaissances. Cette démarche témoigne du vif intérêt de donner une place plus importante à l'instruction, ouverte à tous, que ce soit par l'école obligatoire, l'essor des universités, ou bien par la mise en valeur du patrimoine littéraire, artistique, historique de la ville.

En fait, la réalisation de toutes ces structures se fit d'une manière autonome¹⁰. En 1874, la construction du musée de peinture fut définitivement adoptée sur les côtés du jardin de l'Hôtel de ville. Ce n'est qu'en 1877 que la municipalité se repréoccupa sérieusement du problème de la bibliothèque. Une fois encore, divers terrains furent proposés. Un des emplacements les plus judicieux fut celui choisi par le conseiller municipal Mérillon.

7. A.M. de Bordeaux 8 303. M.4.

8. A.M. de Bordeaux 8 303. M.5.

9. A.M. de Bordeaux 8 303. M.11.

10. Desgraves Louis et Dupeux Georges (sous la direction de), *Bordeaux au XIX^e siècle*, Bordeaux 1969.

A l'occasion du projet d'emprunt de 30 millions «destiné au remboursement de divers emprunts et à l'exonération d'utilité communale», il suggéra au Conseil municipal, le 28 mai 1880, d'utiliser la parcelle délimitée par les rues Duffour-Dubergier, du Hâ et l'impasse Birouette. Charles Durand dressa un plan indicatif¹¹. On accédait à l'imposante salle de lecture par un vestibule inspiré d'une salle des pas perdus. Elle se développait sur deux niveaux, offrant une capacité d'accueil digne de l'importance de Bordeaux et de ses fonds.

Mais pour faciliter le vote du million nécessaire, il fut décidé que l'on ne désignerait pas de terrains définitifs. Jusqu'alors, la détermination des partisans d'une simple restauration de l'hôtel J.J. Bel, l'obstacle d'une dépense trop onéreuse et l'absence d'un consensus pour l'emplacement de l'édifice avaient prévalu sur l'idée progressive d'un vaste monument adapté aux besoins d'une génération en quête d'instruction et de modernisme. L'acquisition par la Ville de la Manutention des vivres de la guerre mit fin à 30 ans d'innombrables projets.

Les conditions et les motivations de son acquisition par la Ville

Dans un rapport du conseiller Colombier, daté du 10 novembre 1867¹², un échange de bâtiments occupés par l'Administration de la guerre fut proposé à la Ville. La Ville devait recevoir — entre autre — la Manutention des vivres installée dans l'ancien couvent des Jacobins (fig. 1) et céder à l'armée les terrains du Livran. Le Conseil de santé refusa tout d'abord la

11. A.M. de Bordeaux 6 501. M.5.

12. Colombier, *Du casernement à Bordeaux et de quelques questions qui s'y rattachent à Monsieur le Maire et à messieurs les membres du conseil*, pp. 4-8.

13. A.M. de Bordeaux 6 501. M.1. Procès-verbal du 10 janvier 1878 de l'échange de bâtiments, de terrains entre l'Etat et la ville de Bordeaux.

14. La démolition des fours de l'ancienne Manutention dégagait un espace qui permit en 1884 la création de la rue Diderot.

15. A.M. de Bordeaux 1 314. R.4.

transaction, jugeant l'emplacement insalubre. Ce fut seulement le 10 janvier 1878 qu'un accord fut conclu entre l'Etat et la ville de Bordeaux.

Cette transaction s'accompagnait d'une clause relative au logement des religieux de l'église Notre-Dame. Renonçant définitivement à toutes ses prétentions sur l'ancien couvent des Jacobins, la fabrique exigeait de la Ville l'édification d'un presbytère «dans le délai d'un an à partir de la prise de possession de la Manutention»¹³, ainsi qu'un appartement pour le curé et ses vicaires dans une partie du cloître. L'accord définitif fut signé le 24 février 1883.

Initialement, la municipalité avait voulu acquérir le cloître des Jacobins dans l'intention de le détruire. En effet, les Bordelais considéraient cette construction comme nuisible à l'embellissement et au développement du quartier des Grands-Hommes. Ce point de vue évolua lorsque l'architecte de la Ville, Charles Durand, étudia un projet de restauration du bâtiment pour y loger provisoirement les 200 élèves de l'Ecole de santé militaire. La Ville avait obtenu la création de cet établissement dans la mesure où elle offrait en octobre 1884 la structure nécessaire à son bon fonctionnement. Or il s'avéra que l'ancienne Manutention ne pouvait héberger la totalité des élèves. Cette première étude avait révélé sa solidité et l'intérêt du cloître : la détérioration de l'édifice n'était qu'apparente et les dégradations subies pour l'installation de la Manutention des vivres de la guerre étaient réparables. Dès lors, le bâtiment éveilla l'intérêt de la municipalité qui souhaita le conserver pour son architecture mais aussi pour son histoire, témoin vivace des événements de la Révolution. En vue de réutiliser l'édifice à une fin encore non déterminée, la cour fut déblayée et nivelée, tandis que les constructions gênantes furent rasées¹⁴.

L'idée d'établir la bibliothèque municipale dans l'ancienne Manutention se précisait chaque jour davantage. Charles Durand avait réalisé un avant-projet qui prévoyait suffisamment de place pour l'installation d'une salle de conférences et du musée des Antiques¹⁵. De son côté, la fabrique s'engageait à n'exiger que l'usage de la galerie sud, ainsi que d'une partie du rez-de-chaussée du corps attenant à la galerie ouest pour y loger le sacristain. Elle renonçait à y loger le presbytère ce qui permettait à la municipalité d'envisager une utilisation quasi totale du bâtiment. Le 1er

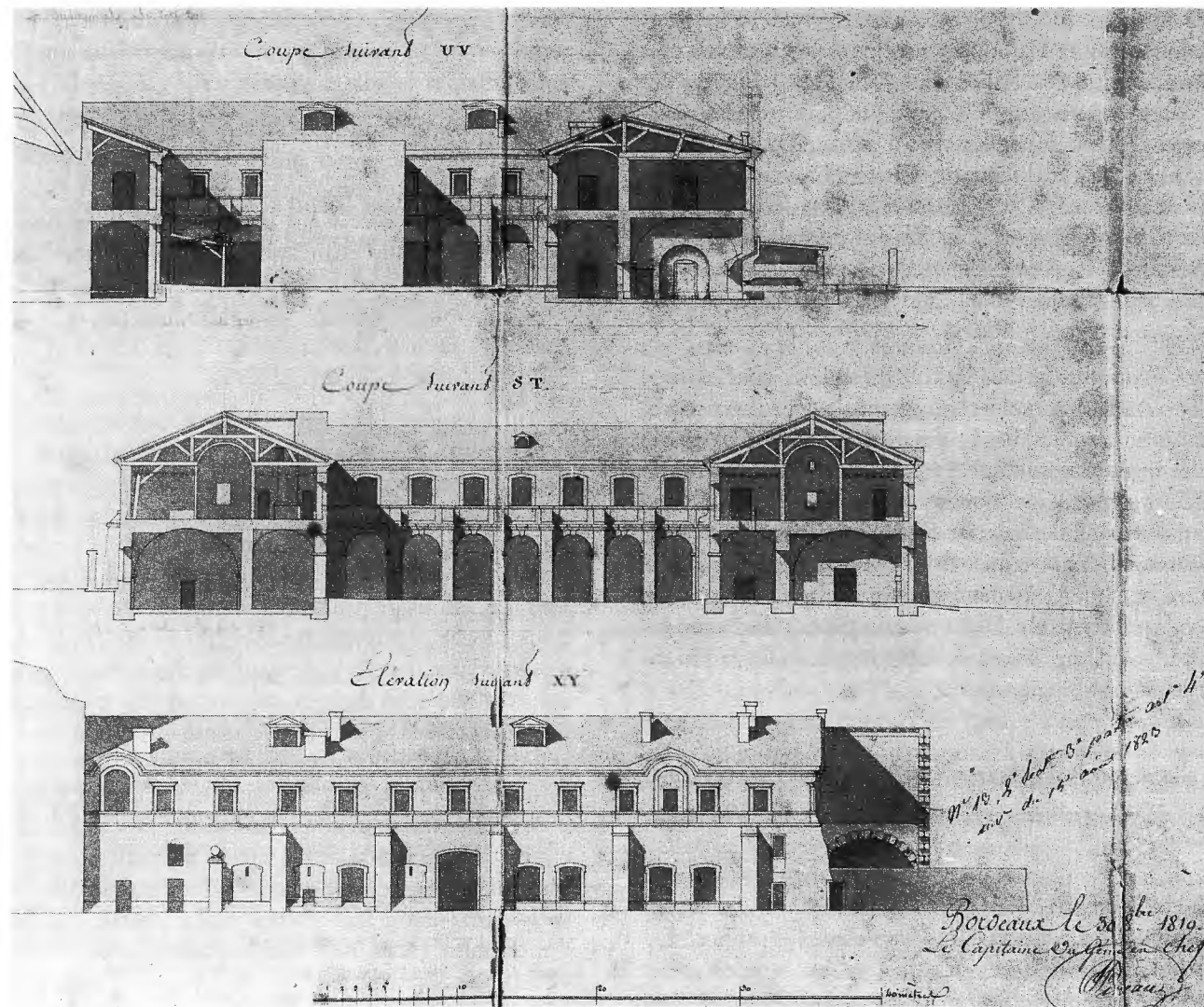


Fig. 1. — Coupe longitudinale suivant l'axe sud-nord, coupe longitudinale suivant l'axe ouest-est, élévation de la façade principale de la Manutention des vivres de la guerre dressées le 30 octobre 1879. A.M.Bx 650/M4.

mai 1885, une nouvelle convention entre la Ville et la fabrique de Notre-Dame fut adoptée en conseil municipal. La Ville s'engageait à acheter la maison n° 4 rue Malby pour y installer le presbytère et à faire exécuter les travaux nécessaires dans les parties du cloître appartenant aux religieux.

La bibliothèque de l'hôtel J.J. Bel présentait de nombreux inconvénients pour le fonctionnement d'une bibliothèque publique de l'importance d'une ville comme Bordeaux : les volumes étaient répartis dans une vingtaine de salles, de surface et de hauteur inégales, accessibles par des couloirs obscurs, puis par

des échelles. cette disposition accélérât la dégradation des ouvrages, empêchait un rangement méthodique, rendait le service difficile et multipliait les risques d'incendie ¹⁶.

Le choix de l'ancienne Manutention permettait de résoudre ces inconvénients. Tout d'abord, le bâtiment répondait à l'image que la municipalité avait d'une bibliothèque, à savoir un «lieu de silence et de

16. A.M. de Bordeaux 13. D. 136. Pièces annexes de la séance du Conseil municipal du 21 mai 1886.

travail» ¹⁷ empreint de gravité. Il possédait l'avantage d'être au cœur de la ville et par conséquent, d'un accès facile. Son isolement sur trois côtés, (le quatrième s'appuyant sur l'église Notre-Dame) limitait notablement les risques d'incendie. La surface disponible pour la ville était de 2413,66 m² dont 1684,99 m² dans les corps ¹⁸, ce qui offrait de nombreuses possibilités d'aménagement. Une fois les transformations effectuées, la bibliothèque jouirait d'une salle de lecture claire et chauffée où les ouvrages principaux seraient exposés librement de manière à susciter chez le lecteur l'envie de profiter de ce lieu d'étude, ainsi que des salles de dépôts conçues spécialement à cet effet.

Après un débat houleux, le transfert de la bibliothèque municipale dans les locaux de l'ancienne Manutention fut voté à la majorité de vingt voix contre six, dans la séance du Conseil municipal du 2 juillet 1886. Le choix de l'ancien couvent des Jacobins avait

17. *Ibid.*

18. A.M. de Bordeaux 13. D. 136. Lettre du 28 juin 1886 de Durand à Lescanet.

19. Léger Elizabeth, *Charles Durand (1824-1891) et la Bibliothèque municipale de Bordeaux (1886-1891)*, T.E.R. d'Histoire de l'art contemporain, sous la direction de M. Marc Saboya Université Michel de Montaigne Bordeaux III, septembre 1993. Fils de l'architecte Joseph-Gabriel Durand (1790-1859), Charles Durand (1824-1891) apprit le métier en secondant son père. Il commença sa carrière comme architecte de l'arrondissement de Blaye en 1851. A partir de 1858, l'Etat emploie comme architecte du Gouvernement pour la maison centrale de force et de correction de Cadillac. Ses compétences archéologiques lui permettent de restaurer les églises de Coutras, Saint Loubès et surtout Notre-Dame-de-Fin-des-Terres à Soulac au début des années 60. Il réalise sa première grande œuvre architecturale avec l'établissement des Œufs à Cauterets (1866-1869). En 1879, la ville de Bordeaux lui confie la direction des constructions municipales. Il conçoit alors la Faculté des sciences et des lettres (1880-1885), trois écoles, les écuries et remises pour le service de nettoyage rue de Saïgon (1887-1890). Il restructure les marchés et crée le marché de seconde main rue des Douves (1884-1886), restaure la Porte Cailhau (1883-1889), le Palais Gallien (1887-1891), établit un plan de surélévation des allées de Tourny en 1883. Parallèlement à ces travaux, il œuvre pour des commanditaires privés et construit la nouvelle synagogue de Bordeaux (1880-1882), l'hôtel Dupaty (place Jean Moulin). Estimé de ses confrères et des intellectuels, Durand préside la commission des monuments historiques et des travaux publics de la Gironde à partir de 1881 et l'Académie de Bordeaux en 1882 et 1883. En 1890 il est élu correspondant de la section architecture à l'Académie des Beaux-Arts.

20. A.M. de Bordeaux 1 314 R.4.

21. A.M. de Bordeaux 6 501. M.5.

enfin permis d'établir un consensus qui allait donner à Bordeaux une bibliothèque digne de ses richesses et du rôle éducatif qu'elle se devait de jouer dans une société en pleine mutation. Charles Durand ¹⁹, architecte de la Ville, avait naturellement été choisi pour concrétiser cette décision.

L'édification de la bibliothèque

Une fois signé l'accord entre la fabrique et le Conseil municipal, Charles Durand put présenter dès le 1er décembre 1885 ²⁰ un avant-projet. Il associait à la bibliothèque, le musée des Antiques, une salle de conférences, des locaux pour l'Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts et la Société Linnéenne. Mais dans une lettre du 7 janvier 1886, l'adjoint au maire Couat informait l'adjoint délégué des travaux publics de «laisser de côté la question de l'installation du Musée des Antiques dans le même édifice» ²¹. Le 6 mai 1886, Durand présentait au maire son projet dont le montant des travaux s'élevait à 700 000 francs.

Ce projet reprend globalement celui de décembre 1885. L'ordonnance classique de la bibliothèque apparaît comme rigidifiée, étouffée par les références. Les élévations sont empreintes d'une sécheresse et d'une froideur qui n'ont pas lieu d'être pour ce style d'édifice, même si l'architecte en a une conception solennelle. Les façades massives sans relief engendrent une certaine monotonie. La salle de lecture (fig. 2) semble faire l'objet «d'un effet de zoom» par rapport aux autres travées de la façade. Sa dissymétrie est inélégante et la présence des deux œil-de-bœuf sur les premières travées de la façade est mal venue. Sur cour, une toiture inesthétique paraît avoir été superposée au premier toit, sans pour autant correspondre à l'élévation. Nous n'avons pas trouvé de critiques concernant ce projet. Cependant, étant donné que le projet d'exécution est différent, nous pouvons en déduire qu'il ne satisfait pas les élus.

Par ailleurs, l'annexion du rez-de-chaussée par l'Académie et par la Société Linnéenne fut refusée par les commissions. En revanche, le Conseil municipal vota le 1er février 1889 le transfert du musée des Antiques dans l'ancienne Manutention.

Plusieurs éléments avaient dicté cette décision. D'abord la situation précaire dans laquelle se trouvaient les musées — où plus exactement, les dépôts

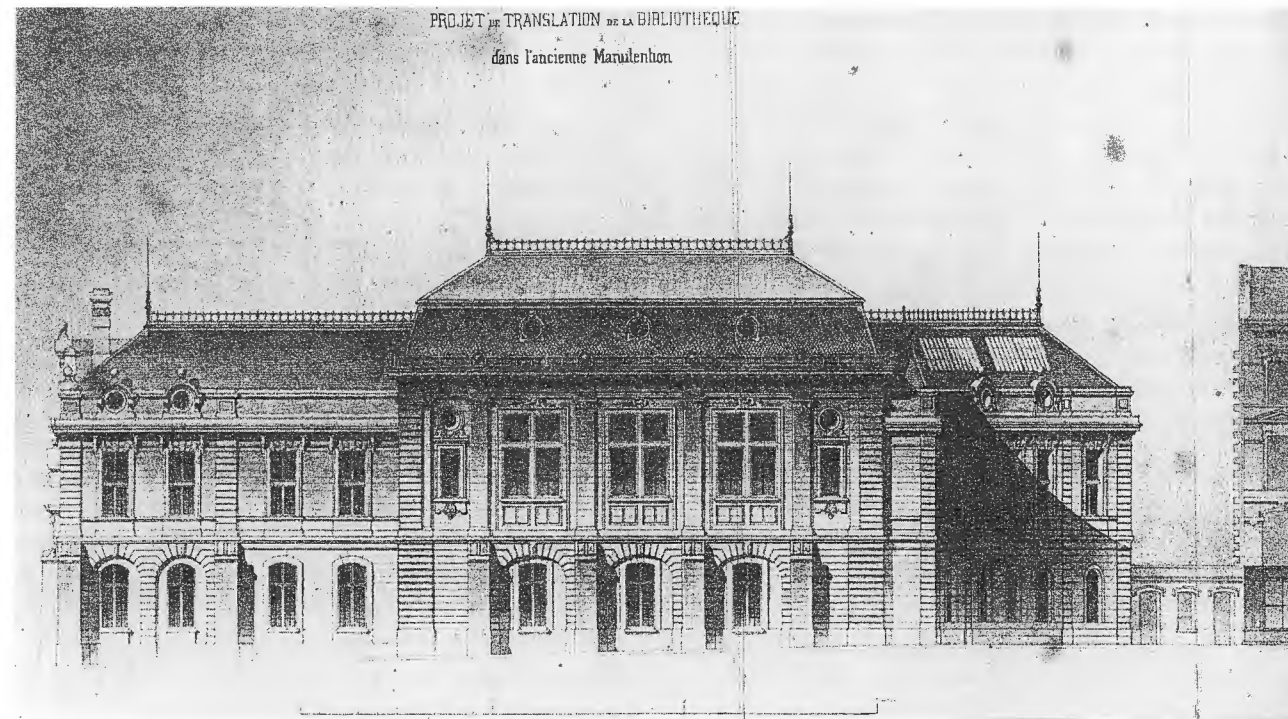


Fig. 2. — Premier projet élévation de la bibliothèque sur la rue Diderot. A.M.Bx 650/M5.

d'antiques —. En effet, les conditions de conservation des objets ne permettaient pas de mettre en valeur ce patrimoine archéologique. Dotée d'une verrière la cour, les galeries et les salles attenantes du rez-de-chaussée de la Manutention offraient une superficie au sol de 1 600 m², surface suffisante pour l'installation des collections. Ensuite, l'association du musée à la bibliothèque allait offrir aux lecteurs la possibilité de découvrir des œuvres lapidaires issues essentiellement d'un passé gallo-romain de l'Aquitaine, et aux visiteurs l'envie de rentrer dans la bibliothèque.

Cet aménagement avait donc une double vertu pédagogique. «Utile aux travailleurs, ce voisinage sera un attrait pour les étrangers et les passants» avait assuré Barckhausen lors de la présentation du rapport de la Commission d'Instruction publique et des Beaux-Arts²².

Lorsqu'en décembre 1885 Durand avait présenté au maire son avant-projet de bibliothèque, il avait insisté sur le transfert du musée dans le nouvel établissement jugeant qu'il existait une connexion in-

contestable entre un musée archéologique et une bibliothèque²³. Pour appuyer son propos, il citait l'idée analogue qu'avait eu la Bibliothèque nationale d'établir un musée dans sa cour (mais l'espace disponible n'était pas aussi vaste que celui du préau de l'ancien couvent). Il se référait aussi à l'aménagement du couvent des Jacobins de Toulouse, qu'il jugeait réussi.

Si le programme de la bibliothèque élaboré en 1886 ne subit guère de modifications, il n'en fut pas de même pour l'organisation spatiale du bâtiment ainsi que de son enveloppe. Les travaux débutèrent en 1887 et s'élevèrent à 1 000 000 francs. Durand n'eut pas la satisfaction de voir sa bibliothèque en service puisqu'il décéda brusquement d'une congestion cérébrale le 22 janvier 1891. La bibliothèque fut inaugurée à la fin de cette même année le 14 décembre, en présence

22. Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 1er février 1887.

23. A.M. de Bordeaux 1 314 R.4. Durand. Lettre au maire du 13 décembre 1885.



Fig. 3.
La façade principale de la bibliothèque municipale.
Clichés P. Régaldo-Saint Blancard.

du maire Adrien Baysselance et ouverte au public le lendemain. Elle gardait les mêmes horaires que l'ancienne, à savoir de 11 h à 16 h et de 18 h à 22 h en hiver et de 11 h à 17 h en été. Le musée des Antiques et le musée lapidaire reçurent le 13 avril 1892 l'agrément de la municipalité pour s'installer dans les locaux du nouvel édifice.

Dès son ouverture la bibliothèque connut un engouement certain. Cependant le conservateur Dezeimeris avait fait preuve d'un jugement visionnaire lorsqu'il avait mis en garde les élus sur la véritable capacité de stockage de l'édifice²⁴. Très rapidement la salle de lecture devint insuffisante. Dès 1897, la création d'une salle de lecture située au premier étage, au-dessus de la cour, fut mise à l'étude. Mais la récente construction de la bibliothèque fit que ce projet n'eut pas de suite, du moins dans l'immédiat²⁵.

Description

La façade principale (fig. 3) se compose de neuf travées sur trois niveaux et repose sur un soubassement. Le rez-de-chaussée est percé par huit croisées inscrites dans les embrasures à arcades, appareillé dans un bossage en table continu. Les fenêtres sont sommées d'une clef pendante et passante en pointe-de-diamant et soulignées par une allège. Six contreforts massifs rythment l'ensemble. Un pilier accolé à la façade et amorti par une boule s'intercale entre les travées extrêmes. La travée centrale, réservée à l'entrée de la bibliothèque, fait l'objet d'un traitement particulier. La porte s'y inscrit dans une embrasure à arcade dont les écoinçons abritent un décor végétal. Posées sur un socle, deux colonnes jumelées d'ordre dorique cantonnent cette entrée.

Un double bandeau sépare le rez-de-chaussée du premier étage. De hautes croisées rectangulaires éclairent ce second niveau. Elles sont encadrées par un chambranle à crossettes et surmontées d'une clef passante et de deux contre clefs pendantes et passantes. La baie de la travée centrale est décorée d'un mascarón d'Athéna et cantonnée de deux colonnes jumelées baguées d'ordre ionique. Les contreforts du rez-de-chaussée trouvent un prolongement dans les pilastres-dosserets à refends qui scandent le premier étage. Une puissante corniche avec denticules marque nettement la transition des deux étages.

Le dernier niveau est un étage-attique ponctué par des petites fenêtres oblongues et jumelées. Un épais chambranle à crossettes les entoure. L'idée du contrefort est simplement suggérée par une jambe. La travée centrale est couronnée d'un fronton triangulaire brisé dans lequel s'inscrit un fronton cintré, dont le tympan accueille un bas-relief figuré. Des palmettes enguirlandent les rampants. Une acrotère somme le fronton tandis que lui répondent deux palmettes au-dessus des jambes de la travée principale.

Une simple travée établit la transition entre la bibliothèque et l'église. Sa faible hauteur permet aux bâtiments de s'individualiser et assure à la bibliothèque son autonomie visuelle.

La façade nord conserve la structure des travées de la façade principale pour cinq d'entre elles, les quatre autres travées correspondant à l'emplacement de la salle de lecture (fig. 4). Pièce maîtresse de l'édifice, elle se révèle au premier regard par un surhaussement du second niveau et de la toiture. Un plein-de-travée assoit les neuf ouvertures en plein-cintre de la salle. Quatre pilastres-dosserets à bossages en pointe-de-diamant scandent l'étage, répartissant les baies sur un rythme ternaire (deux-cinq-deux). Les arcs à ressauts reposent sur des colonnes corinthiennes à fût lisse et, au droit des pilastres-dosserets, sur des pilastres. Les écoinçons reçoivent soit un cartouche frappé des initiales de la République Française, soit une torche flamboyante. Les fenêtres centrales sont surmontées d'une clef passante en pointe-de-diamant. Un entablement couronne cette élévation. La présence de palmettes sur la cimaise accentue le décrochement de la salle de lecture par rapport aux autres travées. Un second décrochement délimite les cinq baies qui correspondent à l'espace intérieur réservé aux tables des lecteurs.

24. A.M. de Bordeaux 1 314 R.4. Lettre du 28 juin 1888 de Dezeimeris au maire.

25. Il fallut attendre le 22 juin 1959 pour que le Conseil municipal décide une véritable transformation de la bibliothèque avec la construction d'une salle de lecture de 300 places au-dessus de l'ancien musée des Antiques, transféré dans la galerie sud du jardin de l'Hôtel de ville.



Fig. 4. — La salle de lecture.
Clichés P. Régado-Saint Blancard.

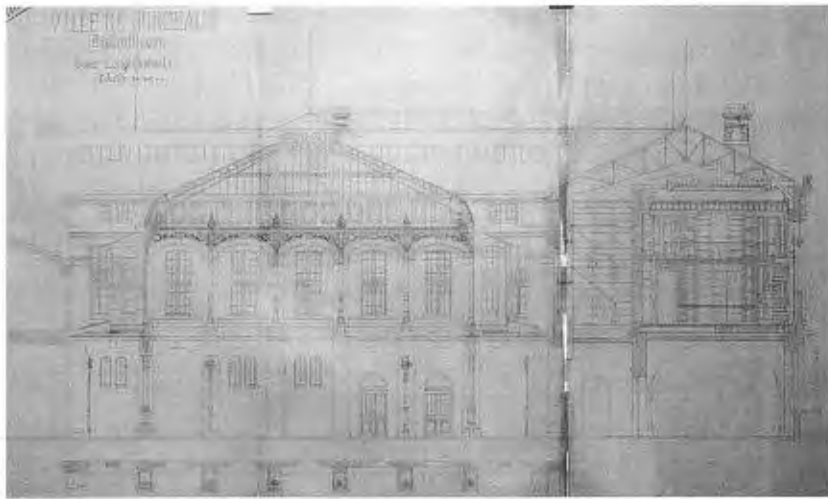


Fig. 5. — Coupe longitudinale nord/sud de la cour, s.d. Service technique de l'architecture de Bordeaux. Carton 160.

La façade sur la place des Grands-Hommes est traitée avec sobriété. De forme concave, les cinq travées épousent la courbe dictée par la place. La quatrième façade de la bibliothèque donne sur l'ancien chemin de ronde. Sa visibilité est faible du fait de l'étroitesse de la venelle. C'est pourquoi l'architecte n'a soigné que la première travée.

En installant une verrière et deux galeries le long des côtés sud et nord du cloître (fig. 5), Durand modifie totalement la physionomie du préau de l'ancien couvent. Les élévations sont pour une grande part cachées par la structure de la verrière. Établies sur un plan carré, les façades se composent de sept travées. Durand garde le premier niveau de l'ancien couvent, c'est-à-dire les galeries qui forment, en élévation, des arcades. Le rez-de-chaussée de l'aile sud présente le même rythme mais avec des arcades aveugles. Propriété de la fabrique, ce corps ne subit pas les transformations imposées aux autres ailes et garde l'élévation à deux niveaux du XVIII^e siècle.

Les ailes est, ouest et nord sont élevées sur le même parti architectural. Au-dessus des galeries, le second niveau reçoit des croisées inscrites dans des embrasures en arc segmentaire à clef pendante. Des pilastres scandent chaque façade. Un étage-attique couronne l'élévation. La toiture à deux versants reçoit des tabatières barlongues qui éclairent les dépôts. Les façades est et ouest portent la verrière par l'intermédiaire de quatre colonnettes isolées qui reposent sur les contre-forts. A chaque extrémité de ces façades, se développe

au niveau du premier étage une galerie couverte par un appentis. Sa fonction est de desservir les deux premiers niveaux des dépôts.

Lorsque le visiteur pénètre dans la bibliothèque, il est accueilli par un vestibule austère. Les portes de gauche ouvrent sur la conciergerie et les vestiaire. Les portes situées face à l'entrée permettent d'accéder à la cour et au rez-de-chaussée des galeries où sont conservées les œuvres lapidaires du musée des Antiques. Des voûtes d'arêtes les couvrent, excepté pour la salle dite capitulaire de l'aile nord qui bénéficie d'un envoûttement d'arêtes séparé par de larges doubleaux. Les deux portes sur la droite du vestibule ouvrent sur le grand escalier qui conduit au premier étage. De fabrication négligée, la rampe du XVIII^e siècle ne put être conservée. Cependant on reprit son dessin délicat. Une voûte en panache percée d'un oculus décoré de guirlandes couvre la cage d'escalier.

Sur le palier, la porte sud est factice, et n'existe que pour la symétrie. Celle du nord donne accès à l'atelier de réparation, à une salle de réserve et au bureau des employés. Le mur ouest reçoit deux portes : l'une pour la salle des plans, l'autre pour le vestibule.

Longue de 24 m, large de 8 m et haute de 8,10 m, la salle de lecture (fig. 6) contient 60 places assises, réparties sur cinq tables. Disposées transversalement, elles permettent aux lecteurs de recevoir la lumière de profil. De plus, orientée au nord, la salle est baignée d'une lumière homogène qui l'épargne des reflets et des zones d'ombres. Côté fenêtre, un escalier métalli-

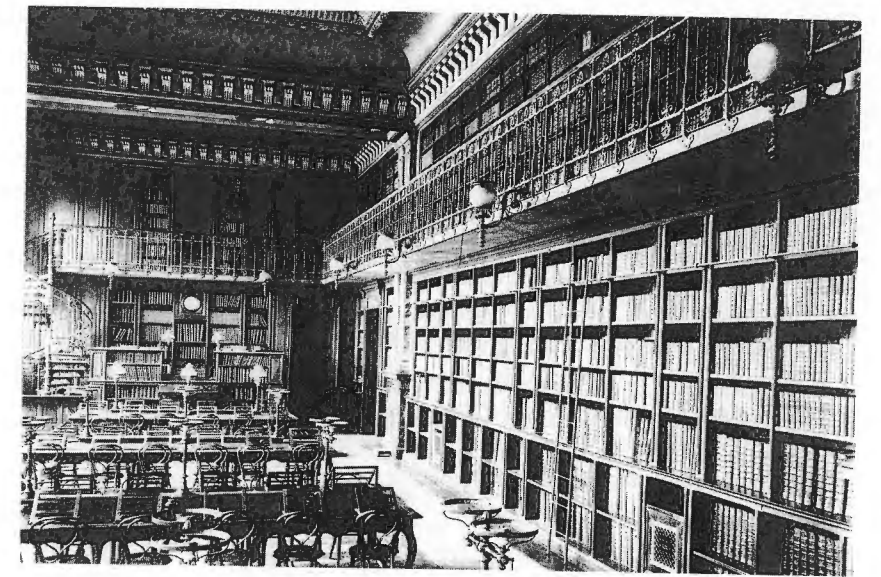


Fig. 6. — Angle sud/est de la salle de lecture. A.M.Bx XX-F/18.

que en vis suspendu au noyau permet d'accéder à la galerie qui se développe sur les trois murs de la salle. Le plafond est divisé en trois compartiments ; de puissants modillons appuient ces séparations. Cette salle de lecture s'inspire de celle de la bibliothèque de la Faculté de Lettres, elle-même construite par Durand et toutes les deux trouvent leur source dans la bibliothèque de la Faculté de Médecine de Bordeaux²⁶. Le modèle de Pascal présente les caractères repris par Durand tels la longue salle rectangulaire éclairée par une série de hautes ouvertures, la répartition des ouvrages sur les trois murs accessibles par deux galeries, les rangées de longues tables doubles pour les lecteurs et les rampes disposées sur leur longueur. Située à l'angle nord-ouest de la salle, une porte donne accès au bureau du conservateur.

Sous l'instigation du conservateur Raymond Céleste, une seconde salle de lecture fut créée en 1881, après la visite de Pasteur à Bordeaux²⁷. Uniquement réservée aux chercheurs, elle dispose d'une douzaine

de places. Les différents niveaux des dépôts gardent la disposition spatiale du rez-de-chaussée, à savoir un mur de refend longitudinal qui sépare les ailes des galeries du cloître. On note une exception pour l'aile ouest où le mur de refend est absent.

Le décor : une volonté didactique

En façade, la sculpture se situe en deux endroits bien précis : sur la travée centrale de la place du Chapelet et au niveau de la salle de lecture rue Diderot, c'est-à-dire aux emplacements qui caractérisent l'édifice. L'élément dominant est le haut relief du fronton de la façade principale. Exécuté par Dumilâtre, sa maquette portait le titre « L'instruction publique éclairant le passé, instruisant le présent et préparant l'avenir ». Elle fut préférée à celle qui représentait l'art, la littérature et la science préparant la France, symbolisés par des putti.

Dans ses rapports épistolaires avec le maire adjoint Laroque, Durant explique ses idées sur la sculpture décorative. Pour lui, elle doit épouser l'architecture, pouvant aller jusqu'à se fondre dans le bâtiment. Elle doit être « l'auxiliaire de l'architecture et faite pour l'architecture »²⁸. Dans une lettre datée du 18 janvier 1890, il décrit : « Je ne veux pas qu'un sculpteur vienne attacher dans le fronton des statues qu'on pourrait mettre ailleurs : je veux un bas-relief fait exprès pour

26. Laroque Claude et Dussol Dominique, Les facultés de Bordeaux, dans *La Sorbonne et sa reconstruction*, ouvrage collectif sous la direction de Philippe Rive, Paris, pp. 208-222.

27. A.M. de Bordeaux 1 314 R.4. Lettre de Céleste au maire datée du 4 octobre 1895.

28. A.M. de Bordeaux 6 501. M.5. Lettre de Durand à Laroque datée du 18 janvier 1890.

sa place et ne pouvant aller que là»²⁹. Pour ces raisons il souhaitait faire appel à Chapu (1833-1891), prix de Rome en 1855, membre de l'Institut depuis 1882, et qui répondait tout à fait à sa vision de la sculpture décorative. Mais la municipalité préféra choisir le bordelais Achille Dumilâtre.

Il est intéressant de noter qu'à cette époque, ce type de décor est exceptionnel dans la production architecturale de la ville³⁰, de même qu'aucune bibliothèque municipale française de cette période ne revêt un tel décor³¹. Le choix de Durand se situe donc délibérément dans la tradition classique, où les bâtiments publics recevaient un fronton allégorique sculpté à l'antique qui permettait de les identifier d'un seul regard.

Sommant l'élévation, une acrotère reçoit une torche enflammée. Elle indique la fonction spécifique de l'édifice. Cet élément ornemental s'inspire des torchères placées au droit de la porte d'entrée de la bibliothèque Sainte-Geneviève à Paris. Même si la connotation avec le feu sacré n'est pas aussi forte qu'à Paris, elle n'en demeure pas moins le symbole des écrivains éclairant l'humanité et favorisant le développement de l'esprit pour mieux dominer la matière. On retrouve ce motif dans les écoinçons des cinq baies centrales de la salle de lecture de Bordeaux. Un autre élément emprunté à la bibliothèque de Labrouste est la guirlande stylisée qui couronne l'élévation. Ici elle orne la cimaise du fronton, scandée par des torches.

A la base du fronton de la façade principale et au droit des colonnettes séparant les dernières baies de l'avant-corps de la salle de lecture, quatre cartouches estampillent le bâtiment, le marquent du sceau du fondateur. La Troisième République fit de l'instruction publique une priorité nationale et les bibliothèques au même titre que les établissements scolaires et universitaires témoignent de cette politique.

Si l'enveloppe caractérise profondément l'édifice, des décors sculptés à l'intérieur, continuent de rappeler sa destination. Dans la cour, l'ornementation se répartit d'une manière symétrique. A la base des huit colonnettes des galeries sud et nord, un motif porte un disque mouluré, dans lequel s'inscrit une effigie.

Les figures représentées n'ont pas été identifiées. Il est cependant aisé de deviner qu'il s'agissait de personnes illustres ayant rayonné dans le monde de la

pensée et de l'art. C'est un motif fréquemment employé pour les bibliothèques, la plus célèbre étant la Bibliothèque nationale dont la salle de lecture montre des médaillons à la base de l'intrados des arcs plaqués au mur ainsi que sur la façade de la cour d'honneur. A Toulon, Allar les utilise pour décorer la frise qui couronne les pavillons de la façade principale de la bibliothèque (environ 1881-1888). C'est une manière de perpétuer la mémoire de ces hommes qui ont fait avancer l'humanité. Leur présence sacralise l'édifice qui a pour tâche d'abriter et de rendre accessible leurs œuvres. Il se peut que Durand n'ait pas souhaité utiliser les médaillons en extérieur par respect de la tradition académique : Quatremère de Quincy jugeait que ces ornements rappelaient l'idée de tableaux suspendus et ne convenaient donc pas pour un décor extérieur.

Les colonnettes d'angle sont couronnées d'un motif végétal qui porte les armes de Bordeaux. La Ville veut affirmer sa présence pour se démarquer de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, fondatrice de la bibliothèque et pour revendiquer pleinement la paternité du nouvel édifice.

La cage d'escalier aurait dû recevoir un décor pictural. Devant le refus de la municipalité, Durand choisit de combler ce vide par la présence de sculptures. Des bustes sur socle furent posés sur les marches tandis que les murs est et ouest reçurent les bas-reliefs que Francin avait sculptés pour le piédestal de la statue de Louis XV détruite à la Révolution. Ces espaces d'accueil deviennent lieux de mémoire littéraire, ar-

29. A.M. de Bordeaux 6 501. M.5.

30. Si l'on excepte le bas-relief de la Faculté des lettres et de sciences réalisé d'après Durand (cf. Coustet Robert, «Les bas-reliefs sculptés de la façade de l'ancienne Faculté des sciences et des lettres de Bordeaux», dans *Revue des Etudes anciennes. Hommages à Jean Marcadé*, tome 95, 1993, n° 1 et 2), seule la Société philomatique commande une sculpture de cette nature. Précisons cependant que l'édifice est antérieur de vingt ans à la bibliothèque (cf. Maïzel Yana, *Le bâtiment de l'école philomatique à Bordeaux*, T.E.R. d'histoire de l'art contemporain, Université de Bordeaux III, juin 1994).

31. Le fronton de la bibliothèque-musée de Grenoble (1862-1872) reçoit un décor figuré mais il s'agit d'une simple effigie féminine inscrite dans un médaillon. Voir Foucart Bruno, Questel et la Bibliothèque-musée de Grenoble (1862-1872), dans *Bulletin de la Société de l'histoire de l'art français*,

tistique, philosophique mais aussi historique. Ce principe se retrouve sur la façade principale de la bibliothèque de Marseille (1864-1881) : Espérandieu place des bustes au niveau de la salle d'exposition et couronne la travée de l'entrée du musée et de la bibliothèque d'un édicule abritant une statue. Il est repris à la bibliothèque de Toulon, de Grenoble³²...

L'ensemble de ces sculptures forme un catalogue esthétique qui jalonne la bibliothèque de l'extérieur vers l'intérieur et guide le public vers les salles qui lui sont ouvertes. L'édifice s'identifie totalement à son contenu, devenant lui-même matière à réflexion. Imaginé par Durand, le décor sculptural est au service du programme architectural, et est utilisé comme révélateur plastique de la fonction de l'édifice.

L'architecte avait souhaité appuyer et développer les thèmes exposés à travers les peintures murales. Ce projet n'a pas été réalisé, mais une lettre de Durand adressée au maire le 15 février 1890³³, nous permet de connaître la composition de ce programme pictural. Le mur nord de la cage d'escalier recevait entre les deux fenêtres, les vieilles armoiries de Bordeaux. En face, le buste de Jean-Jacques Bel était placé entre les deux portes du palier. Les murs est et ouest portaient des bas-reliefs de Francin. Ces sculptures se détachaient des parois peintes en rouge, comme les vieilles robes des Jurats timbrées de croissants d'argent. Les quatre demi-ellipses de la coupole complétaient le propos symbolique. Au-dessus du buste de J.J. Bel, Durand avait choisi le thème de l'étude. Les trois autres faces représentaient la bibliothèque antique, la bibliothèque au Moyen Age et la bibliothèque moderne. Dans la grande salle de lecture, une allégorie reprenait le thème du fronton de la place du Chapelet : «l'histoire et l'archéologie interrogeant le passé, instruisant le présent et préparant l'avenir».

La réalisation de ce décor prestigieux s'inscrivait dans la grande tradition architecturale. Cette volonté d'instruire, d'accompagner le lecteur dans son cheminement intellectuel, a toujours été souhaité par les architectes lorsque les moyens financiers le leur per-

mettaient. Même lorsque Henri Labrouste édifie la bibliothèque Sainte Geneviève (1838-1850), il conserve un décor classique pour le mur de cage d'escalier menant à la salle de lecture avec une copie de «l'Ecole d'Athènes» de Raphaël.

L'étude stylistique

Durand a toujours abordé avec respect les bâtiments dans lesquels il devait œuvrer. Que ce soit pour un agrandissement, une restauration, ou bien, comme dans le cas présent, pour une profonde transformation architecturale et fonctionnelle, il étudiait avec soin l'édifice originel pour en tirer les lignes de force et le caractère intrinsèque. Pour la bibliothèque municipale, la difficulté majeure résidait dans la contiguïté avec l'église Notre-Dame alors que le couvent avait perdu sa nature religieuse et devenait même, un ferment de la laïcité.

En premier lieu, l'architecte respecta les règles de hauteur entre les différents bâtiments conventuels ; l'église dominait toujours le nouvel édifice. L'austérité qui régnait dans l'architecture de l'ancien couvent fut préservée Durand conservant le style sobre et compact de cette construction religieuse. Ainsi il redessina les contreforts qui scandaient la façade, comme les deux piliers accolés en rez-de-chaussée surmontés d'une boule.

Mais Durand ne s'est pas contenté de simples citations. Il a, d'une manière subtile, véritablement composé avec l'église et l'ancien couvent. Le fait que le bâtiment originel soit du XVIIIe siècle et s'inscrive dans un tissu urbain de la même époque a conduit Durand à adopter et adapter un style classique. Sa composition répond à un système binaire par la symétrie des masses qui se développent de chaque côté de la travée centrale de la façade principale. La régularité des lignes renforce la stabilité visuelle de l'édifice, elle-même accentuée par un rez-de-chaussée à arcades issu de la Place Royale de Gabriel.

Les bossages continus en table créent une opposition graphique avec la nudité des niveaux supérieurs et révèlent les jeux d'ombres et de lumières créés par les chaînes à refends et les diverses moulurations. La sobriété du troisième niveau affermit le haut relief du fronton. L'assise donnée par les fenêtres inscrites dans les embrasures à arcades est renforcée par le plein-de-

32. Bleton Jean, Les bâtiments, dans *Histoire des bibliothèques françaises*, tome III, Paris, 1991, pp. 183-217.

33. Hauteceur Louis, *L'architecture classique en France*, tome VII, p. 189.

travée et les bandeaux qui séparent les niveaux. Leur horizontalité contrebalance la hauteur du bâtiment en l'élargissant, respectant ainsi un équilibre de masses avec l'église Notre-Dame.

Seule la travée centrale jouit d'un élan vertical apporté par les colonnes superposées, variante de l'ordre français de Philibert de L'Orme. Si la Renaissance italienne a nourri l'œuvre de de L'Orme, elle a aussi fortement marqué l'architecture classique avec notamment ses bossages et ses pointes-de-diamant assagis par un académisme typiquement français. Ces deux éléments sont ici intégrés en façade avec une symbolique protectrice voire défensive, tant au niveau du soubassement de l'édifice que de la salle de lecture. Les baies du premier étage s'inspirent des fenêtres rectangulaires à petits carreaux soulignées d'un chambranle mouluré à crossettes et surmontées d'une agrafe (ici une clef) ou d'un mascarón de la façade des quais de Bordeaux.

De la même manière qu'une ordonnance règne sur les ordres, les contreforts surmontés de pilastres-dossierets à refends, eux-mêmes prolongés par des jambes nues, s'associent à cette composition classique établie avec une grande rigueur. Chaque élément structural ou décoratif exécuté avec grande précision est comme découpé dans la pierre. Il est renforcé par un jeu de modénatures qui accroche la lumière, faisant ressortir les volumes et les décrochements des façades relativement plates. L'équilibre des détails, les ombres nettes et fines qui irisent les élévations, animent l'édifice et tempèrent sa solennité.

Durand applique ici les fondements mêmes du classicisme qui sont l'harmonie, la proportion et l'ordonnance. L'édifice révèle une maîtrise de ce langage, qui est renforcée par l'utilisation d'un décor antiquisant tel que les oves, les palmettes, les mutules, les perles, etc... exécuté dans un dessin précis. Devant ce parti architectural, on pense à Quatremère de Quincy qui jugeait la valeur d'un bâtiment à sa grandeur physique. Celle-ci devait s'appuyer sur un effet de puissance donné par les volumes. La culture historiciste de Durand lui a permis de jouer avec maîtrise du vocabulaire classique en l'adaptant avec justesse à l'ossature du bâtiment primitif.

Mais si le registre employé est classique, il n'en demeure pas moins éclectique par la diversité des époques citées. En fait, il élabore son édifice sur une

conception typiquement dix-neuviémiste : il utilise avec pertinence des références apparemment contradictoires mises en forme à partir de principes rationalistes.

Ainsi, les grandes baies en plein-cintre de la façade de la rue Diderot sont un constituant majeur de l'architecture fonctionnaliste et historiciste. Leur usage pour les bibliothèques est fréquent, mais l'utilisation de ce type d'ouvertures pour les bibliothèques françaises est apparue avec la bibliothèque Sainte-Geneviève et qui a, par la suite, fortement influencé les autres constructions. Cependant, si les fenêtres de la salle de lecture de la bibliothèque bordelaise sont une résurgence de celles de Sainte-Geneviève, leur emploi est incomparable, tant du point de vue conceptuel que plastique.

Pour la salle de lecture, Durand préfère user d'un autre registre architectural et décoratif. Il détache cette partie de la façade, et crée un avant-corps qui l'individualise des autres travées et lui permet de porter librement une structure différente. Afin de mieux signaler la salle, l'architecte supprime l'étage-attique et le remplace par une table qui sert de soubassement aux ouvertures. Sa nudité met en exergue l'ornementation des fenêtres. Cette utilisation du décor comme faire valoir des parties essentielles du bâtiment découle de la tradition classique. Les éclectiques continuent de l'appliquer car leur théorie sur ce point concorde avec celle de l'Académie. Au sujet de l'Opéra, Charles Garnier n'écrivait-il pas : « Dans tout édifice, ce qui est la partie la plus importante doit être marquée avec la plus d'importance, comme les parties secondaires ne doivent avoir qu'un développement secondaires »³⁴.

En ce qui concerne la travée centrale de la façade principale, son traitement ostentatoire est propre au Second Empire et à la Troisième République ; ces époques ont toujours affirmé l'entrée des édifices publics. Le choix d'un éclectisme classique est aussi à placer sur le compte d'une volonté politique. N'ayant pas de passé institutionnel, les bibliothèques, comme les écoles, les universités, utilisent un langage qui a fortement marqué le patrimoine architectural fran-

34. Hauteceœur Louis, *L'architecture classique en France*, tome VII, p. 189.

çais, dans le but de les intégrer dans la cité et de leur donner un prestige que leur jeunesse ne peut encore leur apporter.

Peut-être est-ce aussi pour cette raison que Durand s'inspire fortement de la façade de la Sorbonne donnant sur la rue des Ecoles à Paris. La composition des travées est identique : un rez-de-chaussée à arcades, un second niveau éclairé par de hautes fenêtres rectangulaires et un étage-attique qui reçoit des fenêtres jumelées oblongues. Paul Nenot (1853-1934) avait remporté le concours de la nouvelle Sorbonne en 1884. Ainsi, lorsque Durand élabore le programme architectural de la bibliothèque municipale il a connaissance des élévations de la faculté parisienne. Un autre facteur intervient : comme Nenot, Lacombe, le collaborateur de Durand avait été élève de Jean-Louis Pascal, concepteur entre autre, de la Faculté de médecine de Bordeaux réalisée quelques années plus tôt. On retrouve chez ces architectes, le même parti rigoureux, rationnel aux lignes nettes et fortes.

Si l'allure générale de la bibliothèque offre une vision sévère, Durand a su cependant l'envelopper d'une décoration subtile. Ainsi, le chambranle à crossette des fenêtres du premier étage semble interrompu à sa base par la baie. Il utilise aussi un vocabulaire ornemental très en vogue sous le Premier Empire avec les guirlandes et les palmettes. Pour ce qui est des rosaces, si la référence première vient de l'église Notre-Dame construite par l'ingénieur du roi, Michel Duplessis, il ne faut pas oublier que ce motif était très usité dans les bibliothèques.

Pour ce qui est de l'emploi du fer Durand ne l'utilise pratiquement pas comme élément décoratif. Il n'est présent que pour ses qualités constructives, et,

35. Laroche Claude, A propos de quelques architectes de musée en Pays de la Loire, dans *303. Arts, recherches et créations*, tome XXIII, année 1989, pp. 48-55.

36. Bleton, *op. cit.*

est noyé dans la pierre. Cependant une ossature métallique convenait parfaitement pour réaliser le couvrement de la cour. Les chapiteaux et les consoles des colonnes sont traités sans références classiques, utilisant des formes intrinsèques élaborées à partir de volutes étirées. Cette solution avait été adoptée par beaucoup de bâtiments dotés de verrières afin de bénéficier d'une lumière naturelle ou de permettre l'occupation d'une cour déjà existante. Cette structure ouvrait l'espace et donnait une contemporanéité à la construction. Durand avait pu le constater en visitant à Paris l'Ecole des beaux-arts (1833-1839) de Duban. Même des musées de construction récente, comme celui de Nantes (1891-1900), créeront un patio couvert³⁵.

Pour la salle de lecture Durand n'apporte pas d'innovation particulière. De plan rectangulaire, éclairée sur son long côté et ceinturée par une galerie, elle était tout à fait conforme à ses contemporaines³⁶. Quant aux dépôts, ils reprenaient le système inauguré par Labrousse à la Bibliothèque nationale (1858), à savoir des rangées de casiers à doubles faces à hauteur d'homme sur un sol en caillebotis métallique. Les principes de bibliothéconomie commençaient à trouver un écho auprès des architectes. Leur souci était de livrer le maximum d'ouvrages au public dans des conditions optimales de stockage et de manutention et l'usage du métal diminuait les risques d'incendie et permettait un meilleur éclairage des magasins.

Ainsi, Durand a opté pour une construction satisfaisant rigoureusement aux besoins du programme sans jamais tomber dans un excès décoratif. Il utilise l'ornementation pour donner une image représentative et explicative de la fonction de l'édifice tout en soulignant ses lignes structurales. Il s'inscrit dans la continuité bordelaise des constructions en pierre de taille, mais a su créer un bâtiment tout à fait original : d'une part, en se situant en marge de la typologie de la bibliothèque créée par Labrousse et d'autre part, en composant quatre façades distinctes, s'adaptant chacune à son proche environnement.

Etudes d'archives
Groupe Jules Delpit

Les métiers dans la ville : structure socio-professionnelle des paroisses de Bordeaux à la fin du Moyen Age

par Sandrine Lavaud *

Aborder le monde des métiers est une des façons de restituer la ville active, d'en saisir le travail et la geste des hommes au quotidien, d'en mesurer la marque dans l'espace urbain ; mais sur ce thème, l'historien du Moyen Age, ne bénéficie que rarement de sources directes. A Bordeaux, il ne subsiste aucune archive des corporations, aucun registre fiscal permettant de connaître la population active avant le XVI^e siècle. Pour approcher la réalité socio-économique de la ville, le médiéviste doit travailler sur des sources de nature diverse et y faire un relevé méthodique des mentions de métier.

C'est une des options de recherche que j'ai choisie dans le cadre de ma thèse sur la seigneurie du chapitre Saint-Seurin de Bordeaux à la fin du Moyen Age (XIV^e-XV^e siècles) ¹. L'abondance des sources, principalement de nature foncière, m'a permis d'effectuer, d'une part une approche topographique de Bordeaux où le chapitre est fortement possessionné, d'autre part un inventaire de l'ensemble des tenanciers dont beaucoup sont des citoyens actifs. Un logiciel informatique adapté a été mis en place pour ré-

pertorier et classer, selon les critères les plus communément indiqués dans les actes (métier mais aussi paroisse de résidence, qualité...), les quelques 5022 bien tenants de Saint-Seurin. Parmi les 2190 habitants de Bordeaux qui en font partie, 1128 ont une profession connue ; l'échantillon obtenu est donc important et dévoile une fraction, jusqu'alors mal cernée, de la population bordelaise au XV^e siècle.

Si l'analyse des données fournit de nouvelles indications sur la pratique et la structure interne des métiers, c'est principalement la répartition géographique des activités professionnelles dans Bordeaux qui est mise en lumière. En effet, pour chacune des paroisses urbaines, une liste des métiers recensés dans le fonds de Saint-Seurin a été établie. Ces données ont été complétées — et souvent confortées — par l'approche topographique conjointe, des mentions de bâtiments à usage commercial révélant, par exemple, une paroisse marchande. La géographie des métiers qui en résulte n'est qu'une première ébauche qu'il reste à compléter. Cependant, les fonctions de Bordeaux et de ses habitants, leur localisation dans la ville y apparaissent clairement et incitent à une nouvelle lecture de l'organisation de l'espace urbain.

Au XV^e siècle, Bordeaux présente certains traits typiques de la géographie économique des cités médiévales. C'est, en premier lieu, l'extrême diversité des métiers pour chaque paroisse où les catégories

* Docteur en géographie historique de l'université Michel de Montaigne, Bordeaux.

1. Lavaud (S.), *Saint-Seurin, une grande seigneurie du Bordelais (XIV^e-XV^e siècles)*, doctorat d'université, Bordeaux, 1993.

professionnelles les plus nécessaires à la vie de la communauté sont toujours représentées, qu'il s'agisse des métiers de l'alimentation ou de la confection, des prêtres, des notaires... Malgré cette diversité, certaines zones sont marquées par une activité dominante. La spécialisation est partielle au niveau de la rue, mais prononcée au niveau de la paroisse et surtout du quartier. La localisation de ces zones dessine, à première vue, un espace polycentrique dont chaque pôle détiendrait une fonction particulière. Une lecture plus systématique y montre l'existence d'un noyau, réunissant les fonctions commerciales et administratives, entouré d'une vaste ceinture industrielle et terrienne.

Une centralité affirmée : la proximité des fonctions commerciales et administratives

Le centre de nos villes actuelles est souvent reconnaissable, pour les géographes, par la densité des activités de service, en particulier, celles qui ont un pouvoir décisionnel. Leur concentration dans l'espace définit le centre urbain et détermine son aire d'influence. Essayons d'appliquer ce critère pour l'analyse de Bordeaux à l'époque médiévale. L'éventail des services est moins fourni au Moyen Âge qu'à l'époque actuelle et j'ai choisi de n'en retenir que deux types : les activités commerciales et celles liées au pouvoir politique et administratif. La fonction religieuse a été volontairement écartée malgré son omnipotence. En effet, par le réseau des églises paroissiales et des autres établissements ecclésiastiques, l'Eglise est partout présente dans la ville et son organisation est polycentrique. Trois noyaux dominent et se sont constitués autour des grandes institutions : «groupe épiscopal» (archevêché et chapitre Saint-André), chapitre Saint-Seurin et abbaye bénédictine de Sainte-Croix. Peuplés de clercs et de desservants, ces noyaux forment des quartiers distincts. Leur situation en périphérie de la ville n'épouse pas la géographie économique de la ville. A la dispersion de la fonction religieuse s'oppose un regroupement des activités commerciales et administratives en un lieu central. Observons leur localisation.

La fonction commerciale est représentée dans toutes les paroisses urbaines, cependant, elle est clairement prédominante dans deux endroits de la ville. Il

s'agit, tout d'abord, du quartier Sainte-Colombe avec extension dans les paroisses voisines de Saint-Eloi, de Saint-Michel (uniquement la partie enclose par la seconde enceinte) et, dans une moindre mesure, de Saint-Pierre. Cette zone s'organise selon un «point de repère»² majeur : le marché de Sainte-Colombe à l'emplacement de l'actuelle place Fernand-Lafargue. Installé à proximité du port intérieur du Peugue utilisé depuis l'époque romaine, il est au cœur de l'ancien faubourg Saint-Eloi clos par l'enceinte du XIII^e siècle. Plusieurs bâtiments attestent de sa vocation commerciale. La *brenteria* (boucherie) *deu marquat*³, la *paneterie* et la poissonnerie, appelée aussi *claye*⁴, sont regroupées sur la place. Dans les rues adjacentes, plusieurs maisons comportent des *chopas*, échoppes ou étals, situés au rez-de-chaussée⁵.

Autour du marché, s'affaire une population diversifiée mais majoritairement marchande. Ainsi, sur les 81 paroissiens «actifs» de Sainte-Colombe répertoriés, 49 sont des marchands, 10 des bouchers, 7 des *especieys*. Cette concentration de gens du négoce témoigne du dynamisme du marché Sainte-Colombe, place d'affaire mais aussi lieu de commerce et d'artisanat. Car, les artisans, bien que minoritaires, sont aussi implantés dans le quartier ; deux chaussetiers, trois cordonniers, un mercier et un *tondador de drap*⁶ ont été inventoriés. Les paroisses voisines ont une structure professionnelle assez semblable à celle de

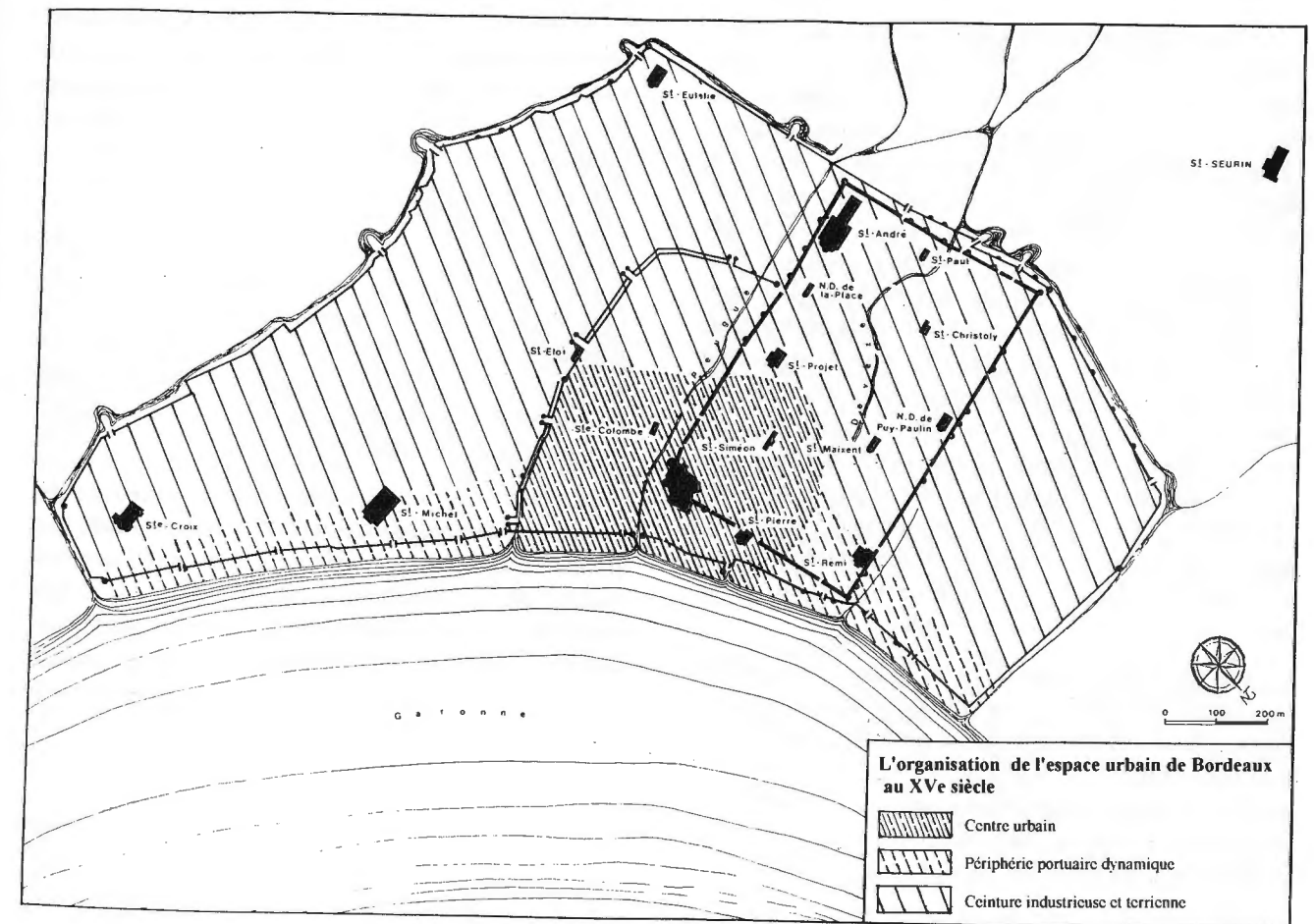
2. Je reprends là une expression formulée par Arlette Higounet-Nadal dans son étude de Périgueux à la fin du Moyen Âge (Higounet-Nadal (A.), *Périgueux aux XIV^e et XV^e siècles. Etude de démographie historique*, Bordeaux, 1978). Jacques Le Goff y préfère le terme de «point chaud» qu'il définit comme un lieu ou un monument qui détermine l'ordonnement de l'espace urbain et exerce un pouvoir d'attraction (ou de répulsion) sur les citadins (*Histoire de la France urbaine*, tome II, *La ville médiévale*, sous la dir. de Jacques Le Goff, Paris, 1980, p. 224).

3. A.D.Gir. G 1160, f 19, 6 février 1450.

4. A.D.Gir. H non inventorié, Jacobins, liasse 32 (non foliotée) ; 11 mai 1355, maison devant la *paneterie deu marquat* ; 3 janvier 1385, maison devant la *claye deu marquat*.

5. Exemple en A.D.Gir. G 1147, f 71, 17 mars 1421, *hostau e chopas* ; il est noté que les *chopas* recensées dans le fonds Saint-Seurin sont toutes situées dans la paroisse Sainte-Colombe et ses alentours, jusqu'à la rue du *Pont Sent Johan* (actuelle rue de la chapelle-Saint-Jean) dont une partie dépend de Saint-Pierre.

6. Les *tondadors de draps* se chargeaient de l'affinage du drap dont ils régularisaient la trame.



Sainte-Colombe. Cependant, l'éventail des activités y est généralement plus large. A Saint-Eloi, les marchands sont encore bien implantés (7 des 27 paroissiens dont on connaît le métier) mais d'autres corps de métiers sont installés : des artisans du bois (4), de la construction (2), des peaux et du textile (4). Dans la paroisse Saint-Pierre, les marchands ne sont pas majoritaires (13 des 81 individus recensés dont la profession est connue) et apparemment plus dispersés ; on note, cependant, une concentration de marchands anglais rue du *Petit Judas* (actuelle rue des Bahutiers), dans le prolongement de Sainte-Colombe.

A Saint-Michel, l'essentiel des activités de négoce sont situées, non loin du marché, dans le secteur de la

Rousselle où de nombreux chais jouxtent le fleuve. Les 92 marchands relevés pour Saint-Michel (soit 54,4% des paroissiens dont on connaît la profession) habitent, pour la plupart, dans les rues encloses par la seconde enceinte : rue Bouquière, rue Poitevine, rue Neuve, rue de la Rousselle... C'est dans ce même quartier — en particulier, la rue Neuve — que des nobles, tels les La Lande, les Froinsac..., ont édifié leur résidence urbaine et y côtoient des familles de la haute bourgeoisie bordelaise comme les Caillau ou les Ferradre. Une telle concentration des élites de l'argent autour du marché n'est pas particulière à Bordeaux ; J. P. Leguay a relevé des phénomènes semblables dans les villes bretonnes⁷. La proximité des lieux de pouvoir que sont le palais ducal de l'Ombrière et l'hôtel de ville n'a pu que renforcer cette réunion des patriciens aux côtés des marchands dans le quartier Sainte-Colombe.

7. Leguay (J. P.), *La rue au Moyen Âge*, Rennes, 1984, p. 122.

Premier pôle commercial de Bordeaux au XVe siècle, tant par ses activités d'échanges que par sa population marchande, le quartier Sainte-Colombe ne subit que faiblement la concurrence du secteur de *Porta Medoca*, autre lieu commerçant du centre. Situé à la limite orientale de la paroisse de Notre-Dame-de-Puy-Paulin, au débouché de la grande route du Médoc, le quartier de *Porta Medoca* est spécialisé dans une activité réprouvée mais lucrative : la boucherie. Les actes du chapitre Saint-Seurin mentionnent la *brenteria de Porta Medoca*, ainsi que plusieurs *bancs carnasseys* : étals de pierre ou de bois sur lesquels les bouchers découpaient et exposaient la viande⁸. 10 bouchers ont été répertoriés parmi les actifs de la paroisse (sur 124). Cependant, la quasi-absence d'autres activités de négoce (à l'exception de 2 marchands) atteste du pouvoir d'attraction limité de ce lieu de marché qui est cantonné dans la vente d'un seul produit et ne peut rivaliser avec Sainte-Colombe.

Ces deux zones commerciales de Bordeaux, reliées aux principaux axes de communication, sont situées à la périphérie immédiate de la première enceinte et ont constitué les premiers faubourgs de la cité antique. Encloses par la seconde enceinte, débordées par la croissance urbaine, elles sont devenues, à la fin du Moyen Age, les pôles les plus dynamiques du centre urbain.

A proximité mais inséré dans le *castrum*, le pôle politique et administratif de Bordeaux est situé dans le quartier Saint-Pierre. La paroisse Saint-Pierre et, de façon plus mesurée, les paroisses voisines de Saint-Projet et de Saint-Siméon ont une structure professionnelle déterminée par la présence du château de l'Ombrière. Autour du palais ducal, centre des services administratifs du duché et siège des représentants du roi-duc, gravite un groupe important de gens d'office dont les plus nombreux sont *doctors*, *licenciats*, *bachaleys en leys* ou en *decretz*, ou encore notaires. Ainsi, 15 légistes et gens d'office ont été dénombrés dans la paroisse Saint-Pierre, 16 dans la paroisse Saint-Projet⁹. Ce corps des gens du «quatrième état» a été conforté et renouvelé par la création du parlement en 1462. Encore peu nombreux à la fin du Moyen Age — 5 seulement ont été répertoriés —, les officiers du parlement ont fait résidence à proximité de leur lieu d'exercice, dans les paroisses Saint-Pierre et Saint-Maixent.

L'atelier monétaire dépendant de l'Ombrière détermine la présence, à Saint-Pierre, d'orfèvres et de changeurs parmi lesquels se recrutent les monnayeurs bordelais¹⁰. Ainsi, huit *dauradeys* (orfèvres), habitant pour la plupart dans la rue du même nom (rue des Argentiers), et un *cambrador* (changeur) ont été répertoriés dans la paroisse. Ce sont des métaux moins nobles qui sont travaillés par les artisans des paroisses voisines de Saint-Projet et de Saint-Siméon où sont bien implantés les armuriers, les couteliers et les forgerons¹¹. Ces activités métallurgiques ont bénéficié, avec les hostilités franco-anglaises, d'une demande croissante et apparaissent liées, au moins topographiquement, aux fonctions politiques.

Peuplé de gens d'office et d'une certaine élite des gens de métier, le quartier Saint-Pierre rassemble une partie de l'oligarchie urbaine. Comme Sainte-Colombe, ce n'est pas un quartier populaire — ce que confirme plusieurs mentions de riches demeures —, même si on y rencontre des gens de petite condition qui assurent les services élémentaires ou pratiquent

8. A.D.Gir. G 1158, f 33, 11 avril 1429 ; G 1161, f 254, 15 juillet 1474, *bancs carnasseys* accensés par le chapitre Saint-Seurin.

9. Dans la paroisse Saint-Pierre, sur les 81 actifs recensés, 15 sont des légistes et gens d'office dont 8 notaires, 3 licenciats en leys, 2 bachaleys en leys et 2 procurayres en la cort du parlement. A Saint-Projet, parmi les 67 personnes exerçant une activité, on recense 10 notaires, 1 *doctor en cascum dreyt*, 1 *licenciat en decretz*, 2 *bachaleys en leys* et 2 en *dreyts*. Seuls 4 officiers de l'administration royale ou ducal ont été inventoriés : un *controlador reya* (Johan Estable), deux *secretaris deu rey* (Maurin de Lastrieges et Joachim Luart), et un *conselhador du duc de Guiana en la vila de Bordeu* (Johan Maynart) ; ce dernier, qui habite Notre-Dame-de-Puy-Paulin, est le seul dont on connaît la résidence.

10. L'atelier monétaire de Saint-Pierre n'a été bâti que tardivement. Un article du Livre des Bouillons, daté du 4 octobre 1329, mentionne l'accord, donné par la jurade au sénéchal Jean de Haustedé, de construire une maison pour y fabriquer la nouvelle monnaie, place de l'Ombrière. La maison de la *moneda* se trouvait jusqu'alors place Saint-Projet (voir Livre des Bouillons, Bordeaux, 1867, p. 470, n CXXXVIII).

11. On dénombre à Saint-Projet, 6 *cotereys* et 1 *faure* ; à Saint-Siméon, 3 armuriers, 2 couteliers et 2 forgerons. Ces deux paroisses sont le lieu privilégié d'implantation des couteliers et armuriers ; par contre, les forgerons semblent dispersés dans toute la ville.

des activités artisanales. Ils semblent minoritaires dans la paroisse Saint-Pierre, mais plus nombreux à Saint-Projet et à Saint-Siméon¹².

Pôles économiques et politiques, les quartiers Sainte-Colombe, Saint-Pierre et leurs périphéries immédiates forment, par leur proximité géographique, une zone homogène qui constitue le cœur du Bordeaux médiéval. D'une localisation plus méridionale que celui de la cité antique, ce noyau central est résolument tourné vers le fleuve, axe essentiel des échanges, en particulier du grand commerce du vin, mais aussi cordon qui relie Bordeaux à son seigneur, le roi-duc. Ce sont les relations privilégiées entre l'Angleterre et la capitale du duché d'Aquitaine qui alimentent le dynamisme du centre et son pouvoir d'attraction. Socialement, ce noyau urbain concentre une forte proportion du patriciat et de l'élite des gens de métiers ; bien que l'hétérogénéité sociale, comme dans tous les quartiers, y soit réelle, on relève une sorte d'accaparement du centre par les riches et les puissants, à l'égal d'autres cités médiévales telles que Florence dont la socio-topographie a été récemment mise en valeur par A. Stella¹³. En revanche, au delà de cette zone centrale, dans les paroisses périphériques, la population est, en général, de condition plus modeste et s'adonne à des activités de production.

12. Parmi les 81 actifs recensés dans la paroisse Saint-Pierre, 13 sont des artisans, 8 des vignerons, 6 dans les métiers de l'alimentation (33 % des actifs). A Saint-Projet, sur les 67 actifs, 23 sont des artisans, 8 dans les métiers de l'alimentation, 12 des vignerons (64 % des actifs). A Saint-Siméon, sur les 38 actifs connus, 14 sont des artisans, 6 des vignerons (52 %).

13. Stella (A.), *La révolte des Ciompi. Les hommes, les lieux, le travail*, Ed. de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1994.

14. Sur ce point, voir Bernard (J.), *Navires et gens de mer à Bordeaux (vers 1400-vers 1500)*, Paris, 1968.

15. Ces chais sont généralement détenus par de grand bourgeois ou par des nobles tels le Capital de buch ou Galhard de Junqueyras. Le roi-duc lui-même, ainsi que la jurade, ont leur propre chai près de la tour d'Audeyole (G 1160, f 115V, 22 février 1443, *chay deu Rey* ; G 115g, f 6, 12 mars 1434, *chay de la vila*).

16. Chaumel (C.), *Les prébendiers de Saint-Michel, leur temporel et leurs rapports avec la société bordelaise aux XIVe et XVe siècles*, mémoire inédit, T.E.R., Bordeaux, 1987.

Une ceinture industrielle et terrienne

Rayonnante autour de la zone centrale, cette ceinture occupe un vaste espace délimité par la troisième enceinte. Elle inclut les paroisses occidentales (à l'exception de Saint-André) du *castrum* dont la composition socio-professionnelle est quasi-identique à celles des paroisses récemment encloses. Encore partiellement urbanisée sur ses marges, surtout dans la partie septentrionale où demeurent des espaces vacants, elle est le lieu privilégié d'implantation des gens de métiers et des vignerons. Leur répartition dans l'espace dessine deux grands secteurs ; d'une part, une zone portuaire qui encadre au nord et au sud le centre urbain et réunit tous les métiers du port ; d'autre part, une zone plus industrielle et terrienne où sont installés artisans et vignerons.

A la fin du Moyen Age, le port de Bordeaux s'est affranchi de l'étroite embouchure du Peugue pour s'étendre tout au long de la *mar*, jusqu'aux limites de la nouvelle muraille. De part et d'autre du vieux port intérieur qui alimente les quartiers centraux de Sainte-Colombe et Saint-Pierre, existent désormais deux zones portuaires dont l'essor est consécutif au développement du grand commerce du vin¹⁴. Au sud, en façade riveraine des paroisses Saint-Michel et Sainte-Croix, se trouve le port de la Grave, principal port d'amont de Bordeaux. Les nombreux chais qui y jalonent le fleuve reçoivent les vins du haut-pays. Au nord, dans la paroisse Saint-Rémi, le port de Tropeyte s'étend des fossés de la vieille ville jusqu'à la porte d'Audeyole. Orienté vers le trafic fluvial de l'aval vers Blaye et l'estuaire, Tropeyte apparaît, au XVe siècle, comme le plus dynamique des ports de Bordeaux car axé sur la grande navigation et le commerce d'exportation. Le long du fleuve, les chais forment une file quasi-ininterrompue¹⁵.

Dans les deux zones de Tropeyte et de la Grave, les activités des hommes sont directement tournées vers le port et le fleuve. Les archives de Saint-Seurin sont abondantes pour le premier secteur, moins pour le second mais les travaux de C. Chaumel sur Saint-Michel fournissent les compléments nécessaires¹⁶ et témoignent, pour la Grave, d'une composition professionnelle identique à celle de Tropeyte. L'un des

corps de métiers les plus représentés est, dans les deux cas, celui des *gabareys*. Avec leurs bateaux de faible tonnage (10 à 20 tonnes), ces marins assurent une grande partie du trafic fluvial des hommes et des marchandises. Alors qu'ils semblent absents des autres paroisses urbaines, 24 déclarent habiter à Tropeyte et ses environs. De même, les *carreteys* (charretiers), qui assurent le transbordement et le transport terrestre des marchandises, sont nombreux à demeurer à Saint-Rémi et dans la paroisse voisine de Saint-Maixent¹⁷. C'est aussi dans ce quartier que l'on rencontre des cordiers chargés de confectionner filins et haubans¹⁸. Cependant, le corps de métiers numériquement le plus important est celui des ouvriers du bois. Ainsi, parmi les 173 actifs connus à Saint-Rémi, 65 (soit 37,5 %) sont des *carpenteys* dont 8 de *pipas*, 20 de *tonetz*, 2 de *vayssera* (vaisselle vinaire). Les tonneliers forment donc le groupe dominant. S'ils sont présents dans toutes les paroisses de la ville, Saint-Rémi et Saint-Michel sont leur principal lieu de résidence¹⁹. Il existe, à l'évidence, un lien étroit entre leur activité et les zones portuaires.

Carpenteys de vayssets et *carpenteys de gabarras* tirent aussi leur occupation de la vocation maritime de la ville. Mais ils semblent en nombre plus restreint puisque l'on ne connaît qu'un représentant pour chacun des deux métiers.

Populaires, dynamiques, les quartiers portuaires enclos par la dernière enceinte sont en pleine activité à la fin du Moyen Âge. Ils semblent constituer des zones pionnières stimulées à la fois par l'existence d'espaces vacants — surtout à Tropeyte — permettant toutes les initiatives et par la proximité du centre, principal moteur de l'activité du port. Marchands et négociants sont peu nombreux à résider dans ces quartiers — 5, seulement, ont été recensés à Saint-Rémi —, mais leur emprise s'y exerce autant par leur implication directe dans le grand commerce maritime que par leurs investissements fonciers sous forme de chais. Cette périphérie en plein essor dynamise les paroisses voisines. Ainsi, les paroissiens de Saint-Maixent et de Notre-Dame-de-Puy-Paulin sont nombreux à travailler pour le port de Tropeyte. Dans la grande paroisse de Saint-Michel, la majeure partie de la population, du riche marchand de la Rousselle au petit artisan de la Grave, vit du port et des échanges qu'il alimente.

Plus éloignées du fleuve et d'un dynamisme économique moindre, les paroisses de la partie occidentale de la ville ont une vocation plus artisanale et surtout terrienne. Leur population est composée, en priorité, de travailleurs manuels. La répartition géographique des gens de métiers, très implantés dans cette zone, présente un double caractère ; elle montre une grande dispersion dans l'espace pour certains types de métiers tels les *carpenteys* (ouvriers du bois), les *massons* (maçons), les *cordureys* (cordonniers), les *sebateys* (savetiers)..., présents dans toute la périphérie. En revanche, d'autres activités artisanales sont nettement regroupées par quartier. Ainsi, 11 des 12 potiers inventoriés demeurent dans la partie nord-ouest du castrum, en particulier dans la paroisse Saint-Christoly où 6 *topineys* ont été recensés. De même, les tisserands sont prioritairement installés dans la paroisse Saint-Paul et ses environs (7 des 13 *teysseneys* recensés). Cuirs et peaux sont travaillés aux alentours du fossé des Tanneurs (actuel cours Pasteur). Ce quartier, situé jusqu'au XIV^e siècle hors des murs de ville, a accueilli des industries polluantes comme les tanneries et réunit nombre d'ouvriers du cuir tels les pelletiers ou les chaussetiers²⁰.

Malgré l'existence de ces pôles artisanaux, Bordeaux, comparée à d'autres cités médiévales, ne peut être considérée comme une ville «industrielle». Sa production en la matière paraît davantage tournée vers une auto-consommation ou vers un marché très local. Ainsi, sa draperie, qui a connu un certain essor au XIII^e siècle, n'a pas su résister à la concurrence an-

17. Sur les 25 charretiers recensés dans mon index, 6 résident à Saint-Rémi, 6 autres à Saint-Maixent et 4 à Notre-Dame-de-Puy-Paulin qui se situe dans le prolongement des deux autres paroisses.

18. Sur les 10 *cordeys* inventoriés, 8 demeurent à Saint-Rémi et à Saint-Maixent.

19. Sur les 90 tonneliers recensés, 38 sont installés à Saint-Rémi, 7 à Saint-Michel. Dans cette dernière paroisse, ils se concentrent, selon C. Chaumel, rue Carpenteyre, rue des Fours et à la Rousselle (Chaumel (C.), *Les prébendiers de Saint-Michel...*, p. 152).

20. 4 des 5 *pelheys* (pelletiers) recensés habitent à Saint-Michel ou Saint-Eloi, près du fossé des Tanneurs. Il en est de même pour les *caussateys* (chaussetiers).

glaise²¹. Au XV^e siècle, seule la production des métaux, en particulier des armes, semble destinée à l'exportation.

Plus que de gens de métiers, la population de la périphérie est composée majoritairement de travailleurs de la terre. Leur nombre est élevé puisque 277 citadins répertoriés dans mon index — soit un quart des actifs connus dans la ville — exercent une activité agricole. Parmi eux, 226 (soit 81,5 %) sont des *laboradors de vinhas*, terme qu'il ne faut pas traduire par laboureur mais plutôt par vigneron. 23 sont des *obreys de vinhas* (soit 8,3 %) dont le statut reste indéterminé, en particulier face au groupe précédent ; ont-ils la même fonction et le même rang social que les *laboradors de vinhas* ? Quoiqu'il en soit, la spécialisation viticole est clairement énoncée dans les deux cas. En revanche, les 28 *laboradors* connus (soit 10 %) doivent effectuer d'autres travaux agricoles que ceux de la vigne. Mon index révèle que ces citadins, qui ont conservé une activité terrienne, demeurent, en priorité, dans les paroisses Saint-Rémi (57 travailleurs agricoles), Notre-Dame-de-Puy-Paulin (55), Saint-Maixent (43), Saint-Christoly (38) et Saint-Paul (26).

21. En 1287, Edouard I^{er}, voulant profiter de la prospérité de la draperie bordelaise, fit construire une manufacture de draps dans le faubourg de Tropeyte afin d'augmenter ses revenus d'après les taxes prélevées sur la production. Cette draperie n'a fonctionné que quelques années (voir «Bordeaux sous les rois d'Angleterre», *Histoire de Bordeaux*, sous la dir. d'Y. Renouard, t. III, Bordeaux, 1965, p. 67, 68).

22. Chaumel (C.), *Les prébendiers de Saint-Michel...*, p. 160. Roucheau (J.), *La paroisse Sainte-Eulalie dans les murs de Bordeaux au Moyen Âge*, mémoire inédit, T.E.R., Bordeaux, 1989, p. 123.

A première vue, ils semblent donc très concentrés dans la partie septentrionale de Bordeaux, cependant, les travaux de C. Chaumel et de J. Roucheau ont montré qu'ils sont aussi implantés dans les paroisses Saint-Michel et Sainte-Eulalie²². Ainsi, bien qu'à l'intérieur des murs, ils se situent à la périphérie du vignoble suburbain. Par les migrations quotidiennes qu'ils effectuent, ils sont un des liens essentiels qui unissent Bordeaux à sa campagne et, par leur labeur incessant, les auteurs principaux du vignoble bordelais. Ils contribuent au maintien, dans l'espace urbain, d'une certaine ruralité et font de Bordeaux une ville terrienne et, surtout, viticole.

Les quartiers périphériques ont donc un caractère populaire et concentrent les activités de production. Les plus importantes d'entre elles sont liées à deux éléments complémentaires de l'environnement de Bordeaux : la vigne et le fleuve.

Au total, si l'on ne peut parler en terme d'opposition ou d'antagonisme dans l'organisation de l'espace du Bordeaux médiéval, la différenciation est, cependant, très nette entre centre urbain et périphérie aux populations et fonctions bien distinctes. Cette géographie socio-économique perdure jusqu'au XVIII^e siècle mais elle subit certains changements, en particulier, l'éradication du port de Tropeyte avec la construction du château Trompette et le glissement consécutif vers le nord d'un nouveau pôle commercial et portuaire aux Chartrons. Les transformations décisives de l'urbanisme imposées par les intendants à la fin de l'Ancien Régime et poursuivies au siècle suivant achèvent de bouleverser cette organisation de l'espace. Qui aujourd'hui peut retrouver, en se promenant dans les rues tranquilles de Sainte-Colombe ou de Saint-Pierre, l'agitation passée du vieux centre médiéval ?

Maison d'habitation, cadre de vie domestique et patrimoine foncier à Saint-Emilion fin XVe et début XVIe siècle

par Michel Bochaca *

Saint-Emilion est avec Saint-Macaire l'une des rares villes du Bordelais (au sens de l'ancien diocèse de Bordeaux) à avoir conservé un important patrimoine immobilier médiéval et Renaissance. Aisé à identifier dans le paysage urbain actuel, il n'a pourtant guère suscité les travaux des historiens de l'art, ni des archéologues du sol et du bâti. L'historien n'est pas le mieux armé pour traiter de la maison saint-émilionnaise des XVe-XVIe siècles. Tout au plus peut-il verser au dossier des données éparses, glanées dans des sources manuscrites pauvres sur le sujet. La maison n'apparaît souvent qu'en termes généraux dans les actes fonciers, qui constituent le gros de la documentation écrite. Peu de textes permettent de l'approcher avec précision. Outre quelques prix faits pour la construction ou la réparation de maisons relevés dans les registres des notaires de Saint-Emilion du début du XVIe siècle, quatre inventaires après décès de la fin du XVe siècle, dont deux extrêmement détaillés, ont été conservés par chance dans les archives municipales. Le recoupement des informations recueillies dans les textes avec les données observables sur le terrain permet de cerner les aspects généraux de la maison d'habitation

et du cadre de vie domestique à Saint-Emilion à l'extrême fin du Moyen Age et au tout début de l'Epoque Moderne. Il est également possible de les mettre en concordance avec ce que nous savons de la fortune foncière de quelques familles saint-émilionnaises au cours de la même période.

Les caractères architecturaux de l'*hostau* saint-émilionnais

A Saint-Emilion, comme dans le reste du Bordelais, le terme gascon d'*hostau* était d'ordinaire employé pour désigner la maison d'habitation, tant dans la ville que dans les paroisses rurales de la juridiction. La maison dite de la Cadène montre que le bois était employé conjointement avec la pierre. Pourtant les actes du début du XVIe siècle mentionnent uniquement ce dernier matériau. Le 15 janvier 1515 (n. st.), Jehan Chauvau, maçon, demeurant à Saint-Emilion, s'engagea à construire pour le compte de Michel Noël «une maison de pierre en la présente ville au portail Brunet»¹. Le 1^{er} mars 1532 (n. st.), Héliot et Etienne Sicart autorisèrent François de Lescours, baron de Savignac, à démolir la «muraille» de sa maison, située rue du Moustier Neuf, et à la reconstruire en annexant une partie de l'androne mitoyenne. Ils lui promettaient de ne «faire aucune fenêtre, ni trou, ni vue dans

* Maître de conférences (Bordeaux III), Centre Charles Higounet.

1. A.D.Gir. 3E 10881.

la muraille de leur dite maison du côté de la dite androne»². Par pierre il faut entendre la pierre de taille mais aussi les moellons, appelés *ribot* en gascon et montés au mortier. Le 12 juin 1577, un marché fut passé entre Pierre Bertholmieu, bourgeois et marchand de Saint-Emilion, d'une part, Léonard de La Genorye et Jehan Boyon, maîtres maçons de Saint-Emilion, d'autre part, pour la construction de deux «murailles», celle de devant «de pierre de taille... montée au premier étage de parpaing double, et du premier étage en haut de parpaing simple... et l'autre muraille... de moëllon»³. Les assises de calcaire à astéries, sur lesquelles Saint-Emilion était bâti, assuraient sur place l'approvisionnement en pierres de taille et en moellons⁴.

Les dimensions des maisons dépendaient en partie de celles des parcelles sur lesquelles elles s'élevaient. La réutilisation de murs plus anciens pouvait dans certains cas constituer une autre contrainte. La maison que Jehan Chauvau promettait d'édifier pour le compte de Michel Noël, rue du portail Brunet, devait être de la «longueur ainsi que la vieille muraille est au dit lieu, et de largeur de XVI pieds en œuvre et de haut de XVI pieds en carré», soit environ 5,30 mètres de côté et de haut. Un détail architectural fréquemment mentionné était la couverture en tuile. Selon la mode du Bordelais, il s'agissait de tuiles creuses posées sur des voliges, ce qui supposait des toits à faibles pentes⁵. Les toitures ordinairement à «deux eaux», c'est-à-dire à deux pans, paraissent avoir été aussi bien à pignon sur rue qu'à mur gouttereau sur rue. L'accord passé le 1^{er} mars 1532 (n. st.) entre François de Lescours et Héliot Sicart, faisant état d'une androne mitoyenne «par laquelle les eaux des dites maisons s'écoulaient», illustre la première disposition. Au contraire, le marché souscrit le 22 février 1536 (n. st.), par Etienne de Lacoste et Perrot Mothault, de Saint-Emilion, portant la mise «à deux eaux (de) la couverture de la chambre de devant, sur la basse cour et la cuisine, de la maison canoniale de monseigneur Jacques de Pontac, doyen de Saint-Emilion... de manière à ce que l'eau tombera dans le jardin... et l'autre eau vers la rue tirant au grand clocher» évoque le deuxième type de toiture⁶. Quelques maisons sacrifiaient à une mode nouvelle et s'ornaient d'une toiture à pignon aigu dit «à la guise de France». Le logis Malet, avec son toit pentu couvert de tuiles plates, illustre cette tendance architecturale assez peu répandue dans les villes du Bordelais.

Le contrat passé le 15 janvier 1515 (n. st.) entre le maçon Jehan Chauvau et Michel Noël mentionne les ouvertures : «en laquelle maison le dit Chauvau fera deux portes au lieu où au dit Noël il semblera (bon), plus deux fenêtres demi-croisées raisonnables..., plus trois fenêtres carrées d'un demi-pied en carré..., plus trois archères»⁷. Quelques maisons conservent en l'état ou murées des ouvertures de ce type plus ou moins visibles. Ces maisons du Moyen Age et de la Renaissance encore en élévation à Saint-Emilion possèdent pour la plupart un étage. La communication entre le rez-de-chaussée et le niveau supérieur était assurée par un escalier intérieur, plus rarement par une tour-escalier. Les textes décrivant des intérieurs de maisons corroborent en partie les observations faites sur le bâti existant. L'inventaire après décès de la demeure du bourgeois de Saint-Emilion, Jehan Grimaud, le 10 octobre 1493, montre que celle-ci s'organisait sur deux niveaux. Elle comportait deux pièces au rez-de-chaussée : une «salle» et une chambre, ainsi qu'une pièce unique à l'étage, faisant office de grenier et appelée «solier»⁸. En revanche, la maison des frères Delarc, inventoriées le 10 décembre 1493 à la suite de leur décès, se développait sur un seul niveau⁹. A la «salle» et à la «chambre» déjà observées dans la maison précédente s'ajoutaient «une autre chambre touchant à la dite salle», ainsi que d'autres chambres du côté de la rue, dont le nombre n'est pas précisé.

2. A.D.Gir. 3E 10894.

3. A.D.Gir. 3E 10353.

4. A.D.Gir. 3E 7801, 1580, vente par Arnaud de Labayne à Nicot de Labat, carrier de Saint-Martin de Mazerat, «de toute la pierre... en la carrière appelée de La Madeleine».

5. A.D.Gir. 3E 4445, 8 novembre 1549. Pierre Boquey, bourgeois de Saint-Emilion baille en échange à Arnaud Raby, de Bordeaux, une «maison couverte de tuile creuse... rue du Tauch».

A.D.Gir. 3E 10496, 22 février 1536 (n. st.), marché pour la couverture d'une chambre sur le devant d'une maison canoniale faisant état de la fourniture et de la pose des voliges : «les dits de Lacoste et Mothault fourniront tout bois latefeuille (volige) cloué, le tout bon et suffisant».

6. A.D.Gir. 3E 10896.

7. A.D.Gir. 3E 10881.

8. A.C. Saint-Emilion, BB 2, p. 67-71.

9. A.C. Saint-Emilion, BB 2, p. 140-145.



Fig. 1. — Maison de la Cadène. Cliché J.-B. Faivre.



Fig. 2. — Maison ancienne rue de la Petite Fontaine. Cliché J.-B. Faivre.



Fig. 3. — Maison ancienne rue de la Petite Fontaine avec tourelle d'escalier. Cliché J.-B. Faivre.



Fig. 4. — Logis Malet-Roquefort. Cliché J.-B. Faivre.

L'aménagement intérieur de l'*hostau*

Grâce à la grande précision des inventaires réalisés après le décès de Jehan Grimaud et des frères Delarc, nous pouvons approcher deux intérieurs «bourgeois» dans une petite ville, à la fin du XVe siècle. Le mobilier relevé dans les différentes pièces permet de se faire une idée de l'utilisation ou, plus exactement, des diverses utilisations possibles de chacune d'elles, dans la mesure où il ne paraît pas y avoir eu un partage strict de l'espace domestique.

La «salle», toujours mentionnée la première, faisait office de principale pièce à vivre. Dans celle de l'*hostau* de Jehan Grimaud, un chandelier de léton tenait lieu de luminaire. On y trouvait une table avec deux escabeaux et deux bancs. Le reste du mobilier se réduisait à «une petite arche de peu de valeur» et à une armoire. La présence de la totalité de la vaisselle inventoriée dans la maison, entre autre quatre bassines, quatre plats, trois oules, une dizaine de récipients divers dont des *canes* et des *chopines* d'étain, une poêle, un tamis, ainsi qu'un barricot de vin, la désigne comme la cuisine. De la mention d'un landier, d'une broche et de deux chenets se déduit l'existence probable d'une cheminée. A sa fonction première de cuisine et de salle-à-manger, cette pièce principale ajoutait celle de chambre, attestée par la présence d'un lit complet avec couette et coussin de plume, deux draps et une couverture. Des instruments agricoles (quatre faucilles, un faucillon, une serpe) et des outils (deux marteaux, une lime) y étaient également entreposés.

La «chambre» contiguë à la salle avait la vocation première de pièce de repos. Un lit de plume, avec couette et coussin, garni d'une *pourpointe* (couvre-pied ?), d'une couverture, de deux draps et d'un ciel figuraient en tête de l'inventaire. Le mobilier de rangement y était plus important que dans la salle. Il se composait d'une arche fermée à clé contenant seize draps, trois torchons, deux longières et cent vingt chartes (sans doute relatives aux biens fonciers et aux affaires de la famille), ainsi que d'un grand coffre, dans lequel furent trouvées une aune de blanchet et une paire de chausses du défunt. Quelques objets de valeur (une arbalète, un carquois contenant une quinzaine de traits, une épée, une balance, une verge d'argent dorée) étaient également conservés dans l'arche

ou dans le coffre. Par contre, la présence d'outils agricoles épars dans la pièce (un sarclé démanché, trois faux et quatre houes), ajoutés à deux couteaux de coutre, deux pierres à aiguiser et un marteau pour l'affutage des faux, le tout rangé dans l'arche avec des outils pour le travail du bois (erminette, rabot, do-loire) et des écheveaux de chanvre et de lin, paraissent indiquer une utilisation plus large que celle d'une simple chambre à coucher. Enfin, le «*solier*» situé à l'étage servait manifestement de réserve. Une couette, une couverture, un barricot de vinaigre, douze ou quinze boisseaux de fève, une balance, un moule à faire des chandelles, du chanvre et du lin y étaient remisés lors de l'inventaire de 1493.

L'intérieur de la maison des frères Delarc, tout en présentant des similitudes avec celui de Jehan Grimaud, apparaît plus cossu et organisé de façon plus complexe. Deux pièces formaient l'espace jour : la salle et une chambre qui lui était contiguë. Le mobilier de la première se composait d'une table avec deux escabeaux, un banc tournis garni de sa barre, un banc, auxquels s'ajoutaient «une autre table avec deux escabeaux et un petit banc... (et) un dressoir tout ouvré de menuiserie avec ciel de bois». Une arche «vieille, de peu de valeur, où l'on tient le pain» et une maie à pétrir le pain complétaient le mobilier. Quatre chandeliers de léton servaient à l'éclairage. Les deux chenets et le landier de fer équipaient de toute évidence la cheminée. Des réserves de vivres étaient entreposées dans la pièce : «deux sacs pleins de farine tenant chacun un boisseau, une barrique de peu de valeur où l'on tient le vin... (et) deux sacs tenant chacun un boisseau, l'un tout vide, l'autre (contenant) environ un quart de froment». La présence d'outils destinés à apprêter le chanvre évoquait enfin un «artisanat domestique».

La vaisselle et les ustensiles de cuisine présents dans la salle lors de l'inventaire se réduisaient à deux poêles, une bassine, un chaudron, un saloir d'étain, trois tamis (à bluter la farine, un gros, un moyen et un fin), quatre cuillères (deux de fer, deux de léton). L'essentiel était entreposé dans une chambre jouxtant celle-ci et faisant sans doute office d'arrière-cuisine. On y retrouve, simplement en plus grande nombre que dans l'inventaire après décès de Jehan Grimaud, la même énumération de plats, de bassines, d'oules, de *canes* et de *chopines*. Des provisions de bouche étaient entreposées dans cette pièce à l'abri dans des arches. Dans

l'une d'elle furent trouvés «XVI livres de graisse de porc... une grande *oleyra* pleine d'huile (de noix) tenant environ XXV livres... (et) une besace où l'on range le pain», et dans une autre deux barricots. D'autres réserves étaient stockées dans des récipients à même la pièce : un demi-quart de mil dans une bassine, 88 livres d'huile réparties dans cinq *oleyras*.

Le lit de plume, avec sa couette, son coussin, deux draps, deux couvertures et un auvent, la «couchette», elle aussi garnie d'une couette et d'un coussin de plume, de deux draps et de deux couvertures, enfin l'arche contenant sept torchons, dix neuf draps et quatre longières, désignaient la troisième pièce comme une chambre à coucher. Ce n'était pas pour autant sa fonction exclusive. Trois boisseaux de fève et un barricot de graisse rangés dans une arche et, à même la pièce, un barricot de vinaigre, une houe, une fourche ferrée, quatre faux, de l'étaupe et du chanvre, huit torches de vime, un bât d'âne en cuir y étaient entreposés. Les autres chambres ne paraissaient pas avoir davantage de fonctions spécialisées. L'inventaire global qui en est fait associait au mobilier plusieurs barriques renfermant des céréales.

La présence d'outils agricoles, de chanvre et de lin, tant chez Jehan Grimaud que chez les frères Delarc, rappelle que ces deux inventaires après décès nous font découvrir l'intérieur des maisons de deux familles qui tiraient l'essentiel sinon la totalité de leurs revenus de la terre. Cela se note également dans les dépendances bâties et non bâties de leurs *hostaus* et, de façon plus générale, dans les biens fonciers composant le patrimoine des défunts.

Les autres éléments du patrimoine immobilier

Comme pour l'*hostau* lui-même, les actes fonciers ne livrent en général que peu d'informations sur les dépendances. Le 31 juillet 1534, Jehan Jehan, prêtre et chanoine de Saint-Emilion, vendit à Bertrand de la

Rauza, également prêtre et chanoine de Saint-Emilion, une «maison et jardin, tout en un tenant, avec leurs appartenances, assis et situés en la ville de Saint-Emilion au lieu appelé en Gabardel»¹⁰. Regroupées sous le terme générique d'«appartenances», les annexes de la maison nous échappent à l'exception du jardin qui composait une partie de la parcelle vendue. Une fois encore, les inventaires après décès de Jehan Grimaud et des frères Delarc se révèlent précieux pour la connaissance des bâtiments annexes et des dépendances non bâties accompagnant l'*hostau*. Ils permettent même, ce qui est rare, d'avoir une vision complète du patrimoine foncier de ces deux familles hors des murs de la ville.

Divers bâtiments étaient disposés autour de l'*hostau*, au moins pour ce qui est des familles ayant accédé à une certaine aisance comme les Grimaud et les Jehan. Un appentis était appuyé à la maison de Jehan Grimaud. Il abritait de la futaille vide, des tonneaux remplis de seigle, deux maies à pétrir, des sacs contenant de la farine et du chanvre et une réserve de 60 charges de bois de chauffage. Un chai (*serey*) était également accolé à la maison, dans lequel les préposés à l'inventaire trouvèrent des fûts renfermant du froment, du méteil et de la graisse. La dénomination de chai lui venait sans doute du fait que de la futaille contenant du vin et du «breuvage»¹¹ s'y trouvait remise. L'*hostau* des Delarc comportait de la même façon deux chais. Le premier abritait quatre pipes, un tiers et une barrique de «breuvage», quatre barriques et un tiers de vin pur, aux côtés de 800 tuiles et d'une pipe de chaux morte. L'autre chai faisait plutôt office de cellier. Au total, seize boisseaux de seigle, deux boisseaux d'orge, cinq boisseaux de froment, trois boisseaux de mil et deux boisseaux d'avoine y furent comptés. En outre, divers fûts vides «à tenir blat» y étaient entreposés ainsi que 60 charges de bois.

A proximité de l'*hostau* dans lequel, comme le notent les inventaires, les dits Grimaud et Delarc «faisaient leur demeure», un autre *hostau* servait au moins en partie à la vinification. Les personnes chargées de l'inventaire après décès des frères Delarc déclarèrent s'être transportées «à l'*hostau* où l'on fait le vin». En ce qui concerne Jehan Grimaud, elles se rendirent «en l'autre *hostau* qui est devant l'autre où il demeurait (et là) fut trouvé les maies où l'on fait le vin, de-même une barrique de vin blanc, un barricot de (la contenance d'un) quart de pipe moitié (plein) de vin blanc,

10. A.D.Gir. 3E 10895.

11. Le foulage du raisin dans une cuve permettait d'obtenir successivement du vin clair, puis du vin «pimpin», enfin le «breuvage» après avoir rajouté de l'eau.

un douil, un tiers tout neuf, XV planches... de six pieds (de long), de-même deux fagots de chanvre». Dans ce cas précis, l'*hostau* en question était utilisé comme un bâtiment agricole annexe de l'*hostau* principal. L'énumération de douelles et de pièces de fond pour différents types de fûts (barriques, barricots et bastes), ainsi que de treize torches de vime pour lier la vigne trouvées dans le «solier bâtard» de ce second *hostau* le confirme. Une étable, dans laquelle il y avait une jument et son poulain d'un an, et qui pouvait sans doute abriter aussi le poulain de trois ans qui pacageait alors «à las herbas», constituait la dernière des dépendances bâties des frères Delarc. Jehan Grimaud possédait lui aussi une étable à côté de son *hostau*, où furent trouvés «un roussin moreau étoilé au front... deux charges de foin et un bât tout neuf garni de sangles».

Les dépendances non bâties situées dans Saint-Emilion, attenantes à l'*hostau* des défunts consistaient essentiellement en un *casau*. Ce terme gascon possède un sens plus large que celui de jardin potager. À côté des «herbes et des racines», des céréales, du chanvre ou de la vigne pouvaient y être cultivés de façon continue (sans jachère) et intensive. Dans le cas des frères Delarc, les préposés à l'inventaire enregistrèrent encore «un sol et place qui est devant l'étable», ainsi que des «muraillies» (?) à proximité de cette dernière.

Les deux inventaires après décès se terminent par la liste détaillée des possessions foncières de Jehan Grimaud et des frères Delarc au moment de leur décès, nous permettant ainsi de saisir des patrimoines ruraux dans leur totalité, ce qui est d'ordinaire impossible à partir des actes fonciers épars. Nous ignorons seulement de quel(s) seigneur(s) ils tenaient ces biens, et si, le cas échéant, ils en possédaient certains en alleu, c'est-à-dire en pleine propriété. Le patrimoine rural des Grimaud et des Delarcs se morcelait en de nombreuses parcelles (25 pour les premiers, 30 pour les seconds) et présentait la même association de terres, de vignes, de prés, de *casaus* et de bois, tous loca-

lisés dans la juridiction de Saint-Emilion, principalement dans les paroisses Saint-Martin-de-Mazerat, Saint-Laurent-des-Combes, Saint-Etienne-de-Lisse et Saint-Sulpice-de-Faleyrens. La composition de ces patrimoines montre que nous sommes en présence de deux familles vivant de la terre et des revenus d'une activité agricole fondée sur la polyculture. On peut penser que les céréales stockées dans les remises des deux *hostaus* étaient surtout destinées aux besoins de la consommation familiale et à la semence de l'année suivante¹². En revanche, la vigne constituait une spéculation commerciale. Parmi les créances laissées par Jehan Grimaud à sa mort figuraient cinq pipes de vin blanc confiées à Jehan Decase, de Libourne. Celui-ci était chargé de les vendre «pour le prix qui se vendra en la dite ville (de Libourne)». Les trois barriques et les deux tiers de vin rouge, les deux pipes et la barrique de «breuvage» entreposés dans le chai attenant à l'*hostau* de Jehan Grimaud ainsi que la barrique et le barricot de vin blanc conservés dans l'*hostau* servant d'annexe correspondaient vraisemblablement au reliquat de la récolte, non écoulé au lendemain de la vendange et dont une partie seulement était destiné à la consommation propre de la famille.

En dépit de réelles similitudes, la composition des patrimoines des Grimaud et des Delarcs laisse entrevoir des nuances dans la situation socio-économique des deux familles ; lesquelles étaient déjà perceptibles dans l'importance respective des *hostaus* et de leur équipement domestique. Avec dix pièces de terre (40 % des 25 parcelles inventoriées), neuf vignes (36 %), trois prés (12 %), deux «*casaus* à faire chanvre» (8 %) et un bois (4 %), la fortune foncière de Jehan Grimaud correspondait à celle d'un agriculteur sinon aisé du moins au-delà de la simple autosuffisance, tirant de la commercialisation de son vin des revenus en numéraire. À ce titre, nous pouvons le regarder comme le type du bourgeois, citadin-agriculteur, caractéristique des petites villes du Bordelais. Son *hostau* comprenant une salle et une chambre au rez-de-chaussée, un grenier au-dessus, fait figure de maison ordinaire ; impression confirmée par un mobilier et une vaisselle en quantité limitée et sans luxe aucun. Par comparaison, les Delarc avaient accédé à une certaine aisance. Divers indices trahissent une intention spéculative dans la composition de leur patrimoine : place plus importante des prés (6 pièces, 20 %) correspondant à un bétail plus nombreux (une

jument et deux poulins), présence d'un *mayne*, grosse unité agricole, et d'une maison «de rapport» dans Saint-Emilion louée à un dénommé Le Picard. L'accession à la prêtrise de l'un des deux frères témoignait de l'ascension sociale de la famille. Leur demeure, aux pièces plus nombreuses et mieux garnies en mobilier et en vaisselle, apparaît plus cossue.

Maison d'habitation, cadre de vie domestique et patrimoine foncier, dans la mesure où nous pouvons les cerner avec précision, font donc figure, en toute logique, de critères de hiérarchie sociale. Encore

ceux-ci ne doivent-ils pas être considérés de façon absolue. Avec les Grimaud et les Delarc de Saint-Emilion nous approchons des membres des couches moyennes à supérieures de la société d'une petite ville du Bordelais, dans une région où la notabilité se mesurait à «l'aune de Bordeaux». Au regard des inventaires après décès des bourgeois bordelais de la même époque, les *hostaus* saint-émilionnais, leur mobiliers et leur vaisselle font pâle figure. Ils doivent être tenus comme des exemples du cadre de vie de familles relativement aisées dans une petite ville très empreinte de ruralité.

12. Mouthon (Fabrice), *Les blés du Bordelais. L'économie céréalière dans les diocèses de Bordeaux et de Bazas (vers 1300-vers 1550)*, thèse d'université dactylographiée, Bordeaux, 1993, t. I, p. 111-119. Avec «un rendement net disponible (après paiement des redevances) d'environ 4 hectolitres (de froment) par hectare... très peu de paysans disposent d'un surplus céréalier susceptible d'être commercialisé».

Les jardins des noviciats des Carmes déchaux et des Jésuites de Bordeaux

par Philippe Maffre et Marc Favreau

Pour leur plus grand malheur, deux établissements conventuels importants furent au début du XVII^e siècle fondés à proximité des deux boulevards qui défendaient Bordeaux du côté de la Garonne. Le premier projeté dès la fin du XVI^e siècle mais dont la construction ne semble pas avoir débutée avant 1610 était le noviciat des Jésuites qui voisinait avec le boulevard de Sainte-Croix et se dressait à l'ouest de l'abbaye bénédictine du même nom. Le second se situait à l'entrée du quai des Chartrons, il jouxtait quant à lui les glacis de ce qui ne consistait alors qu'en un fort dit de Tropeyte, il s'agit du couvent et noviciat des Carmes déchaux, placé sous le vocable de Saint-Louis, qui paraît avoir été édifié en 1626, ou tout au moins à partir de cette date.

A une dizaine d'années d'intervalle les deux établissements allaient être victimes de leur situation géographique et de la politique de méfiance, sans doute justifiée, du pouvoir central à l'égard de Bordeaux. Les troubles de la Fronde en Guyenne avaient rendu Mazarin et Louis XIV plus que circonspects quant à la fidélité des Bordelais à leur endroit. Décidée par le premier, la transformation du Château-Trompette en une forteresse plus puissante destinée à protéger tout autant qu'à surveiller la Ville fut poursuivie au début du règne personnel du second. L'agrandissement du château entraîna l'accroissement de la surface de ses

glacis dans des proportions considérables et le sacrifice de la quasi totalité des possessions des Carmes dont la démolition fut décidée en 1664 et effective quatre ans plus tard. Seuls l'église et une partie des bâtiments conventuels devaient subsister.

Les révoltes successives de 1675 connues sous les noms de "la marque d'étain" puis du "papier timbré", confirmèrent les craintes du Roi. A la répression s'ajouta la décision immédiatement suivie d'effets d'extension du Château-Trompette en la formidable forteresse que l'on sait, et d'adjonction du Fort-Louis au vieux boulevard de Sainte-Croix. La construction de ce dernier eut pour conséquence première la destruction d'une partie de l'enclos et du jardin du Noviciat.

On s'en doute les dignes religieux, Carmes comme Jésuites, n'entendaient pas se laisser dépouiller sans combattre et surtout pas sans obtenir quelque indemnité, d'autant que les luttes politiques dont ils se présentaient comme les victimes innocentes les laissaient officiellement indifférents. En 1664 aux fins d'expertises le prieur de Saint-Louis fit dresser un plan en forme de vue cavalière de son couvent par le peintre Antoine Leblond, onze ans plus tard le syndic du Noviciat de la Compagnie de Jésus produisit auprès des autorités un croquis très sommaire de l'établissement dont il avait en charge l'administration.

Le couvent des Carmes déchaux

La vue du couvent de Saint-Louis intitulée : *“Plan des Eglise, Couvent, / Jardins, et maisons, appartenant / aux Carmes Deschaussez scis au / fauxbourg du chartron lez Bourdeaux”* est connue depuis 1915 par la publication faite à cette date de sa copie dans la *Revue Historique de Bordeaux* par les soins de Paul Courteault¹. L'intérêt essentiel du dessin ici reproduit réside dans le fait qu'il s'agit de l'original qui était jusqu'à il y a peu considéré comme perdu². Il date du 8 février 1664 et non du 8 janvier de la même année comme l'avait cru Courteault, il est de grandes dimensions, réalisé à la sanguine et a été restauré par les soins des Archives départementales après son “exhumation” (fig. 1). Il ne semble utile de revenir ici ni sur Antoine Leblond, ni sur le dessin des bâtiments du couvent en question, les éclaircissements donnés sur l'un et les remarques faites à propos de l'autre par Courteault restant parfaitement pertinents. C'est essentiellement sur les jardins qu'il convient d'apporter quelques précisions. Courteault les décrit en ces termes : *“Derrière le couvent, s'étendait une cour assez vaste, plantée d'arbustes et bornée au midi par une échoppe, à l'est par le couvent, au nord par le cellier, à l'ouest par un mur percé d'une porte, par laquelle on accédait aux jardins. Ces jardins s'étendaient, à l'ouest du couvent, sur une profondeur de 414 pieds (environ 138 mètres). Ils comprenaient un potager et un verger à la suite l'un de l'autre. Le verger présentait une particularité remarquable. Large de 392 pieds et demi (environ 130 mètres), il offrait en bordure deux belles allées aboutissant à des cabinets de verdure. Le quadrilatère était entouré, à l'intérieur, d'un large canal d'eau, qui limitait une île rectangulaire, plantée d'arbres fruitiers. Les Carmes avaient drainé le marécage et ainsi créé ce canal, qui donnait à leur jardin sa beauté propre. Un pont de bois permettait d'accéder du potager au verger ; il aboutissait à un élégant pavillon. Le verger était planté régulièrement. Une allée en faisait le tour ; deux autres le traversaient en se coupant à angle droit. Aux deux angles ouest, s'élevaient deux ermitages.”*

Sur un plan purement technique on remarquera simplement que ces jardins sont plus complexes qu'il n'y paraît. Une première cour comporte les parterres en quartiers qui se rencontrent dans tous les cloîtres du monde. Ce que Courteault considère comme *“une cour assez vaste plantée d'arbustes”* et *“clos par un mur”*

doit être en réalité le jardin des simples, ou plantes médicinales, plantes assez précieuses pour justifier leur protection par un enclos. On sait par ailleurs quelle était la réputation des apothicaireries des frères Carmes. En outre il paraît vraisemblable que les religieux n'avaient pas drainé le marécage et créé un canal afin d'isoler leur île, ils avaient simplement creusé ce vivier et circonscrit cette île dans un endroit encore situé sur le bourrelet alluvial, ils le remplissaient de l'eau de la Garonne, ou le vidaient, en fonction des marées, au moyen d'écluses commandant l'ouverture ou la fermeture d'un canal souterrain communiquant avec le fleuve.

Le jardin des Carmes, lieu de solitude

Dès la fondation de leur ordre les Carmes adoptèrent un mode de vie différent de celui des moines occidentaux, issu à la fois des règles des frères de Palestine et de celles des cercles érémitiques. La prière, la solitude et la contemplation constituaient les bases de leur observance. La règle originelle du Carmel, donnée vers 1209 par le patriarche latin de Jérusalem Albert de Verceil, qui mourut en 1214, accordait une place prépondérante à la prière silencieuse : *“Que chacun demeure seul dans sa cellule ou près d'elle, méditant jour et nuit la loi du Seigneur et veillant dans la prière, à moins qu'il ne soit légitimement occupé à autre chose”*³.

Dès le XIII^e siècle, le départ des Carmes de Terre Sainte, sous la poussée de l'Islam, provoquait des problèmes très contraignants pour un ordre qui se voulait toujours hors du monde. L'installation en Occident nécessita son adaptation à des données religieuses, politiques ou financières qui lui restaient jusqu'à là inconnues⁴. Pour survivre dans son nouveau mi-

1. Courteault Paul, Une vue cavalière du premier couvent des Carmes aux Chartrons, *Rev. hist. Bordeaux*, 1915, tome VIII, p. 39-44.

2. Ce document se trouvait dans la liasse n° 10 du fonds non classé des Carmes conservé aux archives départementales de la Gironde.

3. Le Bras Gabriel (sous la direction de), *Les Ordres religieux ; la vie et l'art*. Tome II. *Les ordres actifs*. Paris : Flammarion, 1980, p. 140.

4. *Idem*, p. 141-142.

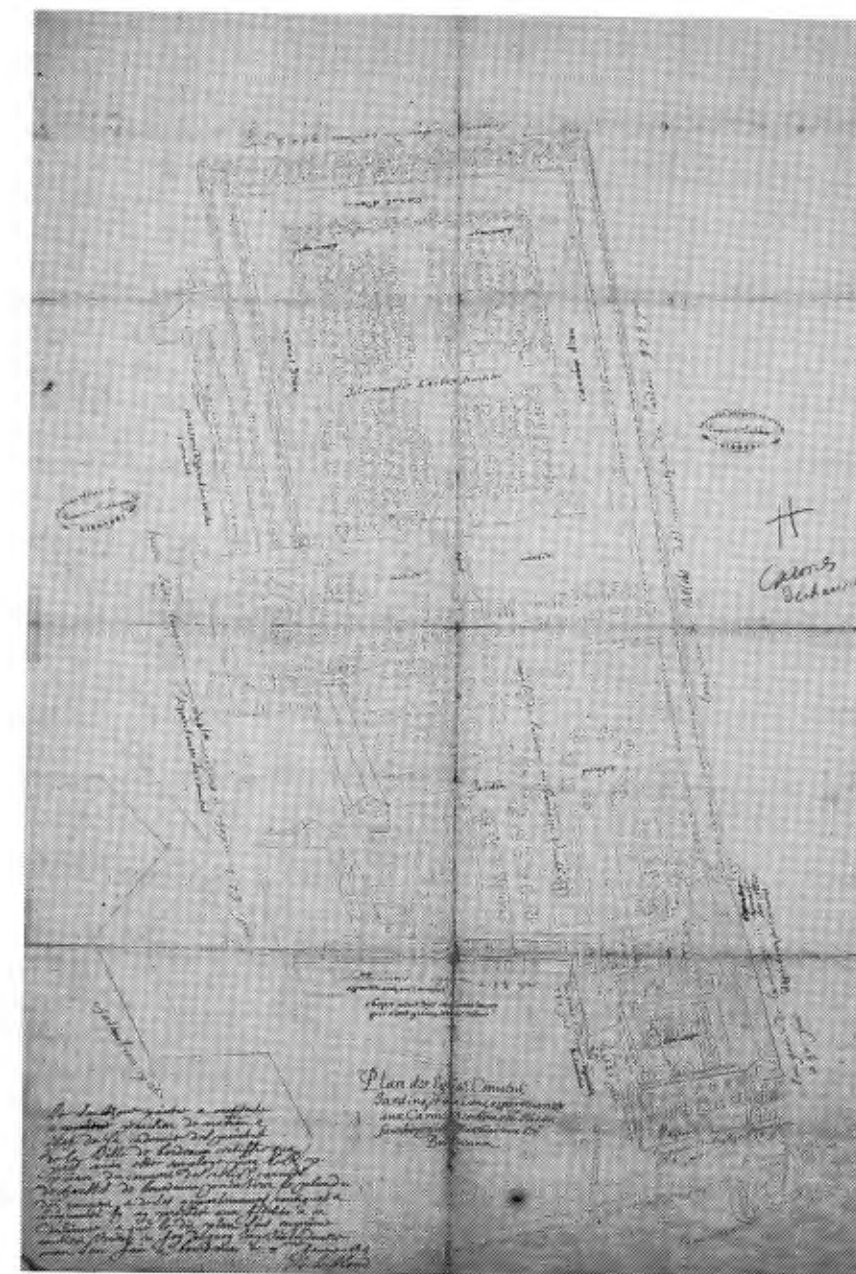


Fig. 1. — Dessin du couvent des Carmes déchaux de Bordeaux en 1764, par Antoine Leblond de Latour.

lieu, le Carmel intégra les ordres mendiants et dut pratiquer l'apostolat ; ceci amena Innocent IV à réviser partiellement sa règle en s'inspirant des constitutions dominicaines, la réforme devint officielle le 1^{er} octobre 1248. Les Carmes ne reniaient pas le caractère érémitique de leur vocation monastique mais leurs jeunes recrues aspiraient aussi à la formation intellectuelle de qualité qui leur semblait nécessaire pour conserver leurs identité et autonomie au sein de l'Eglise.

La seconde moitié du siècle vit leur installation définitive et progressive en Europe et en France, grâce en particulier à la personnalité de saint Simon Stock qui devait mourir à Bordeaux le 16 mai 1265.

Au XVII^e siècle l'ordre se divisait en Grands Carmes et Carmes déchaux. Les premiers s'intégraient davantage à se partageant pour moitié entre vie régulière et vie séculière, sur le modèle canonial ou collé-

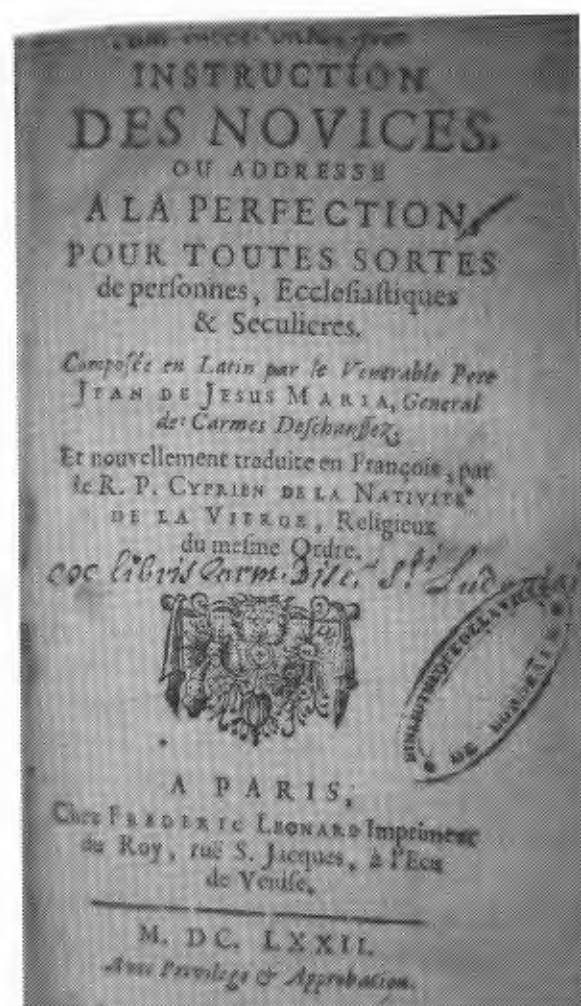


Fig. 2. — *Instruction des novices ou adresse à la perfection pour toutes sortes de personnes ecclésiastiques & séculières*, frontispice de l'exemplaire de la Bibliothèque municipale de Bordeaux.

gial. Les seconds développèrent en revanche un mode de vie contemplatif, entre l'antique érémitisme et le zèle apostolique des mendiants, qui convint au renouveau mystique et rigoureux d'une partie de l'Eglise et des fidèles français. Les Carmes, souvent installés dans les villes, continuaient à pratiquer la contemplation, la retraite et l'amour du silence, le jeûne et la pénitence. Dans son *Instruction des novices ou adresse à la perfection pour toutes sortes de personnes ecclésiastiques & séculières*, imprimée à Paris en 1672, par Frédéric Léonard, et dont l'exemplaire conservé par la Bibliothèque municipale de Bordeaux porte l'ex-libris du couvent des Carmes déchaux de Saint-Louis

(fig. 2), le P. Cyprien de la Nativité de la Vierge écrit : "De plus, la règle nous commande une oraison perpétuelle, la retraite, l'abstinence des viandes, les longs jeûnes, un très étroit silence & d'autres choses semblables qui servent comme d'un corps-de-garde ou d'un fort bastion à la vertu de chasteté"⁵. Le novice doit d'une part se méfier des passions, les identifier et s'en mortifier, et, d'autre part se tenir éloigné des tentations. "Tous ces exercices, concernant la pénitence entrepris généreusement pour vanger sur soy l'offense commise contre Dieu, avancent merveilleusement la perfection monastique [...]"⁶. Le futur Carme ne nécessite pas d'autre support que la méditation pour aboutir à la contemplation de Dieu. "Véritablement le silence est le chemin par lequel l'Âme, désireuse de Dieu, est introduite dans une paix très assurée"⁷.

Le jardin n'est pas en lui-même un instrument contribuant à la vénération de Dieu mais redevient un lieu érémitique et clos, recreation spirituelle du Mont Carmel. Dans cette optique, le P. Thomas de Jésus, un Andalou, créa, dès 1592, les déserts, ces vastes domaines situés dans des régions isolées et sauvages, où chaque Carme disposait d'une maisonnette abritant un oratoire, une cellule un bûcher-atelier et un petit jardin attenant.

On le voit donc, un fond d'érémisme constituait le trait essentiel de la vie des Carmes déchaux qu'ils soient frères ou novices. Leur couvent est conçu comme un monde clos, autarcique, consacré au service de Dieu par une prière permanente, qu'elle soit oraison pure, ou qu'elle soit prière de tous les instants à travers les actes les plus anodins offerts à Dieu. Dans ce monde le jardin tient sa place, celui du cloître par définition est consacré à la prière, mais au-delà, le jardin des simples, le potager et le verger peuvent être l'atelier où les frères exercent un travail utile pour la collectivité. Ce jardin est lui-même avant tout utile, dénué de toute vanité décorative, il s'y produit des légumes, des fruits et dans le vivier des poissons qui permettent de se nourrir sans déroger à la règle du

5. Cyprien de la nativité de la Vierge, Père. — *Instruction des novices ou adresse à la perfection pour toutes sortes de personnes ecclésiastiques & séculières*. Paris : Chez Frédéric Léonard, 1672.

6. *Idem*, p. 194.

7. *Idem*, p. 293.

jeûne. Ce jardin reste cependant bien éloigné d'une vallée de larmes, on remarque la grande variété des cultures qui se pratiquent dans le potager ; certaines plantes se cultivent en carré, d'autres en espalier, d'autres sous cloches et d'autres encore sous châssis, au chapitre des douceurs on peut noter la présence de l'interminable allée des muscats. Quant à l'île qui confère un aspect si original à cet ensemble que Courteault rapproche avec juste raison des allées de la Chartreuse elle ne constitue pas un élément décoratif gratuit, elle est le "désert" en ville du couvent, où apparemment deux frères pouvaient s'isoler pour des périodes de retraite, ce désert étant plus proche et plus accessible que celui du Virou destiné au même usage et qui se situait près de Blaye. La porte qui en défend l'accès garantit la solitude des frères en contemplation, le beau pavillon qui en marque l'entrée est à l'image du Mont Carmel, il solennise le lieu de la rencontre avec Dieu (fig. 3).

Le jardin du noviciat des Jésuites

De nombreux documents conservés dans les archives du noviciat de Bordeaux, aujourd'hui déposées au complet dans la série H des Archives départementales, ainsi que d'imposants vestiges permettent d'avoir une idée assez précise de ce que fut le noviciat des Jésuites au XVII^e siècle. Ce bâtiment, situé dans une rue appelée du Noviciat pour les raisons que l'on soupçonne, se trouve aujourd'hui encore, en ce qui concerne au moins son aspect extérieur, à peu près dans l'état où les fils de saint Ignace le laissèrent au XVIII^e siècle lors de l'expulsion de la Compagnie. La gravure de son élévation principale publiée par Cabillet au début du XIX^e siècle en donne une représentation fidèle et commode pour notre usage car elle est aujourd'hui extrêmement difficile à photographier⁸. Elle correspond bien à la description qu'en faisait un père Jésuite en 1675 : "Le grand corps de logis est long de 43 toises ou 258 pieds, large de 7 et demie, ou 45

8. Cabillet Eugène, *Album des édifices et maisons remarquables de Bordeaux et de quelques projets dessinés et gravés sur une même échelle par E. Cabillet, architecte*. Bordeaux : Fillastre et Neveu ; Paris, Bance et Guéry, s. d. (v. 1820).

9. A.D.Gir. H Jésuites, Noviciat, 275.

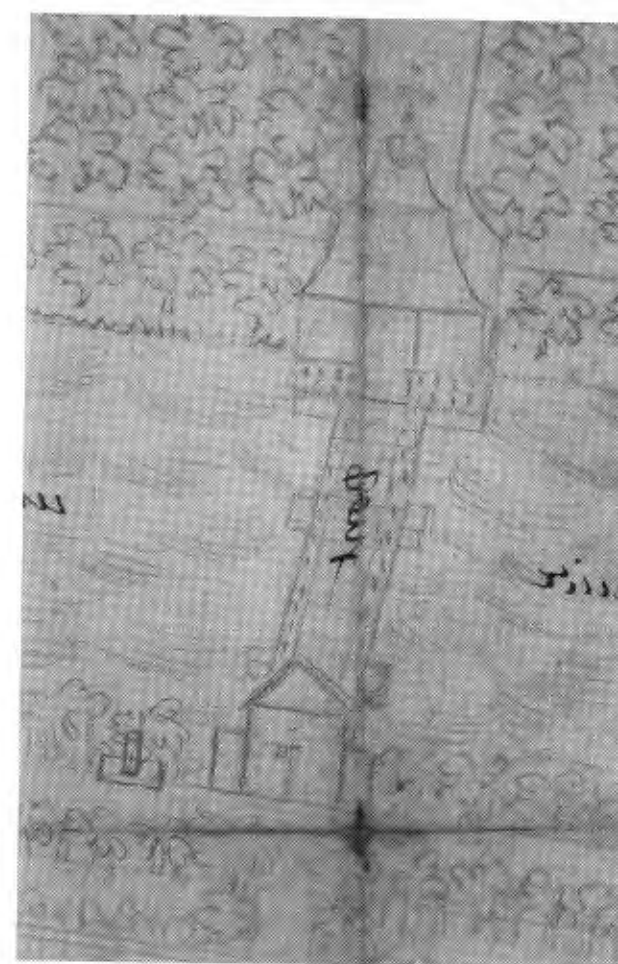


Fig. 3. — Dessin du couvent des Carmes déchaux de Bordeaux, détail pont et pavillon d'accès à l'île.

pieds. Il est divisé en 3 parties. Celle du milieu a 24 toises ou 144 pieds de long, de hauteur au dessus de terre plus de 8 toises ou 50 pieds a trois étages de 15 ou 16 pieds de hauteur chacun, et de grandes croisées de 3 pieds de haut, avec des saillies et couronnements magnifiques. Cette partie est terminée par un pavillon, duquel jusqu'au bas prend un grand escalier de pierres"⁹.

Cette description accompagnait un dessin ou plutôt un croquis malhabile mais assez précis toutefois pour que l'on puisse imaginer comment se présentait l'établissement à cette époque. Celui-ci se trouvait donc dans un enclos en forme de trapèze comportant au sud un côté brisé. Il était entièrement entouré de murs d'une hauteur de près de huit mètres et ne possédait qu'une entrée située à l'est face au portail de l'église Sainte-Croix. Le bâtiment lui-même séparait

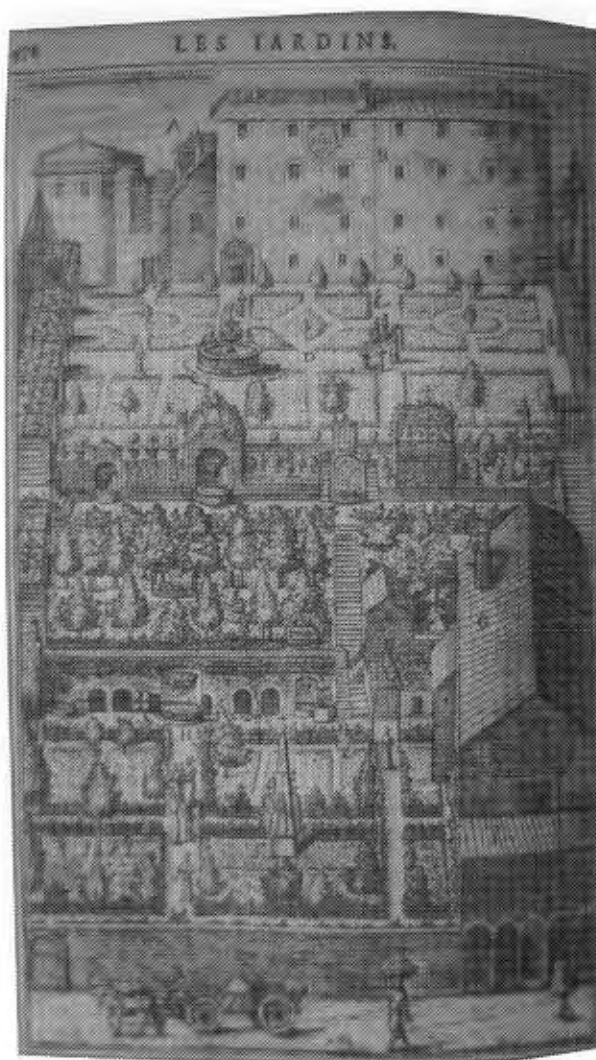


Fig. 6. — Vue générale du noviciat des Jésuites de Rome, dans *La Peinture spirituelle*...

des Indes. En France, ses établissements possédaient au XVII^e siècle des cabinets de curiosités, compléments indispensables des bibliothèques. Dans son ouvrage, Richeôme n'exprime d'autre ambition, y compris philosophique, que de dispenser un enseignement religieux agrémenté d'insertions dévotes. Son traité débute cependant par une classification morphologique des herbes, en réalité des légumes : celles ayant leurs fruits dehors (épinards, chicorées, laitues, choux), celles "[...] qui au contraire croissent dans terre & y sont leurs fruits faisant paroître quelques feuilles sur terre" (aulx, oignons, raves, pastenades), certaines

"[...] semblables, qui n'ont que feuilles & fleurs en veüe & cachent es entrailles de la terre la meilleur substance de leurs provisions"¹³, d'autres qui exhibent sur terre feuilles, fleurs et fruits (blés, légumes, melons, citrouilles, concombres). Cette démarche, basée sur la morphologie de la plante, reprend le vieux système mis en place par saint Albert le Grand et préfigure le classement de Tournefort de 1694. Elle laisse cependant de côté toutes les polémiques philosophiques contemporaines, étrangères par définition à l'ouvrage, et n'affirme qu'une simple vérité : la plante est l'œuvre de Dieu.

Richeôme poursuit son discours en abordant le domaine de l'excellence des fleurs¹⁴. La simple énumération des principales variétés illustre la vanité du monde et "[...] l'instabilité de l'état des humains"¹⁵, et précède la mystique des arbres, si proches de l'homme selon le Jésuite, des animaux, des puits et des fontaines, de la vigne et de l'olivier, des racines, dans une symbolique et une mystique héritières du Moyen Âge.

Le livre de Richeôme, qui séjourna à Bordeaux, montre qu'un type de jardin s'était élaboré au sein de la Compagnie afin que les novices, cloîtrés pendant deux ans, puissent trouver les instruments nécessaires à une dévotion de qualité et à un enseignement commun à tous les noviciats de l'ordre. Le jardin du noviciat romain (fig. 6), connu par sa représentation gravée publiée par Richeôme présente des similitudes frappantes avec celui qui figure sur le dessin bordelais, notamment en raison de la tripartition du jardin et du compartimentage géométrique des parterres.

Les exemples des jardins des noviciats des Jésuites et des Carmes, rappellent que ces espaces cultivés portaient, à l'instar de l'architecture monastique, l'empreinte des besoins et de la spiritualité particulière à chaque ordre mais qu'une seule volonté les unissait : glorifier Dieu.

13. *Idem*, p. 478.

14. *Idem*, pp. 488-503.

15. *Idem*, p. 491.

La reconstruction du couvent des Feuillants au XVIII^e siècle

par Philippe Maffre *

Dans un article consacré au couvent des Feuillants de Bordeaux le professeur Roudié a retracé l'histoire de cet établissement depuis l'installation de ces religieux en 1589 jusqu'au début du XVIII^e siècle, en s'attachant à retracer les différents épisodes de la construction du couvent et les modifications qu'il subit pendant le XVII^e siècle¹. Il occupait, dans l'ancienne

paroisse Sainte-Eulalie, à l'est du fossé des Tanneurs, un enclos de forme à peu près triangulaire limité au nord par une ligne de maisons particulières faisant façade sur la rue des Ayres, à l'est par la rue des Feuillants et à l'ouest par la rue Saint-Antoine, qui décrivant un coude reliait les deux voies précédemment citées (fig. 1). Deux représentations publiées dans l'article de M. Roudié montrent quel était l'état des bâtiments en 1652, puis en 1707. Groupés au nord de la chapelle et du cloître, tous de hauteur différente, ils ne possédaient aucune cohérence ou ordonnance architecturale.

Selon Bernadau la vétusté de cet ensemble conventuel décida ses occupants à entreprendre sa reconstruction dès 1741². Effectivement dès le 26 août de cette année l'architecte bordelais François Bousigon s'accorda avec le prieur du couvent, frère Roch de Sainte-Marie pour la signature d'un "*Devis des ouvrages de maçonnerie à faire pour la construction du monastère des RR PP Feuillants de cette ville scitué entre la rue desdits feuillants et celle Saint-Antoine le tout suivant le plan qui a été dressé à ce sujet*"³. Cet architecte et entrepreneur, qui n'était pas un inconnu pour les Feuillants puisqu'en 1740 il avait construit une tribune et un nouveau portail pour leur chapelle, se chargea des travaux du gros-œuvre des nouveaux bâtiments⁴. Seule fut conservée intégralement l'église, sans doute en raison de sa célébrité ; elle abritait en

* Ingénieur d'Etudes à l'Inventaire Générale Aquitaine.

1. Roudié Paul, «Le couvent des Feuillants de Bordeaux au XVIII^e siècle», *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome LXV, 1963-1969, p. 209-232.

2. Bernadau, *Annales politiques, littéraires et statistiques de Bordeaux*, Bordeaux, an IX (1803), p. 103 : "Le 26 août 1741 les Jurats posent en cérémonie la première pierre du couvent des Feuillants, rebâti à cause de la vétusté de l'ancien. Ils y furent invités à dîner l'acceptèrent. Cette maison est construite dans un bon goût. Il est surprenant qu'on ait laissé subsister le vieux mur de façade de l'église".

3. A.D.Gir. H Feuillants, liasse 30. Voir annexe I.

4. La vie et la carrière de François Bousigon, ou Bouzigon, restent à ce jour à peu près inconnues. Il fut "inspecteur des pavés, des alignements et de la voyerie", c'est-à-dire architecte du Bureau des finances et à ce titre vérificateur des alignements et des pentes des rues de Bordeaux. Grâce à une manœuvre plus ou moins licite François Lhôte, qui n'était pas maître maçon bordelais ce qui était nécessaire pour occuper ce poste, lui succéda le 18 mai 1771. La succession ne se passa sans difficultés, les Trésoriers de France membres du Bureau furent obligés de faire saisir des plans d'alignement de la ville chez Bousigon le 28 août de la même année.

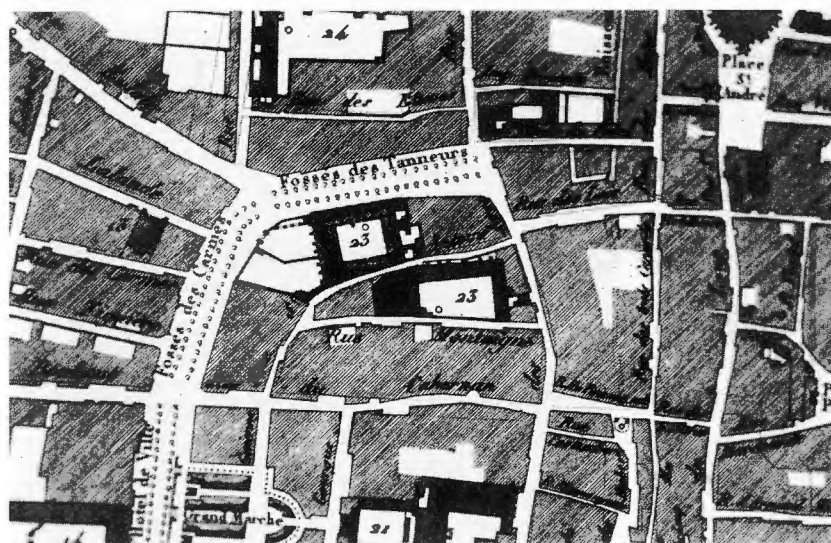


Fig. 1. — Plan de situation, détail du plan de Pierrugues.

effet les tombeau de Montaigne et cénotaphe du maréchal d'Ornano, le premier fameux pour le respect que l'on porta très tôt, dès après sa mort, au souvenir du philosophe.

Le chantier dura plus de trois ans si l'on en croit les quittances qui sont jointes au devis, au nombre de quarante-sept, échelonnées ente les 1^{er} juillet 1741 et 14 septembre 1744. Le nouveau couvent revint à la somme considérable, mais en rapport avec son importance, de quarante-sept mille sept cent cinquante-quatre livres et cinq sols. Il se dressait en bordure de la rue Saint-Antoine dont un mur de clôture le séparait, son élévation principale à l'est donnait sur une vaste cour qu'un second mur de clôture séparait de la rue des Feuillants. Un corps de bâtiment perpendiculaire au premier occupait le côté sud de cette cour et flanquait les chapelles septentrionales et le clocher de l'église conventuelle. Au rez-de-chaussée, sur la cour il présentait une galerie close d'une claire-voie. Il semble vraisemblable que cette galerie était la partie méridionale de l'ancien cloître, seule conservée, bien que le devis ne soit pas très explicite sur le sujet. L'articulation et la circulation aux étages entre les deux corps de bâtiment se faisaient par une vaste cage d'escalier renfermant un ouvrage suspendu, tournant, à volées droites entre des paliers. Le corps de bâtiment sud était lui aussi un vestige de l'ancien couvent, réutilisé, la comparaison entre la vue cavalière de 1707 publiée par M. Roudié et le plan des nouveaux bâtiments le laisse en tout cas supposer. Sans doute fut-il exhaussé et symétrisé quant à son élévation, nonobstant la pré-

sence de la galerie basse, afin de donner quelque unité à l'ensemble. Les élévations de ces constructions comportant un rez-de-chaussée, deux étages carrés et un comble en surcroît, subsistent à peu près en l'état, elles consistent en travées de baies couvertes en arc segmentaire couronnées de lucarnes éclairant le comble (fig. 2).

Très vite le nouveau couvent, "construit dans un bon goût" selon Bernadau, dut paraître trop exigü puisque au début de l'année 1763 les architectes Etienne Laclotte et François Roux remirent un "Devis des ouvrages de maçonnerie et excavations des terres que les Révérends Pères Feuillants desirent faire faire pour la construction d'une aile joignant le grand battiment, et autre battiment qui fait façade a la rue des Aydes". Ce devis fut accepté puisque le 1^{er} avril de cette même année 1763 les frères Bernard de Saint-Cyprien et Bernard de Sainte-Anne, respectivement prieur et syndic des Feuillants, signèrent le devis⁵ (cf annexe II). Le plan qui l'accompagnait en annexe pour exécution représente à la fois les constructions édifiées par François Bousigon et celles que se proposaient d'élever Roux et Laclotte pour les compléter⁶ (fig. 3).

5. A.D.Gir. H Feuillants, liasse 30.

6. A.D.Gir. II Z 67: Ce document de 0,62 m sur 1,03 m représente le plan au rez de chaussée du monastère des Feuillants signé nevarietur Laclotte aîné et Frère Bernard de Saint Cyprien, sans doute est-il l'un des plans annexés au devis du 1^{er} avril 1763, auxquels il est fait référence dans ce même devis.



Fig. 2. — Ancien couvent des Feuillants, façade sur cour des ailes méridionale et occidentale.

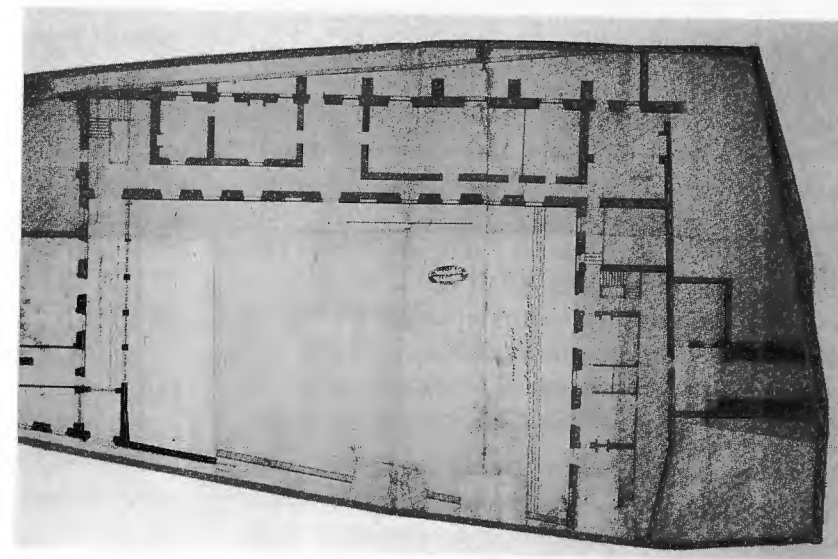


Fig. 3. — Plan au rez-de-chaussée de l'ancien couvent des Feuillants, par Laclotte et Roux. 1763.

Comme il avait été le cas en 1741 les entrepreneurs ne se chargèrent que des articles de la maçonnerie, du pavage et du carrelage, les religieux passant directement d'autres marchés avec les artisans chargés des travaux de charpente, couverture, menuiserie, et peinture.

Si l'on en croit le plan dressé par Etienne Laclotte pour l'occasion et les textes qui le complètent, sur le côté nord de la cour du couvent se trouvaient encore de vieilles bâtisses et une écurie ayant issue rue des Ayres. Roux et Laclotte les détruisirent, les remplacèrent par un nouveau corps de bâtiment, rectangulaire allongé greffé à l'ouest sur le grand corps de bâtiment de 1741 et à l'opposé faisant façade sur la rue des Feuillants, ils réédifièrent également l'écurie. L'élévation principale sur la cour du couvent était libre, mais bien sûr l'élévation du côté de la rue des Ayres restait aveugle et s'adossait au revers des maisons particulières ayant leur façade sur cette voie, certains murs mitoyens durent être partiellement reconstruits et des toitures refaites aux frais du couvent.

L'essentiel des nouveaux bâtiments fut édifié très rapidement. Dès la signature du contrat les démolitions commençaient ; tandis qu'à partir du mois de juin on étayait et réparait les maisons mitoyennes, le gros œuvre et la charpente avançaient rapidement. En septembre le couvreur entreprenait la pose des ardoises et des tuiles. Le 31 décembre le bâtiment était achevé. Comme convenu les architectes avaient été payés au fur et à mesure de l'avancement du chantier, des quittances datées des 19 avril 1763, 4 juin 1763, 9 juillet 1763, 16 août 1763, 2 et 11 octobre 1763, 19 novembre 1763, 31 décembre 1763 et 2 décembre 1764 en font foi. L'agrandissement de leur couvent revint aux Feuillants pour la seule maçonnerie à la somme totale de vingt-quatre mille six cents livres. Le nouvel ensemble ainsi complété formait une large cour en U, ouverte vers la rue Saint-Antoine dont il restait bien sûr toujours séparé par un mur de clôture. Les seules élévations visibles, sur la cour et sur la rue des Ayres, reprenaient très exactement le modèle de celle de l'édifice dû à François Bousigon.

Si les élévations de ces constructions sont elles aussi à peu près encore en l'état, l'architecture intérieure de l'ensemble édifié tant par Bousigon que par Laclotte et Roux se trouve aujourd'hui totalement bouleversée, seuls subsistent les deux escaliers. Les pièces vou-



Fig. 4. — Galerie méridionale de l'ancien couvent des Feuillants devenu Lycée de Bordeaux.

tées du rez-de-chaussée ne sont plus qu'un souvenir, les divisions des étages qui abritaient les dortoirs sont contemporaines. Comme tous les édifices abritant des congrégations le couvent des Feuillants devint un bien national dès le début de la Révolution. L'Etat lui trouva une affectation qui devait convenir à sa destination originelle puisqu'il devint le lycée de Bordeaux. Louis Combes procéda à son appropriation en établissement d'enseignement, c'est vraisemblablement lui qui installa les préaux qui longent les constructions et la galerie qui traverse la cour, dont ne subsistent de cette époque que les colonnes sans base à chapiteau dorique (fig. 4). En l'an XI le lycée fut agrandi, toujours par Combes, il le relia à l'ancien couvent des Visitandines, qui faisait façade sur les fossés appelés aujourd'hui cours Pasteur, et dont il était séparé par la rue Saint-Antoine, au moyen d'un tunnel qui passait sous cette petite voie⁷.

Après la translation du lycée dans ses murs actuels, où il conserve le souvenir de son premier emplacement grâce à son "vocal" de Michel Montaigne, et lors de la construction en 1882 de la faculté des Let-

7. A.D.Gir. 92 T 1.

tres, du vieux couvent des Visitandines et de l'ancienne chapelle des Feuillants⁸, les vestiges du mo-

8. Sur la construction de la faculté des Lettres et sciences voir : Poux Ludovic, La construction des palais universitaires de Bordeaux au XIXe siècle, Travail d'étude et de recherche pour la Maîtrise en Histoire. Bordeaux : Université de Bordeaux III, 1993.

9. A.D.Gir. 8 T 3 B.

Annexe I

"Devis des ouvrages de maçonnerie à faire pour la construction du monastère des RR PP Feuillants de cette ville scitué entre la rue desdits feuillants et celle Saint-Antoine le tout suivant le plan qui a été dressé à ce sujet :

Premièrement il sera fait un grand corps de logis à prendre depuis l'église jusques au fonds du jardin et formera un retour du côté de la rue Saint-Anthoine, ledit corps de logis sera cavé dans son tout, le rez de chaussée dudit corps de logis sera distribué savoir d'une sacristie et sous sacristie d'un corridor, un salon, une cage d'escalier un refectoire, côté dudit refectoire une cuisine.

Secondement dans le grand corps de logis seront faits deux dortoirs l'un sur l'autre, le long desquels sera fait le nombre des chambres portées par le susdit plan qui a été dressé, au dessus du second dortoir les murs seront élevés de façon à pouvoir couvrir ledit corps de logis en mansarde.

Toutes les caves seront voutées aussy bien que le premier étage sans exception en voutes d'arêtes ou autres. Le grand escalier qui sera entre le refectoire et le salon montera depuis le rez de chaussée jusques au dessus du plancher de la mansarde aura six pieds de largeur, ce même escalier sera supporté par des voutes rampantes ou autres, les marches auront environ six pieds et demy de longueur sur quatorze pouces de largeur.

Le corps de logis sera élevé savoir depuis la fondation jusques au sol des caves deux pieds du sol des caves jusques au rez de chaussée douze pieds, du rez de chaussée jusques au dessus du premier étage dix sept pieds, du dessus du premier étage jusques au second quatorze pieds, du dessus du plancher du second jusques au dessus du plancher de la mansarde quatorze pieds, du dessus du plancher de la mansarde jusques au dessus des antres de la charpente douze pieds. Et si au cas les fondations de

quelqu'uns des murs exigeoient d'être descendus plus bas pour la solidité, ils le seront. Toutes les épaisseurs des murs seront comme il va être expliqué savoir la fondation jusques aux nesses des voutes de caves auront quatre pieds d'épaisseur depuis la nessance des voutes jusques au rez de chaussée trois pieds depuis le rez de chaussée jusques au premier étage deux pieds et demy d'épaisseur et du premier étage jusques à l'entablement vingt deux pouces d'épaisseur, depuis l'entablement un parpin un parpin d'un pied qui montera jusques au dessus des entrants de la charpente. Les murs de la cage du grand escalier auront deux pieds et demy d'épaisseur depuis la fondation jusques au dessus de la dernière montée dudit escalier et le reste jusques à la charpente aura vingt deux pouces d'épaisseur. Le mur qui fera la separation du corridor d'entrée avec le salon et sous sacristie aussy bien que celui de la separation du refectoire avec le passage de la cuisine auront trois pieds d'épaisseur, au dessous du rez de chaussée et deux pieds et demy jusques au premier étage, celui qui separera la cuisine avec le refectoire et le salon avec la sous sacristie seront d'un parpin de dix pouces d'épaisseur.

Les pilliers buttants auront quatre pieds d'épaisseur dans leurs fondations et trois au dessus du rez de chaussée.

Toutes les voutes tant celles des caves que celles du premier étage seront toutes de l'épaisseur d'un doubleron ordinaire tous les demis parpins qui formeront les chambres de religieux et chauffoirs auront cinq pouces d'épaisseur.

Tous les matriaux qui seront employés dans la batisse seront de qualité cy après expliqué sçavoir toutes les fondations en general seront baties en moillon des carrieres de roquedetau ou demollition avec chenettes de pierre de bourg tous les murs des façades au dessus du retz de chaussée seront par le dehors en pierre de bourg et garnies par le dedans en moillon de même que les precedentes fondations et la façade du côté de la rue Saint-Anthoine autant que le requerera dans la rue seront mises quatre assises de pierre dure, la partie de la dite façade qui sera opozée du coté de la cour qui sera le long de ladite rue sera batie avec moillon et chenettes jusques au dernier etage et le reste comme les precedentes façades. Les deux murs interieurs qui formeront la cage du grand escallier aussy bien que ceux qui feront la separation du refectoire davec le passage de la cuizine et du coridor dantrée davec le sallon et sous sacristie seront batis de moillon de roquedetau ou demolitions et chenettes en pierre de bourg. Toutes les voutes des caves et du premier etage seront baties en pierre de roquedetau a l'exception des docerets et arretiers qui seront faits en pierre de bourg. Toutes les voutes qui porteront le grand escallier seront faites en pierre de bourg. Le parpin qui sera élevé au dessus de l'entablement sera en pierre de bourg. Tous les parpins interieurs seront en pierre de roque detau les demy parpins qui formeront les chambres seront élevés a cinq assises en pierre de bourg. Toutes les pierres des escalliers seront en pierre dure de rauzan ou barssac tous les jambages et manteau de cheminées qui seront faites seront de pierre de Bouchet. Les pantes et tuyaux seront en pierre de roquedetau, le pavé de la cuisine et celui de des palliers du grand escallier seront de pavé taillé de rauzan ou barssac, le tout sera bien baty a chaux et a sable ou recoupure de pierre suivant que larc le requiert.

Il a été convenu entre lesdits peres feuillents et sieur François Bousigon, maître architecte juré de cette ville, sçavoir que ledit Bouzigon promet et s'oblige de faire et parfaire tous les susdits ouvrages de massonnerie et de fournir tous les matriaux necessaires sçavoir pierres chaux sable et façon et de demolir tout lencien batiment en ce qui concerne la massonnerie de cruser toutes les fondations, même de couper toutes la terre des excavations des caves de faire jeter dehors toutes celles que les tombereaux ne pourront prandre dedans en outre de faire faire tous les echafaudages et cintres necessaires pour la construction du susdit ouvrage de maçonnerie et les R p feuillens s'obligent de leur coté de payer audit Bousigon la somme

de teize livres dix sols pour chaque brasse carrée de maçonnerie de tous les murs et voutes parpins demy parpins, cheminées et sieges et caves desances voutes et generallement de tous les murs sans exception sauf les voutes du grand escallier qui seront payées au sieur Bouzigon a raison de dix huit livres pour chaque brasse quarrée le tout generallement brassé tant plain que vuide au pied de Roy suivant Bullet.

En outre lesdits r. P. feuillens s'obligent de payer audit sieur Bouzigon vingt cinq sols par pied de roy de toutes les marches du grand escallier et vingt sols par pied de toutes les autres marches et plafonds de tous autres escalliers, onze livres chaque brasse quarrée du pavé de la cuisine et pallier du grand escallier. De plus lesdits R feuillens s'obligent de donner audit sieur Bouzigon tous les matriaux de maçonnerie provenant des susdites demolitions se reservant cependant toutes les medailles pieces de monnoye ou tout autre chose de valleur qui pourront se trouver dans la fouillée des terres et demolitions de plus lesdits R feuillens s'obligent de fournir audit sieur Bouzigon la quantité de six douzennes de chevrons neuf quil remetera detre employés a la charpente et pourra ledit sieur Bouzigon se servir pour les echafaudages des bois des demolitions quil menegera en bon pere de famille. Feront aussy lesdits R P feuillens enlever toutes les terres et decombres provenant dudit batiment a leur fraix et depans sans que ledit Bouzigon y soit teneu et pourra ledit sieur Bouzigon metre la chau qui servira audit batiment dans la cave a vin.

Ledit sieur Bouzigon s'oblige de garantir ledit batiment de toutes chutes fentes et autres degradations pendant un an et jour a compter du jour de ladite finition dudit ouvrage. Les paiements se feront a fur et amesure que l'ouvrage se fera et attendu que ledit sieur Bouzigon est obligé de faire provision de matriaux on luy donnera les sommes quil conviendront dont il donnera quittance en deduction du prix desdits ouvrages. Et pour raison du tout mentionné cy dessus et autres parts lesdites parties sengagent leurs biens presents et avenir sens quil soit loisible de sendedire sous quelque pretexte que ce soit fait double a Bordeaux le vingt six juin mil sept cens quarant un

Fr Roch de Sainte Marie prieur des feuillants aprouvant lecriture et deux mots raturés et deux corrigés.

Bousigon approuvant lecriture et les most ratures et corriges comme cy descus."

Annexe II

"Devis des ouvrages de massonnerie et excavations des terres que les Révérends Pères Feuillans desirent faire faire pour la construction d'une aille joignant le grand battiment, et autre battiment qui fait façade a la rue des Aydes. Le tout conformement au plan signé.

Premierement :

Sera fait toutes les fouilles des caves de la profondeur necessaire et celles des fondations du grand battiment jusqu'au terrain solide.

Les murs des fondations des façades auront trois pieds six pouces d'épaisseur et seront construits, la première assise avec des cartiers de pierre de Bourg et Figuier, avec des bon moillon de Rocque de Taux ou de la demolition. Les deux encoignures des fondemens de la façade seront en libage de pierre dure, et le restant de la massonnerie en bon moillon dur de Preignac. Il sera fait une descente à vin en pierre dure dans la rue des Feuillans, et les abajours necessaires pour donner de lair a la cave conformement au plan, en pierre de Bourg ou Figuier.

Sera fait le mur de fondation de l'escallier de deux pieds et demy d'épaisseur jusqu'au retz de chaussée de la cave, et au dessus d'icelluy sera batti un mur d'épaisseur marqué au plan.

Sera fait deux pilles de cinq pieds de longueur chacune, et deux pieds et demy d'épaisseur, jusqu'au retz de la cave. Et audessus d'icelluy les piles auront quatre pieds chacune de longueur, batties en pierre dure de la hauteur de cinq pieds, et le restant de cave doubleau en pierre de Bourg qui aura vingt deux pouces d'épaisseur.

Sera fait un meur en fondation de trois pieds d'épaisseur batty comm'il a été dit.

Sera fondée la façade de la rue des Aydes de trois pieds d'épaisseur.

Tous les murs expliqués cy-dessus, et en l'autre part en fondation, seront battis batty en bonne pierre de Bourg, Figuier et moillon, et bon mortier fait avec un tiers chau et deux tiers sable, ou de coupe de pierre.

Toutes les voutes des caves et latrines seront faites en berceau en bonne pierre de Figuier et les reins des voutes seront garnis de bonne massonnerie.

La façade des battimens du costé du parterre sera construite de deux pieds d'épaisseur, scavoir, trois assise de pierre dure de Barsac ou Rauzan et le restant de pierre

de Bourg, et l'interieur de bonne massonnerie. Et ladite façade montera de la meme epaisseur jusqu'au premier dortoir. Et le restant aura deux pieds d'épaisseur jusqu'au dessous de l'entablement, sera fait un mur en mansarde. Et sera observé toutes les portes et croizées marquées au plan.

Sera batty la façade de la rue des Feuillans de huit assises de pierre dure, et les encoignures jusqu'au dessous de la première plainte, et le restant en pierre de Bourg et batty de la meme epaisseur comm'il a été dit.

Sera batty le mur de l'escallier, noyeaux et chiffre de l'épaisseur marquée au plan, c'est a dire le noyeaux depaisseur de vingt deux pouces.

Au dessus du mur en fondation qui a trois pieds d'épaisseur sera batty un mur de deux pieds d'épaisseur, avec chenettes de pierre de Bourg et Figuier espasées de huit pieds de distance des unes des autres, garnies avec des bons moillon et mortier. Sera observé les ouvertures des portes et croizées necessaires. Et au dessus de l'arc doubleau sera fait un mur d'épaisseur de vingt deux pouces jusqu'au premier etage, et puis sera fait un parpin de pierre de Bourg qui montera jusqu'au sommet du battiment.

Toutes les marches et plafonds seront de bonne pierre dure de Barsac ou Rauzan, bien taillées avec un boudin par devant et dellardées par le dessous, a l'exception de celles de la cave qui seront toutes carrées.

Toutes les cheminées du premier et second etage seront faites a la moderne, tous les jambages et manteaux seront en bonne pierre fine de Bouchet ; celles du retz de chaussée seront faites de platre a la moderne et les jambages en belle et bonne pierre fine. Les souches des dites cheminées seront montées en pierre de Roque de Teaux et briques, et les tuyaux seront élevés quatre pieds au dessus du festage et les fauyés seront plafonnés en brique et platre

Sera fait la façade de la rue des Aydes et battye de pierre dure a hauteur de cinq assises et le restant en bonne pierre de Bourg, et l'interieur garny en bonne

massonnerie et aura deux pieds et demy d'épaisseur jusqu'au premier étage. Le restant aura deux pieds d'épaisseur jusqu'au sommet, et sera observé les portes et croisées comm'il est marqué au plan.

Sera fait la façade de la cour comme la précédente, mais il n'y aura que trois assizes de pierre dure dans le retz de chaussée.

Sera fait un contre mur contre les murs mitoyens, en brique avec de bon mortier de chaux et sable et siman ou seront les latrines.

Sera fait un mur de pierre dure d'un pied d'épaisseur au devant des latrines qui aura quatre pieds d'hauteur et le restant en bonne pierre de Bourg et briques ; et les tuyaux auront deux pieds six pouces dans le bas et dans le haut seront réduits à quinze pouces, à cette fin que les excréments tombent perpendiculairement dans ladite cave. Et il sera pratiqué au retz de chaussée deux sieges de latrines et au premier et second étage il en sera pratiqué cinq et un eurinal comm'ils sont marqués sur le plan.

Sera fait un siege de latrines dans l'angle de la façade de la cour, qui sera séparé des autres et qui montera jusqu'au troisième étage du bâtiment qui sera avec des pots de terre et garny de massonnerie par le devant.

Sera fait tous les murs de surhaussement des murs voisins en parpin de la hauteur convenable pour recevoir la charpente, au cas qu'ils se trouvent bons et en état de supporter celluy de surhaussement.

Sera passé au bouclier tous les murs du bâtiment qui seront faits.

Il sera carrelés tous les appartements que l'on jugera à propos, avec des carreaux de terre bien cuite de sept à huit pouces, de Virlade ou de Preignac, et toutes les chambres du retz de chaussée seront carrelées de carreaux taillés à six pans.

Sera pavé les endroits qu'on jugera à propos avec du pavé de Barsac ou de Rauzan, bien taillé. Le tout, pavés et carreaux, bien posés sur un bain de mortier fait avec chaux et sable de grave.

Tous les ouvrages expliqués dans le présent devis seront bien et dûment faits suivant les règles de l'art et mettier. Les entrepreneurs seront tenus de fournir tous les matériaux nécessaires, et port des matériaux qui sont expliqués dans le présent devis cy dessus et aux autres parts, ainsy que les échafaux, cintres, échelles et autres

outils nécessaires pour la construction du susdit ouvrage, et moyenant ce, nous sommes convenus et demeuré d'accord du prix cy après, sçavoir, sera payé aux entrepreneurs par chaque brasse de tous les murs seize livres toizés suivant la coutume de cette ville.

Sera payé par chaque cheminée, cent vingt livres.

Sera payé par chaque marche ou plafond, quatre livres et dix sols.

Sera payé par chaque brasse de carrelage, cinq livres.

Sera payé par chaque brasse de pavé, onze livres.

Les entrepreneurs seront tenus de faire toutes les démolitions des battimens qui sont sur les lieux pour les murs seulement, et seront tenus de faire enlever tous les décombres qui en surviendront, ainsy que des murs de fondation qu'on demollira pour creuser les caves, en par eux se servant des matériaux de la démolition desdits murs qui se trouveront bons pour servir au bâtiment comme leur appartenant, sans que les Reverends Pères n'ayent rien à leur imputer.

Les Reverends Pères seront tenus de fournir quatre douzaines de filles pour servir aux entrepreneurs qui seront ensuite employées à la charpente du bâtiment, et au cas qu'il s'y en casse les entrepreneurs seront tenus d'en faire compte aux Reverends Pères.

Les entrepreneurs s'obligent de garantir lesdits battimens de toute chute et autres dégradations pendant un an et un jour à compter du jour que l'ouvrage sera fini. Les paiements se feront à feu et à mesure que l'ouvrage se fera et les entrepreneurs en fourniront quittance en déduction. Et pour l'exécution de tout ce que dessus les parties engagent leurs biens présents et advenir, fait double de bonne foy.

De plus il sera fait un puits dans l'angle de la façade de la cour, qui aura trois pieds dans œuvre, batty en bonne pierre de figuier, et les marzelles en pierre dure, pour la façon duquel les Reverends Pères Feuillans aux entrepreneurs donneront la somme de cent vingt livres, bien entendu que lesdits entrepreneurs fourniront tous les matériaux, et que lesdits Reverends le fairoient creuser.

Fait double à Bordeaux ce 1er avril 1763.

frère Bernard de Saint Cyprien prieur, frère Bernard de Sainte Anne syndic, Roux et Laclotte aîné approuvant l'écriture si dessus."

Saint Morillon au XVIIIe siècle

Essai sur la vitalité de la féodalité dans une commune rurale au temps de Montesquieu

par J. Boyreau

Une communauté écartelée

C'est de tout temps que l'enchevêtrement des structures administratives et féodales a constitué un des caractères fondamentaux de l'Ancien Régime.

De cette complexité, Saint-Morillon fournit un exemple parfait, ce village qui voit sa population d'environ 700 âmes, officiellement séparée en deux entités ! Promu depuis toujours au rang de frontière naturelle, le modeste Gua-Mort marque la limite entre Saint-Morillon de Barsac au Sud, et Saint-Morillon de Labrede, au Nord.

Si le pouvoir central avait réussi à implanter les structures d'état à l'échelon de la province (ou intendants et subdélégués préfiguraient nos modernes préfets et sous-préfets) jamais il n'aurait pu — ou simplement voulu — les faire descendre jusqu'aux communautés rurales de base. Certes l'Eglise y assumait un rôle de suppléance : assistance, école et plus régulièrement, tenue des actes de l'état-civil ; elle n'y exerçait aucun acte d'autorité.

A la différence de celui du Sud-Est par exemple, le village du Sud-Ouest n'avait jamais trouvé son autonomie ni réussi à désigner de façon continue son propre chef. Dans ce vide politique, la féodalité, de temps immémorial, s'était glissée : elle y perdure encore au XVIIIe siècle. Au hasard des successions, des ventes, l'autorité publique, morcelée, scindait en deux la communauté. Si la famille des barons de Labrede avait en effet réussi à maintenir ses droits sur la rive gauche du Gua-Mort, qui faisait partie intégrante de sa seigneurie, il en avait été différemment sur la rive droite : pour s'en tenir aux cent cinquante années qui précèdent la fin de l'Ancien Régime, les habitants avaient vu se succéder à leur tête : le Roi, seigneur direct de la Prévoté de Barsac (qui comprenait 9 villages dont le nôtre)¹, puis sous Richelieu, l'Archevêque de Bordeaux, auquel succédait, en 1643, la famille de Guérin et enfin, après le court intermède de 1739 à 1746, où s'installent provisoirement les Litteris, Montesquieu lui-même².

Notre village possède donc en ce début du XVIIIe siècle, deux seigneurs : l'un à Labrede, le second à Saint-Selve : qu'une collectivité locale dépende ainsi de plusieurs suzerains, rien de plus fréquent ; que cette situation amène à distinguer deux réalités de droit public, avec chacune son nom, ses relations avec le pouvoir central, est extrêmement rare. Saugrain, l'un des premiers démographes du siècle, tentant une ap-

1. Ces 9 villages sont : Barsac, Bommès, Preignac, Sauternes, Saint-Morillon, Saint-Selve, Villagrains, Pujols, Cérons.

2. Exporles 24.03.1746 ce document relatant l'achat par Montesquieu et faisant référence à l'achat par Litteris.

proche aussi exacte que possible du nombre des habitants, n'en cite, pour ce qui correspond à la Gironde actuelle, aucun autre exemple³. Nous nous trouvons donc ici en présence d'un cas tout à fait exceptionnel.

Dans les liens de dépendance générale qui forment la seigneurie s'intègrent des relations plus personnelles, de suzerain à vassal, qui constituent à proprement parler la base de ce qu'il est convenu d'appeler «les droits féodaux», de nature privée.

Quatre séries de personnages peuvent prétendre en posséder l'un ou l'autre sur le territoire saint morillonnais.

Les Montesquieu, tout d'abord, dont les vassaux se trouvent d'ailleurs plus nombreux sur la rive droite que sur la rive gauche de la rivière, alors que leur seigneurie est tout entière sur cette dernière. Se trouve ainsi illustré le vieil adage «fief et justice n'ont rien de commun», que le Parlement de Bordeaux a encore rappelé par un arrêt de 1661 précisant : «la maxime vulgaire» observée dans son ressort : «la justice est souvent possédée par un Seigneur et les rentes par un autre»⁴.

Les Barons de Saint Selve, de la famille des Saint Marc de Saint Sauveur, acquéreurs des droits de justice en 1643 du fait de leur ancêtre Guillaume de Guérin, et qui les revendront en 1739 aux Litteris, qui les recéderont eux-mêmes aux Montesquieu⁵.

Les Marquis de Montferrand, barons de Landiras, du fait de leur «Maison noble de Luzier»⁶.

Un certain Garnier, enfin, demeurant à Paris mais qui jusqu'en 1700, date à laquelle il les cède à Jacques de Montesquieu détient les lods et ventes, cette sorte d'impôt privé sur les transactions, dans toute l'étendue de la baronnie de Labrède et donc dans Saint-Morillon rive gauche⁷.

Tout ceci permettant d'expliquer que, dans notre village, il n'y ait jamais eu de seigneur résidant, ni château, ni siège d'administration féodale, ni juge ni procureur d'office. Aux environs immédiats, Labrède possède cet ensemble d'éléments avec les Montesquieu, Saint-Selve avec les Saint-Marc, Cabanac avec les Segur, Saucats avec les Pichard, Landiras avec les Montferrand. Ici, rien de tel, rien qui vienne remuer et animer le pays : économiquement par les travaux que — résidant privilégié — le seigneur châtelain peut commander aux artisans locaux socialement, par la

vie qu'il y mène ; culturellement par l'apport de pensée, de connaissances intellectuelles et techniques, d'initiatives qu'il peut prendre et dont il peut donner l'exemple.

C'est dans cette ambiance institutionnelle et culturelle qu'arrive celui qui n'est encore que Charles de Secondat mais qui à la mort de son père — il a alors 25 ans — devient, selon la forte expression du temps «maître de ses droits»⁸.

Le développement de la personnalité et de la pensée de Montesquieu, «philosophe, vigneron, amoureux», propriétaire à Labrède, académicien, d'autres les ont magnifiquement analysés⁹.

3. Saugrain, «Dénombrement du royaume» 1709 et après lui Expilly «Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France», 1765-1770, précisent le nombre des «feux» des deux Saint-Morillon. En 1709 on aurait un total de 150 feux, en 1776 de 163.

4. Cité par G. Aubin, «La seigneurie en Bordelais», d'après la pratique notariale, 1715-1789, Université Rouen n. 149, p. 73.

5. Exporles 24.03.1746.

6. Elle restera en leur possession jusqu'à son achat par Montesquieu en 1754.

7. Doc. familiale : extrait d'un acte notarié passé chez Me Rougie, notaire à Bx. Ce Garnier est bourgeois de Paris.

8. Dans cette étude consacrée aux rapports de Montesquieu avec Saint Morillon et ses habitants, j'ai principalement utilisé comme sources d'époque :

- Les Archives notariales de Labrède (avant leur dépôt aux Archives départementales. Principalement les minutes de Latapie dans le Registre des Exporles. Pour simplifier la présentation des notes les références s'y rapportant porteront la mention simplifiée : Registre des Exporles avec la date des actes.
- Des documents familiaux du XVIII^e siècle, précieusement conservés, dont l'origine remonte à un lointain ancêtre, greffier de la juridiction seigneuriale (Notés : Doc. Fam.)
- Les Archives Départementales, séries C (administration) et G (série ecclésiastique).

9. Parmi ceux qui ont étudié Montesquieu dans son milieu et dont on s'est inspiré ici, il faut citer :

- Le Montesquieu du Professeur P. Barrière paru sous le titre «Un grand provincial : Charles-Louis de Secondat, Baron de Labrède et de, Montesquieu, Bordeaux 1946, toujours inégalé.
- Le Montesquieu amoureux, écrivain, vigneron de Charles Dormontal, Paris 1938.
- Montesquieu chez ses notaires, du Dr Eylau, Bordeaux 1956, dont le remarquable travail de relevé des actes de Montesquieu chez ses Notaires facilite l'approche des Registres notariaux.
- Plus près de nous le travail de Pr. Cadilhon (T.E.R. Université Bordeaux III, UER d'Histoire juin 1993, dactylographié).

Mon propos, plus proche de la réalité quotidienne, n'entend pas les reprendre. Mais c'est notre chance que de pouvoir, dans le cadre de ce village qu'il va peu à peu investir jusqu'à en devenir le seul maître, mener à la fois l'analyse des mœurs et des rapports sociaux dans une communauté de base — et saisir l'évolution d'une personnalité prestigieuse confrontée aux tâches concrètes de la gestion d'une seigneurie, dans laquelle il va jouer, pendant près de 40 ans un rôle de plus en plus important.

Certes, le problème de la Seigneurie à Saint-Morillon ne le retiendra pas tout d'abord : ce ne sera qu'après plus de 30 ans qu'il s'y attelera (mais de quelle vigoureuse façon) pour réunir en une seule entité un village jusqu'alors si divisé.

Les droits féodaux l'intéressent par contre dès ses débuts ainsi que ses rapports économiques avec ceux qu'il appelle tout naturellement «ses vassaux».

Etre vassal de Montesquieu

Rendre hommage à son seigneur

Il est bien sûr impossible de suivre chez le notaire royal de Labrède tous les Saint-Morillonnais qui viennent y rendre hommage à Montesquieu : mais com-

Enfin la grande thèse de droit de G. Aubin sur «la Seigneurie en Bordelais» constitue le document de base pour quiconque étudie le sujet. Les archives de Labrède n'avaient pas été consultées par cet auteur : j'ai eu la chance d'en prendre connaissance, dans le cadre même où elles ont été rédigées. (G. Aubin «Publications de l'Université de Rouen n° 149, 1986).

10. Latapie est à la fois notaire royal et juge seigneurial, situation fréquente (Massieu qui sera juge à Saint-Selve sera aussi notaire à Castres).

11. Reg. des exporles 23.06.1723.

12. Un journal est un rectangle de 16 lates de large sur 32 de long. Une late équivaut à 7 pieds, un journal vaut aussi 32 règes et une rège 16 carreaux, ce dernier étant un carré de 7 pieds sur 7 soit une late carrée. Un journal bordelais équivaut à 1/3 d'hectare. La tradition locale orale était toujours en usage à ce sujet jusqu'à la dernière guerre. (Exporles du 12.08.1722.)

13. Reg. des exporles 08.06.1723.

ment résister à l'envie d'en accompagner quelques uns lorsque, convoqués chez M^e Latapie¹⁰ ils franchissent la bonne lieue qui les sépare du chef-lieu de la Seigneurie.

Le 23 juin 1723¹¹, c'est Arnaud Darriet, charpentier de barriques — une des professions les plus représentatives dans cette région de vignes — qui nous sert de guide.

Au bourg, il possède, motif de son hommage, une maison à deux chambres, un chai, un four. A proximité immédiate, une terre labourable et, en bordure de l'agglomération, à Tailleprime, son atelier ; plus loin, sur les pentes sud du Gua Mort, une friche et une autre terre labourable, une petite chambre et diverses parcelles : c'est son domaine de Chiret. Au total, 12 journaux, 2 règes, 4 carreaux (environ 3 à 4 hectares)¹².

Il n'ignore pas que 15 jours auparavant son collègue Jean Bertrand, également charpentier de barriques, s'est rendu lui aussi à Labrède. Propriétaire d'un bien de moindre importance (1 maison à 2 chambres basses bâtie en pierre, mais seulement 1 parcelle de terre labourable et 1 jardin (au total 4 règes 4 carreaux, à peu près 350 m²) il avait en commun avec lui de n'avoir jamais réglé à son seigneur ses redevances — cens et rentes — qu'il lui devait depuis bientôt trente ans...

Voilà 15 jours qu'Arnaud Darriet connaît les exigences de son nouveau maître et la sanction qu'il a imposée à son voisin : à l'exigence normale de l'Exporle (5 deniers), droit de reconnaissance de vassalité payable à chaque «muance de seigneur», à l'exigence pour l'avenir d'un paiement régulier des cens et rentes en question (2 sols 5 deniers annuels) s'est ajouté un rattrapage, une véritable amende pour les 30 ans d'arriérés dûs : 3 livres 15 sols à payer sur-le-champ¹³.

Tout en cheminant quelles ne doivent pas être ses pensées, lui qui doit en outre aux Montesquieu 47 livres 15 sols 1 denier...

Son sort sera identique au montant des redevances près : 6 sols 2 d de Cens et rentes (soit deux fois plus que son voisin mais sa tenure est plus importante) auxquels vient s'ajouter 1 picotin de blé. Quant à l'exporle, il est d'un égal montant : 5 d.

Reste les 30 années dûes : pour elles il versera également 31 sols 5 d, sans compter une reconnaissance de dettes pour les 47 L dont il est redevable.

S'il se réfère à ce qu'il sait de ses concitoyens, voisins et amis, il se rend compte qu'avec Jean Bertrand ils étaient bien les deux seuls dans cette situation. A aucun des autres, il n'a été réclamé d'arriéré : ni à Pierre Augeon, serrurier résidant au Bourg¹⁴ qui rend hommage le 4 juillet de la même année 1723 pour 1 000 m², ni à Laurent Mansenqual qui exporte¹⁵ le 28.11.1721. pour 2 d, ni à Croisilhac dit Sallebert, ni à cet autre Croisilhac, de Tailleprime qui fait de même de 12.08.1721¹⁶.

Mais l'explication en est simple et elle ne doit pas lui échapper : la prescription est ici trentenaire... C'est avant l'expiration des délais légaux que le seigneur fait valoir, au dernier moment, ses droits.

Pénétrons chez le notaire. Vu sa longueur, le texte de l'hommage y est comme il convient, préparé. La formule elle-même ramasse, en deux lignes, l'essentiel :

Le vassal¹⁷ «Volontairement et de son bon gré et volonté a reconnu et confessé avoir et tenir en fief et féodalement»...

ou encore, selon les expressions soumises à la signature d'Arnaud Darriet «déclare avoir reconnu tenir en fief et féodalement et en censives selon la coutume de Bordeaux et pays bordelais»...

Quant au seigneur, sa titulature est invariable soit que le notaire débute sa minute de la façon qui suit :

«par devant nous, notaire royal a comparu Haut et Puissant Seigneur Charles de Secondat de Montesquieu, Chevalier, Baron de Labrède, Seigneur de Raymond et autres lieux, conseiller du Roy, grand Président du Parlement de Bordeaux» — titulature qui ne variera guère que lors du départ du Parlement de Bordeaux et de l'accession à L'Académie française. On aura alors : «ancien président à Mortier du Parlement de Bordeaux et l'un des quarante de l'Académie française».

soit qu'il varie sa formulation en notant que le tenancier-vassal «reconnait tenir en fief, de Haut et Puissant seigneur etc...

Mais les rapports féodaux dans notre village ne se ramènent pas à de tels cas particuliers de mauvais payeurs ou d'artisans. D'autres textes des Archives notariales de Labrède nous introduisent dans le milieu agricole proprement dit — ou vont nous permet-

tre de remonter dans la hiérarchie économique et sociale, en un temps où les hiérarchies font partie de la vie quotidienne.

Voici donc maintenant André Croisillac, rendant son hommage le 12.08.1722¹⁸ : C'est grâce à lui que nous connaissons les mesures de surfaces mentionnées auparavant. A Tailleprime, à Doumec, il possède 46 journaux, 17 règes 12 carreaux : environ 15 hectares. Pour cet ensemble, il versera 5 deniers d'exporte, 14 sols 8 deniers d'argent, trois picotins de blé comme «cens et rentes».

Avec Bertrand Heberard, nous franchissons un degré dans la hiérarchie sociale : le 19.02.1721 c'est en effet un «bourgeois de Bordeaux» propriétaire à Saint-Morillon qui comparait devant M^e Latapie¹⁹. Comme tous les autres, c'est «volontairement et de son bon gré et volonté» qu'il rend hommage. Pour lui il s'agit de 265 journaux 15 règes 1 carreau : une importante propriété de 88 hectares.

L'ancêtre de cette très ancienne famille du pays est déjà propriétaire à Pinot : la maison à plusieurs chambres hautes et basses est assurément celle qui s'est maintenue jusqu'à nos jours : elle doit être sa résidence principale lorsqu'il est à la campagne. Elle comporte de multiples dépendances, comme il sied en pays rural : basse-cour, volières, chai, jardin, vergers, vignes, terres labourables, prés, bois formant le fond de l'exploitation.

C'est ainsi qu'à Pinot même la maison et son environnement direct (grange en pierre et tuiles, fournière, four, puis prés et 26/60° des eyriaux et padouens de Pinot) constituent à eux seuls un premier ensemble de... 12 journaux 5 R 7 C.

Au delà des bois, des prés des vignes, des taillis divers au Peyguillou, à Broustey, à la Bluasse pour un total de..... 248 journaux (5 autres journaux dispersés ailleurs).

14. Reg. des exportes 08.06.1723.

15. Reg. des exportes aux dates des 28.11.1723 et ?

16. Reg. des exportes aux dates des 12.08.1721.

17. Parlant de ses tenanciers, il arrivera à Montesquieu, sans sa *Correspondance* de parler de «mes vassaux»...

18. Reg. des exportes au 12.08.1722.

19. Reg. des exportes au 19.02.1721.

Son exporte ne dépasse pas 5 deniers.

Par contre ses cens et rentes sont un peu plus élevés :

1 Livre 16 sols 9 deniers d'argent plus les 3 picotins de blé et 3/4 de livre de chandelle qui se retrouvent très fréquemment chez les autres vassaux.

Enfin, pour rendre l'éventail complet des situations sociales, voici Bernard Decoutures, écuyer, juge royal civil et criminel de la Prévôté de Barsac, qui par ses fonctions et son titre touche à la noblesse. Sans être du pays, il en a épousé une fille, Jeanne Croisillac et c'est à ce titre sans doute qu'il possède d'importants biens dans la paroisse. Juge à Barsac, il est d'autre part dans les limites de sa juridiction²⁰.

Darriet, sur les hauteurs de la rive droite du Gue-Mort est le centre de son bien. La simple maison à deux chambres qui y existe indique qu'il ne s'agit pour lui en aucune manière d'une résidence principale ou secondaire, mais sans doute d'une maison à l'usage d'un travailleur local. Ses biens sont dispersés en 16 lieux-dits dont les noms encore existants montrent que Montesquieu, s'il n'est à l'époque que Seigneur de la rive gauche de la rivière, n'en possède pas moins des droits sur la rive droite, qui dépend de Saint-Selve, là où il ne possède aucun droit de justice. Voici que défilent devant nous Peyron, Le Basta, Nougeyra, Villegeats, Pont Loubin, lieux de taillis, de prés, de cultures, de bois. Puis, tout à fait différent, le moulin de Jean Bertrand, à Moussurot, à la sortie du village vers Saint-Selve. On ne s'étonnera pas de l'importance de sa propriété : 324 journaux 24 règes 11 carreaux : près de 110 hectares. Tout membre de la noblesse qu'il est — ou à peu près — il doit se rendre à Labrède où le 23 octobre 1723 il signe l'acte d'hommage, accepte 6 deniers d'exporte et promet cens et rentes à hauteur de 5 livres 8 sols et 5 deniers.

S'il doit pour le versement de ses redevances, se rendre chaque année à Labrède, aux dates précisées dans l'acte d'hommage, notre vassal n'en est pas quitte pour autant : moins fréquemment, mais pour des

20. Reg. des exportes au 23.10.1723. Si le registre des exportes parle de Labrède, une tradition locale désigne tel bâtiment (au Jau sur la pente menant vers le chef lieu de la baronnie) comme : le local où les tenanciers devaient apporter leurs rentes.

sommes plus importantes, il doit, à chaque achat de bien immobilier, verser les «lods et ventes», taxe proportionnelle au prix versé. Plus encore, pèse sur lui la menace d'une reprise par le Seigneur de la terre pour laquelle il a rendu cet hommage que nous ne cessons de voir mentionner à propos de chaque venue à Labrède et sur lequel il nous faut maintenant nous expliquer plus à fond.

Force et réalité des droits féodaux

L'impact juridique

A voir se répéter, au fur et à mesure des actes, la formule quasi stéréotypée : «a volontairement et de son bon gré... reconnu tenir un fief et féodalement»... vient à l'esprit une sorte de doute : s'agit-il d'une formule employée par habitude, un reste des temps anciens — ou bien doit-on comprendre qu'elle exprime encore une réalité ?

Exporte et retrait féodal

Chaque terme doit assurément être analysé de près.

La féodalité n'est autre qu'un lien personnel, lien de dépendance où l'un reçoit de la libéralité de l'autre un bien nécessaire à sa subsistance. Le «bien» c'est «le fief» ; le lien personnel, la tenue «féodale». Son nom : l'Exporte.

De lui, on l'a bien vu dans les pages précédentes dépend le versement des «cens et rentes». On reviendra sur eux. Plus important, le droit de «retrait féodal». A toute obligation, en effet, doit correspondre une sanction. Tel vassal ne verse-t-il pas ces fameux cens, que le Seigneur peut lui reprendre sa terre. C'est ce qui arrive en 1750 à un certain Bordessoule, qui a omis, en fait, d'effectuer sa «reconnaissance féodale» c'est-à-dire l'acte même par lequel il reconnaît tenir sa terre de son suzerain. Montesquieu de sa propre autorité se saisit de celle-ci : n'en est-il pas le propriétaire «éminent» ? Mais l'équité n'en subsiste pas moins. Il ne s'agit pas de spoliation, mais de faire reconnaître son autorité et ses droits. Montesquieu rembourse à son vassal la valeur de sa terre et la revend aussitôt à un autre qui, lui, effectuera l'hommage et versera les droits. Le 26.08.1750 Bordessoule est dépossédé, le

27 Jean Chanterre acquiert sa nouvelle propriété pour 261 L 7 s 7 d montant de ce que le Seigneur a payé par compensation à Bordessoule qui les lui devait ²¹.

Plus caractéristique encore le retrait effectué le 02.11.1722. Alors que Pierre Dubert a acheté pour 90 livres 10 s 6 journaux 3/4 et onze carreaux de landes, Montesquieu décide d'exercer son droit de retrait, à l'occasion de son décès et de sa succession. Nulle idée de sanction ici. Le texte est clair : Seigneur titulaire des droits de «directeté», il n'a aucun justificatif à fournir autre que son droit même de seigneurie. Empli d'un humour noir, le notaire rapporte que la veuve «reconnaissant ne pouvant s'empêcher (d'accepter) a, de son bon gré (est-ce bien véritable ?) et volonté, revendu, cédé et transporté au dit seigneur-président, ce acceptant, la dite pièce de lande» ²².

Certes, la veuve a été indemnisée. Mais pour nous, deux siècles plus tard, comment imaginer sa réaction ? Voici une propriétaire qui peut vendre, acheter, hypothéquer à sa guise mais qui peut voir sa propre décision remise en question sans qu'elle puisse s'y opposer ! Voici un homme, un exploitant agricole sans nul doute, qui a dû choisir son achat, y mettre toute son énergie, ses économies, qui a sans doute en vue d'agrandir son lopin de terre pour laisser à ses enfants une propriété plus grande que celle qu'il a reçue (et l'on sait bien qu'à cette époque le signe de la réussite est l'accumulation des biens fonciers), voici donc un homme — ou une femme — qui voit tout le fruit de ses efforts réduit à néant !

L'exporte peut être faible en valeur (5 deniers dans l'ensemble). Elle n'en a pas moins une valeur juridique considérable. Par elle se trouve signifié ce droit éminent du seigneur sur la terre qu'il a concédée. Sa traduction par le retrait féodal, dans des cas rares mais significatifs, montre parfaitement que le droit de propriété du tenancier n'est pas encore total. Il reste partagé entre deux titulaires. Et si l'acquéreur peut bien transmettre par vente ou héritage son bien, il n'en reste pas moins que pèse sur sa tête cet extraordinaire droit qui rend toujours relatif son droit sur sa propre terre. Sans doute ce vassal ne pensait-il pas qu'ils pourraient un jour se débarrasser de cette contrainte. Comme on comprend que la Révolution lui soit apparu comme une véritable libération et la conquête d'une propriété presque sans entrave celle d'un droit irréversible...

L'impact économique

Annuels, perçus en argent ou en nature (souvent les deux) cens et rentes constituent pour le seigneur un revenu régulier.

Tentons une approche de leur importance, même si l'absence pour Saint-Morillon de tout rôle de taille ou du «vingtième» rend difficile des comparaisons qui ailleurs peuvent s'effectuer.

En un premier temps, il faut noter l'absence, dans le village, des «agrières», plus communément appelées «champart», droit annuel proportionnel aux récoltes. Leur disparition progressive est assez générale en Gironde ; à Saint-Selve on en trouve quelque trace. Par contre le Registre des exportes n'en mentionne pas, à ma connaissance, pour Saint-Morillon. Tous les cens et rentes relevés le sont en argent, pour une somme fixée une fois pour toutes pour toutes une génération le mouvement est général en Gironde ²³.

Sachons ensuite que le montant de ces redevances varie de région en région et selon le type de terrain exporté.

C'est ainsi que G. Aubin, examinant des seigneuries proches de Bordeaux donne, pour un journal de vigne, 4 sols-journal ; pour un journal de terre un peu moins. Mais ailleurs la moyenne peut tomber à 2 sols ²⁴.

Plus au sud, parfois à l'est on a les chiffres suivants :

21. Registre des exportes au 26 et 27.08.1750.

22. J. Valette, *Doc. pour servir à l'histoire de Labrède aux 17^e et 18^e siècles*, A.D.Gir. p. 21 se référant à la série 3E 46905. L'exemple vient de Labrède mais de la même seigneurie ou du même seigneur qu'à Saint-Morillon de Labrède.

23. G. Aubin *op cit.* p. 278 précise que pour l'ensemble de la Gironde 90 % des terres sont passées au cens en argent.

24. G. Aubin *La Seigneurie en Bordelais op cit.* p. 295, notes 63. 355 L. de cens pour 644 = un peu plus de 11 sous l'hectare (soit environ 4 sols/journal).

Pour un hectare de vigne on a 0 L 527 = 4 sols/journal
Pour un hectare de terre on a 0 L 417 = aux environs de 3s/J
Pour un hectare de pré on a 0 L 589 (le tout à diviser par trois pour retrouver le journal).

Dans la seigneurie de Caudrot.....1/2 sol journal ²⁵

Dans la paroisse d'Eyrissans..... 0,2 sol (162 sous pour 742 journaux)

A Guîtres,..... 0,2 sol (80 sous pour 339 journaux) ²⁶

ou encore à Sallebœuf, dans l'Entre-Deux-Mers, 23 sous pour 26 journaux, soit 0,88 sol/journal.

Revenons à Saint-Morillon.

Les 5 d de cens et rentes de

Pierre Augeon pour 1000 m2 donneraient...3d/J.

Les 6 s 5 d d'A. Darriet pour 12 journaux...0,5/J.

Les 14 s 8 d de Croisillac pour 46 journaux...0,33 s/J.

Les 1 L 16 s d'Heberard pour 265 journaux..0,13 s/J.

et les 5 L 8 s de Descoutures pour 324 journaux.0,33 s/J.

On se rapproche ici des valeurs données par P. Charriau, sans doute parce que les tenures dont il fait état sont de moindre valeur que celles situées près de la grande ville.

Reste à évaluer ce que peuvent représenter les «rentes» en nature, fixées une fois pour toutes. Ces «picotins de blé» ou de seigle, ces poules dont le plus souvent il est réclamé 3/4 ou — humour inconscient qui nous fait rêver : 5/8^e de ce même volatile (Descoutures).

25. G. Aubin *op cit.* p. 304.

26. P. Charriau, «La réaction féodale en Guyenne», thèse de droit, Bx 1947, p. 23 et suiv.

27. Pour tout ceci, j'ai suivi les Registres des exportes et c'est à la date des Actes qu'il faut se référer. Aux références déjà citées jusqu'à la note 21, il faut ajouter :

• pour Mensenqual : texte du 28.12.1721

• pour Dutauzin : texte du 15.02.1722

• pour Litteris (ou Lictoris) du 06.08.1740

• On pourrait en ajouter bien d'autres :

tel Marc Cremoux qui devra une paire de poules (en plus de 12 d 5 s.), Camontes une paire de chapon (autre 2 d), Chauvet 3 picotins de seigle (sans cens et rentes argent), mais pour beaucoup on ne connaît ni l'étendue de leur bien ni même ce qu'ils doivent...

28. G. Aubin *op. cit.* p. 396 En 1772 «les journaliers du Médoc se plaignent que leur journée soit encore à 12 sous» et sous la note 217 du même chapitre I du titre 2 : à Latour les femmes perçoivent 5 sous par jour en 1774 et 6 sous à partir de 1782". Il faut noter avec cet auteur que le Médoc des grands crus était sans doute mieux payé qu'ailleurs. La journée à 10 sous est donc plausible en pays de Graves.

Si le prix de la poule saint-morillonaise ne nous est pas connu (mais celui du chapon s'établit autour des 25 sols) celui des boisseaux de céréales est bien précisé par les textes pour la majeure partie de la période. Les déclarations de revenus établies par les curés, pour contrôle par l'archevêché, font état pour la période de 1728 à 1750 d'un prix moyen de 6 livres pour le boisseau de blé, de 3 pour celui de seigle et de 50 s pour celui de millet. (1 boisseau valant 3 picotins).

A partir de ces éléments essayons de chiffrer le complément versé par nos tenanciers propriétaires à leur seigneur.

Arnaud Darriet à ses 6 s 2 d de rente ajoutera 1 L 3 s (1 picotin)

Croisillac à ses 14 s 8 d ajoutera 3 L (3 picotins de seigle)

Heberard à son 1 L 15 s ajoutera 6 L (3 picotins de blé)

Descoutures à ses 5 L 8 s ajoutera 2 L (2 picotins de seigle)

Les cas sont innombrables de ce supplément de redevance : d'un Jean Bertrand qui ne devait que 2 s 6 d et qui doit ajouter à cela 1/4 de picotin de blé (soit 7 sols en plus) à un Laurent Mansenqual qui ne verse aucun cens en argent mais doit 1 paire de chapons «bons et raisonnables» (50 sols), à un Jean Dutauzin qui à ses 24 sols 2 d ajoute 5 picotins de seigle soit près d'un boisseau et demi, environ 4 L et demie.

Quant aux Litteris, encore seigneurs de Saint-Morillon de Barsac, ils doivent, en 1740, 3 livres de cens et rentes auxquels s'ajoutent 1/4 de boisseau de seigle, 2 livres de chandelle, et 3 journées de manœuvres «à bras et à corps», en fait 3 journées de corvées ²⁷.

La charge en espèces se trouve ainsi considérablement accrue. A quoi la comparer, puisque le montant des impôts réglés n'est pas connu ? Il nous reste le prix d'une journée que G. Aubin ²⁸ établit au maximum pour le Médoc à 10 sous par jour (soit 1/2 livre). (sans doute un peu moins chez nous, pour un homme). Ainsi dès qu'un propriétaire-vassal verse soit directement soit en nature la contrepartie de 20 sous (ou 1 livre) cela équivaut au prix qu'il aurait payé à un travailleur agricole pour deux journées de labeur.

Jean Bertrand déboursa donc la valeur d'une journée ; Mansenqual pour ses 2 chapons celle de 5 journées ; Dutauzin beaucoup plus du fait de ses picotins que de celui de ses cens, 6 L et demi soit 13 journées ; Croillac plus de 6 journées ; Heberard plus de 13 et Descoutures plus de 4. Cela est sans nul doute non négligeable. Le poids des redevances féodales serait très mal connu si l'on s'en tenait aux seuls cens et rentes en espèces.

Quant à l'avantage pour le seigneur, il est considérable : de partout (et non seulement de Saint-Morillon de Labrède) mais encore de Labrède, de Martillac, de l'Entre-Deux-Mers, d'Agen, lui parviennent ces ressources en nature dont le total est considérable. P. Barrière avait déjà noté que riche en capital, mais moins en revenus sonnants et trébuchants, Montesquieu avait besoin de veiller à la perception de ces rentes en nature qui lui apportaient un supplément de revenus et l'empêchaient de déboursier pour sa nourriture quotidienne.

Tout cela réglé, notre vassal n'est pas encore quitte : à l'occasion de tout achat immobilier, qu'il s'agisse de maison ou de terre, le voici à nouveau dans l'obligation de se rendre à Labrède. Une chose, ses rapports avec le notaire, l'établissement de l'acte d'achat, la fixation du prix ; une autre le versement au Seigneur d'une taxe sur les transactions : les fameux «lods et ventes».

Si leur trace est fréquente, la mention de leur paiement apparaissant en marge de l'acte, leur montant est moins souvent précisé. Il faut aller ailleurs à leur recherche.

Saint-Selve en apporte quelques exemples : qu'un certain Jean Bedouret, à l'occasion d'un achat de terre (pour 120 livres) dont il devient propriétaire les règle : il versera au sieur de Pommarede 12 % de son achat. Que ce même Bedouret effectue une transaction avec le comte de Beautiran, cette fois c'est au Roi qu'il règlera ces mêmes 12 %. Un peu plus tard, à Saint-Morillon même, J.-B. de Montesquieu les percevra à un taux identique de A. Subervie. Par contre le seul acte concernant Montesquieu lui-même à Saint-Morillon à l'occasion d'un acte passé par P. Boyreau ne fait mention que de 7 %. Ce cas semble isolé et c'est le pourcentage précédent qui est le plus répandu, semble-t-il²⁹.

Deux siècles après, nous ne cessons de nous étonner de la variété, de l'importance et même de la raison de ces droits. Le déclin de la féodalité, commencé depuis longtemps, les rend, dit-on caduques. Force nous est de remarquer qu'ils sont, en ce milieu du siècle bien vivants et bien acceptés. Le droit de propriété se trouve ainsi limité pour le particulier qui hérite ou acquiert un bien immobilier. En contrepartie la seigneurie détient un droit «éminent» bien réel et bien vivant. Il s'évalue en argent et constitue une rente réelle. Parfois, rappelons-le, il va jusqu'au droit de déposséder — moyennant indemnité mais réellement — le propriétaire.

La féodalité ne «se survit» donc pas au XVIIIe siècle : elle vit et prospère. Aucun de ses aspects économiques et financiers n'est négligé par ses titulaires : Montesquieu en fournit un exemple parfait.

Cette étude se veut connaissance du concret du village au temps du Philosophe. Comment ignorer, dès lors, ce qui va venir après lui, lorsque des documents tirés de notre documentation familiale, nous donnent à connaître les premiers craquements qui, peu de temps après la mort du père, vont se produire du temps du fils.

Une crise féodale au XVIIIe siècle

Pour juger de l'action de Montesquieu et de l'évolution des mentalités, on aimerait pouvoir prendre du recul et posséder quelques moyens de comparaison.

C'est Jean-Baptiste, le fils de Charles de Secondat, qui, en 1770, (son père n'est mort que depuis 15 ans) nous fournit cet observatoire privilégié. A cette date, en effet, l'ensemble de ses vassaux rechigne devant leurs obligations, tardent à régler les cens, refusent d'en verser les arrérages, négligent les lods et ventes. On a l'impression que c'est l'ensemble du système qui se détraque³⁰. Devant ces difficultés, le nouveau

29. Documentation familiale.

30. voir ce document en annexe.

seigneur remonte directement au Conseil du Roi. L'appel sera entendu et justice rendue en faveur du seigneur local en des termes particulièrement vigoureux «nous commandons par les présentes qu'à la requête du dit Secondat, lui fasse payer incontinent et sans délai les rentes, arrérages d'icelles, lods et ventes et autres droits qui lui sont légitimement dûs». Le conseil fait ainsi sienne la requête du plaignant qui désirait voir «consolider la Seigneurie».

Que le père ait commencé à percevoir les prémices de ces difficultés, l'accroissement des retraits féodaux vers la fin de sa vie le laisse supposer. Rien de comparable cependant avec cette tendance nouvelle et la généralisation d'une contestation qui survient avant même qu'une génération se soit écoulée.

Nanti de cette décision revêtue de l'autorité royale, notre suzerain ne va pas s'arrêter en si bon chemin : il passe aussitôt à l'exécution.

Un vassal réduit à résipiscence.

Au moment même où il saisit le Conseil du Roi, il a les plus graves difficultés avec l'un de ses vassaux, André Subervie, qu'il va poursuivre en paiement des lods et ventes.

5 ans après, ne lachant pas son vassal indocile, c'est à une «reconnaissance féodale» en règle qu'il l'oblige³¹. Sous la menace d'une «saisie féodale» ce dernier doit s'y résoudre. Peu importe l'enjeu (ici un simple taillis de bois, à Luzier, cette maison noble que son père a achetée en 1754). Ce sont les formes de cet hommage qui vont nous retenir.

Seigneur et vassal sont donc en présence — physiquement (jamais, il faut le noter, Montesquieu le père, ne s'était permis cette exigence et ne l'avait imposée à autrui, la simple signature de l'acte lui suffisant).

31. C'est ici la survivance de l'ancien droit féodal. Il y avait des «terres nobles» et des terres roturières. D'où la différence des hommages. Pour les terres roturières, un simple hommage écrit est suffisant ; pour les terres nobles, cet hommage s'appelle «reconnaissance féodale» et le «retrait féodal», «saisie féodale». Mais en fait, il n'y a aucune différence entre les terres. Normalement le «retrait féodal» ne s'applique qu'aux terres nobles. Mais l'exemple de la terre Dubert (p. 5-6) laisse à penser qu'il pourrait s'appliquer aussi aux terres non nobles.

En un premier temps, le «sieur Subervie s'incline devant ledit seigneur de Secondat. Devant lui, il met un genou en terre, tête nue, sans gants, épée, botte ni éperons. Et en cet état a promis et juré audit seigneur la foi et la fidélité qu'il lui doit.»

On a du mal, malgré tout, à prendre pour argent comptant cette formule. D'autant qu'on en connaît la raison, précisée par le notaire royal : «foi et fidélité qu'il lui doit pour la raison de la dite pièce de taillis noble» au domaine de Plantat.

L'objectivité commande ici de relever qu'une telle façon d'agir n'était pas exceptionnelle. Deux ans auparavant, Vincent Croisillac avait rendu hommage de la même façon et plus de 50 ans plus tôt son oncle Jean Baptiste avait dû agir de façon similaire, «Dame Catherine de Mellon, veuve du sieur de Montferrand, baron de Landiras et Seigneur de Luzier» l'ayant ainsi exigé. Deux procédures d'hommage coexistaient donc à Saint-Morillon, différentes selon que la dépendance féodale s'adressait aux seigneurs de Labrède où à ceux de Landiras-Luzier. L'actuel seigneur a donc le choix entre deux façons d'agir : celle dont son père a toujours usé, écrite, rapide, sans formulations superflues, et celle, plus traditionnelle, des barons de Montferrand. Comment ne pas voir chez le fils du philosophe le goût d'antiques pratiques que son père, assurément plus moderne, avait déjà remplacé par d'autres plus simples que, fréquemment absent de sa seigneurie, il avait dû généraliser.

Mais revenons à notre texte, de plus en plus extraordinaire pour nos conceptions modernes : «Subervie, rapporte le Notaire a offert (à son seigneur) le baiser de bouche» !

Après quoi ledit seigneur l'a pris par la main et lui a promis protection, secours et garantie que tout seigneur doit à son vassal et hommager selon l'usage et la coutume».

Que Jean Baptiste de Montesquieu ait eu quelques ressentiments devant l'attitude de son vassal, sans nul doute. Comment, à nouveau, ne pas noter la différence d'attitude entre le père et le fils, entre la simplicité du premier et l'exigence d'archaïsme du second !

Retenons qu'au moment où le philosophe s'en tenait à l'essentiel subsistait dans le village même une toute autre façon d'agir dans les rapports sociaux — ici sous leur forme féodale. Sans doute faisait-il bon vivre sous sa houlette...

Montesquieu, Seigneur de Saint-Morillon

Trente années se sont écoulées depuis que Montesquieu est entré en possession de son héritage. Pris par ses occupations professionnelles au Parlement de Bordeaux, ses travaux littéraires, sa participation au fonctionnement de l'Académie de sa ville, ses séjours parisiens liés à son élection à celle de Paris, il s'est longtemps contenté de gérer ses biens, qu'il s'agisse de sa propriété propre ou de sa baronnie.

Le voici qui, subitement, se tourne vers l'agrandissement de ses possessions : «Seigneuries» et «Maison nobles» le tentent. La réalisation de ses grands projets commence par Saint-Morillon.

Les deux documents essentiels — conservés, par l'intermédiaire des Archives notariales de Labrède, aux Archives départementales de la Gironde — en retracent les principaux moments : le premier, acte d'achat, plus juridique ; le second, «Prise de possession», plus détendu, chronique d'une journée de printemps, description à la fois de la façon d'agir du nouveau seigneur et de la réaction de ses nouveaux administrés...³²

L'achat d'une seigneurie

Un village vendu à l'encan

5 000 Livres. Tel est le prix versé par Montesquieu pour se rendre maître, en 1746, de Saint-Morillon de Barsac.

5 000 Livres pour être maître des droits de justice, maître des droits d'administration qui en découlent, maître des droits honorifiques, symboles mêmes de la seigneurie !³³

Autant notre conception moderne de la souveraineté et du droit public se trouve heurtée par cette sorte de mise à prix, autant le XVIII^e siècle y était accoutumé et le philosophe ne fait ici que se conformer aux mœurs de son temps. Son achat à J. B. de Litteris n'a donc rien de particulièrement extraordinaire : la «justice» est patrimoniale et nul ne pense à y redire dans le principe.

A se référer à des transactions similaires, aux 25 000 Livres³⁴ versées par le Président Lalande pour l'acquisition de Beliet et du Barp, aux 28 000 par les Baritaut pour Soullignac (et ceci dans des conditions semblables puisque les acquéreurs ne recherchent que des «droits» et non des revenus) bien petite est la Seigneurie saint-morillonnaise : il est vrai qu'elle ne comporte qu'une partie du village, celle située sur la rive droite, la rive gauche faisant partie depuis toujours de la Baronnie de Labrède. Mais il est vrai qu'elle comporte l'église.

Si l'on sait qu'au même moment Montesquieu verse 6 000 L pour un simple moulin, à Lacanau et que quelques années plus tard, la «Maison noble» de Luzier, dont le principal intérêt est encore un moulin, ne vaut toujours que 6.000 F., on aura une idée plus précise de l'importance de l'achat de 1746. En fait, ce que recherche le nouveau seigneur, ce n'est pas un revenu, mais une source supplémentaire, d'influence et de pouvoir³⁵.

Par ces achats successifs, le premier lui donnant en outre un droit «éminent de suzerain» et non «de propriétaire» précise le texte, notre baron de Labrède tient tout le village, et en particulier les 3 moulins qui s'y succèdent le long du Gua-Mort. Il enferme ainsi la communauté des habitants dans un réseau de droits et d'obligation dont l'accumulation est significative et qui force à penser que Montesquieu poursuit ici une véritable politique dont il sera nécessaire de rechercher les raisons profondes³⁶.

32. on trouvera le premier d'entre eux en annexe et le second en tête de notre section deuxième du présent chapitre.

33. A.D.Gir. A. Not. Labrède Livre des exporles. Au 24.03.1746.

34. G. Aubin «La Seigneurie en Bordelais» p. 383 et suiv.

35. A.D.Gir. A. Not. Labrède Livre des Exporles au 30.07.1754 pour Luzier

36. Voir Acte d'achat de la Seigneurie puis de la Maison Noble.

Les textes, donnés dans leur entier en annexes, se rapportant à cet achat et à la prise de possession qui a suivi, posent bien des problèmes, en particulier touchant aux motivations qui poussent Montesquieu à s'engager dans cette nouvelle politique.

Rien n'étonne plus cependant que l'apathie des habitants, sans réaction devant ces ventes qui les ballotent de l'un à l'autre, d'un Litteris qui les cède après les avoir acquis 7 ans seulement auparavant, à un Montesquieu qui semble ne faire qu'un simple placement.

Certes, les droits de justice sont redisons-le «patrimoniaux» et peuvent faire l'objet de transactions comme tout autre bien. Mais enfin, il n'y a pas tellement longtemps, et pas tellement loin de chez nous, que les habitants de Bommes se sont rassemblés «pour s'opposer à l'aliénation des domaines, justice et seigneurie de la prévôté de Barsac»³⁷ ; que ceux de Saint-Macaire ont préféré verser 8 000 livres que d'être cédés par le Roi à un quelconque seigneur local³⁸ et encore plus près (en 1726) que ceux de Baurech en Entre-deux-Mers ont nommé un syndic «pour s'opposer à l'aliénation de la justice de la paroisse de Montuchan, surprise par la Dame de Brach et le sieur son fils... s'accorder avec les syndics des autres paroisses de la dite prévôté (d'Entre-deux-Mers) s'opposer avec les dits habitants de la dite paroisse de Montuchan à l'enregistrement des lettres surprises par la dite dame...»³⁹

Pour comprendre le défaut de réaction des villageois il nous faut remonter dans le temps et accepter d'effectuer un retour en arrière d'un siècle...

37. A. Anglade *op. cit.* Sur le château de Saint-Selve. G. Aubin *op. cit.* p. 218 note 13.

38. G. Aubin *op. cit.* p. 218 note 11.

39. G. Aubin *op. cit.* p. 238 note 10.

40. Abbé Gaillard, *La Baronnie de Saint-Magne*, 2 vol. Bx 1911 et A. d'Anglade, «Le château de Saint-Selve» dans *Bulletin de la Ste Bordes*, 1966.

41. Anglade *op. cit.* En plus des 12 180 livres, les frais seront de 500 livres plus 4 000 L. pour le trésor royal. Tout cela à partager entre les 3 villages. (41 bis voir in fine).

Une crise de la seigneurie au XVIII^e siècle

En 1636, la royauté doit faire flèche de tout bois. Les troupes espagnoles ont envahi le pays. Paris se voit déjà conquis : c'est l'année de Corbie où tout risque de basculer... Aux abois, le Roi vend ses seigneuries. En Guyenne, une partie de celles qui forment la prévôté de Barsac ; dans le Cernès, les 3 qui longent le Gua-Mort de Cabanac à Saint Seve (vieil orthographe de notre commune voisine) en passant par Saint-Morillon de Barsac. L'archevêque de Bordeaux s'en porte acquéreur, pour les revendre quelques années plus tard (1743) à Guillaume de Guérin, un hobereau en mal de noblesse, déjà maître de la Maison noble du Puch, qui voit là, assurément, un moyen de s'élever dans la hiérarchie sociale. Le voici, d'un coup, titulaire de 3 seigneuries !

Le Roi à Paris, l'archevêque, à Bordeaux, passe encore. Mais un seigneur justicier à leur porte même... Unanimement les vassaux de la triple seigneurie se révoltent, proposant de racheter à Guillaume de Guérin la justice qu'il vient d'acquérir. L'abbé Gaillard dans son histoire de la Baronnie de Saint-Magne et après lui G. d'Anglade⁴⁰ ont relaté les épisodes de cette dure et longue bataille qui pendant un demi-siècle va opposer candidat à la seigneurie et villageois récalcitrants. Quelle rancœur sans doute chez G. de Guérin, quelle humiliation, quel désir de revanche lorsque par deux fois, ses nouveaux vassaux obtiennent satisfaction devant le conseil du Roi. Un premier arrêt de 1643 ne leur donne-t-il pas raison en effet, fixant le prix du rachat à 12 180 livres, et un second du 30.11.1645 ne confirme-t-il pas leur victoire après qu'ils eurent décidé de s'auto-imposer pour le remboursement de cette somme ?⁴¹

Devant l'obstination de G. de Guérin, un nouvel arrêt du Conseil royal sera nécessaire : le 03.08.1651, défense lui sera faite d'administrer la justice dans les trois paroisses.

Victoire des villageois ? Ce serait mal connaître notre nouveau seigneur. Comment se laisser dépouiller, comment se déclarer vaincu tant qu'un espoir subsiste ? Cet espoir, il ne réside plus au sommet de l'administration mais, cette fois, dans le Parlement

de Bordeaux. Vaine tentative : en 1656, l'arrêt de cette juridiction lui est encore défavorable... Il n'était, heureusement pour lui, plus de ce monde pour assister à son échec.

Laissons nos concitoyens savourer quelque temps leur succès. S'ils l'avaient cru définitif, ils se seraient lourdement trompés ! Lors de son remariage avec Pierre de Gascq, seigneur de Razens en Bazadais, la petite fille de Guillaume reprend l'affaire en main. Son mari était-il un personnage plus influent — l'époque était-elle plus favorable pour elle ? Quoiqu'il en soit, l'action intentée derechef devant le Conseil du Roi lui est maintenant favorable : le 22.07.1669, l'arrêt du Parlement est cassé, les Razens mis en possession des 3 seigneuries. Dès lors l'affaire est entendue et deux appels des habitants en 1673 et 1674 entièrement vains.

40 ans : tel aura été le délai nécessaire pour une décision définitive. Mais là encore ne soyons pas trop rapides dans nos conclusions. 30 ans ne se sont pas écoulés que les enfants des vaincus (une génération entière a passé) reprennent le combat ! En 1702, une Assemblée de la triple seigneurie redemande à l'Intendant la possibilité de racheter la justice ! Mémoire des habitants, enquête de l'Intendant, réponse à celle-ci, mémoire en défense des Razens précisant les sommes — importantes — que les communautés devraient déboursier... L'affaire n'aura pas de suite : il n'est pas possible d'admettre un endettement nouveau, celui supporté par chacun des trois villages étant déjà considérable.

Mais tout autant que l'échec final, important ici les raisons invoquées dans cet ultime combat : en recherchant à être rattaché aux juges royaux plutôt que seigneuriaux, nos demandeurs soulignent avec force qu'ils échapperont, dans le domaine de l'administration — à la collusion entre représentants du fisc et de la seigneurie. La taille en sera mieux répartie. Les « corvées » retiennent surtout les plaignants. Elles sont mal réparties, ils ne devraient même pas y être assujettis « étant nés libres ».

Cette revendication n'aura cependant aucune suite dans l'immédiat. Vaincus définitivement (et sûrement à grands frais) les habitants s'abstiendront dorénavant de toute manifestation revendicative, pas plus

lorsque la Seigneurie de Saint-Morillon de Barsac sera vendue en 1739 aux Litteris que lorsqu'elle sera cédée par ceux-ci, en 1746, à Montesquieu lui-même.

Les raisons d'un achat

En 1746, Montesquieu a 57 ans. Tout autant que la maturité — et la notoriété — les 30 années écoulées lui ont apporté une assise financière importante. Quelques années auparavant (1736) la vente définitive de sa charge de Président à mortier du Parlement de Bordeaux lui a rapporté la coquette somme de 136 000 livres. Capital considérable qui lui permet de marier ses enfants, de les doter, de continuer à soutenir son train de vie d'académicien, à Paris ⁴².

Les soins qu'il apporte à ses propriétés, en particulier à ses vignes, dont il vend une partie de la récolte en Angleterre ⁴³, à ses « cens et rentes » d'autre part, contribuent à son aisance, lui permettant de disposer non plus de capitaux immobiliers, mais de revenus et de liquidités.

Lorsque Saint-Morillon de Barsac a été libre pour la première fois en 1739, cette date était trop rapprochée des opérations financières liées à la vente de sa charge de Président pour qu'il puisse s'intéresser à son achat. Lorsqu'il est à nouveau en vente en 1746, l'occasion est trop belle pour qu'il la laisse passer. La proximité territoriale aidant, le voici suzerain de l'ensemble du village.

Les arguments économiques et de voisinage sont sans doute essentiels : ils ne constituent cependant que l'un des éléments de sa démarche. Le développement de la puissance parlementaire, qui va de pair avec son expansion sociale, n'y est pas étrangère.

42. P. Barrière : Un grand provincial : Charles Louis de Secondat, baron de La Brède et de Montesquieu Bx 1946 a souligné tout cet aspect de la vie familiale et économique du philosophe.

43. En 1737, il écrit à un lord anglais de ses amis : « Je vous dirai, mon cher, que je suis depuis 15 jours à La Brède où je plante des choux. Je voudrais bien que vous y vinssiez tuer des canards. Pour votre serviteur, il est occupé à dépecher son vin dans le royaume d'Irlande ». Et à un autre correspondant : « je vous dirai, mon cher abbé (l'abbé de Guasco, ami particulièrement cher, qui entretenait avec lui une correspondance suivie) que j'ai reçu des commandes considérables de l'Angleterre pour les vins ». Cité par Ch. Dormontal dans « Montesquieu écrivain, amoureux », vigneron, p. 218.

En 1755, par exemple, la Seigneurie de Beliet est-elle à céder, que s'en porte acquéreur un conseiller au Parlement le sieur de Lalande. S'agit-il du fief de Soullignac, l'acheteur est un autre conseiller au Parlement, Baritaut.

On peut en multiplier les exemples, en liaison même avec l'expansion de la puissance parlementaire dans le vignoble proprement dit. Beliet, revendu, passe aux mains de Pichard... à nouveau un Président au Parlement... Ce même Pichard acquerra Salles, Lugos, en plus de Saucats dont il est le baron !

Un peu plus tard, le marquisat d'Uzeste passera aux mains d'un de Grocq, « conseiller du Roy et garde des sceaux en la chancellerie près la cour des Aydes » — Saint-Magne aboutira entre celles d'un Casenave, « Secrétaire du Roy ; et la baronnie de Portets et Arbanats en celles des enfants Seguinau, lui-même de son vivant également « Secrétaire » royal ⁴⁴.

Ce mouvement qui porte irrésistiblement la magistrature bordelaise à l'assaut de la seigneurie, c'est bien auparavant qu'il commence sur les rives du GUA-MORT.

Saint-Selve possédé par Marie de Gasq de Razens n'est-il pas passé par son mariage en 1712, à son mari Jean de Saint-Marc, Seigneur de La Tour Blanche, mais également « Président-Trésorier de France, en Guyenne. En fait ce sont tous ses droits sur la triple seigneurie — et donc sur Saint-Morillon qui sont ainsi transmis à la famille des Saint-Marc.

Saint Marc contraint, en 1739 de réaliser quelques-uns de ses biens Saint-Morillon (de Barsac) sera cédé à un Litteris : on ne s'étonnera pas qu'il soit, lui aussi, Conseiller au Parlement... Enfin, lorsque celui-ci s'en séparera à son tour, ce sera pour le remettre à Montesquieu, lui-même ancien président à Mortier, est-il besoin de le rappeler. Qu'il ait revendu sa

44. G. Aubin Thèse polycopiée p. 597 et 602 et Ed. définitive p. 383 et suiv.

45. Montesquieu : dans « l'Esprit des Lois ». Sur le rôle de l'aristocratie, au ch. 6 du Livre XI de l'*Esprit des Lois* : « il y a toujours dans un Etat des gens distingués par la naissance, les richesses ou les honneurs mais s'ils étaient confondus parmi le peuple et s'ils n'y avaient qu'une voix comme les autres, la liberté commune serait leur esclavage et ils n'auraient aucun intérêt à la défendre parce que la plupart des résolutions seraient contre eux ».

charge n'a ici que peu d'importance : notre philosophe restera pour tous ceux de sa génération et de sa région « le Président » et sa titulature nobiliaire ne manquera jamais de le rappeler.

La boucle est donc bouclée : l'insertion de Montesquieu dans le grand courant de la montée de l'aristocratie parlementaire, certaine.

"Point de monarchie, point de noblesse. Point de noblesse, point de monarchie" se mit-il à répéter ⁴⁵.

Prise de Possession par Montesquieu de la Seigneurie de Saint-Morillon, le 25.03.1746.

Le texte donné dans son intégralité à la page qui suit est tiré du Registre des exporles des Archives notariales de La Brède.

Sans doute ne doit-il pas être surestimé : de nombreuses seigneuries en possèdent assurément de similaires. Mais pour les habitants du village, il engage leur vie quotidienne : influence d'un nouveau suzerain, habitudes judiciaires différentes, actes d'administration émanant de nouveaux responsables.

Dans sa brièveté, c'est tout un moment de la vie publique en milieu rural qu'il met en scène. Suivons ce précieux guide. J'en propose le texte original avant d'en présenter un commentaire à la date du 25 mars.

Publication du texte original des Archives notariales de La Brède

Aujourd'hui vingt cinquième mars, jour de la feste de Notre Dame, Mil sept cent quarante six, parès midi, par devant moy, Notaire Royal à La Brède et en Guyenne soussigné,

a comparu Haut et puissant Seigneur Messire Charles de Secondat, chevalier, Seigneur baron de Montesquieu, La Brède, Raymond et autres lieux, ancien Président à mortier au Parlement de Bordeaux et l'un des quarante de l'Académie française, estant maintenant dans son chateau de La Brède, qui a dit que par contrat du jour d'hier, retenu par moy, Notaire royal, il aurait acquis de Messire Jean-Baptiste de Lictérie,

Conseiller du Roy audit Parlement de Bordeaux, la Justice Haute, Moyenne et Basse de la partie de la paroisse de Saint Morillon dite de Barsac, avec

tous les droits honorifiques dépendant de la justice, le Banc qui est dans l'Eglise affecté à ladite seigneurie, laquelle Eglise est située dans la partie vendue,

les droits d'échange, cens, rentes quelconques que le dit Seigneur de Lictérie pouvait avoir dans toute l'étendue de la paroisse,

de tout quoi le Seigneur de Montesquieu désirant prendre possession réelle, à cette fin nous a requis transporter en sa compagnie dans le Bourg et Eglise de ladite paroisse de Saint Morillon.

Ce qu'ayant accordé, sommes partis du Chateau de Labrède et étant parvenus dans le bourg dudit Saint Morillon, en la maison curiale, nous a été dit par le sieur Martin, que le sieur Curé, depuis quelques mois être absent et le Sieur Lafon, prêtre desservant ladite cure, être dans l'Eglise à dire complies.

Et ayant été ledit Seigneur tout de suite dans ladite Eglise comme les habitants en sortaient, auxquels habitants ayant nous même fait savoir le sujet pour lequel ledit seigneur s'était rendu audit lieu, iceux habitants furent rentrés dans la dite Eglise.

En présence desquels ledit Seigneur a pris la possession de ladite Justice par l'entrée qu'il a fait dans l'Eglise en la dite qualité de Seigneur.

Lui ayant ledit sieur Lafon, prêtre, présenté l'eau bénite à l'entrée de la dite Eglise et ensuite conduit à la principale place d'honneur où était ci-devant le banc affecté au Seigneur Justicier. Lequel Banc, lesdits habitants ont dit qu'étant très vieux et rompu, Mr de Lictérie l'avait fait sortir dans l'objet d'un rétablir un neuf, ce qu'il a négligé à cause qu'il en a un tout près comme propriétaire de Camarset.

A laquelle place où était le banc, ledit Seigneur ayant fait la prière à genoux, pendant que le sonneur de cloches carillonnait avec les cloches en signe de la dite possession. Et ayant le dit Seigneur sorty de la dite Eglise en compagnie du sieur Lafon, le dit Seigneur et les Habitants se sont rendus à la maison curiale.

Auquel lieu aurait été dit de nouveau à haute voix par nous notaire, en présence des dits habitants, de plus de deux cents personnes de tout sexe, que ledit Seigneur avait acquis la justice de la partie de Saint-Morillon de Barsac, de Mr de Lictérie et que ce qu'ils viennent de voir en estait la prise de possession. De quoi les dits habitants en auraient donné signes de joie par les respectueuses félicitations que les principaux d'entre eux ont eu l'honneur de faire au dit Seigneur qui, étant sorti de la Maison curiale s'est rendu au Moulin appelé du Notaire, relevant de la Seigneurie acquise.

Dans lequel Moulin ledit Seigneur, non comme propriétaire mais comme Seigneur, en aurait fait lacher les eaux et ensuite remettre les pelles au fond

et fait dans l'étendue de ladite justice, en présence du (peuple ?) divers autres actes possessoires sans aucun trouble ni empêchement.

De quoi ledit seigneur en a requis acte.

Octroyé, fait et passé dans ladite paroisse en présence desdits habitants, et de Sieur René Jude, Bourgeois de Bordeaux, de Mr André Basset, greffier de la juridiction de Labrède et de Sieur Louis Boyreau, Marchand, habitant du lieu de Piron, situé dans la paroisse de Saint Morillon de Labrède, témoins à ce requis.

Jude Secondat de Montesquieu

Basset Boyreau

Latapie

Controlé à Portets le 2 avril 1746

Folio 99 R (eçu) sept livres treize sols

compris les 4 (deniers ?)

signé illisible.

En la fête du 25 mars

Le printemps vient de débiter, le soir tombe : c'est l'heure de complies...

Le Notaire royal ne nous dit rien du temps qui règne en ce 25 mars, de façon directe. Mais le nouveau Seigneur et lui-même sont venus sans encombre de Labrède : sans nul doute il fait beau.

Une grande partie de la population est rassemblée : elle est venue en fin d'après-midi : l'heure canoniale de « complies » ne se situe t-elle pas après Vêpres, vers les 6 heures du soir ?

Le 25 mars, fête de l'annonciation et grande date liturgique : Montesquieu pour se faire connaître comme nouveau haut-justicier ne pouvait trouver mieux. Ce choix n'est pas innocent, il dénote chez celui qui l'a retenu, un certain sens des relations publiques. Retenant une date chère aux chrétiens, il se trouve assuré d'être en présence d'une bonne partie des paroissiens.

En même temps, le choix de l'heure dénote chez Montesquieu une certaine discrétion. En ville, une messe aurait sans doute été nécessaire. Il ne le pense pas et se contente d'une liturgie d'après-midi, plus modeste. Cette simplicité est bien dans la note du Seigneur de Labrède, qui ne s'en départit pas alors que les circonstances auraient pu l'y pousser.

Les formalités de la « prise de possession » sont au nombre de trois : en ce temps d'union de l'Eglise et de l'état, les deux premières se passent à l'intérieur de l'église et devant la « maison curiale » ; la troisième, purement civile, en divers lieux de la paroisse.

C'est par l'église que tout commence.

En l'absence du Curé, c'est un prêtre desservant, le « sieur Lafon » qui reçoit officiellement le récipiendaire.

Les paroissiens sortaient tout juste de l'église ; ils y rentrent (on se demande dès lors s'ils étaient même avertis de la venue de leur nouveau Seigneur). Il faut ici noter la mention expresse faite par le notaire : il (ledit seigneur) a « pris possession de ladite justice par l'entrée qu'il a fait dans l'Eglise en la dite qualité » (de Seigneur). Depuis le fond des âges sans doute cette osmose entre la puissance publique et sa reconnais-

sance par l'Eglise se continue. C'est toujours par référence à cette dernière que tout se trouve lié et le seigneur investi.

Le texte est plein d'enseignements : arrivant à sa place, Montesquieu n'y trouve pas de banc. Aux dires de tous, son prédécesseur J. B. de Litteris l'a laissé se dégrader et l'a finalement enlevé, (d'autant qu'il en possède un dans sa chapelle de Camarset ce qui ne l'a pas incité à remplacer celui qui était « très vieux et rompu »⁴⁶). Montesquieu ne s'embarrasse pas pour autant. Après que l'eau bénite lui a été présentée et pendant que « le sonneur de cloches carillonnait » il se met tout bonnement à genoux sur le sol et y prie. Simplicité qu'il faut à nouveau souligner. Quant au notaire, il fait connaître le but de cette visite.

La cérémonie se continue par un déplacement à la « Maison curiale », soit que cela fasse partie du plan habituel soit que la maladie du curé en titre le nécessite.

C'est le moment de la proclamation officielle de la prise de possession, à nouveau répétée : « auquel lieu a été dit à haute voix par nous notaire, en présence des dits habitants... que le dit Seigneur avait acquis la justice de la partie de Saint-Morillon de Barsac de Mr de Litteris et que ce qu'ils viennent de voir en estait la prise de possession ».

De ces habitants, on connaît le nombre et les réactions. Selon les estimations du notaire, ils auraient été plus de deux cents, de tout sexe (il faudrait ajouter de tous âges). Deux cents, sur sept cents environ : une venue lors de la messe matinale aurait mis le nouveau seigneur en relation avec beaucoup plus de monde. Ils sont encore 200 le soir. Précieuse observation concernant l'assistance aux offices non obligatoires (mais en un jour de grande fête).

Quant à ce qu'ils pensent, la formulation du notaire est sybilline. Écoutons le : « de quoi lesdits habitants auraient donné des signes de joie par les respectueuses félicitations que les principaux d'entre eux ont eu l'honneur de faire audit seigneur ». La félicité ne paraît pas à son comble... Mais il est vrai que l'époque n'est pas encore aux bains de foule, ni aux poignées de mains... La spontanéité d'un accueil chaleureux ne transparait pas du texte, c'est le moins qu'on puisse dire. Les habitants se souviennent-ils des longues luttes soutenues contre le seigneur de Saint-Selve,

46. En 1736 (Visite épiscopale) il existait deux bancs, l'un pour les Montesquieu sous l'arceau de la voûte séparant la nef du bas-côté, côté évangile ; l'autre pour les Saint-Marc de la Tour Blanche, titulaires de Saint-Morillon de Barsac (rive droite). En 1746, leur état a bien empiré puisqu'il est mentionné dans l'acte de prise de possession qu'il ne reste qu'un banc, très abîmé qui est celui des Litteris (à tel point qu'il a été enlevé. Quant à celui des Montesquieu il a forcément disparu, puisque le nouveau seigneur, comme on l'a noté, doit s'agenouiller à même le sol...

sont-ils fatigués de cérémonies similaires (il n'y a que 7 ans que J.-B. de Litteris a acheté la seigneurie) est-ce froideur voulue ou simple attitude respectueuse (n'oublions pas qu'en ce temps de hiérarchie sociale forte, le Seigneur, ici baron de Labrède, est bien au dessus du Tiers — état et de la masse des simples villageois). On ne sait. La sécheresse de la rédaction bien naturelle en l'occurrence puisqu'il s'agit d'un acte juridique, peut-être interprétée de deux façons : le peu d'empressement de la population, ou, par contre, le témoignage de satisfaction des notables.

La troisième partie est purement civile : en un temps de réalisme, le nouveau responsable doit marquer son emprise par des gestes matériels. Il se rend donc à cet effet en plusieurs endroits : le passage au moulin du «Notaire» est seul détaillé.

De ce moulin, Montesquieu n'est d'ailleurs pas propriétaire. C'est «comme seigneur» qu'il s'y rend ; qu'il fait «lâcher les eaux» puis «remettre les pelles au fond». Acte matériel mais en même temps hautement symbolique : le moulin, cet endroit capital pour la vie d'une communauté rurale, si important qu'il en acquerra deux autres, (la veille celui dit de Jean Bertrand en aval et quelques années plus tard celui de Luzier, en amont), mettant sous sa coupe toute l'alimentation en farine de la communauté !

Tout est dit : Montesquieu est possesseur de «la Haute, Moyenne et Basse justice» sur la partie de la commune dite de Barsac, «des droits honorifiques dépendant de la justice, des «droits d'échange, de cens, rentes quelconques que le dit Seigneur de Licterie pouvait avoir dans toute l'étendue de la paroisse».

Dans un souci de saine administration, il demandera et obtiendra le rattachement de Saint-Morillon de Barsac à sa justice de Labrède (qui comprenait déjà Saint-Morillon de Labrède). Plus tard, après l'acquisition de la Maison noble de Luzier, il rattachera celle-ci à sa baronnie. A plus ou moins longue échéance, une unité d'administration et de juridiction sera ainsi créée⁴⁷. Dans la mesure rendue possible par les textes disponibles c'est Montesquieu dans ses œuvres saint-morillonaises qu'il nous reste à évoquer.

L'administration seigneuriale

Dans le concret quotidien, la seigneurie doit pacifier avec les diverses forces qui essayent de s'imposer à la communauté des habitants : Eglise, Intendant. Elle est seule, par contre, à agir dans le domaine judiciaire, son plus beau fleuron, le premier d'ailleurs à être mentionné dans l'acte de prise de possession.

La triple justice

«Haute, moyenne et basse», elle est ici unifiée. Comme tout tribunal, elle comporte juge, greffier, procureur.

Le premier n'est autre que le notaire du lieu. Ses capacités juridiques lui permettent d'exercer des fonctions que le seigneur, de par la loi, ne peut que déléguer. Il est en même temps l'homme de confiance dont, dans un moment d'épanchement traduisant un sentiment à la fois de supériorité et de familiarité, Montesquieu dira : «Latapie, mon juge»⁴⁸.

A côté de lui, son greffier, dont on connaît au moins deux : un certain Basset en 1746 et à partir de 1750, Pierre Boyreau.

Quant au représentant du Ministère public, le «procureur d'office», non seulement il joue un rôle indispensable comme partout, mais encore il participe à des actes non juridictionnels : lors de la prise de possession de la Maison noble de Luzier, Vincent Croisilhac (vieille famille du pays) est présent et signe, ès qualité, en même temps que le notaire. Plus tard Arnaud Boyreau, fils de celui que l'on vient d'apercevoir comme greffier, remplira ce rôle avant de devenir, en 1793, le premier habitant à tenir dans la nouvelle municipalité celui d'officier d'Etat civil⁴⁹.

47. J. Valette, «Documents pour servir à l'histoire de Labrède, p. 55 Ce rattachement intervint par lettres patentes dès mai 1747. Pour la Maison noble de Luzier, ce sera son fils qui s'en occupera et qui procédera au «dénombrement» devant les Trésoriers de France (documentation familiale).

48. Montesquieu : *Correspondance*.

49. Cf le chapitre consacré dans une autre étude à Saint-Morillon d'après ses registres paroissiaux.

La justice seigneuriale, c'est aussi un tribunal et une prison : Labrède en comporte même deux, l'une au château, l'autre au bourg⁵⁰.

Tout cela commun depuis toujours à ce village et à Saint-Morillon de Labrède ; à partir de 1747, l'intégralité du village profitera de cette administration, déjà en place et bien rodée, abandonnant de ce fait celle à laquelle elle était accoutumée, à Saint-Selve⁵¹.

La compétence de ce tribunal n'est ni petite ni ridicule : gardons nous ici de la juger à notre aune et de l'assimiler, après deux siècles d'oubli, à une lointaine survivance du passé moyen-âgeux. La justice seigneuriale est de droit commun et c'est vers elle que se tournent tout naturellement l'ensemble des ressortissants de son ressort.

La «basse» justice correspondrait sans doute à nos anciennes justices de paix, où à nos modernes Tribunaux d'instance ; la «moyenne» aux tribunaux de grande instance. Evidemment avec beaucoup de retenue dans l'emploi des termes de comparaison.

Les deux aspects «basse et moyenne» étant réunis dans la personne d'un même seigneur et d'un même juge, la limite de compétence de 3 livres pour la basse justice n'existe plus ; la moyenne va donc au-delà, au civil. L'appel se fait en direction de la sénéchaussée. Les cas sont évidemment très divers qui entrent dans cette compétence, des litiges concernant les bornages des propriétés à ceux intéressant les marchés non honorés ou des gages non servis...

Au pénal, la sphère d'action des hauts justiciers à été peu à peu rognée : L'ordonnance criminelle de 1670 demeure la base de cette politique qui, en multipliant les «Cas Royaux» les a soustraits à la juridic-

50. A.D.Gir. 646 Visite pastorale de 1736. Cité par J. Valette

51. L'administration de la justice de Saint-Selve comprenait : un juge : Massieu ; un procureur d'office : Deleyre, qui deviendra juge plus tard ; un greffier (A.D.Gir. Visite pastorale à St M. en 1736).

52. G. Aubin *op. cit.* Ch III p. 171 et suiv et notes s'y rapportant. Les questions de compétence sont fort complexes, c'est ainsi que les vols sur les grands chemins et les vols par effraction sont «cas prévotaux» mais seulement lorsqu'ils sont commis hors des village de résidence des justiciables. Si donc ils ont été commis au village par des gens du village, ils relèvent de la justice seigneuriale.

tion seigneuriale : tels les affaires de «lèse-majesté (mais il y en a-t-il tellement dans nos campagnes) ; celles de rébellions aux mandements du roi ou de ses officiers, assemblées illicites, rapt et enlèvements, fausse monnaie, hérésie, trouble au service divin...

Elle n'en demeure pas moins réelle pour toutes les affaires de mœurs, de violences, coups et blessures qui peuvent surgir dans les rapports quotidiens.

Dans les causes strictement criminelles, elle possède toujours un rôle dans l'ouverture de l'enquête. Un certain relâchement s'étant fait jour un peu partout, le gouvernement royal en est venu à décider que la justice locale ne sera remboursée de ses frais que si elle a véritablement participé à la recherche et à la poursuite des délinquants. Sinon, forfaitairement, ces frais lui seront débités...⁵²

Voici posé le cadre général : le défaut de classement des archives seigneuriales dans les dépôts d'archives départementales — ou leur perte — rend très difficile sinon impossible une approche du fonctionnement même des Tribunaux locaux. Cette même difficulté sera rencontrée lorsque dans un des paragraphes suivants, on essaiera d'évoquer la justice seigneuriale dans sa fonction d'administration civile.

Seconds parmi les droits de la Seigneurie — et cités immédiatement après la justice lors de la prise de possession, — viennent les droits honorifiques qui en découlent.

Les droits honorifiques

Bien que le titre de «Seigneur» soit des plus recherchés à l'époque, dans aucun des textes relevés, Montesquieu ne s'en pare en ce qui concerne Saint-Morillon. Non qu'il le dédaigne : dans sa titulature il est souvent cité comme Seigneur de Raymond et de Bisquetan (en Entre-deux-Mers). Sans doute faut-il voir ici la conséquence de sa volonté de rattacher sans tarder Saint-Morillon de Barsac à sa justice de Labrède, comme plus tard la Maison noble de Luzier à sa baronnie. Le nouvel ensemble constitue un tout et Saint-Morillon se trouve fondu dans la justice bredoise. Du moins peut-on ici donner valablement cette explication à une façon de procéder que l'on ne comprend pas autrement.

La plupart des «honours» touchent aux rapports de la Seigneurie et de l'Eglise. Souvent le titulaire de la première possède un droit de présentation du futur curé. Il semble n'en pas être, dans le cas présent ainsi. Lors de la visite épiscopale de 1736, il est seulement noté que la «collation» de la cure appartient à l'Archevêché, sans aucune référence à un quelconque droit de présentation⁵³. Le compte rendu d'une visite similaire à Labrède va sans le même sens : dans son fief même, le baron de Labrède n'est nulle part mentionné comme détenteur de ce droit, et là encore la «collation» est du domaine épiscopal⁵⁴.

Le droit de recevoir l'encens et la bénédiction en premier lieu sont plus traditionnels. Jacques de Montesquieu en 1708 s'y était montré très attaché. Une querelle amiable l'avait même, un temps, opposée à la «co-seigneuresse» la «Dame de Saint-Morillon», épouse du baron de Saint-Selve. Le tout s'était résolu par un accord en bonne et due forme : «quant le curé annoncera les prières pour les seigneurs de la paroisse, il sera toujours annoncé que l'on priera pour le seigneur et la dame de Saint-Morillon, indifféremment, soit qu'il y eut un seigneur représentant la dame de Rasins, soit qu'il y eut une dame représentant le seigneur de Secondat (notons que la simplicité ne règne pas en ce domaine) ; et en cas qu'il s'y trouvera deux seigneurs en même temps, il sera annoncé pour les seigneurs de la paroisse»...⁵⁵

En réunissant les deux parties de la paroisse, Montesquieu a définitivement réglé ce problème.

Quant au droit de banc, mentionné lui aussi par le notaire il est théorique et non réel : on a déjà relevé que lors de la prise de possession, il n'existait plus et que le nouveau maître des lieux avait dû s'agenouiller à même le sol...

Reste la litre mortuaire et les armes gravées ou peintes sur les murs. Il n'en est pas fait mention mais on sait que lors de la visite épiscopale à Labrède tant la première (sorte de bande noire peinte sur les murs) que les secondes y existaient. Par contre aucune mention pour Saint-Morillon en 1736. D'autre part aucune trace de cette bande mortuaire que l'on apposait à la mort du Seigneur. Par contre les armes des Montesquieu sont toujours présentes, sur le mur de droite en entrant, en excellent état de conservation, rappelant que notre village, même s'il n'en a pas gardé un souvenir précis, a eu le privilège de vivre quelque

temps dans la mouvance et le rayonnement d'un des plus grands esprits qu'il nous fût donné de posséder⁵⁶.

Aperçus sur l'administration seigneuriale

On a déjà eu l'occasion de le préciser : les archives de l'administration seigneuriale ne nous sont pas connues : c'est donc au travers d'actes dispersés, soit déjà publiés soit découverts au hasard de nos recherches que l'on peut avoir une idée — forcément imparfaite et limitée — de l'action de Montesquieu et de l'évolution du pouvoir seigneurial face à celui de l'Eglise ou de la puissance civile.

C'est à partir des aspects économiques de la vie de la communauté qu'il est loisible de la saisir le plus facilement.

Actes économiques

En achetant soit à titre seigneurial soit à titre de véritable propriétaire les 3 moulins qui s'étagent le long du Gua Mort, de Luzier, au Notaire, jusqu'à Jean Bertrand (ancien nom du moulin de Moussurrot) le nouveau seigneur «vérouille» en quelque sorte son pouvoir sur la vie économique. A lui la surveillance du bon état de ces trois entreprises, à lui la fixation sinon du prix de la meunerie, du moins celle des loyers ou des redevances, qui déterminent une partie des frais généraux des meuniers et donc de leurs prix de revient. A lui un rôle prééminent par rapport à tous ceux des habitants qui font moudre leurs grains et qu'ils le veuillent ou non passent par un moulin qui lui appartient ou sur lequel il a puissance. En un temps d'économie fermée, ce poids théorique de la féodalité n'est assurément pas à sous-estimer, même s'il est difficile d'en quantifier l'importance.

La boucherie dépend également de lui : il en afferme l'exploitation. En 1750 le bénéficiaire en est Arnaud Carron, habitant de Saint-Selve. Le bail est

53. A.D.Gir. G 840 compte rendu des visites épiscopales.

54. A.D.Gir. G 840 compte rendu des visites épiscopales.

55. G. Aubin *op. cit.* p. 186.

56. Voir en annexe la photographie de ces armes.

de 3 ans, moyennant 20 livres annuelles (lorsque son fils renouvellera cet accord en 1755 il exigera 50 livres...) ⁵⁷.

On sait par un texte concernant Labrède (où ce même droit est affermé 100 livres en 1740 et 150 en 1745) que le fermier «devra se conformer à la taxe qui en sera faite par un officier de justice» ⁵⁸.

Rien ne nous est dit par contre en ce qui concerne le four banal, institution qui semble en désuétude, à l'époque, dans le Sud-Ouest ⁵⁹.

Chasse et pêche font partie des droits cités dans l'acte d'achat : du second on ne sait rien dans le village. A Beautiran, où il le possédait, Montesquieu l'affirme. Peut-être agit-il de même ici.

Le premier est comme partout sacré. Un certain Croisilhac dit Sallebert ne l'oubliera sûrement pas, qui, pour avoir chassé sur les terres de Labrède (et Barsac), se verra condamné par le Tribunal des Eaux et Forêts, en 1723, à la considérable amende de 100 livres à partager entre le Roi et Montesquieu, plus 10 livres envers ce dernier «pour le dépeuplement de la terre de Labrède» ⁶⁰. Je n'ai pas relevé d'autres exemples de condamnations. Sans doute si elles étaient rares étaient-elles fortes.

Actes d'administration générale

La «justice» s'entendant au sens large, c'est sur le domaine de l'administration qu'elle nous entraîne.

Non qu'il s'agisse pour elle d'empiéter sur le rôle de l'Etat : impôts tels la taille, la corvée royale ne sont pas de son domaine, ni la police des corporations, qui n'existent d'ailleurs pas dans une aussi petite communauté.

57. Arch. not. Labrède. Livre des exportes à ces dates. (4.05.1750)

58. *id.*

59. G. Aubin *op. cit.* p. 192.

60. Arch. Not. Labrède. Livre des exportes 01.09.1723.

61. G. Le Bras, *L'Eglise et le Village*, p. 228 Le curé agit comme «un véritable officier d'Etat civil». J'ai étudié tout ceci dans un précédent chapitre concernant la démographie (et l'Etat civil) à Saint-Morillon au XVIIIe siècle.

Dans chacun des domaines où elle est amenée à travailler, l'administration seigneuriale n'est cependant pas seule à agir et elle essaye de se frayer un chemin ou de sauvegarder ses droits parmi les multiples obstacles qui se présentent devant elle.

L'état civil

Depuis longtemps le pouvoir royal préfère s'adresser à l'Eglise et à son représentant le curé. En conséquence l'état civil échappe totalement à la seigneurie. Ou du moins lui échappait-il tant que Montesquieu ne s'y est pas intéressé. Alors même qu'en 1736 un édit fameux rappelle aux curés la nécessité de tenir leur rôle en la matière, en 1750 c'est son greffier, Pierre Boyreau qui est chargé de vérifier et d'inspecter le travail des premiers. Il n'y a pas 4 ans que notre philosophe a racheté Saint-Morillon et à peine 3 qu'il a obtenu le rattachement des deux «justices». Certes, cet «office» s'achète-t-il comme toute fonction publique mais il est significatif que ce soit un officier de cette justice locale qui s'en porte acquéreur. L'administration royale dédaigne la seigneurie pour la fonction essentielle de l'inscription des baptêmes, mariages et sépultures ; celle-ci entend bien montrer qu'elle n'est pas absente ⁶¹.

Les corvées et l'entretien des chemins

Les voies de communication de village à village constituent également un sujet de concurrence entre administrations royale et seigneuriale. L'affaire a fait l'objet de multiples mentions de la part de tous ceux qui ont étudié Montesquieu : elle est trop symptomatique pour ne pas l'analyser à notre tour.

Alors qu'au début de sa carrière, le baron de Labrède a laissé agir les «trésoriers de France» chargés en général de l'entretien des chemins, il réagit tout différemment en 1746, au moment où il s'affirme féodalement en rachetant Saint-Morillon de Barsac.

Le juge de Labrède ayant rendu un jugement pour la réparation de deux chemins situés sur le territoire de la seigneurie, les trésoriers, par ordonnance du 11 juillet, cassent cette décision, interdisant à l'avenir son renouvellement sous peine de 1 000 livres d'amende. L'affichage de l'ordonnance à l'intérieur de l'église (de Labrède semble-t-il) est ordonné... On comprend que le sang de Montesquieu n'ait fait qu'un

tour ! Lettre à Trudaine, lettre de celui-ci aux trésoriers ; réponse de ceux-ci, longue et musclée. Trudaine apparaît plutôt favorable à la seigneurie («le principe, écrit-il, est que le Roy attribuant la juridiction de voirie aux Trésoriers de France n'a porté aucun préjudice aux droits des justices patrimoniales et que dans les pays où les seigneurs ont la juridiction de la voirie, ils sont en droit de la faire exercer par leurs officiers seigneuriaux sur les chemins non-royaux») ; les trésoriers, tout à fait opposés. Certes ils reconnaissent les droits des seigneurs, mais justement dans le cas présent, Montesquieu n'en n'a aucun... car «seul le juge royal «ordinaire» voit sa juridiction supplantée par celle du seigneur». Or ici les trésoriers de France sont une juridiction «extraordinaire», devant laquelle la seigneurie doit donc s'incliner...

La décision finale reste inconnue : il était cependant nécessaire de s'apesantir quelque peu sur ce cas précis d'administration pour montrer Montesquieu essayant de maintenir ses droits ⁶².

La corvée quant à elle présente un triple aspect : elle peut être partie intégrante des droits féodaux — et à ce titre nous avons vu les Litteris en devoir 3 journées par an aux Montesquieu. De caractère privé, ce n'est pas elle qui nous intéresse ici.

Elle peut-être royale. Nous n'en avons par retrouvé trace pour notre village. On sait que pour Labrède elle était due non pas en nature mais en argent. Là encore, ce n'est pas celle qui fait l'objet de notre recherche.

Enfin, elle est œuvre de la justice locale : dans la même affaire qui oppose celle-ci aux trésoriers de France, le juge local, sur réquisitions du procureur d'office, a ordonné un tel travail sous peine de 3 livres d'amende contre les bouviers récalcitrants et 30 sols contre les manœuvres. Ici la corvée est réclamée en nature, non transmuée en argent. Elle intéresse des chemins situés dans le Nord de la seigneurie : rien n'empêche qu'elle soit édictée pour d'autres dans le Sud et c'est son principe qu'il est intéressant de relever, même si l'on ne possède par d'exemple précis pour Saint-Morillon même ⁶³.

Famines et subsides

On a étudié par ailleurs les crises climatiques et économiques qui traversent le siècle ⁶⁴. Depuis la naissance de Charles de Secondat (1689) jusqu'à sa mort en 1755, la seigneurie en a connu trois : la première, la plus importante sans doute de 1688 à 1694, la seconde, suite directe de la précédente en 1709, la dernière en 1748 enfin.

Diminution de la natalité, fort accroissement de la mortalité surtout en fin du XVII^e siècle, disettes, froid : ces fléaux de périodes démographiquement difficiles ont été subis par les habitants de l'époque.

L'attitude du gouvernement et de l'intendance nous est surtout connue pour la période de 1748. Les difficultés d'acheminement de l'alimentation, la pénurie d'argent, l'accroissement du nombre de ceux qui ont faim l'obligent à envoyer des secours d'urgence. Quel va être le relais du gouvernement, une fois l'intendant et son subdélégués saisis.

Non pas le seigneur et son administration, mais l'Eglise et la sienne représentée par les curés locaux. Deux Saint-Morillon continuant d'être connus par l'intendance, chaque partie reçoit, l'une, celle de Barsac, 15 livres et l'autre, celle de Labrède 25 L. Au total 40 L. soit plus que Saint-Selve et Labrède (respectivement 20 et 25 L) pourtant plus peuplées !

C'est le curé de l'époque qui reçoit les sommes et signe les deux quittances en justifiant.

Est-ce pour cette raison (ou simplement par souci humanitaire) que deux ans plus tard, en 1750, pareille disette se produisant dans ses terres de l'Age-nois, Montesquieu charge ses 4 curés de distribuer à ses frais 200 boisseaux de blé ? ⁶⁵

62. Voir J. Valette, *Documents pour servir à l'histoire de Labrède*, p. 49 sqq.

63. *id.* p. 50.

64. Cf chapitre sur la démographie.

65. Montesquieu Vigneron etc

Il joue son rôle de seigneur mais il ne peut ignorer que l'administration royale l'a méconnu en 1748... comme elle ignorera son fils et successeur en 1767 lorsqu'il s'agira de résoudre des questions de défrichements.

Les défrichements

Nulle terre sans seigneur. Ce vieil adage devrait trouver une de ses applications lors des décisions de chaque propriétaire-tenancier de procéder à des défrichements de tout ou partie de ses terres boisées ou à l'état de landes.

L'intervention du seigneur justicier semblerait aussi légitime que celle de suzerain féodal. Les quelques exemples en notre possession ne vont pas en ce sens : la féodalité, reste muette en ce domaine.

Tel est le cas, lorsque J. de Montesquieu se retrouvant par voie d'héritage seigneur de la baronnie, M^e Jean Dubouilh, avocat à la Cour et propriétaire à Saint-Morillon entreprend de larges travaux de défrichement. En 1767, il régularise une situation hors normes : dès 1762 les défrichements qu'il a entrepris l'ont été assurément sans autorisation...

Au «Parc de Lalande, pour 34 journaux de Landes ; au «Paquereau» pour 1 et demi et 6 de «vacant» ; au «pré de l'Ormée pour deux ; ailleurs encore, «juxtant le fonds du sieur Duluc» pour 4 et demi de vacants... sans compter que pour l'année 1767 il entend défricher 12 autres journaux et que par la suite il en sera de même pour «toutes les terres, friches, bruyères, jaugas, vacants et landes qu'il possède ou possèdera dans la

66. J. Valette *op. cit.* p. 72 et 74.

67. A la différence de Saint-Selve où tout cela nous est connu par des textes heureusement conservés. Ce qui ne veut pas dire qu'à Saint-Morillon cela n'existe pas, mais que nous n'en avons pas trouvé trace.

68. A.D.Gir. Mémoire pour les habitants de la triple seigneurie de Villagrains, Saint-Morillon et Saint-Selve qui tentent un ultime effort pour racheter en 1715 la justice et continuer à être jugés par les juges royaux à Barsac. Dans la réponse du chargé de l'enquête pour l'intendant, il est fait référence à cette autorisation de l'intendant. L'assemblée des habitants est donc bien «encadrée» dès ce début du XVIII^e siècle, car l'autorisation de l'intendant date de 1679 et s'applique dès que la communauté souhaite engager une dépense (la raison n'en est autre qu'éviter un trop grand endettement des collectivités locales).

paroisse de Saint-Morillon de Barsac ou dans celle de Labrède» ⁶⁶. Telles sont les décisions prises par le propriétaire local sans que le seigneur du lieu ait à intervenir : le passage obligé est ici le «greffe de l'élection de Guyenne».

Seigneurie et assemblée de village

Reste à s'interroger sur les rapports institutionnels entre la seigneurie et les habitants réunis en communauté : ils sont quasi nuls. Si les documents locaux demeurent trop rares, l'environnement permet un éclairage suffisant.

Lorsque l'assemblée de village se réunit, que ce soit pour la nomination d'un maître d'école, ou celle des collecteurs de la taille, l'administration seigneuriale n'a pas voix au chapitre. Dans le premier cas — on en a l'illustration parfaite à Labrède ⁶⁷ et à Saint-Selve — c'est le curé qui se livre à l'enquête de moralité, qui en réfère à l'archevêché et ce sont les principaux habitants qui donnent leur accord et déterminent la rémunération de l'instituteur. Dans le second cas, la désignation des collecteurs par l'assemblée villageoise est de droit, sans que les textes réglementaires prévoient la moindre intervention du seigneur local.

Ainsi, ou bien le juge seigneurial intervient seul (organisation judiciaire, moulin banal, boucherie etc, corvées) ignorant complètement la communauté des habitants, ou bien cette dernière agit en ignorant le juge : il semble bien qu'il n'y ait pas entre les deux pouvoirs de communication ni de fait ni structurelle.

La communauté, quant à elle a vu ses pouvoirs rognés au fur et à mesure que les intendants précisaient les leurs : lors de la dernière querelle entre les deux pouvoirs locaux ⁶⁸, en 1715, l'assemblée n'a pu se réunir qu'après autorisation de l'Intendant, le même qui s'est vu doté par le gouvernement central du contrôle des dépenses locales qui ne peuvent avoir force de loi qu'après son accord.

De quelque côté qu'on l'envisage, la Communauté des habitants se trouve soit «encadrée» par le pouvoir royal soit très limitée dans son autonomie que ce soit par la seigneurie ou par l'Eglise...

En guise de conclusion

L'histoire fût-elle locale — peut-elle donner lieu à conclusion ? ... et la mort d'un homme (fût-il parmi les plus célèbres) constitue-t-elle une coupure significative dans le cours des événements...

Essayons cependant de dégager, autant que faire se peut, quelques grands traits de la vie saint-morillonnaise, sous son angle féodal, au long de ces 40 ans : Montesquieu en a été un des acteurs principaux, rappelons-le, de 1715 à 1755.

Les rapports économiques entre seigneur et vassaux — les droits «féodaux» proprement dits — nous sont apparus très vivants. Au-delà même de leur importance quantitative, leur vitalité juridique reste très forte : on a noté la réalité des expropriations et des retraits féodaux. Le droit de propriété demeure partagé : si chaque particulier se sent «propriétaire» pouvant vendre, hypothéquer, donner en héritage, chaque seigneur conserve sa propriété «éminente» évaluable en argent et lui donnant la possibilité d'exiger le versement de ces droits que sont les cens et rentes, les lods et ventes. Il serait certainement erroné de considérer cet aspect de la féodalité comme une survivance.

La «crise» décelée sous Jean-Baptiste de Montesquieu permet de dénoter une première évolution. Il n'apparaît pas qu'elle ait débuté sous le philosophe.

Les rapports de droit public entre seigneurie et village sont plus nuancés.

Si le seigneur garde, intacts, ses droits honorifiques et conserve (même rognés au pénal) ses droits de justice, il ne possède qu'une partie des droits d'administration. L'Eglise en possède certains (état civil, enseignement, répartition des subsides en cas de difficultés économiques). La communauté villageoise est autonome pour tout ce qui concerne la répartition des tailles, les procès (on a vu que les documents manquent pour aller plus loin dans l'analyse).

L'intendant met en œuvre ses droits de tutelle, exerce son rôle en matière économique : il n'a pas remis en cause la triple structure locale du pouvoir.

Ainsi, entre les deux épisodes que constituent la fin de la lutte en 1702-1715 pour dépendre du roi et non du seigneur local et le gain de son action près du conseil royal en 1770 par J.-B. de Secondat, s'écoule

une période de calme. Les structures féodales demeurent telles qu'elles étaient auparavant : les habitants-vassaux versent à leur seigneur sans rechigner ce qu'ils lui doivent et les trois pouvoirs que constituent la seigneurie, l'Eglise et la communauté des villageois demeurent, coexistant sans heurt.

Les idées pré-révolutionnaires ne semblent pas avoir atteint notre village. Montesquieu a sans doute bénéficié d'un environnement paisible : peut-être sa personnalité et sa largeur de vue y ont-elles aussi contribué...

Trente ans plus tard...

Arrivée presque au terme de son existence, la royauté tente de se réformer en profondeur : depuis la mort du philosophe, 30 ans se seront écoulés. Entre temps, Louis XVI sera devenu roi, Turgot aura tenté les premières réformes, puis Necker et Calonne auront marché sur ses traces. Parlant du premier de ces rénovateurs, François Furet dira justement, en une de ces formules dont il a le secret : enfin, «la philosophie a rencontré l'Etat»⁶⁹.

La réforme de 1787, sans toucher au sommet de celui-ci remet en cause l'administration du royaume : l'intendant subsiste mais il voit ses fonctions limitées à la représentation de l'Etat et non plus étendues à la tutelle des communautés locales.

Des assemblées sont créées : provinciales, de district, de municipalité. Arrêtons-nous un instant sur celles-ci qui nous intéressent au premier chef.

Leurs membres seront élus. Sans doute, non par tous les habitants, mais par les «plus imposés à la taille». Pour la première fois le pouvoir central s'occupe de définir et d'organiser les communautés locales, il leur accorde un statut : l'autorité, comme la désignation des responsables, vient de la base.

Qu'advient-il du seigneur et du représentant de l'Eglise ? Loin d'être évincés, ils sont membres de droit de la municipalité, car décrète l'article 1 de l'Ordonnance royale, «elles seront composées de chacun de nos sujets des trois ordres».

69. Furet, *La Révolution*, dans *Histoire de France*, Hachette.

Quel étonnant — et extraordinaire — changement, opéré presque à froid, alors que le Pouvoir n'en est pas encore réduit à convoquer les Etats généraux ! le roi limitant de lui-même ses pouvoirs et en remettant une partie à ses sujets ! Des «citoyens» ou presque, de ceux dont Montesquieu pensait qu'ils étaient dignes de désigner leurs représentants⁷⁰. En même temps, tout en étant diminué, le rôle de l'aristocratie locale n'est pas nié : même si le seigneur perd tout pouvoir officiel (hormis la justice qui demeure intacte) il n'en sera pas moins le président de l'assem-

70. Au Ch. 6 du Livre VI de l'*Esprit des Lois*, on peut lire : «Il (le peuple) ne doit entrer dans le gouvernement que pour choisir ses représentants, ce qui est très à sa portée. Car s'il y a peu de gens qui connaissent le degré précis de la capacité des hommes, chacun est pourtant capable de savoir, en général, si celui qu'il choisit est plus éclairé que la plupart des autres».

71. Cf M. Lhéritier qui a étudié la révolte du Parlement de Bordeaux contre l'Edit de juin 1787 et montré comment son opposition absolue à l'enregistrement de cette ordonnance a empêché toute mise en route de la réforme, dans *La fin de l'Ancien Régime et la préparation des Etats Généraux* (1787-1789) Puf 1942 Chapitre II p. 69 et suiv. Ce volume étant le premier de *La Révolution à Bordeaux* de cet auteur.

Annexe :

Achat de la Seigneurie et Justice Haute, Moyenne et Basse de Saint Morillon par Montesquieu le 24.03.1746

(Archives notariales de La Brède, Minutes «Latapie»)

«Sachent tous qu'aujourd'hui Vingt quatre du mois de mars Mil sept cent quarante six après midy, par devant moy, Notaire Royal à La Brède en Guyenne soussigné

a été présent

Messire Jean Baptiste de Licterie, Conseiller du Roy au Parlement de Bordeaux, Seigneur d'Artigue, Colomeyre, Pujau de Martin et Seigneur Haut justicier de la partie de Saint-Morillon dite de Saint Seve ou Barsaq habitant de la Ville de Bordeaux, rue du Hâ, paroisse de Sainte Eulalie, lequel a volontairement fait vente, cession et transport pur et simple dès maintenant et pour toujours

blée municipale : poste d'observation, de direction des débats, mais aussi d'influence. Comment Montesquieu aurait-il jugé ce dernier point de la réforme ? Comment parler à sa place ? ... Nul doute cependant que ces dispositions n'aient été influencées par son œuvre qu'elles ne soient l'application du nouvel état d'esprit des «Lumières» qu'il a contribué à répandre dans le royaume.

Renouvellement considérable dans le principe, mais malheureusement trop tardif et bien imparfait : seules quelques provinces le mettront en œuvre : la Guyenne y échappe et notre modeste village ne le connaîtra pas⁷¹.

Qui dira pourquoi la monarchie se sera inspirée, mais trop imparfaitement de notre philosophe, pourquoi dans le Sud-Ouest, elle n'aura pas réussi à se faire entendre ?

Tel il était depuis des siècles, avec son inorganisation, l'imbrication des pouvoirs seigneuriaux et ecclésiastiques, tel notre village demeure à la veille de la Révolution : écartelé et sans autonomie, tout prêt, sans doute, à accueillir ceux qui lui donneront, enfin, force, vie et maîtrise de lui-même.

à Haut et Puissant Seigneur Messire Charles de Secondat, Chevalier, Baron de Montesquieu, la Brède, Martillac et Saint Morillon de la Brède, Seigneur de Raymond et autres places, ancien Président à mortier du Parlement de Bordeaux et l'un des quarante de l'académie française

étant maintenant chez Monsieur le Doyen de St Seurin, son frère, Seigneur abbé de Faize, à ce présent, stipulant et acceptant, Savoir :

La Seigneurie, Justice Haute Moyenne et Basse dans toute l'étendue de la partie de la paroisse de St Morillon de Barsac

audit Seigneur de Licterie appartenant comme l'ayant acquise avec tous autres droits de Mr de Saint Marc de Saint Sauveur, Ecuyer, par contrat du vingt quatre avril 1739, retenu par Brun, Notaire à Bordeaux le deux may

ensemble vend ledit Seigneur de Licterie Cinq sols de cens et rente qui lui est dû sur le Moulin appelé du Notaire appartenant au Sieur Duluq comme acquéreur du sieur Roche, audit seigneur de Montesquieu pour une tierce partie, Lister pour autre

duquel moulin ensemble une partie de la batysse d'icelui qui est joignant vers le Ruisseau est située dans la partie de la dite paroisse appelée Saint Morillon de La Brède, () du fief et censives dudit Seigneur de Montesquieu comme Baron de La Brède

comme aussi vend le dit Seigneur de Licterie tous autres Cens, Rentes quelconques qui pourraient lui appartenir dans toute l'étendue de la dite paroisse tant d'un côté que de l'autre du ruisseau du Guat-Mort, lequel fait séparation de la paroisse dite de Barsaq ou St Seve d'avec la partie appelée Saint Morillon de La Brède. En quoi que les dits Cens, Rentes et autres droits et devoirs seigneuriaux puissent couster... sans rien réserver... ensemble les arrérages... qui pourraient se trouver du passé jusqu'à ce jour.

Et, Généralement vend tous droits honorifiques dépendant de la dite Seigneurie : Chasse, Pêche, amendes ; deniers d'exporles, rétention de fief, le banc qui a été de tous les temps affecté à la Seigneurie dans l'Eglise de la dite paroisse. De même et par exprès, le droit d'échange sur tous les biens dépendant de la Seigneurie présentement vendue et autres droits généralement quelconques.

Tous les titres... ensemble de l'acquisition des dits droits d'échange le sieur de Licterie a promis de les remettre au dit Seigneur de Montesquieu dans le délai de 3 mois, ne lui ayant personnellement remis que l'expédition du contrat d'achat qu'il a fait su dit sieur de St Sauveur ci-dessus enoncé.

De laquelle dite Seigneurie présentement vendue, appartenance et dépendances de justices le Seigneur de Licterie s'est présentement démis, et désaisi au profit dudit seigneur de Montesquieu, voulant qu'en sa présence ou absence il en prendra possession réelle et actuelle quant bon lui semblera — et qu'il en jouisse use et dispose à commencer de ce jourd'huy comme bon lui semblera (promettant) de l'en faire et laisser... paisiblement jouir, garantir et défendre envers et contre tous, de tous troubles, changer, hypothéquer et... d'empêchement quelconque jusqu'à ce jour.

A la charge par le seigneur acquéreur de rendre hommage à sa Majesté. (La féodalité s'étend encore de la base au sommet de la hiérarchie. Le seigneur local n'est pas dispensé de l'hommage au roi. La royauté a eu beau chercher à magnifier la notion d'état, les liens personnels entre individus et représentants de l'autorité subsistent : vitalité encore une fois de la féodalité).

Cette vente ainsi faite pour et moyennant le prix et somme de Cinq mille Livres pour paiement de partie de laquelle le dit Seigneur de Montesquieu a fait cession et transport, promis de garantir et faire valoir au dit Seigneur de Licterie, comptant la somme de Deux mille cent quatre vingt deux livres quatre sols huit deniers qui lui est due par Mr de Bacalan, chevalier, seigneur de la Maison noble de Cazalis... avocat (?) en la cour et citoyen de la ville :

savoir () : deux mille livres de capital pour reste de celle de huit mille livres qui lui était due par ledit seigneur de Bacalan pour le prix d'un certain bien qui lui fut vendu par contrat du dix décembre mille sept cent quarante quatre, reçu par Delprie, notaire à Bordeaux (et enregistré — ? — à Bordeaux le 21 du même mois par Migeonnet).

(le restant de la dite somme qui est de 6 000 livres ayant été cédée par ledit Seigneur de Montesquieu au seigneur de Licterie pour demeurer quitte du prix du moulin appelé Jean Bertrand acquis par ledit Seigneur de Montesquieu audit seigneur de Licterie par contrat de jour retenu par moi notaire)

: et celle de cent quatre vingt deux livres quatre sols huit deniers pour la ? de l'entière somme qui reste due au seigneur de Montesquieu par le S. de Bacalan jusque à ce jourd'huy.

... (3 lignes sautées) au sujet de cette somme)

Il demeure déduit compensé du consentement du dit S. de Licterie celle de six cents livres à déduire et tenir compte sur les arrérages de renteset (Lods ?) éventuels d'arbres coupés que ledit seigneur de Licterie doit au S. de Montesquieu pour raison de son bien qu'il possède en la dite paroisse de St Morillon de Labrède dépendant de sa maison de Camarset, relevant en mouvance dudit Seigneur de Montesquieu comme Baron de Labrède, pour raison desquels arrérages il sera incessamment fait un compte à la vue duquel lesdits Seigneurs de Montesquieu

et de Licterie se feront régler mutuellement en plus ou en moins de la somme de 600 livres. Au moyen de la dite compensation le prix de vente se trouve réduit à la somme de 2 217 livres 15 sols 4 deniers, pour paiement de laquelle somme le dit seigneur a fait un billet au dit Seigneur de Licterie payable au dix d'aout de l'année 1747, dans laquelle il a ajouté celle de 152 livres 9 sols Cinq deniers payables au même temps pour l'intérêt de la somme de 2 217 L 15 sols 4 deniers, au moyen de quoi (le Sr de Licterie) déclare tenir quitte ledit S. de Montesquieu du prix de la présente vente et promet de l'en faire tenir quitte envers et contre tous à peine de dommages et intérêts.

Et pour l'exécution des présentes, lesdites parties ont obligé tous leurs biens meubles et immeubles, présents et avenir qu'elles ont soumis aux règles de justice.

Fait et passé audit St Seurin dans la Maison dudit Doyen, en présence du Sieur René Jude, Bourgeois de Bordeaux et secrétaire du Seigneur de Montesquieu et de Charles Cotomie Domestique dudit Seigneur de Montesquieu, habitant dudit St Seurin, témoins à ce requis

Signatures : de Licterie
Secondat de Montesquieu
Jude
Charles Coulommier
Latapie

En marge : «Contrôlé à Portets le 2e d'avril 1746 Folio 99.

Reçu trente livres douze sols pour le contrôle et soixante livres pour le compris les 4

(signé : illisible...)

Alexis-Honoré, François et Jean-Baptiste-Alexis Roché

par Fabienne Hellouin de Cenival

Depuis la parution du livre d'Edouard Féret, *Statistique générale de la Gironde*, en 1889, les œuvres d'Alexis-Honoré, François et Jean-Baptiste-Alexis Roché furent attribuées à un seul architecte : Jean Roché.

Ce n'est que récemment que furent identifiés les trois Roché¹. Pourtant, malgré cet apport décisif, des lacunes restaient à combler. Aussi nous sommes nous efforcés dans ce travail de les identifier, de retracer de façon précise la vie de chacun d'eux et de suivre leurs carrières.

Alexis-Honoré Roché naquit le 30 mai 1757 à Orléans². Fils d'Alexis Roché, tailleur de pierre, et neveu d'Honoré Roché, entrepreneur de bâtiment dans cette même ville, il suivit la voie tracée par son oncle, après s'être formé dans le Corps du génie.

En 1779, il est envoyé à Gibraltar et participe au siège mémorable de 1782 contre les Anglais. Il y séjourne jusqu'en 1785, date à laquelle, capitaine du Génie, il dresse un plan de la presqu'île avec la disposition des bâtiments militaires ennemis par ordre du gouvernement espagnol³. En 1786, de retour en France, il décide de satisfaire son désir d'exercer le métier d'entrepreneur et d'architecte en s'installant à Bordeaux. De mi-avril à mi-octobre 1786, il est responsable de l'approvisionnement en outils du chantier de la place Ludovise projetée à l'emplacement du Château Trompette⁴. Mais, des manœuvres frauduleuses liées au projet ayant été découvertes, les travaux cessent⁵. Roché qui n'a plus de travail depuis un certain temps⁶, apparaît dans un procès-verbal dressé le 31 mars 1789 par le notaire Darrieux, en présence du négociant Mathieu, fondé de pouvoir, et de l'architecte Matanchon, pour évaluer les matériaux restés sur le terrain affecté aux futures casernes du Hâ dans l'attente d'une hypothétique reprise du chantier⁷. Celle-ci ne devait jamais avoir lieu, l'arrêt du Conseil du Roi du 24 août 1790 annulant la décision de vente d'août 1785.

1. Maffre et Bériac, *Le Bordelais néoclassique*, Bordeaux, 1983, p. 123.

2. A.M. Orléans, Registre des baptêmes 1757, GG 1346.

3. S.H.A.T., Vincennes, pavillon du Génie, L III 254.

4. A.D.Gir. Affaire du Château Trompette, 3 L 312.

5. Taillard, *Victor Louis (1731-1800)*, Paris, 1991, p. 79.

6. Dans la lettre du 14 février 1787, Louis demande à Gabriel Durand d'essayer de trouver un emploi à Alexis-Honoré Roché. Durand, «V. Louis : architecte du Grand Théâtre de Bordeaux», *Actes de l'Académie de Bordeaux*, Paris, 1879, p. 139. Rem : Nous savons simplement qu'en 1787 Roché construit une orangerie. C'est lui-même qui nous l'apprend dans son traité sur la valeur des logements souterrains établi le 18 février 1807. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (11).

Durant cette période sa carrière d'architecte s'accélère.

Le banquier Samuel-Charles Peixotto, ayant décidé dans les années 1780 de faire construire une maison sur son domaine d'Arlac, sollicite pour ce faire Roché. La construction va durer quatre ans⁸. Du travail de l'architecte pour cette maison, il ne nous reste qu'un dessin daté du 17 octobre 1790 représentant l'escalier adossé à l'élévation postérieure de la maison, annoté et signé pour exécution de la main de Peixotto⁹.

A partir du 11 février 1788, sur la demande d'Antoine Dutemple, conseiller du Roi, directeur et trésorier de la Monnaie de Bordeaux, Roché reconstruit le château Vacquey à Salleboeuf¹⁰. De ce projet, nous conservons deux plans. Le premier document nous montre la «Façade du 1er projet de la maison de Mr Dutemple»¹¹ (fig. 1). Ce n'est donc qu'une première idée, et l'on comprend parfaitement pourquoi le commanditaire a refusé ce projet trop fastueux pour l'époque et déplacé pour le cadre agreste auquel il était destiné. Le second dessin représente le parti d'ensemble du château en U tel qu'il a été construit sans compter quelques ajouts effectués pendant la construction ou durant le XIXe siècle notamment lorsque Gustave Eiffel en fut propriétaire¹².

En avril 1789, l'architecte reçoit la commande d'un tombeau à exécuter pour Waltner, négociant en vins, d'origine allemande, venu faire fortune à Bordeaux. Le discours de son monument païen, resté à l'état de projet, nous permet d'affirmer que son auteur fut influencé par une des modifications qui eut lieu sous la Révolution, l'attitude envers la mort, même si certaines références, comme des têtes de morts, relèvent de l'esthétique baroque¹³.

En 1791, Roché est assez respecté et renommé pour que la ville de Bordeaux le choisisse avec d'autres architectes connus, Dufart, Durand, Clochar et Combes, afin d'évaluer le revenu des propriétés récemment échues à la ville¹⁴. La même année, il se tourne vers les problèmes d'insalubrité urbaine déjà évoqués par Conrad Gaussens, Jean-Baptiste Péchade et Dupré de Saint-Maur pour la ville de Bordeaux, en dressant un plan des marais des Chartrons et du Château Trompette destinés à être asséchés «par un canal de navigation et d'arrosage qui débouchera dans le canal de Bayonne et dans la Garonne au-dessus des magasins

du Roi»¹⁵. En effet, au XVIIIe siècle, les hommes prennent conscience des problèmes d'hygiène et d'insalubrité urbaine, accrus par l'accroissement démographique et l'expansion économique, qu'une ville médiévale sans rénovation et restructuration ne peut résorber. Il faut créer une ville moderne propre et aérée. Roché est aussi sensible à cette dernière idée, puisqu'il projette sur son plan d'aménager des rues ou des places nécessaires pour la salubrité de l'air et une plus grande commodité publique.

Le 30 juin 1792 il trace le plan d'une maison à construire pour Monsieur Petit rue Saint-François à l'emplacement de l'ancien couvent des Cordeliers¹⁶.

En 1793, il se lance dans l'architecture publique en construisant avec l'architecte Jean Thiac le «Théâtre du Vaudeville-Variétés» ou Théâtre Mayeur¹⁷, aujourd'hui détruit, à l'angle des rues de la Révolution (rue Honoré Teissier) et des fossés des Grands-Carmes (cours Victor Hugo) et en projetant la même année une salle de spectacle à construire aux

7. A.D.Gir. 3 E 24720, 31 mars 1789 (Darrieux notaire). Cité par Taillard, idem, 1991, p. 606.

8. Journal de Guienne du 6 juin 1785 : l'ancien propriétaire annonce la vente de son domaine. Journal de Guienne du 20 juin 1789 : la maison est offerte en location et donc terminée. Consulter aussi Maffre et Bériac, idem, 1983, p. 123.

9. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, 53/36.

10. Guillon, *Les châteaux historiques et vinicoles de la Gironde*, tome IV, Bordeaux, 1866, p. 88-89. Consulter aussi Roudié, «Documents concernant la construction de trois maisons de campagne en Bordelais dans la seconde moitié du XVIIIe siècle : Arsac, Le Burc à Ambès, Vacquey à Salleboeuf», *Société archéologique de Bordeaux*, tome LXVIII, Bordeaux, 1976, p. 275-293.

11. Titre donné par Roché sur le plan. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, LIX-37.

12. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, LIX-38.

13. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, CLX-29.

14. A.M. Bordeaux. Inventaire sommaire de la période Révolutionnaire, année 1791, tome I, p. 301.

15. Indications données sur le plan. A.D.Gir. II Z 2263.

16. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XXXI-44.

17. A.M. Bordeaux. Prospectus imprimé signé Mayeur. Histoire de Bordeaux. Fonds Vivie. Tome VIII, Ms 229. VIII EE (1,2,3). Consulter aussi B.M. Bordeaux, Fonds Delpit, XXVI-13.



Fig. 1.

Chartrons¹⁸. Il n'est pas surprenant que Roché ait travaillé à plusieurs projets de salles de spectacle à cette époque : sous la Révolution, le théâtre se trouve libéré de l'autorisation jusqu'alors obligatoire des jurats. «Le 13 janvier 1791, l'Assemblée Constituante étendit aux spectacles le principe de la liberté d'entreprise»¹⁹, et l'on voit à Bordeaux, outre le Théâtre Mayeur, s'édifier plusieurs salles de spectacle dont le Théâtre Français érigé entre 1793 et 1800 par Jean-Baptiste Dufart sur le lotissement des Grands-Hommes.

18. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XXVI-8.

19. Bériac, «Jardins, loisirs et fêtes : de la table de whist aux panathénées», *Le port des Lumières. Architecture et art urbain. Bordeaux 1780-1815*, Bordeaux, 1989, p. 57.

20. Etat des services d'Alexis-Honoré Roché. S.H.A.T. Vincennes, pavillon du Génie, 28118, première série.

21. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, CIX-4, CLX-30 à 33, 35 à 40, 44 et CVIII-1.

22. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (11) et 3 L 313. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XXXVIII-66/1, 3 à 7.

23. Devis des ouvrages à entreprendre pour construire la batterie du Cap-Ferret. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (11).

24. Devis des ouvrages à effectuer pour construire le fort sur la rive droite du Bassin d'Arcachon. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (11). B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XXXVIII-67, 68.

Le 28 vendémiaire An II, Roché réintègre l'armée du Génie comme simple adjoint. Il devait servir ce Corps pendant vingt ans. Durant son service, il intégra l'armée des Pyrénées pendant un an, l'An III, puis durant cinq ans, de l'An IV à l'An VIII, l'armée d'Italie ce qui l'amena à séjourner surtout en Piémont et Ligurie, avant d'être nommé pendant un an et demi de 1807 à décembre 1808 dans celle du Portugal²⁰.

Roché n'est pas un débutant, et l'on se souvient que sous l'Ancien Régime, durant sa jeunesse, il avait déjà fait partie du Corps du génie. Aussi, avait-il dû étudier avec précision le problème de la défense des places et les stratégies militaires, puisqu'il invente durant son service de nouveaux systèmes de fortifications²¹ qu'il n'hésite pas à confronter à ceux des grands ingénieurs militaires, tel Vauban.

Dans les années 1800, il est aussi amené à diriger la construction de nouvelles batteries comme celle de la Dune de la Roquette, destinée à surveiller la passe Sud du Bassin d'Arcachon²², dont la construction est terminée le 5 avril 1804. De même, il est indispensable de protéger l'entrée de la passe Nord par une autre batterie située sur la pointe du Cap-Ferret : Roché dresse le 8 février 1806 le devis des ouvrages à entreprendre et un an plus tard son plan directeur et le profil de défilement²³. Enfin, il trace le 18 février 1807 le plan directeur d'un fort doté de souterrains à construire sur la rive droite à 2400 mètres de la Teste sur une petite éminence où se trouve un moulin à vent²⁴.

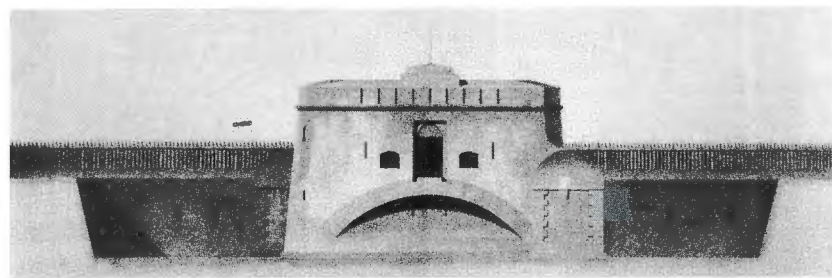


Fig. 2.

Roché travaille aussi pour la place de Blaye et ses deux dépendances, les forts Pâté et Médoc, points importants de la défense de l'estuaire de la Gironde. Il y exécute des travaux administratifs tels que donner différentes échelles pour servir aux levés de leurs plans et des terrains environnants, ou relever le profil de nivellement du Fort Médoc ²⁵.

Ces multiples activités ne l'empêchent pas d'adresser au Premier Consul avec une dédicasse, le 30 messidor An XI, le Plan des Opérations Militaires proposées pour le Siège de Gibraltar ²⁶. Ayant participé au siège de 1782, il connaissait parfaitement la position stratégique de ce rocher, et l'importance économique et politique que ce dernier pouvait assurer aux Anglais. Roché était sûr que l'on pourrait le reprendre, mais en employant plus de moyens militaires et en créant une plus grande cohésion au sein même de l'armée constituée de deux nationalités. Il ne semble pas que ce mémoire ait retenu l'attention du Premier Consul.

Enfin, entre le 15 juillet et le 8 octobre 1813, il relève deux plans de la nouvelle tour modèle n°1 en construction à Boyardville (île d'Oléron) ²⁷, ouvrage militaire destiné à surveiller les côtes et qui marqua une évolution de la stratégie défensive sous l'Empire (fig. 2). En effet, la tactique militaire ayant été bouleversée par le choix d'une armée mobile, il devint vite indispensable de multiplier sur le territoire des petits ouvrages au plan établi, construits de façon rapide et à moindre coût.

Ancien entrepreneur, il est souvent sollicité pour tracer des parties de bâtiments militaires à reconstruire ou à améliorer : il trace le 15 frimaire An X le plan du rez-de-chaussée du magasin général des subsistances militaires, installé dans le couvent des Jacobins à Bordeaux ²⁸, avant de s'occuper en 1810 du problème des latrines et de la buanderie de l'hôpital de Blaye ²⁹.

Roché est aussi marqué par les idées civiques et patriotiques issues de la Révolution. Le 25 nivôse An II, le Conseil de la Commune lui délivre ; un certificat de civisme le reconnaissant comme un bon citoyen et un homme capable de mener à bien les idées issues de la Révolution ³⁰. A Agen en l'An IV, il construit un autel, aujourd'hui disparu, pour la fête départementale du Lot-et-Garonne ³¹. En 1796, il établit deux projets (le second n'étant en fait qu'une variation du premier) représentant l'élévation d'un temple dédié aux braves guerriers morts aux champs d'honneur ³² et qui ressemblent étonnamment au projet de cathédrale, exécuté par Combes à l'occasion du grand prix de 1781.

Libéré de ses fonctions militaires le 31 août 1814 ³³, il décide de repartir vivre dans la région bordelaise, à Villenave-d'Ornon. Pendant six ans, il travaille sur

25. Relevés des profils de nivellement de la courtine du Nord et du bastion de la Gironde, du Fort Médoc par Roché le 10 juin 1813. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (14).

Le 27 avril 1813, il établit le devis pour la réparation de certains ouvrages de ces trois fortifications et la remise en état de casernes en vue d'y recevoir un bataillon. Devis estimatif de la dépense à effectuer pour les ouvrages de fortifications et bâtiments militaires, dans la place de Blaye, les forts Pâté et Médoc. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (14).

Le 13 février 1814, il trace «le plan et le profil d'une flèche à construire sur la capitale de la demi-lune, du 3ème front de la place de Blaye dit de la porte Royale». Indications données sur le plan. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, CLX-42.

26. S.H.A.T. Vincennes, pavillon du Génie, Mr 1420

*27-B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, CIX-2 et CIX-3

*28-A.D.Gir. 2 J 7 (2)

*29-A.D.Gir. Fonds de l'hôpital de Blaye, 01->03 et B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XLII-13

*30-Délibération du Conseil de la Commune, An II. A.M. Bordeaux, D. 104, p. 188.

31. A.D. Lot-et-Garonne, L 78.

32. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, CLX-27 et CLX-28.

33. Relevé de service d'Alexis-Honoré Roché. S.H.A.T. Vincennes, pavillon du Génie, 28118, première série.

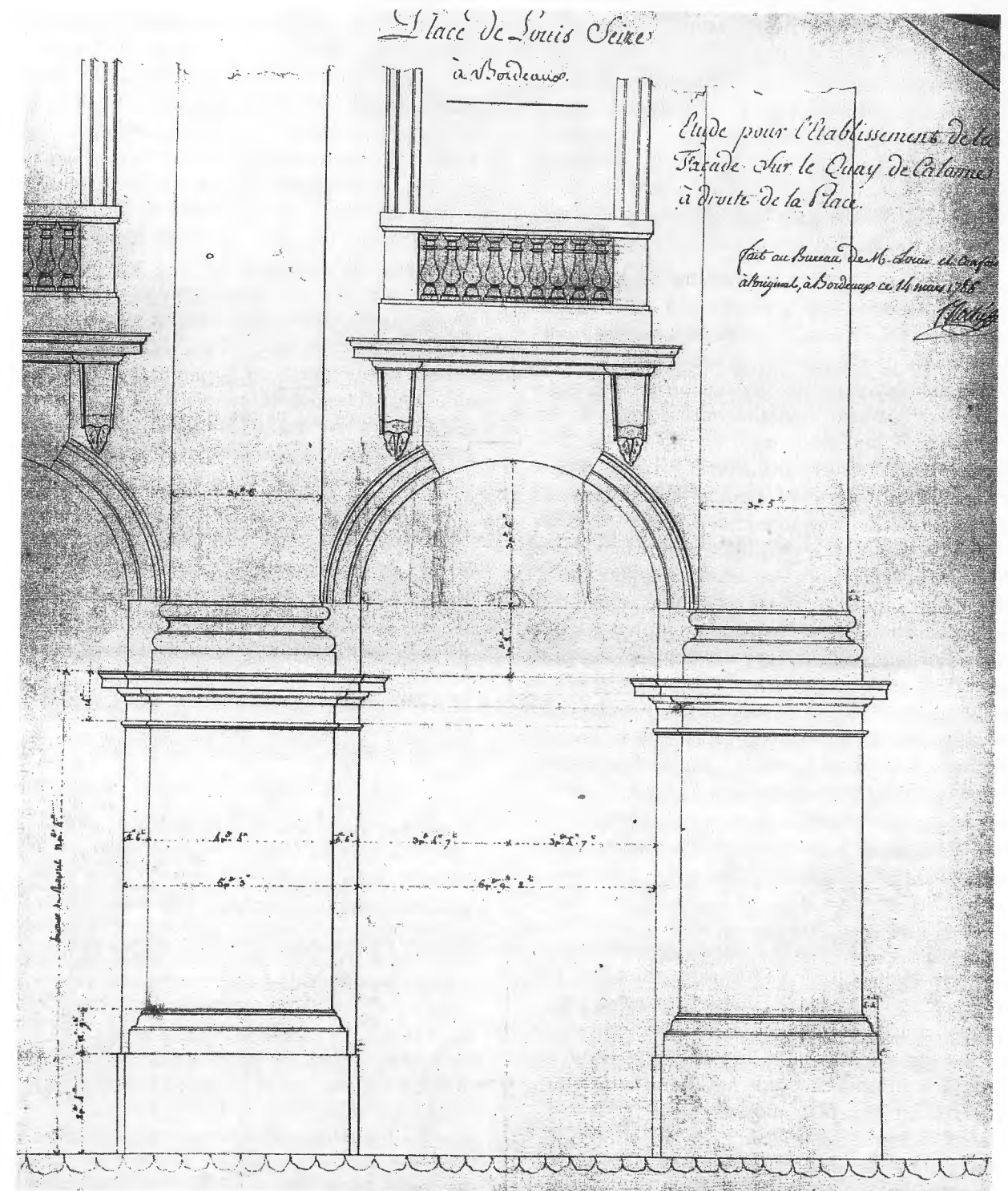


Fig. 3.

plusieurs projets privés, militaires, urbanistiques et publics, qui ne furent jamais réalisés. Parmi ceux-ci nous pouvons retenir deux études : celle d'une nouvelle place à bâtir à l'emplacement du Château Trompette, datant du 5 mars 1818³⁴, époque à laquelle le concours est terminé, et où l'on commence déjà à établir les futures lignes de la place des Quinconces, et celle concernant son projet de théâtre, des années 1816 à 1821, sur les dimensions de ceux de Naples et de Turin, qui démarque de façon étonnante le Grand Théâtre de Louis³⁵.

Le 27 novembre 1819, il est nommé architecte du département de la Dordogne. Cette nouvelle fonction, outre l'affirmation d'une reconnaissance publique certaine de l'homme et de son travail, peut lui assurer des conditions de vie meilleure en apportant un réel complément à sa faible retraite militaire de 374 francs³⁶. Il s'installe au 6 de la rue Taillefer à Périgueux. Un travail considérable l'attend. Il doit projeter à Nontron et à Montignac les casernements des gendarmes, à Ribérac une sous-préfecture et un tribunal, à Brantôme un dépôt de mendicité, dans le chef-lieu du département un palais de justice, un palais épiscopal, un grand séminaire enfin, restaurer la cathédrale Saint-Front. Aucun de ces projets n'aboutira et Roché ne réalisera que des ouvrages de sous-traitance³⁷ et de restauration³⁸. Parti à la retraite à Bordeaux en 1826³⁹, il est rappelé par le Préfet de la Dordogne en 1828 afin de diriger la construction du séminaire⁴⁰. Mais, il meurt le 12 novembre 1828 à l'hôtel du Chêne Vert à Périgueux, à l'âge de 71 ans⁴¹, et c'est son successeur, Louis Catoire (1806-1864), qui s'occupera de sa construction ainsi que de celle du palais de justice (1829-1840)⁴².

François Roché, frère d'Alexis-Honoré Roché, naquit le 16 mai 1759 à Orléans⁴³. En 1785, à la demande de Victor Louis, il vient s'installer à Bordeaux. Il est chargé de tracer les plans d'exécution de la futur place Ludovise et les dessins de détail des corps de bâtiments en façade sur le quai de Calonne avec le retour sur la place projetée (fig. 3)⁴⁴. En 1786, il remplace Duval sur le chantier de la maison Gobineau. Ce dernier, après une aventure amoureuse et une malheureuse spéculation financière concernant l'exploitation pour une durée de cinq ans d'une carrière de pierre à chaux au Haut-Brion dans laquelle il entraîne d'ailleurs François Roché⁴⁵, repart à Paris

rappelé par Louis. Le 22 septembre 1786, Louis confie ses plans pour la maison Gobineau à Gabriel Durand afin que Roché fasse les détails. Un mois plus tard, le 22 octobre, Louis demande à Durand que Roché lui envoie «la superficie du terrain en face de la maison de feu M. Boyer-Fonfrède». Enfin, le 3 février 1787, par une lettre de Louis, Durand est chargé de rendre à Roché ses plans pour qu'il fasse les détails en grand qui permettront d'accélérer la construction de la maison. Mais la bonne marche du chantier devait être altérée par le caractère difficile, têtue, voir impulsif du jeune dessinateur dont Durand se plaint à de nombreuses reprises. Louis, conciliant, essaie de calmer les esprits. Cependant, ses efforts modérateurs ne calment pas Roché qui est chassé de l'entreprise⁴⁶. Ce dernier assiste tout de même au mariage de son frère aîné Alexis-Honoré Roché avec Denize Darmagnac célébré le 14 février 1787 à la paroisse Puy-Paulin⁴⁷, avant de repartir à Orléans exercer son métier d'entrepreneur et d'architecte.

34. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XI-3/12.

35. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, CLX-13 à CLX-26.

36. Solde de retraite militaire accordée à Roché le 24 août 1814. S.H.A.T. Vincennes, pavillon du Génie, dossier personnel d'Alexis-Honoré Roché n° 28118, première série.

37. A.D. Dordogne, 4 N 66, 149 et V 88 et A.N. Paris, F¹⁹ 7375, 7520.

38. A.D. Dordogne, V 92 et A.N. Paris, F¹⁹ 7813.

39. Entre le 25 et le 30 octobre 1826, âgé de 69 ans, Roché quitte Périgueux et retourne vivre avec sa femme au 46 de la rue Mondenard. Son infirmité ne lui permet plus de travailler autant qu'avant.

40. A.D. Dordogne, V 95.

41. A.D. Dordogne, 5 E 317/68, acte n° 349.

42. A.D. Dordogne, 4 N 24 et consulter Lagrange, «Louis Catoire : l'urbaniste de Périgueux (1806-1864)», *Bulletin historique et archéologique du Périgord*, tome CVII, Périgueux, 1980, p. 266-267.

43. A.M. Orléans, Registre des baptêmes 1759, GG 1633.

44. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XI-4/4 et XI-4/12 à XI-4/17. A.M. Bordeaux, Recueil 20bis, XXI-M/13 à XXI-M/16 et XXI-M/18 à XXI-M/20.

45. Lettre du 21 septembre 1786 de Madame Louis à Gabriel Durand. Durand, «V. Louis : architecte du Grand Théâtre de Bordeaux», *Actes de l'Académie de Bordeaux*, Paris, 1879, p. 157.

46. Lettres de Louis à Gabriel Durand. Durand, idem, 1879, p. 133 à 138.

47. A.M. Bordeaux, Registre des mariages 1787, GG 669. Acte 133.

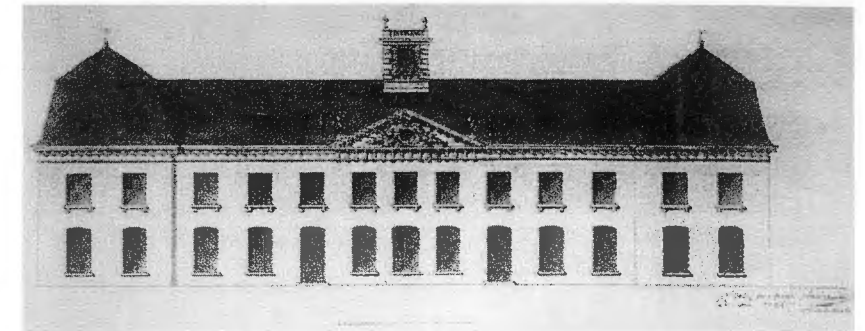


Fig. 4.

Nous connaissons à ce jour deux constructions dans lesquelles il eut une part active. Pendant un an et demi, de février 1789 à 1790-1791, sur les plans de Victor Louis, il est chargé de construire la filature de la Motte Sans Gain, aujourd'hui détruite⁴⁸.

En 1792, il dresse les plans du château de La Giraudière projeté à Villeny (fig. 4)⁴⁹. De cette construction nous retiendrons l'étrange ressemblance qu'il

existe entre le dessin représentant la façade antérieure de l'édifice et le premier projet du château Vacquey dressé par son frère aîné.

François Roché meurt à Orléans le 5 septembre 1807 à l'âge de quarante-neuf ans⁵⁰.

Jean-Baptiste-Alexis Roché naquit le 17 décembre 1787 à Bordeaux⁵¹. Son avenir était tracé : il allait suivre la voie de son père, Alexis-Honoré, en devenant architecte après avoir passé vingt-sept années dans le Corps du génie⁵².

Le 1er mai 1802, à l'âge de quinze ans, il intègre le Corps du génie en devenant employé des fortifications et bâtiments militaires des directions de Rochefort et de La Rochelle. Le 1er mai 1810, il est nommé garde du Génie de quatrième classe, puis de troisième classe le 15 février 1811, avant de recevoir le grade de garde du Génie de seconde classe le 19 février 1813⁵³. Le 18 octobre 1815, le ministre de la Guerre ayant décidé qu'il serait employé dans la direction des fortifications de Rochefort⁵⁴, le jeune garde se présente au bureau de Lenoir de Lanchal, directeur du Génie à Bordeaux, pour que ce dernier lui attribue un service à remplir⁵⁵. Un des travaux qui lui est confié, est d'établir les plans de la place de Blaye, du fort Médoc et des batteries de Royan et Méché. Son adresse à lever les plans est telle que Pineau, capitaine du Génie, écrit le 27 mai 1816 au Directeur des fortifications de La Rochelle, pour qu'il soit promu adjudant⁵⁶.

On le retrouve à Bordeaux sous les ordres de Jean-Baptiste-Marcellin Combes, capitaine du Génie en chef, dressant des procès-verbaux aux personnes ayant installé des baraques sur les glacis du Château Trompette⁵⁷, puis traçant le plan de cette forteresse destiné à être placé dans l'Atlas qui devra être présenté au Roi⁵⁸.

48. Johanet, «La Motte sans Gain dite la «Motte-Sanguin», *Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, tome XXIV, Orléans, 1946, p. 410-411.

49. Toulhier, *Châteaux en Sologne*, Cahiers de l'inventaire n°26, Paris, 1991. Reproductions p. 151 et 152.

50. A.M. Orléans, Registre des décès 1807, E 3697.

51. A.M. Bordeaux, Registre des baptêmes 1787, GG 135. Acte 1167.

52. Lettre du 24 mai 1834 du Commandant des sapeurs pompiers au Maire de Bordeaux. A.D.Gir. 1 M 855.

53. Etat des services militaires de Jean-Baptiste-Alexis Roché. A.D.Gir. 1 M 855.

54. Lettre du 14 octobre 1815 du Maréchal de camp, chef de la 7^e division, au Directeur des fortifications de Bordeaux pour l'emploi de Roché à Bordeaux. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (19).

55. Lettre du 14 octobre 1815 destinée à Jean-Baptiste Roché, par laquelle le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre lui annonce son affectation. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (19).

56. Lettre du 27 mai 1816 de Pineau, au Directeur des fortifications de La Rochelle, à laquelle sont joints les plans dressés par Roché. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (19).

57. Procès-verbaux dressés par Jean-Baptiste-Alexis Roché le 9 juin 1816 pour constater la transgression des lois et règlements sur la conservation des places et postes de guerre. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (1).

58. Lettre du 6 juillet 1816 de Pineau à Constantin. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (4).

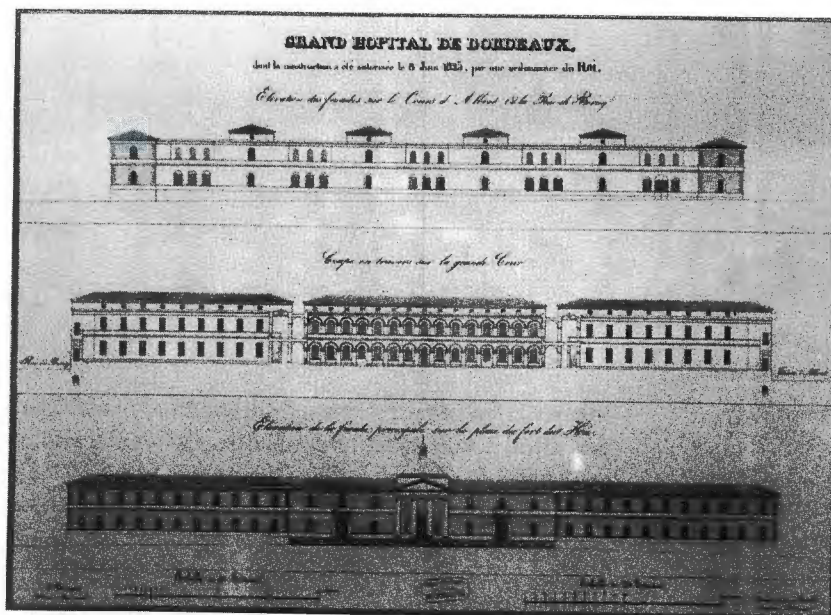


Fig. 5.

Au début du mois de novembre 1816, il est employé à Blaye pour établir des plans de bâtiments militaires relatifs aux projets d'ouvrages de 1817⁵⁹. Mais un travail plus important l'attend encore. En effet, le Château Trompette devant être démoli, Roché et Alexandre Poitevin sont choisis pour dresser le procès-verbal de déplacement des matériaux appartenant au Génie militaire⁶⁰.

La même année, il reprend un travail fait par son père quatorze ans auparavant, en relevant les plans des batteries du Bassin d'Arcachon et en supervisant les constructions à y faire⁶¹.

Quatre ans plus tard, le 30 novembre 1821, il dresse le plan général de la caserne Notre-Dame à Bordeaux, en vue des ouvrages de restauration, d'agrandissement et d'appropriation, projetés dans ce couvent affecté aux bâtiments militaires⁶².

En juillet 1822, il trace le plan d'un hôpital militaire de 90 à 100 malades, projeté à Bordeaux entre le jardin public, la place Bardineau, les maisons de particuliers donnant sur la rue du Réservoir (rue Albert de Mun) et celles donnant sur la rue Saint-Laurent⁶³. A peu près à la même époque, il est choisi pour être inspecteur des travaux de l'hôpital Saint-André et travaille avec l'architecte Jean Burguet⁶⁴. Des plans qu'il effectua de cet hôpital, il ne nous reste que ceux lithographiés par Lége représentant pour le premier le rez-

de-chaussée, pour le second les élévations identiques des façades donnant sur le cours d'Albret et la rue de Berry, et de la façade principale donnant sur la place du fort du Hâ et une coupe longitudinale (fig. 5)⁶⁵.

Cette volonté de construire de nouveaux hôpitaux n'est pas étrangère à l'époque. Jusque-là on groupait les malades dans des salles communes et peu aérées, sans tenir compte de la contagion possible. A partir du dernier quart du XVIII^e siècle, on songe à créer

59. Lettre du 28 novembre 1816 de Pineau à Constantin. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (4).

60. Procès-verbal de déplacement des matériaux du Château Trompette, établi par Poitevin et Roché le 12 novembre 1817. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (1).

61. Lettre du 28 janvier 1818 de Pineau à Constantin. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (4).

62. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, X-3. Consulter aussi le devis estimatif des ouvrages projetés pour l'année 1822 aux bâtiments militaires de la place de Bordeaux, daté du 15 décembre 1821. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (2).

63. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XX-1.

64. Deux lettres datées du 6 juin et du 11 décembre 1826 écrites par la Commission administrative des Hospices civils de Bordeaux étaient destinées à Roché, inspecteur des travaux du nouvel hôpital. A.M. Bordeaux. Fonds Delpit 113.

65. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XX-22 et XX-23/(1-8).

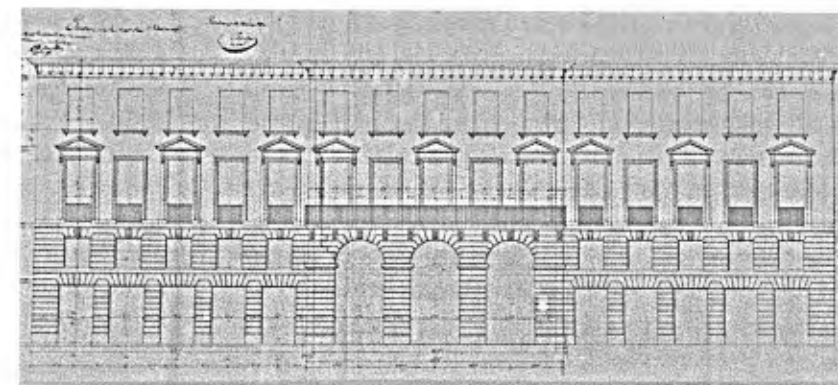


Fig. 6.

des hôpitaux spécialisés, vastes, aérés et hygiéniques. D'ailleurs, si Roché fut sollicité pour ce nouveau travail, c'est sans doute parce qu'il avait présenté à la Commission des Hospices de Bordeaux un mémoire, aujourd'hui incomplet, montrant cette évolution⁶⁶.

Cette nouvelle expérience accroît son désir de devenir lui-même architecte, et il demande sa retraite en donnant comme motif qu'une affection visuelle ne lui permet plus de continuer son service, ce qui ne trompe personne⁶⁷.

Subitement remis de sa cécité après sa démission le 27 janvier 1829⁶⁸, Roché peut s'établir à son compte et travailler en tant qu'architecte. Les revenus liés aux ouvrages qu'il va entreprendre seront ainsi nettement supérieurs au salaire qu'il percevait dans le Corps du génie.

66. Mémoire sur un projet d'hôpital. B.M. Bordeaux, Fonds Delpit, 160/45.

67. Lettres du 24 août et du 18 novembre 1828 de Pineau à Constantin. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (4).

68. Etat des services militaires de Jean-Baptiste-Alexis Roché. A.D.Gir. 1 M 855.

69. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, CIX-79.

70. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XXVI-56.

71. Etat des services militaires de Jean-Baptiste-Alexis Roché. A.D.Gir. 1 M 855.

72. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XIX-8/1 et XIX-8/7 à XIX-8/10 et LXII-85 et LXII-87.

73. Lettre du 24 mai 1834 de Filleau au Maire de Bordeaux. A.D.Gir. 1 M 855.

Il commence par étudier un projet de fourneau à établir dans la cuisine de l'hôpital militaire de Bayonne, dont il trace le plan le 1^{er} novembre 1829⁶⁹, avant de s'intéresser en 1830 au projet d'élévation d'un Vauxhall donnant sur la rue de l'Intendance (fig. 6)⁷⁰. Capitaine de la Garde Nationale de Bordeaux le 5 août 1830, il est nommé le 25 juillet 1831 capitaine dans les Sapeurs Pompiers et y exerce en outre les fonctions d'officier payeur et de major du Corps⁷¹.

C'est dans ce cadre qu'il se penche sur les problèmes hydrauliques en établissant notamment des plans de situation des sources dans le but de les acheminer à Bordeaux et ainsi pourvoir la ville d'une quantité d'eau suffisante pour une plus grande salubrité et pour une meilleure efficacité en cas d'incendie. Il dresse sept plans⁷² sur le parcours de la conduite principale qui doit amener à Bordeaux les eaux des sources de Vayres et de Goandes, avec les machines motrices destinées à les élever à la hauteur du château d'eau. Filleau, commandant des Sapeurs Pompiers, constatant l'efficacité de Roché, demande à deux reprises à Brun, maire de Bordeaux, que lui soit décernée la croix de la Légion d'Honneur⁷³.

A la fin de sa vie, son activité d'architecte s'accroît. Il est chargé par la Commission des Hospices civils de Bordeaux, de s'occuper de l'asile public des Aliénés. En effet, le nombre des aliénés augmentant, le gouvernement, par la loi du 30 juin 1838, demande à chaque département de se doter d'un hôpital psychiatrique. Cette sensibilisation de l'opinion publique est liée à l'étude de deux docteurs en médecine, Esquirol et Parchappe, qui considèrent que tout malade mental peut être guéri. La folie cessant d'être un destin pour devenir une pathologie, des propositions sont lancées. En 1819, Esquirol et Lebas dans leur étude,

Des établissements d'Aliénés en France, proposent des plans où les malades sont classés par maladies spécifiques dans des pavillons aérés et isolés les uns des autres et disposés hiérarchiquement en fonction de la gravité de leur maladie. En août et septembre 1844, Roché relève les plans de l'asile public d'Aliénés situé entre les rues Saint-Jean, Monfaucon et Grate Cap, en changeant la destination de certains bâtiments et fait un dernier plan dans le projet de l'agrandir⁷⁴. Ensuite, il travaille sur l'hospice des Vieillards et dresse le 6 décembre 1841, un plan d'une buanderie à y construire, puis le 14 mai 1850 celui de l'établissement d'une chambre à bains dans le quartier des femmes, avant d'expliquer dans un ultime dessin, exécuté le 3 juillet 1851, la reconstruction d'un ancien local tombant en ruine où seraient réunis les bains des femmes et un égouttoir au-dessus duquel serait établie la salle de pliage⁷⁵. Puis, le 16 juillet 1852, il dresse un croquis de l'hospice des Incurables⁷⁶.

Ses dernières constructions sont répertoriées dans sa correspondance avec la Commission des Hospices civils de Bordeaux⁷⁷. Il répare la maison de Monsieur

Cavaillac située au 199 de la rue Fondaudège. En 1859, il doit retravailler à l'hospice des Vieillards pour y amener l'eau de la ville et y installer un lavoir. En 1860, il s'occupe de la maison située au 8 de la rue Fondaudège. En 1861, il participe à la réparation de l'hôtel de l'Administration des Hospices situé cours d'Albret, construit par Jean Burguet. La même année, il s'occupe d'une échoppe située au 50 de la rue Estey à Bègles. Enfin, son dernier travail concerne les Archives.

Il meurt le vingt-six février 1863 à l'âge de 75 ans⁷⁸.

74. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XXI-1, 2 et 4.

75. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XXI-31. Consulter aussi A.D.Gir. II Z 1179.

76. B.M. Bordeaux. Fonds Delpit, XXI-30.

77. A.M. Bordeaux. Fonds Delpit 113. Correspondance entre la Commission des Hospices civils de Bordeaux et Roché.

78. A.M. Bordeaux, Registre des décès 1863. Acte 325, 2° section.

Alexis-Honoré Roché

par Fabienne Hellouin de Cénival

Dès le milieu du XVIII^e siècle, le néo-classicisme, mouvement artistique international, allait s'opposer au style baroque et lutter contre l'exubérance ornementale du rocaille en revenant aux sources anciennes et pures issues de l'Antiquité.

Cet idéal esthétique fondé sur une théorie du beau absolu allait être stimulé de deux manières : par les fouilles entreprises entre 1719 et 1748 à Herculaneum et Pompéi et par les essais d'érudits. Que ce soit en effet, le recueil de l'archéologue et antiquaire Caylus qui «exalte la supériorité et l'antériorité des sources grecques de l'architecture classique», l'*Essai sur l'architecture* de 1753 de Laugier ou la *Supplication aux orfèvres* de 1754 de Cochin, tous soulignent la simplicité, l'admirable élégance et la vigueur expressive de l'architecture hellénique. Ces trois ensembles théoriques majeurs allaient combattre «la petite manière» du rocaille réduit à l'emploi de lignes ondulantes et sinueuses, de courbes et contre-courbes.

Le nouveau style, caractérisé par des lignes droites et rigoureuses, par des volumes simples et élémentaires, allait être soutenu et encouragé par Marigny, frère de Madame de Pompadour, directeur des bâtiments du Roi, tandis que son ami Soufflot, influencé par les chefs-d'œuvre de l'art grec archaïque, allait s'employer à l'utiliser.

Les sources d'inspiration artistique liées à l'idéologie officielle allaient elles aussi évoluer. Les artistes devaient en effet célébrer les régimes successifs pour espérer être reconnus et surtout recevoir des commandes. Ces revirements furent d'ailleurs pour certains la clé de la réussite.

Les thèmes, qu'ils soient événementiels comme le serment du Jeu de Paume, la prise de la Bastille ou la Déclaration des droits de l'homme, moraux comme l'édification de la Nation, la Patrie, la Liberté, l'Égalité ou le culte des Grands Hommes, littéraires et philosophiques comme le culte de l'état de nature ou la nostalgie des temps primitifs, furent tour à tour utilisés par les architectes pour les décors et les monuments.

L'art militaire devait lui aussi se renouveler. À partir du renouvellement du Corps du génie en 1791-1792, les ingénieurs et leurs adjoints sont pour les uns d'anciens ingénieurs des Ponts et Chaussées, pour les autres des architectes. La stratégie militaire évoluant, leurs dessins sont marqués par une nouvelle préoccupation : seule une armée qui manœuvre gagne une guerre. Des batteries de défense côtières comme à Toulon ou des tours modèles comme à Boyardville (côte Nord-Est de l'île d'Oléron) destinées à éviter une invasion

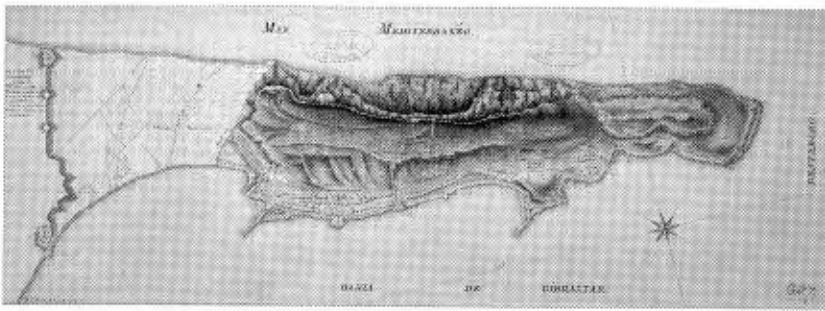


Fig. 1.

anglaise et à établir le blocus économique contre les Anglais, allaient être la préoccupation majeure des responsables du Génie.

C'est dans ce contexte que se déroule la carrière d'Alexis-Honoré Roché (1757-1828), issu d'une famille d'entrepreneurs et d'architectes orléanais, et ayant connu tour à tour les statuts militaire, privé et public¹.

Nous essayerons à travers sa triple carrière de montrer ce que furent ses préoccupations idéologiques et de voir si certains de ses projets ou constructions sont caractéristiques du style de l'époque ou dénotent une certaine originalité.

Le militaire

Le patriotisme paraît être un des traits significatifs du personnage.

A deux reprises Roché n'hésite pas à s'engager dans l'armée. La première fois en 1779 ; à la suite de cela, il est envoyé à Gibraltar pour participer au siège mémorable de 1782 contre les Anglais. Il y séjourne jusqu'en 1785, date à laquelle, capitaine du Génie, il dresse par ordre du gouvernement Espagnol un plan de la presqu'île avec la disposition des bâtiments militaires ennemis (fig. 1). La seconde fois, en 1793, lorsque l'article premier de la loi du 21 février autorisa le ministre de la Guerre à compléter le Corps du génie, largement décimé par l'émigration, en recrutant des ingénieurs des Ponts et Chaussées, ou d'anciens ingénieurs-géographes qui avaient étudié le dessin spécifique à la fortification. Si le recrutement s'avérait insuffisant, le Ministre permettait de l'élargir à ceux dont les fonctions se rapprochaient de celles

du Génie et qui passeraient avec succès un examen de théorie et de pratique. On recruta donc des architectes, et en général tous ceux qui pratiquaient le dessin, instrument, à dire vrai, privilégié des ingénieurs. Il était donc tout à fait normal, que Roché, étant donné ses activités antérieures², fût réintégré dans le Corps du génie.

Durant vingt ans, fort de son expérience, il mit au point de nouveaux systèmes de fortifications, fut chargé de diriger certaines constructions, présenta un mémoire d'ouvrages à effectuer pour une nouvelle attaque sur Gibraltar et traça des ouvrages de défense liés au changement de tactique militaire. Néanmoins, malgré son important mémoire dédié à Bonaparte dans lequel il précisait que «chercher à nuire à la perfide Angleterre est un devoir pour tous Français»³, nous nous attacherons surtout à replacer ses études de fortifications dans le cadre de l'évolution de la stratégie militaire sous le Consulat et l'Empire, constatant un réel décalage entre sa pensée et l'idée chaque jour plus convainquante d'une armée mobile.

«Soyez attaquants, sans cesse attaquants !» Ce mot d'ordre du Comité du Salut Public aux généraux allait être repris par Napoléon de manière systématique. Ce grand stratège, nourri des idées de Guibert et fervent admirateur de l'armée prussienne, allait abandonner la guerre de siège au profit d'une guerre de

1. Hellouin de Cenival, «Alexis-Honoré, François et Jean-Baptiste-Alexis Roché», Société archéologique de Bordeaux, tome LXXXV, 1994, p. 209-218.

2. Hellouin de Cenival, *idem*, 1994, p. 209-218. En 1786 il s'installe à Bordeaux comme architecte.

3. Lettre de Roché du 12 fructidor An XI, destinée au Premier Consul. S.H.A.T. Vincennes, pavillon du Génie, Mr 1420.

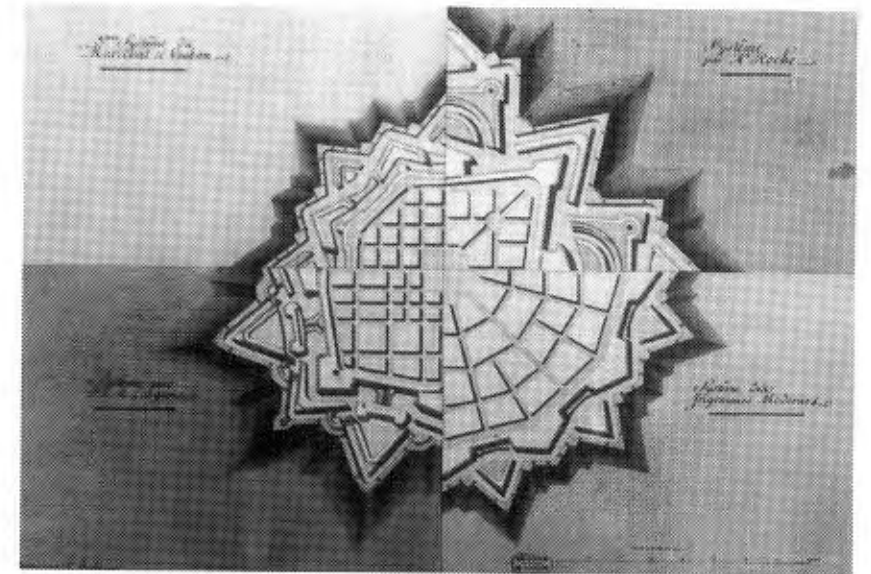


Fig. 2.

mouvement, seule manière à ses yeux d'anéantir au plus vite l'adversaire. Il faut dire que cette stratégie ne pouvait que s'imposer, à une époque où l'on considérait que les places fortes étaient trop nombreuses et que le manque de moyens financiers de l'Etat ne permettait plus de les entretenir ni de toutes les équiper. On se borna à ajouter quelques ouvrages avancés à certaines places, à changer des éléments détériorés. Ces ouvrages allaient donc être réduits à un rôle secondaire : points d'appui pour la manœuvre, ou simples entrepôts.

Pourtant, Roché va proposer plusieurs systèmes de fortifications dont un, daté du 6 mars 1802 (fig. 2), qu'il confronte à d'autres pour prouver, outre ses connaissances en matière de tactique militaire, la supériorité de son système de défense due à une meilleure disposition et à l'organisation des ouvrages avancés.

Avant de commenter son système, nous rappellerons brièvement ce qu'étaient les trois autres, celui des ingénieurs italiens, puis ceux de Vauban, si bien appliqué à Neuf-Brisach, et de Lobgeois, adjoint du Génie de première classe comme Roché et qui fut employé à Bordeaux durant les années 1800⁴.

«La deuxième moitié du XVI^e siècle est la période du monopole italien. Inventeurs du bastion, les ingénieurs italiens apprennent très vite à combiner le tracé pentagonal et le profil remparé, créant ainsi le système bastionné...»⁵. Ces spécialistes des places fortes se mettent au service des souverains européens susceptibles de leur offrir des créations de grande envergure, qu'ils ne peuvent réaliser dans leur pays morcelé en petites principautés. Ils travaillent ainsi pour François I^{er}, Charles Quint, Henri VIII. Mais comme «ils se mettent au service du plus offrant et ne répugnent pas à changer de maître d'ouvrage s'ils y trouvent leur intérêt»⁶, les pays décident de former, chez eux, des ingénieurs nationaux. L'idée la plus originale mais concrètement la moins intéressante fut celle du plan radioconcentrique donnant à la place forte la forme d'une étoile dont les bastions étaient les pointes (fig. 2). Ce plan est en effet peu pratique et le tracé des rues devient incommode. Il en résulte une perte de mobilité et donc de temps, point à ne pas sous-estimer dans un système de fortification. Par contre, ils commencent à disposer des ouvrages successifs de façon à organiser la défense en profondeur.

Cette disposition fut utilisée par Vauban à Neuf-Brisach de manière extraordinaire. Cette place forte, située dans la plaine d'Alsace, fut construite à partir de 1697 selon son troisième système. Ici, il dispose deux enceintes concentriques échelonnées en profondeur (fig. 2). L'enceinte extérieure, dite de combat, est faite de bastions détachés, et cache à l'ennemi l'en-

4. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (2).

5. Sailhan, La Fortification : Histoire et dictionnaire, Paris, 1991, p. 170.

6. Sailhan, *idem*, 1991, p. 170.

ceinte intérieure, dite de sûreté. Le flanquement de cette dernière est assuré par des tours bastionnées construites sur plan pentagonal. Quant à sa courtine, elle est aussi bastionnée : ce qui permet de l'allonger. Dans ses flancs sont disposées des casemates d'artillerie. Pour dissimuler la partie basse des courtines et interdire à l'assaillant d'ouvrir une brèche dans le corps de place ailleurs que par les faces des bastions, Vauban utilise la tenaille. Les demi-lunes, comme les bastions, se dédoublent avec la création de réduits. Enfin, la partie supérieure de l'escarpe de l'enceinte extérieure est un talus de terre et non plus une maçonnerie ⁷.

Le plan de la ville, orthogonal, répond aux nouvelles techniques de guerre. Il fut choisi pour faciliter le lotissement et la construction de la ville, sans négliger le problème de la circulation en permettant une plus grande mobilité.

Ce plan sera repris par Lobgeois pour son système de fortification (fig. 2) qui comprend en partant de l'intérieur, une enceinte continue de murailles, formées de segments rectilignes (les courtines), flanquées par des bastions à orillons, organes permettant de défilier l'entrée de la place, précédée par un fossé. Au centre de ces bastions, se trouve une tour servant probablement de réduit de sûreté. Pour fortifier les courtines, il dispose des tenailles qui communiquent avec le corps de place par un couloir. Comme ces tenailles sont disposées très en avant des courtines, Lobgeois constitue une enceinte extérieure de combat en établissant des contre-gardes à leur alignement. De plus, pour fortifier cette deuxième enceinte il établit des demi-lunes en avant des tenailles. Enfin, comme Roché dans son projet du 15 frimaire An X (6 décembre 1801), il utilise pour les places d'armes rentrantes, un dispositif de retranchements en quart-de-cercle formant un ouvrage défensif contre l'attaque du chemin couvert. Plus qu'auparavant, Lobgeois tend à éclater son système de fortification : sa théorie est soutenue par la volonté de réduire l'efficacité des tirs directs sur les corps de place. Pour cela et d'une manière plus voyante que Vauban, il dispose des ouvrages en avant de l'enceinte de combat.

Roché propose des ouvrages avancés de très grandes dimensions (fig. 2). De ce fait, la place fortifiée semble réduite par rapport à l'ensemble du système. L'enceinte de sûreté se compose de courtines dispo-

sées entre des bastions angulaires de plan pentagonal et des bastions centraux à orillons. Il affaiblit considérablement son enceinte en omettant les tenailles en avant des courtines : ouvrages essentiels à la défense du front bastionné que les ingénieurs des trois autres systèmes n'oublient pas. Il simplifie donc le tracé, mais propose des contre-gardes pour les bastions angulaires et des ouvrages à cornes en avant des bastions à orillons. Chaque ouvrage à cornes est constitué de deux bastions angulaires défilant un réduit de sûreté semi-circulaire et séparé d'eux par un fossé intermédiaire. Ces bastions ont un dispositif de retranchements. Au-delà des ouvrages à cornes, nous discernons des demi-lunes en avant desquelles se développe le chemin couvert, rythmé comme dans les trois autres systèmes de traverses entre les places d'armes saillantes et rentrantes.

Roché tente donc d'augmenter, comme Lobgeois et surtout Vauban, l'invulnérabilité de la place en disposant les ouvrages défensifs en profondeur, mais il en néglige un essentiel : la tenaille. Or, il se doutait que ce système comprenait des lacunes, et le 25 janvier 1811, en présentant un ultime projet de fortification appliqué cette fois-ci à un carré de 800 mètres de côté, il améliore considérablement la défense de la place forte en s'inspirant par endroit du troisième système de Vauban (fig. 3).

Par ce nouveau tracé, il veut démontrer que son système de fortification offre contre l'attaque «une défense de 105 jours, avantage sur le tracé de M^r. de Cormontaigne, qui n'est que de 63 jours» ⁸.

Cormontaigne était l'auteur de plusieurs ouvrages : *Le Mémorial de l'attaque des places*, *Le Mémorial de la défense des places* et *Le Mémorial de la fortification permanente*, que l'Ecole de Mézières publia en 1806. Dans ses ouvrages, étudiés par le Corps du génie et donc par Roché, Cormontaigne face à l'augmentation de la portée de l'artillerie, proposait de disposer

7. Sur le troisième système de Vauban, consulter : Faucherre, *Places fortes : bastion du pouvoir*, Paris, 1990, p. 47-55 ; Prost, *Les Forteresses de l'Empire : Fortifications, villes de guerre et arsenaux napoléoniens*, Paris, 1991, p. 33-39 ; Sailhan, *idem*, 1991, p. 171-173.

8. Titre du plan donné par Roché.

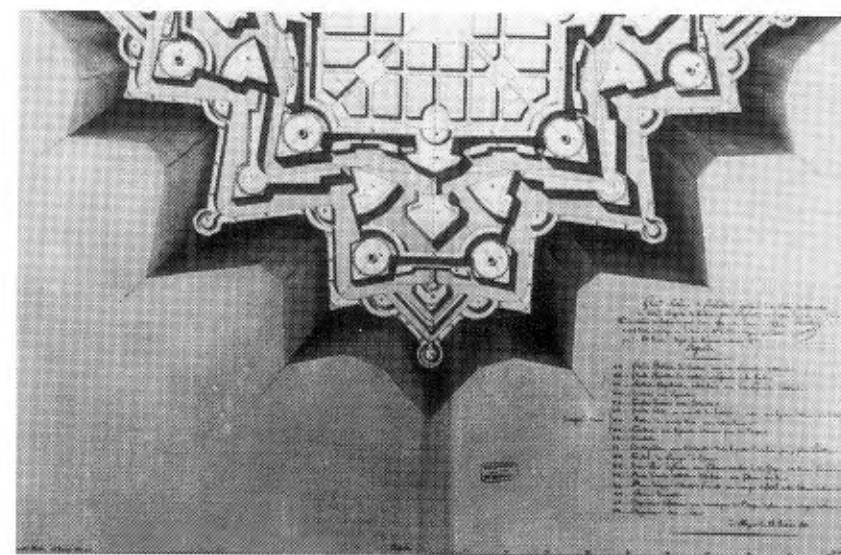


Fig. 3.

à grande distance de l'enceinte, des ouvrages avancés dotés d'artillerie de gros calibre. De plus, il voulait augmenter les dimensions des demi-lunes ⁹.

Cette nouvelle fortification est munie de deux enceintes concentriques échelonnées en profondeur. L'enceinte de sûreté est renforcée par l'utilisation, pour la première fois par Roché, de tenailles en avant des courtines.

La plupart des ouvrages en avancée formant l'enceinte de sûreté comme ceux formant l'ouvrage à cornes comprennent des logements intérieurs. Pour le bon flanquement de chacun des ouvrages, il utilise un système de meurtrières, ainsi que des casemates. Cette défense par de l'artillerie de gros calibre est aussi assurée par les caponnières, petites casemates de flanquement, adossées à l'escarpe et défilées dans le fossé. Roché rejoint ici l'idée de Cormontaigne, qui voulait, pour assurer une meilleure défense, disposer à grande distance de l'enceinte des ouvrages avancés munis d'artillerie de gros calibre. Mais, il augmente encore l'invulnérabilité de cette place par l'emploi de galeries crénelées à la gorge, disposées à la surface des demi-lunes à flanc et des places d'armes rentrantes, ainsi que par l'utilisation de retranchements situés sur les bastions angulaires de l'ouvrage à cornes.

9. Sailhan, *idem*, 1991, p. 230.

10. Cité par Faucherre, *idem*, 1990, p. 69 et par Sailhan, *idem*, 1991, p. 175.

Chacun de ces ouvrages est donc muni d'un système défensif qui lui permet de commander le terrain environnant. La stratégie ingénieuse de Roché va même jusqu'à lui ordonner de disposer des places d'armes saillantes, formant un ouvrage défensif contre l'attaque du chemin couvert.

Il établit donc sa défense en profondeur, en éclatant sa fortification par des ouvrages en avancée détachés les uns des autres. En disposant successivement ces ouvrages, il cache et protège l'enceinte intérieure, de même qu'il limite les effets des tirs directs provenant de l'assaillant. Chacun des éléments indépendants constituant cette fortification devient un point stratégique de défense, de même qu'un point de ralliement de dernière minute pour la garnison et, l'assaillant, avant de parvenir au centre de la place devra prendre chacun des ouvrages avancés, ce qui l'affaiblira par des pertes successives d'effectifs, tout en permettant à la garnison assiégée de se rassembler à l'intérieur d'un réduit de sûreté, et de battre par son artillerie l'ennemi qui voudrait s'en emparer.

Roché à travers ces études nous apparaîtrait têtu et obstiné si Napoléon, pourtant défenseur d'une armée mobile, n'avait pas écrit qu'une fortification était nécessaire : «les places fortes sont utiles pour la guerre offensive comme pour la guerre défensive. Sans doute elles ne peuvent pas seules arrêter une armée, mais elles sont un excellent moyen pour retarder, entraver, affaiblir, et inquiéter l'ennemi vainqueur» ¹⁰.

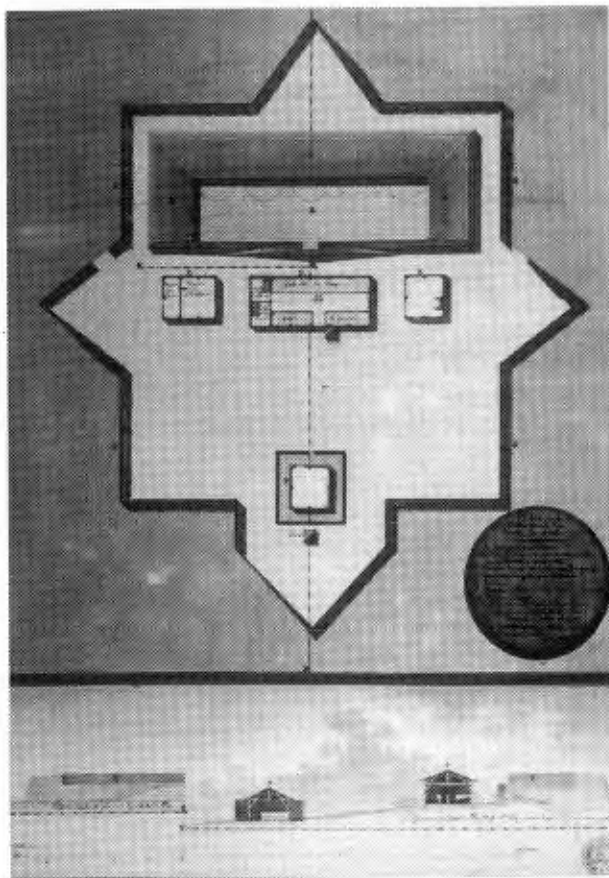


Fig. 4.

Pour défendre l'entrée du Bassin d'Arcachon, Roché fut chargé en 1804 par Bazignan, colonel du Génie, et Fabry, sous-directeur des Fortifications, de diriger la construction de la batterie de la Dune de la Roquette destinée à surveiller la passe Sud du Bassin d'Arcachon (fig. 4)¹¹ et de présenter en 1806-1807 une étude de la batterie du Cap-Ferret destinée à surveiller la passe Nord (fig. 5)¹².

Il est intéressant de noter que les organisations intérieures de ces deux fortifications se ressemblent étrangement, avec le bâtiment des cuisines, séparé du corps de garde et des logements de l'officier et du garde batterie, et, isolés du reste, les magasins de l'Artillerie et du Génie. Tourné vers l'intérieur des terres et donc situé à l'opposé de la batterie est établi le magasin à poudre, lequel, à la fortification du Cap-Ferret, est surveillé à l'arrière et dans son axe par une guérite.

Le tracé de la fortification du Cap-Ferret apparaît plus astucieux que celui de la Roquette, dans la mesure où il épouse le terrain pour assurer une plus grande protection en couvrant la superficie voulue.

Par ses solutions originales et son souci de l'esthétique des places, Roché apparaît comme un véritable ingénieur militaire. Son traité du 18 février 1807 sur la valeur des logements souterrains le prouve¹³. Cette solution était à l'époque largement critiquée. Cette volonté de pourvoir les fronts bastionnés de réduits de sûreté, pour une plus grande protection de la garnison et une meilleure tactique défensive, est à rapprocher d'un plan daté de 1811 dans lequel Roché reprit un projet déjà présenté en pluviôse An XI (janvier 1803) au Premier Inspecteur Général du Génie qui l'avait accepté. Il s'agissait d'une construction blindée jouant le rôle de réduit de sûreté tout en assurant une plus grande protection par l'utilisation de deux étages de feux à l'épreuve de la bombe. Outre ses deux destinations, cette construction pouvait servir de magasin si l'on supprimait les créneaux.

Mais la tactique militaire ayant été bouleversée par le choix d'une armée mobile, il devint vite indispensable de multiplier sur le territoire des petits ouvrages au plan établi, construits de façon rapide et à moindre coût, et qui apparaîtraient comme des sentinelles veillant sur le territoire de l'Empire. Le Comité Central des Fortifications adopta la tour modèle : ouvrage soumis à l'Empereur en 1811 dans le cadre de la définition d'une politique de modèles pouvant être réalisés d'un bout à l'autre de l'Empire. Ces tours définies en cinq variantes en fonction de leur taille, devaient être utilisées pour la défense des côtes.

Ces modèles connurent un grand épanouissement sous le règne de Napoléon Ier. Ils furent réalisés aussi bien à Willemstad (port de l'île de Curaçao) qu'à Raguse (Dubrovnik), dans les Alpes, ou même sur l'île d'Oléron¹⁴, ou Roché, entre le 15 juillet et le 8 octobre 1813, releva deux plans de la nouvelle tour modèle n° 1 en construction à Boyardville.

11. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (11, 12), 3 L 313.

12. A.D.Gir. Génie militaire, 2 J 7 (11).

13. Traité sur la valeur des logements souterrains établi par Roché le 18 février 1807 à la suite du devis. *Idem*.

14. Prost, *idem*, 1991, p. 107-120.

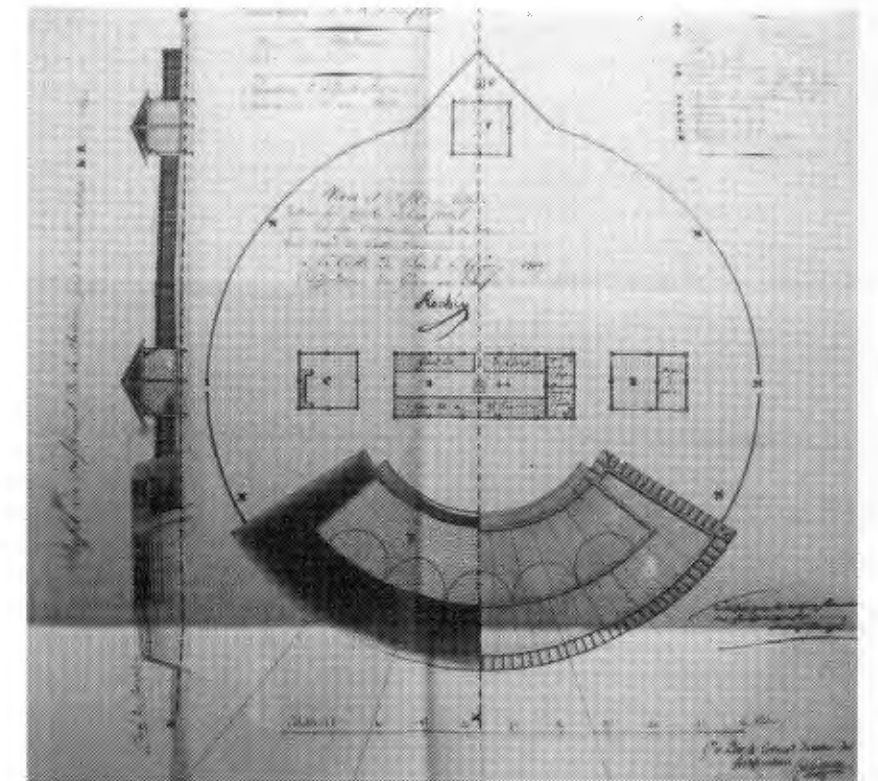


Fig. 5.

Durant son service, Roché eut aussi la possibilité de renouer avec l'une de ses plus grandes préoccupations : l'architecture traditionnelle. Il fut d'ailleurs marqué par les idées civiques et patriotiques issues de la Révolution comme nous le prouve la construction à Agen en l'An IV d'un autel, aujourd'hui disparu, pour la fête départementale du Lot-et-Garonne, et deux projets (fig. 6 et 7) (le second n'étant en fait qu'une variante du premier) représentant l'élévation d'un temple dédié aux braves guerriers morts aux champs d'honneur.

La fête devient sous la Révolution, un moyen de propagande, tout en permettant une unité nationale. Dans une lettre circulaire du 17 ventôse An VII (7 mars 1799), François de Neufchâteau, ministre de

l'intérieur, décrit la théorie des fêtes : «Une pensée philosophique a présidé à l'ordonnance du système des fêtes. Elles sont politiques ou morales. Les premières ont pour but de rappeler à l'universalité des citoyens, par des images imposantes, le sentiment de leur dignité, de leurs droits et de leurs devoirs ; ou de solenniser les époques mémorables et les grands souvenirs des triomphes de la République. Les autres présentent des tableaux moins vastes, mais gracieux et revêtus de l'intérêt le plus touchant : elles retracent les vertus des différents âges, des professions diverses ; elles répandent et approprient l'instruction à toutes les époques, à toutes les circonstances les plus marquantes de la vie : et c'est ainsi que l'institution des fêtes contribue à former à la fois l'homme et le citoyen... L'amour de la patrie et de la Constitution, le sentiment de la fraternité, doivent animer les fêtes politiques ; ces sentiments se retrouvent dans les fêtes morales, mêlées à des leçons»¹⁵. «Ainsi se succèdent, tout au long de l'année, une dizaine de fêtes officielles, véritable liturgie civique : fête de la Fédération, de la Raison, fête de l'Etre Suprême, fêtes de la Jeunesse, des Epoux, de l'Agriculture, etc...»¹⁶.

15. Document cité par Bériac, «Jardins, loisirs et fêtes : de la table de whist aux panathénées». Le port des Lumières. Architecture et art urbain. Bordeaux 1780-1815, Bordeaux, 1989, p. 58.

16. Bériac, *idem*, 1989, p. 58.

Pour ces fêtes, ingénieurs et architectes produisent des décors en charpentes.

L'arrêté du 14 pluviôse An IV (4 février 1796) ordonne l'élévation d'un autel de la patrie au Champ de Mars, à Agen le 25 pluviôse An IV (15 février 1796), pour la prestation de serment des fonctionnaires publics, ordonnée par l'arrêté du Directoire exécutif du 22 nivôse de la même année (12 janvier 1796).

Roché, dans sa soumission acceptée par l'administration, doit se charger de tous les frais de transports des bois, et élever l'autel, aujourd'hui disparu, «moyennant la somme de 240 livres en espèces métalliques ou assignats au cours du change»¹⁷, ce qu'il fit si on en croit «le certificat de l'ingénieur en chef portant que le citoyen Roché a bien et dûment exécuté les ouvrages annoncés dans sa soumission»¹⁸.

Dans son «Rapport sur un projet de colonne à la Paix à élever sur le terre-plein du pont Neuf» en l'An VI, Bernard Poyet incite la République à marquer de son empreinte l'ensemble du territoire : «Le régime républicain doit remplacer l'effet des clochers par des colonnes, des obélisques et des monuments enfin dont l'élévation, en attestant la gloire de la Nation sous l'empire de la Raison, égale au moins ces tours et ces flèches que les fanatiques avaient élevées»¹⁹. Pourtant, comme les années précédentes, cette invitation reste sans effet. Il est vrai qu'à l'époque révolutionnaire, il est difficile de dégager des crédits pour la construction de ce genre de monuments mais des projets sont tout de même établis. En 1796, Roché trace un plan d'un temple dédié aux braves guerriers morts aux champs d'honneur (fig. 6), suivi d'un second plus grand annoté et non daté et qui semble pourtant être une variation sur le même thème (fig. 7).

En étudiant ces deux plans, on remarque une certaine ressemblance avec un plan de Combes, exécuté à l'occasion du grand prix de 1781, et dont le sujet était : le plan, la coupe et l'élévation d'une cathédrale pour une capitale comme Paris.

En effet, comme Combes, Roché pour ses deux projets, «accouple en forme de croix grecque quatre temples uniformes d'après ce beau modèle (le Parthénon), (sic), il couronne leur point de réunion d'une magnifique coupole...»²⁰.

Roché s'inspire donc du plan idéal par l'utilisation de la croix grecque, et se réfère directement à l'Anti-

quité par l'intermédiaire d'un exemple : l'église Sainte-Geneviève (Panthéon) construite par Soufflot. Il réutilise en effet la couronne de colonnes inscrite sous le dôme, la seule différence étant le recours à une colonnade qui entoure chaque bras de la croix et supporte un entablement droit. Roché suit ici Combes en donnant à son temple une sorte de péristyle.

Si l'on compare maintenant les deux projets de Roché, on remarque de grandes différences. Dans le premier plan (fig. 6), pour donner plus de rythme, il divise le tambour en deux. Au premier niveau le tambour percé de baies à frontons triangulaires est inscrit dans un péristyle externe, formé de colonnes corinthiennes, supportant un entablement sur lequel sont disposées des statues. Au second niveau le tambour, rythmé de baies aveugles en arc cintré aux frontons alternativement triangulaires et en arc segmentaire, s'inscrit dans un péristyle externe dont le diamètre est rétréci par rapport au précédent. Le tout est dominé par un superbe dôme hémisphérique sommé d'un lanternon assurant l'éclairage zénithal. Cette ordonnance confère à son œuvre une certaine élégance et plus de légèreté.

Dans le second plan (fig. 7), la plupart des effets architecturaux utilisés auparavant, ont disparu ; ici la sévérité prévaut. L'entrée n'est plus sommée de frontons alternativement triangulaires et en arc segmentaire comme la précédente. Au-dessus des quatre temples, s'élève le tambour, toujours divisé en deux par l'utilisation de deux péristyles externes identiques formés de colonnes corinthiennes et couronnés par des statues. Mais, ce tambour n'est plus animé de baies à frontons triangulaires ou cintrés. Enfin, au-dessus de ce dernier, s'élève le dôme cette fois-ci ogival et

17. Ordonnance de 28 015 livres en assignats en faveur de Roché pour l'élévation de l'autel à la patrie. A.D. Lot-et-Garonne, Registre, L 78.

18. *Idem*.

19. Bernard Poyet, «Rapport sur un projet de colonne à la Paix à élever sur le terre-plein du pont Neuf», Ventôse An VI ; cité par Folliot, «Des Colonnes pour les héros», les Architectes de la liberté, 1789-1799, Paris, 1989-1990, p. 305.

20. Phrase de Saincrie décrivant le plan de Combes ; cité par Couster, «Louis Combes (1757-1828) ou l'antiquité à l'ordre du jour», Le port des Lumières. Architecture et art urbain. Bordeaux 1780-1815, Bordeaux, 1989, p. 73.

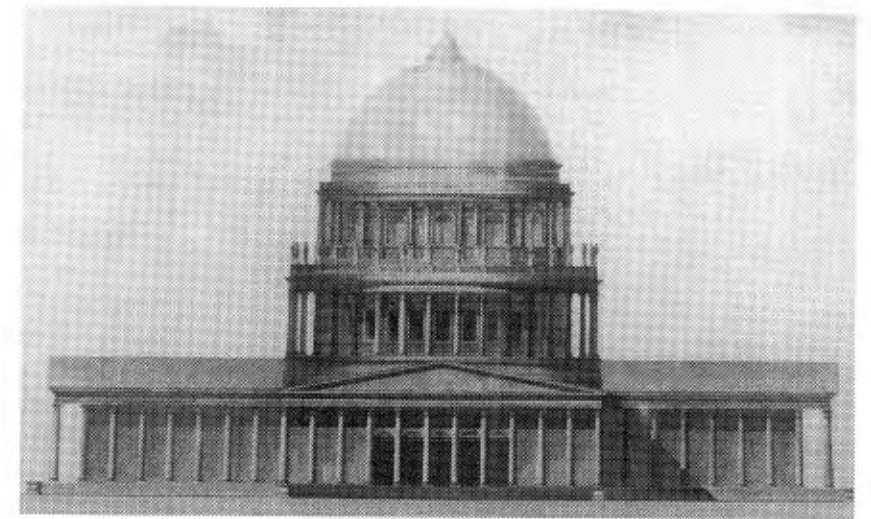


Fig. 6.

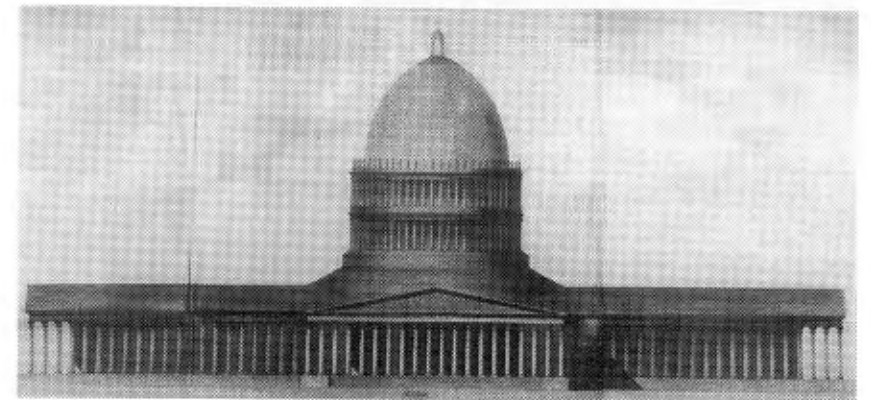


Fig. 7.

dont le tracé apparaît beaucoup moins esthétique. L'auteur confère tout de même à ce projet plus de solennelle majesté et une certaine sévérité non dénuée de grandeur.

Ces deux plans relèvent de l'influence de Combes mais aussi de Soufflot et, surtout pour le premier, des italiens. L'utilisation de baies aux frontons alternativement triangulaires et cintrés, rappelle les œuvres des architectes Bramante et Palladio. La disposition, sur les deux plans, des statues au droit des colonnes formant le péristyle du dôme n'est pas sans évoquer un des chefs-d'œuvre de Rome : la place Saint-Pierre du Bernin.

Un an plus tard, le 29 décembre 1797, un plan de Wailly sur les changements projetés pour le Panthéon parut dans la Décade philosophique. Il reprend un péristyle de forme circulaire disposé sur la base du tambour et supportant au-delà d'un entablement et de balustres, des statues.

La comparaison du projet de Wailly avec ceux de Roché, nous amène à constater chez ce dernier la présence étrange de croix au-dessus des lanternons. Or en dessinant des temples, Roché aurait dû éliminer tout symbole de la religion chrétienne, ce que fait Wailly dans son projet, lorsqu'il veut remodeler le Panthéon. Son programme était dicté par une imitation scrupuleuse de l'architecture grecque antique, mais aussi par une destruction de tout symbole rappelant la destination première du monument, celle d'une église.

L'architecte

En 1786, de retour en France, ayant acquis de bonnes bases architecturales par l'étude du dessin et l'expérience, il décide de satisfaire son désir d'exercer le métier d'entrepreneur et d'architecte en s'installant à Bordeaux. Deux idées sont peut-être à l'origine de son choix. D'une part, à cette époque le commerce bordelais entraîne une grande prospérité économique qui se traduit par une exceptionnelle «fièvre de construction». Celle-ci attire bon nombre d'entrepreneurs et d'architectes, souvent étrangers à la ville, soucieux de répondre à cette multitude de commandes. D'autre part, Alexis-Honoré Roché n'est pas le premier de sa famille à se rendre à Bordeaux pour y travailler. En effet, c'est sans doute Jean-Philippe Roché, son cousin germain, né le 6 mai 1743 à Orléans²¹ et fils d'Honoré Roché qui fut employé au chantier du Grand Théâtre comme tailleur de pierre, et dont nous parlent Féret et Mouilleseaux. Quoi qu'il en soit, il allait rejoindre son frère cadet, François Roché né le 16 mai 1759 à Orléans²², venu s'y installer en 1785 à la demande de Victor Louis²³. Ce dernier, ne pouvant assumer à lui seul la totalité des contrats qu'il passait, était aidé de nombreux employés. Ainsi, Gabriel Durand est chargé de la réalisation des travaux de la place Ludovise et contrôle de fait les ouvriers du chantier et les employés, tel que Alexis-Honoré Roché responsable de l'approvisionnement en outils.

Mais ce sont surtout les commandes de particuliers qui lui permirent d'être vraiment reconnu comme un architecte.

Il fut chargé par Samuel-Charles Peixotto de construire la Maison Carrée d'Arlac. Cette construction dura quatre ans, de juin 1785, date à laquelle l'ancien propriétaire annonce la vente de son domaine, à juin 1789, lorsque la maison est offerte en location. Cette demeure, outre son élégance et son raffinement, est surtout connue pour son salon circulaire élevé sur deux niveaux, couvert en coupole, formant avant corps sur la façade principale et précédé d'une colonnade formée d'un ordre monumental de huit colonnes corinthiennes, dont les deux extrêmes sont engagées, à fût cannelé et reposant sur de hauts socles. L'architecte s'est semble-t-il inspiré du temple de la Sybille à Tivoli pour construire la Maison Carrée, qui par sa simplicité et sa rigueur architectonique, par l'harmonie

de ses proportions, la grâce de ses lignes et l'aisance de son style, est dans la région bordelaise, le seul échantillon de l'élégance raffinée qui marque la fin du XVIII^e siècle, «un précieux et aimable souvenir de ces folies, où tout était prévu et ordonné pour les plaisirs des sens et de l'esprit»²⁴.

A partir du 11 février 1788²⁵, Roché reconstruit pour Antoine Dutemple, conseiller du Roi, directeur et trésorier de la Monnaie de Bordeaux²⁶, le château Vacquey à Sallebœuf. Son parti d'ensemble est un plan symétrique en U, formé d'un bâtiment principal et de deux ailes en retour d'équerre, chacun à un niveau. Les appartements du maître de céans et de sa famille sont disposés dans le corps principal situé au Nord, tandis que les communs occupent les ailes Est et Ouest. Ces dernières sont étroitement liées à la cour par l'intermédiaire de galeries couvertes de toits en appentis soutenus par des colonnes rustiques qui bordent ces ailes. Les appartements du maître sont eux aussi intégrés à l'exploitation agricole par les douze baies donnant sur la cour.

Le style de cette demeure apparaît totalement différent de la Maison Carrée, car Roché, en bon architecte, se devait de répondre aux besoins sociaux et économiques de son commanditaire. Les galeries couvertes de toits en appentis qui règnent au-devant des dépendances à l'intérieur de la cour, donnent à ces parties de l'édifice une certaine majesté, sans pour autant atténuer sa rusticité, car tout a été étudié pour répondre au cadre agreste auquel il est destiné. Quant au décor sculpté situé essentiellement au-dessus de la

21. A.M. Orléans, Registre des baptêmes 1743, GG 1338.

22. A.M. Orléans, Registre des baptêmes 1759, GG 1633.

23. Sur la vie et l'œuvre de Victor Louis, consulter Taillard, Victor Louis (1731-1800), Paris, 1991.

24. Dossier de l'inventaire concernant la Maison Carrée d'Arlac. Consulter aussi Pouthier, «Merveilles Bordelaises : La Maison Carrée d'Arlac», Courrier Français de Gironde, Bordeaux, 19 octobre 1990.

25. Indications données sur le plan. B. M. Bordeaux, Fonds Delpit, LIX/38.

26. Roudié, «Documents concernant la construction de trois maisons de campagne en Bordelais dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : Arzac, Le Burc à Ambès, Vacquey à Sallebœuf», Société archéologique de Bordeaux, tome LXVIII, Bordeaux, 1976, p. 275-293. Consulter aussi A.D.Gir., G 685.

porte d'entrée et des deux fenêtres qui l'encadrent, sur la façade principale, il rappelle celui que Victor Louis utilisa à la maison Gobineau. Rien d'étrange à cela, puisque François Roché ayant tracé les détails des plans de cette maison, aurait pu tout à fait les montrer à son frère aîné²⁷.

Il s'agit donc d'un édifice dont les deux fonctions, maison de plaisance et centre d'un domaine agricole, sont étroitement liées, puisque les logements du maître de céans et de sa famille sont situés au centre de la demeure dans le corps principal, tandis que les services propres à l'exploitation agricole et les logements des valets, serviteurs et autres sont rejetés dans les deux ailes. Cette volonté d'unir la vie sociale et économique répond à l'idéal fixé par Palladio, pour ce genre de construction. La villa palladienne doit être capable d'assurer la vie mondaine de son propriétaire tout en répondant à ses besoins économiques par la rentabilité du domaine. Le luxe dans lequel il vit dépend aussi de ses récoltes. D'ailleurs, n'est-ce pas Palladio lui-même qui écrit dans les *Quattro Libri*, «qu'une maison n'est rien d'autre qu'une petite ville»? Aussi, ce désir de répondre aux intérêts sociaux et économiques du propriétaire fut souvent utilisé dans la région bordelaise comme nous le prouve si bien le château Margaux construit entre 1810 et 1816 par Combes.

Lorsque Monsieur Petit en 1792 désire faire construire une maison rue Saint-François sur l'emplacement de l'ancien couvent des Cordeliers, il sollicite Roché qui, loin d'être un débutant en matière d'architecture privée, peut répondre facilement à ses exigences. En prévoyant dans cette maison la place des entrées, les communications et la destination des pièces, l'architecte va déterminer le cadre de vie de ses habitants²⁸.

27. Hellouin de Cenival, *idem*, 1994, p. 209-218.

28. La maison au XVIII^e siècle. Architecture et construction. Catalogue par Mouilleseaux, Bordeaux, 1973, p. 59.

29. *Idem*. Catalogue par Mouilleseaux, Bordeaux, 1973, p. 59-60.

30. *Idem*. Catalogue par Mouilleseaux, Bordeaux, 1973, p. 17.

31. A.M. Bordeaux. Prospectus imprimé signé Mayeur. Histoire de Bordeaux. Fonds Vivie. Tome VIII, Ms 229.

Cette maison, par son plan, apparaît beaucoup plus modeste que ses sœurs aînées pour deux raisons : la demande du commanditaire et le parcellaire urbain.

Il est évident, que Roché, pour chacune de ses commandes, devait répondre aux besoins sociaux et économiques du maître d'ouvrage. Pour Peixotto, il éleva un petit chef-d'œuvre symbole de richesse et de prospérité. Pour Dutemple, il conçut une demeure qui répondait à la vie mondaine de son propriétaire tout en assurant ses besoins économiques par la rentabilité du domaine. Pour Petit, il construisit une simple maison bourgeoise dans un des faubourgs de la ville. Cette disparité entre ses œuvres tend à montrer que la maison correspond au statut de son propriétaire. Cependant «à l'exemple des riches hôtels de l'aristocratie, cette demeure bourgeoise s'organise autour de trois fonctions essentielles : la réception et le travail, la vie privée, les services de la cuisine et de l'entretien. A cette division sommaire correspondent le salon, la chambre ou le cabinet, et les communs»²⁹. En fait, «rares sont les architectes qui font œuvre originale lorsqu'ils édifient de simples maisons ; ils s'inspirent de modèles existants, et adaptent aux goûts du jour et aux besoins de leur client le schéma traditionnel de l'habitation classique, tel qu'il est défini dans les nombreux manuels imprimés au XVIII^e siècle». Roché aurait tout à fait pu consulter : *Le guide de ceux qui veulent bâtir* de Le Camus de Mézières, paru en 1782, ou bien, *Architecture pratique* de Bullet, dans l'édition de 1788³⁰.

Un autre point qui oppose cette demeure à la Maison Carrée et au château Vacquey est qu'elle est construite sur un terrain urbain soumis à une contrainte qui ne vaut pas pour les terrains ruraux, celle du parcellaire. Jusque-là, Roché avait édifié deux maisons sur des emplacements larges et aérés en dehors de la ville. Il pouvait bâtir de belles propriétés sans se soucier de leur plan au sol. Mais dans le cas présent, il devait se contenter et tirer le meilleur parti du terrain proposé. Cette maison devait être profonde mais étroite en façade : parti qui n'est pas sans évoquer d'ailleurs les demeures du quai des Chartrons.

En 1793, Roché se lance dans l'architecture publique en construisant avec l'architecte Jean Thiac le «Théâtre du Vaudeville-Variétés»³¹ ou Théâtre Mayeur, aujourd'hui détruit, à l'angle des rues de la Révolution (rue Honoré Teissier) et des Fossés des

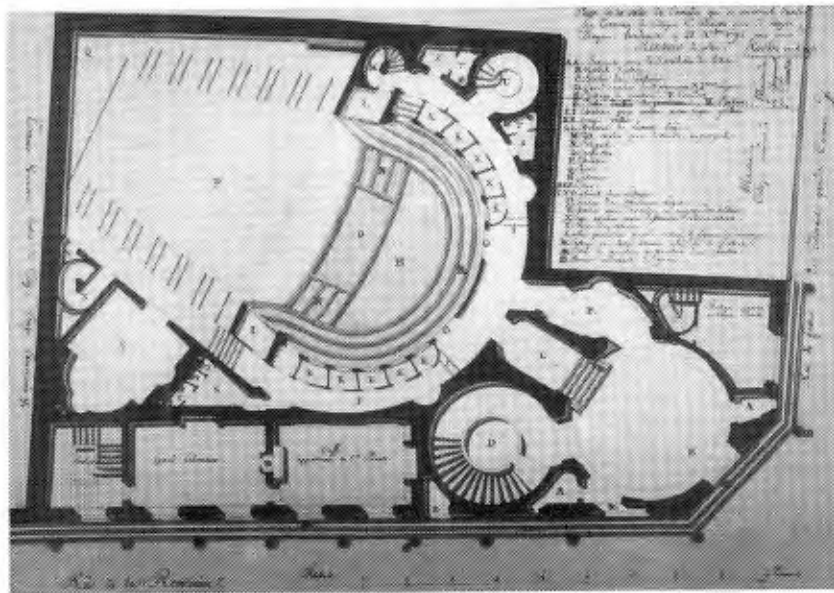


Fig. 8.

Grands-Carmes (cours Victor-Hugo). Il n'est pas étrange que Roché ait travaillé, comme nous le verrons, à plusieurs projets de salles de spectacle à cette époque. En effet, le théâtre jusqu'alors soumis à l'autorisation des jurats, se trouva libéré : «Le 13 janvier 1791, l'Assemblée Constituante étendit aux spectacles le principe de la liberté d'entreprise»³², et l'on vit à Bordeaux, outre le Théâtre Mayeur, s'édifier plusieurs salles de spectacle dont le Théâtre Français érigé entre 1793 et 1800 par Jean-Baptiste Dufart sur le lotissement des Grands-Hommes.

Ce théâtre du Vaudeville-Variétés fut l'entreprise d'un des grands noms du spectacle, Mayeur, qui loua à Peixotto, pour sa construction, les terrains désaffectés du couvent des Grands-Carmes³³, aidé en cela par des «amateurs opulents»³⁴. Le contrat de construction fut passé le 9 janvier 1793 entre Alexis Roché, Jean Thiac et François-Marie Mayeur, le maître d'ouvrage³⁵.

Ce théâtre, ouvert le 29 septembre 1793³⁶, pouvait contenir 1094 personnes³⁷. Sans aller jusqu'à décrire chacun des quatre plans existants, nous remarquons plusieurs constantes qui nous rappellent d'ailleurs le Grand Théâtre de Louis.

Comme lui, pour donner plus de monumentalité et de grandeur à son théâtre, Roché dispose un portique à colonnades en façade (fig. 8). De même, pour rendre l'endroit plaisant et agréable, il ménage une

série de services annexes, comme une boutique et un café qui donnent sur les façades de part et d'autre de l'entrée principale ; cet aménagement tend à intégrer étroitement le théâtre dans son environnement extérieur.

Mais, il fallait qu'à l'intérieur même du théâtre le spectateur puisse se délasser. Il dispose donc un foyer au-dessus de la boutique de Peixotto dont l'intérêt nous est donné par Mayeur lui-même : «Un foyer spacieux, élégamment décoré, dont la vue donnera sur les fossés, et bien échauffé l'hiver, pourra servir dans les entractes de rendez-vous au gens d'affaires,

32. Bériac, *idem*, Bordeaux, 1989, p. 57.

33. Mayeur avait fait partie du Théâtre de la République jusqu'en septembre 1793. Courteault, *La Révolution et les Théâtres à Bordeaux d'après des documents inédits*, Paris, 1926, p. 117-118.

34. A.M. Bordeaux. Prospectus imprimé signé Mayeur. Histoire de Bordeaux. Fonds Vivie. Tome VIII, Ms 229.

35. A.M. Bordeaux, R 12.

36. Journal de Bordeaux du 21 septembre 1793. Consulter aussi le Journal de Bordeaux des 29, 30 septembre et 5, 6 novembre 1793 pour les différentes représentations qui y furent données.

37. A.M. Bordeaux, R 12. Nombre des personnes d'après Roché pouvant être contenues dans la salle de spectacle du Théâtre Mayeur.

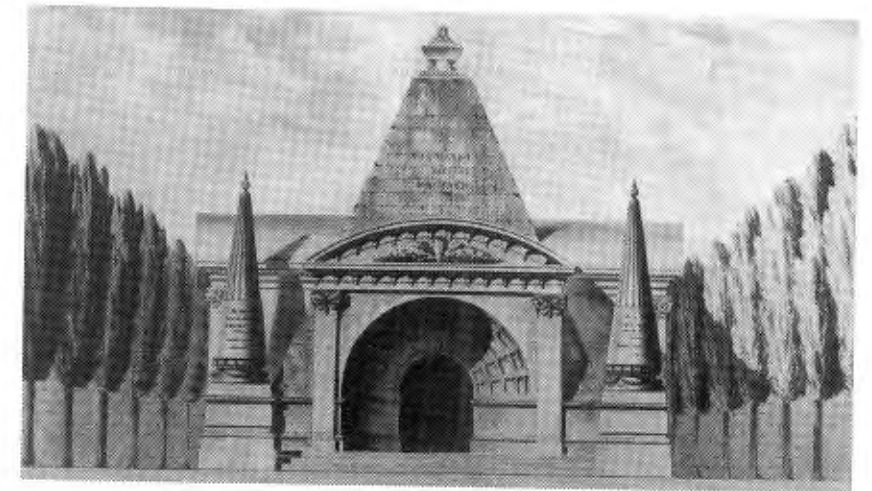


Fig. 9.

de lieu de rassemblement et de club aux politiques, qui y trouveront les journaux de cette ville et les principaux de la capitale»³⁸.

Pour la salle, par contre, il s'inspire du projet de théâtre de Potain ou de l'Odéon de Peyre et Wailly. Quant à la manière ingénieuse de distribuer les pièces en profondeur selon un axe diagonal, elle nous rappelle l'hôtel de Montmorency construit en 1769 par Ledoux à l'angle du boulevard et de la chaussée d'Antin. Roché comme Ledoux maîtrise et exploite les contraintes de l'emplacement en disposant un vestibule de forme circulaire jouant le rôle de pivot et de passage obligatoire pour accéder aux différentes pièces.

Or, un architecte n'est reconnu que par sa souplesse à adapter son projet au terrain qui lui est présenté. Jusque-là, on réservait un grand côté pour la façade mais Roché accepte le parti du terrain et dispose l'entrée principale à l'angle des deux rues. Cette disposition ingénieuse fut aussi utilisée par Dufart lorsqu'il éleva le Théâtre Français.

38. A.M. Bordeaux. Prospectus imprimé signé Mayeur. Histoire de Bordeaux. Fonds Vivie. Tome VIII, Ms 229.

39. Etlin, «La Révolution et l'architecture de la mort», *Les Architectes de la liberté. 1789-1799*, Paris, 1989-1990, p. 284.

40. Bernardin de Saint-Pierre, *Etudes de la nature*, tome III, 1784, p. 363. Cité par Etlin, *idem*, 1989-1990, p. 284.

41. Etlin, *idem*, 1989-1990, p. 284.

42. Jean-Baptiste Avril, *Rapport sur l'Administration des Travaux Publics sur les cimetières*, lu au Conseil Général par le citoyen Avril, Paris, An II de la République. Cité par Etlin, *idem*, 1989-1990, p. 284.

A côté de ces quelques constructions, Roché travailla à divers projets non réalisés. L'un, tracé en 1789 consiste en un tombeau pour Waltner, négociant en vins d'origine allemande venu faire fortune à Bordeaux (fig. 9). Nous n'étonnerons personne en disant que l'époque à laquelle vit Roché est difficile pour un architecte, qui, pour réussir, doit s'adapter à tous changements qu'ils soient politiques ou sociaux. Parmi les modifications que connaît la mentalité du temps figure l'attitude envers la mort.

La commémoration des héros et martyrs comme les enterrements ordinaires allaient être modifiés. On sait que dès 1740, dans un souci d'hygiène urbaine, les réformateurs réclament l'arrêt des inhumations à l'intérieur des églises, mais aussi dans les cimetières situés en ville, ceux-ci devant être déplacés à la périphérie des cités. De même, un changement total de la représentation de la mort a lieu. La mort macabre, cynique et terrifiante telle qu'on la figurait au Moyen Age doit disparaître, «la mort passant pour un doux repos»³⁹. Etlin, à travers les termes de Bernardin de Saint-Pierre nous rappelle ce qu'étaient les tombes : des monuments «posés sur les frontières des deux mondes»⁴⁰. «Le mot cimetière lui-même était remplacé par champ de repos ou élysée» : les terrains de sépulture municipaux devant être aménagés sous la forme d'un jardin paysager⁴¹. Ils seraient «couvert de cyprès, d'ifs, de saules pleureurs, d'autres arbustes et de pavots ; on prodiguerait surtout les massifs de roses, de jasmins et de plantes odorantes»⁴².

Par cette étude, Roché prouve qu'il est capable de refuser les ordres canoniques : les chapiteaux sont

originaux et apportent comme nous le verrons une signification bien précise. D'autre part il innove par la création d'un décor en forme de dents pointues, jusque-là non répertoriées, ornant les cimaises et la base du fronton, qui, d'ailleurs, n'ajoutent rien à la finesse du mausolée, bien au contraire.

Par contre l'emploi de certaines références non conformes à la pensée du temps créent une certaine ambiguïté dans le discours de son monument païen. Les têtes de morts issues du Moyen Âge répondent à un discours macabre, de même que le linceul et la draperie, si chers au Bernin avant d'être repris au XVIII^e siècle notamment par Michel-Ange Slodtz pour le tombeau des archevêques de Vienne mis en place en 1747. Pourtant, Roché utilise l'allée de cyprès pour évoquer l'image apaisante de la mort. D'autre part, tout élément symbolique de la religion chrétienne comme le crucifix a disparu. Mais, l'auteur reprend tout de même la pyramide tronquée, transposition plastique d'un des fondements de la religion chrétienne : l'immortalité. Par cet emprunt, il tend à rappeler la gloire et l'évolution spirituelle que connut cet élément au cours du XVIII^e siècle où il fut utilisé notamment par Jean-Baptiste Lemoyne pour le tombeau du cardinal Fleury (1744) ou par Nicolas-Sébastien Adam pour le tombeau de Catherine Opalinska (1747), avant d'être employé par Pigalle pour la grande scénographie baroque et triomphante du mausolée du maréchal de Saxe (1777), ainsi que par des artistes utopistes comme Etienne-Louis Boullée.

Roché veut montrer à travers ce monument, resté à l'état de projet, la fragilité de la vie. La mort présente peut nous surprendre à chaque instant, comme elle l'a d'ailleurs fait avec Waltner, dont le métier est rappelé par un élément symbolique de sa profession : l'amphore. Mais son passage vers l'au-delà est souligné par sa volonté d'atteindre la gloire et l'éternel. Roché s'inscrit alors dans l'idéologie révolutionnaire : n'est ce pas Maximilien Robespierre lui-même qui lors d'un discours prononcé cinq ans plus tard, le 8 thermidor An II (26 juillet 1794), déclarera que : «la mort est le commencement de l'immortalité»? Cette citation sera utilisée par Michel-Barthélemy Hazon qui concevra dans les années 1800, pour son parc de Cantiers en Normandie, l'un des projets les plus achevés du genre en renouant avec la symbolique chrétienne par l'emploi d'un arbre poussant au sommet de la pyramide devant recouvrir sa tombe et celle de son épouse.

En 1791, Roché dresse un plan des marais des Chartrons et du Château Trompette, destinés à être asséchés «par un canal de navigation et d'arrosage qui débouchera dans le canal de Bayonne et dans la Garonne au-dessus des magasins du Roi»⁴³. Roché n'est pas le premier à évoquer les problèmes d'insalubrité urbaine. Déjà, au XVII^e siècle, Conrad Gaussens avait fait assécher les marais de Bruges et de Blanquefort sans pour autant obtenir l'hygiène et la salubrité désirées puisque, l'écoulement ne se faisant pas bien, les eaux stagnaient et provoquaient des maladies graves⁴⁴.

Un siècle plus tard, en 1773, l'architecte Jean-Baptiste Péchade projeta «un canal circulaire pour servir de limite à l'accroissement, au dessèchement des marais, au redressement des rues, et autres embellissements»⁴⁵. En 1782, l'intendant Dupré de Saint-Maur présenta à l'Académie des Sciences et Belles Lettres de Bordeaux un mémoire d'embellissement de la ville et d'amélioration de la salubrité par la construction d'un canal ceinturant la ville en demi-cercle, relié à ses deux extrémités à la Garonne⁴⁶. Au XVIII^e siècle, les hommes prennent conscience des problèmes d'hygiène et de salubrité urbaine, accrus par l'accroissement démographique et l'expansion économique, qu'une ville médiévale sans rénovation ni restructuration ne peut à elle seule résoudre. Il faut créer une ville moderne propre et aérée. Roché est aussi sensible à cette dernière idée, puisqu'il projette sur son plan d'aménager des rues ou des places nécessaires pour la salubrité de l'air et la plus grande commodité publique.

Ayant été affecté dans le Corps du génie pendant vingt ans, il n'étudia sans doute pas l'affaire du Château Trompette avant de revenir à Bordeaux. Il est en effet intéressant de noter que son projet d'une nouvelle place à bâtir à l'emplacement de la forteresse date du 5 mars 1818 (fig. 10). A cette date le concours

43. Indications données sur le plan.

44. Roux, «L'urbanisme», Le port des Lumières. Architecture et art urbain. Bordeaux 1780-1815, Bordeaux, 1989, p. 18.

45. A.D.Gir., sans cote, Jean-Baptiste Péchade, état des différents projets, mémoires pour l'utilité et l'embellissement de la ville de Bordeaux. Cité par Roux, *idem*, 1989, p. 19.

46. Roux, *idem*, 1989, p. 19.

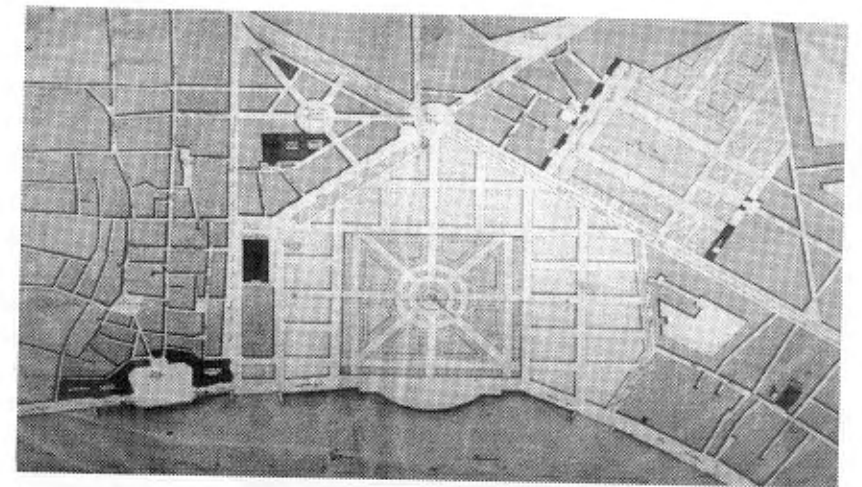


Fig. 10.

est bien fini, le projet de Dufart ayant été retenu et l'on commence déjà à établir les lignes de la place des Quinconces.

Ce n'est donc qu'un projet à retardement, où l'architecte à l'instar de ses compatriotes s'amuse à définir un projet idéologique et moral issu de la République.

Il propose une vaste place rectangulaire occupée par un jardin au centre duquel s'élève sur une base circulaire une pyramide ou monument à la Paix. A partir du centre il développe un plan radioconcentrique, par un jeu d'allées circulaires et rayonnantes jusqu'à établir des petits espaces indépendants, soulignés sur leur pourtour par trois rangs d'arbustes. Cette place donne largement sur la Garonne par une avancée en arc de cercle.

Enfin, le reste du terrain, qui enserrait cet ensemble, est fragmenté en îlots habitables.

Ce projet suscite plusieurs remarques, d'ordre financier, architectural, urbanistique, esthétique et idéologique.

Pourquoi ce vaste jardin? On peut imaginer que Roché en bon architecte pensait au bien-être des citadins, heureux de se promener un jour de beau temps à l'ombre des plantations. En fait, son idée de créer ce jardin vient de sa volonté de vendre les terrains du Jardin Public pour subvenir aux dépenses de la cons-

truction des façades⁴⁷. Idée assez saugrenue, car, en admettant que ce projet ait été accepté, les fonds dégagés à la suite de la vente des terrains du Jardin Public n'auraient sans doute pas été réattribués par la ville de Bordeaux.

Le second point intéressant serait d'étudier le style architectural des façades des lotissements qui donnent sur le jardin. Malheureusement il n'a pas été possible de retrouver le plan indiquant le profil des façades du projet général. Cependant il utilise dans les annotations faites sur le plan un mot clé : l'uniformité. Roché voulait élever des façades à architecture uniforme : il fut de ceux qui furent influencés par un des grands héritages bordelais que le XVIII^e siècle légua aux siècles suivants : le goût des ensembles. On sait que les grandes réalisations du XVIII^e siècle sont dues à la volonté des intendants, qui ont créé une architecture d'ensemble. Si on regarde les quais bordelais, on est frappé par l'homogénéité et la continuité de l'architecture des façades. Cette politique d'ensemble sera tellement vigoureuse, que lorsque les programmes seront privés, les particuliers eux-mêmes continueront dans cet esprit. Il suffit pour cela de voir le cours Xavier Arnoz par exemple, où les constructions sont privées mais les façades homogènes. Roché fait donc parti de ceux qui furent sensibles à cette volonté d'uniformité et donc d'harmonisation.

De plus, si l'on compare le plan de Roché à celui de Labarre par exemple, on remarque de façon évidente qu'il tient compte des convenances locales et urbanistiques : il maintient l'axe de la rue Sainte-Catherine, prend en considération la maison Gobi-

47. Indications données sur le plan.

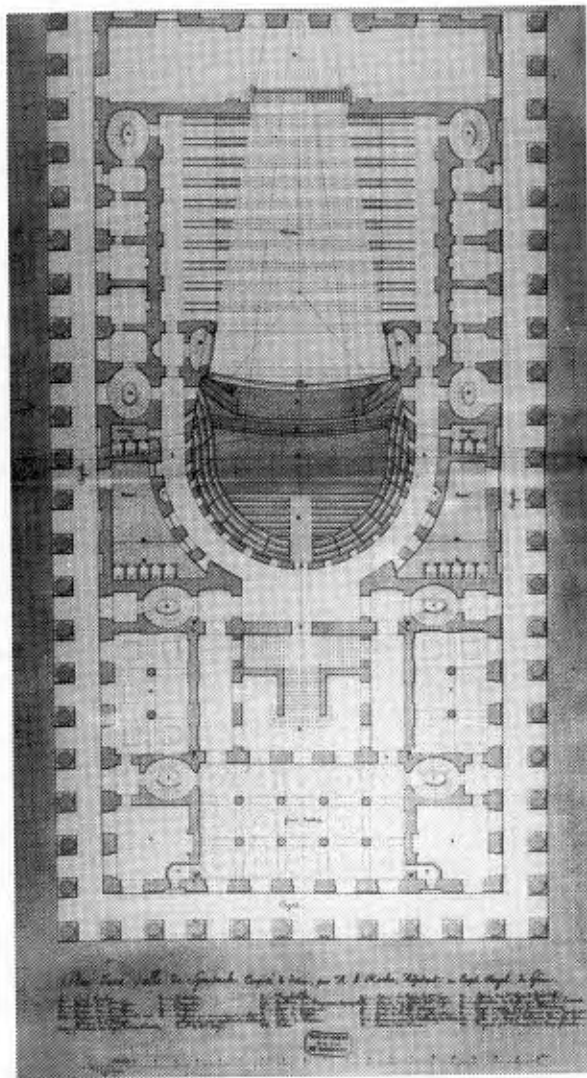


Fig. 11.

neau et la façade du Pavé des Chartrons. Son projet est donc beaucoup plus raisonnable que ceux de certains de ses compatriotes.

Quant à l'esthétique du plan, en utilisant un grand jardin central, il confère à son projet une réelle harmonie et une certaine respiration, absentes d'autres projets comme celui fait pour la place Ludovise par Louis en 1785, qui restait entièrement minérale.

Enfin, bien que traçant son plan en 1818, il reste sensible à une certaine idéologie républicaine. Son monument à la gloire de la Paix rappelle le programme lancé par Neufchâteau en 1797. D'autre part, il évoque le projet d'un monument à la paix et à la gloire de

toutes les puissances de l'Europe tracé par Combes en 1814, qui affirmait que les formes élémentaires des monuments égyptiens puissants et éternels étaient les plus proches des origines de la civilisation et par conséquent de la Nature.

Enfin, comme nous l'avions déjà sous-entendu, Roché, après avoir construit le Théâtre Mayeur, fit deux projets de salles de spectacles qui ressemblent d'ailleurs eux aussi étrangement au Grand Théâtre de Bordeaux construit par Victor Louis, monument renommé à l'époque, et que notre architecte avait certainement étudié.

Le premier projet date de 1793. Ce théâtre devait être construit aux Chartrons. Par son allure générale, Roché tendait à unir étroitement la salle de spectacle à son environnement extérieur par la création d'un café et de boutiques ménagés sur les longs côtés : disposition qui, comme l'utilisation de la forme en fer à cheval pour la salle, nous rappelle le Grand Théâtre de Louis.

Du 23 mai 1816 au 30 juin 1821, il travaille à un second et ultime projet de théâtre sur les dimensions de ceux de Naples et de Turin en préparant trois études. Roché s'inspire encore ici du Grand Théâtre de Louis et aussi des projets de Peyre et Wailly pour la Comédie Française. Tout d'abord, tous deux s'inspirèrent des salles de spectacle de Naples et de Turin. Guibert lors d'un passage à Bordeaux en 1775, avait rencontré Louis qui lui avait présenté « ses plans comparés à ceux de Versailles, de Turin, de Parme et de Naples »⁴⁸. Quant à Roché lui-même, en sous-titrant ses plans, il nous apprend qu'il projetait une salle de spectacle sur les dimensions de celles de Naples et de Turin⁴⁹.

D'autre part, Roché prouve qu'il était, comme Louis, soucieux du bien-être des spectateurs et acteurs ainsi qu'en témoigne la présence de dépendances annexes à la salle de spectacle comme un café, un billard. Cependant la volonté d'unir étroitement le théâtre à son environnement extérieur, comme le fait

48. Taillard, *idem*, 1991, p. 399.

49. Une feuille manuscrite de la main de Roché nous présente le nombre de personnes et le montant de la recette du plan d'un grand théâtre sur les dimensions de celui de Naples. A.M. Bordeaux. Affaire du Théâtre Mayeur, R 12.

Louis en établissant des boutiques sous les galeries en arcades des côtés latéraux⁵⁰, a ici disparu, des logements pour les portiers ayant été substitués aux boutiques (fig. 11).

Enfin, il choisit d'établir la salle selon un plan en demi-cercle, pour son premier projet : disposition qui nous rappelle le Grand Théâtre de Louis et le projet rejeté en 1770 de l'Odéon par Peyre et Wailly et qui connaîtra un grand succès avec la construction du théâtre de Besançon par Ledoux. Cependant, il ne commet pas l'erreur que Louis fit en prolongeant le demi-cercle de deux courbes tendues, donnant ainsi à la salle la forme d'un fer à cheval, accroissant le nombre de spectateurs mais réduisant du même coup la visibilité d'une grande partie d'entre eux⁵¹. Roché connaissait certainement ce défaut, sans doute imposé à Louis pour des raisons financières : la rentabilité du projet par la multiplication des sièges.

Par contre, il utilise pour la salle, à l'instar de celles de Soufflot à Lyon et de l'Odéon, des balcons continus qui tendent à renforcer l'aspect unitaire, tout en refusant le jeu séduisant donné par Louis en rythmant la salle de loges regroupées sur deux étages dans des sortes de baignoires en encorbellement⁵².

Il fut aussi influencé par l'une des plus grandes inventions de Louis pour son Théâtre : la création d'un « espace continu » qui se développe du vestibule à la cage d'escalier. Roché a, de toute évidence, imité la disposition intérieure du Grand Théâtre de Bordeaux. Comme c'est le cas dans celui-ci, son plan « fait très nettement apparaître la juxtaposition de deux éléments : la salle de spectacle proprement dite avec les locaux destinés à permettre le bon déroulement des

50. Taillard, *idem*, 1991, p. 371.

51. Taillard, *idem*, 1991, p. 382.

52. Rabreau, « Le Grand-Théâtre de Victor Louis : des vérités, des impressions », scénographie, mise en scène et architecture théâtrale aux XVIIIe et XIXe siècles, Paris, 1982, p. 33.

53. Taillard, *idem*, 1991, p. 380.

54. Taillard, *idem*, 1991, p. 381.

55. Rabreau, *idem*, 1982, p. 35.

56. Rabreau, *idem*, 1982, p. 30.

57. Etude de Pariset reprise par Rabreau, *idem*, 1982, p. 30.

activités (...) et, plaquée en avant, une partie « introductive » composée du péristyle, du vestibule et du grand escalier⁵³ ; il reprend l'idée d'une « progression initiatique »⁵⁴, puisque le visiteur après être passé sous le péristyle, pénètre dans le vestibule plongé dans une demi-obscurité avant d'apercevoir la cage d'escalier lumineuse, dont l'effet est obtenu, comme au Grand Théâtre de Bordeaux, par l'utilisation d'un éclairage zénithal que l'on ne peut voir qu'après avoir franchi la triple arcade en plein-cintre qui marque la fin du vestibule.

En assemblant une partie sombre et une partie éclairée, il cherche à créer dans l'esprit du visiteur un effet de surprise lorsque celui-ci aperçoit la monumentale cage d'escalier. De même, en multipliant les paliers de l'escalier d'honneur, comme Louis, et en disposant des baies au-dessus de l'escalier, il confère au visiteur un double rôle : celui d'être à la fois acteur et spectateur. Ce « spectacle préliminaire des entrées »⁵⁵, imaginé par Peyre et Wailly, et dont l'origine n'est autre que l'escalier des Ambassadeurs à Versailles créé par François d'Orbay en 1671, fut développé par Louis. Inutile de rappeler le succès de ce système qui connut son apogée lorsque Charles Garnier (Paris 1825-id. 1898) construisit l'Opéra de Paris entre 1861 et 1875.

Si l'on étudie maintenant l'enveloppe de son théâtre en regardant le plan (fig. 12), on peut être sûr qu'il fut sensible à la grandeur et à la majesté données au Grand Théâtre de Bordeaux par l'utilisation d'un portique de colonnes corinthiennes, comme le fut notamment Vaysse de Villiers lorsqu'il s'écriait : « le véritable embellissement est le péristyle du théâtre, composé de douze magnifiques colonnes d'ordre corinthien »⁵⁶.

Mais, plus que dans le théâtre de Louis, ce péristyle en s'étendant ici sur trois côtés renforce son lien avec l'architecture romaine en évoquant les anciens portiques des Forums.

Aussi, pour donner à son projet plus de majesté, il dressa à l'instar de Louis, le socle des colonnes à même le sol, au niveau de la chaussée : parti qui n'est pas sans rappeler d'ailleurs la façade de l'école de Droit élevée par Soufflot ou l'école Militaire par Gabriel⁵⁷. Cette volonté de conférer à son projet plus de grandeur et de monumentalité fut atteinte lors de sa dernière étude de 1821, lorsqu'il éleva le théâtre sur un

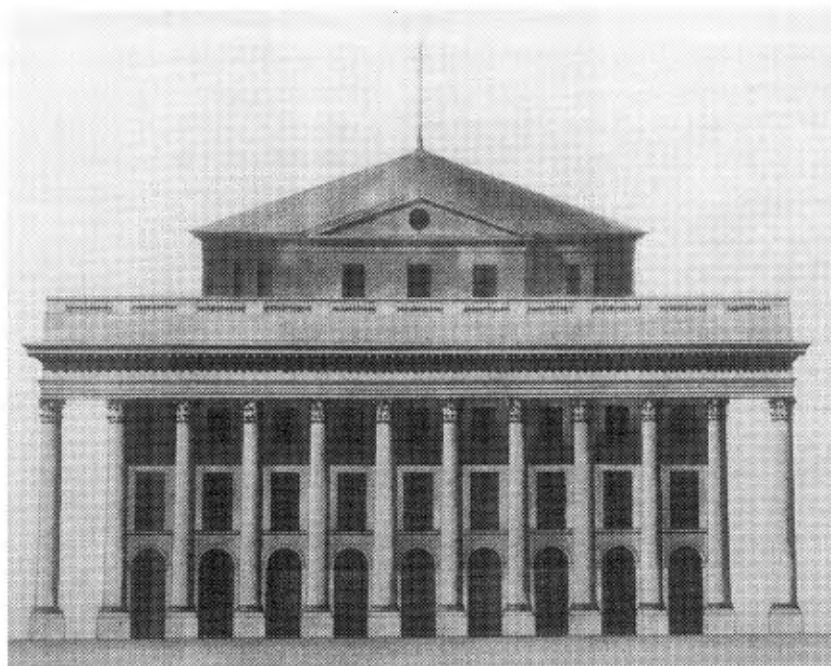


Fig. 12.

soubassement en suivant la nouvelle évolution stylistique : ce n'est plus le néo-classicisme des années 1760-70, mais celui de la fin du XVIII^e siècle.

Enfin, nous pouvons rester sceptiques quant à la franchise du parti. Roché, n'eut pas le mérite, comme le fera plus tard Garnier, d'avoir avec clarté exprimé en volumes bien lisibles les parties internes de l'édifice⁵⁸.

Ses projets restent assez fades, Roché ayant copié la structure architecturale du théâtre de Louis, sans vraiment comprendre sa symbolique. Reprenons le plan (fig. 12) où il utilise sur la façade d'entrée un portique de douze colonnes imposantes supportant un entablement au-delà duquel se développe une balustrade à l'italienne. Jusque-là, il reste conforme au théâtre de Bordeaux mais les douze statues féminines en pied des muses et de trois déesses protectrices, conçues par Berruer pour le Grand Théâtre et disposées au droit des colonnes, sur la balustrade leur servant de socle ont ici disparu⁵⁹.

Or, ces statues ont une fonction objective, elle affirment en façade le but auquel est destiné l'édifice : un théâtre. En d'autres termes, la fonction du bâtiment doit être clairement exprimée sur la façade. Mais, Roché enferme les fonctions à l'intérieur d'une enveloppe monumentale : il tend à exalter l'aspect au dé-

triment de la fonction. Rien ne nous permet de dire avec certitude en regardant le plan de sa façade que c'est un projet de théâtre, à part bien évidemment son titre. Certes, il confère à sa façade une harmonie générale et un effet monumental, mais elle reste anonyme.

Enfin, tout au long de notre étude, nous avons remarqué le style rigoureux, parfois austère et sévère de Roché. Reprenons par exemple sa seconde étude, tout d'abord sur l'élévation des façades latérales et postérieure. En posant son théâtre sur un rez-de-chaussée percé d'arcades à refends, style qui nous rappelle d'ailleurs les palais florentins du XV^e siècle, il tend à lui donner une majesté relativement froide. Sa façade postérieure quant à elle, est rigoureuse, austère, sans décrochement. Ensuite, son style sévère se retrouve dans la salle de spectacle. A l'inverse de celle de Louis, la salle de Roché n'est animée par aucune décoration sculptée ; quant à la cage d'escalier elle reste sévère car même si son escalier ressemble sans aucun doute à

58. Lelièvre, «Théâtre et scénographie urbaine en France au XVIII^e siècle», scénographie, mise en scène et architecture théâtrale aux XVIII^e et XIX^e siècles, Paris, 1982, p. 105.

59. Taillard, *idem*, 1991, p. 379.

celui utilisé par Louis au théâtre de Bordeaux, le style de la pièce est totalement différent. Alors que Louis essaie de caractériser chacun des trois niveaux de la cage en opposant à la rigueur massive du rez-de-chaussée, une certaine légèreté aux deux autres étages par un changement stylistique évident, Roché se contente d'affirmer une certaine austérité sur les deux niveaux : style peu adapté à l'escalier d'honneur d'un théâtre comme l'ont si bien démontré Louis et plus tard Garnier.

Mais notre analyse serait incomplète si nous en restions là, car finalement Louis et Roché sont les représentants de deux styles différents. Roché se situe dans la lignée d'un retour à l'Antique pur, austère, simple, soucieux d'efficacité et d'économie et si bien utilisé par Peyre et Wailly, alors qu'une des composantes majeures du style de Louis «demeure la recherche prioritaire d'une richesse plastique dont le but ostentatoire est précisément dénoncé dans l'architecture publique depuis une quinzaine d'années, par les tenants du modernisme à l'antique»⁶⁰.

Louis avait parfaitement compris le rôle que devait jouer cette opulente richesse dans un théâtre : être un spectacle pour l'œil. Garnier le comprendra très bien.

60. Rabreau, *idem*, 1982, p. 33.

61. Lettre du Préfet de la Dordogne du 12 novembre 1822, au ministre de l'Intérieur. A.D. Dordogne, 4 N 149.

62. Lettre de Roché du 20 septembre 1821 dans laquelle il évoque avec tristesse son départ avec sa femme pour Périgueux et donc l'éloignement de ses enfants restés à Bordeaux. A.M. Bordeaux, R.12 dans le dossier du Théâtre Mayeur.

63. Calendrier de la Dordogne. A.D. Dordogne, P01/ 1821 à 1826.

64. Hellouin de Cenival, *idem*, 1994, p. 209-218.

65. Lettre des 9 mai et 28 novembre 1820, du Directeur Général de l'Administration au Préfet. A.D. Dordogne, affaire du palais de justice de Périgueux, 4 N 24.

66. Etat estimatif des ouvrages à entreprendre pour la construction du palais de justice. *Idem*.

Le fonctionnaire

Le 27 novembre 1819, Roché est nommé architecte du département de la Dordogne⁶¹. Cette nouvelle fonction peut lui assurer un réel travail tout en lui procurant une vie décente. Pourtant, son départ pour Périgueux ne le satisfait que moyennement⁶². Il s'y installe au 6 de la rue Taillefer⁶³. A son arrivée, Huchet de Cintré, préfet de la Dordogne, lui fait part de ses projets. Le programme est vaste : il doit projeter à Nontron et à Montignac les casernements des gendarmes, à Ribérac une sous-préfecture et un tribunal, à Brantôme un dépôt de mendicité, dans le chef-lieu du département bâtir un palais de justice, un palais épiscopal et un grand séminaire enfin, restaurer la cathédrale Saint-Front⁶⁴.

Parmi ces projets, qu'il ne pourra conduire à terme, nous nous attacherons surtout à parler du palais de justice et du séminaire de Périgueux, dont certains plans ont été conservés.

Depuis 1820, le Directeur Général de l'Administration départementale et de la Police s'étant plaint de nombreuses reprises auprès du Préfet de la mauvaise adaptation de la salle affectée aux audiences de la cour, il devenait nécessaire de construire un palais de justice⁶⁵. Roché est chargé de cette affaire. Du 15 au 20 août 1820, il dresse un devis estimatif des ouvrages à entreprendre s'élevant à 248 653,31 francs⁶⁶. Mais ce n'est qu'entre le 15 mai et le 3 juin 1821, à la suite d'hésitations et de nouvelles modifications, que les plans définitifs sont dressés.

Ce palais de justice est un vaste rectangle de 40 mètres de profondeur sur 51,50 mètres de large, formé par un corps principal et des retours d'ailes cernant une cour intérieure.

La façade principale du bâtiment donne sur les allées de Tourny. L'aile de droite est divisée en deux. D'un côté se trouve la salle du tribunal civil donnant sur la cour par trois baies. On y accède, soit depuis la salle des pas perdus qui lui est attenante et qui communique avec le côté extérieur du palais et la cour par deux ouvertures, soit par les différents couloirs ménagés de part et d'autre de l'amphithéâtre qui viennent du péristyle à couvert, du grand couloir de dégagement ou du premier étage du bâtiment principal par un escalier situé sur le côté droit de l'amphithéâtre.

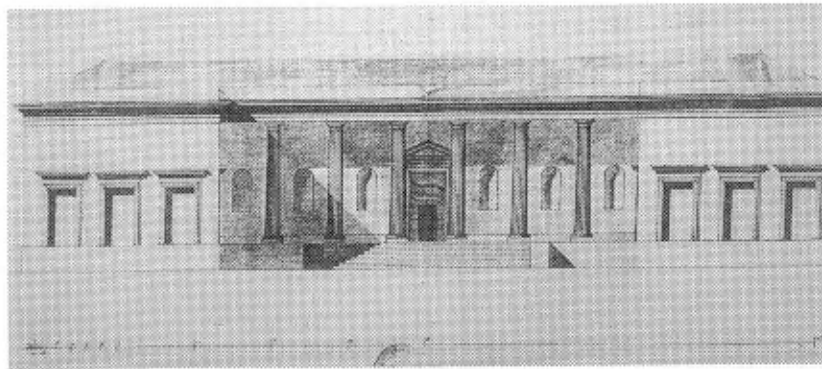


Fig. 13.

De l'autre côté, isolé des salles précédentes, mais communiquant avec la cour intérieure, est placé un vestibule d'entrée menant à la salle du tribunal des juges de paix, qui donne par deux baies sur le côté extérieur du palais de justice. Le reste de cette aile est occupé par le logement du concierge.

L'aile de gauche comprend la grande salle de la cour d'assises donnant sur la cour par quatre baies. On y accède, soit par la salle des pas perdus qui lui est attenante et qui donne sur le côté extérieur du palais et la cour par deux ouvertures, soit comme pour le tribunal civil, par les multiples passages ménagés de part et d'autre de l'amphithéâtre.

On entre dans le bâtiment principal par un vaste degré au sommet duquel se développe un péristyle de six colonnes doriques cannelées à chapiteaux romains, dont l'entablement puissant porte une forte corniche couronnée d'un mur nu masquant la base du toit et se développant sur l'ensemble des élévations internes des deux ailes (fig. 13). Le mur du fond du péristyle est rythmé, de part et d'autre de la porte d'entrée rectangulaire sommée d'une frise sur laquelle est gravée l'inscription : «Palais de justice» et couronnée d'un fronton triangulaire, de trois niches en cul-de-four.

Après être passé sous le péristyle couvert de voûtes en arc-de-cloître, on entre dans un grand corridor de dégagement qui dessert les différentes pièces du rez-de-chaussée : la salle du conseil, la salle des jurés, la chambre des témoins à charge, le grand escalier à vis, à noyau creux et tournant à gauche, le vestiaire, la chambre des témoins à décharge, la chambre pour les pièces de convictions et enfin la chambre du conseil pour le tribunal civil.

La façade intérieure de l'aile droite comprend un niveau de sept travées. Les baies rectangulaires à chambranle mouluré sont surmontées de corniches au-delà desquelles se déploie un entablement puissant couronné d'une forte corniche. Quant à l'élévation de la façade postérieure, elle se développe sur deux niveaux séparés par un bandeau, de treize travées chacun. L'ensemble est couronné d'un simple toit à deux versants. Le seul décor de cette austère façade est un chambranle mouluré épousant la porte d'entrée couronnée d'une corniche.

Roché exprime ici un néo-classicisme dépouillé. Son style est rigoureux. L'ordonnance architecturale sévère est à l'image de l'édifice et de sa destination : c'est un bâtiment où l'on juge les délits. Pourtant l'austère simplicité du parti de la composition est atténuée par l'utilisation étonnante pour un palais de justice d'un péristyle de colonnes doriques à chapiteaux romains. L'ordre dorique grec par sa rigueur et sa sévérité aurait peut-être été plus approprié.

Enfin, ce projet par son organisation interne et son décor, appartient à bien des égards à ce que vont être nombre de monuments publics édifiés dans la première moitié du XIX^e siècle, et dont les caractéristiques sont un souci de la symétrie poussée à l'extrême, une régularité des volumes et une apparente économie du décor.

Le 25 juillet 1821, les différents plans ayant été approuvés par Corbière, ministre de l'intérieur, Roché établit le devis général des conditions nécessaires et particulières pour la mise en adjudication ⁶⁷.

67. Cahier des charges pour la mise en adjudication des ouvrages du palais de justice. *Idem*.

Le 8 juillet 1822, Corbière relance Huchet de Cintré pour la construction du palais ⁶⁸. Mais ce dernier refuse prétextant une impossibilité d'affecter quelques fonds étant données les dépenses de tout genre à faire pour différentes entreprises qui s'avèrent urgentes ⁶⁹. La réalité était tout autre : «Je dois dire que depuis peu de temps, les autorités locales paraissent s'occuper sérieusement de cette acquisition (le terrain). Néanmoins leur zèle a besoin sur ce sujet d'être fréquemment excité, parce que des intérêts particuliers sont peut-être cause de la prolongation des abus que je signale» ⁷⁰.

Le palais de justice ne sera construit que bien plus tard, un an après la mort de Roché, entre 1829 et 1840, sur les plans de Louis Catoire (1806-1864) son successeur, qui mieux que lui a su convaincre et se vendre ⁷¹.

68. Lettre du Ministre de l'Intérieur au Préfet de la Dordogne du 8 juillet 1822. *Idem*.

69. Lettre du Préfet de la Dordogne au Ministre de l'Intérieur du 16 août 1822. *Idem*.

70. Extrait d'un compte-rendu au Garde des Sceaux, par le Président des Assises de la Dordogne, pour le deuxième trimestre de 1822. *Idem*.

71. Lagrange, «Louis Catoire : l'urbaniste de Périgueux (1806-1864)», Bulletin historique et archéologique du Périgord, tome CVII, Périgueux, 1980, p. 266-267.

72. Lagrange, *idem*, 1980, p. 279-280.

73. Etat estimatif des réparations à exécuter à l'ancien couvent de Sainte-Claire, dressé par Roché le 20 mai 1825. A.D. Dordogne, V 95.

74. Programme dressé par l'Evêque de Périgueux, le 20 août 1825, pour l'établissement d'un grand séminaire diocésain à Périgueux. A.N. Paris, F19 7375.

75. Extrait d'un rapport présenté par Biet au Conseil des Bâtiments civils, le 29 juillet 1826. A.D. Dordogne, V.95.

76. Lettre du 21 août 1826 de Frayssinous, ministre des Affaires ecclésiastiques et de l'Instruction publique, au Préfet. *Idem*.

77. Lettre du 20 octobre 1826 avec laquelle Roché envoie au Préfet les nouveaux plans demandés. *Idem*.

78. Lettre du 11 novembre 1826, de l'Evêque au Préfet. *Idem*.

79. Lettre du 20 novembre 1826, par laquelle le Préfet de la Dordogne envoie au Ministre des Affaires Ecclésiastiques les plans et devis rectifiés par l'Evêque. *Idem*.

Périgueux au début du XIX^e siècle était une ville dépourvue de bâtiments diocésains. Non pas que ces édifices n'aient jamais existé, mais ils furent attribués à d'autres services, comme l'ancien grand séminaire affecté au casernement.

Il fallut attendre 1821, époque où, grâce à une loi gouvernementale, Huchet de Cintré et le marquis d'Ordrière, maire de Périgueux, allaient s'associer pour que la Dordogne reçoive à nouveau un siège épiscopal. Mais ce grand projet n'aurait pu être mené à bien sans la volonté et l'obstination de l'Evêque Alexandre-Charles-Louis-Rose de Lostanges, qui trois ans et demi après son arrivée à Périgueux, soit le 10 mars 1825, persuada la ville de lui céder le local de l'ancien couvent de Sainte-Claire pour y aménager un nouveau séminaire ⁷².

Pour rendre convenable cette caserne désaffectée, Roché fut chargé d'y entreprendre des travaux importants. Le 20 mai 1825, il dresse un devis estimatif des réparations de première urgence à entreprendre pour conserver les vieux bâtiments «qui se trouvent dans un état déplorable» ⁷³.

Cependant, il ne suffisait pas de faire quelques réparations, il fallait créer à l'intérieur même du couvent les dépendances nécessaires au fonctionnement d'un séminaire. Le 20 août 1825, Lostanges établit lui-même le programme soumis à l'approbation du Préfet pour établir un grand séminaire diocésain de quatre-vingt séminaristes, qu'il adresse à Roché. Ce dernier doit reprendre les détails cités par l'Evêque et les employer de façon convenable ⁷⁴. Le 15 novembre 1825, Roché trace les plans en suivant à peu de chose près le programme voulu par le Prélat.

Mais soumis au Conseil des Bâtiments civils le 29 juillet 1826, il est refusé : «La simplicité du projet n'est pas exempte d'une sorte de négligence que l'on a peine à tolérer dans une conception neuve» ⁷⁵.

Roché est donc chargé de faire une nouvelle étude ⁷⁶. Dès le 20 octobre 1826, il envoie au Préfet les nouveaux plans (7 feuilles de dessins) rectifiés d'après les modifications indiquées dans le rapport du Conseil des Bâtiments civils ⁷⁷. Acceptés par Cintré, ils sont modifiés par l'Evêque ⁷⁸. Le 20 novembre 1826, Huchet de Cintré envoie à Frayssinous le nouveau projet revu et corrigé par Lostanges afin qu'il soit soumis au Conseil des Bâtiments civils ⁷⁹. Ce

dernier approuve enfin les projets modifiés et Frayssinous charge Cintré de demander à Roché d'«opérer sur les plans et devis les corrections indiquées» et d'effectuer le cahier des charges de l'adjudication⁸⁰.

Cependant Roché qui n'est plus à cette époque architecte du département de la Dordogne, est retourné vivre à Bordeaux⁸¹. Malgré cela, Huchet de Cintré, l'appréciant et reconnaissant sa réelle valeur, lui propose ce nouveau travail⁸². Le 27 février 1827, il dresse le devis et le cahier des charges et le 3 mars 1827, les plans du futur séminaire.

Dans cette nouvelle proposition, il abandonne les incohérences précédentes. Il rétablit les murs de face en retour d'équerre sur la façade et confère ainsi plus d'unité, de cohérence et d'harmonie générale⁸³. D'autre part, il respecte les propositions faites par l'Evêque dans sa lettre du 11 novembre 1826 pour la disposition des dépendances intérieures du rez-de-chaussée et du premier étage, à quelques détails près. Enfin, Roché reste attaché au néo-classicisme pur. Son style est austère, sévère, soucieux d'efficacité et d'économie. Parfois, il cite ses références antiques : l'utilisation de la forme du tombeau d'Agrippa pour édifier l'autel de la chapelle⁸⁴. Cette référence n'a rien de choquant, elle rappelle en effet toute une tradition qui remonte au XI^e siècle. A cette époque, après de nombreuses invasions et guerres, les sculpteurs ayant perdu le savoir faire, doivent réapprendre. Ils vont alors se tourner vers l'art romain conscients de sa valeur. Aussi, lorsqu'ils avaient besoin de modèles, ils travaillaient ou employaient des exemples dans des édifices religieux. Ils étaient donc en contact avec des tombeaux de l'époque antique, qui pour certains, furent récupérés, vidés de leur contenu, et servirent de sépultures aux notables du Moyen Age. Outre cette utilisation, les sculpteurs vont s'imprégner du style et de l'iconographie de ces tombeaux ; un des plus grands exemples, étant l'image du défunt inscrit dans un médaillon, tenu par deux génies funéraires chargés de transporter l'âme du mort dans l'au-delà. Ce schéma dans l'art roman est devenu l'image glorieuse du Christ supportée par deux anges.

Mais, Roché, en s'inspirant du tombeau d'Agrippa, fait plus qu'une simple référence à toute une tradition sculpturale : il tient à rendre hommage au grand homme que fut Agrippa (63-12 avant J-C), gendre

d'Auguste, surtout connu pour ses grands travaux urbains à Rome comme les thermes, les jardins, le Panthéon.

N'est ce pas une marque avouée que de vouloir à tout prix appartenir à la grande famille des architectes !

Le 4 mars 1827, il envoie au Préfet le nouveau projet⁸⁵ qui est approuvé par Huchet de Cintré et Lostanges le 14 mars, avant d'être soumis au Conseil des Bâtiments civils le 3 avril et sévèrement critiqué par Rohault, inspecteur général du Conseil⁸⁶.

Ce projet est corrigé sur le cahier des charges le 12 mai 1827, à la demande de Frayssinous, par de La Chapelle, mais les travaux du séminaire étant urgents, le Conseil des Bâtiments civils adopte ce dossier. Roché est rappelé à Périgueux par le Préfet afin de s'occuper lui-même de l'édification ; mais il n'a pas le temps d'édifier ce bâtiment puisqu'il meurt le 12 novembre 1828 à l'hôtel du Chêne Vert à Périgueux, à l'âge de 71 ans. Catoire construira le séminaire.

Alexis-Honoré Roché a donc connu une triple carrière, militaire, privée et publique. Après avoir été formé dans le Corps du génie, il décide de s'installer

80. Lettre du 25 janvier 1827 du Ministre des Affaires Ecclésiastiques et de l'Instruction Publique au Préfet de la Dordogne. *Idem*.

81. Entre le 25 et le 30 octobre 1826, âgé de 69 ans, il quitte Périgueux et retourne vivre à Bordeaux, où il s'installe avec sa femme au 46 rue Mondenard. Lettre du 20 novembre 1826 d'Huchet de Cintré à Frayssinous. *Idem*.

82. «C'est avec reconnaissance, Monsieur le Préfet, que j'ai reçu cette nouvelle marque, en votre délicate obligeance ; daignez en agréer mes sincères remerciements.» Lettre du 20 février 1827 de Roché au Préfet. *Idem*.

83. Dans son premier projet refusé le 29 juillet 1826 par le Conseil des Bâtiments civils, Roché, sans motif apparent, n'avait pas établi les murs de face en retour d'équerre sur la façade.

84. L'autel devait être composé de quatre colonnes grecques supportant une frise et un fronton triangulaire, formant baldaquin, sous lequel serait disposé le tombeau évoquant par sa forme celui d'Agrippa. Article 9 du devis du 27 février 1827. A.N. Paris, F19 7375.

85. Lettre de Roché au Préfet de la Dordogne du 4 mars 1827. A.D. Dordogne, V 95.

86. Rapport du 3 avril 1827 fait au Conseil des Bâtiments civils par Rohault, inspecteur général, sur le nouveau projet. *Idem*.

à Bordeaux et de se lancer dans l'architecture, avant d'être rappelé au sein du Génie et de servir pendant vingt ans ce Corps militaire. Puis, il revient à Bordeaux durant une brève période avant d'être nommé dans les dernières années de sa vie architecte du département de la Dordogne. Cette carrière mouvementée n'est pas banale, à une époque où les circonstances politiques accentuent les changements statutaires.

Roché apparaît dans ses projets comme un homme en accord avec les idéaux révolutionnaires ; il fut d'ailleurs déclaré bon citoyen par la Commune en 1793. Par contre ses engagements politiques sont peut-être à l'origine des problèmes familiaux qu'il rencontre : n'est ce pas Roché lui-même, qui dans une lettre appelle une partie de sa famille résidant à Paris : «les ingrats» ?

Roché aurait pu connaître une assez brillante carrière, d'autant que les hommes sous lesquels il a successivement servi, le gratifient de louanges. Que ce soit Victor Louis qui s'intéresse à lui, ou Pineau qui reconnaît sa sincérité, voire Monseigneur de Lostanges qui veut le rappeler à Périgueux pour construire le séminaire et enfin Huchet de Cintré qui évoque dans une lettre destinée à Corbière son dévouement, son travail consciencieux et sa volonté de remplir sa fonction avec ardeur : tous ces hommes semblent penser que Roché, reconnu et compétent, avait les moyens de devenir un grand architecte. Et pourtant ce ne fut pas le cas.

Il apparaît comme un artiste malchanceux. Architecte des Bâtiments civils du département de la Dordogne, il ne construit rien et pourtant il a effectué un travail considérable. Est-ce dû à une absence de coordination entre les différents pouvoirs ou tout simplement au manque d'un pouvoir décisionnel unique qui allait accroître les disparités régionales et faire de la France un pays morcelé et non unifié comme il aurait dû pourtant l'être à l'aube de l'ère contemporaine ? Ou bien est-ce dû au caractère de l'artiste : un homme naïf qui n'a pas su convaincre, comme lorsqu'il travaille au projet d'aménagement à l'emplacement du Château Trompette, alors qu'à l'époque le projet de Dufart a déjà été accepté et que les lignes de la future place des Quinconces sont déjà tracées, ou comme lorsqu'il dédie à Bonaparte son opuscule sur la manière qu'il croit facile de reprendre Gibraltar aux Anglais. Ses étourderies d'orientation et sa pensée

un peu trop imaginative n'ont certes pas convaincu le grand stratège, si tant est qu'il l'ait lu !

N'est ce pas aussi la preuve d'un esprit quelque peu obstiné de chercher à tout prix un nouveau système de fortification alors que la stratégie militaire a considérablement évolué et prône la guerre de mouvement ?

En fait le «génie» de Roché se limite à reprendre ou à s'inspirer des édifices construits ou projetés. Car ses dessins, qu'ils soient publics ou civiques, sont directement issus d'exemples types. Comment aurait été son projet d'une salle de spectacle conçu entre 1816 et 1821, si Louis n'avait pas construit le Grand-Théâtre de Bordeaux ? Il aurait pu s'en inspirer et créer une œuvre originale, mais son projet reste fade et dépassé : Roché reprend les idées de Louis sans les assimiler et les comprendre et il laisse le parterre debout et les étages de loges au même aplomb alors que ces deux dispositions ont été abandonnées pour une meilleure visibilité des spectateurs. De plus, que serait son projet de temple à élever pour les guerriers morts aux champs d'honneur, si Soufflot n'avait pas construit l'église Sainte-Geneviève et si Combes, quinze ans auparavant, n'avait pas eu l'idée géniale pour son projet de cathédrale à élever pour une capitale comme Paris, de rassembler en forme de croix grecque quatre temples uniformes et de couronner leur point de réunion d'un magnifique dôme ?

Roché, à de nombreuses reprises, se fait partisan d'un néo-classicisme pur et austère issu de Soufflot ou Ledoux. Mais le choix d'un décor sobre pour son projet d'une salle de spectacle apparaît déplacé. En fait, de l'ensemble de son œuvre, la Maison Carrée d'Arlac par sa finesse architecturale et sa beauté artistique est peut-être le seul édifice qui mérite notre admiration.

Alexis-Honoré Roché n'est peut-être pas l'architecte le plus intéressant de sa famille. Pourtant, les recherches faites sur sa vie et son œuvre ont été beaucoup plus faciles à effectuer que celles sur son frère François qui a, semble-t-il, sans doute accompli des œuvres plus intéressantes, mais malheureusement pour la plupart encore inconnues de nous. Son fils Jean-Baptiste-Alexis saura tirer partie des expériences de son père pour mener sa carrière de façon beaucoup plus efficace et créer des œuvres nettement plus personnelles.

*Activités et manifestations
de la Société Archéologique de Bordeaux
en 1994*

Cours public d'Archéologie — XXXIIe année, 1994

Le Cours public d'Archéologie de 1994 avait pour sujet *Le confort dans l'habitat médiéval*.

Ce sont Madame Michelle Gaborit, Messieurs Ph. Araguas, E.A. Erlande-Brandenburg, J. Lacoste, Ph. Durant, qui nous ont brillamment présenté de superbes réalisations où nous avons remarqué que les gens du Moyen Âge étaient aussi soucieux de leur confort que nos contemporains.

Archéologie générale

8 janvier : Mme C. Balmelle, *Les mosaïques du Palat à Saint-Emilion, nouvelles découvertes*.

12 février : MM. J.-P. Avisseau et C. Laroche, *Paul Abadie et le château de La Brède*.

12 mars : Assemblée statutaire présidée par M. Christian Gouyon, Conservateur Régional des Monuments Historiques, en présence de M. Pierre Pineau, Adjoint au Maire de Bordeaux, le représentant, et de M. Jault, Conseiller Général représentant le Président du Conseil Général de la Gironde. M. Jault a remis la médaille d'or du Conseil Général de la Gironde à Madame Lacoue-Labarthe, auteur du prestigieux ouvrage sur «L'art du fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution», coédité par la Société Archéologique de Bordeaux et le Conseil Général. Madame Anne Ziegler nous a fait l'historique de la constitution des collections antiques du Musée d'Aquitaine. Ont été ensuite remises par M. Pineau à M. A. Bardet la médaille d'Argent de la Ville de Bordeaux, et à Mesdames Anne Ziegler, et Marie-Christine Lerat-Hardy et à Messieurs Jean-Yves Boscher, et Pierre Lecœur la médaille de Bronze de la Ville de Bordeaux. Ensuite M. Gouyon a remis le diplôme de la Société Archéologique à Mesdames S. Faravel, Picot-Bermond, et à MM. Durant, Laplagne et Maffre.

9 avril : Melle H. Guénet, *Le lycée Michel Montaigne*.

14 mai : Mme M.-F. Lacoue-Labarthe, *Meubles bordelais, meubles de port, l'exemple du quartier des Chartrons au XVIIIe siècle*.

11 juin : M. C. Sireix, *Prospection archéologique diachronique à Vayres*.

8 octobre : M. J. Coutura, *La Franc Maçonnerie à Bordeaux*.

19 novembre : Mme J. Pournot, *Numismatique archéologie : l'exemple marseillais*.

10 décembre : Mme F. Hellouin de Cenival, *Les architectes Roché, actifs à Bordeaux à la fin du XVIIIe siècle*.

Les fouilles archéologiques de la Cité Judiciaire ont donné lieu à une brillante conférence de M. Christophe Sireix au Musée d'Aquitaine, le mercredi 23 novembre où il nous a exposé la problématique et la mise en place des recherches.

Sorties, visites

19 février visite de l'exposition au Musée d'Aquitaine : Scènes du Bordeaux d'Autrefois.

25 mai visites des églises disparues de Bordeaux Chapelle Saint-Jacques, Notre-Dame de la Place, église Saint-Siméon.

9 octobre visite excursion Sous la conduite du Docteur J. Charon des églises et châteaux autour de Nérac.

Groupe Jules Delpit : études d'archives

22 janvier : Mme D. Thomas, *Inventaire du Magasin Anglais, sis dans l'Hôtel de Rolly, place de la Comédie, à Bordeaux 1791.*

26 février : MM. M. Favreau et P. Maffre, *Deux couvents, deux spiritualités, deux jardins, les Carmes des Chartrons, et le noviciat des Jésuites.*

26 mars : Melle E. Léger, *Charles Durand et la Bibliothèque Municipale de Bordeaux (1886-1891).*

23 avril : Melle K. Texier, *Saint-Amand de Caudéran (1852-1855) par l'architecte Henri Duphot : une église du renouveau catholique.*

28 mai M. P. Roudié,
• *Représentations théâtrales à Cadillac et à Saint-Emilion au XVIe siècle.*
• *Chaudronniers auvergnats, tuiliers basques, tapissiers limousins en bordelais.*

25 juin : M. M. Bochaca, *Maisons d'habitation, cadre de vie domestique et patrimoine foncier à Saint-Emilion à la fin du XVe et au début du XVIe siècle.*

22 octobre : Melle M.-C. Jean, *Poutres gravées dans une église de la vallée du Dropt.*

26 novembre : M. Ph. Maffre, *Agrandissement du couvent des Feuillants, vers la rue des Ayres, par Etienne Lacotte et François Roux en 1763.*

17 décembre : M. Mormonne, *Cartophilie et Préhistoire.*

Conseil d'administration pour l'année 1994

Président : M. Jean-Claude Lasserre

Vice-présidents : M. Sautreau, M. Régaldo-Saint-Blancard

Secrétaires : M. Vivez, Mme Thomas

Trésorier : M. Roborel de Climens

Conseillers : Mme Muller, MM. Aveillé, Avisseau, Bénusiglio, Coudroy de Lille, Faivre, Gardelles, Lacoste-Lagrange, Pujo, Rèche.

Cercle Bertrand-Andrieu : numismatique Procès-verbaux des séances de l'année 1994

Abréviations bibliographiques

Bab : E. Babelon, *Catalogue des monnaies grecques de la Bibliothèque nationale, les Perses achéménides, les satrapes et les dynastes tributaires de leur empire, Cypre et Phénicie*, Paris, 1913.
BMC : *Catalogue of the Greek Coins in the British Museum*, Londres, 1873-1927, 29 vol.
BMC : *Coins of the Roman Empire in the British Museum*, Londres, 1923-1962, 6 vol.
Brown : C.J. Brown, *The Coins of India*, Bologne, 1922.
C : H. Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain*, 2e éd., Paris, 1880-1892, 8 vol.
Carson et Kent : R.A.G. Carson et J.P.C. Kent, *Late Roman Bronze Coinage, II. Bronze Roman Imperial Coinage of the Later Empire, AD 346-498*, Londres, 1960.
Codrington : H.W. Codrington, *Memoirs of Colombo Museum, Ceylon Coins and Currency*, Colombo, 1922.
Fried : R. Friedberg, *Gold Coins of the World*, New-York, 3e éd. 1971.
Gad : V. Gadoury, *Monnaies royales françaises 1610-1792*, Monte-Carlo, 2e éd., 1986.
GC : V. Gadoury et G. Cousinié, *Monnaies coloniales françaises 1670-1980*, Monte-Carlo, 1979.
JNDA : Japan Numismatic Dealers Association, *The Catalogue of Japan Coins and Bank Notes*, Tokyo, éd. 1990.
KM : C.L. Krause et C. Mishler, *Standard Catalog of World Coins*, Iola, 11e éd. 1985 ; 15e éd. 1989.
Lacam : G. Lacam, *Civilisation et monnaies byzantines*, Paris, 1974.
Mailliet : P. Mailliet, *Catalogue descriptif des monnaies obsidionales et de nécessité*, Bruxelles, 1868-1873, 4 vol.
Mitchiner : M.B. Mitchiner, *Oriental Coins and their Values*, Londres, 1977-1979, 3 vol.
Müller : L. Müller, *Numismatique d'Alexandre le Grand*, Copenhague, 1855.
Pozzi : Vente monnaies. 1921, 4 avril. Lucerne. *Monnaies grecques antiques provenant de la collection de feu le professeur S. Pozzi*, Genève : L. Naville, 1921.
Ratto : Vente monnaies. 1930, 9 décembre. Lugano. *Monnaies byzantines et d'autres pays contemporaines à l'époque byzantine*, Milan : R. Ratto, 1930.
RIC : *The Roman Imperial Coinage*, Londres, 1923-1981, 9 t. en 12 vol.
Schlumberger : G. Schlumberger, *Numismatique de l'Orient latin*, Paris, 1878-1882.
Sear : D.R. Sear, *Byzantine Coins and their Values*, Londres, 2e éd. 1987.
Sear : D.R. Sear, *Greek Coins and their Values*, Londres, t. 1, *Europa*, 1978 ; t. 2, *Asia and Africa*, 1979.
SNG Cop : *Sylloge nummorum graecorum, Danish Series, the Royal Collection of Coins and Medals, Danish National Museum*, Copenhague, 1942-1979, 43 vol.
Svoronos : J.N. Svoronos, *Ta nomismata tou kratous tôn Ptolemaiôn*, Athènes, 1904, 2 vol.
VG : V. Guilloteau, *Monnaies françaises, colonies 1670-1942, métropole 1774-1942*, Paris, 1943.
Villaret : E. de Villaret, *Numismatique japonaise, RN*, 3e sér., t. 10, 1892.
Yeo : R.S. Yeomen, *A Catalog of Modern World Coins, 1850-1964*, Racine, 13e éd., 1983.

Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

MM. Alrivie, Bardet, Bénusiglio, Bost, Chalmin, Dr Debruge, M. Delpit, Mlle Delplanque, MM. Dugros, Lecœur, Pujo, Sénac, Ursy, Vivez, Wiedemann.

Composition du bureau pour l'année 1994

Président : M. Lecœur

Vice-Présidents : M. Bardet et Dr Debruge

Conseiller : M. Wiedemann

Secrétaire : M. Sénac

Séance du 16 janvier 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Exercice technique :**M. Bénusiglio :** *La photographie de monnaies.*

Présentation de l'installation matérielle (table de travail, éclairage, appareil de prise de vue équipé d'un objectif macrophotographique). Réalisation d'épreuves à l'échelle 1 (cadrage de la prise de vue sur le format exact du tirage définitif sur papier ; orientation des monnaies par rapport à l'éclairage ; réglages) pour des monnaies groupées ou isolées, en métaux variés et en plusieurs états de conservation.

Présentations :

M. Lecœur : Empire d'Orient, Isaac II Ange (1er règne, 1185-1195), hyperpère, Constantinople, or, 29 x 26 mm, 4,69 g, 6 h, Ratto 2179 var. ; Sear 2002 var. ; Lacam pl. XCIII, C2 (droit) et XCV, 4 (revers) var.

Orient latin, Comté d'Edesse, gouvernement présumé de Baudouin du Bourg, follis surfrappé sur monnaie byzantine, vers 1110, br., 24 mm, 3,85 g, 12 h, Schlumberger p. 22 et pl. I, 13 var. ; Mitchiner (Islam) 2408 var.

M. Ursy : France, Louis XIV, demi-écu (30 st.) dit à la mèche longue, 1652 Bordeaux, arg., Gad 169.

M. Lecœur : Etat de Mysore, Tippu-Sahib, double roupie, 1200 H/An 4 (1785), Puttan (Seringapatana), arg., 34 mm, 22,52 g, 11 h, Mitchiner (Islam) 3827 var.

M. Dugros : Monnaies hispano-américaines ayant circulé en Chine contremarquées par plusieurs banquiers. Nouvelle-Espagne, Charles III, 8 reales, 1775 Mexico, arg., 26,85 g, KM 106. 8 reales, 1787 Mexico, arg., 26,75 g, KM 106. Charles IV, 8 reales, 1805 Mexico, arg., 26,25 g, KM 109. République mexicaine, module de 8 reales, arg., 26,80 g.

M. Wiedemann : Hongrie, monnaies récentes dont la couleur du métal est alternativement blanche et jaune en fonction de la valeur. Pologne, monnaies récentes dans lesquelles la hiérarchisation des valeurs correspond à une hiérarchisation des couleurs des métaux.

Séance du 20 février 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :**Dr Debruge :** *La numismatique de l'Egypte antique avant le monnayage impérial romain.*

Pratiquement sans rapport avec la riche civilisation qui a pourtant illustré pendant des millénaires le pays du Nil, la numismatique de l'Egypte antique ne commence réellement qu'avec la conquête d'Alexandre le Grand et ne devient vraiment spécifique qu'avec la dynastie lagide. Elle est peu variée et même souvent figée dans les types et les légendes qui ne permettent pas aisément de bien différencier les règnes et moins encore, la plupart du temps, de considérer une effigie comme un portrait du souverain en cours, car elle comporte de nombreuses émissions concernant des personnages royaux déifiés donc toujours vénérés, pouvant s'étendre sur plusieurs règnes sans grandes différences de frappe.

Elle présente un système de datation, lorsqu'il existe, qui se réduit généralement à celui du règne en cours ne pouvant être d'une grande précision pour une chronologie d'ensemble. Enfin elle concerne autant l'Egypte elle-même que les territoires extérieurs qui selon les événements lui étaient plus ou moins rattachés et multiplie ainsi les frappes dans de nombreux ateliers monétaires dont on retrouve les différentes productions dans presque tout l'empire lagide sans grande spécificité géographique.

Malgré ces difficultés et malgré les discordances fréquentes relevées entre les anciennes classifications qui servent pourtant encore le plus souvent de référence et les résultats des études plus récentes qui précisent de mieux en mieux, mais sur certaines périodes seulement, les attributions monétaires aux différents règnes, un essai d'exposé chronologique de cette vaste fresque numismatique a été présenté pour permettre de façon pratique la classification de ce monnayage selon les éléments les plus caractéristiques de chaque règne. Ceux-ci n'étant malheureusement pas d'une spécificité absolue, ils ne constituent qu'un critère de grande probabilité qui ne peut bien sûr éviter un certain nombre d'erreurs ; aussi ce mode d'identification doit-il encore s'appuyer sur la concordance de la datation lorsqu'elle existe et même éventuellement, mais avec toute réserve d'usage, sur la reconnaissance des monogrammes répertoriés dans les grandes collections.

Un bref exposé historique se devait de précéder la description numismatique de chaque règne illustrée elle-même d'un certain nombre d'exemples caractéristiques.

La communication était complétée par la présentation dans l'ordre des règnes, de Ptolémée I à Cléopâtre VII, de séries de monnaies lagides provenant de collections privées et de la collection de la Société archéologique (fonds O. Miller).

Autres présentations :

M. Bardet : Egypte lagide, Ptolémée I (305-283), MB, Alexandrie, br., 28 mm, 28,80 g, 12 h. Ptolémée III (246-221), MB, Alexandrie, br., 29 mm, 20,61 g, 12 h.

M. Dugros : Egypte lagide, Ptolémée III (246-221), br., 38 mm, 51,72 g.

M. Lecœur : Egypte lagide, Ptolémée III (246-221), tétradrachme, Alexandrie, or, 20 mm, 13,79 g, 12 h, Sear 7790 ; Pozzi 3218-3219 ; BMC 6.40,4 ; Svoronos 604 ; SNG Cop 133.

M. Ursy : Empire romain, 3 as aux effigies de Vespasien, Domitien et Sévère Alexandre.

M. Wiedemann : Egypte turque, sultan Abdülaziz I (1861-1876), 10 para, An 3 (1863/1864), Le Caire, arg. 1 qirsh, An 10 (1870/1871), Le Caire, arg.

M. Ursy : Espagne, Isabel II (1833-1868), 40 cent. de escudo, 1866, percée et poinçonnée 10 MAI.

M. Dugros : Colonies françaises d'Afrique sous le régime de la France Libre. A.E.F. Libre, 1 fr. et 50 c., Pretoria, 1942, GC 7 et 5. 1 fr. et 50 c., Pretoria, 1943, GC 6 et 4. A.O.F., 1 fr. et 50 c., Pretoria, 1944, GC 3 et 2. Cameroun français, 1 fr. et 50 c., Pretoria, 1943, GC 6 et 4. Cameroun français libre, 1 fr. et 50 c., Pretoria, 1943, GC 7 et 5. Madagascar, 1 fr. et 50 c., Pretoria, 1943, GC 26 et 25.

Séance du 20 mars 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Présentation commentée :

MM. Bardet et Dugros : *Les écus de 5 frs des derniers rois de France (1814-1848), monnaies et essais monétaires.*

Louis XVIII (3 mai 1814 au 20 mars 1815 et 22 juin 1815 au 16 septembre 1824)

Dès la première Restauration, Louis XVIII a pour premiers soins de poursuivre les émissions monétaires royales. En 1814 et 1815 sont frappés des écus de 5 frs où le Roi est représenté buste habillé, tête à gauche, la chevelure longue nouée sur la nuque. Le portrait est entouré de la légende circulaire LOUIS XVIII ROI DE FRANCE, indice d'un retour aux institutions monarchiques. Au revers se trouve l'écu de France couronné entre deux rameaux d'olivier, la valeur PIECE DE 5 FRANCS et la date en exergue. La tranche porte gravée en creux, l'inscription DOMINE SALVUM FAC REGEM. Le portrait du droit est l'œuvre du graveur Tiolier. En 1816, apparaît un nouvel écu au buste nu à gauche avec la longue chevelure nouée sur la nuque. Ce portrait remarquable est l'œuvre du graveur F. Michaut. Cette pièce sera frappée jusqu'à la fin du règne (1824).

Charles X (16 septembre 1824 - 24 juillet 1830)

Les écus de Charles X sont de style classique, seule l'effigie du souverain a changé. Le revers est le même que sur les monnaies de son prédécesseur. Il est vrai, que le graveur est le même F. Michaut. A partir de 1827, la lettre majuscule T — initiale de Tiolier — s'ajoute à la signature de Michaut.

Louis-Philippe I (9 août 1830 - 24 février 1848)

Huit jours seulement après la prestation de serment de Louis-Philippe à la Constitution, la nouvelle effigie royale apparaît sur les écus. Le Roi-Citoyen y est représenté tête nue à droite, les cheveux courts et frisés, les joues recouvertes de favoris qui rendront sa physionomie populaire. Ce portrait est signé Tiolier. Sur ces premières pièces, le roi s'intitule LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, formule qui apparaît plus démocratique que celle de ses prédécesseurs, mais qui, pour certains, a le tort de rappeler la Révolution. Malgré la vague de libéralisme, la tranche reprend l'incantation DIEU PROTEGE LA FRANCE, tantôt en creux, tantôt en relief. Le revers est très simple. L'écu de France a disparu. La valeur 5 FRANCS, la date entre la lettre d'atelier et le différent du maître de la monnaie sont entourées de rameaux de laurier et d'olivier. Presque en même temps apparaît un deuxième type également signé Tiolier, sur lequel la légende du droit est devenue LOUIS

PHILIPPE I, ROI DES FRANÇAIS. L'adjonction du I après PHILIPPE a peut-être pour but de marquer le départ d'une nouvelle lignée de souverains ? Pour ces deux types la tranche est gravée soit en relief, soit en creux.

Moins d'un an après, un nouvel écu est frappé. Au droit, la tête du souverain qui paraît plus âgé, porte une couronne de chêne dont le ruban tombe sur la nuque ; le visage paraît plus rempli et les favoris plus fournis. Ce portrait issu du concours monétaire de 1831, est signé Domard. Le revers est inchangé, mais un an plus tard, en 1832, il subira une légère modification : la lettre d'atelier et le différent de la monnaie se trouvent en exergue au lieu d'encadrer la date dans le champ. Ce sera alors le type définitif qui sera frappé jusqu'à la fin du règne, notamment à Bordeaux.

La communication était illustrée par la présentation de monnaies par M. Dugros et d'essais tirés de la collection de la Société archéologique (fonds O. Miller) par M. Bardet.

M. Dugros : Monnaies, tête nue, graveur Tiolier. Louis Philippe (sans n°), 1830 Lille, VG 2787. Louis Philippe I, 1830 Lille, VG 2789. 1831 Lille, VG 2815. 1831 Paris, VG 2814 contremarquée d'un buste du prétendant Henri V. Revers incus. Tête laurée, graveur Domard. Louis Philippe I, 1831 La Rochelle, VG 2819. 1831 Lyon, tranche en creux, VG néant. 1832 Toulouse, 2e type, VG 2828. 1844 Strasbourg, variété, VG 2951. Revers incus. Module de 5 frs, visite royale à la Monnaie de Rouen (18 mai 1831), VG 2824.

M. Bardet : essais en étain, tête nue. Louis-Philippe I, graveurs Barre, 1831, VG 2761. Brenet, 1831, VG 2763. Caunois, 1830, VG 2764. Desbœufs, 1831, VG 2765. Dubois, 1831, VG 2767. Dubour et Barye, 1831, VG 2768. Galle, 1831, VG 2769. Montagny, 1831, VG 2770. Avec R/ Concours de 1831, VG 2772. Rogat, 1831, VG 2773. Tiolier, 1831, VG 2774. Tête laurée. Graveurs Barre, 1831, VG 2762. Domard, 1831, VG 2766. Montagny, 1831, VG 2771.

En annexe, sont présentés 10 essais en étain d'une pièce de 100 frs qui n'a jamais vu le jour. Tête nue. Graveurs Barre, 1831, VG 2737. Cacqué, 1831, VG 2738. Caunois, 1830, VG 2739. Caunois, autre, VG néant. Galle, 1831, VG 2741. Gayrard, 1831,

VG 2742. Leclerc, 1831, VG 2743. Montagny, 1831, VG 2744. Rogat, 1831, VG 2745. Tiolier, 1831, VG 2746.

Autres présentations :

Dr Debruge : Macédoine, Philippe III (323-317 av. J.-C.), type classique, tétradrachme, arg., 27 mm, 16,64 g, 7 h, Pozzi 949 ; Müller 99 (Lycie). Type pouvant provenir des territoires du nord de la Grèce, tétradrachme, arg., 26 mm, 16,25 g, 1 h, Müller 80. Imitation barbare du précédent (225/180 av. J.-C.) avec forte convexité à la place de la tête d'Héraclès, type provenant du territoire des Celtes du Danube (SW Roumanie/N Bulgarie), tétradrachme, arg., 30 mm, 15,90 g, 10 h, Pozzi 1346 ; Castelin 320 ; Mitchiner 212/s.

M. Chalmin : Médaille commémorative du 25e anniversaire des grands magasins du Printemps fondés en 1865 par Jaluzot (1834-1916). JULES JALUZOT FONDATEUR, buste à gauche, R/ AUI|PRINTEMPS||1865-1890|| perspective de l'immeuble sur un angle du boulevard Haussmann ||SOUVENIR|| DES NOCES D'ARGENT|| — ||3 NOVEMBRE 1890, br., 28 mm, 10,5 g, 12 h.

Danemark, 2 couronnes, monnaie commémorative des noces d'argent du roi Christian X et de la reine Alexandrine, 1923, arg.

M. Ursy : France, 1/2 F 1993 sans différent. Monnaie de convention : «écu de Coutras».

Séance du 17 avril 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

M. Bost : *Les monnaies de fouilles de la place Camille-Jullian à Bordeaux.*

La communication était illustrée par la présentation d'un éventail des monnaies trouvées et étudiées, qui va d'un quinaire d'argent de la fin de la République romaine aux minimi et minimissimi du Ve siècle.

Présentations :

M. Bardet : Monnaies illustrant les religions dans l'Empire romain. Vespasien (69-79), denier, R/ les instruments des augures, 72/73 Rome, arg., 18 mm, 3,52 g, 6 h, C 45 ; RIC 42 ; BMC 64. Magnence

(350-353), double centenionalis, R/ le monogramme christique, 352/353 Amiens, br., 25 mm, 8,80 g, 12 h, C 30 ; RIC 34 ; Carson et Kent 19 et p. 41. Julien II (360-363), double majorina, R/ le taureau mithriaque (plutôt que le bœuf Apis), 363 Constantinople, 3e officine, br., 28 mm, 8,67 g, 12 h, C 38 ; RIC 162 ; Carson et Kent 2058 et p. 42.

M. Dugros : Essais et monnaies de la Restauration (1815-1830) destinés aux colonies françaises. Essai 5 c., Louis XVIII, 1821 Paris, VG 2534. Essai 5 c., 1824 Paris, VG 2561. Essai 10 c., Charles X lauréat, sd (1824/1825) Paris, VG 2616, Essai 5 c., sd (1824/1825) Paris, VG 2617. Essai 2 c. 1/2, sd (1824/1825) sl, VG 2618. 10 c., Charles X lauréat, 1828 Paris, VG 2656. 5 c., 1828 Paris, VG 2657.

Séance du 15 mai 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

M. Sénac : *Les monnaies seigneuriales d'Angoulême du Xe au XIIIe siècle.*

La présentation de la bibliographie est assortie d'un commentaire historiographique sur le sujet. Dans les deux siècles qui ont suivi la première description de ces monnaies fournie par C. de Boze (1750), les numismates ont émis sur le type resté immobilisé pendant environ trois cents ans (+ LODOICVS, croix, R/ + EGOLISSIME, 4 annelets et une croisette disposés en croix de saint André) des hypothèses hasardeuses avec des attributions allant de Louis le Débonnaire à Louis d'Orléans, en passant par Louis VII et Louis VIII. F. Poey d'Avant (1860) avait pensé à un monnayage seigneurial, mais sous l'influence des auteurs de catalogues de vente, ce monnayage a fini par être considéré, surtout depuis la Belle Epoque, comme royal et attribuable à Louis VII (époux d'Aliénor).

L'analyse du trésor de Fécamp donnée par F. Dumas (1971) paraît avoir marqué une étape décisive dans la connaissance du sujet en permettant d'attribuer indubitablement le nom royal immobilisé à Louis IV d'Outremer. Toutefois, il ne s'agit pas d'un monnayage royal, car le roi carolingien, reconnu en Aquitaine de façon légitimiste depuis le début du Xe siècle, ne possédait rien à Angoulême et n'y exerçait aucun droit direct. Il apparaît que le monnayage

a appartenu à la famille des Vulgrin, comtes d'Angoulême et de Périgord, qui en reçurent très probablement concession, et à leurs successeurs.

L'étude des exemplaires les mieux décrits a permis de discerner au moins trois variétés principales entre le milieu du Xe siècle et le début du XIIIe siècle qui se distinguent par la facture de leurs croisettes, leur diamètre, leur poids et probablement leur titre. L'étude de trente-six trésors ou trouvailles permet de cerner les époques et les zones de leur circulation. Les grands deniers de la première variété apparaissent localisés étroitement à la zone d'influence des Vulgrin et de leurs successeurs, à deux exceptions près. Les deniers de la troisième variété, dont la facture est modifiée et dont les dimensions et les poids chutent notablement, ont une diffusion étendue à tout le Centre-Ouest aquitain.

Des questions restent posées pour la confirmation de l'attribution à Angoulême de la deuxième variété et sur les modifications du type intervenues dans le cours du XIIIe siècle, notamment en ce qui concerne l'attribution à Angoulême, époque de la comtesse-reine Isabelle (1202-1246), des monnaies ordinairement attribuées à La Marche (type où l'un des annelets du revers est remplacé par un croissant). Egale-ment sur les étapes du déclin de ce monnayage marquées par de fortes altérations au milieu du siècle et une circulation résiduelle dans la deuxième moitié ne se prolongeant pas au-delà du début du siècle suivant.

La communication était illustrée par la présentation de monnaies :

M. Dugros : 3e variété (2e m. XIIe siècle-déb. XIIIe siècle), petit denier, billon noir, 18 x 17 mm, 0,785 g, 3 h.

M. Lecœur : 3e variété, obole, billon, 15 mm, 0,375 g, 6 h.

M. Sénac : (monnaies provenant de la collection de la Société archéologique, fonds O. Miller) : 1e variété (m. Xe siècle-fin XIe siècle), grand denier, 21 mm, 1,385 g, 12 h (facture et sonorité suspectes ; métal recouvert d'un vernis noir ; probable copie ou contre-façon moderne pour collectionneur). 3e variété, petit denier, billon noir, 19 x 18 mm, 0,805 g, 6 h. Posant question pour une attribution à Angoulême : petit denier, croissant au 1er canton, billon noir, 18 mm, 0,885 g, 12 h ; petit denier, croissant au 1er canton

fermé par un trait, billon noir, 18 mm, 1 g, 9 h ; petit denier, croissant au 2e canton, billon noir, 18 mm, 0,975 g, 3 h.

Présentations :

M. Wiedemann : Monnaie trouvée en 1994 à Pessac devant l'entrée d'une résidence ; identification par M. Roddaz : Empire romain, Constantin I, nummus (fraction), 313 Rome 3e officine, 15 mm, 1,51 g, 11/12 h, RIC 14.

M. Bardet : Caius et Lucius Caesar héritiers de l'Empire romain sur une monnaie d'Auguste (27 av.-14 ap. J.-C.), denier, 2 av./4 ap. J.-C., Lyon, arg., 18 mm, 3,6 g, 12 h, C 43 ; RIC 350.

M. Dugros : Monnaies royales coloniales de Louis XV à Louis-Philippe I. Isles du Vent (Antilles françaises : Martinique, Guadeloupe et dépendances), Louis XV, 12 sols, 1731 La Rochelle, arg., GC 1. 6 s., 1731 La Rochelle, arg., GC 2. Colonies françaises des îles d'Amérique, sols tampons (1763 : de 3 s. 9 d. aux Antilles, démonétisés 1828 ; de 2 s. en Guyane, démonétisés 1844), monnaies de billon usées et contremarquées C et couronne, GC 6. Ile de Tabago (colonie française, 1783-1814), Louis XVI, 2 s. de Cayenne contremarqués TB/O, 1789 Paris, br., GC 3 (billon). Colonie de Cayenne et Guyane française, Louis XVI, 2 s. de Cayenne, 1789 Paris, br., GC 3 (billon). Louis XVIII, 10 c. de Guyane, 1818 Paris, br., GC 6 (billon). Louis-Philippe I, 10 c. de Guyane, 1846 Paris, br. arg., GC 7 (billon). Iles de France et de Bourbon (Maurice et Réunion), Louis XVI, 3 sols, 1779 Paris, br., GC 4 (billon). 3 s., 1781 Paris, br., GC 5 (billon). Iles de France et Bonaparte (Maurice et Réunion), 1er Empire, 10 l. dite piastre Decaen, 1810 Port-Louis, arg., GC 1. Ile de Bourbon (Réunion), Louis XVIII, 10 c., 1816 Paris, br., GC 11 (billon).

Dr Debruge : Pays-Bas, 5 monnaies récentes. Monnaie très usée trouvée dans un jardin à Bordeaux : Grande-Bretagne, Victoria I (1837-1901), 1 penny, 1868, br., Yeo 18 ; KM 748.2.

M. Wiedemann : Espagne, monnaie récente (1993) ayant pour sujet St-Jacques de Compostelle à l'occasion de la visite du pape Jean-Paul II.

M. Ursy : Monnaie française (1993) commémorant le bicentenaire du Musée du Louvre. Autre monnaie 100 F sacre de Napoléon I par David.

M. Alrivie : Fausse monnaie française de 10 F Génie recueillie dans la circulation à Bordeaux en juillet 1993 et présentant les défauts suivants : au droit, un bourrelet de métal en forme de corne sur le torse du Génie, le R de RF déformé par des bourrelets, un double lignage du corps du Génie comme si le coin avait rebondi sur le flanc ; au revers, un bourrelet à 9 h dans le zéro du 10. Pièce pouvant provenir d'un atelier clandestin installé depuis 1988 à Juzier, près de Paris et démantelé en 1993. Cette pièce a déjà été signalée dans la région Rhône-Alpes.

Séance du 19 juin 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

M. Wiedemann : *Sou et écu dans les dictionnaires français.*

Présentations :

M. Delpit : Empire romain, Salonin Valérien César (255-260), antoninien, 259/260 Lyon, cuivre saucé d'argent, 22 x 19 mm, 2,54 g, 6 h, C 93 ; Sear 3082 A ; RIC 13 var (l'Espérance marche à gauche).

Seigneurie de Jametz (Meuse, arr. Verdun, cant. Montmédy), Charlotte de La Marck, duchesse de Bouillon, princesse de Sedan (1588-1594), monnaie obsidionale de 20 sols, (fleuron) CHARLOTTEoDEoLAoMARCK entre 2 grenetis, écu en losange aux armes de La Marck coiffé d'une couronne de marquis, R/ IAMETZ|| ASSIEGEE||(fleuron)XX(fleuron)||1588 : dans un grenetis, étain, 27 x 26 mm, 3,03 g, 12 h, var. inédite de Mailliet, suppl., n° 1 et pl. 49 (étain au lieu de cuivre, pas de point central au revers, 2 points superposés après la date au lieu d'un seul). Héritière de son frère Guillaume-Robert décédé le 1er janvier 1588, Charlotte se vit disputer la même année la possession de Jametz par Charles III, duc de Lorraine, qui en fit le siège. Monnaie provenant de Corrèze (anc. pays de Turenne).

M. Dugros : Monnaies ayant circulé dans les Antilles françaises. St-Domingue-Le Cap, demi-escalin formé du centre d'une monnaie coloniale espagnole contremarquée C et ancre couronnés, ordonnance de 1781, arg., 1,20 g, GC 1. Guadeloupe et dépendances : 3 s 9 d (1767 Paris) contremarqué RF dans un

ovale en 1793, br., GC 1. 9 l. formée d'une 8 reales de Mexico (Charles IV, 1796M) percée au centre d'un carré dentelé et contremarquée G et couronne, arg., 22,80 g, GC 30. Idem de Mexico (1803M), 23 g, GC 30. 20 s. formée d'une pièce usée contremarquée G et couronne, arg., 2,10 g, GC 18. Bon pour 1 fr, 1903, mch, GC 44. Bon pour 50 c., 1921, mch, GC 43.

M. Lecœur : Japon, monnaie au poids Ansei Mameita Gin, 1859-1865 Edo, bas billon, 22 x 17,5 mm, 15,895 g, JNDA 53 var ; Villaret pl. XVII, 65 var.

M. Dugros : Plaquette UNION DES SOCIÉTÉS DE GYMNASTIQUE DE FRANCE. XXXI FÊTE FÉDÉRALE., drapeau et branches de chêne et de laurier, R/ BORDEAUX 1905, la Ville de Bordeaux couronnée à droite tenant de la main gauche les armes de la Ville, saluant de la main droite la statue de Léon Gambetta ; à gauche, deux athlètes dont l'un tient une couronne, signée S. Delpech, br., 53 x 37 mm.

M. Wiedemann : Hongrie, 50 forint, 1994. Roumanie, 20 lei à l'effigie de 3 princes, 1944, or.

Séance du 16 octobre 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Compte-rendu :

MM. Alrivie et Ursy : *Visite de l'établissement monétaire de Pessac, détails de la fabrication des monnaies.*

Situé à Pessac depuis 1973, l'établissement monétaire a le monopole de la frappe des monnaies françaises. A la demande de certains pays, il frappe aussi des monnaies étrangères. Il dépend d'une direction du ministère des finances et emploie 400 personnes. Il procède avec l'autonomie nécessaire à la fonte des métaux (nickel) et à la composition des alliages (cuivre-nickel-aluminium). Il fabrique des épreuves, des coins, des flans et frappe des monnaies dont les pièces bicolores (10 F et 20 F). MM. Ponce et Buquoy, graveurs, se chargent de la création de certaines épreuves en optimisant créativité artistique et rentabilité. Le Trésor public est, pour la France, le client exclusif de l'établissement.

Le compte-rendu était illustré par la projection de douze diapositives et de cinq schémas.

Présentations :

M. Lecœur : Sri-Lanka, monnaies de type Chola ou dérivé. Règne de Virarajendra, kahavanu, vers 1050/1070, or de bas titre, 22 mm, 4,36 g, 2 h, Codrington pl. III, 46 var. ; Fried (Ceylan) 1 var. Principat de Vijayabahu, stock, fin XIe siècle, or de bas titre, 20 mm, 4, 365 g, 3 h, Fried (Ceylan) 1 var. Massa, fin XIIe siècle, alliage commun, 20 mm, 3,89 g, 7 h, Brown p. 63 et pl. VII, 7 var.

M. Dugros : Monnaies coloniales et modernes relatives au Sri-Lanka. Ceylon Government, 1/12e roupie, 1803, br., KM 24.1. George III, 2 stivers, 1815, br., KM 30.2. George IV, rixdollar, 1821, arg., KM 38. Victoria, 25 cents, 1892, arg., KM 9. Edward VII, 50 cents, 1903, arg., KM 17. George V, 1 cent, 1923, br., KM 19. George VI, 50 cents, 1943, br.-alu., KM 31. République de Ceylan, 5 roupies «2500» ans de bouddhisme, 1957, cu.-ni., KM 41. République de Sri-Lanka, 5 roupies, 1984, br.-alu., KM néant.

M. Wiedemann : Monnaies tchèques récentes représentant le lion couronné de Bohême. République tchèque, 1 couronne, 1994, ni. 2 couronnes, 1993, ni. 5 couronnes, 1993, ni. 20 couronnes, 1993, cu.-ni. Autres monnaies représentant un lion (Grande-Bretagne, Ethiopie, Espagne).

Séance du 20 novembre 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

Mme Joëlle Pournot, conservateur du patrimoine, chargée du Cabinet des monnaies et médailles de Marseille, est invitée à présenter une communication sur : *Massalia et la monnaie dans l'Antiquité grecque, à travers les collections du Cabinet des monnaies et médailles de Marseille.*

C'est l'ordonnance de Louis XVIII signée à Saint-Cloud le 31 juillet 1821 qui donne naissance au Cabinet des monnaies et médailles de Marseille. Le roi de France consacre ainsi l'acquisition par la Ville des collections de monnaies et de la bibliothèque numismatique d'Alexandre Fauris de Saint-Vincens (1750-1819), président à mortier du parlement d'Aix-en-

DÉNOMINATIONS	ÉPOQUES	NOMBRE
Monnaies archaïques	VIe s	144
Oboles	Ve milieu IVe - Ier s av. J.-C.	82
Diobole		1
Drachmes lourdes	IVe s	3
Drachmes légères	IIIe-milieu Ier av. J.-C.	763
Bronzes	IIIe siècle av.-fin Ier siècle ap.	205
		1198

Fig. 1. — Monnaies massaliètes au Cabinet des monnaies et médailles de Marseille.

Provence. Jules-François Fauris de Saint-Vincens (1718-1798), père d'Alexandre, acquit en 1746 la charge parlementaire. Cédant alors au goût du temps, il commence à recueillir avec passion vestiges archéologiques antiques, inscriptions, monnaies et livres. Cet érudit, digne successeur de Bagarris et de Peiresc, publia ses réflexions sur les monnaies grecques massaliètes et les monnaies des comtes de Provence. A sa mort, en 1798, ses collections passent à son fils qui les augmente avec le même intérêt.

En 1821, le cabinet numismatique se compose de monnaies grecques antiques de Marseille, des monnaies comtales de Provence et de séries royales modernes, auxquelles s'ajoute une précieuse bibliothèque numismatique. Confié aux soins éclairés de bibliothécaires numismates, le cabinet numismatique s'enrichit tout au long du XIXe siècle de pièces variées et souvent rares. Les collections se diversifient par l'acquisition des monnaies et médailles de l'Ordre de Malte, de monnaies vénitiennes, pontificales, celles d'Orange, Montélimar, de monnaies étrangères, d'Extrême-Orient, de l'Islam et bien sûr, la collection de médailles. L'intérêt que prêtait le conservateur à ses collections assura le rayonnement du Cabinet de Marseille. Citons tout particulièrement J. Feautrier, A. Carpentin, J. Laugier. C'est grâce à ce dernier qu'une partie du célèbre trésor du VIe siècle av. J.-C., mis à jour à Auriol en 1867, entra dans nos collections. Aujourd'hui, 1198 monnaies massaliètes sont réunies dans le médaillier

(fig. 1), témoignant de l'activité monétaire de l'antique Massalia, du VIe siècle av. J.-C. à la fin du Ier siècle av. J.-C. au moins.

Les trouvailles monétaires ont révélé ce riche monnayage dont les frappes s'échelonnent sur cinq siècles, et l'intérêt qu'y ont porté certains numismates a contribué par un long travail de recherches et de comparaisons à dégager une chronologie. Plus particulièrement Henri Rolland, puis Claude Brénot ont levé le voile sur la succession des émissions (fig. 2). Le monnayage massaliète est en tout premier lieu en argent, puis associé au bronze. Les Grecs de Phocée en créant leur nouvelle colonie amènent avec eux leurs traditions et leurs expériences. Les premières monnaies de Massalia s'inspirent de l'Ionie et sont frappées dans le siècle même de la fondation de la cité, le VIe siècle. Le monnayage archaïque d'Auriol est relayé au Ve siècle av. J.-C. par l'obole, frappée en abondance jusqu'à la fin du IIIe siècle. On lui adjoint au IVe siècle, un multiple, la drachme lourde. L'expérience est de courte durée ; mais les types iconographiques sont repris à la fin du IIIe siècle et ornent les droits et revers de la drachme légère dont la frappe ne cesse qu'à la chute de la cité en 49 av. J.-C. A partir de la fin du IIIe siècle, le monnayage massaliète se structure. Les espèces en bronze sont jointes dorénavant à celles en argent : la drachme, le diobole émis au IIe siècle et l'obole, à nouveau frappée au Ier siècle. Mais après la chute de la cité en 49 av. J.-C., seul le monnayage en bronze subsiste.

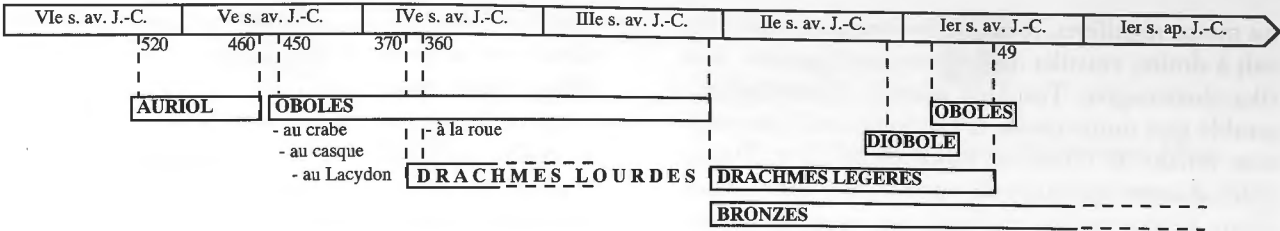


Fig. 2. — Monnayage massaliète. Chronologie.

Plus de 1 500 cités grecques usent de la monnaie, imprimant leurs signes et symboles sur des morceaux d'argent amenés au poids requis pour le commerce. Massalia en digne colonie phocéenne implante en Méditerranée occidentale les traditions de la mère patrie. Les premières frappes massaliètes datent du VIe siècle et sont mises à jour en 1867 à Auriol. En quelques lignes la *Gazette du Midi* de ce mercredi 27 février 1867 signale le fait divers qui allait bouleverser le monde scientifique : «Un agriculteur de cette commune, en défonçant une partie de sa propriété, vient de trouver, à une certaine profondeur, un pot de grès renfermant une quantité assez grande de petites médailles ou monnaies en argent ou argentées et ayant ensemble un poids de un kilogramme et demi. Ces objets parfaitement bien conservés, mais paraissant très anciens, portent des effigies ou des empreintes variées, il y en a peu qui se ressemblent !» L'événement prend une importance beaucoup plus grande sous la plume de l'archiviste Louis Blancard dans *La Tribune artistique et littéraire du Midi* de mars 1867 : «Le monde savant s'est déjà ému de cette découverte qui est l'une des plus importantes que l'on ait signalées depuis longtemps.» Joseph Laugier alors conservateur du Cabinet des monnaies et médailles de Marseille, peut en acquérir 125, toujours conservées dans notre collection, sur les 2 130 monnaies échappées au ventre de la poterie brisée. La plupart des pièces sont aujourd'hui conservées en différents musées d'Europe et le pot au musée de Saint-Germain-en-Laye. Récemment, en 1978, Andréas Furtwängler a étudié les monnaies d'Auriol et en a recensé 1 310.

Les sujets, extrêmement variés, s'inspirent de modèles ioniens ou d'une façon générale de la Grèce de l'Est, pourtant des caractères originaux se dégagent de ce monnayage local : Apollon au corymbe (fig. 3) arbore des mèches temporales taillées en pointe, la tête de chien (fig. 4) est unique en son genre et traduit la liberté créatrice de l'artiste massaliote. Les différentes masses aux reliefs accentués sont traitées séparément et se juxtaposent en un tissu organique discontinu, comme le montre l'hémiobole à la tête de lion (fig. 5). L'usage du pointillé marque une dégénérescence par l'abstraction du type au bélier (fig. 6). Seuls Auriol et quelques sites espagnols (Pont-de-Molins, Morella et Ampurias) ont livré de telles pièces. Certaines de ces monnaies ne sont connues qu'à quelques rares exemplaires. Ainsi, en 1867, l'inventaire de Louis Blancard fait état de deux pièces ornées d'une tête de satyre de face, une seule, conservée au Cabinet de Marseille, est connue aujourd'hui. La seiche figure sur deux uniques exemplaires, l'un au Cabinet de Paris et l'autre à celui de Marseille. Marseille conserve également l'un des quatre exemplaires portant une amphore, il en est de même pour l'oiseau et l'œil, connus vraisemblablement chacun à quatre exemplaires.

L'identification de ces dénominations est fonction du poids de ces monnaies. Selon A. Furtwängler, deux systèmes pondéraux semblent alors en usage, le phocaïque et le milésien. La distinction est d'autant plus difficile que les espèces sont de poids faible : la monnaie ornée d'une amphore pèse 0,14 g ; celle à la tête de dauphin 0,15 g et celle à la seiche 0,22 g. La plupart des monnaies mises à jour à Auriol présentent au revers, un carré creux divisé en quatre parties, plus

ou moins régulières, formant des languettes orientées soit à droite, svastika dextrogyre soit à gauche, svastika sénestogyre. Toujours selon A. Furtwängler, il semble que nous soyons là en présence d'une tradition venant de Grèce du Nord ou de l'Est. Depuis 1867, d'autres monnaies au type d'Auriol ont été mises à jour. Une zone de circulation a ainsi pu être localisée. Elle admettait la Durance comme limite nord et le Rhône à l'ouest.

Les monnaies à la tête de bélier au pointillé trouvées dans les trésors espagnols de Emporion (1), Pont-de-Molins (1), Morella (1), Penedes (2) forment un groupe à part qui s'explique peut-être par une fabrication locale due à des graveurs indigènes de Massalia venus travailler en Catalogne (?).

*
* *
*

Le monnayage d'Auriol est relayé à Marseille par les oboles en argent, au milieu du Ve siècle av. J.-C. L'empreinte archaïque de revers est alors abandonnée au profit d'une iconographie gravée en relief. Le Cabinet des monnaies et médailles de Marseille conserve 16 oboles du Ve siècle : 4 au crabe, 8 à la tête casquée et 4 au Lacydon.

La série au crabe est la première créée après la fin du monnayage aux types d'Auriol. Elle offre au droit une tête à gauche et au revers un crabe avec parfois un M au dessous. Ce type s'inspire du crabe qui signe les monnaies d'Aggrigente. C'est également en Grande-Grèce, dans le monnayage de Syracuse qu'il faut trouver l'inspiration de la rouelle qui marque le casque de la tête des oboles de la 2e série, puis des roues à quatre rayons qui dorénavant orneront le revers de toutes les oboles. Selon C. Brenot, il s'agit de la tête d'un aurige se rapprochant ainsi des monnaies de Syracuse qui célèbrent les auriges, vainqueurs à Olympie ou à Delphes. La 3e série à la tête d'Athéna casquée est absente dans les collections du Cabinet de Marseille. Par contre, l'obole signée ΛΑΚΥΔΩΝ, du nom même du port de Marseille, s'orne d'une tête juvénile pourvue sur le front de la corne des divinités des cours d'eau, ce motif tire également son inspiration d'une cité de Grande-Grèce : Géla. Cette série s'achève à la fin du Ve siècle. L'ethnique ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ remplace ensuite ΛΑΚΥΔΩΝ sur la 6e série. Les liens avec la

Grande-Grèce attestés par l'iconographie sont confirmés par les poids de ces quelques exemplaires. En effet, le poids moyen de l'obole est d'environ 0,80 g, poids également de la litra sicilienne. S'aligner sur un étalon particulier ne relève pas du hasard, mais implique des relations précises clairement établies. Au IVe siècle et jusqu'au milieu du Ier siècle av. J.-C. le type est immobilisé. Invariablement, une tête juvénile est gravée au droit, la roue à quatre rayons cantonnés des lettres MA (fig. 7) occupe le revers. C'est un monnayage abondant, frappé probablement de manière discontinue et dont les variations iconographiques correspondent certainement à des émissions différentes. Ainsi, la tête peut apparaître cornue, barbue, avec ou sans favoris, ou simulés par les lettres ΠΑΡ, signature probable du graveur. Les lettres N ou NA apparaissent également devant ou derrière la tête. Au revers les lettres MA peuvent être bouletées ou non, la barre du A brisée ou non.

La difficulté de classement de ces variétés ne permet pas actuellement de proposer une succession des émissions. Le poids moyen des 66 exemplaires conservés au Cabinet de Marseille est de 0,63 g. C'est une pièce de poids beaucoup plus faible que l'obole du Ve siècle et dont les écarts à la moyenne sont importants, la précision à l'ajustage des flans pour ces exemplaires de faible poids étant limitée.

Les oboles du Ve siècle av. J.-C. circulaient sur le territoire massaliète mais également en Espagne jusqu'à la fin du IVe siècle comme l'attestent les trouvailles faites à Pont-de-Molins, Emporion, Tarragona, Morella et Mongo. Les trésors postérieurs montrent une circulation dans l'arrière pays massaliète.

*
* *

Au IVe siècle, Massalia fit frapper pendant un laps de temps très court une drachme en argent, la drachme lourde pesant environ 3,75 g. Cette superbe pièce dont le Cabinet de Marseille conserve 3 exemplaires présente au droit la tête d'Artémis, les cheveux bouclés ceints d'une couronne de lauriers. Elle porte des boucles d'oreilles à trois pendeloques et un collier de perles souligne le cou. Au revers, les Massaliètes signent leur monnaie des cinq lettres ΜΑΣΣΑ, au dessus du lion passant à droite, les quatre pattes sur la



Fig. 3. — Auriol. Obole Apollon au crobylos ø 9 mm.



Fig. 4. — Auriol. Hémiobole tête de chien ø 9 mm.



Fig. 5. — Auriol. Hémiobole tête de lion ø 8 mm.



Fig. 6. — Auriol. Tritartémorion à la tête de bélier ø 8 mm.

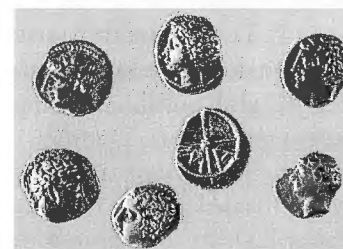


Fig. 7. — Massalia. Oboles à la tête juvénile ø 10 mm et 8 mm.



Fig. 8. — Massalia. Drachme légère ø 16 mm.



Fig. 9. — Massalia. Bronze lourd au trépied ø 22 mm.



Fig. 10. — Salluvii-Salyens. Drachme en argent (droit et revers) ø 13 mm.



Fig. 11. — Imitation padane «au scorpion» ø 15 mm.

Clichés Ville de Marseille (op. André Ravix).

ligne d'exergue, les épaules trapues, la croupe mince et haute. Le modèle iconographique puise son inspiration, comme pour l'obole quelques décennies plus tôt, au sein des monnayages des cités de Grande-Grèce. C'est l'effigie d'Aréthuse créée par Evainetos, vers 390 av. J.-C., graveur des monnaies de Syracuse, qui inspira le type massaliète ; mais c'est Velia, la cité sœur phocéenne de Massalia, qui fournit le type de revers : le lion.

Les relations privilégiées qui unissent alors les deux cités sont marquées par l'alignement du poids de la drachme lourde massaliète sur celui des statères véliens. Le rapport d'un lion de Massalia (3,75 g) pour deux lions de Vélie (7,50 g) s'impose donc. Dans le même temps, le poids de l'obole diminue passant à 0,63 g, le rapport de l'obole à son multiple (1 drachme = 6 oboles) est ainsi conservé. A l'origine de cette frappe éphémère, il faut probablement voir un effort de guerre solidaire des cités de Grande-Grèce et en particulier de Velia. La fabrication de la drachme lourde a été brève ; mais les types monétaires sont bel et bien créés et destinés à être repris peu après.

*
* *

A la fin du III^e siècle les Massaliètes frappent une drachme dite légère, moins lourde que celle du IV^e siècle. Elle pèse environ 2,65 g et est abondamment frappée jusqu'au milieu du I^{er} siècle av. J.-C. Le Cabinet de Marseille en conserve 763 réparties en trois groupes et quinze séries : le premier avec ΜΑΣΣΑ réunit quatre séries d'émissions, le deuxième groupe avec ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ comprend cinq séries d'émissions, le dernier groupe qui reprend l'ethnique ΜΑΣΣΑ a six séries d'émissions. Le classement au sein de chaque groupe est fonction d'une combinaison de lettres et de monogrammes au droit et au revers. Artémis apparaît avec arc et carquois, une épaule nue sur laquelle s'agrafe le drapé de la tunique. Au revers, le lion s'anime, patte antérieure levée (fig. 8). Le poids est respecté tout au long de la période d'émission, mais le style dégénère.

Il y a quelques années, le Cabinet de Marseille a acquis un trésor de 462 pièces trouvé à Rognac. Il se compose de 456 drachmes légères des 14^e et 15^e séries et six deniers romains. L'un d'eux a permis de

dater l'enfouissement en 49-48 av. J.-C. L'étude de cet ensemble homogène permettra certainement une reconnaissance de la succession des émissions pour ces deux séries.

*
* *

Entre la fin du II^e siècle et le milieu du I^{er} siècle av. J.-C., une nouvelle espèce en argent est introduite dans le monnayage massaliète. C'est une petite monnaie pesant environ 0,85 g, soit le tiers de la drachme légère. Ce diobole présente la tête d'Athéna casquée, au droit et l'aigle essorant au revers. Deux émissions ont été reconnues marquées des lettres A (barre transversale brisée) ou B. Le Cabinet de Marseille en conserve un exemplaire de l'émission A (barre transversale brisée).

*
* *

Des analyses métalliques réalisées sur des exemplaires variés en argent ont permis de reconnaître des groupes par leur appartenance à des stocks métalliques différents et ainsi de confirmer ou d'affiner la chronologie du monnayage massaliète.

La rupture chronologique entre la drachme lourde et la drachme légère (séries 1-9) est confirmée par l'analyse métallique des espèces. Elles proviennent l'une et l'autre de stocks d'argent différents. Les mêmes analyses effectuées sur les monnaies divisionnaires mettent en évidence des émissions contemporaines des drachmes. Une partie des oboles analysées provient du même stock de métal que les drachmes lourdes. Le diobole, au contraire présente la même composition métallique que les drachmes légères (séries 1-9), ce qui vérifie la fourchette chronologique proposée. Le reste des oboles et les drachmes légères (séries 14 et 15) ont été fabriqués avec le même argent, donc durant le deuxième quart du premier siècle. La composition métallique de ce dernier groupe se différencie des séries antérieures, mais est comparable à celle du monnayage des Volques Arécomiques. Un changement de stock métallique a donc eu lieu entre les séries 13 et 14 que peut expliquer un acte de 77 av. J.-C. par lequel Pompée rétrocède aux Massaliètes les

vectigalia perçus. L'utilisation de deux stocks métalliques différents aux IV^e et III^e siècles av. J.-C., puis au I^{er} siècle av. J.-C. pour la frappe des oboles plaide en faveur d'un abandon de leur frappe lors de la création de la drachme légère à la fin du III^e siècle av. J.-C. Cet arrêt coïncide avec l'introduction d'une monnaie de bronze destinée probablement à remplacer l'obole.

Les constatations ainsi déduites des analyses métalliques sont le fruit des travaux de C. Brenot et montrent combien cette façon d'aborder la masse monétaire en circulation est riche d'enseignements pour l'histoire.

*
* *

La monnaie en bronze est frappée aux II^e, I^{er} siècles et bien après la reddition de la cité devant César en 49 av. J.-C. comme l'attestent les petits bronzes tardifs recueillis dans les couches augustéennes des fouilles pratiquées aujourd'hui sur le territoire massaliète. Le Cabinet des monnaies et médailles de Marseille en conserve 205 exemplaires.

Les premières monnaies de bronze de Massalia sont lourdes (15,5 g), épaisses (4 mm) et larges (25 mm). Coulées en chapelet dans des moules, elles sont séparées à la cisaille. Les queues de coulée sont souvent visibles et les bords en biseau parfaitement reconnaissables. Le flan reçoit alors l'empreinte : au droit, la tête d'Apollon, les cheveux longs tombant sur le cou ; au revers, sous la légende ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ, le taureau chargeant à l'imitation des monnaies de Thurium. Des symboles variés (grappes de raisin, étoile, victoire, croissant, corne d'abondance,...) ornent à la fois droit et revers, en référence à la succession des émissions. C'est une pièce lourde, mais dont la taille au marc justifie les écarts de poids entre les exemplaires. Soumise à des analyses métalliques, la variation des proportions de l'étain, du cuivre et du plomb (augmentation du plomb et diminution de l'étain) de la première à la deuxième série s'explique par la refonte des pièces avec rajout de plomb. Procédé qui mettait rapidement à disposition une plus grande quantité d'espèces. Au contraire des monnaies en argent, celles en bronze subissent une perte de poids progressive au fil de leur fabrication. Du bronze lourd de 15,50 g, la monnaie, de réduction pondérale en réduction pondérale n'affiche plus vers 49 av. J.-C. que 1,15 g.

Succédant immédiatement au bronze lourd au taureau, le bronze lourd au trépied est frappé (fig. 9). La tête d'Athéna remplace celle d'Apollon et le trépied delphique, le taureau. Les nombreux cas de surfrappe des monnaies de ce groupe sur des bronzes lourds au taureau confirment l'ordre de fabrication de ces espèces. Les bronzes au trépied affichent une perte de poids (environ 7,60 g).

Les groupes suivants, à nouveau ornés d'Apollon et du taureau, se différencient par la légende courte ΜΑΣΣΑ ou développée ΜΑΣΣΑΛΙΗΤΩΝ, auxquelles s'associent des symboles, des monogrammes, 1, 2 ou 3 lettres. Les poids diminuent progressivement et les modules se réduisent. Le dessin du taureau observé dans des positions variées constitue également une base de classement. La confrontation des paramètres (esthétiques, pondéraux, symboliques, métalliques) doit permettre d'obtenir une approche de la compréhension de ce monnayage. Déjà, C. Brenot a émis l'hypothèse d'un alignement pondéral du monnayage de bronze massaliète sur le monnayage romain. L'un suivant les vicissitudes de l'autre et la chronologie du monnayage massaliète se déduisant de celle des événements politiques romains. Ainsi, si la drachme légère équivaut à l'as romain, le bronze lourd au taureau est une héli-obole.

Des petites monnaies de poids faibles (aux alentours de 2 g) de flans épais, ornés de symboles variés (aigle-caducée-galère-Athéna-dauphin-lion, au revers ; tête d'Apollon, d'Artémis, tête tourellée ou casquée, au droit) circulent sur le territoire massaliète durant l'époque augustéenne.

*
* *

Le développement de l'activité monétaire de la cité grecque Massalia s'est accompli dans un contexte celtique. Les espèces créées et multipliées sont autant de signes destinés à établir des relations tant avec d'autres Grecs qu'avec les populations indigènes. Lorsque les Grecs de Phocée abordent la côte massaliète si semblable aux rivages phocéens, le chef du peuple Salluvii, qui occupe alors le territoire, marie sa fille Gyptis. Les colons grecs invités au banquet, prennent place parmi les indigènes. La jeune fille offre sa coupe au chef de l'expédition grecque, Protis, reconnaissant ainsi son futur époux. C'est ce que dit la légende, qui plaide

pour une installation pacifique. Ce ne fut probablement pas aussi simple. Soixante-dix peuples différents dirigés par des rois ou des *principes* occupent les territoires s'étendant du Rhône aux Alpes et à la mer Méditerranée. Quatre grands peuples s'imposèrent aux autres peuplades et formèrent une fédération. Ce sont les Allobroges, les Cavares, les Voconces et les Salluvii. Implantée chez ces derniers, Massalia est à l'origine un comptoir phocéén. La cité s'organise donc en tant que telle, développant un commerce de transit destiné à échanger les productions grecques importées (céramiques, vin...) et locales (cuivre, basalte, grenat de Provence, corail, ambre, résine...) contre les produits provenant de Celtique et tout particulièrement l'étain. Le commerce massaliète s'appuie sur le contrôle de certaines voies de pénétration, exercé par l'intermédiaire des comptoirs créés sur la côte provençale : Olbia (Hyères), surveille la vallée du Gapeau, Antipolis (Antibes) celle du Loup, Nicae (Nice) celle du Paillon ; sur la côte Languedocienne, Agatha (Agde) joue le même rôle ; enfin, sur la côte orientale de l'Espagne, des échelles grecques existaient dès le VI^e siècle. Trouvailles et trésors attestent de la pénétration du monnayage massaliète en Gaule celtique. Ce numéraire constituait la monnaie des peuples celtes.

Sous l'impulsion de Massalia, les grandes cités alliées battent monnaie : Avenio capitale des Cavares, Glanon capitale des Glaniques et Caenica proche de Massalia, mais dont la localisation exacte est encore ignorée. Trois monnaies d'Avenio sont conservées au Cabinet de Marseille, une drachme en argent (2,28 g) à la tête d'Apollon au droit, un sanglier au revers surmonté des lettres AOVE, C sous le ventre de l'animal. La qualité et le style de la gravure évoquent un artiste massaliète. L'animal représenté au revers d'une monnaie de bronze (1,25 g) est à rapprocher également des lions massaliètes des drachmes légères de la 15^e série (milieu I^{er} siècle av. J.-C.). Enfin la drachme cavare au cheval et à la légende IAZUS en caractères lépontiens semble avoir été frappée selon les techniques massaliètes : forme, module, filet plein ou léger relief au revers. Aucune des deux drachmes mises à jour à Glanon ne figure dans les collections de Marseille. Il en est de même pour les monnaies de Caenica.

Des emprunts iconographiques sont également visibles sur deux monnaies des Samnagentes (1,24 g et 1,77 g) : au droit, est représentée une tête coiffée

d'un casque athénien et au revers, un taureau chargeant identique à celui des bronzes massaliètes. Les Rigomagentes ont choisi pour signer leur drachme Artémis et le lion et la légende DIKO (2,04 g). La même symbolique est frappée sur la monnaie (2,43 g), attribuée aux Insubres avec la légende en caractères lépontiens PINAKOS. Malgré leurs analogies iconographiques, ces différents exemplaires ne semblent pas s'être alignés sur le système pondéral massaliète (drachme légère : 2,60 g — 2,70 g). Au contraire, la monnaie en argent des Salluvii-Salyens (2,43 g) conservée dans le médaillier de Marseille, se place bien dans l'aire pondérale massaliète, en dépit d'un type monétaire emprunté au tétradrachme punique. Le revers offre une très belle tête de cheval à droite précédée de la légende en caractères lépontiens [IAIL]KOVESI alors que le droit s'orne d'une tête laurée à droite (fig. 10). Il est à noter qu'existent sur la rive gauche du Rhône des monnaies marquées par l'influence romaine. Au droit, on identifie la tête, à droite, coiffée du casque ailé, comme Roma ; au revers le cavalier armé galopant à droite, reproduit celui des deniers romains. La double légende DURN[ACOS] et AUSCO occupe respectivement le droit et le revers.

Les produits massaliètes, par l'intermédiaire des Celto-Ligures, prennent également le chemin des Alpes et celui de l'Italie. L'augmentation des échanges au I^{er} siècle impose une multiplication du numéraire, de nouvelles espèces sont donc frappées à l'imitation de la drachme lourde. Les types monétaires sont conservés et scrupuleusement copiés. Du dernier quart du III^e siècle au I^{er} siècle av. J.-C., la drachme massaliète continue à être imitée en Gaule cisalpine et dans la plaine du Pô. Si le thème iconographique reste le même, la manière de traiter ce sujet a permis de distinguer des groupes. Le Cabinet de Marseille conserve 60 imitations, dont 9 exemplaires de poids lourd (3,25 g à 3,79 g) directement imités de la drachme lourde massaliète ; 25 monnaies de poids moyen d'environ 2,50 g présentent un lion chétif, griffu, à l'œil rond exorbité et une petite tête d'Artémis tracée avec maladresse. Enfin 26 pièces aux flans irréguliers, mal équarris, sont taillés à la cisaille dans des bandes de métal avant d'être frappés, la tête d'Artémis est clairement organisée mais la simplification marque une altération figurative. Au revers, le lion semble traité en deux dimensions et l'abstraction des traits lui con-

fère la forme d'un scorpion (fig. 11). Le poids moyen est d'environ 2,50 g. Selon M. Crawford, les monnaies padanes procèdent de la drachme légère. Au contraire, A. Pautasso considère qu'elles s'inspirent de la drachme lourde. C. Brenot propose l'idée que les drachmes padanes des III^e-II^e siècles av. J.-C. peuvent très bien être imitées des drachmes déjà frappées par les peuples celtes installés au nord du Pô, elles-mêmes imitées des drachmes massaliètes. Les drachmes padanes des III^e-II^e siècles av. J.-C. constitueraient en quelque sorte la deuxième génération d'imitations.

*
* *
*

La plus vieille cité de Gaule frappe monnaie sans discontinuer pendant six siècles, structurant son monnayage au rythme des événements locaux et internationaux. Bien que les cadres chronologiques soient maintenant bien établis, la succession des émissions surtout en ce qui concerne le monnayage en bronze reste à préciser. La présence de Massalia en pays celto-ligure a contribué à rendre le monde grec plus proche des Celtes. Les productions grecques pénètrent en Gaule et en Italie, par l'intermédiaire de Massalia. Ce dynamisme économique diffuse le monnayage de la cité, véritable ambassadeur de l'hellénisme.

Bibliographie (les ouvrages et articles sont classés par ordre d'étude) : G.E. Reynaud, *Histoire du Cabinet des médailles de Marseille*, Marseille, Archives de la Ville, 1986. J.F.P. Fauris de Saint-Vincens, *Monuments antiques, médailles grecques de Marseille et monnaies des comtes de Provence*, s.l.n.d. J. Pournot, *L'irrésistible Monsieur Laugier ou la bonne fortune des monnaies*, Marseille, Archives de la Ville, 1987. J. Pournot, Auriol, dans *Voyage en Massalie, 100 ans d'archéologie en Gaule du Sud*, Marseille, Musée de Marseille et Edisud, 1990, p. 146-153. A. Furtwängler, *Monnaies grecques en Gaule : le trésor d'Auriol et le monnayage de Massalia 525/520-460 av. J.-C.*, Fribourg, Typos III, 1978. L. Villaronga, Les rapports numismatiques entre Massalia et Emporion, dans *Numismatica e Antichità classiche*, XX, Lugano, Quaderni Ticinesi, 1991, p. 85-92. C. Brenot et A. Sias, *Catalogue du fonds général (Marseille, la Sicile*

et la Grande-Grèce), Marseille, Archives municipales, 1981, 67 p. C. Brenot, Une étape du monnayage de Marseille : les émissions du Ve siècle av. J.-C., dans *Marseille grecque et la Gaule*, 1992, p. 246-253 (Études massaliètes, 3). J.C. Richard, Les monnaies du Lacydon, dans *Mélanges J.B. Colbert de Beaulieu*, Paris, Le Léopard d'Or, 1987, p. 723-725. M. Campo, Circulation de monedas massaliotas en la península Iberica, dans *Mélanges J.B. Colbert de Beaulieu*, p. 175-189. J.C. Richard, La diffusion des monnayages massaliètes au delà du territoire de Marseille, dans *Marseille grecque et la Gaule*, p. 255-260. C. Brenot, Le monnayage de Marseille de la fin du III^e siècle à 49 av. J.-C. dans *Gaule interne et Gaule méditerranéenne aux II^e et I^{er} siècles avant J.-C. : confrontations chronologiques*, Actes de la Table Ronde de Valbonne (11-13 novembre 1986), Revue archéologique de Narbonnaise, supplément 21, Paris, 1990, p. 27-35. J. Felisat, Les dioboles de Marseille à la tête d'Athéna et à l'Aigle, dans *Cahiers numismatiques*, n° 98, décembre 1988, p. 427-442. C. Brenot, Nouvelles recherches sur le monnayage d'argent de Marseille du IV^e au I^{er} siècle av. J.-C., dans *Actes du 9^e Congrès international de numismatique*, Berne, 1979, Louvain-la-Neuve-Luxembourg, 1982, p. 187-197. C. Brenot, Trésors de monnaies de Marseille (bronze lourd au taureau) découverts à Olbia (Hyères, Var), dans *Mélanges J.B. Colbert de Beaulieu*, p. 121-133. G. Gentric, Essai de typologie des petits bronzes massaliètes au taureau cornupète, dans *Mélanges J.B. Colbert de Beaulieu*, p. 389-401. J. Felisat, Inventaire des monnaies trouvées sur l'oppidum du Baou-Roux (B. du Rh.) de 1907 à 1981, dans *Revue archéologique de Narbonnaise*, t. 20, 1987, p. 99-141. A. Deroc, *Les monnaies gauloises d'argent de la vallée du Rhône*, Paris, 1983 (Études de numismatique celtique, 2). M. Clavel-Lévêque, *Marseille grecque, la dynamique d'un impérialisme marchand*, Marseille, Laffitte, 1985. L. Chabot, Le monnayage péri-massaliète et la pseudo-chôra, dans *Mélanges J.-B. Colbert de Beaulieu*, p. 195-211. A. Pautasso, *Le monete preromane dell'Italia settentrionale*, Varese, 1966. M. Crawford, *Coinage and Money under the Roman Republic*, Londres, 1985, p. 75 et suiv. C. Brenot, Des drachmes marseillaises aux drachmes cisalpines dans *Numismatica e archeologia del celtismo padano*, Atti del Convegno internazionale Saint-Vincent 8-9 Sett. 1989, Aosta, Fondazione Andrea Pautasso, 1994.

La communication était illustrée par des diapositives de monnaies du Cabinet de Marseille et par la présentation de 12 monnaies de Massalia tirées de la collection de la Société archéologique de Bordeaux (fonds O. Miller).

Séance du 18 décembre 1994

Présidence de M. Lecœur, président

Communication :

M. Pujo : *Le monnayage royal achéménide perse : sicles et dariques.*

La conquête de la Lydie par les Perses en 545 av. J.-C. ne provoqua pas d'interruption importante dans son monnayage. Les émissions au type lydien (protomés affrontés de lion et de taureau) instaurées par Crésus, roi de Lydie de 560 à 545, et dont j'ai eu l'occasion de vous entretenir ici même en décembre 1993, continuèrent à être produites durant une trentaine d'années jusqu'à ce qu'elles soient remplacées par les dariques et les sicles perses sous Darius I (521-486). Ces émissions postérieures à Crésus sont caractérisées par une stylisation de leur type (qui devient moins réaliste et plus grossier) et se limitent pratiquement à la créseïde légère d'or de 8,2 g et à la créseïde légère ou hémistatère d'argent de 5,4 g. Le monnayage de Crésus et ce monnayage postérieur à Crésus furent produits dans un seul atelier, celui de Sardes, la capitale de la Lydie.

Avant la conquête de la Lydie, les Perses n'avaient aucune pratique du monnayage (l'or et l'argent n'intervenaient dans leurs transactions qu'en tant que billon). Il est normal qu'après en avoir mesuré les avantages, ils aient frappé le leur propre, sur les mêmes bases que les créseïdes pour cette partie de leur empire déjà largement habituée au monnayage. La date d'apparition peut en être définie par les dépôts de fondation de l'Apadana de Persépolis (entre 519 et 510 ; pas de monnaie au type perse encore à cette date) et un trésor trouvé à Smyrne (datable de 500 et qui lui contenait des sicles perses) et située donc entre 510 et 500.

Le monnayage royal achéménide comporte des monnaies d'or : les dariques et des monnaies d'argent : les sicles. Toutes ont, à l'avvers, un personnage identifié comme étant le Grand Roi lui-même, couronné de la cydaris, vêtu d'une longue tunique. L'arc

qu'il tient toujours a fait donner à ces pièces le nom populaire d'«archers». Leur revers a un rectangle creux. Au début les deux espèces sont frappées au même étalon de poids que les créseïdes légères d'or et d'argent.

Il existe quatre types d'avvers différents pour ce monnayage perse. Type I : le roi, à mi-corps, barbu, couronné, à droite, tenant deux flèches et un arc. Argent uniquement : sicle, 5,4 g. Type II : le roi, couronné, barbu, agenouillé ou courant à droite, carquois à l'épaule, tirant à l'arc. Or et argent : darique, passant très vite de 8,17 à 8,35 g d'or ; sicle, de 5,4 g d'argent. Type III : le roi, couronné, barbu, courant à droite, carquois à l'épaule, tenant une lance de la main droite et un arc de la main gauche. Or : darique, 8,35 g. Argent : sicle, passant de 5,4 g à 5,6 g. Le type III a duré très longtemps. C'est de loin le plus abondant tant pour l'or que pour l'argent. Il y a un type initial IIIb et un type tardif (avec un ample drapé pour la tunique royale). Une autre subdivision est basée sur l'existence de deux petits points derrière la barbe du roi. On trouve ces deux points sur les premières monnaies du type III, d'où la classification IIIa. Quant à la variété au visage imberbe, ce serait un simple artefact dû à une retaille d'un coin de type III au roi barbu. Type IV : le roi, couronné, barbu, courant à droite, carquois à l'épaule, tenant un poignard de la main droite et un arc de la main gauche. Or : darique, 8,35 g (et divisionnaires). Argent : sicle, 5,6 g (et divisionnaires).

La chronologie retenue est celle proposée par Ian Carradice. Elle se base sur les études antérieures, celles de Kraay notamment, mais aussi et c'est ce qui en fait l'intérêt, sur l'étude de nombreux trésors où dariques et sicles sont trouvés avec des créseïdes et des monnaies de cités grecques mieux étudiées qui ont souvent permis la datation de l'enfouissement du trésor. Elle se base également sur la comparaison des styles, sur l'étude technique des pièces et sur les liaisons de coins. Elle demeure cependant approximative. Les dernières créseïdes sont proches en date des tout premiers sicles (types I, II, IIIa). Tous ces monnayages, qui sont probablement émis sous le règne de Darius I, appartiennent à la période des chouettes archaïques d'Athènes (c'est-à-dire 520/510 à 480). Pour être un peu plus précis. Type I : son introduction pourrait être datée entre 510 et 500 ; type II : introduction vers 500 ; type IIIa : vers 490-485 ; type IIIb : vers les années 480 ; type IV : vers 450.

Il est probable que les sicles de types IIIb et IV furent produits en grand nombre par plusieurs ateliers au Ve siècle, le nombre d'ateliers étant encore plus important pour les émissions qui devaient continuer encore au IVe siècle.

L'étude des trouvailles et celle des trésors montrent que les sicles circulaient principalement en Lydie et dans les satrapies voisines. Ils étaient de toute évidence destinés à cette partie occidentale de l'empire en relation d'affaires avec les cités grecques. Les dariques par contre circulaient dans tout l'empire et même hors de l'empire. Ils étaient les bienvenus partout, car le monnayage d'or était presque inexistant dans le monde grec jusqu'au IVe siècle et ils étaient recherchés par les thésauriseurs comme par les bijoutiers.

Bien que cela soit en dehors de notre propos, signalons qu'après sa conquête de la Perse, Alexandre le Grand fit frapper, notamment à Babylone, des dariques et des doubles dariques aux types perses IIIb et IV (avec dessin de vagues au revers, avec parfois des symboles et des lettres à l'avvers).

Bibliographie : Kraay, *Archaic and Classical Greek Coins*, Londres, 1976. Carradice, *The Regal Coinage of the Persian Empire*, Oxford, BAR, 1987. Margaret Cool Root, *Evidence from Persepolis for the Dating of Persian and Archaic Greek Coinage*, *Numismatic Chronicle*, Londres, 1988. Carradice et Price, *Coinage in the Greek World*, Londres, 1988. L'or perse et l'histoire grecque, *Revue des études anciennes*, t. 91, 1989.

La communication était illustrée par la présentation de monnaies :

M. Pujo : sicle de type IIIb, Ve siècle av. J.-C., Sardes, arg., 17,5 x 14 mm, 5,57 g, Carradice IIIb.

Dr Debruge : Darius I (521-485), sicle de type IIIb contremarqué, Sardes ?, arg., 18 x 15 mm, 5,41 g, Pozzi 3133 var. (attr. à Darius II) ; Sear 3427 var. ; Bab p. 1-3 et pl. I ; contremarques p. XI et pl. XXXIX.

M. Lecœur : darique de type IIIb tardif, 1ère m. IVe siècle av. J.-C., Sardes ?, or, 15 x 13,5 mm, 8,36 g, Sear 4679 var.

Autres présentations :

Dr Debruge : Perse achéménide, Salamine de Chypre, satrape Evagoras II (361-351 av. J.-C.), statère d'argent, 25 mm, 10,68 g, 10 h, Pozzi 3139 var. ; Bab p. 15 et pl. XVII.

M. Ursy : Grèce du Nord et Thrace (Byzance), 416-359 av. J.-C., drachme, arg., 16 x 15 mm, 5,17 g, Pozzi 1127. Jeton Louis XVI en laiton antérieur à la Révolution.

M. Dugros : Monnaies françaises sorties de l'atelier de Marseille (fermé en 1829 et rouvert temporairement 1853-1857 pour la réforme des monnaies de bronze). Napoléon I (1804-1814), 5 frs, 1812, arg., VG 2304. Charles X (1824-1830), 5 frs, 1827, arg., VG 2640. Napoléon III (1852-1870), 5 c., 1856, br., VG 3461.

M. Wiedemann : Monnaies des XIXe et XXe siècles (Autriche, Bulgarie, Italie, Serbie, Empire du Brésil, Honduras).

Revue archéologique de Bordeaux

tome LXXXV, année 1994

Table des matières

Documents d'archéologie de Gironde

Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine 7

Travaux et recherches archéologiques de terrain 14

Andernos-les-Bains, Cimetière Saint-Eloi	16
Blaye, La Citadelle	16
Blaye, Rempart ouest	17
Bordeaux, Cité judiciaire	18
Bordeaux, Lycée Montaigne	19
Bordeaux, 88 rue Camille Sauvageau	20
Bordeaux, 14-16 rue Vital Carles	21
Cambes, La Corderie	21
Camiran, Le Bourg	22
Daignac, Villa gallo-romaine de Larneville	23
Grayan-et-l'Hôpital, La Lède du Gurp	23
La Réole, 7 rue Moussillac	24
La Réole, La Halle	25
La Sauve, Abbaye	25
Le Pian-Médoc, Eglise Saint-Seurin	25
Les Eglisottes, Le Chevet	26
Moulis, Eglise Saint-Saturnin	27
Saint-Christoly-de-Blaye, L'église	27
Saint-Emilion, Place Bouqueyre	28
Saint-Genès-de-Lombaum, Eglise	28
Sainte-Florence, Abri Houleau	29
Soulac-sur-Mer, La Balise, Plage de l'Amélie	30
Vayres, Le Château	30

Opérations communales et intercommunales 32

Canton de Bourg-sur-Gironde	32
La Sauve	34
Monségur	34
Soulac-sur-Mer, Plage de l'Amélie	35
Sud-Brannais	35
Terrasses alluviales garonnaises du Pléistocène	35

Archéologie générale

M. LENOIR, F. MARMIER, G. TRÉCOLLE, <i>Le gisement magdalénien de Saint Germain-la-Rivière (Gironde) : données anciennes et acquis récents</i>	39
Jean-Luc PIAT, <i>La villa gallo-romaine de Larmevaille, à Daignac (Entre-deux-Mers)</i>	73
Marie-Claude JEAN, <i>L'église de Saint-Vivien de Boissan : inscriptions découvertes sur la charpente</i>	87
Marc BERNARD, <i>Une coupe en faïence bordelaise avec un décor exceptionnel</i>	105
Myriam VIALATTE, <i>L'Institution des sourdes-muettes de Bordeaux</i>	109
Karine TEXIER, <i>Saint-Amand de Caudéran (1852-1855) par Henri Duphot : une église du renouveau catholique</i>	123
Elizabeth LEGER, <i>La bibliothèque municipale de Bordeaux (1886-1891)</i>	133

Groupe Jules Delpit : études d'archives

Sandrine LAVAUD, <i>Les métiers dans la ville : structure socio-professionnelle des paroisses de Bordeaux à la fin du Moyen Age</i>	151
Michel BOCHACA, <i>Maison d'habitation, cadre de vie domestique et patrimoine foncier à Saint-Emilion fin XVe et début XVIe siècle</i>	159
Philippe MAFFRE et Marc FAVREAU, <i>Les jardins des noviciats des Carmes déchaux et des Jésuites de Bordeaux</i> ..	167
Philippe MAFFRE, <i>La reconstruction du couvent des Feuillants au XVIIIe siècle</i>	175
J. BOYREAU, <i>Saint Morillon au XVIIIe siècle, essai sur la vitalité de la féodalité dans une commune rurale au temps de Montesquieu</i>	183
Fabienne HELLOUIN DE CENIVAL, <i>Alexis-Honoré, François et Jean-Baptiste-Alexis Roché</i>	209
Fabienne HELLOUIN DE CENIVAL, <i>Alexis-Honoré Roché</i>	219

<i>Activités et manifestations de la Société Archéologique de Bordeauxen 1994</i>	243
---	-----

<i>Cercle Bertrand-Andrieu : numismatique. Procès-verbaux des séances de l'année 1994</i>	247
---	-----

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux — Tél. 56 44 48 18

Conseil d'administration pour l'année 1993

Présidents d'honneur :	M. le Professeur MARCADÉ, membre de l'Institut M. le Professeur ROUDIÉ
Président :	M. J.-C. LASSERE
Vice-présidents :	M. SAUTREAU M. RÉGALDO-SAINT BLANCARD
Secrétaire Général :	M. VIVEZ
Trésorier :	M. ROBOREL DE CLIMENS

Conseillers :	Mme MULLER, MM. AVEILLÉ, AVISSEAU, BÉNUSIGLIO, COUDROY DE LILLE, FAIVRE, GARDELLES, LACOSTE LAGRANGE, PUJO, RÈCHE
---------------	--

Commissaire aux excursions : M. SAUTREAU

Comité directeur des publications :
MM. RÉGALDO-SAINT BLANCARD, FAIVRE, ROBOREL DE CLIMENS

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Revue

Les Sociétaires reçoivent le tome de la Revue Archéologique de Bordeaux correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation pour 1996 : 165 F. Pour les étudiants : 110 F.

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux. Un reçu pour l'administration fiscale sera adressé sur demande.

(C.C.P. BORDEAUX 306 80 S)

Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes, 1 place Bardineau, 33000 Bordeaux - Tél. : 56 44 48 18
Paiement cotisation = entrée gratuite au Musée d'Aquitaine

Cession de tomes isolés (sauf épuisement)

Bulletins récents (depuis 1960)	160 F
Bulletins entre 1923 et 1960	70 F
Bulletins anciens (entre 1873 et 1923)	120 F
Tables 1924-1973	70 F

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Ouvrages

J.-P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>	60 F
Dr A. CHEYNIER, <i>Pair-Non-Pair</i>	100 F
J.-A. BRUTAILS, <i>Les vieilles églises de la Gironde</i>	(épuisé)
A. NICOLAI, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle</i>	1000 F
J.-A. BRUTAILS, <i>Album</i>	(épuisé)
<i>Catalogue du Centenaire</i>	125 F
<i>Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes</i> (1988)	50 F

Collection «Mémoires»

1 <i>Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde</i>	(1989)	150 F
2 <i>Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)</i>	(1990)	160 F
3 <i>L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution</i>	(1993)	broché 335 F relié 390 F

Collection «Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines»

1 Marie-France LACQUE-LABARTHE, <i>Meubles bordelais, meubles de port</i>	40 F
2 Robert COUSTET, <i>Le couvent de l'Assomption et les prémices de l'architecture néo-romane à Bordeaux</i>	40 F



Société Archéologique de Bordeaux

Hôtel des Sociétés savantes

1 place Bardineau

33000 Bordeaux



Le comité directeur des publications
Jean-Bernard Faivre, Pierre Régaldou-Saint Blancard, Xavier Roborel de Climens

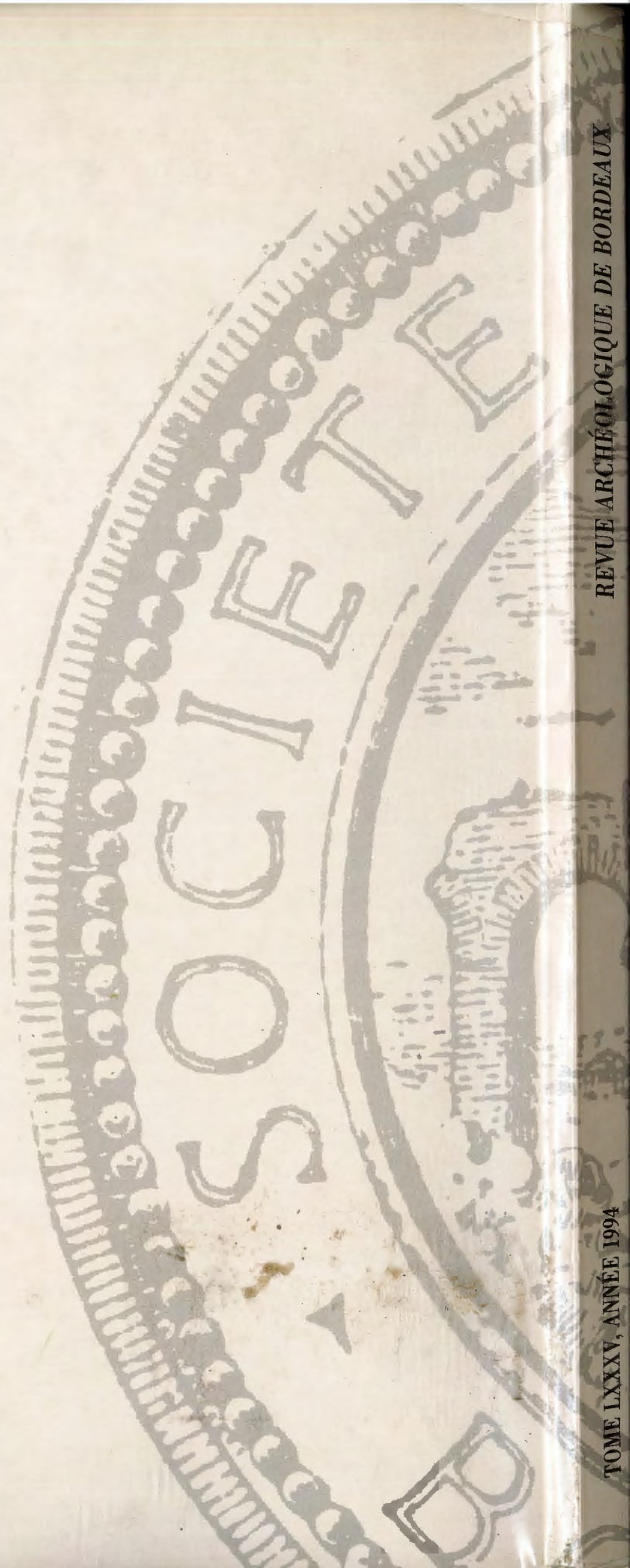
Maquette de la couverture :
Presse-Papiers

Maquette intérieure et composition :
Concept 99
5 rue Antoine Dupuch
33000 Bordeaux

Impression : 6-4192
La Nef
22 rue du Peugue
33000 Bordeaux

Dépôt légal : septembre 1996.

ISSN 1154-1342



TOME LXXXV, ANNÉE 1994

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX